

J. CRETINEAU - JOLY

HISTOIRE DE LA

VENDEE MILITAIRE

NOUVELLE EDITION ILLUSTRÉE

ANNOTÉE AUGMENTÉE D'UN 5^e VOLUME
et ornée

D'UNE CARTE EN COULEURS

PAR

Le R. P. J. EMMANUEL DROCHON

des AUGUSTINS DE L'ASSOMPTION



Tome I^{er}

2^e édition



Bibliothèque Saint Libère

<http://www.liberius.net>

© Bibliothèque Saint Libère 2007.

Toute reproduction à but non lucratif est autorisée.

HISTOIRE

DE LA

VENDÉE MILITAIRE



J CRÉTINEAU-JOLY

J. CRETINEAU-JOLY

HISTOIRE

DE LA

VENDÉE MILITAIRE

ÉDITION NOUVELLE ET ILLUSTRÉE

*enrichie d'une carte en couleurs et de superbes portraits et dessins
annotée et augmentée d'un 5^e volume,*

PAR

Le R. P. Jean-Emmanuel B. DROCHON

DES AUGUSTINS DE L'ASSOMPTION

TOME I



PARIS

MAISON DE LA BONNE PRESSE

8, RUE FRANÇOIS 1^{er}

A M. L'ABBÉ H. CRÉTINEAU-JOLY, A CANCALE

MON CHER AMI,

Je vous remercie d'avoir bien voulu offrir à la Maison de la Bonne Presse l'Histoire de la Vendée militaire et les Mémoires du cardinal Consalvi.

Nous répandrons ces deux ouvrages qui, au moment de leur publication, produisirent une impression si vive et qui feront revivre la mémoire vénérée de Monsieur votre père.

Je suis ravi de saisir cette occasion pour rappeler nos souvenirs communs du siège de Paris. bercé dès votre enfance par les récits de la Vendée, vous avez grandi sur un champ de bataille plus pacifique, mais non moins glorieux. Partout on vous a vu combattre avec cette foi ardente et ce courage intrépide que vous a légué votre famille comme le plus précieux héritage.

Notre-Seigneur veut parfaire son œuvre en vous par la douloureuse épreuve que vous portez avec tant de patience et dont vos nombreux amis seraient heureux d'abrégier la durée.

Je suis à vous de tout cœur.

F. PICARD,

Sup. gén. des Augustins de l'Assomption.

Paris, le 15 août 1895, en la fête de l'Assomption.

PRÉFACE

QU'IL FAUT LIRE

De tous les écrivains qui ont, depuis cent ans, raconté la lutte gigantesque soutenue par la Vendée militaire contre la Révolution, Crétineau-Joly nous paraît le plus exact et le plus complet.

Cinq éditions de son ouvrage disent assez le talent de l'auteur et l'intérêt palpitant du drame.

Malgré ses nombreux tirages, qui s'échelonnent de 1840 à 1865, l'Histoire de la Vendée militaire est devenue si rare, que même les exemplaires des premières éditions font prime chez tous les bouquinistes.

Plus que jamais le public instruit s'attache à ces mémoires, revues et documents, publiés sur la période qui s'étend de 1789 à 1830.

Guidé par cette avidité du public et cédant plus encore au sentiment de la piété filiale, M. l'abbé H. Crétineau-Joly a cru l'heure opportune pour donner une nouvelle édition du livre de son père.

Avec l'agrément gracieux de M. Ludovic Crétineau-Joly, son frère, il a bien voulu nous offrir la

propriété littéraire de cet ouvrage, ainsi que des Mémoires si intéressants du cardinal Consalvi qui paraissent en même temps.

Habitué aux exigences des lecteurs contemporains, les directeurs de la Maison de la Bonne Presse ont pensé que si le livre devait être respecté dans sa rédaction, il gagnerait à être rajeuni dans sa forme. De là, l'idée de ces illustrations nombreuses qui émaillent le texte et feront revivre aux yeux de notre génération ces figures de héros.

Ici, notre tâche était ardue. Il s'agissait de découvrir les vues et croquis des villes d'autrefois, les portraits de ces glorieux combattants. Déjà les plus illustres d'entre eux, les Cathelineau, les Lescure, les Charette, les Bonchamps, les d'Elbée, les La Rochejaquelein, etc., connus de tous étaient devenus classiques; mais, si la Grande Armée posséda des chefs dignes d'elle, elle eut des officiers et des soldats incomparables. Tous, à vrai dire, avaient pris plus de joie à se battre qu'à se faire peindre; et cependant, plusieurs existaient, pieusement conservés dans les châteaux de la Vendée, de la Bretagne, de l'Anjou ou de la Normandie.

C'est ici que nous avons rencontré une bonne volonté et un empressement qui nous imposent l'agréable devoir de les signaler, afin que le lecteur joigne sa reconnaissance à la nôtre.

M. le M^{rs} de Chauvelin nous prêta le précieux

album, où sa tante, M^{me} la B^{nne} de La Riboisière avait, en 1826, dessiné au château de Clisson, et sous les yeux de sa mère, la vénérable marquise, les survivants des luttes vendéennes, types remarquables et croqués d'après nature.

Dans la Bretagne, M. le C^{te} de Palys se mettait en quête des vieilles toiles appendues aux murailles et se chargeait d'envoyer à Nantes, à Rennes, à Vannes, ces vieux témoins endommagés par le temps et quelque peu étonnés de paraître devant les appareils de la photographie moderne. Ces vaillants avaient jadis tenu tête à de plus dangereux ennemis et le lecteur aura plaisir à les revoir dans leur mâle attitude.

De leur côté, M. le M^{is} de La Rochejaquelein, M. le C^{te} de Chabot, du Parc-Soubise, en Vendée, retrouvaient dans leurs cartons de famille, chez des amis et jusque dans le Maine, quelques types inédits des Chouans les plus célèbres.

Sur un autre théâtre, celui des collectionneurs intelligents, nous avons eu deux collaborateurs dévoués, l'un et l'autre héritiers d'un grand nom : M. le M^{is} d'Elbée, chef de bataillon au 66^e d'infanterie, et M. le C^{te} R. Tillet de Clermont-Tonnerre, chef d'escadron au 25^e dragons. Le premier à Tours, le second à Angers, ils ont eu la bonne fortune de découvrir des pièces rares et précieuses.

Mais comment dire toute notre gratitude à M. le

C^{te} de Cambourg? De l'Anjou qu'il habite, cet aimable voyageur a rayonné dans toute la Vendée militaire et jusque dans la Bretagne, ici, recueillant une légende, là, dessinant un monument qui s'efface et un souvenir prêt à disparaître.

Enfin, c'est à M. le duc de La Trémoille que nous devons les documents qui rempliront le cinquième volume ajouté à l'œuvre de Crétineau-Joly. Toutes les familles du Haut et du Bas-Poitou, de l'Anjou, du Maine, de la Bretagne et de la Normandie y trouveront, avec leur nom et des notices biographiques, les gloires de leurs ancêtres, consignées dans des États de services officiels et d'une authenticité absolue.

Ce cinquième volume sera donc comme le livre d'or de la Vendée militaire.

Une carte spéciale et nouvelle orne le premier volume. Il en existait déjà, soit dans l'ouvrage de M. A. de Beauchamp, soit dans les dernières éditions de Crétineau-Joly. Mais, sans vouloir en médire, ces cartes contiennent des inexactitudes et des lacunes considérables.

De la nôtre, tirée en couleur, nous aurions voulu faire un petit chef-d'œuvre, ou tout au moins un panorama qui permît d'embrasser d'un coup d'œil toutes les opérations militaires.

Dans ce but, nous avons gardé les limites et les noms des anciennes provinces. Sur chacune d'elles, se détachent, en rouge, les noms des héros qui les

commandèrent successivement. Deux canons en sautoir précisent le lieu des grandes batailles; une épée, également en rouge, désigne l'emplacement des combats de moindre importance.

Des fanions de diverses couleurs marquent, çà et là, tantôt dans les bois, tantôt dans les villes, la position respective des camps vendéens et républicains.

Des signes particuliers indiquent les quartiers généraux et les lieux de conférences entre les chefs des partis.

Dans un cartouche détaché, on peut suivre la marche de la Grande Armée depuis Bressuire jusqu'au passage de la Loire, puis, hélas! jusqu'à Granville, et enfin son retour si lamentable jusqu'à la bataille du Mans et la déroute de Savenay.

Aux quatre angles de la carte, nous avons fait dessiner des médaillons qui rappellent les causes, le but et les moyens de la guerre : DIEU ET LE ROI.

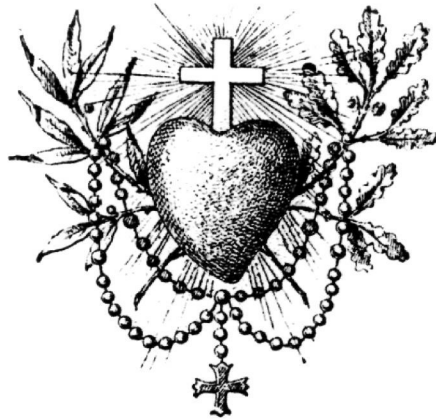
DIEU, car c'est pour lui que s'est armé ce paysan qui passe devant une croix brisée, tandis que son église paroissiale et sa pauvre maison brûlent dans le lointain. C'est pour Dieu qu'il combat; sur sa poitrine brille le scapulaire; il égrenne son chapelet et le Sacré-Cœur lui sera une sauvegarde.

Après Dieu, LE ROI, dont l'écusson flamboie à l'angle inférieur de la carte, ayant pour pendant une panoplie, armes improvisées des paysans contre ceux

qui s'annonçaient comme ennemis de la religion éternelle et de la monarchie séculaire. Au centre de la bordure semée de croix, de canons et de fleurs de lys, les silhouettes des quatre principaux chefs de l'insurrection : Cathelineau, Cadoudal, La Rochejaquelein et Bonchamps.

Enfin, nous donnons après la table du premier volume une bibliographie vendéenne.

Et maintenant que nous avons indiqué ce que sera notre édition illustrée, écoutons Crétineau-Joly lui-même nous expliquant son dessein et son but, au commencement de la cinquième édition.



AVANT-PROPOS

DES 4^e ET 5^e ÉDITIONS

L'histoire des guerres que soutinrent contre la Révolution française les provinces d'Anjou, de Poitou, de Bretagne, du Maine et de Basse-Normandie n'était pas encore connue dans son ensemble. Des écrivains de tous les partis étaient venus, avec plus ou moins de talent et de partialité, abriter leurs noms sous cette retentissante épopée. Les uns l'avaient calomniée après l'avoir comprise; les autres la défiaient sans la comprendre. La Vendée militaire était une espèce de champ clos où les opinions se donnaient rendez-vous, où elles combattaient toujours à armes inégales; car la Révolution, dont personne ne songeait à exhumer les actes authentiques ou les documents secrets, se drapait dans son patriotisme. Elle se glorifiait dans la victoire qui, en définitive, lui est restée par la faute de la Restauration, et elle accusait.

Sous le coup des incessantes incriminations qu'elle faisait retentir, tantôt à la tribune, tantôt dans les ouvrages historiques, et toujours dans les journaux qui ont arboré son étendard, il était bien difficile aux royalistes qui

n'étaient pas Vendéens de s'expliquer cette persistance révolutionnaire. Elle marchait à l'assaut, appuyée sur des pièces officiellement menteuses, tandis que les écrivains monarchiques n'avaient à leur service que des déclamations, éloquentes sans doute, mais à la longue pourtant dénuées de toute espèce de preuves matérielles et morales.

Pour entraîner aujourd'hui les esprits, même les plus complaisants, il faut être armé de témoignages irréfragables. Nous vivons dans un siècle où tout a été usé, où la foi ne s'impose plus, mais où elle se discute; où les crédulités les plus robustes ne consentent à être convaincues que lorsqu'il leur a été démontré juridiquement qu'elles pouvaient croire, sans se condamner pour cela aux moqueries du scepticisme public. Les partis eux-mêmes reviennent à des études plus sérieuses et abjurent de vieux préjugés; ils acceptent, sans trop d'injurieuses défiances, les jugements que l'on peut étayer sur des certitudes.....

En dehors du talent de ceux qui m'ont précédé dans les récits des guerres de la Vendée, talent qu'il ne m'est permis ni de critiquer ni de louer, l'époque actuelle ouvrirait donc un champ beaucoup plus vaste aux développements. Les haines et les affections sont à un temps de repos; on croirait qu'elles se donnent le mot pour faire halte et pour écouter de sang-froid, avant de reprendre leur course désordonnée, la vérité que, dans un intérêt différent, elles ont jusqu'ici tenté d'étouffer.

Cette lassitude dans les esprits est toujours une ère propice à l'histoire; on ose alors ce qu'à une autre époque on n'aurait jamais risqué sans être à peu près assuré d'encourir l'excommunication de tous. On est vrai parce qu'on sait n'avoir à redouter que des critiques à peu près consciencieuses; parce que chacun, las des mensonges politiques sur lesquels il a vécu, essaye de se faire une arme de son impartialité.

Ce que mes devanciers n'avaient pas pu obtenir de leurs contemporains m'a été accordé de prime abord. *L'Histoire de la Vendée militaire* a été, pour les enfants ou pour les héritiers de la Révolution, un ouvrage ordinaire qu'ils ont accepté, qu'ils ont jugé sans opinion formulée à l'avance, sans exclusion de parti pris. On m'a laissé en toute liberté apporter mes preuves, discuter le caractère ou les actes des hommes qui apparaissaient dans mes narrations. On a examiné les témoignages, pesé le pour et le contre avec une de ces rares sagacités qui procède autant de l'indifférence en matière politique que du respect offert aux convictions loyales. Du jugement de ces impartialités, venues, comme à souhait, de tous les camps à la fois, il s'est établi pour mon ouvrage une espèce de sanction publique qui, après en avoir consolidé le succès, m'oblige à faire une nouvelle édition qu'à force de travaux et de recherches j'ai tâché de rendre plus complète et, par conséquent, plus digne de la Vendée militaire.

Chacun a voulu apporter sa pierre au monument que

j'élevais; de tous côtés ont surgi des renseignements et des détails qui donnent une physionomie plus prononcée à mon premier travail.

Lorsque des amitiés trop bienveillantes me pressaient de composer cet ouvrage, qui a dévoré les plus belles années de ma vie, j'éprouvais au fond de mon cœur un sentiment indéfinissable d'enthousiasme et de crainte. J'étais tour à tour combattu et par le désir d'attacher mon nom à ces guerres trois fois glorieuses, et par la pensée terrible que beaucoup d'autres avaient chancelé ou succombé en entreprenant de les raconter. Ce n'est pas, en effet, une histoire comme une autre que celle des provinces de l'Ouest.

Pour parler avec dignité de ce peuple à part dans les annales du monde civilisé; pour faire apprécier dans leur ensemble et dans leurs détails les causes qui le poussèrent à s'insurger; pour développer sans passion, sans haine, sans préjugé, sans admiration, si cela est possible à un homme consciencieux, tout ce que les paysans tentèrent en faveur de la société menacée et de toutes les monarchies mises en péril; pour faire comprendre ensuite les incalculables souffrances auxquelles ils se dévouèrent avec tant d'abnégation, souffrances venant de la République, dont ils se montraient les plus redoutables ennemis, et de la royauté qui devait, sur le trône ainsi qu'en exil, les saluer comme ses défenseurs les plus héroïques, il fallait une persistance de volonté, une énergie de travail, une activité de recherches, un coloris de style, une variété

de diction qu'avec toutes les séductions de l'amour-propre, un écrivain ne peut guère se reconnaître.

J'ai résisté longtemps, et cependant j'avais entre les mains la plupart des documents qui devaient donner à cette œuvre un cachet de vérité. A Nantes, pendant un séjour de cinq ans, j'avais pu recueillir les récits des contemporains, me pénétrer des témoignages écrits et oubliés, qui rendaient à ces guerres véritablement nationales la physionomie que de mensongères accusations s'acharnaient à leur faire perdre. Des circonstances particulières et nées de ma position de rédacteur en chef du journal *L'Hermine*, alors la seule feuille royaliste de l'Ouest, m'avaient mis en rapport d'amitié ou en relation d'affaires avec tous ceux qui s'associèrent à l'insurrection. Des papiers de plus d'une sorte me tombèrent entre les mains. La ville de Nantes, par son importance et surtout par la déplorable célébrité que Carrier lui imposa, était devenue le centre où affluaient tous les rapports des généraux républicains, tous les arrêtés des représentants du peuple. C'était là que se conservait une grande partie de leur correspondance officielle et privée.

Les événements, qui marchent si vite en France, avaient condamné à la poussière des archives ces lettres que, depuis le jour où elles furent écrites, personne n'avait pris la peine de relire. Le hasard m'en a rendu possesseur. Avec ces correspondances, que le *Moniteur* a si souvent tronquées ou défigurées, j'ai jeté les premiers plans de mes récits. Tout était à refaire ou à reconstituer. Les Vendéens

n'avaient ni le temps ni peut-être la volonté d'écrire. Ils laissaient aux républicains le soin d'enregistrer leurs combats. Les républicains, à de rares exceptions près, le firent avec une partialité tout à fait digne des haines de guerre civile. Ils arrangèrent les faits, pallièrent leurs défaites, grossirent leurs victoires; mais cependant ils surent préciser les dates et indiquer d'une manière logique la marche des armées belligérantes.

Dans toutes les histoires des provinces insurgées, c'était toujours par le désordre chronologique que la confusion commençait à s'établir. L'ère républicaine, aujourd'hui mise de côté et que personne ne connaît, servait admirablement cette confusion. Les écrivains qui, dans l'Ouest ou à Paris, se proposaient de mettre en relief les innombrables matériaux qu'ils pressentaient à peine étaient donc bien vite dans l'impossibilité d'asseoir leur œuvre sur une base solide. Il fallait avancer à tâtons, contredire les premiers, ne pas se ranger à l'avis des seconds, et offrir une nouvelle version qu'un autre annaliste déclarait erronée par une dernière hypothèse n'ayant pas plus de réalité que les précédentes.

La découverte de ces correspondances égarées dans de vieux cartons ou reléguées au fond des poudreuses armoires de quelques hommes qui avaient fait la guerre contre les Vendéens, contre les Bretons ou les Manceaux, devenait, pour l'histoire de la Révolution française, une bonne fortune inespérée. Cette bonne fortune m'était échue en partage. Le jour arriva où, après de longs tra-

vaux préliminaires, je me crus à peu près apte à raconter les événements que depuis plusieurs années j'étudiais avec un patient amour.

Je n'avais pourtant encore à ma disposition que les récits toujours vagues, toujours insuffisants des contemporains, les documents émanés des conventionnels, les actes patents ou secrets, les minutes mêmes des Comités et des tribunaux révolutionnaires. La vérité m'apparaissait bien déjà dans tout son jour, mais elle ne me donnait que la clé des crimes dont cette grande époque fut souillée, et il me fallait autre chose.

Je savais parfaitement que les officiers ou les soldats vendéens n'avaient rien livré à la publicité. Cependant, en dehors de M^{me} la M^l^{se} de La Rochejaquelein, dont les *Mémoires* si pleins de sublime naïveté et de touchante éloquence ont commencé à faire comprendre et aimer la Vendée, il pouvait s'être rencontré des royalistes qui avaient dû sentir le besoin de narrer leurs exploits. Les annalistes de toutes les nuances d'opinion mêlaient trop souvent au récit des faits révolutionnaires les noms, les succès ou les défaites de la Vendée et de la Bretagne ; ils expliquaient les uns et les autres avec trop de mauvaise foi, d'ignorance ou d'enthousiasme, pour que, dans leur solitude, les hommes qui survivaient à ces combats n'eussent pas conçu la pensée de laisser au moins à leurs enfants des notions précises sur tant d'événements, la gloire et le malheur de leur vie.

Avant de commencer mon ouvrage, il me restait à

•

savoir à quoi m'en tenir. Je voulais m'entourer de toutes les preuves. Avec cette obstination instinctive que les difficultés ne font qu'aiguillonner, je frappai, je fis frapper à toutes les portes.

J'avais évoqué des notes éparses, des souvenirs contemporains. De partout je recevais des pièces ou des documents qui ne permettaient plus l'hésitation, puisqu'ils abrégeaient le travail et le rendaient ou instructif ou facile.

Ici, je découvrais les manuscrits rédigés à Londres, en 1796, par M. de Beauvais, qui, après être sorti du Bocage, où il avait combattu, consacrait ses heures d'exil à réfuter Turreau, le général des colonnes incendiaires.

Là, on mettait à ma disposition les notes qu'écrivit le général royaliste Soyer sur les marges mêmes de l'*Histoire de la Vendée* par Alphonse de Beauchamp.

Les investigations du C^{te} et de la C^{se} de La Bouëre, acteurs et témoins oculaires, dont les souvenirs sont si présents, me guidaient dans ce labyrinthe inextricable de dates et de combats.

M. Louis Révélière, député de Nantes pendant la Restauration, le condisciple de Forestier, l'ami de la plupart des chefs de l'Ouest, me confiait les papiers et les manuscrits de l'abbé Jagault, secrétaire général du Conseil supérieur.

Le C^{te} de Colbert, le propriétaire du château de Maulévrier, où le général Stofflet avait été garde-chasse, m'écrivait tous les détails qu'il avait appris sur place ; et

quoique octogénaire, il travaillait pour les annales de son pays et pour la gloire de son ancien serviteur avec une chaleureuse intelligence.

Les mémoires inédits que la M^l^{le} de Donnissan rédigea dans une chaumière bretonne me tombaient entre les mains, ainsi que les correspondances de l'abbé Bernier.

D'un côté, on me procurait les réfutations que M. Gibert, secrétaire de l'état-major de Stofflet, a faites de plusieurs écrits sur la Vendée; de l'autre, il m'arrivait des lettres, des ordres de Charette, de Joly, de Savin et de beaucoup d'autres officiers qui, tous, jetaient un jour nouveau sur ces terribles années. M. Mourain de Sourdeval, juge d'instruction au tribunal civil de Tours, et qui est si versé dans les annales du Marais, se livrait à des recherches et à des études dont cette histoire a recueilli les fruits.

Ce qui m'avait si bien réussi pour le Bocage, je voulus, afin de compléter mon travail, l'entreprendre pour la Bretagne, pour le Maine et pour la Normandie.

Le général C^{te} de La Fruglaie, ancien pair de France, et qui s'est si honorablement mêlé aux mouvements politiques de l'Ouest, m'a donné tous les renseignements que ses liaisons avec les chefs de Bretagne, avec les émigrés, avec les ministres anglais, avec sir Sidney Smith et le général de Frotté, l'avaient mis à même de recueillir.

Les deux frères de Georges Cadoudal, le général M^l^e de La Boëssière, le C^{te} de Robien, M. de Guernissac, le commandant Guillemot et d'autres chefs de la Chouannerie m'ont guidé lorsqu'il m'a fallu réunir les matériaux

souvent bien incomplets de l'histoire de l'insurrection bretonne, si différente de l'insurrection vendéenne.

Pour composer cette partie de mon ouvrage, partie que tous mes devanciers avaient négligée ou entièrement abandonnée, j'ai eu recours aux correspondances militaires de Georges de Puisaye, de Sol de Grisolles et des autres généraux. En les comparant avec celles des officiers de la République, il m'a été possible, après de longues études, de rendre à tous la justice qu'ils méritent.

Dans le Maine, j'ai interrogé les anciens volontaires de Jean Chouan, de Jambe d'argent et ceux qui, plus tard, servirent sous les ordres de Rochecotte, de Scépeaux, du maréchal C^{te} de Bourmont et du général C^{te} d'Andigné.

Ces deux derniers chefs des grandes guerres survivent encore. Par eux, j'ai obtenu tous les détails qui pouvaient donner à l'histoire une garantie morale.

Le Bon de Bordigné et le fils de Gaullier, le *Grand-Pierre*, ont puissamment contribué à mon œuvre en m'initiant aux mœurs, aux traditions et aux combats de la Chouannerie dans le Maine.

Le Bon d'Haussez, ancien ministre de la Marine, et le général M^{is} de Chambray, le véridique historien de l'expédition de Russie, ont rendu ma tâche plus facile pour la Normandie, dont je pouvais suivre tous les mouvements dans la correspondance inédite de Frotté et dans celle du chevalier de Bruslard, son compagnon d'armes.

J'ai dit — car, en indiquant les sources où j'ai puisé,

je ne dois rien taire — j'ai dit que j'avais entre les mains les lettres publiques ou secrètes des conventionnels et des généraux révolutionnaires. Ce trésor, où sont quelquefois enfouies des pensées généreuses, mais plus souvent encore des crimes qui, dans tout autre temps, auraient été impossibles à réaliser ou même à comprendre; ce trésor ne suffisait pas à mon avidité de tout connaître.

J'avais vécu avec la plupart des commandants de la Vendée militaire, appris de leur bouche ou par la tradition orale la stratégie de leurs campagnes, le secret de leur politique, il ne me restait plus qu'à demander aux représentants du peuple, en mission dans l'Ouest, le mystère qui cachait encore à mes yeux plusieurs actes d'une haute importance.

Un seul survivait à toute cette génération. C'était M. Boursault, qui, à l'âge de plus de quatre-vingt-dix ans, conservait encore une mémoire prodigieuse. Ce député que Paris nomma à la Convention, et qui n'y siégea qu'après le jugement de Louis XVI, n'avait pas d'ombre sanglante derrière lui, ainsi qu'il me le disait avec une honnête énergie. Il s'était montré révolutionnaire dans toute l'acception du mot; mais il l'avait été beaucoup plus en paroles qu'en action. Représentant aux armées de l'Ouest avec Merlin (de Thionville), Carrier, Thirion, Hentz, Jean-Bon-Saint-André, Prieur, Bourbotte, Bréard, Francastel et Tallien, témoin des noyades de Nantes, protecteur et ami du général Hoche, tour à tour délégué dans la Vendée, au delà de la Loire et dans la Bretagne, lié

avec les généraux Marceau, Kléber et Beaupuy, ennemi de Rossignol et de Ronsin, il pouvait m'apprendre beaucoup de choses ignorées, me mettre sur la trace d'un grand nombre de faits inconnus.

Je trouvai en lui un homme plein de vie encore, quoiqu'aux portes du tombeau. Il était bien, ainsi que le vieillard d'Horace, *laudator temporis acti*; mais il faut convenir que son époque avait plus de grandiose et de patriotisme que la nôtre. M. Boursault, comme tous les acteurs de ces luttes de géants que j'ai connus, ne cachait pas son dédain pour nos mesquines querelles, pour notre étroit égoïsme, pour notre bavardage constitutionnel, qu'il savait si bien prendre en pitié. Il ne demandait donc pas mieux que de se précipiter avec moi dans le passé.

C'était aller au-devant de mes vœux. Il me parla bientôt à cœur ouvert, comme parle un homme qui a combattu contre votre grand-père, et qui se regarde heureux, en signe de loyale estime, de donner au petit-fils un témoignage d'affection. Il mit sous mes yeux des documents originaux que lui seul avait pu conserver à travers les phases si diverses de sa longue existence. C'est à lui que je dois la révélation des faux Chouans, ces lettres si niaisement calomniatrices des agences royalistes de Paris, celles plus coupables encore des premiers ministres de la police directoriale. C'est lui qui, dans son style de 1793, m'a expliqué Carrier et les Comités de Salut public; lui qui, tout à la fois tribun populaire et ampoulé par conséquent, ou narrateur rempli d'abandon, m'a con-

duit par la main dans ce dédale d'événements publics ou particuliers dont il savait par cœur tous les recoins, dans ce musée de célébrités révolutionnaires dont il connaissait toutes les statues, avec leurs grandes qualités ou leurs défauts les plus légers.

Il avait étudié la Vendée, la Bretagne et le Maine à son point de vue ; mais ses aperçus, dictés sans passion, ses récits, où l'animosité ne perçait jamais en parlant d'anciens adversaires, m'apprenaient à être plus circonspect dans mes jugements. Ils m'inspiraient souvent des pensées de justice et de modération, des appréciations plus calmes que le contact d'un seul parti n'aurait pas pu faire naître dans un esprit prévenu.

M. Boursault, à qui l'historien de la *Vendée militaire* doit beaucoup, m'a mis en rapport avec d'autres conventionnels et avec des généraux qui avaient servi contre les paysans qu'ils appelaient toujours des Rebelles ou des Brigands. Ainsi j'ai pu, après avoir écouté chaque adversaire, comparé les deux versions, pesé les différents systèmes, me faire une opinion et la produire étayée sur toutes les preuves à l'appui. Il ne me restait plus qu'à vouloir être vrai. Tous les journaux qui ont rendu compte de cet ouvrage, depuis le *Siècle*, la *Presse*, le *Courrier Français*, la *Patrie*, le *Commerce* et le *Charivari*, jusqu'à la *Quotidienne*, l'*Écho Français*, la *France*, le *Journal des Villes et des Campagnes*, la *Mode*, et la plupart des feuilles de province, tous ont été unanimes pour proclamer mon impartialité.

De tous les éloges qu'un historien peut recevoir, c'est à coup sûr celui que je méritais le mieux et qui m'a été le plus sensible (1).

En voulant aimer un peu plus la vérité que Platon, j'avais pourtant un dangereux écueil à éviter, un écueil contre lequel jusqu'à présent étaient venus se briser tous les littérateurs qui ont écrit pour la Vendée, contre la Vendée ou sur la Vendée. Je désirais ne pas m'exposer aux réclamations ou aux rectifications inséparables d'une œuvre qui met en scène des contemporains. Ceux qui m'ont précédé dans la carrière n'avaient pas eu le bonheur d'échapper à cette polémique, empruntant toujours quelque chose de personnel ou d'amer aux positions froissées. J'espérais être plus heureux et j'avoue que je l'ai été au delà de mes souhaits. J'entreprenais l'histoire de la Vendée militaire depuis son premier jour jusqu'à son dernier, de 1793 à 1832. Je la suivais dans le Bocage, au delà de la Loire, dans la Bretagne, dans le Maine et dans la Normandie. Je publiais des événements de plus d'un genre, des révélations souvent étranges, des faits que personne n'avait connus ou que l'on croyait oubliés à tout jamais ; je soulevais des questions irritantes, je nommais en toutes lettres, je ne déguisais, je n'altérais rien, et pourtant voici la seule réclamation qui me soit parvenue.

(1) Dans la préface de la cinquième édition, l'historien plaçait ici des extraits de divers journaux, tels que le *Capitole*, journal bonapartiste, le *Courrier Français*, la *Presse*, le *Siècle*, la *France*.

Ces citations n'ajouteraient rien à la gloire de l'écrivain et de son œuvre.

Elle est de M^{me} la M^{is}e de La Rochejaquelein, de la veuve du général M^{is}e de Lescure.

Je dois l'insérer textuellement comme un hommage rendu à la mémoire de son premier époux et comme un titre de gloire légué à mes enfants.

Orléans, 5 janvier 1841.

« Je me suis fait lire, cet été, vos deux premiers volumes, Monsieur. Ils m'ont pénétrée d'étonnement et d'admiration. Ils sont pleins de faits nouveaux, curieux. Ils sont écrits avec un feu, un sentiment, une énergie et une clarté qui m'ont remplie d'enthousiasme.


» Personne n'écrira l'*Histoire de la Vendée* après vous, Monsieur! Vous êtes notre Homère; vos récits valent les siens et les surpassent, puisque votre merveilleux est puisé dans la plus exacte vérité.

» Je remercie Dieu d'avoir assez vécu pour lire une *Histoire de la Vendée* digne d'elle.

» Pourquoi faut-il qu'une douleur bien vive se soit mêlée à mon exaltation! Ah! Monsieur, comment, vous, écrivain si judicieux, si éclairé, avez-vous pu dire que M. de Lescure avait un caractère *irascible que j'avais calmé*? J'étais sa cousine germaine; élevée avec lui, je l'avais toujours appelé mon frère. *Jamais*, non seulement ni *avant* ni *après* notre mariage, je ne l'ai vu en colère, mais même ayant besoin de se calmer. Ni moi, ni personne ne l'avons *jamais* entendu élever la voix avec vivacité. Moi, le corriger de ses défauts! il n'en avait aucun.

M. de Lescure était un saint. Rien n'égale le profond respect dont je suis pénétrée pour lui. C'est le sentiment qui domine tous ceux qui l'ont connu. Il faut l'invoquer comme un être que Dieu avait doué de toutes les vertus et dont il a hâté la récompense.

» Je n'ai pas voulu vous écrire plus tôt ma réclamation, le troisième volume ne devant parler que des Chouans. Il va paraître, et, sitôt que le quatrième sera prêt, vous serez sûrement obligé de faire plusieurs éditions. Ah!

 23 janvier
1841

Je vous en fait lire et de vos deux volumes, j'espère qu'ils ont pénétré vite et bien et d'admiration ils sont pleins de faits nouveaux, ils sont écrits avec un grand sentiment, une énergie et une clarté qui ont rempli de enthousiasme toute personne désireuse de connaître la vérité après vous, nous sommes votre homme : vos faits valent les vôtres et les surpassent par leur vérité merveilleuse et puis dans la plus exacte vérité je remercie Dieu de vous avoir appelé pour lui raconter la Vendée digne d'être

Monsieur, faites disparaître de votre sublime ouvrage une faute, un blâme injuste sur le plus parfait des hommes. Rendez justice à la vérité. Je suis sûre que vous ne demanderez pas mieux. Mais si j'obtiens une petite note justificative dans le quatrième volume de votre première édition, vous soulagerez mon cœur d'une grande affliction, car il y a tant d'abonnés! et je ne voudrais pas que l'accusation que vous ôterez dans les autres éditions restât dans celle-ci.

les vendeurs vous doivent toujours
 être une offrande au ciel et ne doit
 que de leur compatriotes qui peut faire
 connaître dignement leurs vertus et
 leurs malheurs.

Qui d'homme d'être avec les
 sentiments que vous doit une vérité
 vendue de la grande amie votre
 très humble servante

Donnez un petit
 de la grande amie

» Je vous ai envoyé des notes sur mon cher fils pour rectifier des erreurs qui sont dans un autre ouvrage.

» Les Vendéens vous doivent une grande reconnaissance, Monsieur; il n'y avait qu'un de leurs compatriotes qui pût faire connaître dignement leurs vertus et leurs malheurs.

» J'ai l'honneur d'être, avec tous les sentiments que vous doit une véritable Vendéenne de la Grande Armée,

» Votre très humble servante,

» DONNISSAN, M^{l^{le}} de LA ROCHEJAQUELEIN. »

Certaines personnes, mues par un sentiment que je ne veux pas qualifier ici, ont prétendu que, dans le cours de cet ouvrage, j'avais cherché à exhausser la chaudière aux dépens du château et, qu'enfant du peuple, j'avais forcé l'histoire à être ingrate envers les gentils-hommes pour glorifier les paysans. On m'a accusé d'injustice, de parti pris, je crois même de tendances démocratiques, parce que, plutôt dans les faits que dans les appréciations, on croyait remarquer une malveillance systématique envers les nobles.

Cette malveillance, sourde ou patente, n'a jamais existé; je n'ai donc ni à me défendre, ni à m'excuser. Les devoirs de l'historien, tels que je les comprends, ne lui permettent pas d'arranger à sa guise les caractères et les événements. Je les accepte comme ils se présentent et je ne vais pas chercher, dans mes affections ou dans de prétendues antipathies, des jugements qui pourraient

blessé la vérité. Au milieu de cette lutte gigantesque, les paysans eurent sans contredit le plus beau rôle; et ce n'est pas aux gentilshommes à s'en plaindre. La force des choses, l'évidence même le proclame.

Les gentilshommes furent courageux et dévoués jusqu'à l'héroïsme; mais cet héroïsme avait un but, un intérêt. L'accomplissement du devoir se liait à la conservation de la fortune et des privilèges. Les gentilshommes, je le sais, prirent les armes pour un mobile plus élevé et, dans cette guerre sociale, ils virent autre chose que la ruine de leurs espérances, que l'anéantissement de leurs prérogatives. Un autre sentiment que celui d'un égoïsme bien légitime les poussa sur les champs de bataille; mais leur opposition au principe révolutionnaire ne put jamais, pour des yeux prévenus, se dégager d'une arrière-pensée d'intérêt privé. Chez les paysans, au contraire, il y eut sacrifice et abnégation; car, en s'improvisant républicains, ils pouvaient s'enrichir par la vente des biens nationaux. Lorsque les Vendéens se précipitèrent à main armée contre la Révolution, lorsqu'ils prirent sous la sauvegarde de leur honneur le patrimoine et la vie des aristocrates, ils donnèrent aux générations futures le plus admirable modèle de probité et de désintéressement. C'est ce modèle que l'histoire devait sanctifier. Il est rare dans les annales du monde, et il vient des époques où les hommes ont besoin d'être soutenus dans les voies de la justice par l'exemple de leurs pères.

Une semblable imputation n'était pas fondée; je l'ai

subie sans songer à m'en défendre. Il m'a été fait, par des hommes que j'honore et que j'aime, un autre reproche dont il me sera aussi facile de me disculper. On m'a accusé d'avoir poussé l'impartialité envers les princes de la maison de Bourbon jusqu'aux limites de cette sévérité qui, avec un pas de plus, se transforme en injustice. On m'a dit que je n'avais peut-être pas tenu assez compte des difficultés de la position et des circonstances extraordinaires dans lesquelles Louis XVIII et Charles X s'étaient vus engagés, tantôt par l'instabilité des puissances étrangères, tantôt par les revirements de la politique intérieure ou par les oscillations de leurs caractères personnels.

M. le général M^{is} de La Boëssière m'a même fait l'honneur de m'adresser à ce sujet une note parfaitement motivée. Elle est en partie consacrée à expliquer la conduite, à l'Île-Dieu, du C^{te} d'Artois, depuis Charles X. M. de La Boëssière était avec le prince. Son témoignage est sans doute d'un grand poids.

(Suit une lettre de M. de La Boëssière, puis l'historien continue :)

J'aurais été heureux de pouvoir accepter dans leur ensemble d'aussi loyales paroles ; mais de nouveaux documents émanés même de l'état-major du C^{te} d'Artois m'ont été fournis. J'ai sous les yeux le récit officiel et jour par jour de l'expédition de l'Île-Dieu. Les lettres des amiraux anglais, les instructions publiques ou secrètes de leur gouvernement, celles de Charles X et de Charette y

sont consignées. Cette découverte, faite depuis que les premières éditions de *l'Histoire de la Vendée militaire* ont paru, me met dans l'obligation d'entrer aujourd'hui dans beaucoup de détails ignorés. Je raconterai les faits avec vérité, tels qu'ils ressortent de ce précieux mémoire rédigé en mai 1796, et que le hasard avait enfoui dans les archives du ministère de la Marine. La correspondance du C^{te} d'Artois et la marche des événements prouveront à M. de La Boëssière que, dans ma première version, je n'avais été que juste. Cependant, en relisant avec attention la note si pleine de chevaleresque fidélité du dernier major général de la Bretagne, je n'ai pas pu résister au plaisir de citer dans mon ouvrage l'éloge si admirablement senti qu'il fait de Charles X.

On peut différer d'opinion sur un fait, apprécier à un point de vue plus ou moins vrai le caractère d'un homme; mais il est du devoir de l'historien d'avouer ces divergences de jugements. Dans l'intérêt de la vérité, je me soumetts à une loi de convenance qui, en cette occasion, est pour moi un bonheur, et pour ma franchise une espèce d'excuse et de passe-port peut-être.

Des critiques verbales ou écrites m'ont donc été personnellement adressées. Elles ont toutes trait aux reproches que je me suis vu dans la nécessité de faire aux princes exilés, ou aux Bourbons après leur rétablissement sur le trône.

Royaliste et Vendéen par le cœur et par la conviction, j'ai dû, sous le coup de ces censures, qui parfois m'arri-

vaient de bien haut, examiner avec plus de maturité les passages qui donnaient lieu à de pareilles plaintes. J'avais entre les mains la plupart des dépêches secrètes envoyées à la Vendée militaire par le roi exilé, par MONSIEUR, C^{te} d'Artois, et par le Conseil des princes agissant en leur nom.

Les éternelles hésitations, les ordres contraires, le décousu dans les mesures, les fausses appréciations, les rêves impossibles, les lenteurs calculées, les calomnies acceptées contre leurs plus ardents défenseurs, les promesses décevantes, aboutissant sur le trône à la plus incompréhensible des ingratitude, tout cela était sous mes yeux, tout cela se traduisait en faits inattaquables, tout cela empruntait une confirmation nouvelle aux tristes journées du 19 mars 1815 et du 3 août 1830. Quel que soit mon respect pour la vieille famille de nos rois, je n'ai pas cru devoir lui sacrifier d'utiles réflexions ou des leçons dont je n'étais que l'écho affaibli.

Quand on écrit l'histoire, je pense qu'il vaut mieux pardonner des crimes à ses adversaires qu'une faute à ses amis. Le peuple a des devoirs à remplir envers le monarque; mais le monarque en a de plus difficiles, de plus solennels envers son peuple. Dans les jours d'épreuve, le roi doit avant tout être roi, c'est-à-dire donner à la fidélité qui combat pour le trône tous les gages que cette même fidélité est en droit d'exiger. Il faut qu'il affronte le danger lorsqu'a sonné l'heure des révolutions; trop heureux pour lui et pour sa dynastie si, dans la mêlée, il

.

peut rencontrer une belle mort. Dans les transactions politiques, il doit toujours et partout honorer le dévouement qui meurt pour sa cause, toujours être prêt à l'accueillir, toujours disposé à le récompenser. C'est à ces seules conditions que l'on peut être roi, et que l'on éternise sa race.

Avant de me décider à soulever un coin du voile qui cachait seulement à de pieux regards les pensées intimes des deux derniers rois de la maison de Bourbon, je me suis demandé s'il y avait avantage pour la monarchie à publier la partie essentielle des actes secrets qui m'étaient révélés. J'ai consulté, j'ai médité. Après de longues réflexions, je me suis convaincu que rien n'était plus habile que la vérité. Je l'ai dite; et tout en la contenant dans de justes bornes, tout en faisant la part des affections de famille et des mystères de la vie privée, je crois qu'il est plus opportun que jamais de la redire encore. Je ne sais pas flatter ceux que je dois servir.

Il n'y a, dans ma manière d'envisager la situation exceptionnelle des souverains, ni roideur, ni orgueil, ni mécontentement, ni ambition de vaine popularité, ni surtout désir de renouveler de profondes douleurs ou de faire couler des larmes royales. Ce n'est point au passé que je m'adresse, c'est à l'avenir. Je ne veux point troubler la paix des morts. Je voudrais seulement que les vivants comprissent les erreurs qui furent commises, et que, dans la position faite par Dieu à chacun, ces irréparables erreurs, plus souvent dues à l'entourage et aux

ministres des princes qu'aux princes eux-mêmes, fussent un avertissement salutaire.

L'empereur Joseph II, ce noble fils de l'impératrice Marie-Thérèse, tombé au milieu de sa carrière et à la veille des révolutions, disait à Michel Schmidt, le savant auteur de *l'Histoire des Allemands* :

« N'épargnez personne, pas même moi, lorsque vous en serez arrivé là dans votre histoire. Il est nécessaire que mes successeurs connaissent les fautes de mes ancêtres et les miennes. »

C'est une belle leçon donnée aux rois, une grande tâche imposée aux écrivains. En composant *l'Histoire de la Vendée militaire*, j'ai pensé qu'il appartenait aux Bourbons et aux royalistes de m'encourager par les mêmes conseils. Je me suis donc fait une loi de les suivre, comme si ces conseils m'eussent été directement adressés.

Post-scriptum. — Cet avant-propos a été écrit et publié dans les dernières années de l'usurpation de Louis-Philippe d'Orléans. La République de février 1848 n'a pas modifié mes opinions, elle n'a rien changé au jugement que, sous une monarchie bâtarde, j'avais porté sur les choses et sur les hommes.

Je reste sous la République de 1848 ce que j'étais sous l'usurpation, ce que je serai sous tous les gouvernements.

J. CRÉTINEAU-JOLY.

Paris, 29 septembre 1850.

BIOGRAPHIE DE J. CRÉTINEAU-JOLY

Deux écrivains, M. le chanoine Ulysse Maynard et le R. P. Régnault ont déjà raconté la vie de Créteineau-Joly; l'un, sous le charme des souvenirs de l'amitié, l'autre, poussé par la reconnaissance des services rendus à sa Compagnie (1). Nous abrégons les deux biographes dans l'admiration que nous inspirent un noble caractère et un puissant écrivain.

Jacques Créteineau-Joly naquit le 23 septembre 1803, à Fontenay-le-Comte, au cœur même de cette Vendée dont il devait chanter les gloires et raconter les guerres immortelles. Ses parents, honnêtes marchands drapiers, avaient joui d'une aisance que leur trop grande confiance fit évanouir en des mains déloyales.

Créteineau était le nom de famille, et le surnom de *Joly* lui venait d'un grand-père, capitaine, et si beau garçon que ses camarades l'avaient ainsi désigné. Ce second titre constituait une sorte d'antiphrase ironique pour le petit-fils, qui n'était rien moins que joli.

Réduite à la gêne et bientôt à la ruine, la famille Créteineau comptait quatre enfants : Jacques, l'historien ; Antoinette, qui mourut, en 1863, Fille de la Charité ; Zélie et Rosalie (2), auxquels l'adoption joignit une pieuse enfant, Marie-Rose Brossard, dont une plume vendéenne a donné la biographie édifiante.

Jacques fut mis au collège de Luçon. L'enfant s'y montra paresseux, mais laissa deviner une si vive intelligence que, bientôt, éperonné par ses maîtres, il s'engagea, dès la seconde année, à remporter tous les prix de sa classe. Et, en vrai Vendéen, il sut tenir parole.

(1) *Jacques Créteineau-Joly*, par l'abbé MAYNARD. Paris, Didot, 1875. *Créteineau-Joly et ses livres. ETUDES RELIGIEUSES*, 1875.

(2) Ces deux sœurs se retirèrent à Ancenis et y moururent saintement : la première, le 22 novembre 1885, âgée de quatre-vingts ans, et la seconde à l'âge de quatre-vingt-trois ans, le 8 juin 1890.

Bachelier à dix-sept ans, d'une piété sincère, il supplia sa mère de favoriser sa vocation et de le conduire à Paris. A l'automne de 1820, il entra au Séminaire de Saint-Sulpice. Deux ans plus tard, Mgr de Frayssinous, grand-maître de l'Université de France, lui confiait la chaire de philosophie au collège de Fontenay, son pays natal. C'était pour un jeune homme de dix-neuf ans un poste de confiance et qui montrait assez l'estime qu'on faisait de son talent.

Si la chaire n'était pas au-dessus de son mérite, le travail fut bientôt au-dessus de ses forces. Des crachements de sang, des vomissements douloureux lui révélèrent, après quelques mois, l'impossibilité de continuer sa tâche.

Une circonstance providentielle l'attira bientôt sur un plus vaste théâtre.

M. le duc Adrien de Montmorency-Laval venait d'être appelé à succéder à M. de Blacas, ambassadeur à Rome. Il prit pour secrétaire particulier le jeune professeur de philosophie.

Ensemble, ils arrivèrent à Rome au mois de juin 1823, assez à temps pour recevoir les dernières bénédictions du saint Pontife Pie VII, qui mourut le 20 août suivant.

Dès son arrivée dans la Ville éternelle, Crétineau fut mis en rapport avec le cardinal Consalvi qui ne devait pas tarder à suivre dans la tombe le pontife dont il avait été le conseiller habile et le fidèle ami. Consalvi, tombé en disgrâce, s'était retiré à Porto-d'Anzio, « afin de pouvoir, en face des majestueux silences de la mer, se recueillir dans la mort, loin des bruits et des amertumes du monde. » Un jour, il vit arriver près de lui le gouverneur de Rome, Thomas Bernetti, accompagné de celui qu'on appelait alors « l'abbé Joly », qui lui apportaient la bénédiction de Léon XII.

Nous laissons encore le jeune Vendéen nous raconter en ses *Mémoires* les impressions de cette entrevue :

« Le cardinal se sentait blessé au cœur par l'ingratitude des Romains, peuple-roi qui accumule sur sa tête toutes les ingrattitudes du trône et de la rue; il disait la blessure incurable. Il nous entretint des vertus de Pie VII, des vastes desseins de Léon XII, que sa foi de plus en plus vivace saluait comme le maître de la parole et de la conduite; puis il discourut sur la mort qu'il voyait approcher

sans crainte comme un jour de repos après de pénibles labeurs. J'écoutais dans un respectueux silence le prince de l'Église mourant et je ne m'imaginai pas que, quarante ans plus tard, sans avoir brigué un pareil honneur, je serais choisi pour exécuter dans leur ensemble les dernières volontés du célèbre *Porporato*.

» Consalvi expira le 24 janvier 1824, à l'âge de soixante-sept ans. Ce jour-là, Rome entière comprit qu'elle venait de faire une perte irréparable. Rome eut honte de sa honte. Le deuil fut universel comme les regrets..... (1) »

Crétineau prolongea de deux ans encore son séjour à Rome. En 1827, il revoyait sa chère Vendée, mais sa vocation à l'état ecclésiastique devenait chaque jour plus indécise. A la lecture de Voltaire et de Condillac, sa foi même faillit alors sombrer. Nous retrouvons les oscillations de son âme dans quelques poésies que l'écrivain commit vers cette époque.

Nous ne dirons rien des œuvres poétiques de Crétineau-Joly, *Charette*, *Chants romains*, *Inspirations*, etc., ces poésies n'ajouteraient rien à sa gloire littéraire. D'ailleurs, pour cette main vigoureuse, comme pour celle de L. Veillot, la prose était l'outil de choix.

O prose, mâle outil et bon aux fortes mains!.....
Les vers sont le clairon, mais la prose est l'épée!.....

« L'abbé Crétineau déposa sans peine le clairon de jeunesse, *nugæ canoræ*; mais la mort seule brisera désormais l'épée dans sa main. »

..

Mgr Soyer, le premier évêque de Luçon, n'avait pas vu sans peine son jeune clerc s'égarer dans les voies du doute ou de l'impiété, dont les productions d'alors portent souvent l'empreinte. Il lui en fit de paternelles observations. Docile à ces accents de l'amitié comme aux remords de sa conscience, Crétineau se rendit, en 1829, à la Trappe de Bellefontaine, en Anjou, et il y fit une sérieuse retraite.

Si Crétineau ne sortit pas de cette retraite à l'abri de tout retour offensif d'une muse légère, il quitta le cloître des Trappistes convaincu que le sacerdoce n'était pas sa vocation.

(1) Introduction aux *Mémoires du cardinal Consalvi*, p. 178.

C'est alors qu'on lui offrit la chaire de rhétorique au collège de La Rochefoucault (Charente). Il accepta, mais sa santé, de nouveau ébranlée, lui fit voir que le professorat était au-dessus de ses forces. Bientôt, obéissant à sa conscience, Créteineau quittait la soutane. L'année suivante, le 21 août 1830, il épousait M^{lle} Jeanne-Clémence Labrousse, d'une très honorable famille de Confolens (1). Il s'était rendu dans cette ville en quittant La Rochefoucault et s'y appliquait à l'éducation du fils d'un médecin. Mais, aussitôt après son mariage, il revint à Fontenay, donnant çà et là quelques leçons, cherchant sa voie, et non sans angoisses au sujet de l'avenir.

C'est alors que la place de principal au collège de Niort lui fut offerte, mais il la déclina pour divergence d'opinion politique et religieuse avec ses protecteurs. De la même ville, d'autres propositions lui furent faites, qui cadraient davantage avec ses goûts littéraires et batailleurs.

M. le C^{te} de Liniers et M. de Lastic-Saint-Jal avaient fondé, à Niort, un journal légitimiste intitulé le *Véridique*, que l'arrivée de la D^{ss}e de Berry dans le Bocage transforma bientôt en *Vendéen*. Ce journal, sous la plume étincelante du jeune rédacteur, fit une guerre sans merci au gouvernement de Juillet. Les procès, les condamnations, les amendes pleuvaient, mais rien n'arrêtait la verve de l'écrivain. Créteineau, par le sang-froid qu'il gardait dans la lutte, par l'habileté de sa stratégie, ne tarda pas à se rendre aussi redoutable au gouvernement que cher aux royalistes de l'Ouest. En 1833, M. le C^{te} de Sesmaisons ouvrit un autre théâtre à son activité, il lui confia la direction du journal l'*Hermine*, qui soutenait, à Nantes, le même combat que le *Vendéen*, à Niort.

De 1833 à 1837, Créteineau dirigea l'*Hermine* avec l'éclat d'un homme de lettres et la vigueur d'un homme d'action. La D^{ss}e de Berry venait d'être faite prisonnière, et ses papiers, saisis, avaient été enfermés au greffe de Rennes. Or, ces papiers étaient compromettants. Tous les tenants du parti légitimiste allaient être inquiétés à la fois. MM. de Sesmaisons, Berryer, de Kersabiec, Créteineau lui-même pouvaient, d'un moment à l'autre, être jetés en prison et tra-

(1) Elle survécut à son mari et mourut comme lui, à soixante et onze ans, le 6 décembre 1879.

duits devant la Chambre des pairs pour complots contre la sûreté de l'État.

Que faire?

Comment reprendre ces papiers?

Qui les ira chercher?

Qui sera assez audacieux pour les ravir au dossier?

« Donnez-moi trente mille francs et trois jours, dit Crétineau, et je vous les rapporte. »

L'argent fut vite trouvé; le difficile était de se créer un *alibi*.

Dans la soirée fixée pour son départ, Crétineau se rend au théâtre. Il se montre un peu partout et particulièrement à M. Duval, le préfet de Nantes. Tandis qu'il affecte de causer le plus simplement du monde avec ce magistrat, soudain il porte la main à son front : « Pardon, M. le préfet, je ne sais ce que j'éprouve, mais je ne me sens pas bien; je m'en vais me coucher. » Et il sort. A quelques pas du théâtre, une chaise de poste l'attendait : il y monte avec M. Duris, colonel démissionnaire en 1830, homme aussi décidé que Crétineau lui-même.

Avant de partir, ce dernier avait dit à sa femme : « Voici trois articles pour alimenter le journal pendant mon absence. Il est entendu que je suis malade pour tout le monde. Au revoir et prie pour moi. »

Arrivés à Rennes, nos deux conjurés s'insinuent près des gardiens du greffe. L'un d'eux leur paraît plus abordable. Ils l'entraînent dans un festin où de bons vins eurent bientôt délié toutes les langues. La conscience allait s'ouvrir aussi : « Voyons, mon ami, dit Crétineau, rien ne vous est plus facile que de gagner trente mille francs que voici et, si l'on vous accuse, ne pourrez-vous pas dire que les *Brigands de la Vendée*, que les *Chouans* ont bien pu faire ce hardi coup de main pendant votre sommeil? Au surplus, si vous perdez votre place, cet argent vous est une compensation assez honnête..... »

Le Breton, un peu *Chouan* lui-même, était déjà ébranlé; le souvenir de la D^{me} de Berry eut raison de ses derniers scrupules. Bref, le soir même, il est convenu qu'il jettera dans la rue, de l'une des fenêtres du greffe, tous les papiers saisis.

Une tempête horrible favorise à point le complot. A minuit (l'heure des crimes!) une fenêtre s'ouvre discrètement et un gros paquet vient s'abattre aux pieds du colonel qui le passe à Créteineau. Celui-ci, enfermé dans une voiture, examine le contenu à la lueur d'une chandelle; reconnaît que, dans sa précipitation, le pauvre homme a joint au dossier beaucoup d'autres papiers. Mais le temps presse, et, au moyen d'une corde, le colonel fait parvenir au gardien le prix de ses services.

La chaise de poste repart au galop et on ne s'arrête que très loin, dans une auberge solitaire, où tous les papiers sont anéantis à la fois.

De retour à Nantes, Créteineau se met au lit. Mais le bruit de l'enlèvement des papiers du greffe de Rennes se répand par la ville. Les soupçons ne s'égarèrent pas longtemps; le procureur du roi manda Créteineau :

« Vous savez, lui dit-il à brûle-pourpoint, qui a enlevé le dossier de Rennes? »

— Comment puis-je le savoir, M. le procureur, moi qui suis malade depuis trois jours? M. le préfet pourrait, au besoin, en rendre témoignage. Vraiment, je m'étonne que vous m'arrachiez de mon lit de douleur pour me demander compte d'un semblable larcin! Permettez-moi d'aller me recoucher. »

Il fallut bien se contenter de cette explication, et Dieu sait si l'on rit à Nantes du bon tour joué à la police!

En 1837, Créteineau quitta Nantes pour Paris, et nous le retrouvons collaborant à la *Revue du XIX^e siècle*, dirigée par M. de Saint-Priest, à la *Gazette de France*, qu'il quitta bientôt pour devenir rédacteur en chef de l'*Europe monarchique*. Il avait pour collaborateur M. le V^e de La Guéronnière,

Qui depuis..... Mais alors il était royaliste!

Un autre collaborateur de Créteineau à l'*Europe monarchique* était Louis Réveillère, ancien député de la Loire-Inférieure. Un jour, Créteineau lui dit : « Venez avec moi, j'ai affaire au ministre; je voudrais obtenir enfin l'élargissement des prisonniers vendéens indéfiniment retenus en prison, sans qu'on parle même de les juger. »

Ce ministre était M. Teste, fils d'un des révolutionnaires les plus ardents du Midi qui les reçoit debout et en bonnet de nuit. Comme on ne l'invitait pas à s'asseoir, Crétineau avance un fauteuil à son compagnon, en prend un autre, en disant : « Asseyons-nous, monsieur Réveillère, ces fauteuils sont à nous comme à M. le ministre : n'avons-nous pas l'honneur d'être contribuables? »

Il en vient alors à la question et renouvelle sa demande. Il déploie d'abord toute sa diplomatie, toujours en vain. Tout à coup, il se lève, renvoie au loin son fauteuil d'un coup de pied de colère, marche sur le ministre, et, les bras croisés, regardant l'ennemi en face, à la stupeur de son compagnon qui le croyait devenu fou et le tirait par son habit, pour le rappeler aux convenances, il s'écrie, d'une voix d'abord concentrée par l'indignation, puis éclatante comme le tonnerre :

« Donc, Monsieur le ministre, vous me refusez la grâce de ces pauvres gens?

— Je la refuse.

— Eh bien! plus de ménagements entre nous: guerre déclarée! Je dirai, j'écrirai, j'imprimerai que, sous le règne de Louis-Philippe, un ministre s'est cru assez fort de son voltairianisme et du voltairianisme de son roi pour refuser un confesseur à sa fille mourante, et que ce ministre, c'est vous!

— Silence, malheureux, ou du moins pas si haut! la mère est là, à côté; si elle vous entendait!

— J'ai pitié de la mère et je baisse la voix, car je ne veux pas plus blesser son cœur que je ne tiens à faire du scandale; mais je garde aussi haute et aussi ferme ma résolution : si, d'ici à quinze jours, mes Vendéens n'ont pas reçu leur grâce, soyez sûr que cette scène fera le tour de la presse et du monde! »

Dès le lendemain, la grâce était accordée, et une centaine de Vendéens rentraient dans leurs foyers. Crétineau fut assez généreux pour taire son intervention et pour laisser au gouvernement de Louis-Philippe qu'il détestait l'honneur d'une clémence dont lui seul avait tout le mérite.

Mais revenons à notre héros.

Nous ne rappellerons que pour mémoire et pour compléter la vie

de Créteineau comme journaliste son passage rapide à la *Gazette du Dauphiné*. L'heure allait sonner où le journaliste, se transformant, va devenir historien ; mais, avant de le suivre dans cette phase nouvelle, nous voulons mentionner un voyage qu'il fit à Berlin, en 1856, à la prière de l'empereur Nicolas.

Un épisode curieux agrémenta ce voyage où il s'agissait de fonder, avec les cours de Prusse et de Russie, un journal, *Le Nord*, destiné à défendre les intérêts russes en Allemagne.

La police de Napoléon III redoutait Créteineau et le faisait *filer*, quelque part qu'il se rendit. Plusieurs fois, pendant qu'il se promenait à Berlin avec le baron de Budberg, celui-ci, l'impatienté, lui disait :

« Mais, enfin, que nous veut donc cet individu qui s'attache partout à nos pas ? »

— Je ne vois personne, répondait Créteineau, qui était très myope ; mais si vous voulez que je vous en débarrasse, la chose est facile. Connaissez-vous intimement l'administrateur des chemins de fer de Berlin ?

— Parfaitement !

— Eh bien ! demandez-lui pour demain, et pour vous, un wagon entier, le dernier du train express pour Vienne, seulement faites qu'il ne soit pas attaché. »

Le lendemain, Créteineau arrive à la gare et, très haut, demande au guichet un billet pour Vienne. L'espion était là : « Un billet pour Vienne, » répète-t-il discrètement. Il se présente à la portière ; mais Créteineau lui dit poliment : « Wagon réservé ! » Il fallut prendre place un peu plus haut. Le train s'ébranle, entraînant tous les wagons, excepté le dernier, et Créteineau de descendre en riant aux éclats et criant aux employés : « Prenez garde, il y a là un espion français qui s'enfuit ! »

Cet espion était le même que la police impériale chargea de *filer* Veillot, dans un certain voyage à Rome, aventure que le grand écrivain a décrite dans une page charmante.

••

Créteineau était, on le voit, un homme singulier et d'une originalité puissante. Son buste est d'une ressemblance exacte, dessiné et gravé à l'eau forte par Gilbert.

Voici, au reste, le portrait que trace de son ami le chanoine Maynard :

« Gros, il était en même temps de haute taille, ce qui donnait à son port de la proportion, et à son allure de la fermeté et de l'assurance. Court du cou et carré des épaules, il portait droite une forte tête, aux cheveux drus et taillés en brosse, qui grisonna sans se dépouiller jamais. Sous un front carré comme les épaules, s'ouvraient deux petits yeux noirs et brillants ; sur un large visage, un nez relevé pouvait dilater à l'aise de larges narines, et une grande bouche, au milieu d'une barbe touffue, épanouir des lèvres à la fois fines et sensuelles. Tout cet ensemble, monté de ton, accentué et animé par un rire habituel, franc et éclatant, interprété par une parole qui avait la soudaineté et le brillant de l'éclair, l'inattendu et le retentissement du coup de tonnerre, frappait et retenait l'attention, et demeurait ineffaçable dans la mémoire. Or, si, chez l'homme, sinon chez la femme, la beauté consiste moins dans la régularité et dans la délicatesse des traits que dans l'expression, je confesserai bien, si l'on veut, que Crétineau n'était pas beau, jamais qu'il fût laid. »

Voici un autre portrait au bas duquel on lit la signature de Barbey d'Aurevilly :

« Il était, dit celui-ci, de cette race d'hommes, carrés et musculeux, qui ont, sous des formes lourdes, la finesse, la souplesse, le délié propres à la vie. Son portrait me rappelle, par son énergie de dogue, la tête de Granier de Cassagnac — cette autre grande plume de guerre, — mais avec une expression plus gaie. Il était plus gai, en effet, dans l'habitude de la vie, que Granier de Cassagnac, qui ne l'est, lui, qu'en faisant ses articles, et qui y rit si bien des *atouts* qu'il y donne, ce Gascon ferré d'un Gaulois ! Ils ont, du reste, bien d'autres ressemblances, Granier et Crétineau. Tous deux monarchiques, tous deux catholiques, dans des camps différents, mais y combattant pour les seules idées qui peuvent sauver le monde, si le monde peut encore être sauvé, et, tous deux, les plus redoutables Front-de-bœuf de la polémique contemporaine !

» Voilà Crétineau-Joly, infatigable de talent, de verve, d'impétuosité joyeuse et meurtrière. Le pamphlet chez lui aiguillait l'histoire et l'histoire *rablait* le pamphlet. Ce *chouan* manqué, qui n'avait pu

l'être comme il l'aurait été au temps de Charette, avait le génie de l'action et la lestesse d'exécution des chouans militaires..... Il raconte la *chouannerie* en homme qui aurait mieux aimé faire que dire. » (*Le Constitutionnel*, 30 novembre 1873.)

Parlant de lui-même, Créteineau mettait une secrète coquetterie à se désigner sous le nom de *Sanglier*. Et, de fait, plus d'un écrivain à la mode ne se retira point, sans blessures graves, des coups de boutoir portés par ce terrible adversaire. On raconte même que le président de l'Assemblée Constituante de 1848, Armand Marrast, lui fit présent d'un singulier bijou. C'était un *sanglier d'or* sur lequel le donateur fit graver : *Pro historiæ* (Au sanglier de l'histoire). Loin d'être froissé du cadeau de son ami, Créteineau fit monter le bijou en breloque et ne s'en sépara jamais.

Nous n'avons pas entendu dire que les auteurs malmenés par Louis Veillot aient jamais songé à lui faire pareil présent.

Et, puisque le nom de Veillot revient sous notre plume, il y aurait entre ces deux hommes plus d'un point de ressemblance à faire ressortir. Mais ce n'est pas le lieu d'entreprendre ce parallèle : « Oh ! disait Créteineau, si Veillot, Proudhon et moi, nous nous étions rencontrés, quel journal nous aurions fait ! Grand Dieu ! quel journal ! »

..

Si puissant que fût Créteineau-Joly comme journaliste, sa vocation véritable, son terrain propre fut l'histoire ; non pas, comme le fait remarquer son biographe, que l'histoire fût pour lui un objet de curiosité ; c'était une arme au service des doctrines. Malgré une grande puissance de recherches, un flair heureux pour se mettre sur la piste des documents, un sens critique très perspicace et très exercé, l'histoire, comme carrière de pure érudition, n'avait pour lui aucun attrait. Dans le passé, il ne voyait que le présent ; ce qui avait vécu et ne vivait plus, il le regardait comme n'ayant jamais été. C'est assez dire qu'il n'avait de goût que pour l'histoire contemporaine et de polémique.

Il avait débuté, dès 1838, par l'*Histoire des généraux et chefs vendéens*, où il avait glissé une préface sur l'*ingratitude des Bourbons*. Cette préface lui valut d'amers reproches ; il ne s'en défendit pas trop,

croyant avoir dit juste. Nous retrouverons au quatrième volume de cette histoire tout un chapitre sur ce même sujet.

Ce n'était là qu'un prélude. Préludes encore, son livre : le *Fils d'un pair de France, ses Scènes d'Italie et de Vendée, Simples récits de notre temps*.

L'aiglon essayait ses ailes. Mais, dans l'*Histoire de la Vendée militaire*, l'aigle va prendre son vol et donner son envergure. Les deux premiers volumes parurent en 1840, les deux autres l'année suivante.

Pour la rédaction de son histoire, Créteineau s'était livré à de minutieuses recherches dans les archives départementales et dans celles du ministère de la Guerre. Il avait eu également un volumineux mémoire que M. l'abbé Jagault, ancien Bénédictin de Marmoutier et originaire de Thouars, avait présenté à Louis XVIII après 1815.

Dans une lettre du 15 juin 1840, M^{me} de La Rochejaquelein recommandait à l'historien d'user avec précaution de ce mémoire « qui, dit-elle, écrit dans un moment d'exaspération et de douleur, est empreint d'exagération. »

Indépendamment du travail de M. l'abbé Jagault, Créteineau sut utiliser un autre mémoire de M^{me} la M^{ise} de Donnissan, la mère de M^{me} de La Rochejaquelein : « J'en cite plusieurs fragments, dit-il, et entre autres, le passage de la Loire qui est un chef-d'œuvre de style et de sentiment. Au reste, ajoute-t-il, j'ai beaucoup de documents ignorés qui me permettent de juger les événements autrement que tous ceux qui m'ont précédé. »

(Lettre à M^{me} la M^{ise} de La Rochejaquelein, écrite de Paris, le 16 juin 1840.) *Notes manuscrites* de M^{me} de La Rochejaquelein, t. V, p. 15.

Si beau que soit un livre, il lui faut la réclame ou tout au moins l'annonce, car l'homme de notre temps, distrait et léger, ne lit guère que son journal ou ce que son journal lui dit de lire. Créteineau était trop de son temps pour ignorer *son public*. Il savait aussi que, pour atteindre le public, il faut prendre le rédacteur. Comme son livre allait paraître, Créteineau réunit un soir tous les principaux journalistes, ses amis. On dina longuement; les toasts se succédaient. Ils se prolongeaient encore quand minuit sonna. Minuit,

à cette époque, était l'heure extrême de la « mise en pages » des journaux du matin.

« Minuit ! » crie l'un des convives. Tous se lèvent à la fois, pensant que si « l'estomac est plein, plus d'une colonne va rester vide. » « Voyons, Messieurs, dit Créteineau, avec sa bonhomie ordinaire, est-ce qu'il ne vous manque point de la copie ? » Et comme ses invités se regardaient avec angoisse : « En voici ! » leur dit-il, et il leur offrit autant d'articles sur son livre, nuancés selon la couleur du journal.

Ce ne fut pas tout à fait la carte forcée, car l'éloge du livre était au-dessous de la valeur de cette belle histoire.

On a lu plus haut l'appréciation d'un bon juge, M^{me} la M^{ise} de La Rochejaquelein.

« L'*Histoire de la Vendée militaire* venait de paraître, raconte ici M. Maynard. (*La Vie*, p. 177.) Chateaubriand, qui l'avait déjà lue, rencontre l'auteur sur le Pont-Royal, l'arrête et lui dit : « Eh bien ! on écrit donc encore ? — Hélas ! oui, Monsieur le Vicomte ; on écrivait avant vous, on écrira même après vous ! — Allons, mauvais plaisant, ne raillez pas un homme qui vous veut féliciter. Vous avez fait un beau livre, un livre qui restera ! » Et, bras dessus bras dessous, l'illustre émérite et le jeune débutant, regagnent, en causant, la rue du Bac, et ne se quittent, à la porte de l'auteur des *Martyrs*, qu'en se serrant cordialement la main.

» Chateaubriand n'a pas trop dit. *L'Histoire de la Vendée militaire* est un beau livre, beau par le sujet, beau par l'exécution. Nous ne sommes pas assez fiers, nous, Français anti-révolutionnaires, monarchiques et chrétiens, nous ne sommes pas assez fiers de notre Vendée, à laquelle pourtant, comme le disait Charles Nodier « les livres des Grecs et des Romains, la vie de tant de conquérants, la chronique de tant d'empires qui ont tour à tour fixé les regards et l'admiration du monde, n'offrent rien de comparable. C'est la plus imposante et la plus magnifique des histoires. C'est en Vendée, bien plus qu'aux frontières, bien plus qu'au milieu des quatorze armées chimériques de Carnot, que la France se relevait de ses hontes sanglantes, et se défendait contre des tyrans domestiques, bien plus funestes à sa gloire et à son avenir que les étrangers. C'est la Vendée,

par sa noble résistance à l'impiété et à la Révolution, qui a commandé le Concordat et les mesures les plus réparatrices du Consulat et de l'Empire (1). »

Le livre eut un succès considérable, et cependant les éditeurs s'étaient dérobés et avaient refusé leurs presses. C'est alors que le B^{on} Dudon, ancien ministre de Charles X, offrit spontanément les 20 000 francs nécessaires à l'impression des quatre volumes. Plus tard, lorsque Crétineau voulut rembourser son bienfaiteur : « Non, non, dit le baron, gardez cela pour acheter des épingles à votre femme ! »

Le baron voulut même pousser plus loin sa politesse et sa reconnaissance : « Votre livre, à lui seul, lui répétait-il, vaut mieux que tout le bagage littéraire de plus d'un académicien. Entrez à l'Académie. » Crétineau refusa de faire les démarches nécessaires et la chose en resta là.

Est-ce à dire que *l'Histoire de la Vendée militaire* soit un livre sans défaut ? L'infirmité humaine n'en produit guère de ce genre, et l'on a pu reprocher à Crétineau de ne pas assez indiquer à ses lecteurs le vrai mobile de cette incomparable guerre. Elle fut avant tout une guerre sainte, et les Vendéens ne s'ébranlèrent point pour soutenir l'ancien régime, mais pour défendre la religion. *Dieu d'abord ; le roi ne vient qu'après*, et Crétineau était trop royaliste, peut-être alors trop insuffisamment chrétien, pour mettre en pleine lumière cette vérité que l'abbé Deniau, après Eugène Vuillot, a mieux fait ressortir.

*
**

Pour se reposer d'un si grand travail, Crétineau accepta volontiers la proposition que lui fit le B^{on} Dudon de l'accompagner dans un voyage en Orient. Ils passèrent par Rome. Un jour, comme ils se

(1) Quelque chose eût manqué à la gloire de Crétineau-Joly, si, dans ce concert d'éloges, la libre pensée n'eût fait entendre sa note discordante. Voici ce que nous lisons dans un dictionnaire où la religion, la justice et la vérité sont également outragées :

« Crétineau-Joly s'est fait connaître par un certain nombre d'ouvrages historiques inspirés par l'esprit de parti le plus passionné et dépourvus de toute critique sérieuse. Pour défendre les idées cléricales, il eut recours à tous les procédés du pamphlétaire qui n'a nul souci de la vérité. Aussi, ses ouvrages, dont le style a de la verve et de la vigueur, ne sauraient être consultés avec fruit. On doit à ce partisan de l'absolutisme religieux et politique les ouvrages suivants. » (Et il cite les titres des principaux travaux de l'historien.)

LAROUSSE, premier supplément.

promenaient au *Corso*, ils rencontrèrent un Jésuite que Crélineau avait connu élève à Saint-Sulpice. C'était le P. Philippe de Villefort, d'une ancienne famille du Rouergue.

Cette rencontre fortuite de deux amis allait modifier les plans de voyage et décider d'une œuvre importante : « Venez donc me voir au *Gesu!* » dit le P. de Villefort. « J'y allai, raconte Crélineau; je fus présenté au R. P. Roothaan, Général de la Compagnie, et, deux jours après, il fut décidé que la Société remettait entre mes mains le soin de composer son histoire. Grégoire XVI, consulté, me dit à moi-même : « Il est bien juste que l'auteur de l'*Histoire de la Vendée* devienne l'historien des Jésuites. Ne sont-ils pas les Vendéens de l'Église? »

» Cette encourageante parole du Souverain Pontife était plus qu'un ordre pour moi, continue Crélineau. Lorsqu'on me proposa d'écrire l'*Histoire de la Compagnie*, je ne connaissais aucun disciple de saint Ignace, même de vue. Ils me prirent tel que j'étais; je suis resté tel qu'ils m'ont pris. »

Le B^{on} Dudon ne pressait guère son ami d'entreprendre ce nouveau travail; il lui montrait quels adversaires il allait se mettre sur les bras. « Vous aurez contre vous, lui disait-il, les jansénistes, la Chambre des pairs, l'Université. Vous serez désavoué par tout le monde. »

D'autres écrivains, ses amis, allaient plus loin encore : « Eh quoi! lui écrivaient-ils de Paris, vous avez mis quinze ans, employé dix volumes à vous faire une honorable notoriété..... Maintenant que votre *Vendée militaire* vous a enfin posé, vous allez compromettre, pour Loyola, des avantages si chèrement acquis!..... Être appelé *Vendéen, Chouan, Brigand* même, peu vous importait? Vous avez le physique, le talent et le caractère de ces aimables dénominations qui, d'ailleurs, ont cessé d'être mal portées; mais *Jésuite!* Être appelé *Jésuite!* y songez-vous? »

Il y a cinquante ans, il fallait un courage réel pour résister à ces observations. Crélineau résista. Pour décider la victoire, le P. Roothaan apporta un jour à l'auteur un magnifique présent. C'était une insigne relique de la vraie Croix, que Grégoire XVI lui envoyait, enchâssée dans un beau crucifix d'argent. « Mettez à votre cou ce présent du

Saint-Père, dit le Général, et vous ne souffrirez plus de vos maux de tête tout le temps que vous travaillerez à notre Histoire. » Crétineau accepta, suspendit à son cou le crucifix dont il ne se sépara plus, et, soit par le mérite de sa foi, soit par la bénédiction du Saint-Père, soit par la vertu de la sainte relique, ce lui fut un remède aussi durable que subit.

Ainsi armé, l'écrivain se mit à l'œuvre. Au commencement de l'année 1844 paraissait le premier volume ; les cinq autres suivirent rapidement. L'œuvre, cependant, n'était pas sans difficultés ; il fallait rester dans la vérité historique, sans cesser d'être juste et sans subir les influences des milieux : « L'ouvrage de M. Crétineau-Joly, écrivait Silvio Pellico, est d'autant plus intéressant qu'il n'a point le caractère mesquin de cette partialité qui mutilé le vrai. Il y a des livres qui révèlent la conscience sans peur et sans reproche de l'auteur : en voilà un. M. Crétineau ne s'est épargné ni peine ni voyages, pour consulter de nombreux documents ; ce qu'il a trouvé irrécusable, il l'a produit avec liberté. Quand il résulte évidemment que des personnages pour ou contre ont mérité le blâme de l'histoire, il l'inflige sans ménagement. Les louanges qu'il donne à saint Ignace et à ses coopérateurs, à la Compagnie, n'ont rien de rhétorique. Elles découlent des faits qu'il expose. La cause est trop bonne pour y employer l'exagération. »

Ce jugement du célèbre prisonnier est celui qui résume le mieux ce grand travail historique. Les Jésuites récompensèrent convenablement la plume qui avait élevé ce monument de leur histoire.

Le B^{on} Dudon, qui était toujours l'argentier de Crétineau, jugea à propos de faire fructifier la somme et la plaça..... sur l'Opéra ! Voyez-vous l'argent des Jésuites employé au cautionnement de Duponchel, de Nestor Roqueplan et de ces petites dames du corps de ballet ! Quelles gorges chaudes firent alors les journaux du boulevard ! « Eh ! eh ! répondait gaiement Crétineau, il y a de pires placement de fonds. Ils se font tous les jours à la Bourse des tripotages d'argent qui n'aident pas davantage à la morale et nuisent beaucoup plus à la justice ! D'ailleurs, il ne me déplait pas d'avoir, moyennant bons revenus, une bonne loge à l'académie de musique. »

Au reste, là encore, Crétineau trouva le moyen de faire du bien,

Un soir, une danseuse, fort en renom, l'aborde : « Dites donc, Monsieur Créteineau, vous qui savez tout, est-il vrai que Jésus-Christ, dont on parle tant, était un maréchal de l'Empire? — Ma fille, répond sérieusement Créteineau, je le crois un peu plus ancien; mais, si vous voulez, je vous conduirai à un de mes amis qui vous renseignera. » Il mène la pauvre fille à un Jésuite qui l'instruit, la convertit et en fait une bonne chrétienne. Hélas! l'infortunée menait la conduite de ses pareilles; elle avait elle-même une fillette qu'elle avait introduite au théâtre. Cette enfant, comme ceux de la fournaise, avait traversé ces lieux impurs sans perdre son innocence. Un soir, le feu prit à ses vêtements et elle mourut peu après, dans les sentiments de la piété la plus vive.

Ajoutons, d'ailleurs, que Créteineau ne tarda pas à tirer des coulisses son argent et sa personne.

Un succès en appelle un autre. A peine le dernier volume de *l'Histoire de la Compagnie de Jésus* venait-il de paraître que le pape Grégoire XVI, inquiet des progrès du mouvement révolutionnaire en Europe, jugea le moment opportun pour révéler au monde les mystérieuses trames des Sociétés secrètes. Il mande au Vatican Créteineau-Joly et le charge d'entreprendre une nouvelle campagne contre cette ennemie, la plus vivante image du démon sur la terre. L'écrivain accepte avec joie et il se lance à la piste de documents importants semés un peu partout.

En 1846, il était à Vienne près du prince de Metternich, ce constant adversaire de la Révolution. C'est là qu'il apprend la mort presque subite du Souverain Pontife dont il tenait sa mission. La sagesse conseillait d'attendre, avant de continuer, l'avis du successeur. Pie IX encouragea d'abord l'écrivain à poursuivre son œuvre; il l'envoya même dans ce but à Naples, auprès du roi; mais bientôt des avis officieux arrivèrent, qui engageaient à différer la publication. Cependant les matériaux précieux et péniblement amassés forment la base d'un livre important, paru quinze ans plus tard sous ce titre : *L'Église romaine en face de la Révolution*, et qui valut à Créteineau le bref le plus élogieux de Pie IX.

C'est alors que la plume infatigable de Créteineau se mit à fouiller une question des plus difficiles, et sur laquelle il tomba en plein

désaccord avec ses anciens amis, les Jésuites. Nous voulons parler de ce livre célèbre et de la grosse question historique intitulée : *Clément XIV et les Jésuites*. Le livre parut en mai 1847. Il nous fait assister aux intrigues qui précédèrent l'élection du cordelier Ganganelli, successeur de Clément XIII, aux luttes que dut soutenir le nouveau Pape, aux violences inouïes que les cours de l'Europe exercèrent pour obtenir le bref *Dominus ac Redemptor*, qui supprimait la Compagnie de Jésus, enfin au spectacle des remords qui torturèrent le pontife.

Les journaux firent grande rumeur autour de ce nouveau livre, dont on appréciait la vérité historique, tout en faisant des réserves sur l'opportunité de son apparition. « Je voudrais que ce livre fût lu dans toute l'Europe, » écrivait l'abbé Dupanloup. « Je viens de lire le nouveau livre de Crétineau-Joly, disait de son côté le C^{te} de Montalembert, et j'ai fait, dans ma vie, peu de lectures qui m'aient plus ravi. »

Cet enthousiasme, dans l'école à laquelle appartenaient les deux hommes que nous venons de citer, ne fut point partagé par tout le monde. Pie IX s'émut de certaines allusions qui parurent blessantes ; mais Crétineau, en fils respectueux, reconnut son erreur et s'empressa de retirer, dans la seconde édition, les passages qui avaient éveillé de légitimes susceptibilités.

L'abbé Gioberti, dans son livre : *Il Gesuita moderno*, donna toute son acuité à la question. C'est alors que Crétineau fit paraître sa *Défense de Clément XIV et réponse à l'abbé Gioberti*. Ce nouveau livre eut deux éditions en quelques mois et fut traduit en italien, afin de répondre plus directement aux adversaires. Le P. Theiner, se jetant dans la mêlée, vint quelques années plus tard, sous prétexte de venger l'honneur de Clément XIV, profaner la mémoire de son magnanime prédécesseur. Les *Lettres au P. Theiner*, qui parurent en 1853, furent une réponse indignée aux subterfuges derrière lesquels s'abritaient souvent le parti pris et la mauvaise foi.

Mais toutes ces violences semblaient entraîner l'approbation au moins tacite de la Compagnie dont Crétineau était l'historien. Afin de dégager sa responsabilité, le P. Roothaan écrivit de Rome une lettre très nette, où il disait : « La Compagnie dont je suis le Supérieur

général ne saurait être responsable des productions littéraires de M. Créteineau, et je proteste hautement, en mon propre nom et au nom de tous les miens, contre tout ce qui, dans les écrits de M. Créteineau-Joly, pourrait blesser l'honneur et le respect dus au Saint-Siège, et je déclare qu'il n'existe aucune solidarité entre cet auteur et les membres de la Compagnie de Jésus. »

« Eh bien ! s'écria Créteineau, après la lecture de cette lettre, je n'aurais fait ni plus ni moins que n'a fait le P. Roothaan. Il y a cinq ans, j'écrivais en parlant des Jésuites : Ils m'ont pris tel que j'étais, je suis resté tel qu'ils m'ont pris. Je suis le même au dehors et au dedans ! »

C'était bien toujours, on le voit, le sanglier d'Armand Marrast, ou, pour employer, avec le P. Régnauld, une plus gracieuse comparaison tirée de Cicéron : « C'était une liqueur généreuse qui n'avait pas eu le temps de déposer son ferment..... La polémique de Créteineau-Joly me fait assez l'effet de ces vins fougueux qui travaillent de même, poussent et pétillent, mais..... cassent les bouteilles ! Ah ! qu'il y eut de verre cassé dans cette escrime gauloise ! »

Entre Theiner et Créteineau, le P. de Ravignan vint apporter une note plus calme, mais on s'étonna que, dans son livre, le pieux Jésuite ait affecté de ne pas même nommer l'historien de sa Compagnie. Créteineau en conçut une véritable amertume qu'un ami commun, le P. Terweckoren, parvint à peine à dissiper.

Avec le Saint-Siège, la réconciliation fut plus complète et se scella par la publication du livre : *L'Église romaine en face de la Révolution*. Pie IX fut si satisfait de ce magnifique travail, qu'il en voulut faire lui-même l'éloge, dans un bref où nous lisons : « Vous avez acquis des droits particuliers à Notre reconnaissance, dans cet ouvrage où vous montrez, *par les documents*, cette Église romaine toujours en butte à l'envie et à la haine des méchants, et, au milieu des révolutions politiques de notre siècle, toujours triomphante..... »

Il nous faut nous hâter, et nous ne pouvons que mentionner les nouvelles productions qui tombent de cette plume facile, nous dirons même trop facile pour être assez châtiée. En 1862 et 1863, parut en deux volumes *l'Histoire de Louis-Philippe et de l'Orléanisme* ; Créteineau était un ennemi personnel de la branche cadette, et, si ses jugements

sont parfois trop sévères, il y a dans ce livre des révélations piquantes, des aperçus curieux, et le tout repose sur des documents indéniables. L'historien ne s'est pas assez souvenu de son rôle de juge impartial quand il dit que, dans cette famille, « il n'y eut rien de grand que son égoïsme, et que ses membres, pour arriver à leurs fins, étaient prêts à tout faire, même le bien ! »

Nous ne mettons ici que pour mention l'*Histoire du Sonderbund*, qui est antérieure, puisqu'elle parut en 1850. C'est le récit palpitant des luttes que soutint, en 1846 et 1847, la Suisse catholique contre les trahisons du radicalisme sournoisement favorisées par lord Palmerston.

Nous avons hâte d'arriver à l'une des publications qui font le plus d'honneur à notre héros : les *Mémoires du cardinal Consalvi*, une de ces aubaines qui sont si fréquentes dans la vie de Crétineau. La maison de la Bonne Presse donne, en même temps que ce premier volume, une réédition illustrée et augmentée d'un nouveau chapitre de ces mémoires importants.

La lumineuse introduction qui précède ces *Mémoires*, les notes si judicieuses qui accompagnent et éclairent la traduction du texte italien, donnent à cette publication une valeur historique incomparable. Son apparition produisit une grande sensation dans le monde des lettrés, en jetant un jour nouveau et décisif sur les négociations du Concordat racontées par un témoin.

« Le grand honneur de la vie littéraire de Crétineau, dit ici son biographe, est d'avoir été choisi comme exécuteur testamentaire de Consalvi; un honneur plus grand pour son caractère et pour sa foi, c'est de s'en être toujours montré digne en s'associant à la passion dominante de son héros : l'amour de la Sainte Église. Dans sa longue carrière d'écrivain, il a rencontré bien des ennemis et soulevé bien des colères; mais il lui sera pardonné beaucoup, parce qu'il a beaucoup aimé l'Église romaine ! »

* *

Cet amour de l'Église allait avoir sa récompense. Bientôt après avoir donné son dernier ouvrage : *Histoire des trois derniers princes de la maison de Condé*, le grand écrivain sentit que l'heure du repos allait sonner. Il était venu demander à la solitude de Vincennes le

calme qu'il avait si peu connu. C'est là, à la porte de Paris, dans une maison modeste, agrémentée d'un petit jardin, entouré d'une femme dévouée et de ses deux fils, qu'il vécut ses derniers jours. D'ailleurs, presque aveugle, le vieux jouteur ne sortait qu'appuyé sur le bras d'un sous-officier en retraite, qui lui faisait la lecture et guidait ses pas incertains.

Ses deux fils, Ludovic et Henri, s'étaient fait un nom sous des enseignes diverses. L'aîné est un peintre de grand talent, le second est prêtre. « Pour ne pas frustrer le désir de ma mère, disait plaisamment Crétineau, je me suis procuré un remplaçant à l'autel; mon petit *Didi* y tiendra la place laissée libre par le père. »

Tels furent les cœurs qui dépensèrent leur tendresse autour du vétéran de tant de combats glorieux. Mais la gloire ne saurait suffire à une âme. La vieillesse était venue, les infirmités se multipliaient, et toujours se faisait attendre la pratique des devoirs essentiels; car, chose étonnante, ce Vendéen de race, ce royaliste qui avait été sur le point de se faire prêtre et qui favorisa la vocation au sacerdoce d'un de ses fils, cet écrivain qui vécut dans l'intimité de deux papes, Crétineau ne pratiquait qu'assez imparfaitement sa religion! Catholique de conviction profonde, il ne le fut pratiquement qu'au soir de sa vie.

« Voyons! lui disait parfois le prêtre qui fut son biographe après avoir été son ami très fidèle, voyons, mon ami, il est temps de faire votre paix avec le bon Dieu.....

— Ah! ah! le bon Dieu, le bon Dieu! reprenait Crétineau, j'ai eu le bonheur de lui rendre quelques petits services et je suis sûr qu'il m'en tiendra compte. Je m'arrangerai bien avec lui, vous verrez! »

On s'étonnera de ces délais à franchir le pas décisif de la confession, quand on saura que le grand écrivain était un homme de prière, ne manquant jamais la messe le dimanche et y assistant même assez souvent les jours de semaine. Des personnes qui le voyaient si recueilli se demandaient entre elles : « Quel est donc ce gros monsieur qui se tient si bien à la messe? » Elles furent bien surprises quand elles surent que cet homme si pieux ne se confessait pas!

Ah! le cœur de l'homme et sa raison surtout ont des mystères

bien insondables ! Sur eux les raisonnements sont impuissants ; la grâce divine peut seule vaincre certaines résistances.

Souvent, en pareil cas, Dieu se sert de la douleur. Il en fut ainsi pour Crétineau-Joly.

Pour lui, cette douleur fut toute patriotique. Quand il vit la France aux prises avec la Prusse, la France qu'il aimait plus encore que sa chère Vendée, foulée par l'étranger et presque vaincue, il conçut une douleur que rien ne put calmer.

Un jour de cette funeste période de l'envahissement, il entendit ses enfants qui chantaient. « Taisez-vous, leur cria-t-il, on ne doit plus chanter en France, plus chanter dans le monde catholique ! Du moins, on ne chantera plus chez moi ! » Et il fondait en larmes.

Il aimait à répéter ces beaux vers du poète, qui reflétaient si bien l'état de son âme, avant comme après sa conversion :

Si le ciel, trop souvent, fut sourd à ma prière,
C'est que le bruit du monde en étouffait la voix.
Maintenant que je vis retiré, solitaire,
Qu'entre le monde et moi s'élève une barrière,
Mes vœux sont exaucés pour la première fois.

Puis il ajoutait, comme pour conclure tout cet enseignement un vers de Rancé dont nous ne saurions trop recommander la méditation.

Croire sans vivre en saint, c'est vivre en insensé !

Retiré quelques mois à Chartres et pleurant sans cesse, lui, ce vaillant, il perdit presque entièrement la vue. C'est alors qu'il revint à Vincennes, tandis que la Commune ajoutait ses horreurs aux tristesses de l'invasion. L'année suivante, le R. P. Tailhan, un Jésuite de ses amis, emporta, sans peine, cette place qui ne se défendait plus guère que par un reste de respect humain.

La réconciliation avec Dieu fut aussi sincère qu'efficace. Elle eut lieu le 11 septembre 1872. Crétineau avait encore trente mois à vivre, il en fit trente mois de la vie d'un saint. Le changement qui s'opérait en lui fut merveilleux ; c'était « l'envahissement de la nature par la grâce, qui emportait dans son cours jusqu'aux petits défauts de caractère. Plus d'impatience, plus d'humeur, plus de vanité, plus d'égoïsme ; jamais une plainte, même dans la douleur ; jamais la

plus légère opposition à l'avis et au goût des autres. Aussi, quand le P. Tailhan venait pour le préparer à une communion nouvelle, avait-il coutume de dire à M^{me} Crétineau : « Mais c'est un saint que votre mari ! »

Un jour, son fils Henri lui dit : « Je vais vous faire une lecture de l'Évangile ou de l'*Imitation*. — C'est inutile, mon enfant, je sais tout cela à peu près par cœur, et je m'en nourris dans ma solitude, parle-moi plutôt, parle-moi du bon Dieu ! »

Son unique occupation était la fréquente récitation du *Miserere*, qu'il affectionnait particulièrement. C'est ainsi qu'il vit venir la mort. Elle se présenta en messagère attendue, le 31 décembre de l'année 1874. Des vomissements, une grande faiblesse annoncèrent au malade sa prochaine délivrance, et, en effet, au soir du 1^{er} janvier 1875, il rendait à Dieu sa belle âme, sans souffrance et sans agonie.

Sur sa tombe, une simple croix, dans laquelle Ludovic, le fils aîné, a incrusté le portrait paternel, peint par lui-même sur émail; au-dessous, une fleur de lys, et, plus bas, ces simples mots empruntés à saint Paul :

Bonum certamen certavi, fidem servavi.

Et la suprême recommandation de son testament :

Je désire que les honnêtes gens qui m'aimèrent à cause de moi, et que ceux qui m'estimaient et m'affectionnaient à cause de mes ouvrages, ne m'oublient pas dans leurs prières.

Un véritable concert de louanges s'éleva autour de cette tombe, Les Jésuites, par la plume de leur Général, le R. P. Beckx, firent parvenir aux fils du défunt l'expression de leurs sympathies. M. de Monti de Rezé parla de même au nom de M. le C^{te} de Chambord, et enfin le cardinal Antonnelli écrivait au nom de Pie IX : « J'ai appris avec une grande peine la perte que vous avez faite en la personne de votre excellent père. J'ai pris soin d'en donner connaissance au Souverain Pontife. Sa Sainteté en a éprouvé une grande tristesse et Elle ne se lassera pas de prier pour l'éternel repos de l'illustre défunt »

Cinq ans avant sa mort, Crétineau-Joly avait écrit ce testament qui reflète si bien sa grande âme, et résume tout ce qui fut ici-bas l'objet de ses affections :

« Au nom de la Très Sainte Trinité,

» Dans l'incertitude de l'heure à laquelle il plaira à Dieu de m'appeler à lui, mais encore sain d'esprit et de corps, je trace mes dernières volontés.

» En demandant pardon au Seigneur des fautes que je n'ai pas chrétiennement expiées, je veux mourir dans la religion catholique, apostolique et romaine.

» En quelque lieu, à quelque instant que la mort m'arrive, je serai chrétien par la foi, par l'espérance et par le repentir.

» Je laisse à ma femme et à mes deux fils, pour toute fortune, les modestes économies que j'ai faites sur mon travail, en ne me permettant jamais un plaisir ou une satisfaction de vanité.

» On a dit souvent, et j'ai même lu plus d'une fois, que les Papes et les princes, dont j'ai eu la confiance et les secrets, m'avaient fait un pont d'or. Pour ceux qui connaissent ma vie intérieure, il serait inutile de nier. Je leur laisse donc le soin de défendre ma mémoire, si le jour de la mort n'était pas à mon égard, comme à l'égard de tous, le jour des éloges.

» J'ai été souvent éprouvé par l'ingratitude; mais, au milieu de ces amertumes, qui me firent tant de mal, Dieu n'a pas voulu m'abandonner sans compensation. Il m'avait créé libre et indépendant; il m'a maintenu ainsi jusqu'à ce jour, daignant m'accorder toutes sortes de grâces.

» Ayant vécu dans la foi catholique, je suis resté fidèle à tous mes principes. Né légitimiste, je me rends le témoignage de n'avoir jamais varié. Mon premier comme mon dernier ouvrage en font foi, et j'espère mourir légitimiste.

» Je désire que les honnêtes gens qui m'aimèrent à cause de moi, et que ceux qui m'estimaient et m'affectionnaient à cause de mes ouvrages, ne m'oublient pas dans leurs prières.

» A Vincennes, le 29 avril 1870.

» J. Crétineau-Joly. »

..

Pour les bibliophiles, terminons par une liste complète des ouvrages de Crétineau-Joly :

Le duc d'Albe, tragédie en 5 actes et en vers (*inedite*) (1817).

Béatrix Cenci, poème en 4 chants (*inédit*) (1823).

Albéric, poème (*inédit et brûlé*) (1824).

Poésies diverses (*inédites*) (1824-1825).

Les Diplomates en sous-ordre ou les Secrétaires d'ambassade, comédie en 3 actes et en vers (*inédite*) (1825).

Chants romains, un vol. in.-18 (1826).

Inspirations poétiques, un vol. in-12 (1829).

Les Trappistes, un vol. in-12 (1829).

Charette, drame politique, *poésies vendéennes et mélanges*, un vol. in-8 (1833).

1793-1815-1832. *Épisodes des guerres de la Vendée, précédés d'un tableau historique de cette contrée depuis la révolution de juillet jusqu'en 1832*, un vol. in-8 (1834).

Histoire des généraux et chefs vendéens, un vol. in-8 (1838).

Un fils de pair de France, un vol. in-8 (1839).

Voyage à la vapeur, brochure in-8 (1840).

Histoire de la Vendée militaire, 4 vol, in-8 (1840-1842); 2^e édit. 4 vol. in-8 (1843); 3^e édit. 4 vol. in-8 (1850); 4^e édit. 4 vol. in-8 (1851); 5^e édit. 4 vol. in-12 (1865).

Histoire des traités de 1815 et de leur exécution, un vol. in-8 (1842).

Il y a eu depuis une seconde édition.

Histoire contemporaine des hommes et des journaux politiques, par un ancien député. I. M. de Genoude et *La Gazette de France*, un vol. in-8 (1842).

Histoire religieuse, politique et littéraire de la Compagnie de Jésus, composée sur des documents inédits et authentiques; 6 vol, in-8, Paris et Lyon (1844, 1845, 1846); 6 vol. in-8, Bruxelles (1845); 3 vol. in-8, Tournai (1846); 6 vol. in-8 et in-12, Paris et Lyon (1846); 6 vol. in-8 et in-12, Paris et Lyon, 3^e édition, revue, corrigée et augmentée d'une table alphabétique des matières (1851); 4 vol. in-8, Vienne (1845-1847); 6 vol. in-8, Madrid (1845); 6 vol. in-12, Parme (professeur Buttafuoco) (1845); 6 vol. in-8, Berlin (1845).

Il existe encore de cet ouvrage des traductions portugaise et anglaise (1845-1846).

Histoires des Sociétés secrètes et de leurs conséquences, 4 vol. (*inédite et brûlée*) (1846-1850).

Clément XIV et les Jésuites, un vol. in-8 (1847).

Clément XIV et les Jésuites ou Histoire de la destruction des Jésuites, composée sur des documents inédits et authentiques. 2^e édition considérablement augmentée, un vol. in-8 (1848).

3^e édition, un vol. in-12 (1848).

Il y a eu de cet ouvrage un très grand nombre d'éditions en Belgique.

Il a été traduit en italien et en espagnol (1847-1848).

Défense de Clément XIV et réponse à l'abbé Gioberti, un vol. in-8 (1847).

Deux éditions consécutives.

Traductions en italien, à Modène (1847); en portugais et en espagnol (1847-1848).

Histoire de Sonderbund, 2 vol. in-8, Paris (1850); Bruxelles, 2 vol. in-8 (1850); Tournai, 2 vol. in-8 (1850); Fribourg, 2 vol. in-8 (1850-1851).

Cet ouvrage a été traduit en italien, avec des notes, par Pietro Fiaccadori, 2 vol. in-12, Parme (1850).

Ily a eu aussi des traductions espagnole et allemande (1850-1851).

Le pape Clément XIV. Lettre au P. Theiner, de l'Oratoire, un vol. in-8 (1853).

Deux éditions à Paris; deux éditions à Liège, in-8 et in-12 (1853).

Le pape Clément XIV, seconde et dernière lettre au P. Theiner, in-8 (1853).

Deux éditions à Paris. Réimpressions nombreuses en Belgique. — Traductions allemande et italienne.

Polémique sur le pape Clément XIV. Lettres au P. Theiner, in-8, Liège (1853).

Ces deux lettres ont été ajoutées, comme 4^e volume, aux trois volumes de l'*Histoire du pontificat du pape Clément XIV*, par le P. Theiner, in-12, Bruxelles (1853).

Scènes d'Italie et de Vendée, un vol. in-12 (1853).

Pie IX, les Jésuites et Clément XIV, un vol. in-8 (*inédit et brûlé*) (1854).

La cour et le gouvernement de Prusse en face de la Coalition, brochure in-8 (*introuvable*) (1855).

L'Église romaine en face de la Révolution, 2 vol. in-8 (1858); 2^e édition, 2 vol. in-8 (1860); 3^e édition, 2 vol. in-12 (1861).

Traductions en allemand et en espagnol.

Simple récits de notre temps, un vol. in-8 (1860).

Rome et le vicaire savoyard, brochure in-8 (1861).

Deux éditions consécutives.

Traduction italienne sous ce titre : *Il Piemonte a Roma*, par G. C. J. Bologna (1861).

Histoire de Louis-Philippe d'Orléans et de l'Orléanisme, 2 vol. in-8 (1862).

Mémoires du cardinal Consalvi, avec une introduction et des notes, 2 vol. in-8 (1864); 2^e édition, 2 vol. in-8 avec gravures (1866).

Histoire des trois derniers princes de la maison de Condé : prince de Condé, duc de Bourbon, duc d'Enghien, d'après les correspondances originales et inédites de ces princes, 2 vol. in-8 (1867).

Bonaparte, le Concordat de 1801 et le cardinal Consalvi, suivi des deux lettres au P. Theiner sur le pape Clément XIV, un vol. in-8 (1869).

Mémoires et correspondances (inédits).

Rome et Vendée (1875).

JEAN-EMMANUEL B. DROCHON.

des Augustins de l'Assomption.

Paris, ce 8 septembre 1895.

HISTOIRE

DE LA

VENDÉE MILITAIRE

CHAPITRE PREMIER

Causes de la guerre de la Vendée. — Les paysans, les prêtres et les nobles. — Coalition bretonne. — Confédération poitevine. — Commencement des insurrections. — Leurs motifs et leur but.



LES CAUSES DE LA GUERRE

La France vient d'entrer en l'année 1793 et la Révolution triomphe de la monarchie qu'elle a si habilement, si audacieusement attaquée, et qui s'est si mal défendue. Cette Révolution, qui s'inspire de toutes les haines ainsi que de toutes les passions généreuses, qui flatte tous les instincts mauvais, en s'emparant, comme d'une proie, de toutes les nobles pensées, n'a rencontré sur sa route aucun obstacle sérieux.

Dans les délires de cet enthousiasme patriotique, auquel il faut bien, malgré les résistances de notre raison, ajouter foi,

elle a brisé tous les liens qui attachaient la France au vieux trône de saint Louis, d'Henri IV et de Louis XIV. En faisant vibrer les noms de la liberté, de l'égalité et de la fraternité qui n'étaient pas encore la mort, on a laissé des avocats, à la parole creuse et sonore, tirer de son sommeil de gloire et de pacifique bonheur ce peuple, naguère encore le plus assidu, le plus spirituel courtisan des rois, ses maîtres.

Tout a été passé au crible de cet amour de la nouveauté qui, pour changer la constitution même de l'État et pour bouleverser toutes les idées reçues de religion, de morale et de législation, prenait texte de quelques utiles modifications à introduire dans les formes de notre ancien gouvernement.

Sous l'ardente parole de ses tribuns, sous la plume pleine d'âcreté de ses journalistes, entraînés eux-mêmes au delà du but par cette incandescence toute française dont notre caractère sera toujours accusé, la nation s'est forgé une arme de tout ce qui s'oppose à sa volonté. Dans les villes, dans une partie des campagnes, elle s'est prononcée pour Joseph-Philippe, duc d'Orléans-Égalité, contre Louis XVI.

A l'Assemblée Constituante, Mirabeau, qui détruit, est plus populaire que l'abbé Maury qui conserve; et, en repoussant Cazalès, l'un des plus éloquents, l'un des plus honnêtes orateurs de la France, le peuple environne de ses affections toujours mobiles une centaine de misérables avocats, étranges défenseurs des droits de l'homme, ou les tribuns de bas étage qui s'élancent de la borne pour arriver sans transition à la puissance.

On renversait tout, sous le spécieux prétexte de tout remettre en place par le progrès.

Avec d'arrogantes phrases vertueuses, on divinisait le vice.

Avec des paroles de conciliation, avec des promesses de félicité universelle, on introduisait le désordre dans les familles, l'anarchie dans l'État, l'incendie dans la société.

On enseignait à l'armée à raisonner ses désobéissances. On avait des couronnes civiques pour les gardes-françaises et pour les régiments parjures; des pierres, des malédictions et la mort pour les soldats fidèles à leur drapeau.

On brûlait les châteaux pour acquérir plus tard le droit de faire descendre le feu jusque sur les chaumières.

On exigeait un serment constitutionnel du clergé, afin qu'à un jour donné il n'y eût pas plus de prêtres que de rois sur le sol de France.

On déclarait la guerre à la propriété.

On appelait la noblesse à sacrifier ses titres sur l'autel de la patrie.

L'or n'était plus qu'un *vil métal*, que les chimères de l'égalité devaient apprendre à maudire.

On confondait dans la même balance les rangs et les devoirs, les services et les outrages au pays, l'insouciant abnégation d'un petit nombre de gentilshommes enthousiastes ou peureux, et les ambitieuses rêveries de ceux qui commandaient ces sacrifices, afin d'en profiter plus tard. Tout cela était accueilli aux acclamations de la foule.

Le bonheur était peint sur les visages. L'exaltation brillait dans les yeux.

Au fond de toutes ces graves folies qui aboutirent à l'échafaud ou aux proscriptions, il y avait un sentiment de gloire et de grandeur nationales que nous sommes trop juste pour vouloir nier.

Les Français alors ne savaient pas où tant de décevantes innovations les entraînaient. Ils se laissaient conduire, parce qu'on leur disait qu'en détruisant les féodales murailles de la Bastille, ils avaient à tout jamais écrasé sous leurs pieds la tyrannie qui pouvait leur en ouvrir les portes; parce qu'on avait tout à la fois et de longue main philosophiquement calomnié la religion de leurs pères et la royauté de leurs ancêtres; parce qu'un besoin, une fièvre de changement s'était fait sentir, et qu'alors il se trouvait des hommes qui avaient habilement spéculé sur ces passions nouvelles.

La religion dont, aux yeux du peuple, certains prélats avaient plus d'une fois compromis la sainteté, par un luxe en dehors des prescriptions de l'Église et par une corruption de mœurs dont la plus grande partie du clergé est bien éloignée de donner le funeste exemple, la religion se débattait sous la main des

novateurs. Ils espéraient, après deux ou trois assauts, n'avoir plus affaire qu'à un cadavre.

Privée de son antique prestige et réduite à se défendre seule contre tous les ennemis que d'incessantes ambitions lui suscitaient, la royauté s'était affaiblie; puis, peu à peu, elle se condamnait à l'avilissement de la résignation. Une pensée chevaleresque, mais que l'histoire taxera peut-être d'aventureuse et d'impolitique, avait poussé hors de France les défenseurs naturels de la société. La Révolution, encore au berceau, mettait le siège devant leurs demeures. Elle poursuivait les gentilshommes dans les villes; elle les accusait dans les clubs; elle les dénonçait sur la place publique. Les gentilshommes crurent que tous ces bruits, que toutes ces menaces n'étaient qu'une bourrasque passagère à laquelle il fallait se soustraire.

Ce fut une longue tempête. La Révolution redoutait leur influence locale, leur courage qui n'avait jamais reculé devant le danger. Elle leur fit peur de ces insurrections partielles ébranlant le sol, mais ne le retournant pas encore jusque dans ses fondements; et ils émigrèrent, emportant sur le Rhin un drapeau blanc.

C'était le linceul de la vieille monarchie française.

Au point de vue politique et avec les idées actuelles, l'émigration, qui fut pour beaucoup une nécessité, pour un petit nombre une affaire de mode, est considérée par la Révolution comme un crime. Nous qui faisons une large part à l'esprit et aux besoins de l'époque, nous regardons l'émigration comme une faute, non pas dans le sens que les historiens prétendus nationaux essayent de lui donner, mais dans un autre tout opposé. Les émigrés voulaient combattre le principe révolutionnaire, et ils étaient dans leur droit.

On a longtemps déversé le blâme sur cet exil, qui les sauvait de l'échafaud et qu'ils n'aspiraient à rompre qu'avec l'épée. La Révolution mentait ainsi à la raison publique. Les émigrés furent pour cette révolution armée contre les monarchies, le parti de l'étranger. Elle ne leur accorda même pas le droit, toujours incontestable, de défendre leurs propriétés et leur vie menacées. Ils marchaient sous le drapeau des puissances de l'Europe !

Mais, par une contradiction que jamais les préjugés de l'histoire n'ont cherché à expliquer, la Vendée, qui n'avait pas d'étrangers dans ses rangs, qui se levait seule contre la Convention, la Vendée fut aussi accusée. Les révolutionnaires gardaient pour eux le droit d'insurrection ; ils ne laissaient aux autres que la liberté de se soumettre au joug que l'échafaud ou des lois atroces imposaient. C'est ainsi que la Révolution a toujours entendu l'égalité des charges et des bénéfices. Elle ne parle de liberté que pour arriver à la dictature.

Dans ce chaos d'idées nouvelles, qui tour à tour se provoquaient afin d'accélérer plus rapidement la chute de tout ce qui jusqu'alors avait été vénérable et saint, il ne se trouva que des résistances passives. En face de gigantesques transformations, ces résistances ne surent que se draper dans leur inutile vertu pour mourir sur l'échafaud avec le sang-froid dont nos pères se glorifiaient sur les champs de bataille.

On ne fut grand, on ne fut sublime qu'en face des bourreaux. Quand cette large moisson de prêtres et de riches existences fut faite, quand il n'y eut plus de roi en France qu'au cimetière de la Madeleine, sous une triple couche de chaux vive ; quand les églises furent fermées au nom de l'athéisme, ou changées en clubs au nom de la liberté, la Révolution, victorieuse de tous ses ennemis avoués, rencontra dans le fond des campagnes du Poitou, de l'Anjou et de la Bretagne des adversaires dont elle prétendait briser les fers et éclairer l'aveuglement.

C'est un beau moment dans l'histoire que celui-là. Voici tout un peuple qui croit avoir étouffé le despotisme, tout un peuple qui rugit sa félicité, tout un peuple qui, enivré de ses succès et de ses espérances, appelle l'Europe et le monde entier à prendre part à son insurrection triomphante.

On lui a fait juger, on lui a fait tuer son roi !

On lui a dit qu'il était libre, souverain, maître absolu de ses volontés, ainsi que de ses actes.

Il a la force en main, car il a de l'enthousiasme au cœur, de la foi dans ce nouveau culte à l'égalité, dont il brûle de devenir l'inconséquent apôtre : il a une surabondante énergie qu'il

dépense au préjudice de sa tranquillité, en attendant qu'il puisse la tourner contre les rois. Les rois semblent redouter son terrible choc, et devant lui il n'aperçoit que des princes frémissant de peur ou mal conseillés, des potentats qui tremblent tant en face de la Révolution courroucée, qu'ils se laisseront acheter par elle plutôt que de la museler.

La guerre fut pourtant déclarée. Les représentants appelèrent le peuple aux armes pour légitimer leur usurpation ou pour mourir avec lui sur nos frontières menacées. L'échafaud déjà permanent fit entendre cet appel. La France s'ébranla ; elle s'improvisa volontaire ; mais au milieu de ce pays qui, depuis quatre ans, voit tant de choses incompréhensibles passer sous ses yeux, il se lève au même instant une minime fraction de peuple qui veut mettre en pratique la nouvelle liberté qu'elle n'a point contribué à proclamer. Cette fraction de peuple est sourde à ces entraîantes provocations dont, la première sans doute, elle eût donné l'exemple sous son antique gouvernement.

C'est de ce point que part la Vendée militaire. C'est lorsque, après avoir exigé d'elle son obéissance à des lois froissant ses consciencieuses susceptibilités, on essaye de la forcer à cimenter de son sang un ordre de choses dont elle est trop sage pour accepter les enivrements, c'est alors qu'elle use à son tour d'un droit dont jusqu'à présent elle a laissé aux autres la puissance d'abuser. C'est alors qu'elle se dresse, elle aussi, pour exiger, les armes à la main, qu'on respecte son repos et la neutralité que jusqu'ici elle s'est condamnée à garder.

S'il est aujourd'hui une vérité démontrée à tout homme sérieux, une vérité qu'il faut cependant encore redire pour condamner au silence les préjugés mis dans la circulation révolutionnaire, c'est évidemment celle-ci. Ce ne sont pas les prêtres, ce ne sont pas les nobles, qui ont fait la Vendée ce qu'elle a été.

La Vendée est devenue militaire sans eux, elle les a entraînés sur ses glorieuses traces. Ils l'ont courageusement suivie. Voilà toute la part qui leur revient dans cette grande idée d'insurrection provinciale contre un pouvoir qui centralisait tout, et qui, afin de protéger la plus monstrueuse des tyrannies, se faisait un rempart

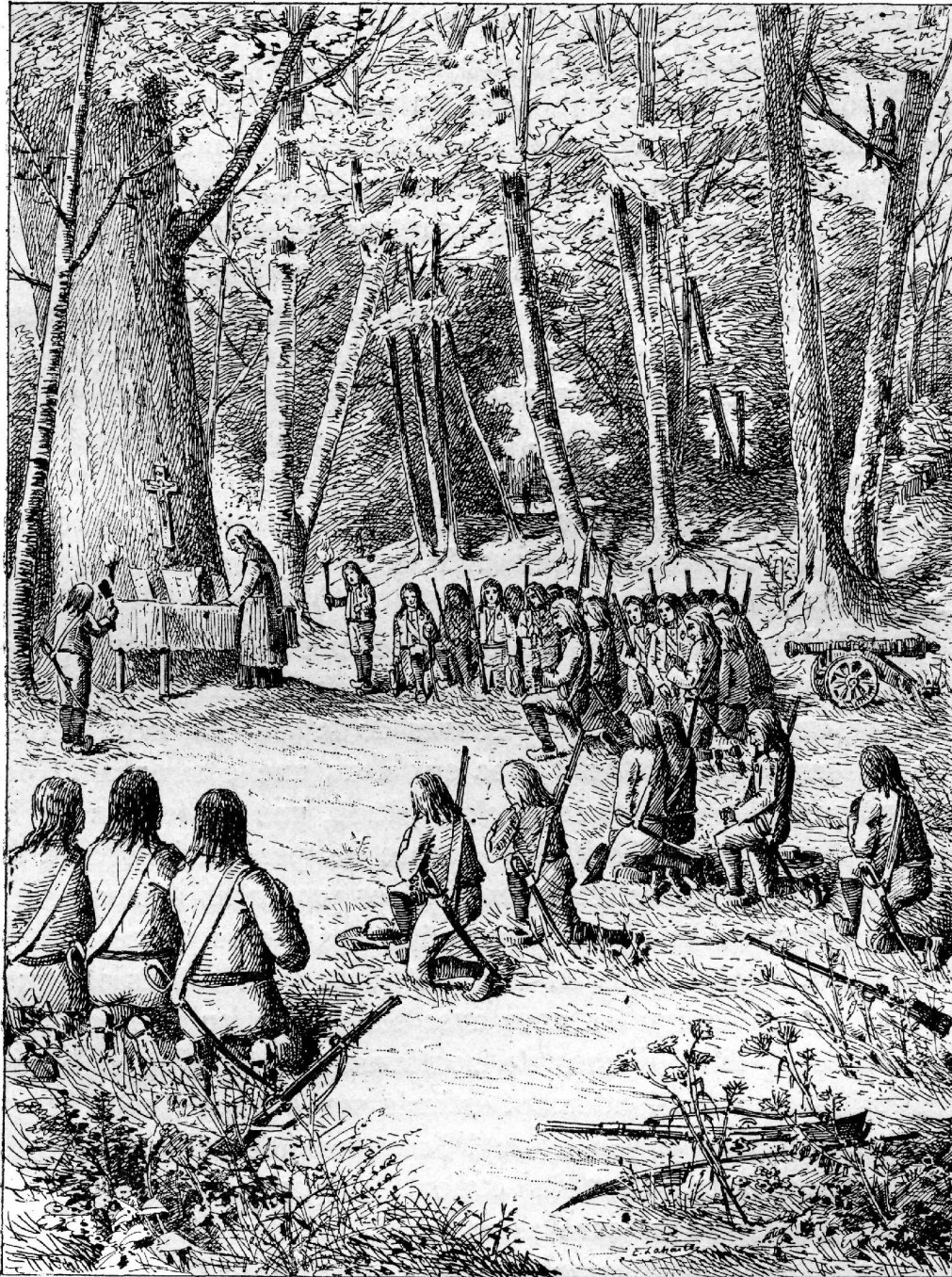
d'une impossible liberté, d'une égalité plus impossible encore.

Qu'on remonte par la pensée à cette époque, qu'on étudie avec réflexion l'histoire de cette fin du XVIII^e siècle, si féconde en crimes et en vertus, et l'on se convaincra que nos paroles ont pour fondement la juste appréciation des actes.

En effet, la loi qui prescrit aux prêtres le serment à la Constitution civile du clergé date du 27 novembre 1790. Elle fut mise en vigueur avec une de ces âpres promptitudes que pouvait seul montrer le vieux jansénisme ligué avec les sophistes encyclopédiques. La plus grande partie de l'épiscopat et du sacerdoce français refusa d'y accéder. Cette sagesse qui ne reconnaissait point à des pouvoirs laïques la puissance de limiter les choses de la foi, et qui, en présence du martyr, repoussait du sanctuaire les profanes cherchant à l'envahir, cette sagesse fut mise hors la loi.

Les habitants de l'Ouest étaient attachés de cœur et de conviction au culte qu'ils avaient reçu de leurs pères, et à l'Évangile qui les soutenait à travers les épreuves de la vie. Ils professaient pour leurs pasteurs, vivant avec eux dans une communauté de privations et de délasséments champêtres, une vénération éclairée, un amour que fortifiaient encore les persécutions dont le clergé était la victime. Et cependant ces provinces demeurèrent impassibles sous la verge de fer qui frappait leurs prêtres.

A peine si, de temps en temps et dans des localités presque sans communication les unes avec les autres, on aperçoit fermenter de faibles germes de soulèvement ; à peine si, à ces ecclésiastiques, profondément estimés par la modestie de leurs vertus, certaines paroisses de l'Ouest accordent les honneurs d'une insurrection dont ils étaient les premiers à repousser l'idée. On laisse le curé assermenté, que les fidèles surnommèrent l'*intrus*, s'emparer à main armée de l'église, veuve de ses enfants ; puis, les habitants en masse, protestant par leur absence contre cette violation de leur conscience d'hommes et de chrétiens, se contentent d'assister à la messe que leur véritable pasteur célèbre tantôt sur les genêts de la Vendée, qu'ils vont inonder de leur sang, tantôt au fond des chaumières que



EN VENDÉE — UNE MESSE DANS LES BOIS

le fer et le feu dévasteront. Les paysans, en se communiquant sous la foi du secret dans laquelle métairie les saints mystères devaient se célébrer à la fête la plus prochaine, se servaient

d'une expression pleine de simplicité biblique. Ils appelaient ces cérémonies clandestines « donner l'hospitalité au bon Dieu. » Le crucifix de chaque paroisse était, comme dans les jours de la Semaine Sainte, couvert d'un voile noir, et il semblait que le Christ portait le deuil de son Église et de ses ministres.

Au milieu des agitations dont l'esprit révolutionnaire avait besoin pour légitimer ses attentats contre la liberté, cette tranquillité fut un crime. Les prêtres ne murmuraient pas contre l'oppression. L'oppression voulut les présenter sous un aspect coupable, et le général Dumouriez, dans une lettre datée de Fontenay, le 2 septembre 1791, disait aux administrateurs de la Loire-Inférieure :

« Il me semble, par le compte que me rend M. de Pierre-Levée, commandant l'escadron du 16^e régiment de dragons qui est à Ancenis, que vous avez été obligé d'envoyer un détachement à Guérande; je souhaite que vous n'ayez pas, de la part des prêtres réfractaires, les mêmes embarras qu'ils nous donnent dans la Vendée et les Deux-Sèvres. Le district de Châtillon, surtout, est infecté de fanatiques, et je m'y rends demain avec MM. les commissaires civils. Le grand foyer est à Saint-Laurent, où il y a une communauté de missionnaires qui ont empoisonné tous les environs avec un catéchisme que le ministère public va poursuivre. J'y envoie un détachement de trente cavaliers, et je m'y rendrai moi-même. Il serait bien temps que l'Assemblée prononçât sur cette matière importante, et qu'il y eût une loi uniforme pour tout le royaume. »

La loi demandée ne vint pas. L'Assemblée nationale laissa à l'arbitraire de l'impiété, plus tyrannique encore que celui de la Révolution, le droit de vie ou de mort sur les prêtres qu'on appelait réfractaires, parce qu'il répugnait à leur conscience de se soumettre aux lois et aux serments que la Révolution leur imposait; et le 1^{er} février 1792, le directoire de Maine-et-Loire, séant à Angers, se crut autorisé, toujours au nom de la liberté et de l'égalité, à prendre l'arrêté dont il est utile de citer quelques articles :

« Les prêtres non assermentés seront tenus de se rendre, dans

la huitaine, au chef-lieu du département et d'y fixer leur demeure.

» Les prêtres non assermentés se rendront tous les jours, à dix heures du matin, dans l'endroit qui sera désigné pour entendre l'appel nominal qui sera fait, et justifier qu'ils se conforment au présent arrêté.

» Ils ne pourront s'éloigner au delà d'une demi-lieue de la ville, à peine d'être ramenés par la force publique.

» Les prêtres non assermentés qui, dans la huitaine, ne se seront pas rendus au chef-lieu du département, y seront conduits par les ordres de la municipalité du lieu qu'ils habitent, et déposés à la maison du Petit Séminaire, ainsi que ceux qui manqueront à deux appels consécutifs.

» Les municipalités qui n'auront pas exécuté le présent arrêté vis-à-vis les prêtres non assermentés habitant leur territoire seront personnellement responsables des suites qui résulteront de leur négligence. »

Le clergé des provinces de l'Ouest souffrit ces persécutions sans se plaindre. Lorsqu'il vit qu'elles devenaient plus intenses, et qu'après l'avoir nationalement privé de ses biens, proscrit ou menacé de mort, elles allaient s'étendre jusque sur le troupeau confié par Dieu à sa garde, le clergé émigra en partie. Le reste se cacha dans le Bocage avec de minutieuses précautions, plutôt prises dans l'intérêt de la paix publique que dans celui de sa conservation personnelle. Là, errant de métairie en métairie, toujours poursuivi par le fanatisme de l'incrédulité en écharpe tricolore (1), toujours sauvé par le dévouement catholique des

(1) Les esprits sérieux ont depuis longtemps fait justice des innombrables accusations dont les assemblées et les Comités révolutionnaires se plurent à charger le clergé catholique pour amenter les passions contre lui. Dans son *Histoire de la commune et de la milice de Nantes*, M. Camille Mellinet, qui fut l'ami de la Révolution, s'est trouvé dans la nécessité d'étudier ce point historique; et cet écrivain, véritable hénédictin municipal, s'exprime ainsi : « Ce que nous pouvons attester, c'est que les attaques du philosophisme ont été bien injustes en ce qui regardait notre localité. Nous avons lu, page par page, les registres capitulaires de la cathédrale et de la collégiale, les registres des communautés; nous avons parcouru jusqu'aux plus secrètes délibérations de l'administration départementale, du district, de la mairie, des Sociétés populaires, tous ces registres où les accusations n'étaient pas épargnées : eh bien (et les preuves accumulées dans ce livre le prouvent) ! nulle part, soit dans les délibérations les plus intimes du clergé, soit dans les accusations les plus virulentes des corps révolutionnaires,

populations, il attendit ce qu'il plairait au ciel et à la Révolution de décider.

Le 12 mars 1793, quand le vase déborda, quand la Vendée conçut spontanément la grande pensée de repousser la violence par la violence, les prêtres sanctifièrent un mouvement qu'ils n'avaient pas excité.

De même que le clergé, la royauté et la noblesse ne furent point les promoteurs de cette insurrection ; pour s'en convaincre, il n'y a qu'à comparer les dates.

Le 21 janvier 1793 tua le roi, mais l'assemblée Constituante et la Législative avaient tué la monarchie. Pourtant, au milieu de toutes ces catastrophes, lorsque l'étranger assiégeait nos frontières, apportant un douteux appui au trône croulant des Bourbons, lorsque la France ne s'était pas encore émue de cette brûlante passion de liberté qui va la pousser presque nue, presque sans armes, devant les canons des puissances coalisées, et lui faire cacher sous sa gloire militaire l'opprobre de ses guillotines, pourtant alors la Vendée, qui aurait pu si admirablement commencer les hostilités, laissa passer toutes ces tempêtes dont elle ne se sentait point frappée.

On avait exilé ses prêtres ; on déportait au Temple sa famille royale ; on massacrait ses gentilshommes ; on les accusait de brûler leurs châteaux, dont, d'après l'incendie, la nation confisquait les terres. La Vendée militaire, devant tant de provocations, resta muette.

nous n'avons trouvé des actes sérieux propres à justifier, à excuser les persécutions dont le clergé de Nantes a été l'objet. Et cependant nous avons vécu avec des philosophes qui ménaçaient peu le culte, et ces hommes nous avaient persuadé que le clergé s'était attiré la persécution par ses fautes ; que si la religion avait été pure, ses ministres ne l'avaient pas été. Mais lorsque tout s'est déroulé sous nos yeux, lorsque nous avons eu en main tous les actes de la cité, soit des ministres du culte, soit des délégués du pouvoir ou du peuple ; il nous a été donné d'apprécier par nous-même la conduite de chacun : alors, avec quel sentiment pénible nous avons vu comment les préventions les plus injustes étaient facilement adoptées !..... Puisse cet aveu convaincre tous nos lecteurs ! »

Ainsi il est démontré par les hommes consciencieux qui appartiennent au parti de la Révolution que les prêtres furent calomniés et qu'ils ne fournirent aucun prétexte aux accusations qui servirent à développer le mouvement démocratique. Ce que Camille Mellinet a vu à Nantes, le sentiment d'équité qu'il exprime avec tant de loyauté, d'autres peuvent le voir et l'éprouver ailleurs, car partout les mêmes faits se sont présentés, mais partout il ne se rencontre pas des Mellinet. (*Note des premières éditions.*)

Elle aimait pourtant bien ses rois et ses seigneurs, dont elle n'avait reçu que des bienfaits.

Le roi, elle le regardait comme l'image de Dieu sur la terre, et, trop éloignée du soleil de Versailles pour découvrir dans ses rayons les taches que le temps y avait introduites, elle n'entrevoyait la royauté qu'à travers l'heureux prisme des siècles primitifs.

Chaque jour en contact avec les gentilshommes dont elle tenait sa modique aisance, elle vivait avec eux dans une sorte de respectueuse fraternité. Elle s'asseyait à leur table ; elle était de moitié dans les rudes plaisirs de la chasse auxquels ils se livraient avec un amour traditionnel. Elle recevait d'eux et de leurs familles des avantages qu'elle leur rendait en déférence, mais elle ne s'insurgea point lorsqu'ils cherchèrent à l'entraîner à leur suite.

Les pouvoirs exécutifs eurent cependant un pressentiment de ce que pouvait devenir la Vendée. Dans un but de conciliation peut-être, ils y envoyèrent, en qualité de commissaires, deux hommes encore obscurs. Comme dans toutes les phases de notre Révolution, il faut rencontrer à chaque borne du chemin des avocats dont toute la science politique consiste à donner toujours une ombre à la vérité ou à se placer à côté des faits, Gensonné, du bureau de Bordeaux, et plus tard un des chefs du parti des Girondins, fut chargé de cette difficile mission, conjointement avec Gallois.

Ils virent le mouvement ; ils plaidèrent pour, ils plaidèrent contre avec une intarissable faconde. Le général Dumouriez leur fit peur avec ce mot qu'il répétait à tout propos : « Si je voulais faire la guerre civile en France, ce serait la Vendée que je choiserais pour théâtre. » Ils jugèrent cette guerre imminente, parce qu'elle était possible. Pour la comprimer, ils ne tentèrent aucune démarche. Excités par le patriotisme bâtard des petites villes, exclusifs comme tous les caractères sans portée politique, Gensonné et Gallois ne firent aucun mal direct ; mais ils se gardèrent d'essayer quelque bien.

Amants de cette banale popularité à laquelle tant d'hommes



LOUIS XVI

politiques sacrifient leur avenir et celui de leur parti, ils restèrent sourds aux plaintes des campagnes; ils ne voulurent étudier l'esprit de ces populations qu'à travers les effervescences révolutionnaires des clubs. C'est un grave tort que l'histoire doit

reprocher à ces deux envoyés du pouvoir exécutif. S'ils eussent rempli avec conscience, avec justice, la mission qui leur avait été confiée; si, hommes d'État avant d'être avocats de faction, ils eussent consenti à interroger tous ces frémissements de douleur intime qui ne se traduisaient encore que par des vœux timidement exprimés, nul doute qu'il eût été possible d'arrêter cette prodigieuse insurrection.

Gallois et Gensonné ne le tentèrent pas; et cependant, frappés du spectacle extraordinaire que la Vendée mettait sous leurs yeux, émus de ces touchantes réclamations qu'ils entendaient partout sur leur passage, réclamations intéressant seulement la liberté de conscience, les deux commissaires ne purent cacher à l'assemblée nationale le sentiment dont ils étaient animés. Gallois et Gensonné étaient descendus dans l'Ouest avec des préventions contre le clergé. Voidel et Camus, encore deux avocats, venaient de fabriquer une espèce de culte constitutionnel. Sous peine de l'exil, de la ruine, de la persécution ou de la mort, le clergé et les fidèles étaient forcés, au nom de la liberté, de prêcher et de pratiquer ce culte. Les prêtres résistèrent silencieusement à l'oppression, et les deux délégués révolutionnaires avouent dans leurs rapports à l'Assemblée nationale que ces prêtres « paraissent fortement pénétrés et des idées qu'ils répandent et des sentiments qu'ils inspirent. »

Cet aveu n'est pas le seul que l'évidence arrache au fanatisme philosophique. Gallois et Gensonné se trouvent sur les lieux, ils ont en main le pouvoir, ils l'exercent contre les paysans, ils menacent le peuple pour le contraindre à renoncer à sa foi, et néanmoins voici le tableau qu'ils tracent de la situation des esprits :

« Arrivés à Châtillon, racontent les commissaires dans leur rapport officiel, nous fîmes rassembler les 56 municipalités dont ce district est composé; elles furent successivement appelées dans la salle du Directoire. Nous consultâmes chacune d'elles sur l'état de sa paroisse; toutes les municipalités énonçaient le même vœu. Celles dont les curés avaient été remplacés nous demandaient le retour de ces prêtres; celles dont les curés non asser-

mentés étaient encore en fonction nous demandaient de les conserver. Il est encore un autre point sur lequel tous ces habitants des campagnes se réunissaient : c'est la liberté des opinions religieuses qu'on leur avait, disaient-ils, accordée et dont ils désiraient jouir. Le même jour et le jour suivant, les campagnes voisines nous envoyèrent de nombreuses députations de leurs habitants pour réitérer la même prière. « Nous ne souhaitons d'autre grâce, nous disaient-ils unanimement, que d'avoir des prêtres en qui nous avons confiance. » Plusieurs d'entre eux attachaient un si grand prix à cette faveur, qu'ils nous assuraient qu'ils payeraient volontiers pour l'obtenir le double de leurs impositions...

« Nous devons vous dire que ces mêmes hommes, qu'on nous avait peints comme des furieux, sourds à toute espèce de raison, nous ont quittés l'âme remplie de paix et de bonheur, lorsque nous leur avons fait entendre qu'il était dans les principes de la Constitution nouvelle de respecter la liberté des consciences. »

Deux ans plus tard, l'athéisme, devenu la religion légale avec le bourreau pour grand pontife, sanctionnait les promesses faites aux paysans, qui apprenaient comment la Révolution savait se jouer de sa parole et de leur crédulité.

Il y a dans le caractère des Vendéens un instinct qui s'oppose aux bruyantes démonstrations, une timidité qui les force d'abord à douter des autres, puis d'eux-mêmes, une espèce de désir du bien-être qui retient et modère les élans. C'est une nature tout exceptionnelle. En fait de liberté pratique, d'égalité, d'idées sagement républicaines, elle en remonterait à tous les prédicants, qui, pour arriver au despotisme ou à la fortune, se font un marchepied de ces théories dont la Vendée seule, à travers ses principes monarchiques, a conservé le germe. Au caractère de l'Écossais, dont Walter Scott peignit si admirablement la rustique bonhomie et la vigilante finesse, le paysan du Bocage, joint une maturité de jugement qu'il serait impossible d'attendre de son éducation à peu près sauvage.

Sans vices saillants, sans vertus trop tranchées, il se contentait d'avoir des mœurs et de la probité, parce que ses pères lui en avaient légué l'exemple. Il était religieux sans s'être rendu

un compte bien exact de sa foi acceptée comme une consolation et une espérance. Il était royaliste, parce que jamais il n'avait pu soupçonner qu'une nouvelle forme de gouvernement lui apporterait une plus large somme de bonheur.

Après un demi-siècle de bouleversements politiques, il est resté ce qu'il était auparavant. Est-ce à lui ou à la Révolution qu'il faut s'en prendre de cette immobilité ?

En 1792, lorsque sur tous les points à la fois l'avenir se chargeait de nuages, les gentilshommes de l'Ouest, dont une partie n'avait pas cru devoir céder au torrent de l'émigration, comprirent qu'il était de leur intérêt et de celui de la royauté gravement compromise de se réunir contre l'ennemi commun, de faire corps, et d'appeler autour d'eux les paysans. Ils croyaient que la fidélité de ces derniers ne pouvait faire défaut à leurs espérances.

La confédération poitevine se forma. Le M^{is} de La Rouërie en était l'âme, le prince de Talmont s'en montra le plus brillant promoteur. Cette confédération, ayant dans son sein tous les gentilshommes qui pouvaient utilement s'opposer aux usurpations révolutionnaires, s'était étendue du Morbihan, où elle avait pris naissance, en Anjou et en Poitou, où tout faisait présumer qu'elle ne serait pas sans résultats. Les nobles se servaient de leur influence pour inspirer aux paysans l'horreur de la Révolution (1).

(1) La gravure que nous mettons ici en regard est la première de toute une série de portraits originaux dessinés à la sépia et que nous répartirons dans les cinq volumes. Ils proviennent d'un album précieux que nous indiquerons, chaque fois, sous le titre d'ALBUM CHAUVELIN. Il nous a été, en effet, gracieusement prêté, par M. le M^{is} de Chauvelin, petit-fils de la vénérable M^{me} de La Rochejaquelein.

Sur la première page, nous lisons :

Ce précieux album est celui de ma bien-aimée sœur Louise, B^{me} de La Riboisière. Il est fait tout entier de sa main (en 1826). Achille de La Riboisière, mon cher beau-frère, me l'a donné au mois de janvier 1854. Je prie ma fille Victorine de le garder toujours comme le souvenir le plus cher à mon cœur et de ne le laisser jamais passer en des mains étrangères. Il ne doit jamais sortir de notre famille. Tous les portraits sont d'une excessive ressemblance.

12 janvier 1854, ROCHEJAQUELEIN, M^{me} DE MALET.

Plus bas :

Cet album m'a été donné par ma nièce, Victorine de Malet, B^{me} de Brandois, de la part de sa mère, Julia de La Rochejaquelein, M^{me} de Malet, ma sœur.

1871, ROCHEJAQUELEIN, M^{me} DE CHAUVELIN.



*« JACQUES MAUPLIER, de Boismé,
blessé à La Châtaigneraye.
Il a voulu être dessiné les armes à la main, parce qu'il ne les a jamais quittées. »*

Ils tentaient de les amener par la crainte ou par les promesses à une levée de boucliers qui, dans leurs prévisions, devait sauver le trône ; mais, malgré l'activité de leurs démarches, malgré la juste considération dont ils étaient entourés, ils ne purent jamais faire réussir le plan que La Rouërie avait si habilement tracé.

Pour que la Vendée courût aux armes, il fallait qu'elle fût menacée dans son existence ou dans sa liberté. La levée des 300 000 hommes décrétée par la Convention le 24 février 1793, la création des tribunaux criminels extraordinaires investis des plus affreuses attributions, la Terreur, dont les Jacobins se faisaient une arme, et contre la Gironde déjà à moitié vaincue dans sa lutte de sang, et contre la Vendée dont la République redoutait les mécontentements, enfantèrent d'un seul coup des miracles que n'auraient jamais produits les conspirations les mieux ourdies, les prédications les plus exaltées.

Ce que les prêtres n'avaient jamais tenté, ce que les nobles désespéraient de mener à bien se réalisa au premier cri de guerre poussé par un paysan nommé Jacques Cathelineau.

Après avoir succinctement raconté les principaux détails des mouvements insurrectionnels qui précédèrent cette grande Révolution, éclatant au milieu même de toutes les effervescences révolutionnaires, nous arriverons au récit de cette magnifique épopée.

De 1789 à la fin de 1792, les esprits les plus modérés, les têtes les plus sages furent agités d'une telle fièvre d'innovations ; ces innovations que l'on appelait à grands cris pour réprimer des abus dont Louis XVI était le plus consciencieux adversaire, ces innovations faites à la hâte et comme à coups de hache législative amenèrent un tel besoin de bouleversements, que, peu de jours après, la propriété était aussi bien mise en question que la foi catholique. On frappa sur tout ce qui pouvait offrir un obstacle aux principes destructeurs dont la classe moyenne s'improvisait l'apôtre ; et, aux applaudissements du tiers-état, devenu le souverain, la Révolution put, sans combat, sans résistance même, s'asseoir sur les ruines de la monarchie.

Mais la Bretagne, le Maine, l'Anjou et le Poitou ne s'asso-

ciaient guère à ces victoires du désordre. Plus circonspectes ou moins enthousiastes que le reste du royaume, ces provinces qui, même dans leur sein, avaient des agitateurs que l'indifférence, que le froid accueil des masses rendait encore plus ardents, ces provinces n'acceptaient qu'avec réserve, presque à contre-cœur, toutes les brillantes déceptions par lesquelles on cherchait à stimuler leur apathie contre-révolutionnaire.

Parmi les plus chauds partisans de cette émeute morale, il se rencontrait des hommes que l'ambition, la cupidité, l'instinct du mal ou une pensée d'aveugle optimisme entraînaient loin du but. Ces hommes frappaient sur les lois du pays, sur les principes constitutifs de la société, sur les préjugés et sur les vieilles mœurs avec une si audacieuse persévérance qu'ils excitèrent de profondes inquiétudes. Involontairement peut-être, ils forcèrent le peuple des campagnes à douter de l'excellence d'un ordre de choses n'arrivant à son but que par la menace.

Alors on vit des tentatives à main armée, de déplorables collisions engagées presque simultanément au fond des bocages de la Vendée, ainsi que sur les grèves historiques de la Bretagne. C'étaient d'abord des rassemblements tumultueux sans portée comme sans but, qu'on chercha à dissiper par la force.

Peu à peu ces rassemblements, encouragés même par leur défaite, prirent une attitude plus hostile. Les baïonnettes de la liberté égorgèrent ces paisibles citoyens jouant à la contre-révolution, ainsi que leurs voisins, ainsi que leurs amis de la veille jouaient à la Révolution. Le sang coula dans ces rencontres ; les assemblées législatives, les pouvoirs locaux n'eurent que des supplices à appliquer contre les uns, que des louanges civiques à décerner aux autres. On employa des mesures rigoureuses afin de convertir au culte de l'égalité d'honnêtes paysans auxquels leur prétendu esclavage pesait beaucoup moins que l'affranchissement dont on les forçait d'accepter les orageuses félicités. De là cette séparation en deux camps distincts qui, longtemps avant l'heure de la guerre civile, avait poussé les populations des cités de l'Ouest contre les habitants des campagnes.

Dans les villes, on avait organisé tout un nouveau système administratif, à la tête duquel la Révolution ne plaçait que ses séides les plus exaltés. On créait de nouveaux noms pour désigner d'anciennes attributions. Sans respect pour le culte que les habitants du Poitou, du Maine, de l'Anjou et de la Bretagne portaient à tous les vieux usages et aux coutumes de leurs pères, on supprimait, souvent avec une rage moqueuse, les objets constants de leur foi ou de leur vénération.

C'était la mort à toutes les traditions, la mort au passé que l'on proclamait. Les paysans refusaient par intuition, par vertu, par superstitieuse ignorance peut-être, de se soumettre à des ordres aussi brutalement intimés. Ce refus provoqua de nouvelles persécutions. Ces persécutions, toutes de localité, enfantèrent des martyrs, et le mot de Tertullien eut encore là son application. Le sang des martyrs fit germer des chrétiens, mais des chrétiens qui ne consentaient à mourir qu'après avoir combattu.

Pour exciter les terreurs des paysans, on avait essayé de les intimider par des simulacres d'accaparements de blé. On parlait de disette factice commandée par la Cour, organisée par la noblesse, et adoptée par le clergé dans une éventualité de contre-révolution. On eut même soin de faire pendre sur plusieurs points de l'Ouest certains agents que l'on supposait les plus compromis dans tous ces accaparements, dont les salons du Palais-Royal connaissaient beaucoup mieux le mystère que les prisonniers royaux confiés, dans les Tuileries, à la garde du général marquis de La Fayette.

La Révolution espérait ainsi éveiller les soupçonneuses inquiétudes des hommes paisibles, toujours méfiants sur le chapitre des subsistances, toujours alarmés au premier cri de famine. Le bruit se répandait que le roi, la reine et les prêtres, afin d'affamer le pays, exportaient en Angleterre et en Autriche toutes les céréales. Ce bruit, habituellement précurseur des révolutions, avait pris, dans d'autres provinces, une funeste consistance. Dans l'Ouest, il ne fut accueilli et accrédité que par ceux qui avaient intérêt à le propager. Les masses le repous-

sèrent avec mépris, ou elles ne s'en occupèrent que pour en démontrer l'absurdité. Ces rumeurs, toutefois, n'arrêtèrent pas le mécontentement auquel elles étaient destinées à donner le change. La Vendée connaissait les véritables accapareurs, elle s'apprêtait à les combattre.

L'insurrection se présentait sous mille formes différentes. Ici, elle empruntait le levier de la foi catholique; là, elle se mettait sous la sauvegarde des franchises communales, dont on préparait le tombeau sous l'arbre de la liberté; plus loin, elle se déclarait le champion des gentilshommes proscrits, mais partout et toujours elle se montrait populaire à l'encontre des démonstrations prétendues nationales.

Pendant ce temps-là, les clubs des grandes villes, telles que Nantes, Rennes, Angers, Vannes, Laval, Niort et Poitiers, qui commandaient à toutes les petites bourgades, cherchant à parodier les enivrements de leur patriotisme, décrétaient, sur la motion des plus obscurs révolutionnaires, l'obéissance sous peine de flétrissure, l'obéissance la plus absolue. Contre ce vœu, qui était un ordre souvent appuyé par le canon, les populations se roidissaient, et, dans un silence plein de mépris ou dans une colère dont elles ne parvenaient qu'à peine à étouffer les transports, elles attendaient impatiemment l'heure de la vengeance.

A cette époque où, dans l'Ouest, tout servait à alimenter le mécontentement, il y eut beaucoup de prises d'armes partielles. Les paroisses se révoltaient, parce qu'elles ne pouvaient se façonner assez aveuglément au despotisme des villes, parce qu'il leur en coûtait de renoncer à cette uniformité de bonheur auquel elles s'étaient si admirablement habituées de génération en génération, parce que surtout on disposait d'elles comme d'un bétail; mais jamais il ne vint à l'esprit de ces pauvres agriculteurs qui demain seront des héros, de tenter, par une fraternité d'efforts, un soulèvement général. Ils combattaient les idées démagogiques par hostilité de principes, par opposition de devoirs de conscience, et ils s'arrêtaient là.

Ce n'était pas à la liberté et à l'égalité sagement entendues, appliquées avec prudence, qu'ils faisaient la guerre. Longtemps

avant que ces deux mots eussent galvanisé la France, ils étaient dans les provinces de l'Ouest, passés à l'état de faits.

Ceux qui ont étudié la Vendée militaire ailleurs que dans les divagations historiques, composées pour ou contre ce pays, savent que par tempérament, que par éducation, que par préjugés même, sous cette vieille franchise, le plus constant de leurs attributs, les paysans cachent un amour profond de la liberté, de l'égalité surtout. Il faut bien avouer que leurs anciens seigneurs, en vivant avec eux, en chassant, en buvant avec eux, avaient fait germer dans leurs âmes ce besoin d'égalité. Au milieu de ces nobles familles regardant leurs fermiers comme autant d'amis, les paysans ne cherchaient, ne rencontraient que des frères avec lesquels ils avaient grandi sous le même chêne, que des enfants qui avaient été de moitié dans leurs jeux champêtres, que des sœurs partageant le même lait sur le même sein de mère. Ces appréciations sont si vraies qu'elles n'ont point échappé à la sagacité de l'empereur Napoléon.

« La Révolution, dit-il dans ses *Mémoires*, avait touché juste en proclamant l'égalité. Les armées vendéennes étaient elles-mêmes dominées par ce grand principe qui venait d'envahir la France, et contre lequel elles se battaient chaque jour. »

Lorsque les assemblées législatives et les clubs vinrent leur apporter d'autres idées, lorsqu'au nom de la liberté on voulut chasser les propriétaires de leurs châteaux, les prêtres de leurs églises, lorsque surtout on força les Vendéens à sceller de leur sang un ordre de choses qu'ils repoussaient, ils se soulevèrent.

Néanmoins ces hommes tantôt si timides, tantôt si entreprenants, ont des idées républicaines. Ils ne connaissent, il est vrai, les Lycurgue, les Solon et les Brutus que par les sanglants personnages qui, affublés de ces noms retentissants, s'abattirent sur le Bocage. Ils ne savent de la liberté et de l'égalité que ce que 1793 leur en apprit; mais l'abus du principe n'a point modifié leur instinct, n'a pas changé leurs convictions. Et quand on leur demande encore pourquoi ils avaient pris les armes, ils vous répondent : « Nous avions de bons nobles; pourquoi voulait-on, en les tuant, en faire d'autres? il n'y en avait pas besoin. Nous

devions perdre au change. Voyez si nos prévisions ne se sont pas réalisées? »

Les tentatives du M^{is} de La Rouërie, en Bretagne, celles de la confédération poitevine, en Vendée, tentatives qui, si elles eussent été secondées, auraient pu comprimer la Révolution naissante, furent infructueuses. Le M^{is} de La Rouërie, avec toute son adresse diplomatique, et la confédération poitevine, avec son enthousiasme de gentilhomme, n'excitèrent aucun élan dans les populations.

Il y a plus : des chefs de famille puissants et considérés dans l'Ouest, entre autres le M^{is} de La Rochejaquelein, père des trois généraux de la Vendée militaire, n'avaient pas vu sans bonheur l'aurore de la Révolution. Ils la regardaient, soit comme un mal devenu nécessaire, soit comme une amélioration dont il leur paraissait juste de tirer avantage au profit du peuple, la royauté sauve. Si des mesures inexplicables ne l'eussent point violemment emporté dans une autre sphère d'idées, le peuple, nous n'en faisons aucun doute, eût accepté des mains d'une sage révolution des principes et un système qui, habilement appliqués, pouvaient contribuer à sa félicité.

Mais au lieu de le gagner par la conviction, on tenta de le dominer par la crainte. On voulut agir par la terreur. La terreur produisit un effet contraire à celui qu'on attendait de cet étrange mode de persuasion.

Les mouvements partiels éclatèrent avec plus d'intensité. On vit des paroisses entières se lever, tenir la campagne, préluder même à des combats dont la grande guerre a effacé jusqu'au souvenir. Les gardes nationales des villes marchèrent contre ces émeutes de paysans que des éloquences de place publique leur apprenaient à ridiculiser; et les gardes nationales, dont le général Dumouriez conduisait les cohortes, furent partout victorieuses. Elles se servirent de ces faciles victoires pour commettre de stupides attentats contre les personnes et contre les propriétés.

Plus tard, ces attentats, dont les paysans n'avaient point perdu la mémoire, se représentèrent à leur esprit, grossis de toute l'horreur qu'ils avaient inspirée.

Dès 1791, il y eut en Vendée et en Bretagne des insurrections. Dans le Morbihan, au château du Pré-Clos, appartenant à La Ruée; à celui de La Proutière, non loin des Sables-d'Olonne, et dont Lézardière était propriétaire, il se forma des conciliabules de nobles en opposition aux conciliabules de clubistes, s'emparant du gouvernement des villes. Les premiers furent dispersés par les seconds. A la date du 30 juin 1792, le *Journal patriote de Lorient*, en rendant compte de cette violation du principe de l'égalité, et en annonçant l'arrestation de La Ruée, de Quélo, de Loc-Maria, de La Bourdonnaie, de Catelan, etc., s'exprime ainsi :

« Cette capture intéressante a été faite par la garde nationale de Malestroit, soutenue de la cavalerie qui y est en garnison. On a habilement profité d'une nuit orageuse pour tomber sur ce repaire d'aristocrates. »

Ce que tentaient les gentilshommes bretons trouvait déjà des imitateurs parmi les nobles du Bas-Poitou. De Lézardière s'était mis à la tête de 4 ou 500 royalistes, et il essayait un mouvement dans les environs de Machecoul. Le général Dumouriez, qui déjà commence son système de trahison en déposant sur l'autel de la patrie la croix de Saint-Louis, dont Louis XV l'avait décoré trente et un ans auparavant à la bataille de Clostercamp, commande l'expédition partie de Nantes pour dissiper ces premières émeutes; il la commande avec un officier de la garde nationale, nommé Pierre Le Vieux, et cet officier écrivait le lendemain :

« Je suis désespéré, moi et mes hommes, de n'avoir pu me donner un coup de peigne en faveur de la chose publique. »

De semblables excès ou de pareilles menaces, souvent adressées dans un style encore plus burlesque, se renouvelaient chaque jour. Les laboureurs attaqués ne se défendaient pas ou se défendaient mal. C'était un encouragement pour les gardes nationaux qui, alors, se portaient à des attentats auxquels il est presque impossible d'ajouter foi. Ainsi, dans les environs de Bressuire, déjà devenus le théâtre d'insurrections qui, commencées sans régularité et sans ordre, se terminaient habituellement par une boucherie, un engagement a lieu le 24 août 1792. Cet engagement a été provoqué par une réunion de paysans que commandent

Delouche, poëlier et maire de Bressuire, Calais, Baudry d'Asson, de Feu et de Richeteau. La victoire reste aux révolutionnaires. Il n'y a eu ni ordre dans le commandement, ni discipline, ni obéissance de la part des insurgés (1).

Après cette rencontre, qui a pris le nom d'affaire des Moulins de Cornet, parce que ce fut sur la hauteur où ces moulins sont placés que l'on combattit, les gardes nationaux de Cholet, de Thouars, ceux de la Plaine surtout, en retournant dans leurs foyers, emportèrent au bout de leurs baïonnettes des oreilles, des nez, des lambeaux de bras ou de cuisses, arrachés aux blessés ou aux prisonniers qu'ils avaient faits. Promenés avec l'ostentation du triomphe au milieu des campagnes, ces sanglants drapeaux ne furent pas perdus de vue par les Vendéens. Trophées de la haine, ils appelaient la vengeance. Bonaparte, dans ses *Mémoires*, rend palpable par un seul fait l'idée-mère de l'insurrection. « Le commandant des patriotes, raconte-t-il, voulut haranguer les prisonniers. Il leur dit : « Ce n'est pas à vous » qu'en veut la République, c'est à vos officiers. Ils vous ont » trompés ; criez : « Vive la nation ! » et vous serez libres. « Non, » monsieur, s'écrièrent-ils, on ne nous a pas trompés, et c'est « Vive le roi ! » que nous voulons crier. » « Ils périrent courageusement, » ajoute Napoléon. Une longue guerre devait suivre l'héroïsme de ces braves paysans.

(1) M. l'abbé Deniau, curé du Voide, auteur d'une *Histoire de la Vendée* (Angers, 1877, 6 forts volumes in-8°), raconte plus en détail ce premier épisode de la grande guerre, t. 1^{er}, p. 221.

Quarante paroisses, dit-il, les cantons de Bressuire, Moncoutant, Cerizay et Châtillon, prirent part à cet engagement. Le chef improvisé était Adrien Delouche, natif de la Châtaigneraie, d'abord poëlier, puis avoué, puis enfin maire de Bressuire. Investi de la confiance des paysans, mais peu au courant de la stratégie, il fut assez humble pour le reconnaître et c'est alors qu'il accourut au château de Brâchain, anciennement Brachechien, situé entre Saint-Marceau et La Forêt-sur-Sèvre, réclamant le secours de Baudry d'Asson.

Gabriel Baudry d'Asson, vieil officier, accepta sans hésiter. Bientôt MM. de Calais, de Puy-Louët, paroisse des Aubiers, de Richeteau, de La Coindrie, paroisse de la Coudre, de Feu, ex-officier d'infanterie, Richardin et Cousseau, ce dernier, maréchal-ferrant à Chambroutel, se joignent à lui, amenant chacun un petit groupe. Arrivés à l'endroit où se séparent aujourd'hui les voies ferrées se dirigeant de Bressuire sur Niort et Les Sables, au bas des Moulins de Cornet, les paysans se heurtent à un piquet de gendarmes venant de Rorthais. C'est alors que Vignault, métayer de La Ronde, fit feu sur les gendarmes et en tua un. Ce fut le premier coup de fusil tiré dans le Haut-Poitou. Après la prise de Châtillon, les paysans revinrent à Bressuire, où, inférieurs en nombre, ils furent battus par les républicains (24 août 1792).

Voir aussi sur le premier combat les *Mémoires de M^{me} de La Rochejaquelein*, p. 91, publiés par son petit-fils. Paris, Bourloton, 1889. (C'est toujours d'après cette édition que nous citons.)

Mais déjà, même parmi les patriotes, il s'élevait des cris d'indignation contre de semblables atrocités. On massacrait des prisonniers sans défense, d'infortunés cultivateurs que les bruits de guerre avaient poussés hors de leurs chaumières. Afin de protester au nom de l'humanité, Gaspard Duchastel, celui-là même qui, député des Deux-Sèvres à la Convention, se montra si noblement courageux dans le procès du roi, Duchastel se jette entre les bourreaux et les victimes. Patriote, il veut arrêter l'effusion du sang; sa voix ne fut point entendue; on égorgea des prisonniers entre ses bras; lui-même fut blessé.

C'est ainsi que la Révolution voulait amener la Vendée à bénir son règne. Dans toutes les parties de l'Ouest à la fois, les persécutions étaient dirigées avec le même acharnement. Ici on violentait les consciences, là on torturait les convictions, plus loin on bafouait cette simplicité rustique, sous la rude écorce de laquelle il était difficile de découvrir des soldats. C'étaient des vexations sans fin, des provocations sans motifs, des cruautés sans représailles.

La Commission militaire qui, à Niort, jugea les prisonniers faits aux Moulins de Cornet, et qui les acquitta autant par politique que par humanité, n'hésite point à l'avouer dans un de ses considérants. Elle appelle les passions surexcitées à un calme plus profitable aux idées nouvelles que cette effervescence pleine de troubles et de sang dont on voudrait faire une condition de leur triomphe. Plus d'une parole de conciliation fut adressée, plus d'un acte de modération fut tenté par les sincères, par les vrais amis de la Révolution, qui ne croyaient pas devoir procéder à la régénération de la France en insultant ou en torturant les convictions rebelles. Mais la raison du petit nombre peut-elle dominer la fougue insensée des masses? Ces exemples de sagesse et de justice ne devaient pas être suivis. Les passions étaient déchaînées; il y avait guerre dans les cœurs avant qu'elle fût déclarée dans les partis. Cette guerre, dont les préludes mêmes sont affreux, allait enfin éclater.

La République avait été proclamée le 21 septembre 1792. Dix-neuf jours auparavant, les révolutionnaires l'avaient inaugurée

dans le sang des prêtres et des prisonniers. Elle fut pompeusement reconnue dans les cités de l'Ouest. On abolissait la royauté et l'on plantait l'arbre de la liberté. A Nantes, dans cette ville sur laquelle la Vendée et la Bretagne avaient les yeux comme sur le centre d'où partaient toutes les inspirations civiques, les autorités révolutionnaires décrétèrent une fête nationale. Dans le voisinage d'un pays aussi mal disposé que le Bocage, on devait, même par politique, ne pas se prêter aux exagérations d'un ridicule patriotisme. Pourtant, voici comment le citoyen Le Tourneux, procureur-général syndic de la Loire-Inférieure, s'exprimait. L'arbre de la liberté venait d'être planté sur la place du palais de la Cour des Comptes et, en présence de la population qui écoutait, et non loin de cette autre population absente qui devait lire ses emphatiques paroles, le citoyen Le Tourneux disait :

« Plus de palais, plus de trône, plus de roi; Français, vous pouvez en paix planter l'arbre de la liberté!

» Mais déjà je le vois grandir et s'étendre, déjà sa tête assurée et victorieuse couvre un sol étranger; elle a surmonté les Alpes; elle atteint le sommet des Pyrénées! Bientôt, oui, bientôt tous les peuples de l'Europe auront rendu hommage à la liberté, et le génie qui plane sur la France trouvera partout des hommes dignes de son inspiration.

» Nous t'invoquons, sainte liberté! et par cet arbre que nous te consacrons et par ce bonnet que Tell a immortalisé, nous jurons tous d'être à jamais fidèles à ta voix! Périssent le parjure, le lâche qui serait capable d'abandonner tes drapeaux et de laisser éteindre dans son cœur le feu sacré qui nous anime!

» Arbre que nous élevons au sein de l'allégresse publique, sois le vainqueur du temps, et deviens impérissable comme la divinité à laquelle nous te dédions. Sers à nous montrer ses ennemis. Que ton ombre soit pour eux l'ombre de la mort; qu'ils soient frappés en te touchant, et que ton aspect seul soit la terreur des méchants. Chêne sacré, tu ne seras point comme ces chênes fabuleux qui rendaient des oracles, mais tu auras aussi ton langage; tu nous rappelleras, tu rappelleras à nos suc-

cesseurs les devoirs imposés aux vrais amis de la liberté; tu leur rappelleras les droits du peuple qu'ils ont à défendre; deviens le témoin comme le garant de la sainteté de leur serment, et s'ils peuvent jamais l'oublier, qu'ils ne puissent te voir ni t'approcher sans sentir le remords, sans périr de honte.

» Chêne cent fois préférable au stérile laurier, tu fourniras encore aux vrais citoyens, aux braves défenseurs de la patrie, cette couronne simple et civique, mais la plus belle comme la plus ambitionnée dans les beaux jours de Rome.

» Et toi, Bonnet tricolore, qui domineras cet édifice autrefois consacré à l'orgueil et à la paresse, où naissait la caste privilégiée, où s'endormait le mérite et qui faisait souvent oublier qu'on était homme, prends possession de cette place que la présence a purifiée, fais disparaître tous ces signes honteux de la féodalité et du despotisme; sois le sceptre, sois la couronne qui ornera à jamais ce frontispice; qu'en te voyant, s'ils peuvent soutenir ta vue, ceux qu'un fol espoir berçait encore et qui méditaient le criminel projet de ramener les anciens abus baissent la tête et se plient sous le niveau de l'égalité dont tu leur présentes l'emblème! Mais non, qu'ils fuient loin de nous. Cette terre sainte serait souillée de leur présence.

» Et nous, citoyens, vrais Français, qui avons juré cette égalité, compagne de la liberté, fidèle à nos serments et prêts à les sceller de notre sang, s'il le faut, reprenons nos chants, et que l'air retentisse encore de l'hymne chéri. »

C'était par de semblables allocutions que les révolutionnaires se préparaient à ces niaiseries patriotiques auxquelles, par malheur, le sang se mêlait avec une terrible uniformité. La Vendée n'y répondait que par d'innocentes railleries, mais elle ne s'insurgeait pas encore.

En Bretagne, La Rouërie a combiné ses projets, a entrepris mille voyages, s'est exposé à tous les dangers, a remué toutes ses passions pour accélérer le mouvement dont, dans son imagination brûlante d'énergie, il a déjà calculé les périls pour lui et les avantages pour sa cause.

Tous ses plans de conspiration, tous ses projets de soulève-

ment, ses correspondances avec les princes, avec les émigrés, avec Calonne et les contre-révolutionnaires de l'intérieur, furent découverts sous l'arbre isolé au pied duquel il avait témoigné le désir d'être enseveli. Au troisième volume de cette histoire, nous raconterons de quelle manière. Ces papiers, qui pouvaient, après sa mort, compromettre tant de Français et éveiller les soupçons sur les trames habiles qu'il laissait à peu près formées, reposaient à côté de lui. A la lecture de ces pièces où tout est prévu, excepté ce qui arriva, mais dont il n'était point donné à la sagacité humaine d'avoir la prescience, les administrateurs de Bretagne et la Convention elle-même comprirent que la nouvelle France venait, par cette mort si inopportune pour elle, d'échapper à un immense péril.

La Rouërie, en effet, était un ennemi bien actif, bien déterminé. Il avait dépensé sa vie à préparer l'insurrection ; mais ce n'était pas aux moyens tout humains mis en œuvre par son audacieuse adresse que tant de gloire était réservée. Le conspirateur breton mourut à la veille du soulèvement général. Son organisation des provinces de l'Ouest, travail immense dont lui seul pouvait exécuter les plans, ne servit qu'à tromper la confiance du gouvernement républicain, attendant toujours, en Vendée, le développement de ces projets dont il avait la clé et contre lesquels il disposait toutes ses batteries.

Le besoin de repousser la force par la force, l'amour de la liberté et une inspiration plus puissante que toutes les habiletés diplomatiques, révélèrent à Cathelineau, à Stofflet, à Joly, à Perdriau, à Forestier, à Tonnelet, à Loyseau et à Forêt un plan sur lequel la République n'avait pas plus compté que la monarchie.

Secondées par les terribles exigences de l'époque, les démarches de La Rouërie avaient fait fermenter dans les cœurs une haine qui ne se déguisait plus. Ses lettres, ses ordres, ses prières, ses conseils ne s'adressaient pas toujours à des caractères timides, à des imaginations encore peureuses ou mal aguerries. La Bretagne était agitée comme la mer qui, aux premières secousses d'une tempête, bat sourdement ses rochers.

Les démonstrations isolées de quelques rares partisans tenaient en échec dans le Poitou, ainsi que dans l'Anjou, les espérances révolutionnaires; mais ces bandes aventureuses, qui se levaient aujourd'hui pour disparaître demain, étaient plutôt un aliment offert aux passions de localité qu'un grand système de résistance opposé aux décrets rendus par la Convention.

Le peu d'insurgés qui prenaient les armes s'avançaient sans chefs avoués, sans plan formé, sans but déterminé.

Ainsi un pauvre chirurgien de Machecoul, le vieux Joly, surprenant les Sables-d'Olonne, se vengeait des excès commis dans les campagnes, par d'autres excès dont il rendait victimes les cités (1).

Ainsi, sur la lisière des marais de Challans et de Beauvoir, un perruquier nommé Gaston, après s'être revêtu de l'uniforme d'un officier qu'il avait tué, marchait à la tête d'un rassemblement.

Danguy de Vue attaquait Pornic, et, toujours au fond du Bas-Poitou, un partisan appelé Souchu se livrait, dans les intérêts prétendus de la monarchie, à des cruautés réfléchies et à des débauches de sang que les amis de la monarchie ignoraient ou détestaient.

Le nom de ce Souchu est oublié depuis longtemps, mais son souvenir et ses actes ne se sont jamais perdus dans la mémoire des *Bleus*. — C'est ainsi que les royalistes désignèrent en Vendée les soldats de la République, qui venaient de changer l'uniforme blanc contre l'habit bleu à larges basques que la victoire et la peinture ont immortalisé. — Souchu avait formé autour de lui un Comité supérieur, composé en grande partie de gens sans éducation ou d'hommes que les exactions révolutionnaires avaient mis en haleine d'exactions royalistes. Dans le camp dont il s'était attribué le commandement, on fusillait sans

(1) Joly (Jacques) était né à Cateau-Cambrésis. Il exerçait la chirurgie à La Chapelle-Hermier, près les Sables-d'Olonne.

« Gaston, dit M. le M^{re} de La Rochejaquelein dans les notes des *Mémoires* de sa grand-mère, Gaston n'a existé qu'un instant. Ce qui fit sa réputation, c'est qu'il tua un officier d'un grade élevé, endossa son habit et se fit prendre pour un chef. Il était perruquier à Saint-Christophe-du-Ligneron et fut massacré dès le 15 avril 1793, après le combat de Saint-Gervais. »

pitié, sans jugement. Souchu même prenait souvent l'initiative de ces exécutions. Elles n'étaient pas toujours de justes représailles. Elles furent reprochées à la Vendée. La Vendée, innocente de ces crimes, les repoussa avec énergie.

Sur d'autres points, le mécontentement était le même ; mais nulle part il ne se traduisait en réactions, en vengeances aussi terribles. Du côté de Chantonnay, ainsi que dans les environs de Cholet, sur les rives de la Loire comme dans le fond du Bocage, dans les forêts de sapin dont le Maine est couronné et sur les landes incultes de la Bretagne, il y avait beaucoup de haines accumulées contre la Révolution. Ces haines, pourtant, ne se décelaient encore que par des émeutes locales et sans résultat.

On vivait dans une paix inquiète, dans une espèce de calme que les habitants achetaient par toutes sortes de sacrifices. Cette situation pleine d'incertitudes aurait sans doute duré longtemps encore, lorsque la Convention, forte de son énergique volonté, décréta la levée des trois cent mille hommes.

Au chant de la *Marseillaise* et du *Ça ira*, ces masses de soldats devaient marcher contre les rois de l'Europe, maudissant la République qui s'inaugurait sur l'échafaud où elle avait immolé Louis XVI.

A cet appel de la patrie en danger, la France répondit par un enthousiasme qui tenait du délire. Entre la gloire et la guillotine, son choix ne devait pas être douteux ; elle accepta l'une pour se donner le droit de flétrir l'autre. Le décret de la Convention ne trouva donc partout que des dévouements passifs (1) ; dans l'Ouest seul il rencontra des obstacles. Encore si la République eût adopté des mesures de tolérance, si elle n'eût pas voulu dominer par la brutalité de la force les instinctives répulsions des masses, peut-être aurait-il été possible de vaincre ces obstacles.

Éloignée de tout tempérament qui pouvait concilier l'intérêt de l'État avec les scrupules des Vendéens, la Convention prit

(1) Il nous a été donné de consulter les listes officielles de ces fameux volontaires de 1792, dont la peinture et l'histoire ont fait de si poétiques tableaux ; et nous sommes resté stupéfait en ne comptant qu'un si petit nombre de dévouements de la première heure. Lorsque la menace gronde et que les prisons s'ouvrent, les enrôlés par la force et toujours plus volontaires que jamais, se multiplient avec un effrayant..... patriotisme. (Note de l'auteur.)

des mesures qui rendaient plus cruelles encore l'obéissance servile qu'elle exigeait au nom de la patrie. Elle voulut être redoutable. Elle crut qu'après avoir brisé comme un jouet d'enfant la religion et la monarchie, il n'y avait rien de plus facile que de comprimer le mauvais vouloir des campagnes de l'Ouest. Elle ne vit pas que sa force, à elle, révélait à la foule, peuple comme elle, une force dont cette même foule pouvait tourner l'application contre ses principes. La révolte essaya d'intimider; cette intimidation fut fatale à ses desseins.

Jusqu'à présent, ces provinces n'ont obéi qu'en murmurant aux ordres du pouvoir exécutif; c'est de guerre lasse et toujours avec répugnance qu'elles ont laissé grandir les événements. On a mis en suspicion leur croyance. Elles ont déjà été assiégées par le fer et par des prédications insensées. Tout cet appareil de martyre, qui effrayait leurs convictions sans les ébranler, n'a pourtant point changé les esprits et modifié les sentiments. Les paysans se sont roidis contre le bienfait de la liberté et de l'égalité, qu'ils refusaient d'accepter des mains de la violence. Quand une exaspération trop légitime eut épuisé jusqu'à leur inépuisable patience, alors, fatigués de demander justice à des oreilles que la passion rendait sourdes, ils s'apprêtèrent à se la faire eux-mêmes.

Sans places fortes, sans l'appui d'aucun gouvernement, sans argent, sans direction, sans moyens pour commencer et pour alimenter cette guerre, sans notions militaires, sans armes, sans chefs même, livrés à toutes les incertitudes du présent, n'ayant dans l'avenir que les funestes exemples d'un passé tout récent, les voilà cependant qui s'engagent dans la plus magnifique lutte qui ait jamais existé contre des troupes aguerries, supérieures en nombre, sans cesse renouvelées, toujours abondamment pourvues.

La République les appelait aux armes, ils se levaient contre la République.

Elle voulait les forcer à donner leur vie pour défendre l'intégrité de son territoire, eux se réunissaient dans une pensée commune. Cette pensée, c'était l'horreur de l'arbitraire, l'horreur de la tyrannie populaire qui l'inspirait.

Elle alla plus loin encore : dans les consciencieuses exigences des paysans, elle devint une protestation contre l'anarchie en faveur de l'ordre.

Plus d'une fois, les annales des peuples nous ont montré les multitudes se ruant sur le pouvoir, s'insurgeant tantôt au nom d'un principe méconnu, tantôt emportées par de vagues désirs de nivellement et de pillage. Ici, le contraire a lieu. La Vendée est peuple, peuple soumis, comme le reste de la France, aux lois et aux coutumes de son ancien gouvernement. Quand ces lois sont violées, la Vendée refuse de prendre sa part du splendide festin que, en dépouillant les classes riches, la Révolution offre aux classes pauvres.

La Vendée militaire repousse l'anarchie de ses rangs, et elle marche au rétablissement de tout ce qui a été détruit. Elle qui n'a pas de patrimoine, elle ne se laisse tenter ni par la séduction des richesses, si faciles à se procurer nationalement, ni par l'emphase des promesses décevantes. Contrairement à toutes les insurrections populaires, celle-ci se pose comme la protectrice de la propriété, de la monarchie, des lois sociales, de la religion ; et, chose plus extraordinaire encore, elle ne déviara jamais de son système de moralité que, par leurs cruautés, les ennemis de l'ordre chercheront si souvent à lui faire oublier.

Nous allons voir comment les deux partis procédèrent et de quelle manière se propagea, au milieu des campagnes, une guerre qui n'était jamais entrée dans les prévisions de l'Assemblée conventionnelle, et encore moins, sans doute, dans les espérances toujours déçues des amis de la royauté. Les premiers triomphaient de leurs impitoyables succès, les seconds baissaient la tête et s'humiliaient dans l'aveu de leur impuissance. Il n'y avait plus de chances probables d'insurrection. Chacun se résignait à subir les événements dont Paris donnait le signal, lorsque tout à coup les paysans se décident à jeter dans la balance leurs instruments de labour, qu'ils vont échanger contre les canons et contre les armes de la République.

CHAPITRE II

Levée des trois cent mille hommes. — Révolte à Saint-Florent. — Cathelineau, Perdriau, Forêt et Stofflet. — Les paysans du Pin-en-Mauges et de La Poitevinière. — Bonchamps et d'Elbée. — Succès de la Vendée. — Sapinaud et Marcé. — Combat de Saint-Vincent. — Prise de Cholet et de Chemillé. — Les fêtes de Pâques. — Joly aux Sables-d'Olonne. — Proclamation aux frères égarés. — Leur réponse. — Formation du premier Comité de Salut public. — Les vainqueurs de la Bastille. — Les généraux républicains Canclaux, Berruyer et La Barolière. — Grand choc de Chemillé. — Quétineau et Gauvilliers. — Henri de La Rochejaquelein aux Aubiers. — Prise d'Argenton-Château. — L'armée vendéenne à Bressuire. — Topographie des provinces insurgées. — Caractère, mœurs et coutumes des habitants du Bocage. — Leur manière de combattre. — Portraits des généraux royalistes.

En exécution du décret de la Convention Nationale rendu le 24 février 1793, et prescrivant une levée immédiate de trois cent mille hommes, les autorités constituées avaient fixé au dimanche 10 mars le jour du tirage pour un grand nombre de paroisses de l'Anjou et du Poitou. Mais ces autorités n'étant pas sans inquiétude sur les dispositions hostiles des jeunes gens, crurent devoir s'entourer d'artillerie et de gendarmes. Depuis longtemps elles s'étaient habituées, au nom de l'égalité et de la liberté, à traiter comme esclaves les hommes qu'elles prétendaient émanciper. Elles avaient été injustes, brutales envers ces paysans qu'on appelait des fanatiques, et la Révolution sentait qu'enfin le joug commençait à leur peser. A Saint-Florent, pour étouffer la sourde agitation dont on redoutait les conséquences, les administrateurs du district ont pris les précautions les plus menaçantes. Avec

le même luxe de terreur que devant la porte des bagnes, trois canons chargés à mitraille sont braqués sur le lieu où le tirage doit s'opérer.

Les jeunes gens arrivent accompagnés de leurs pères, de leurs parents, de leurs amis. Ce spectacle, auquel ils ne s'attendent pas, froisse leur susceptibilité. Une harangue leur est adressée; cette harangue est insultante et provocatrice. Les esprits s'échauffent.

Un paysan du village de Chanzeaux, René Forêt, encourage ses compagnons à la résistance. Forêt qui a suivi en émigration le M^{is} de Chanzeaux, son ancien seigneur, possède la confiance générale. Il a servi dans l'armée des princes, et, après la honteuse défaite de Champagne, il a quitté l'émigration pour venir attendre les événements en Anjou. Sa voix trouve des échos. L'autorité menace; bientôt elle sévit. Une pièce de canon est tirée contre les insurgés. A cette décharge, ils s'élancent sur la pièce, s'en emparent, dispersent les administrateurs et les soldats, pénètrent dans le district, saisissent les papiers, qu'ils brûlent; la caisse, qu'ils distribuent; et, après s'être avec tant de rapidité rendus maîtres par la force de toutes les archives et de toutes les armes, ils allument un feu de joie.

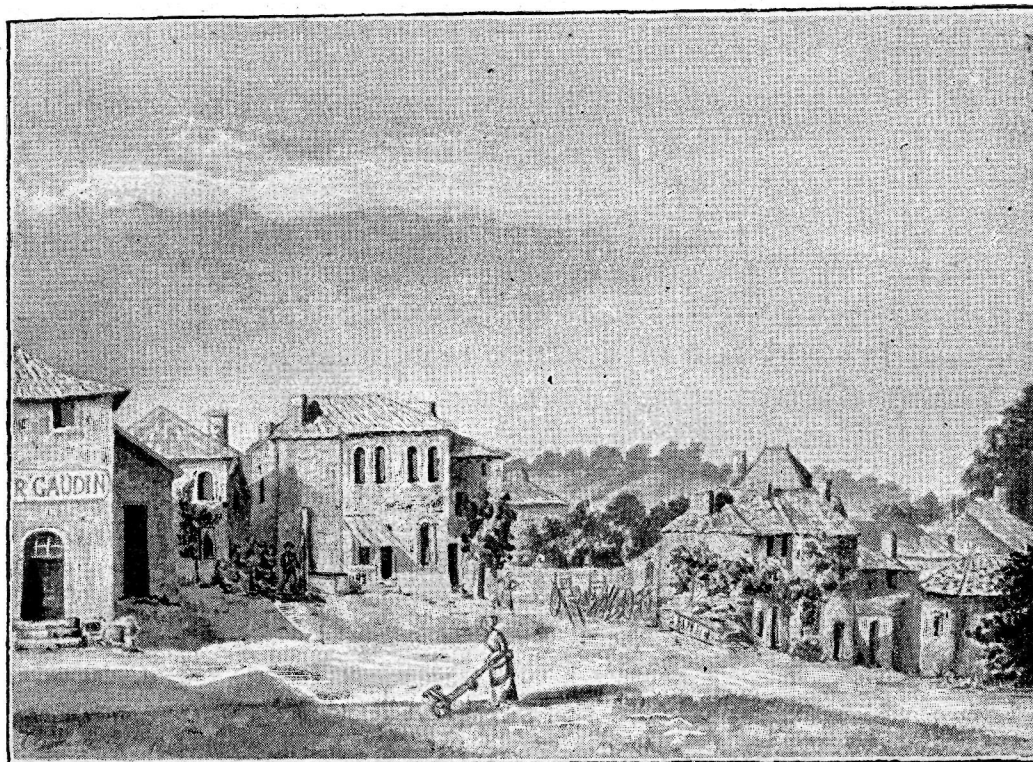
Le soir, ils se séparèrent sans songer aux vengeances qu'ils appelaient sur leurs têtes.

Cinq ou six de ces jeunes gens passaient, en retournant dans leurs métairies, par le village du Pin-en-Mauges. Jacques Cathelineau, marchand-colporteur de laine, y vivait dans la plus humble obscurité. C'était un homme de trente-cinq ans, craignant Dieu et aimant son prochain. Il était marié et père de cinq enfants. Lorsqu'il apprit les événements dont Saint-Florent venait d'être le théâtre, ce pauvre artisan pétrissait le pain noir destiné à la nourriture de sa famille. Malgré les supplications de sa femme cherchant à le retenir auprès d'elle, Cathelineau sort de sa demeure. Il a souffert, il a vu souffrir, il comprend surtout les terribles résultats que, pour ses frères et pour lui-même, peut avoir ce coup de tête des insoumis. Il fait entendre à ses proches, à ses voisins, un langage à la fois plein d'exaltation et de sagesse.



JACQUES CATHÉLINEAU
(D'après un tableau de Girodet à la Bibliothèque nationale. Cabinet des estampes.)

Ils étaient vingt-sept, n'ayant comme lui qu'un cœur et des bras. Ces vingt-sept volontaires se mettent sous ses ordres ; ils forment le noyau de cette grande armée de laboureurs, que dans



LE PIN-EN-MAUGES. — A droite, la maison qui a remplacé celle de Cathelineau.

(D'après une aquarelle de M. le C^{te} de Cambourg, 1895.)

trois mois, Cathelineau, général en chef, conduira sous les murs de Nantes.

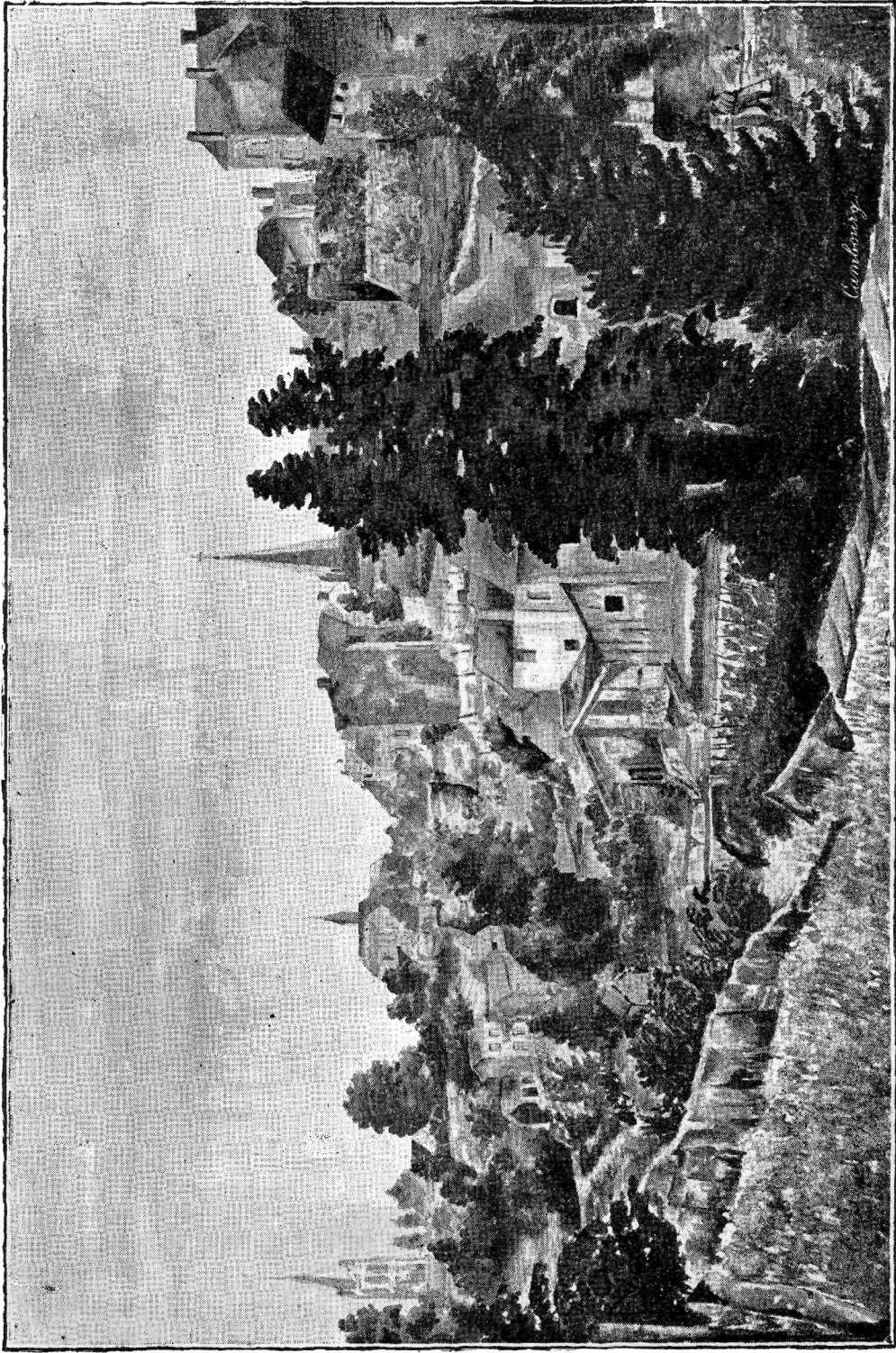
L'histoire, dans tous les noms qu'elle illustre, n'en a pas de plus purs et de plus vénérés à citer. Ces vingt-sept sont : René Blon, Jean Blon, Étienne Gaudin, René Lecler, Joseph Gaudin, Charles Gaudin, Mathurin Gaudin, Pierre Rochard, Jean Gabory, Jacques Rochard, Pierre Rochard, Joseph Piton, René Rochard, Pierre Manceau, René Soyer, Étienne Manceau, René Jamain, Jean Horeau, Jacques Lesureau, Mathurin Le Courant, Michel Le Courant, Pierre Le Courant, Piton aîné, Louis Le Rochard, Pierre Verron, René Oger et Joseph Monier, tous parents ou amis de Cathelineau, tous nés dans ce pays des Mauges, qui se

leva toujours contre l'oppression, et que César a honoré du nom de *mala gens*. Les habitants de ces contrées, que les armes du triomphateur romain trouvèrent si mauvais, parce qu'ils lui résistaient avec une glorieuse énergie, sont encore les mêmes dix-neuf siècles après César.

La République romaine les appelait *mala gens*; la République française les désigna sous le nom de *brigands*. C'étaient deux titres d'honneur. Ces nobles volontaires tinrent à les consacrer par le plus héroïque dévouement aux principes d'ordre et de liberté.

Le 14 mars, cette troupe se dirige vers le village de la Poitevinière; pendant la route, elle se recrute de tous les hommes valides qu'elle rencontre. Ce sont des paysans comme les vingt-sept du Pin-en-Mauges, mais des paysans dont le courage sera aussi grand que la simplicité et la foi. Ils se nomment : Pohu, Sinan, Viau, Audouin, Besson, Allaire, les frères Gourdon, Macé, Jean Terrien, Besnard, les trois frères Marchand, Robineau, Richon, Jean Couraud, les frères Lallemand, Brault, Brouard, Fréteau, Faligand, Noyer, et cent autres qui combattent en héros et mourront en chrétiens. Le tocsin sonne dans les paroisses voisines. Cathelineau conçoit le projet d'attaquer le château de Jallais, où tiennent garnison la garde nationale de Chalennes, que commande le médecin Bousseau, et 150 soldats du 84^e de ligne.

A la vue de ces volontaires qui s'avancent sans ordre, n'ayant pour toutes armes que leurs bâtons de houx ou leurs fourches à deux dents, le médecin Bousseau fait diriger sur eux une pièce de six. Les gars de la Poitevinière forment l'avant-garde, la mitraille passe au-dessus de leurs têtes. Cathelineau, suivi des siens, s'élance au pas de course. Étienne Gasté, du village de Chanzeaux, fait prisonnier l'officier commandant l'artillerie. Les Bleus se dispersent. La pièce de six tombe au pouvoir des vainqueurs. A ce premier canon, devenu leur conquête, les paysans, par une sublime confiance dans le prosélytisme de leur cause, donnent le nom de *Missionnaire*. Le médecin Bousseau était leur prisonnier. Ils ne lui font aucun mal; seulement ils le



VUE DE CHEMILLÉ (Anjou). (D'après une aquarelle de M. le C^{ie} de Cambourcy, 1894.)

chargent de porter aux habitants de la ville de Chalonnes la sommation qu'ils leur adressent; puis, laissant le château de Jallais, ils volent surprendre Chemillé, protégé par trois couleuvrines et 200 républicains du 84^e. Le temps de faire feu ne leur est pas même accordé. Les Vendéens se sont précipités sur l'ennemi avec des fourches et des bâtons. Les fusils, les couleuvrines, la ville de Chemillé, tout est à eux. Là, Cathelineau est rejoint par Cadi, chirurgien à Saint-Laurent-de-la-Plaine, le poète populaire de la Vendée, et par Perdriau, qui ont opéré des soulèvements partiels (1).

Perdriau, du village de la Poitevinière, avait longtemps servi dans un régiment de ligne. Il était caporal; et le peu de connaissances militaires qu'il avait acquises fut d'abord d'un grand secours aux insurgés.

Dans le même instant, sans accord préalable, sans même se douter de ce qui se passait ailleurs, Forêt, le lendemain de la révolte de Saint-Florent, voit se présenter à Chanzeaux les gendarmes qui ont reçu l'ordre de l'arrêter. Forêt fait feu sur ces gendarmes. Un médecin, nommé Godelier, qui leur servait de guide, tombe blessé à mort, les autres prennent la fuite. Forêt court à l'église, sonne le tocsin, rassemble les habitants, leur prêche la révolte, la révolte aujourd'hui devenue un devoir et une nécessité. A la tête de cette bande d'hommes sans armes, il parcourt les villages de Saint-Ambroise, de la Brosse, du Plessis et de la Beltière, faisant partout entendre son cri de guerre, partout accueilli avec transport, partout suivi avec enthousiasme. Les cinq frères Godillon, Jean Picherit, Ragueneau, Bompas et Martineau sont les premiers officiers de ce rassemblement.

Stofflet, garde-chasse du C^{te} de Colbert, a vu, le même

(1) C'est ce qu'on appelle le grand choc de Chemillé. M. H. Baguenier-Désormeaux, le petit-fils d'un chirurgien de la grande armée, a publié, en 1893, dans la *Revue historique de l'Ouest*, une très intéressante monographie sur les *Débuts de l'insurrection à Chemillé*, 15 mars-12 avril 1793. Il relève avec une érudition puisée aux meilleures sources quelques inexactitudes que reproduisent divers historiens, tels que Cantiteau, de Beauchamps, Deniau et Crólineau lui-même après Berthre de Bournisseau.

Cadi (Sébastien-Jacques), né à Saint-Laurent-de-la-Plaine, près Chalonnes, était chirurgien dans la Grande Armée. Il mourut en 1820, maire de Saint-Laurent et retraité avec le grade de colonel. (V. notre 5^e vol.)

jour, la garde nationale de Cholet enlever du château de Maulévrier les douze canons que la république de Gênes avait offerts en 1740 comme un hommage de sa reconnaissance au lieutenant-général C^{te} de Maulévrier. Cette violation flagrante du droit de propriété a indigné le garde-chasse. Il fait passer son indignation dans l'âme des habitants de ces contrées. Le 11 mars, au même jour et à la même heure que Cathelineau d'un côté, et Forêt de l'autre, se plaçaient à la tête des rassemblements, Stofflet commande à 1200 hommes. Un autre garde-chasse de Maulévrier arrive à la Frogerie avec 150 jeunes gens; c'est Tonnelet, du village de Tout-le-Monde, Tonnelet qui bientôt se fera aussi, lui, de l'humilité de sa condition une arme pour combattre et vaincre les Bleus (1).

Le 11 mars encore, un mouvement éclate dans les environs de Mauves, à trois lieues de Nantes, sur les bords de la Loire. Des troupes de la garnison de cette ville, où la Révolution a trouvé des adeptes si furieux de liberté, s'avancent à la rencontre de ces insoumis, qui, là comme partout, refusent de subir une loi qu'ils n'ont point faite. Le rassemblement est dissipé par la force, mais cette défaite, au lieu d'ancantir sa naissante énergie, lui donne une nouvelle audace. Ce rassemblement vaincu se reforme sous les décharges de la mitraille, il va se réunir aux insurgés de l'Anjou.

D'autres paysans se sont levés contre la Révolution dans les paroisses qui environnent Pouzauges. Ils se sont donné pour chef Sapinaud de La Verrie, gentilhomme du Poitou (2). Les garnisons républicaines du voisinage se réunissent aux troupes du

(1) Tonnelet (René) était en résidence aux Échaubroignes.

(2) Sapinaud de Bois-Huguet, plus connu sous le nom de Sapinaud de La Verrie, était né au château de Bois-Huguet, près Mortagne-sur-Sèvre, en 1738. Trahi par un transfuge protestant, il périt à l'attaque du Pont-Charron, le 25 juillet 1793. « Je ne suis pas né brave, disait-il modestement. Personne ne redoute autant que moi d'aller au feu; mais quand j'y suis, l'honneur me dit : Tu dois y rester et mourir à ton poste. J'y reste et j'y saurai mourir. »

Un autre Sapinaud (Charles-Henry de La Rairie), neveu du précédent, était né au château du Sourdy, près La Gaubretière (Vendée), le 3 décembre 1760. Plusieurs de ses frères, notamment Edouard et Prosper, combattaient à ses côtés. La Restauration le nomma lieutenant-général, grand-croix de Saint-Louis, comte et pair de France. Il mourut en 1829. Nous le retrouverons à notre 3^e volume. Voir aussi les *Mémoires de M^{rs} de Sapinaud*.

général Marcé; elles se portent contre Sapinaud et Royrand. Boulard, colonel du 60^e de ligne, va commencer l'affaire le 14 mars. Mais le général Marcé, que ne cessent d'aiguillonner les conventionnels Carra et Choudieu (1), s'engage dans la vallée du Lay. La nuit approche, il n'a que 1500 hommes, il craint une surprise. Tout à coup, Sapinaud et Royrand se présentent, l'un sur les hauteurs du Lay, l'autre sur la route qu'il barre. Après avoir esquivé la colonne de Boulard et choisi leur terrain, ils offrent le combat. Le combat est accepté près de Saint-Vincent. Aux premiers coups de fusil, les révolutionnaires se débandent. Boulard, à la tête de son régiment, veut résister au choc des paysans. Boulard est refoulé. Il se rallie derrière l'artillerie, qui foudroie les Vendéens. C'était la première fois qu'ils entendaient le bruit du canon. Ils s'effrayent, mais Sapinaud les rassure. Il leur dit de suivre son exemple; au moment où les artilleurs mettent le feu à leurs pièces, Sapinaud se jette à terre, laisse passer les boulets sur sa tête, se relève et court aux batteries. Les paysans ont fait comme leur chef, ils sont tombés sur les canonnières qu'ils tuent à coups de fourche. Les autres Bleus prennent la fuite. Ils ne se reconnuent qu'à Marans, à plus de douze lieues du champ de bataille.

Peu de jours auparavant, le combat des Guérinières avait eu lieu. Les volontaires de Sapinaud sont attaqués à l'improviste par 2000 républicains. Sans écouter la voix de leurs chefs, les

(1) Ce Choudieu (Pierre-René) était né à Angers le 26 novembre 1761. Nommé député à l'Assemblée nationale, puis à l'Assemblée législative, et enfin membre de la Convention; ses opinions avancées en firent un Montagnard en vue. Il vota la mort de Louis XVI et fut envoyé peu après en mission dans le département de Maine-et-Loire. Il mourut en 1838.

Choudieu a beaucoup écrit. Il a laissé notamment des *Mémoires*, ou plutôt des réflexions ou notes destinées à être insérées dans une histoire de la Révolution qu'il se proposait d'écrire. Ces papiers sont aujourd'hui la propriété de M. Marcheteau. En 1889, M. Quéruau-Lamerie s'en est servi pour publier chez Lafolye, imprimeur à Vannes, une brochure intéressante sous ce titre : *NOTES SUR LA GUERRE DE LA VENDÉE. Papiers inédits de Choudieu*. Cette brochure se divise en deux parties : la première : *Guerre de la Vendée*; la seconde : *Observations critiques sur l'histoire de la Vendée de M. de Beauchamp*. S'inspirant d'un tout autre esprit que ce dernier, Choudieu relève, çà et là, quelques erreurs de détails échappés à l'historien royaliste. L'ouvrage de M. A. Beauchamp, en trois volumes in-12, avec carte du pays insurgé, fut imprimé une première fois à Paris en 1806. L'auteur en donna une seconde édition en 1807, puis en 1820, mais cette fois en 4 volumes in-8°. C'est une histoire bien écrite, aujourd'hui très rare, mais que les travaux postérieurs publiés sur la Vendée font moins rechercher.

royalistes *s'égaillent* (1), et par un chemin encaissé, ils courent de leur propre mouvement surprendre l'ennemi, qui espérait s'emparer du pont de Gravereau. Cette pointe inattendue répand la terreur dans les rangs révolutionnaires; ils tentent de faire face, ils sont écrasés, et bientôt obligés d'abandonner la partie.

Dès le 3 mars, au centre même de la Vendée, dans le bocage qui s'étend de Chantonay aux Herbiers, et sur toute la ligne de Fontenay à Nantes, les paroisses ne veulent prendre aucune part au recrutement. Elles se révoltent en masse et se mettent aussitôt sous le commandement de Béjarry, de Verteuil et de plusieurs autres gentilshommes (2). C'est là que d'abord les insurgés se montrèrent plus aguerris et plus heureux. Ils vainquirent les forces républicaines, s'emparèrent coup sur coup du Pont-Charron, de Chantonay et des Herbiers. Ils étaient nés dans le département de la Vendée; les Bleus les désignèrent sous le nom de *Vendéens*. Plus tard, tous les départements de l'Ouest, combattant sous le même étendard, s'honorèrent de ce nom qui est une gloire.

Les forces dont Cathelineau, Stofflet, Tonnelet et Forêt disposent en Anjou se sont réunies; elles s'avancent le 15 mars à l'attaque de Cholet.

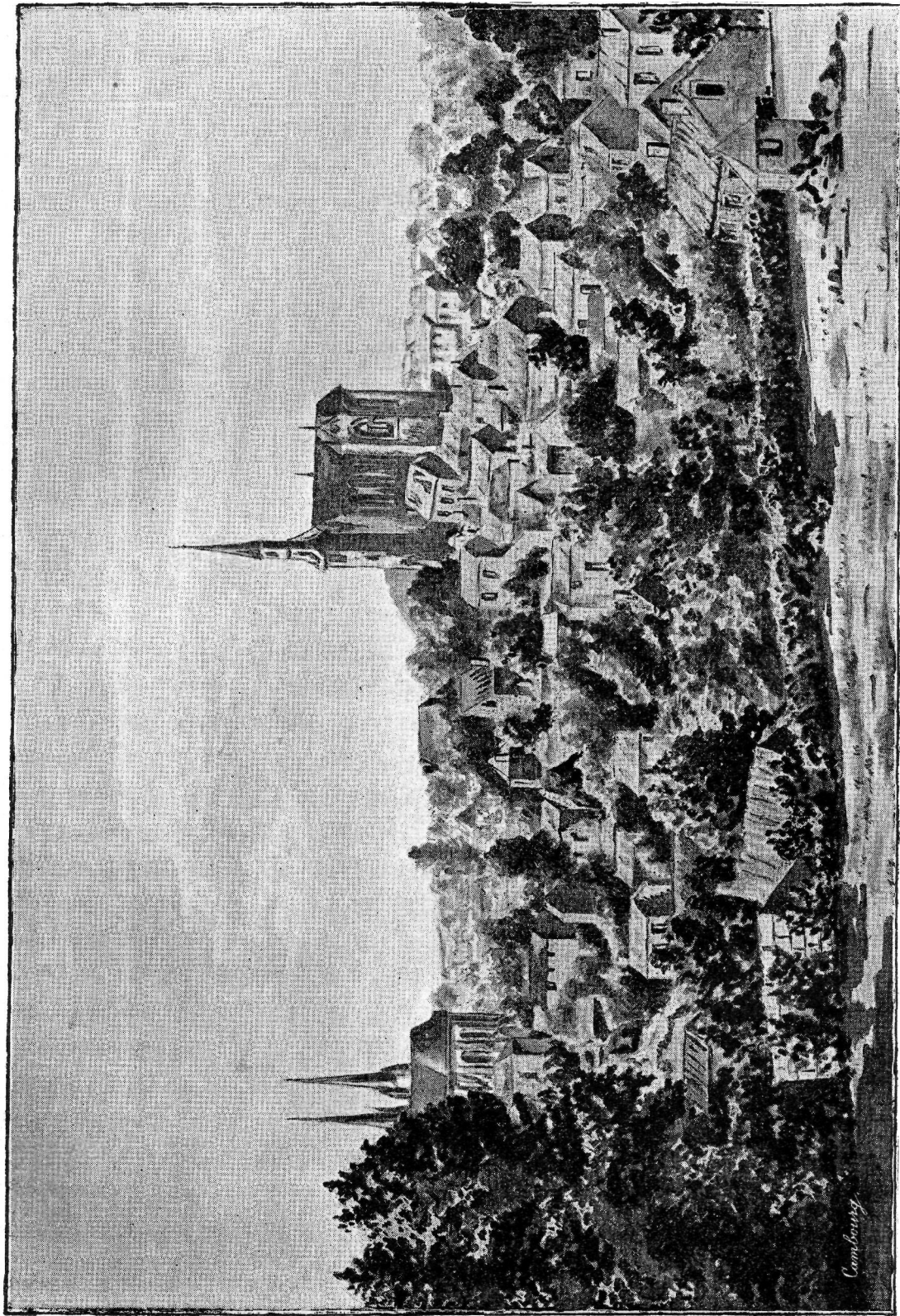
La garde nationale s'était portée en avant de la ville, sur la route de Saumur, avec son artillerie, commandée par le M^{is} de Beauveau, procureur-syndic de la commune, et sorti de la Bastille peu d'années avant que le peuple fit le siège de cette forteresse. Le M^{is} de Beauveau y avait été renfermé par une lettre de cachet que sa famille avait sollicitée, afin de le soustraire à une condamnation déshonorante. Ce gentilhomme avait donc

(1) *Égail*, en patois vendéen, signifie rosée. *Égailer* l'herbe, c'est faire tomber la rosée des gazons; par extension, *s'égailer*, se répandre, se disperser.

(2) Il y eut deux officiers de ce nom dans l'armée vendéenne. Auguste de Béjarry, né en 1767, qui fit toute la campagne de la Grande Armée. Il mourut en 1824.

Amédée, né en 1770, à Luçon, d'abord aide-de-camp de Royrand. La Restauration le nomma chevalier de Saint-Louis et sous-préfet de Beaupréau. Il mourut en 1844. Nous les retrouvons l'un et l'autre au 5^e volume avec leurs états de service.

Il y eut aussi deux de Verteuil à la tête des colonnes royalistes. Jacques-Alexis, seigneur de Champblanc, né en 1726, gouverneur de l'Île-Dieu et retraité en 1783. Il fut fusillé à Savenay, le 25 juillet 1793. Matthieu, son fils, eut les deux jambes emportées à l'attaque de La Flèche et mourut le 8 décembre 1793.



CHOLET. — *Vue prise de la route de La Tessoualle.* (D'après une aquarelle de M. le C^{te} de Cambourg, 1894.)

plus d'un titre pour être révolutionnaire. Il se mit à la tête de la garde nationale et il périt dans ce premier combat avec 150 des principaux habitants, bien éloignés de croire à une aussi terrible revanche de l'affaire des Moulins de Cornet, à laquelle ils avaient pris une large part. 500 hommes du 60^e de ligne partagèrent cette défaite.

La ville de Cholet tombe au pouvoir des Blancs avec son artillerie et ses munitions. Parmi ces trophées de leur victoire, les paysans reconnaissent un canon de fer dont le bruit les avait beaucoup frappés pendant le combat ; ils le déchargent à plusieurs reprises comme pour en prendre possession, et ils l'appellent le *Brutal*.

Le 16 mars, sans s'accorder un repos peut-être nécessaire, ils apprennent que la garde nationale de Saumur marche vers Vihiers. Cathelineau donne le signal. Une partie de l'armée se porte au pas de course dans la direction indiquée. La ville de Vihiers capitule et les Saumurois se replient sur Doué, abandonnant avec leurs armes le canon que les Bleus ont pris au château de Richelieu. Sur ce canon, offert au cardinal par le roi Louis XIII, les paysans croient distinguer une image de la Sainte Vierge gravée dans le bronze. Par une superstitieuse vénération, ils surnomment cette belle pièce de douze *Marie-Jeanne*, et ils attachent de suite un prix inestimable à ce canon, dont on les voit faire le plus puissant palladium (1).

Leur véritable palladium, c'était leur courage ! C'était surtout leur foi !

Le 17 mars 1793, dimanche de la Passion, Gauvilliers, revenu sur ses pas, marchait contre le bourg de Jallais. Pendant sa route, il n'a trouvé que des femmes et des vieillards dans les villages et dans les fermes. Cette absence de la jeunesse et des hommes valides l'a effrayé. Il croit qu'ils se sont réunis pour l'attendre en embuscade, tandis qu'en réalité les paysans étaient déjà allés rejoindre leurs frères, maîtres de Cholet. Gauvilliers, avec sa colonne, est en vue de La Poitevinière. Les habitants

(1) Voir plus loin, p. 140-141, la note qui concerne cette pièce célèbre.

prennent la fuite, on les poursuit; d'autres soldats se répandent dans le bourg et commencent à le mettre à sac. Un jeune homme, nommé Thébaut, suivait les gars de la Poitevinière, qui se dirigeaient sur Jallais. Il tombe frappé de cinq balles. Les Bleus, pour s'exciter au massacre, criaient : « C'est un prêtre! » Dix-sept coups de sabre ou de baïonnette l'atteignent encore, et, pendant ce temps, Gauvilliers avançait toujours.

Le village de Jallais va devenir le théâtre d'un pareil égorgement, lorsque le C^o de La Bouère, ancien officier au régiment d'Orléans-cavalerie, se met à la tête de ses voisins. Depuis huit jours, il était sollicité par eux; mais, comme la plupart des gentilshommes, La Bouère ne comprenait pas encore que l'enthousiasme seul pût vaincre des troupes bien disciplinées (1).

« Nous aimons mieux, disaient les paysans, mourir en Vendée que d'aller aux frontières défendre les assassins du roi et les acquéreurs de biens nationaux. » C'était un saint cri de guerre.

Les cruautés commises sur le passage de la colonne de Gauvilliers sont connues de La Bouère. Il n'hésite plus; le tocsin sonne; les Bleus accourent, ils entourent Jallais. Quelques boulets sont lancés sur le clocher, mais le temps était sombre et chargé de nuages, la pluie menaçait. Gauvilliers voit les dispositions que prend La Bouère; il calcule que c'est là que les royalistes se sont rassemblés pour l'écraser. Il bivouaque toute la nuit sous l'orage et sous la pluie sans oser attaquer, et le lendemain, La Bouère, à la tête des siens, rejoint l'armée de Cathelineau.

Gauvilliers et Boisard, commandants de la garde nationale d'Angers, n'avaient pas été très heureux dans leurs premières entreprises. Ils veulent prendre leur revanche près de Mont-Jean,

(1) La veuve de M. le C^o de La Bouère, morte le 9 septembre 1867, avait, à l'exemple de M^o la M^o de La Rochejaquelein (qui la nomme gracieusement « sa camarade »), recueilli tous ses souvenirs. C'est sous ce titre que sa belle-fille, M^o la C^o de La Bouère, née Falquet de Planta, a publié, en 1890, à la librairie Plon, ces intéressants *Mémoires* auxquels nous ferons, çà et là, quelques emprunts. M. le M^o Costa de Beauregard a enrichi l'ouvrage d'une courte mais remarquable préface.

A cette même date, 17 mars 1793, d'Elbée presse les commandants de paroisse d'envoyer à Saint-Quentin les forces dont ils disposent. Nous devons communication de ce document inédit à l'obligeance de M. le M^o d'Elbée, petit-neveu du second généralissime de la Grande Armée.

ils sont encore battus. Un convoi de munitions est dirigé par les Bleus sur Jallais, dont ils cherchent à faire le centre de leurs opérations. Ce convoi est intercepté. Les paysans s'en rendent

n° 38
 M. de Bousseau le 7 Mars 1793
 Monsieur
 Je vous prie d'envoyer à M. de Quarré toutes les
 forces dont vous pouvez disposer sans préjudice
 à la sûreté de votre paroisse, il faut se recourir
 alléguant, j'espère que vous êtes peu de jours
 les Chalonnais ne vont d'ailleurs aller d'ailleurs
 je suis de mon côté employé tout le moyen
 qui sont en mon pouvoir pour nous nos
 bienqu'au commun j'espère nous d'être
 Monsieur
 Votre très humble serviteur
 D'Elbée
 j'espère que les Chalonnais seront obligés de
 rentrer chez eux aujourd'hui bien le jour
 beaucoup de forces y marchent ainsi
 joignez vous aux autres et communiquez
 un ou deux aux paroisses voisines de vous

BILLET DE D'ELBÉE — L'original appartient à M. le M^{rs} d'Elbée.

maitres, et la garde nationale d'Angers, confuse et désespérée, se retire dans ses foyers, laissant à découvert la ville de Chalonnes, qui a été confiée à son patriotisme.

Le 21 mars, Bousseau se présente à Chalonnes avec la sommation suivante :

« Messieurs, les habitants de Chalennes, les généraux de l'armée catholique et royale vous envoient MM. Bousseau et Lebrun pour vous engager à vous rendre, au nom de Dieu, de la religion et des prisonniers chalonnais, à une armée de cinquante mille royalistes. Si vous faites résistance, vous pouvez compter sur la dévastation de votre ville ; si, au contraire, vous vous rendez, vous aurez une grâce entière. Nous exigeons vos armes et quatre notables pour otages. Nous marchons au nom de l'humanité. »

A cette sommation, les autorités municipales et militaires s'assemblent. Le maire, Vial, propose de s'ensevelir sous les ruines de la ville, pour donner à la France un grand exemple de courage patriotique. Chacun de ses concitoyens demande à jouer le rôle de Curtius, chacun jure de vivre libre ou de mourir. La générale bat, le tocsin sonne pour appeler aux armes ; mais, dans ce moment suprême, les soldats et les habitants, n'écoutant que l'effroi inspiré par les royalistes, prennent la fuite dans toutes les directions. Les soldats tournent contre leurs officiers les armes qui leur sont confiées ; le peuple pousse des cris de malédiction contre ses administrateurs, il demande à capituler. Vial s'échappe, les révolutionnaires les plus ardents le suivent, et alors les Vendéens entrent dans Chalennes aux cris de : « Vive la religion ! Vive le roi ! » Les papiers de l'administration sont brûlés, les munitions de guerre et les armes livrées aux paysans, mais la liberté est rendue aux prisonniers.

Les Vendéens sont à peine insurgés, et déjà ils effrayent la Révolution. Le Conseil général de Maine-et-Loire écrit le 17 mars à la Convention, et, dans la séance du 19, cette lettre est lue textuellement : « Les contre-révolutionnaires font des progrès rapides, dit-elle ; ils étendent leurs ravages dans le pays connu sous le nom de Mauges.

» Hier, à midi, 16 mars, il y eut une attaque encore funeste aux patriotes. Plusieurs districts, alarmés, ont porté leurs caisses à Saumur ; mais les rebelles marchent contre cette ville et menacent de se porter à Angers, qu'ils savent dégarnie. Nous avons requis toutes les gardes nationales et la force armée des environs pour se mettre à leur poursuite et dissiper ces rassem-

blements. Nous avons cru devoir faire enfermer les domestiques des prêtres et des ci-devant nobles. Cet acte de rigueur nous a paru d'autant plus nécessaire que ce sont les domestiques de ces ennemis de la patrie qui, les premiers, ont formé des rassemblements, arboré la cocarde blanche, demandé un roi et le rappel de ses frères. »

« Ils finissent, dit le *Journal des affiches d'Angers* du 23 mars, en annonçant qu'ils ont déjà fait plus de 200 prisonniers, et par demander qu'il soit établi un *tribunal d'abréviation* qui fasse promptement tomber les têtes des conspirateurs. »

Delaunay (d'Angers) dit : « Les deux tiers du département de Maine-et-Loire sont ravagés; les rebelles menacent Angers, mais sa position la défendra. Je compte encore plus sur les habitants. L'audace des ennemis de la liberté s'accroît, il faut la réprimer. Je demande qu'il soit formé un *jury militaire* pour juger les coupables, et en outre que vous approuviez la conduite des administrateurs de Maine-et-Loire. »

C'était du sang qu'imploraient tous ces patriotes. La Convention devait accueillir, elle accueillit favorablement un pareil vœu. Mais ces lois de proscription et de terreur, quand la guerre civile s'organisait, offraient un nouvel aliment à l'insurrection.

Les femmes excitent leurs maris à se ranger sous le drapeau blanc. Les réquisitionnaires vendéens, que la force seule a pu enrôler comme volontaires dans les bataillons républicains, désertent pour venir joindre leurs efforts à ceux de leurs parents et de leurs amis. Le bruit de pareils succès s'est vite répandu dans les campagnes; le tocsin l'a porté partout. Il s'est grossi des haines amassées en silence. L'élan est donné. Presque au même instant à la fois, de tous les points les plus divergents de l'Ouest, des rivages de la Bretagne aux limites les plus reculées et les plus solitaires du Bocage, les populations s'ébranlent.

Où vont-elles? Dieu seul le sait.

Que demandent-elles? La liberté.

Et dans ce soulèvement en masse, y a-t-il donc moins d'intelligence et de vertu que dans celui de cette autre armée de volontaires républicains forcés de courir aux frontières pour

échapper à l'échafaud et pour vaincre les puissances coalisées?

La Révolution cependant ne voulait pas comprendre un semblable dévouement. Par la bouche de ses commissaires, Richard et Choudieu, en mission dans Maine-et-Loire et dans la Sarthe, elle proclamait le 23 mars :

« Citoyens, les ennemis de la liberté lèvent insolemment la tête dans ces contrées. Ils prétendent vous remettre dans des fers plus honteux que ceux que vous avez brisés. Ils osent vous parler d'un roi à vous qui avez juré la chute de tous les rois. Ils veulent assassiner la patrie au nom du fanatisme et de la tyrannie.

» Soldats de la liberté et de l'égalité, aux armes! Faites rentrer dans la poussière ces hommes assez vils pour conspirer contre vos droits!.... Vengez à la fois la patrie et l'humanité!

» Vous avez éprouvé à Chalennes un revers qui vous donne une leçon utile. Des républicains fuir devant des brigands! Le drapeau de la liberté se baisser devant l'étendard de la contre-révolution! Ah! le sang bouillonne à cette idée! Hâtez-vous de faire oublier ces outrages horribles faits à la patrie. »

Ce qui se passe en Anjou et en Poitou se renouvelle au même moment dans toutes les parties de la Bretagne, et toujours pour la même cause.

La Révolution est âpre dans ses lois, elle veut être obéie dans les vingt-quatre heures; mais le décret qui prescrit la levée des 300 000 hommes, mais l'intimidation dont les autorités locales se font une arme, mais cet appareil de violence qui semble provoquer les populations à l'arbitraire n'encouragent pas les enrôlements libres. La Bretagne, ainsi que le Poitou et l'Anjou, refuse de se soumettre à des mesures tyranniques. Sur le littoral du Morbihan, la patrie en danger ne peut pas recruter de marins pour le service des armements de Lorient et de Brest.

Pellegrin, commissaire des classes, écrit :

« Les marins de ce quartier, travaillés par des prêtres fanatiques et encore plus par leurs femmes, ne reconnaissent aucune autorité, et si l'on ne trouve pas un moyen de rétablir la subordination, l'ordre des classes est anéanti et la marine de l'État perdue sans ressource. »

Les villes de Laroche-Bernard, de Pontivy, de Pluméliau, de Rochefort et de Vannes sont attaquées et prises par les habitants des campagnes. Redon, Plélan, Pacé, La Guerche, Fougères, Dol, Vitré et Bain, dans l'Ille-et-Vilaine, deviennent à la même heure le théâtre de différentes insurrections. Rostrenen et Lamballe, le pays de Léon, les villages voisins de Brest et de Lesneven, Musillac, Ambon, Noyal, Theix, Questembert, Mordelles, Le Bignan, Montfort, Dinan, Bécherel, Fleurigné, Janzé, et plusieurs autres localités; Châteaubriant, Champtocéaux, Le Croisic, Guérande, Blain, Couëron et Ancenis obéissent à cette impulsion qui ne leur a pas été communiquée.

C'est la plus expressive manifestation de l'esprit public qui règne dans l'Ouest. Les révolutionnaires n'en tiennent aucun compte.

Ici nous n'avons voulu que sommairement indiquer les événements de Bretagne. Le troisième volume de cette histoire les racontera en détail. Nous revenons à ceux dont, à cette même époque, la Vendée était le centre.

A Machecoul, les habitants indisciplinés des marais et de cette partie du Bocage sentent le besoin, pour se placer à la hauteur des exploits inespérés de leurs nouveaux frères d'armes, de se choisir un chef plus habile que ceux dont jusqu'à présent ils ont assez mal suivi les ordres. Ils se rendent auprès du chevalier de Charette, vivant dans sa terre de Fonte-Clause. Charette refuse deux fois de se mettre à leur tête. Ils reviennent une troisième. Lassés de ces refus dont leur rudesse ne peut apprécier les motifs, ils menacent Charette de le tuer sur place s'il n'obtempère à leurs vœux. « Eh bien! s'écrie le nouveau général, vous m'y forcez, je marche à votre tête, mais je fais fusiller sur-le-champ le premier qui me désobéira. »

Cela se passait le 18 mars. Le 19, ce rassemblement entre dans Machecoul. Les divisions déjà formées de Bouin, de Saint-Mesme, de La Garnache, de Saint-Philibert, de Challans et de Falleron se réunissent à lui. A Vieille-Vigne, à Légé, d'autres rassemblements obéissent à Vrignaud. L'Ouest entier se mêle à cette insurrection, dont le recrutement est le signal; l'Ouest

a déjà obtenu plus d'un succès contre les Bleus, succès sans portée encore, il est vrai, mais pleins d'avenir. Les royalistes n'ont vaincu que des gardes nationales dont la plupart marchaient contre eux avec répugnance. Pour réprimer de pareilles émeutes populaires, ces gardes nationales n'ont, il faut en convenir, aucune des qualités qui constituent les bonnes armées. Elles sont en face d'un ennemi soutenu par l'esprit religieux dont il est animé, ce qui lui donne une incontestable supériorité morale. Les uns n'ont que de la haine, l'autre a une foi pleine de vie. Les gardes nationaux voient chaque jour les magistrats, citoyens de leurs villes, prendre la fuite et se cacher. On les traîne au combat, eux qui n'osent regarder en face l'ennemi qui s'avance, et ils fuient sans tenir compte de l'enthousiasme que la Révolution a voulu leur inspirer. Cette lâcheté donnait une nouvelle ardeur aux paysans; cependant, si, dès le principe, ces attroupelements eussent été placés en présence des soldats de la ligne. peut-être les difficultés se seraient-elles offertes plus ardues. Mais la Convention, qui a besoin de toutes ses armées sur les frontières ou à Paris, n'a pas osé dégarnir ses camps et ses places fortes. Il n'y a dans l'Ouest qu'à peu près 36 000 hommes en état d'entrer en campagne. Ces 36 000 hommes répartis dans les 12^e et 13^e divisions militaires, sont formés des 4^e, 60^e, 9^e, 84^e, 109^e, 110^e, 77^e, 44^e, 32^e, 41^e, 36^e, 92^e, 39^e régiments d'infanterie, de quatre régiments de cavalerie, d'un grand nombre de gendarmes et des bataillons de volontaires, étrangers au pays, et de toutes les gardes nationales mobilisées. Le lieutenant-général Verteuil commande la 12^e division. C'est un vieillard qui n'a pas dans la tête ou dans le cœur assez d'énergie révolutionnaire pour prendre les mesures que nécessite la circonstance. Le lieutenant-général Canclaux, major du régiment de Conti cavalerie sous Louis XVI, est à la tête de la 13^e division.

La stupeur que produisirent à Paris les premiers succès de la Vendée fut immense; la Révolution se crut en danger. Les généraux Bourdonnais et Dumouriez avaient souvent fait part de leurs craintes sur un pays dont mieux que personne ils étaient à portée d'apprécier les tendances politiques. Ces craintes

avaient été taxées de chimériques. On avait refusé les renforts qu'ils demandaient en temps de paix pour étouffer la guerre à son origine. La Convention était donc prise au dépourvu; mais, dans sa séance du 23 mars, et sur le rapport de Mallarmé, elle voulut réparer son erreur. Elle mit à la disposition du ministre de l'Intérieur une somme de deux millions pour apaiser les départements de l'Ouest.

La Convention traitait les Vendéens comme les rois qui se faisaient acheter, ou comme les ambitieux qui se condamnaient au silence devant des menaces ou des promesses séductrices. La Convention fut encore vaincue dans ce combat de la loyauté contre la corruption, mais la piété des insurgés lui donna le temps de réparer cette imprudence. Les jours de Pâques arrivaient. Les paysans, confiants dans leurs succès, ne voulurent pas célébrer ces fêtes les armes à la main, loin de leurs églises et de leurs familles. Le 27 mars, jour du Mercredi-Saint, ils se séparèrent comme ils s'étaient réunis. Ce jour-là même, Toussaint Renou, métayer de Soyer, passait sur la route de Chemillé. Il rentrait dans sa paroisse de Beaulieu; il tombe près de Saint-Lambert dans un détachement de la colonne que commande le général Bardou. Toussaint avait la cocarde blanche à son chapeau, un Sacré-Cœur de Jésus sur la poitrine. On veut le désarmer. Il se défend avec une résolution désespérée. Peu à peu, par des prodiges de sang-froid et de courage, il recule, mais toujours tenant en respect les quelques Bleus qui l'attaquent. Bardou est témoin de cette résistance. Toussaint l'aperçoit, il court au général, lui tire un coup de fusil au corps, passe sa baïonnette dans le ventre de l'aide-de-camp; puis, reculant avec plus de rapidité, il essuie une décharge qui ne l'atteint que légèrement, et rentre à sa ferme.

Le 30 mars cependant, jour du Samedi-Saint, les paysans de Saint-Lambert, de la Jumellière et des paroisses voisines apprennent que les Bleus, profitant de leur inaction, ont enlevé dans les campagnes un grand nombre de bœufs, et que le chef de bataillon Ladouce est chargé d'escorter ce convoi avec 600 hommes d'infanterie et de garde nationale. Les royalistes

s'avancent contre lui. Ladouce fuit; et, à 2 heures du soir, les royalistes se portent bravement à l'attaque de Saint-Lambert, où bivouaquaient plus de 1500 soldats. Le combat dura cinq heures. Cadi, qui était à la tête des insurgés, ne crut pas utile de pousser plus loin sa victoire. Il avait repris le convoi de bœufs, et sachant que Perrée et Hubert, administrateurs du département, s'étaient mis en mouvement pour aller chercher des renforts, il ne voulut pas compromettre son succès; il ordonna donc à ses gars de s'égailler.

Cet ajournement des fêtes de Pâques était un coup de salut pour les républicains, que la levée de boucliers prenait au dépourvu. Ils le mettent à profit.

Les Conseils généraux de Maine-et-Loire, de la Loire-Inférieure, des Deux-Sèvres et de la Vendée rendent des décrets dont celui d'Angers, que nous reproduisons, offre le texte le plus éloquent. Dieusie, président, et Barbot, secrétaire de ce conseil, publient l'arrêt suivant. C'est, comme on peut le voir à la première lecture, le désespoir qui cherche à donner du courage à la faiblesse.

« Le Conseil général, affligé des propositions de plusieurs de ses frères d'armes qui sollicitent leur retour dans leurs foyers, arrête que le citoyen Gauvilliers, commandant de la force armée sur la rive droite de la Loire, fera assembler ses frères d'armes et leur fera sentir la nécessité d'exécuter les plans concertés pour la destruction entière des Brigands. »

A la suite de cet ordre, les Conseils généraux appellent des villes voisines les troupes qui y sont cantonnées. Ces troupes parcourent le Bocage dans toutes les directions. Il n'y a plus trace de révolte, pas même vestige des triomphes remportés la veille. Le pays est calme. Mais immédiatement après que chaque laboureur eut accompli dans sa paroisse les devoirs imposés aux chrétiens à cette grande solennité de Pâques, Cathelineau et Stofflet se remettent à la tête de leurs volontaires, dont le nombre grossissait à chaque heure.

Cathelineau a déjà la mort d'un de ses jeunes frères à venger. Joseph Cathelineau, âgé de vingt et un ans, a été pris et traduit

à Angers devant une Commission militaire, formée par Viot, adjudant-général de la garde nationale. Les citoyens Despugeols, Létourneau et Léger la composent. Beugnet a offert d'exercer gratis les fonctions de secrétaire de ce tribunal de sang ; et, établi le 27 mars, il condamne à mort le même jour « Joseph Cathelineau, maçon du Pin-en-Mauges, l'un des contre-révolutionnaires qui ont pillé Chalonnes. » Ainsi s'exprime le jugement.

Son frère aîné et Stofflet ont repris les armes ; mais alors, ne s'avouant pas encore leur puissance ou ne voulant point assumer sur leurs têtes la responsabilité morale d'une pareille entreprise, ils résolurent de donner pour chefs à leur naissante armée les gentilshommes aimés de ces contrées.

C'est ainsi que d'Elbée, Bonchamps et Dommaigné, ancien capitaine de carabiniers, furent tirés des habitations où ils vivaient dans la retraite la plus absolue pour être investis du commandement. Cathelineau avait dit plus d'une fois : « C'est aux nobles à nous guider. Nous sommes aussi braves qu'eux, mais ils entendent mieux que nous l'art de la guerre. » Et avec une modestie pleine de loyauté, il fut le premier à donner l'exemple d'une obéissance qui ne lui coûtait aucun sacrifice d'amour-propre. Cette abnégation des moteurs de l'insurrection fut accueillie avec transport par les royalistes. Elle produisit sur l'esprit des nobles un excellent effet. Ils sentirent qu'il y avait quelque chose de profondément dévoué dans cette démarche, utilisant leur bonne volonté et les plaçant à la tête d'un mouvement qu'ils n'avaient pu réaliser, mais dont aujourd'hui la direction presque absolue leur était confiée. Ils se prêtèrent donc avec un louable sentiment de fraternité à l'enthousiasme vendéen. Tour à tour, chefs ou soldats, on les vit commander ou obéir sans vouloir tenir compte de la naissance, de l'éducation ou de la fortune.

Pendant les jours qui précédèrent et suivirent la fête de Pâques, les esprits, en Vendée, avaient été travaillés par ces révoltes aussi rapides que la foudre. Elles éclataient de tous les côtés à la fois avec une spontanéité ne laissant plus l'apparence d'un doute aux idées anarchiques sur leurs affreuses conséquences. Et ce n'était

point la victoire que ces révoltes semblaient ambitionner : c'était le combat, le combat contre la Révolution. La manifestation de ce sentiment se révèle jusqu'à l'évidence dans tous les actes. Les insurgés de l'Anjou et du Haut-Poitou ont, pour célébrer la Pâque en famille et à l'autel de leur paroisse, renoncé à leurs incompréhensibles succès. Le vieux Joly sait cette résolution que sa politique et son caractère, peu d'accord avec les convenances religieuses, ne lui permettent pas de partager. Il est soldat, et, comme il le répétait souvent, il croit que « lorsque le vin est tiré, il faut le boire. » Le 24 mars, il s'est approché de la ville des Sables-d'Olonne, afin de reconnaître cette place, dont les Bleus ont fait un arsenal et un camp. Le général Foucault qui y commande a, dans une sortie, repoussé Joly; mais le chirurgien de Machecoul n'était pas homme à renoncer à ses projets après une première tentative. Le 27 mars, le jour même où l'armée catholique se dispersait, il reparait en force sous la ville. Au nom de Louis XVII, dont il se proclame un des généraux, Joly somme les habitants de se rendre. Foucault et le conventionnel Gaudin renvoient sans réponse le parlementaire royaliste. L'affaire s'engage. Joly a partagé sa division en deux colonnes. Il avance bravement sous le feu de l'artillerie qui, du haut des remparts, ne se ralentit jamais. Il y avait de l'héroïsme ou de l'imprudence à venir, sans science militaire, sans canons, s'exposer ainsi en rase campagne contre un ennemi protégé par des retranchements.

Les Vendéens crurent à l'imprudence; et quand la nuit couvrit leur marche, ils se retirèrent. Le lendemain, le conventionnel Niou, instruit de la situation critique des Sables, que Joly bloquait par terre, fait embarquer à La Rochelle de nouveaux renforts. Les paysans en apprennent l'arrivée dans le port. Le 28, pourtant, ils reviennent à la charge. Savin est accouru au secours de ses frères d'armes. De concert avec Joly, qui, pendant la nuit, s'est procuré quatre pièces d'artillerie, ils s'emparent des villages environnants, et ils établissent leur batterie à 300 toises de la place, à la jonction des routes de Nantes et de Beauvoir. Joly, à la tête de sa cavalerie, chasse devant lui les avant-postes; et le

29 mars, à 4 heures du matin, il tire à boulets rouges sur la ville. Mais posséder des canons n'était pas assez; il fallait savoir les pointer, et c'est ce que les insurgés ignoraient. Les boulets mal chauffés, mal lancés par des canonniers inexpérimentés, ne produisaient que du bruit. Foucault et Gaudin veulent profiter de cette inhabileté. Ils tentent une sortie. Joly et Savin étaient dans l'impossibilité de prendre la ville; mais corps à corps ils se sentaient de force à lutter contre les républicains. Les chances devinrent donc plus égales. On combattit pendant six heures avec acharnement, et Foucault donna enfin à ses soldats l'ordre de rentrer dans la place.

Pour tâcher de concilier au nouvel ordre de choses les affections, ou tout au moins l'indifférence des masses, plusieurs autorités de l'Ouest rédigèrent une *adresse aux habitants des campagnes*, qui, d'abord répandue dans le Morbihan, fut ensuite distribuée à profusion à toutes les paroisses. Cette proclamation hypocrite, signée dans chaque district par les autorités, est une des pièces qui font le mieux juger de la situation des esprits.

« Frères égarés, y lit-on, quelle erreur est la vôtre! Vous vous révoltez dans la crainte de tirer à la milice, comme si nous eussions voulu vous y soumettre; tandis que la loi vous autorisait à délibérer paisiblement sur la manière de faire la levée de vos hommes. Excités par des agitateurs, vous êtes les instruments aveugles de leur méchanceté; c'est à dessein de vous tromper, en vous expliquant mal la loi, qu'ils vous font entendre que l'exécution n'en est pas possible. Il ne s'agit pas de quitter vos foyers pour aller combattre sur une frontière éloignée : les hommes que l'on nous demande à tous ne doivent servir qu'à défendre nos côtes contre les ennemis, qui, vous le savez bien, viendraient pour tout saccager. Si nos intérêts sont communs, nos efforts ne doivent-ils pas l'être aussi? Comment a-t-on pu vous porter à prendre les armes les uns contre les autres en vous disant de ne pas les porter contre vos ennemis? Comment ne voyez-vous pas qu'on vous a déjà tué plus d'hommes que vous n'en auriez perdu en vous battant contre eux?

» Après tout, il faudra bien que vous vous défendiez de leur

attaque si vous n'aimez mieux voir égorger vos femmes, vos enfants, emmener vos bestiaux, piller vos meubles et brûler vos maisons. S'ils étaient les plus forts, croyez-vous qu'ils vous épargneraient plus que les autres et qu'ils ne frapperaient pas également sur tous ?

» Désabusez-vous donc, il en est temps encore ; si vous croyiez avoir des plaintes à faire, il fallait les porter devant vos administrateurs, comme vous l'aviez fait jusqu'à présent. Ont-ils jamais refusé de les entendre ? Vous souvient-il qu'ils aient jamais mal agi avec vous ? Cette fois-ci, il en aurait été tout de même : ils eussent pris, sur vos demandes, les moyens de tout arranger ; ils auraient écrit à la Convention nationale, qui sans doute aurait eu égard à nos représentations. Cela peut se faire, et nous vous l'offrons ; mais il faut mettre bas les armes et cesser de suivre les chefs qui vous égarent. Nous savons que plusieurs d'entre vous ne sont là que par force et contre le cri de leur conscience, qu'ils ont été menacés de perdre la vie ; nous connaissons ceux-là, nous connaissons les autres. Rentrez tous dans vos foyers, faites-nous ensuite parvenir vos plaintes, envoyez-nous vos députés, et il ne dépendra pas de nous qu'ils ne vous reportent des réponses satisfaisantes ; mais, si vous persistez dans votre révolte, vous deviendrez responsables de tout le sang qui sera versé.

» Tôt ou tard il vous faudra céder. Vous regretterez alors, mais en vain, les propositions de paix et de fraternité que nous vous faisons aujourd'hui. Il ne vous restera plus que la cruelle perspective des peines prononcées par la loi. »

A cette proclamation, qui menaçait encore, tout en essayant de cacher la terreur sous le voile d'une feinte conciliation, les *frères égarés* répondirent par le manifeste suivant, qui, imprimé en regard de l'adresse patriotique, devint pour les provinces de l'Ouest une éloquente protestation contre les empiétements révolutionnaires : « Nous ne sommes point armés pour nous entre-détruire les uns les autres, répliquaient les Vendéens, mais bien pour résister à l'oppression et pour faire entendre nos justes plaintes, qui, quoi que vous en disiez, ont été trop souvent rejetées.

» Aujourd'hui que vous vous dites disposés à les écouter, et même à les faire valoir, nous allons vous les retracer en peu de mots :

» 1° Écartez de nous le fléau de la milice, et laissez aux campagnes des bras qui leur sont nécessaires. Vous nous parlez d'ennemis qui menacent nos foyers. C'est là que nous saurons les repousser s'ils viennent nous attaquer ; c'est là que nous saurons défendre contre eux et contre tous autres nos femmes, nos enfants, nos bestiaux et nos récoltes, ou périr avec eux.

» 2° Rendez à nos vœux les plus ardents nos anciens pasteurs, ceux qui furent dans tous les temps nos bienfaiteurs et nos amis, qui partagent nos peines et nos maux, nous aident à les supporter par de pieuses instructions et par leur exemple. Rendez-nous, avec eux, le libre exercice d'une religion qui fut celle de nos pères, et pour le maintien de laquelle nous saurons verser jusqu'à la dernière goutte de notre sang.

» Telles sont nos principales demandes. Nous y joignons notre vœu pour le rétablissement de la royauté, ne pouvant vivre sous un gouvernement républicain qui ne présente à nos esprits que des idées de division, de troubles et de guerre.

» Vous nous parlez de chefs qui nous égarent. Nous ne reconnaissons de *chefs* que l'amour de notre sainte religion, de la justice et d'une sage liberté. Nous sommes tous unis pour la même cause. Nous marchons tous au même but. Nous sommes tous animés du même esprit.

» Vous venez d'entendre nos demandes. Elles sont trop justes pour que nous puissions jamais nous en départir. Accordez-les, et dès ce moment, nous acceptons vos propositions de paix et de fraternité. »

Afin de réfuter d'avance des arguments aussi pleins de modération que de bon sens, la Convention avait rendu son décret du 18 mars. Ce décret, envoyé le 2 avril à toutes les autorités administratives de l'Ouest, portait :

« La Convention arrête que, huit jours après la publication du présent décret, tout citoyen est tenu de dénoncer et arrêter les émigrés, ses père et mère, et les prêtres dans le cas de

déportation, qu'il saura être sur le territoire de la République.

» Les émigrés et les prêtres qui sont dans ce cas seront conduits dans la prison du district, jugés par un jury militaire, et punis de mort dans les vingt-quatre heures. »

Le 19 mars, la même assemblée en avait publié un autre dont le deuxième article est ainsi conçu :

« Les citoyens pris les armes à la main seront livrés dans les vingt-quatre heures à l'exécuteur des jugements criminels, et mis à mort après que le fait aura été reconnu et déclaré constant par une Commission militaire de cinq membres, formée par les officiers des divisions employées contre les révoltés. »

Les représentants du peuple, Fouché et Billaud-Vareannes, furent chargés de parcourir l'Ouest pour accélérer les mesures que prenait la Convention ; ils y arrivèrent. Un décret du 6 avril 1793 avait, sous le coup de la défaite de Nerwinde et de la défection de Dumouriez, créé cet aréopage aussi sanginaire que terrible par son énergie, et qui cacha ses forfaits et son enthousiasme révolutionnaire sous le nom de *Comité de Salut public*. Les Jacobins l'avaient institué, et il régnait par la concentration de tous les pouvoirs. Neuf membres entrèrent dans sa première formation. Ce furent : Barère, Delmas, Cambon, Jean Debry, Guyton-Morveau, Treilhard et Lacroix. Ce Comité donna de nouveaux ordres à Fouché et à Billaud-Vareannes. Leur mission était cruelle, ils la rendirent implacable ; mais leurs attentats contre les personnes produisirent un effet tout opposé à celui qu'ils en attendaient. Les fêtes de Pâques terminées, ce ne furent plus des insurrections partielles qui dominèrent le pays. La Vendée militaire se trouva sous les armes : la Vendée s'était donné des chefs, elle allait combattre.

Le général Berruyer remplaçait, dans le commandement de l'armée républicaine, Ligonier, tour à tour vaincu avec Marcé par Cathelineau, par Stofflet, par Bonchamps. Marcé était un vieux général qui avait quarante-huit ans de service, et qui combattait avec ses trois fils ; il fut soupçonné de s'être laissé vaincre. La nation n'admettait pas que, parmi ses citoyens les plus exaltés, il pût se rencontrer des lâches. La Révolution glo-

rifait toujours son peuple. Marcé se vit accusé, convaincu par conséquent d'avoir, les 15 et 19 mars, participé à des manœuvres tendant à favoriser les projets de la Vendée. La victoire ou la mort était le cri de guerre des clubs. Le vieux général n'avait pu vaincre, puisque ses soldats l'avaient abandonné sur le terrain. On le conserva pour l'échafaud, et, le 29 janvier 1794, il y monta.

La Convention avait voulu en finir avec la Vendée. Pressée de tous les côtés à la fois, ayant sur la frontière l'Europe à combattre, et à l'intérieur une insurrection menaçante, la Convention avait pris un grand parti. L'armée de réserve qui était destinée à couvrir Paris recevait ordre de marcher sur le Bocage : Berruyer la commandait, ayant sous lui comme généraux de brigade Duhoux et Alexandre Berthier. Ce n'était pas assez de ce puissant renfort pour calmer les terreurs de la Révolution. Ne pouvant être juste, elle se faisait violente ; elle lâchait sur les provinces de l'Ouest les bataillons qui s'intitulaient les *vainqueurs de la Bastille*, et qui, dans l'éducation des clubs, avaient puisé les principes du pillage.

Ces vainqueurs, troupe indisciplinée, mais pleine de cette bravoure qui affronte en aveugle tous les dangers, accouraient en Vendée faire leurs premières armes. Avec de pareilles dispositions, ce n'était peut-être pas là qu'il fallait envoyer des enfants perdus, dont Paris révolutionnaire pouvait bien s'enorgueillir, mais que la France libre flétrissait. Leur premier combat ne fut pas heureux. 500 des vainqueurs de la Bastille, chassés de Coron par les femmes et par les habitants, avaient pris position sur une hauteur proche de Vihiers. Jean Brunet est à la tête de 40 hommes qu'il conduit au rassemblement général. Il aperçoit les Bleus ; il traverse un champ de genêts et se porte bravement à l'attaque. Il est blessé ; sa blessure ne le rend que plus ardent ; de 8 coups de fusil il abat 8 soldats. Le bras tout en sang, il se retire vers sa troupe qui n'a pas osé le suivre. Des reproches tombent de sa bouche ; il encourage ses paysans, les pousse sur cette troupe neuf fois plus nombreuse que la sienne, et, après un combat de quelques minutes, il met en déroute les républicains.

Cependant, Berruyer a fait toutes ses dispositions, a échelonné les troupes nombreuses que les fêtes lui ont permis de rassembler. Auguis et Carra, représentants du peuple en mission auprès de son armée, ne lui laissent pas le temps d'achever ses dispositions. Ils ordonnent au général d'agir à l'instant même. Carra, un échappé des galères, que la Révolution improvisa journaliste et grand citoyen, veut commander à la victoire. Il ordonne à Berruyer de toujours marcher en avant; et sur 5 colonnes dirigées par Quétineau, Ligonnier, Boulard, Esprit Baudry et Duhoux, ce dernier pénètre dans le Bocage.

Le 11 avril 1793, Cathelineau, d'Elbée et Stofflet sont en route pour Chemillé; c'était leur première bataille en règle.

La Révolution, qui craignait de ne pouvoir vaincre cet enthousiasme, essaya d'en triompher par la trahison. C'est la seule que nous trouverons au compte d'un Vendéen.

Bruno, appelé *Six-Sous* dans le pays, à cause de sa pauvreté, avait longtemps servi dans l'artillerie. Ce fut lui que Cathelineau chargea du soin de diriger les canons déjà pris aux Bleus. A peine eut-il à sa disposition cette artillerie, qu'on le vit faire des dépenses inusitées et parler de sa future fortune avec une assurance qui excita les soupçons. On le surveilla; et à Saint-Lambert-du-Latay, on acquit la preuve que Six-Sous était vendu aux Bleus. Pendant la nuit qui précéda le combat de Chemillé, Six-Sous décharge les pièces de canon et les recharge avec du sable et de la terre. Un volontaire qui s'était engagé à épier tous ses mouvements l'aperçoit, le saisit, le traîne devant les chefs. La trahison est constatée, on en prévient les effets; et quand les républicains, le matin, se mirent en ligne devant l'adversaire que leur mitraille et leurs boulets devaient emporter sans vengeance, ils purent juger que la perfidie de Six-Sous était découverte. Le traître fut fusillé par derrière; il mourut comme un lâche, en demandant la vie à tous les officiers. On trouva sur lui de l'or et plusieurs centaines d'assignats. Le tout fut jeté dans la rivière du Layon.

Berruyer avait ordonné aux généraux Ligonnier et Dayat de s'avancer vers Vezins et Coron. Ils devaient seconder son attaque



LE M^{rs} DE BONCHAMPS

(D'après un tableau du musée de Versailles.)

sur Chemillé et la Jumellière. Quélineau, avec sa brigade, était chargé de s'emparer du bourg des Aubiers. La Jumellière fut enlevée par la colonne du général Duhoux qui ne rencontra aucune résistance, mais il n'en fut pas ainsi de Chemillé, dont les Blancs avaient fait le point central de leurs opérations.

A la vue de l'ennemi, Cathelineau, Stofflet, d'Elbée et Tonnelet s'élancent pour donner un exemple dont ils sentent que l'inexpérience de leurs soldats peut avoir besoin. Ce premier choc est terrible. Les gardes nationales sont saisies de frayeur. Elles lâchent pied ou, insensibles aux prières et aux menaces des généraux et des conventionnels, elles se couchent par terre en présence de ces volontaires qui, peuple comme elle, courent si bravement au feu. Les gardes nationaux avaient compté sur la trahison de Six-Sous; mais intimidés par la rapidité d'une tactique qui leur est inconnue, et, aux morts qui tombent à côté d'eux, s'apercevant que l'artillerie n'est plus chargée à sable, ils portent le désordre dans les rangs de leur armée. Berruyer, surpris, se décide à se retirer jusqu'au moment où Duhoux, qui doit faire sa jonction après la prise de la Jumellière, sera arrivé, Cathelineau met à profit ce mouvement rétrograde dont la cause première est sous les yeux mêmes des paysans. On se battait déjà depuis six heures, et d'Elbée, Stofflet et leurs troupes ne voulaient pas abandonner un triomphe qui leur était si disputé. Les Vendéens se ruent encore sur l'armée révolutionnaire. Elle est de nouveau forcée de reculer. La colonne de Duhoux se présente sur le terrain. Berruyer alors met l'épée à la main, se place en avant de la 35^e légion de gendarmerie, que Rossignol commandait, et il la conduit, sous un feu meurtrier, à l'attaque des retranchements improvisés par les royalistes.

Cette légion est formée de ci-devant gardes-françaises. Elle marche avec ensemble au combat, mais pris à dos, dans le flanc et en tête, les gendarmes ne peuvent résister à l'impétuosité vendéenne. Noël et Marchand, officiers supérieurs de la 35^e, tombent morts. L'adjutant général Mangin est frappé comme eux. Duhoux se voit blessé à la tête de sa colonne. Cependant, Berruyer résiste toujours. La colonne de Duhoux va se débander.

Il la rallie et revient à la charge. En ce moment la position des insurgés n'était plus tenable. Les cartouches et les munitions leur manquaient; d'Elbée même commençait à perdre du terrain, lorsque les prisonniers républicains, faits dans les précédentes rencontres, et, pendant le combat, jetés sur une des ailes de l'armée royale, s'aperçoivent de la confusion qui règne au milieu des rangs de la Vendée. Par un mouvement spontané, ils s'ébranlent; mais liés les uns aux autres par des cordes, ils sont obligés de conserver dans leur fuite un ordre plus régulier que celui adopté par les paysans. Dans l'obscurité de la nuit, Berruyer ne peut les reconnaître: il s'imagine que c'est une colonne tenue en réserve pour décider l'affaire et qui s'avance ainsi dans le dessein de le charger à la baïonnette.

L'erreur du général est partagée par ses soldats qui lâchent pied; pourtant, la 35^e ne veut pas si promptement céder le champ de bataille. D'Elbée a compris la terreur panique des républicains; il la met à profit et pousse les Blancs contre la 35^e légion. Les royalistes sont encore vainqueurs, mais Perdriau et Gaudin, de la métairie de la Chaperonnière, tous deux amis de Cathelineau, tombent mortellement blessés dans cette charge. Matthieu Sinan, qui plus tard succéda au brave Pohu dans le commandement des gars de la Poitevinière, voit Cathelineau entouré de Bleus levant déjà leurs sabres sur la tête du futur généralissime de la Vendée; Sinan se précipite sur les soldats. Il les écarte ou les tue à coups de baïonnette. D'autres paysans accourent, et Cathelineau est sauvé. Ce fut en ce moment que Berruyer, perdant toute espérance de soutenir plus longtemps un combat qui avait duré neuf heures, prit le parti de la retraite. Les Vendéens le poursuivirent jusque sous Saint-Lambert (1).

(1) M. l'abbé Deniau (t. 1^{er}, p. 403-440) raconte, d'après les récits de quelques survivants, les émouvantes péripéties du *grand choc de Chemillé*. Dans une note qu'il se proposait d'insérer dans une seconde édition, il ajoute cet intéressant épisode tout à la gloire de d'Elbée :

• Un trait d'héroïque générosité, qu'on rapproche involontairement du cri sublime de Bonchamps mourant, marqua la fin de cette rude journée. Il nous a été raconté par M. le C^{te} Théodore de Quatrebarbes, qui recueille avec un si filial respect et une si noble sollicitude tout ce qui tient à l'honneur de la Vendée.

• A peine le combat était-il terminé, que d'Elbée, encore tout noir de poudre, alla rendre grâce à Dieu de la victoire remportée. Pendant qu'il était prosterné dans l'église, on vint

Après cette défaite, le général en chef, qui sera bientôt accusé de trahison avec Ligonier, Marcé et Quélineau, coupable seulement de s'être laissé battre par des paysans, adressa à la Convention un rapport circonstancié de tous les événements. Il apprit au Comité de Salut public que ce n'était pas à des hommes lâches ou timides que la Révolution avait affaire. Une pareille révélation pouvait nuire à l'enthousiasme républicain qu'on cherchait à surexciter. Ce rapport fut tenu secret. En voici un passage qui, à part ses calomnieuses exagérations contre les prêtres, est un tableau fidèle du courage des gars de l'Ouest :

« Le fanatisme est à son comble dans ce pays-ci. Les prêtres ont renversé tous les esprits à tel point que les rebelles se battent en désespérés : plus la mort est violente, plus ils se croient méritants. Mourir est pour eux, disent-ils, le commencement du bonheur. Ces misérables abandonnent femmes, enfants, propriétés, tout ce qu'ils ont de plus cher au monde, pour suivre quelques prêtres scélérats qui, le crucifix à la main, leur donnent la bénédiction et leur promettent le ciel. Il est impossible de continuer cette guerre sans troupes aguerries. On s'est imaginé, à Paris, que les troubles de ce pays-ci n'étaient fomentés que par quelques misérables, faciles à détruire ; on s'est extrêmement trompé. La guerre se fait ici comme sur la frontière. »

Berruyer vient de nous apprendre comment se battaient les Vendéens. Le voilà dans le même rapport qui peint le découragement des patriotes, et qui, pour disperser des paysans, ne veut pas mettre en ligne les gardes nationales ; il lui faut des troupes régulières, car les pères de famille, révolutionnaires

lui dire que les soldats se préparaient à égorger les prisonniers républicains. Il se précipite aussitôt vers le lieu où le massacre va s'accomplir et essaye de l'empêcher par quelques mots d'énergique réprobation. On reste sourd à sa voix : « Qu'ils meurent donc, puisque vous le voulez, s'écrie-t-il, mais, avant de châtier, mettez-vous à genoux et prions ! »

« Les paysans vendéens s'inclinent sans résistance et récitent pieusement avec leur chef l'oraison dominicale. Quand ils eurent répété ces paroles : *Pardonnez-nous nos offenses, comme nous pardonnons à ceux qui nous ont offensés*, d'Elbée se relève subitement : « Et maintenant, leur dit-il avec une sainte confiance, qui de vous osera demander la mort des prisonniers ? » Chacun se sentit désarmé ; le désir de la vengeance s'était éteint dans la prière, et les soldats républicains furent épargnés. » *Album vendéen*, ALBERT LEMARCHAND, t. I^{er}, p. 40.

Ce trait a inspiré à M. Emile Grimaud sa belle poésie du *Pater*, publiée dans *les Petits drames vendéens*, 1875. François Coppée y a puisé également l'idée de son drame, *le Pater*, qui remua si profondément le public en 1889. (Voir plus loin, la note des pages 225 et 226.)

ardents au milieu des cités, « ne tiennent pas au feu. » C'est encore le général qui parle.

« Excepté le Corps d'armée que je commande, ce qui, sans doute, est dû au hasard, toutes les autres divisions ont éprouvé de violents échecs. Quétineau est abandonné par ses troupes, Ligonier et Gauvilliers sont dans le même cas; cependant ces trois chefs ont de la capacité et de la valeur. Tous ces revers ne sont dus qu'à la pénurie des troupes de ligne. Les troupes que j'ai ne sont composées que de rassemblements informes de pères de famille qui, à peine arrivés, demandent à s'en retourner chez eux. Il n'est pas d'armée, dit-il encore, aussi mal organisée, aussi mal pourvue que la mienne. Point d'officiers généraux et point d'état-major, pas un seul fusil dans les arsenaux : et cependant, j'ai à combattre l'ennemi le plus dangereux de la République. »

Dans son rapport au ministre de la Guerre, à la date du 12 avril 1793, Berruyer est encore plus explicite. « Au premier moment de l'attaque, dit-il, j'ai eu la douleur de voir la plupart des volontaires s'enfuir lâchement. Il est bien dur pour un vieux militaire de commander à des lâches (1). »

Une victoire aussi bien avérée, même par les généraux ennemis, devait rehausser les espérances des Vendéens, qui, dans leur style imagé, appellent encore cette affaire le *grand choc* de Chemillé. Pourtant, faute de munitions, ils ne purent en profiter.

Les autres colonnes de Berruyer avançaient, tantôt battant, tantôt battues, et Berruyer lui-même reprenait Chemillé. Ce jour-là même, Bonchamps n'était pas aussi heureux. Le 11 avril 1793 il tombait sur la division de Gauvilliers. A 7 heures du matin, Bonchamps ouvrait le feu près du Mesnil; Gauvilliers, dont les forces étaient beaucoup plus considérables que celles de la Ven-

(1) Berruyer (Jean-François) était né à Lyon, en 1737. Engagé volontaire, il fit la guerre de Sept-Ans. Le jour de la mort de Louis XVI, c'est lui qui commandait les troupes sur la place de la Révolution; c'est lui qui commanda à Santerre de faire battre les vingt tambours destinés à étouffer les dernières paroles du roi-martyr. Son rôle en Vendée, et notamment à Saumur où il fut blessé, fut assez nul. Il fut suspendu de ses fonctions et mourut en 1804, commandant de l'Hôtel des Invalides : « C'était, dit Larousse qui n'est pas suspect, un brave soldat, mais un médiocre général. »

dée, résista avec vigueur. Les paysans reculèrent, et les Bleus, après leur avoir pris deux pièces de canon, se portèrent sur Saint-Florent. L'armée vendéenne, encore imparfaitement formée, allait succomber; mais Bonchamps, contre l'avis de d'Elbée, fait naître la pensée de la reporter sur Tiffauges, où l'on pouvait espérer quelque secours des populations. D'Elbée, Bonchamps, Cathelineau et La Bouère étaient enveloppés dans le demi-cercle que formaient autour d'eux Berruyer, Ligonnier, Quétineau et Gauvilliers, maîtres de presque tous les postes. L'armée vendéenne était compromise, et, sans avoir été vaincue, elle cessait enfin de vaincre, ce qui, pour elle, allait devenir la mort. Un immense désastre l'attendait peut-être dans les gorges de la Sèvre, désastre que toute l'intelligence de Bonchamps était inhabile à conjurer, lorsque Henri de La Rochejaquelein apparut comme un libérateur.

Ce jeune homme ne s'est encore montré sur aucun champ de bataille, mais il a grandi avec les périls de la monarchie, dont il a été à Paris l'un des derniers, l'un des plus fidèles soutiens; mais il est beau, enthousiaste, plein de force et de bonté; mais, pour arriver à son château de la Durbelière, où les paysans l'appellent dans les ardeurs de leur impatience, il a couru bien des dangers. Dès que les gars des Échaubroignes, de Saint-Aubin, de Nueil, d'Izernay et des Aubiers, Vendéens que Sparte eût avec orgueil comptés parmi ses enfants, l'ont vu à leur tête, ils n'ont plus douté du succès. Il les a réunis autour de lui, eux dont une première défaite avait rendu les courages incertains; il a accepté leur dévouement, il leur a dit avec le faconisme des grands capitaines :

« Mes amis, si mon père était ici, vous auriez confiance en lui. Pour moi, je ne suis qu'un enfant; mais par mon courage je me montrerai digne de vous commander. Si j'avance, suivez-moi; si je recule, tuez-moi; si je meurs, vengez-moi! »

« C'était parler en héros. » Tel est le seul commentaire de l'empereur Napoléon lorsque, à la page 212 du sixième volume de ses *Mémoires*, il cite cette harangue si bien faite pour être comprise par des Vendéens.

Le jeune volontaire avait héroïquement parlé, il va agir de même. Il court aux Aubiers le 13 avril 1793, se place dans un champ qu'on appelle le *Champ de la Justice*, comme si nos pères avaient eu le don de seconde vue; il aperçoit les républicains de Quétineau et commence le feu à une heure de l'après-midi. Devant ce feu de tirailleurs auquel ils ne sont pas habitués, les soldats se retirent pour prendre position sur une hauteur. Profitant de ce pas rétrograde : « Voici les Bleus qui fuient ! » s'écrie M. Henri, car c'est sous ce nom d'amicale familiarité que le comte Henri de La Rochejaquelein est encore vénéré par les paysans. Cachés derrière les haies, ils s'élancent à sa voix. La Rochejaquelein enlève le cimetière où les ennemis se sont retranchés, s'empare des munitions qu'ils y ont déposées, de deux canons qui les protégeaient, et toute la nuit, sans songer même à faire prendre une heure de repos à ses volontaires, qu'il soutient de son courage, qu'il anime de son exemple, il marche sur Tiffauges, afin de délivrer l'armée de Cathelineau et de Bonchamps dont il connaît la pénible situation.

Un seul jour a suffi à ce jeune homme pour amener de si heureux résultats. Ce jour n'est que l'aurore de ceux encore plus beaux qu'il va faire briller sur la Vendée. L'armée, miraculeusement ravitaillée, reprend l'offensive; elle rentre dans Cholet, dans Chemillé, dans Vihiers; elle bat encore Ligonnier entre Vezins et Coron, Ligonnier toujours brave, mais toujours malheureux, et qui laisse 1000 morts et son parc d'artillerie sur le champ de bataille. Ligonnier se replie sur Doué, et le 20 avril il adresse au ministre de la Guerre un rapport ainsi conçu : « L'ennemi était retranché sur le grand chemin de Cholet. Le colonel Boisard força le retranchement; mais un bois de genêts se trouvant garni de tirailleurs en embuscade, mes volontaires prirent l'épouvante et la fuite en jetant leurs armes. Instruit de la déroute, je me portai au-devant de lui avec les troupes que j'avais à Vezins; mais la déroute était contagieuse. Je fus contraint de me retirer sur Vihiers, et ce matin sur Doué. Presque tous mes volontaires ont, non seulement refusé le service, mais déserté presque en totalité. J'en ai joint une grande partie avant Doué, où j'espère qu'ils se

croiront en sûreté, avec 200 hommes qui me restent du bataillon du Finistère. »

A la nouvelle de cet échec, les villes voisines sont plongées dans la stupeur. A Saumur surtout, la consternation était profonde. Deux compagnies de la garde nationale de cette ville avaient été faites prisonnières, et les clubs annonçaient que les Brigands n'accordaient aucun quartier. En répandant ce bruit, la Révolution espérait rendre odieux les amis de la monarchie, et exciter contre eux les populations. Le 18 avril, les insurgés renvoyaient sans rançon ces deux compagnies qui, en rentrant dans leurs foyers, n'avaient que des louanges pour célébrer la mansuétude et la clémence des Brigands.

Après cette journée du 16 avril, M. Henri et Cathelineau mettent, le 18, le siège devant le manoir de Bois-Groleau, où 160 grenadiers de Saumur et de Montreuil-Bellay se sont renfermés. Leur commandant est Jérémie Tribert, un de ces patriotes que les égarements révolutionnaires n'épargnent pas plus que les royalistes, car il est des temps où, dans les partis, l'honneur et l'humanité sont des crimes. Tribert ne s'est rendu qu'à la dernière extrémité. Les Vendéens savent qu'il voulait mourir en combattant. Au moment où il présente son épée à La Rochejaquelein : « Gardez, Monsieur, lui dit ce dernier, les armes dont vous vous êtes servi avec tant de courage. » Le commandant républicain s'assoit pour dîner à la table des généraux. Les prisonniers faits dans le château sont traités avec bonté, cependant, peu de jours auparavant, les Vendéens, maîtres de plus d'une position importante, avaient envoyé à Saumur deux parlementaires pour prévenir les malheurs d'une résistance désormais inutile de la part des détachements isolés. Ces parlementaires avaient été tués. C'étaient un propriétaire nommé Moricet et Duchesne, marchand forain comme Cathelineau. Tous deux révévés dans le pays pour leurs vertus, ils étaient restés étrangers à l'insurrection, ne se rangeant ni sous le drapeau royaliste ni sous l'étendard républicain. Ils n'avaient accepté cette mission que par un sentiment d'humanité. Ils arrivèrent à Saumur un jour de marché. A la nouvelle que deux Brigands

sont dans la ville, le peuple se porte à leur rencontre, il les saisit, et, après leur avoir fait endurer les plus horribles tortures, il les massacre sur la place de la Bilange. C'était en traçant une pareille ligne de démarcation entre les deux camps que les Vendéens marchaient au combat.

Pendant ce temps, Gauvilliers et Charleri, ayant sous leurs ordres les vainqueurs de la Bastille, mettaient au pillage et brûlaient les châteaux du Coudray, de la Fougereuse, de Montaut et de la Baronnière.

Les chaumières n'étaient pas exceptées de ce sac qui se renouvelait à chaque heure. Dans les *Affiches d'Angers, Moniteur du département*, on lit, à la date du 18 avril 1793, un document qui ne laisse aucun doute sur cette déplorable manière de commencer la guerre. C'est le général Berruyer qui écrit aux administrateurs de Maine-et-Loire : « Vous avez parfaitement fait, citoyens, leur dit-il, de faire arrêter les voitures chargées des déprédations et des vols commis par les soldats de l'armée. Je vous prie de mettre la plus grande vigilance à la fouille de celles qui passeront à l'avenir. J'écris au commandant des Ponts-de-Cé, pour lui donner l'ordre de seconder vos vues et les miennes. Je travaille dans ce moment à un code pénal auquel je tiendrai scrupuleusement, et dans lequel les voleurs ne seront pas ménagés.

» Vous voudrez bien donner les ordres au commandant des Ponts-de-Cé de fouiller les paquets volumineux dont les soldats pourront être chargés. »

Bonchamps était le propriétaire du château de la Baronnière. A la nouvelle de cet incendie, ses volontaires demandent à attaquer les Bleus. « Je vous remercie, répond le général, des preuves de votre attachement ; mais je ne dois pas souffrir qu'une goutte de sang vendéen coule pour la défense de mes propriétés. » Les volontaires ne continrent pas longtemps leur vengeance. Le 24 avril, les divisions de d'Elbée, de Cathelineau, de Stofflet, de Bonchamps et de Bérard, qui, avec celle de La Rochejaquelein, étaient déjà appelées la Grande Armée d'Anjou et du Haut-Poitou, joignent à Beaupréau cette colonne de Gauvilliers, qui vient de

promener l'incendie dans les campagnes. Gauvilliers, ancien inspecteur des domaines et commandant de la garde nationale d'Angers, est en face des royalistes dont les chaumières fument encore. Il y a de l'exaspération dans leurs rangs, de l'exaspération aussi parmi les Bleus. Ils ont déjà bien des revers à réparer, et la Convention leur reproche leur inertie.

Les paysans n'ont pas tous des armes. Ils se précipitent cependant sur les canons et sur les baïonnettes. Gauvilliers recule; car — et il faut bien le répéter pour faire comprendre cette guerre, — dans le principe, la fraction du peuple amie de la Révolution ne savait pas ou ne voulait pas se battre. Mais les vainqueurs de la Bastille tiennent bon. Ils sont massacrés sur place, près de la chapelle du Genêt. L'infanterie abandonne ses lignes; mais les canonniers d'Eure-et-Loir se font tuer sur leurs pièces. L'armée est en déroute; mais une compagnie de la garde nationale de Luynes ne prend pas la fuite, comme son général, et elle meurt sous les armes.

Cette victoire, la plus décisive encore de toutes celles de la Vendée, et qui avait été la plus disputée, ne s'arrête point là. Henri de La Rochejaquelein se met à la poursuite de l'armée de Gauvilliers; il l'atteint, la culbute encore, et ne lui accorde un peu de répit que lorsqu'il la voit sur le point de repasser la Loire. Gauvilliers était en fuite. Ce jour-là même il arrivait dans la ville de Varades, et il écrivait à Angers: « Le plus alarmant de cette déroute, c'est d'abord que quatre à cinq pièces de canon sont tombées au pouvoir des insurgés, avec plusieurs blessés et morts, et que le reste de l'armée est dans un état de discipline alarmant. »

C'est alors que La Rochejaquelein se rappelle que Lescure, sa famille et Marigny sont restés au château de Clisson, près de Bressuire, gardés à vue, prisonniers, peut-être même menacés dans leur existence. Il se rappelle surtout la promesse qu'il leur fit, au moment de son départ de Clisson, lorsqu'un paysan nommé Morin, adressé à M. Henri par sa tante, M^{lle} de La Rochejaquelein, leur apprenait que Châtillon venait de tomber au pouvoir des royalistes.

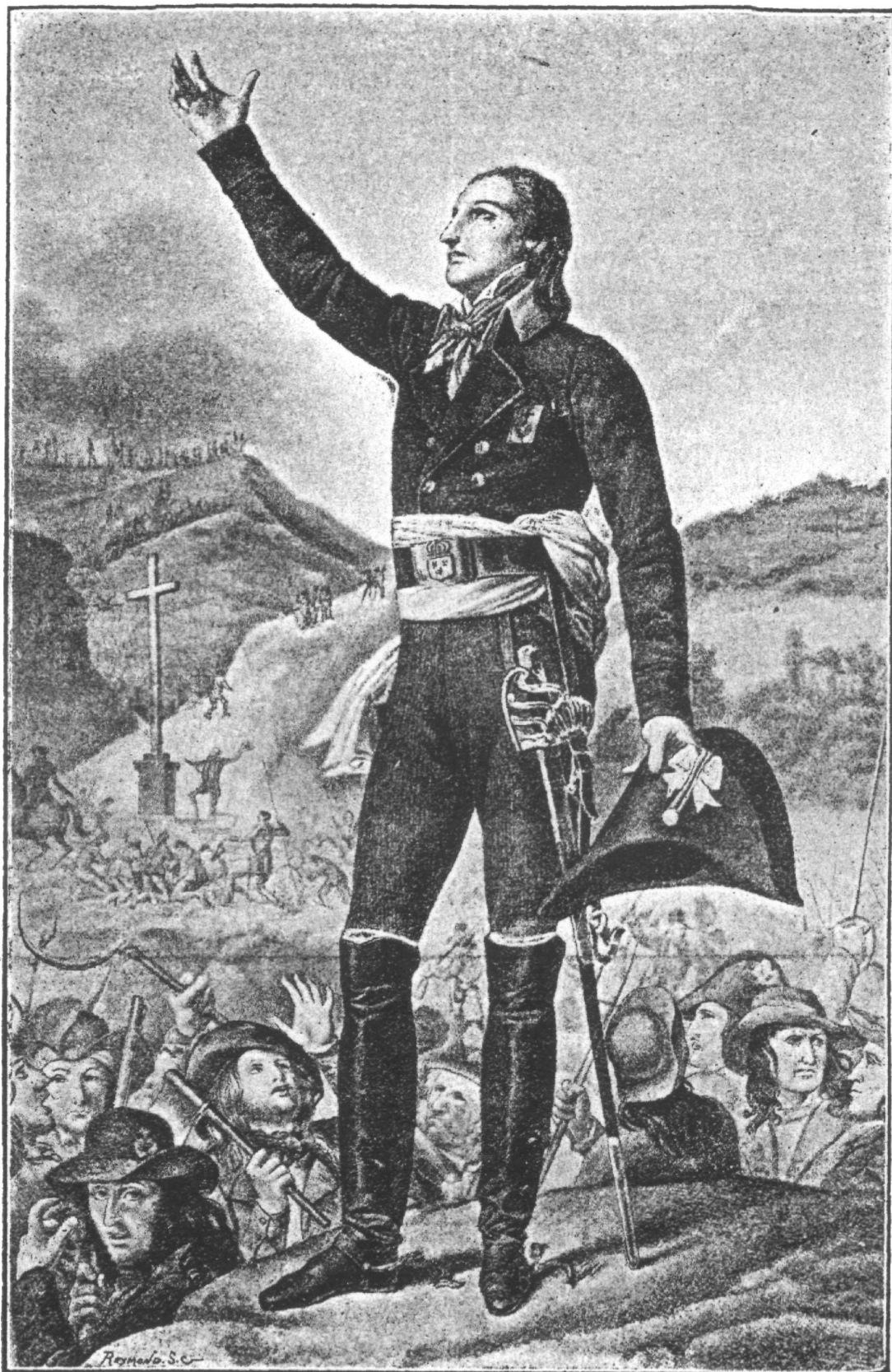
Au milieu de son récit, ce paysan s'aperçut que La Rochejaquelein tressaillait, emporté par une pensée de glorieuse émulation. Il se retourna vivement : « Monsieur, lui dit-il, est-il bien vrai que vous irez dimanche tirer à la milice à Boismé? C'est-il bien possible, pendant que vos paysans se battent pour ne pas être soldats de la République? Venez avec nous, monsieur Henri, tout le pays vous désire et vous obéira. » Heureux de répondre à un appel depuis longtemps attendu, La Rochejaquelein se lève et s'écrie : « Je te suis, mon ami. »

Plusieurs témoins de cette scène se pressent autour de M. Henri. On lui objecte que son départ va compromettre Lescure et sa famille. Henri chancelle dans sa résolution. Lescure lui dit alors : « L'honneur et ton opinion te font prendre le parti de combattre pour le roi. Suis ton dessein. La crainte d'être mis en prison ne me portera pas à t'empêcher de faire ton devoir. — Eh bien! je reviendrai te délivrer, » s'écrie La Rochejaquelein en le pressant sur son cœur.

Le 2 mai, il tenait sa promesse; le 2 mai, il attaquait la ville d'Argenton-Château, il la prenait d'assaut, faisait grâce de la vie à la garnison qui, par le droit de la guerre et par celui des représailles, devait être passée au fil de l'épée. Le même jour, il se présentait à Clisson, et la Vendée comptait trois généraux de plus, Donnissan, Lescure et Marigny.

A l'approche des Vendéens qui, au nombre de 25 000 hommes, s'avancent vers Bressuire, le général Quétineau, dont le bonheur n'égale pas l'honnêteté, abandonne cette ville. Il s'est retiré à Thouars, recueillant sur sa route les débris des Marseillais et de toutes les divisions dispersées. Quelques jours auparavant, les Marseillais, à peine arrivés dans le Bocage, s'étaient portés à de coupables excès.

Onze paysans, surpris dans leurs lits et soupçonnés d'avoir des intelligences avec ceux que la Convention appelait des rebelles, furent arrêtés et jetés dans les prisons. Les Marseillais exigent leur mort. Le général Quétineau et les autorités civiles de Bressuire veulent s'opposer à un massacre dont ils prévoient les tristes résultats sur l'esprit des populations. Cette troupe



LE M^{RS} DE LESCURE (*Le saint du Poitou.*)

D'après un tableau appartenant à M. le M^{re} de La Rochejaquelein.)

indisciplinée ne tient aucun compte d'une sage résistance; elle traîne hors de la ville ces malheureux. Quétineau et le maire de Bressuire essayent encore de défendre les victimes. On les force à s'éloigner en les menaçant; puis, aidés par de jeunes patriotes de Saint-Jean-d'Angély, les Marseillais hachent à coups de sabre les onze Vendéens qui, à genoux, priant Dieu et criant : Vive le roi! expirèrent avec courage (1).

Ce crime était affreux; les royalistes pourtant n'en tirèrent point vengeance. L'armée s'arrêta deux jours à Bressuire; elle ne s'y livra à aucune représaille.

C'était un singulier spectacle offert au monde que cette armée. Entraînée depuis un mois de victoire en victoire, elle n'a encore eu ni le temps de connaître les chefs qui la commandent, ni l'occasion peut-être de bien apprécier la portée des événements extraordinaires qu'elle a préparés. Pour en avoir l'intelligence, il faut étudier son origine, et tracer la topographie du pays et les mœurs de ses habitants.

Sous la dénomination générale de provinces de l'Ouest, on entend toute la contrée où la guerre a sévi avec plus ou moins d'intensité. Elle est comprise entre la mer et une ligne qui, partant de la Manche, près du Calvados, remonte l'Orne jusqu'à la source du Sarthon, longe cette rivière jusqu'à la Sarthe, suit quelque temps le cours de cette dernière, et, traversant la Loire à Saumur, aboutit à l'Océan sur les rivages des Sables-d'Olonne. Cette ligne embrasse dans son cours circulaire la Basse-Normandie, le Maine, l'Anjou, et la partie du Poitou composant les départements des Deux-Sèvres et de la Vendée, plus spécialement connue sous le nom de Bocage, à cause de la grande quantité de bois qu'elle contient. Précédée par ces différentes provinces, la Bretagne forme au fond de ce vaste théâtre une grande péninsule. Sa position particulière et l'immense développement de ses côtes lui assignent un rôle tout spécial dans un système général de guerre civile. L'Ouest réunit à peu près une popula-

(1) M^{me} de La Rochejaquelein rapporte aussi ce massacre qui eut lieu hors des murs de Bressuire, près la porto dite de la Bâte, que la municipalité de cette ville a eu la malencontreuse idée de détruire, il y a une vingtaine d'années. (*Mémoires*, p. 120.)

tion de cinq millions d'habitants. (*Voir notre carte à la fin du volume.*)

Lorsqu'au sortir des plaines qui, à l'extérieur, bordent la ligne qui vient d'être tracée, le voyageur pénètre dans l'intérieur des terres, un aspect tout nouveau s'offre à ses yeux. Il découvre un pays de montagnes, des vallons profondément resserrés, un sol d'une nature exceptionnelle, des productions inconnues dans les plaines qu'il a quittées tout à l'heure; mais ce qui attire plus vivement l'attention, ce qui constitue la plus grande force défensive de ce pays, c'est sa division par champs environnés de haies vives qui, comme dans les environs de Bressuire et dans presque tout le Bocage, abritent de petits sentiers très profondément encaissés, et qui, à la première vue, avec leurs ruisseaux coulant sur des pierres, ne ressemblent pas mal à des fossés. Ce sont des parapets en terre, de cinq à six pieds de hauteur sur autant d'épaisseur, couverts d'arbres étêtés ou d'épais buissons, qui de chaque morceau de terre font une redoute, et de tout le pays une vaste surface encombrée de retranchements.

Pour arriver à hérissier une province de semblables fortifications, les trésors des gouvernements les plus riches ne suffiraient pas. Ces fortifications sont le fruit du travail de toutes les générations passées. Les bois qui les garnissent, et dont les racines affermissent la construction, bornent souvent la vue à une portée de quelques mètres. Le concours de toutes ces circonstances rend leur destruction entière une entreprise gigantesque, qu'aucun despote n'osera tenter.

Quelle que soit du reste la cause qui ait fait adopter ce genre de clôture, qu'il soit dû au besoin de se garantir contre l'âpreté des vents dans un pays montueux ou à l'amour de l'isolement, il remonte à l'antiquité la plus reculée, et l'on n'en aperçoit des traces qu'en Irlande et dans la partie occidentale de l'Angleterre.

Dans cette dernière partie, les déchirements des côtes britanniques, par la mer, présentent les mêmes couches fondamentales de terrain, en même temps qu'il offre une même similitude



(Album Chauvelin.)

« JEAN GROLLEAU, de Puydri (Chanteloup.)
Très blessé : il doit résister jusqu'à la mort. »



(Album Chauvelin.)

« FRANÇOIS RIPOCHE, des Échaubroignes.
Six blessures. — A pris trois pièces de canon. »

dans ses collines et dans ses continuel sillonnements par les eaux. Cette conformité dans les usages de peuples si éloignés les uns des autres, mais vivant dans des contrées dont la nature est identique, paraît devoir être le résultat d'une expérience égale sur les besoins que la qualité du sol, que le climat et les inégalités de la surface de la terre imposent à leurs habitants.

Nulle région ne renferme donc des moyens de défense comparables à ceux-là. Les Alpes elles-mêmes sont loin d'en approcher. Les Alpes, depuis Annibal, ont été ouvertes dans tous les siècles, passées et repassées par tous les capitaines. La campagne de 1799 a démontré qu'on peut même manœuvrer sur leurs sommets, forcer leurs gorges, et tourner les positions appuyées aux montagnes les plus élevées. Mais on ne fait pas tomber ainsi les défenses d'une contrée dont toute la surface est hérissée de retranchements où une guerre de positions est impossible, où même la conservation d'un terrain enlevé devient presque toujours sans importance; où la grande, la seule tactique défensive est de laisser pénétrer les ennemis au milieu de ce labyrinthe, de les contraindre à disséminer leurs forces et de les détruire en détail.

C'est en grande partie aux clôtures qui ferment chaque propriété de l'Ouest que ses habitants doivent la conservation de ces mœurs patriarcales que la Révolution a essayé de corrompre par la liberté, et qui se sont élevées contre elle de toute l'énergie de leur pureté. Ces clôtures forcent les habitants à l'isolement, à la vie de famille et à de rares communications entre les hommes dans une région où ils ne peuvent se réunir que le dimanche, pour prier Dieu en commun et s'entretenir après la messe de leurs espérances de la récolte prochaine et de leurs rares transactions commerciales (1).

Leurs habitudes avaient de tout temps fait de l'exercice du

(1) Tout ceci s'est bien modifié depuis un siècle, et la topographie donnée par l'auteur n'est plus reconnaissable déjà. Le gouvernement de Louis-Philippe avait multiplié les grandes routes dans toute cette région. Nulle contrée ne fut sillonnée comme les environs de Bressuire de voies stratégiques qui, loin d'éviter les sommets en contournant les collines, les recherchaient au contraire comme postes éventuels d'observations. Puis les lignes de chemin de fer traversent aujourd'hui la Vendée en tous sens, rendant impossibles les résistances d'autrefois.

tir un de leurs plus vifs plaisirs. Le goût de la chasse y était une passion. Pour s'y livrer, on les voyait souvent s'associer à leurs seigneurs dont ils partageaient les périls. Aussi les tirailleurs de l'Ouest, dans le cours de ces guerres, ont-ils déployé une habileté dans le maniement du fusil qui a fait le désespoir de leurs adversaires. La nature du sol en favorisait l'exercice; ils en ont recueilli d'incalculables avantages. Le tirailleur de l'Ouest, protégé par les haies, peut attendre l'assaillant. S'il ne l'a point abattu du premier coup, il retrouve à cent pas un nouveau retranchement où il renouvelle la même attaque. Si des forces supérieures le serrent de trop près, il lui est loisible de disparaître au milieu des couverts épais que présentent les campagnes. Il peut même se porter individuellement sur le point qu'il a choisi pour retraite.

Une petite partie du premier théâtre de la guerre, connue sous le nom de *Marais*, offre par la multitude des canaux dont elle est coupée, des moyens de défense analogues, quoique différents dans leur nature. Une telle différence explique les changements de mœurs et de caractères que l'histoire signalera entre ces populations.

Les canaux du Marais sont séparés par des pièces de terre plantées en saules, en frênes et en aubiers. D'immenses fossés environnent ces terres, et, par des chemins souvent impraticables, on arrive, en suivant leurs bords, à de riches métairies que l'on appelle *CABANES*. Faites avec de la boue et des branchages, construites sur une langue de terre de trente à quarante pas, la plupart de ces maisons sont couvertes de roseaux, la pierre et la tuile étant à peu près inconnues dans cette partie du Poitou. Inaccessibles aux persécutions, plusieurs paroisses du Marais, entre Niort et Luçon, se contentèrent de vivre dans leurs déserts toujours inondés ou sous leurs pauvres huttes, sans s'occuper des événements qui ne pouvaient jamais les atteindre; mais dans le Marais septentrional de la Vendée qui s'étend de Saint-Gilles à Bourgneuf, il n'en fut pas ainsi. Ce marais est une vaste plaine d'alluvion déposée par la mer sur le rivage qu'elle a abandonné depuis plusieurs siècles. Une ligne

de dunes le protège depuis Saint-Gilles jusqu'à Beauvoir, et de Beauvoir à Bourgneuf. La mer n'est comprimée que par des digues en terre élevées par la main des hommes. Les fermes, multipliées sur ce sol productif, sont construites en pierres, tirées de l'îlot calcaire de Sallertaine. La partie la plus haute du Marais est celle que borde l'Océan, tandis que la plus basse côtoie le sol primitif. Ce Marais n'est praticable que durant les quelques mois de chaleur; cependant, en 1622, Louis XIII y pénétra avec son armée, dès les premiers jours d'avril; en 1794, Turreau l'envahit au mois de mars, malgré les précautions prises par les habitants qui avaient espéré rendre leur pays inaccessible en bouchant l'écluse du Poirot, dans la paroisse de Saint-Urbain.

Au milieu de cette population, il se rencontra des cœurs chauds, des esprits ardents qui embrassèrent la cause royaliste avec un profond enthousiasme. Leur manière de faire la guerre était bien simple. Ils attendaient les soldats que la République lançait sur leur territoire si favorablement disposé; ils tiraient sur eux ou ils les attaquaient à l'improviste. Après avoir lâché leurs coups de fusil, à l'aide d'une perche qu'ils appellent *ningle*, ils franchissaient les canaux et les fossés, se jetaient dans leur batelet long et effilé, auquel ils donnent le nom de *nirole*, et ils disparaissaient rapidement pour se montrer sur un autre point.

C'est au sein d'une semblable contrée qu'éclate l'étonnante insurrection de la Vendée. Ce pays, dont une partie (la Bretagne) a longtemps soutenu, en faveur du Parlement, les luttes les plus opiniâtres contre les dépositaires du pouvoir royal; ce pays, rapproché par la nature, offre pourtant de remarquables contradictions dans le caractère de ses habitants. Les mœurs des Bretons n'ont de commun avec celles des Angevins et des Poitevins qu'une conformité de foi religieuse et monarchique, qu'un reste d'empreinte de ces fortes races d'Alains et de Goths dont le nom même s'est conservé parmi eux. Otez cette similitude, il n'y a entre eux aucun point de contact.

Autant le Breton est âpre, emporté et tenace dans ses idées,

autant le Vendéen a de douceur et d'aménité dans le caractère. Façonnés de longue main aux tourmentes des guerres civiles, les enfants de l'Armorique ont tous encore dans la tête et dans le cœur un peu de cette turbulence inquiète dont la mère de leur Duguesclin se plaignait avec tant de joie, en racontant les belliqueux instincts de son jeune fils. La vieille monarchie les a toujours vus dévoués, toujours prêts à mourir pour elle; mais ce dévouement à l'épreuve s'arrêtait devant une question soulevée par leur Parlement. Une remontrance à l'encontre des courtisans accourus de Versailles pour les gouverner mettait en ébullition toutes ces têtes, dans lesquelles fermentait, même à leur insu, l'antique pensée d'indépendance que la Révolution prétendit soumettre à son niveau.

Bercés sur les grèves solitaires de l'Océan, ou environnés en naissant de cette nature inculte, qui s'unit si admirablement aux monuments druidiques épars dans la campagne, les Bretons sont encore les mêmes hommes que César eut tant de peine à vaincre, et que l'Angleterre n'a jamais pu dompter. Sobres et patients, entêtés et courageux, ils savent se suffire à eux-mêmes ou s'isoler dans les sublimités de leurs croyances.

Les communications sont difficiles dans un tel pays. La taciturnité bretonne les rendit longtemps impossibles; mais, au jour du combat qu'ils allaient livrer pour l'acquit de leur conscience monarchique, ces hommes de fer, que la République ne pouvait contraindre à être libres à sa manière, sentirent le besoin de s'appuyer sur un peuple voisin. Les uns s'apprêtèrent à profiter des plans tracés par La Rouërie; les autres vinrent demander à la Vendée une place sur ses champs de bataille. Cette place ne leur fut jamais refusée. Ils la remplirent avec une bravoure pleine d'intelligence.

Habitants d'un pays plus riant, les Angevins et les Poitevins n'avaient pas les mêmes mœurs. Tout était contraste entre eux, tout, jusqu'à la bravoure, ne procédant pas des mêmes causes, ne produisant pas les mêmes résultats. Plus expansifs, plus joyeux, même à travers ce fond de douce tristesse qui caractérise l'habitant du Bocage, les paysans de l'Anjou et du Poitou

n'avaient jamais été nourris de cette passion militaire qui acclimata chez les Bretons la sombre énergie dont ils donnèrent tant de preuves. Les guerres de succession, de religion ou d'envahissement ont bien aussi passé sur la tête de leurs ancêtres; mais ces guerres n'ont laissé aucun souvenir dans les cœurs, aucune trace sur ces dernières provinces. Après la victoire ou la défaite, tout est rentré dans l'ordre accoutumé. Les paysans ont repris leurs travaux de la semaine, leurs plaisirs du dimanche, comme si rien n'avait troublé les simples félicités de leur vie et les joies de la famille.

Riches des produits de leur sol, ne demandant rien au commerce et recevant de l'agriculture tout ce qui leur suffisait pour croire s'être donné le superflu, les Vendéens ne savaient des choses et des hommes que ce qu'ils en apprenaient au prône de leurs curés. Cette bienheureuse ignorance leur préparait des jours sereins, sans ambition du présent, sans préoccupation de l'avenir. Religieux, doux et hospitaliers, ils se faisaient un devoir de toutes les vertus chrétiennes. Ils les pratiquaient avec simplicité, et ne se doutaient guère qu'ailleurs il en pût être autrement. Amis et commensaux de leurs seigneurs, ils vivaient avec eux sur un pied de respectueuse égalité que toutes les lois humaines ne seraient jamais parvenues à détruire. Aussi ces hommes encore primitifs ne comprirent-ils rien aux passions que 1789 faisait déborder.

On les appela à se former en gardes nationales, à choisir eux-mêmes leurs administrateurs. Partout les seigneurs furent élus, et cela non pas par une contrainte morale ou par un reste de convenance, mais tout simplement parce qu'ils reconnaissaient aux nobles plus d'aptitude pour les affaires, un goût plus prononcé pour la guerre. Leur politique se réduisait à un sentiment de bien-être qu'il ne fallait pas troubler.

Des gentilshommes, voyant de plus loin les événements qui se préparaient, cherchent, au nom de la religion avilie et de la noblesse persécutée, à mettre à profit l'ascendant qu'ils exercent sur les paysans. Les paysans résistent; au fond de leur caractère, il y a un levain de timidité et de méfiance. Ils résistent jus-

qu'au jour où la Révolution, après leur avoir prodigué des droits dont ils dédaignent d'user, après leur avoir appris comment, par la spoliation, ils peuvent devenir riches, et par l'incrédulité se transformer en athées, les force à prendre les armes. Il n'était plus possible de reculer. Les Vendéens se précipitèrent dans les combats. Vous savez déjà ce qu'ils ont entrepris avec leur calme dans la colère, la plus précieuse de toutes les qualités sur le champ de bataille.

Ils étaient sans tactique, sans organisation, sans plan, sans chefs même; la plupart de ceux qu'ils s'étaient donnés n'entendaient rien à la stratégie, ne comprenaient rien aux évolutions; mais il fallait que les officiers leur communiquassent avec sincérité les plans à exécuter. Le Vendéen garde son individualité jusque dans les camps. Il s'assoit à la table de son général. Il veut prendre sa part des conseils, bien sûr de se présenter le jour où l'on fera appel à sa valeur. Dans cette prétention commune aux Bretons ainsi qu'aux Manceaux, il ne faudrait pas chercher une trace d'orgueil. Le paysan royaliste, quand il se sait prévenu du danger, est plus sûr de lui. L'incertitude inquiète son courage, et, dans ses défiances, il a toujours une arrière-pensée qu'on peut le trahir. Libre et sincère, il ne cache ni à lui ni aux autres la vérité. Si un gentilhomme a faibli : « Ce que vous avez fait n'est pas beau pour un noble, » lui avouent-ils dans leur rude franchise. On en a entendu même dire à leur général : « Vous avez été un peu lâche à tel choc; » et personne ne peut taxer ces jugements d'injustice ou d'irrélaxions. Les volontaires ont vu, ont jugé leurs officiers sur le champ de bataille. Il est donc inutile de chercher à les faire revenir sur leurs premières impressions.

Quant aux éléments qui composaient l'armée, c'était un pêle-mêle de cultivateurs, de bourgeois, d'enfants, de séminaristes et de vieillards, où l'on rencontrait rarement un ancien soldat; mais dès leur premier coup de feu, les paysans, avec cette sagacité prévoyante qui est peut-être du génie, adoptèrent une tactique dont plus tard il devint très difficile de les faire départir.

Elle consistait à *s'égailler*, terme du Bocage, qu'à force

d'exploits ils ont consacré dans la langue. Lorsqu'un chef avait dit : « Voilà les Bleus ! En avant les gars ! » Ils se glissaient derrière les haies et le long des fossés, ils faisaient feu sur les tirailleurs détachés des lignes républicaines. Leurs balles allaient frapper juste ; car, nous l'avons dit, les Vendéens, ainsi que les Bretons, excellent dans le maniement du fusil. A la faveur de ces fusillades, le gros de l'armée s'avancait rapidement, se répandant ici, là, partout dans un apparent désordre. A la moindre hésitation de l'ennemi, les Blancs se jetaient sur lui avec de grands cris de : « Vive le roi ! » alors on combattait pied à pied.

Au début de l'insurrection, ils n'avaient pas assez d'artillerie pour tenir tête aux Bleus. L'industrielle activité des paysans sut en créer une factice, qui plus d'une fois fit tourner la victoire de leur côté. Ainsi, à Coron et à Vihiers, on les vit imaginer de mettre en lignes de grosses poutres arrondies qu'ils plaçaient sur des charrettes, et auxquelles ils donnaient la forme de canons. Les républicains furent souvent pris à ce simulacre d'artillerie, dont les Vendéens se servaient surtout dans les petites villes ou dans les bourgs qu'ils essayaient de défendre.

Un an plus tard, quand d'immenses calamités eurent décimé cette armée, le district de Fontenay adressait à la Convention un rapport qui donne une nouvelle force à nos paroles :

« L'ennemi, disent les membres de cet important district, a une consistance bizarre ; il perce comme les sangliers ; les bois et les genêts sont ses sentiers ordinaires ; ses bandes se constituent en masses où s'éparpillent à volonté ; il nous force à combattre quand il lui plaît et ne se bat que quand il veut ; il n'a pas tout le territoire qu'il eut l'an dernier ; il n'est pas aussi nombreux ; il perd bien des fusils, mais il est encore très pressant ; il n'est plus guère fanatique, il est enragé. »

Telles sont les paroles du district de Fontenay, paroles qui donnent complètement raison à la tactique des royalistes. L'armée républicaine couvrait le sol de la Vendée, mais elle ne pouvait ni correspondre avec les différents corps qui agissaient simultanément, ni recevoir d'ordres que sous le bon plaisir

de ses ennemis. Ces derniers interceptaient toutes les issues. Répandus au hasard ou à dessein, ils enlevaient les courriers et les sentinelles avancées, ils faisaient incessamment une guerre de surprise et d'embuscade. Les Bleus, qui n'étaient pas encore parvenus à étudier et à connaître cette contrée exceptionnelle, étaient donc condamnés à l'isolement; c'est ce qui explique le décousu de leurs opérations, et ce qui donne la clé de la plupart de leurs récriminations. Ne pouvant agir avec ensemble, ils se croyaient trahis, tantôt par leurs officiers, tantôt par les représentants. La multiplicité des collines aurait pu leur offrir un moyen assuré de communication; mais ces collines, dominées par des bouquets de bois, étaient pour eux sans aucun avantage, tandis que les Vendéens savaient utiliser à leur profit ces mêmes obstacles.

Avec leur instinct seul, ils avaient organisé une espèce de ligne télégraphique. A l'aide de petites échelles portatives, appliquées aux branches d'arbres les plus élevés, ils se plaçaient de distance en distance. Quand ils avaient découvert la marche des colonnes révolutionnaires, ils tiraient des sons convenus de la corne qui servait à réunir leurs bœufs. Ces sons, répétés sur toute la ligne, annonçaient la nouvelle qu'il importait de faire connaître. Les ailes des moulins à vent étaient encore pour eux un nouveau moyen de correspondance aérienne. Le plateau des Alouettes, qui domine la ville des Herbiers, et d'où la vue se prolonge sur les deux bassins de la Loire et de la Sèvre nantaise, est célèbre dans les souvenirs des paysans par les signaux que ses moulins firent passer aux divisions tenant la campagne.

Mais la manœuvre favorite des royalistes, celle qui d'abord porta l'effroi dans les rangs républicains, s'adressait à l'artillerie ennemie. « *Il fallait l'empêcher de faire du mal,* » ainsi qu'ils le disaient dans la naïveté de leur langage. Pour réussir dans ce plan, qu'aucun général d'armée n'aurait osé, n'aurait voulu exécuter, les plus robustes et les plus agiles, armés de leurs bâtons, s'élançaient vers la batterie.

Au moment où la lumière du canon annonçait l'explosion, ils se jetaient à plat ventre contre terre, et ne se relevaient que

lorsque les boulets ou la mitraille étaient passés au-dessus de leurs têtes. Tandis qu'on rechargeait les pièces, ils avançaient encore; à la seconde décharge, ils faisaient le même mouvement; immédiatement après, ils tombaient sur les artilleurs, effrayés d'une telle audace. Les canons étaient aussitôt tournés contre les troupes qu'ils devaient protéger; le désordre se mettait dans leurs rangs; elles prenaient la fuite. C'était ainsi que les paysans combattaient, et ils appelaient cette nouvelle et audacieuse tactique *aller au choc*.

Promptement égarés dans les labyrinthes du Bocage, dont il leur était impossible de connaître chaque détour, les républicains n'avaient plus que la mort en perspective.

Une retraite pour eux était chose impossible. Les Blancs, au contraire, l'effectuaient sans perte; ils se dispersaient, franchissaient les buissons, s'enfonçaient dans les sentiers, dont eux seuls connaissaient les issues, et, en se retirant, les Bleus, qui n'osaient ni ne pouvaient les poursuivre, les entendaient s'écrier dans toutes les directions: « Vive le roi quand même! »

C'était le signal convenu pour le prochain rassemblement; le mot d'ordre que leur déception d'aujourd'hui donnait à leur espérance de demain.

Ces retraites que, dans la modestie de leur courage, ils appellent des déroutes, ces retraites étaient sans profit pour les Bleus; elles servaient presque aux Blancs de temps de repos. En effet, vainqueurs ou vaincus, il fallait qu'ils laissassent le camp pour prouver à leurs familles qu'ils n'étaient point blessés, pour changer de linge et pour donner le coup d'œil du maître à leurs champs. Cette passion du clocher, que les chefs les plus aimés ne purent jamais étouffer, fut une des causes les plus actives de leurs revers. Elle empêcha la Vendée de marcher en avant, et peut-être de tenter une pointe sur Paris qui, dégarni de troupes, n'aurait eu à opposer à une invasion que ses conventionnels et leurs émeutiers à gages (1).

(1) M. l'abbé Augereau, curé de Boupère (Vendée), a publié à Nantes (Forest et Grimaud), en 1882, une brochure qui nous donne la preuve de ce que dit ici Crétineau-Joly après tous les autres historiens. Un paysan des Cerqueux avait laissé en manuscrit le récit abrégé des

Ces troupes de volontaires, qui n'avaient ni solde, ni vivres, ni munitions, apportaient avec elles le pain nécessaire à leur expédition qui, ordinairement, ne durait jamais plus de quatre à cinq jours. L'ordre du rassemblement était ainsi conçu :

« Au saint nom de Dieu, de par le roi, la paroisse de se rendra (tel jour, à tel endroit) avec ses armes et du pain. »

Le chef en qui la paroisse avait confiance signait seul l'ordre, et les paysans arrivaient avec une ponctualité toute militaire. C'était sur les propriétés des nobles ou des émigrés que les généraux faisaient prendre les bœufs dont l'armée avait besoin ; mais, lorsqu'elle entreprenait une campagne plus longue et que

campagnes auxquelles il prit part, de 1792 à 1815. Ce récit est en patois et est intitulé : MÉMOIRES DE PIERRE DEVAUD. Nous ferons quelques emprunts à ce curieux document.

Voici ce que nous lisons à la page 71 et qui confirme cette cause de faiblesse de l'armée vendéenne, signalée par tous les auteurs : « Pierre Devaud a parti 45 fois de Boisdon (c'est son village) pour aller faire la gerre de la Vendée aux soutient des Bourbon, et il s'est rendu 45 fois à Boisdon. — Pierre Devaud ses batu 58 fois. »

Ce manuscrit sans orthographe fut donné par le petit-fils de Pierre Devaud à M. Tom Drake, auteur de l'*Album vendéen* qui l'offrit à M. le comte de Chambord. Il doit être encore à la bibliothèque de Frohsdorf. Il n'en a été tiré que 150 exemplaires.

Voici une des campagnes de Pierre Devaud, racontée par lui dans le style concis qu'affecte ce Tacite de village et avec l'orthographe un peu fantaisiste et que nous rectifions. Nous lisons, page 45 :

« Des Cerqueux de Manlovier (je suis allé) aux Aubiers, des Aubiers à Nueil, de Nueil à Pin, du Pin à Crizais (Cerizais), de Crizais à Montenit (Montigny), de Montenit à La Forais, de La Forais à St-Jouyn-du-Milier (Saint-Jouin-de-Milly), de St-Jouin-du-Milier à Moncoutent, de Moncoutent à la Réjasse, de la Réjasse à Clésyx (Clessé), de Claisyx à St-Jermin, de St-Jermin à Adelli (Adilly), de Adelli à Partenai : là, le pillage nous a été donné. Le soir, il vient une allerte, et nous sortimes de Partenai, nous couchamme aux moulin à vant, de là nous prime la route de St-Aubin du Cloux, de St-Aubin du Cloux à Poussé, de Poussé à Segondiniers (Segondigny), de Segondinier dans la nuit nous randimes à Névie (Neuvy), de Névie à la Trais (Traye), de Trais à la Chapelle-de-Pidier (Notre-Dame-de-Pitié), de la Chapelle de Pidier à la Chapelle St-Lorant, de la Chapelle St-Lorant à Terve, de Terve à Bressuire où j'ai monté dans le grand clochez. Le soir, il a fatu parti de Bressuire à Beaulieu, de Beaulieu à Nueil, de Nueil aux Aubiers et des Aubiers aux Cerqueux. »

* C'était le 30 juin 1793, les auteurs n'ont pas parlé de ce pillage qui fut assez restreint.

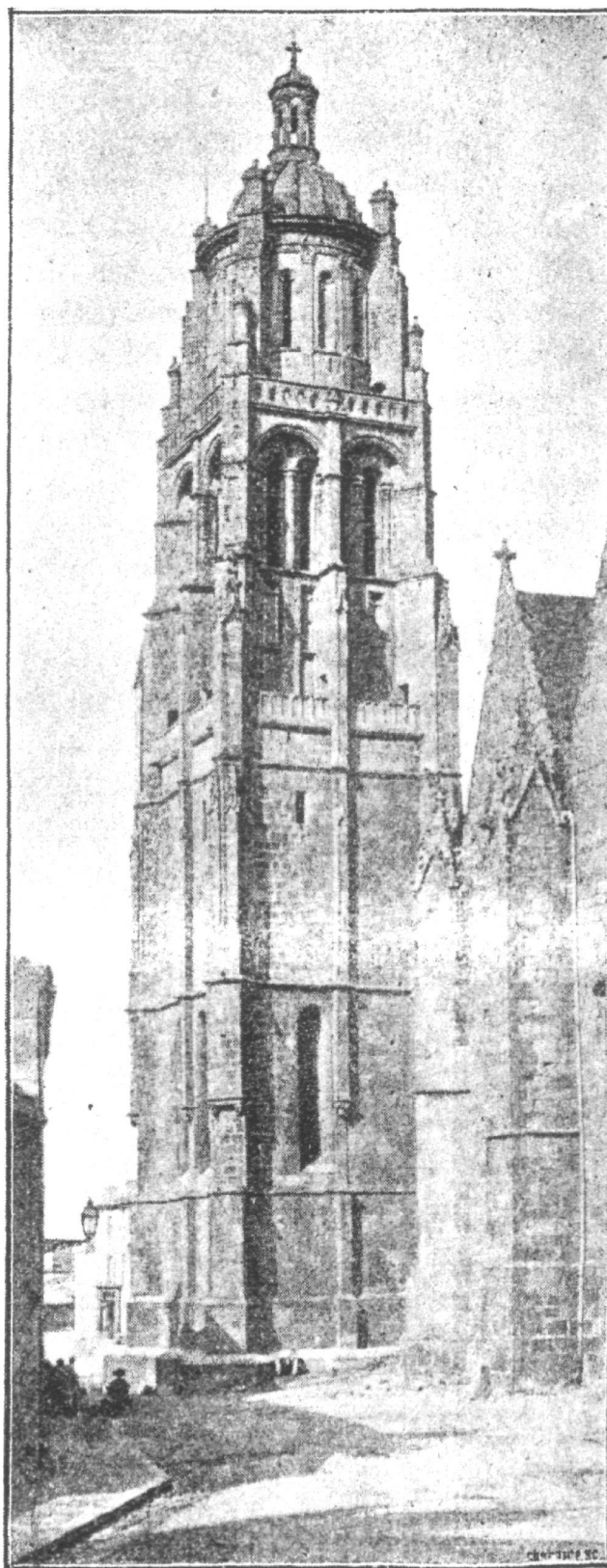
** C'est le clocher de Notre-Dame dont nous donnons ici la gravure. Il est haut de 56 mètres et fut commencé par les Anglais. Outre ce clocher remarquable, il y avait alors à Bressuire les clochers des églises de Saint-Jean et de Saint-Nicolas-du-Château, vendus nationalement et rasés depuis les premières années de ce siècle.

Notre Jessin est reproduit d'après les photographies de M. Jules Robuchon dans son magnifique ouvrage : *Paysages et monuments du Poitou*. Cet ouvrage, honoré d'une médaille d'argent à l'Exposition de 1889, comprend cinq volumes in-folio sur les principaux monuments de la Vienne, quatre sur les Deux-Sèvres et autant sur la Vendée. Le cachet artistique des héliogravures, la science des écrivains, la beauté du texte, font de ce recueil le plus splendide monument élevé à la gloire du Poitou. La Bretagne aura son tour et cette œuvre est déjà commencée.

Chaque livraison, 5 francs ; pour les souscripteurs, 4 francs. S'adresser à M. Robuchon, à Fontenay-le-Comte (Vendée).

les vivres manquaient, alors les paroisses se cotisaient. Les femmes apprêtaient le pain, et, à genoux sur les routes où les paysans devaient passer, elles récitaient le chapelet, en attendant l'arrivée des soldats auxquels leur charité monarchique était si heureuse d'offrir l'aumône de la foi. Elles distribuaient les denrées apportées dans leurs charrettes, et, comme il leur était interdit de suivre l'armée, après avoir demandé des nouvelles de tous ceux qui leur étaient chers, elles retournaient dans leurs villages, racontant ce qu'elles avaient vu.

Il n'y avait point d'intendance militaire; on ne put même jamais organiser un service régulier. Plusieurs chirurgiens combattaient avec les Vendéens, et, après la bataille, ils établissaient des hôpitaux volants; mais le quartier général des blessés fut toujours à Saint-Laurent



CLOCHER DE NOTRE-DAME DE BRESSUIRE

sur-Sèvre, dans la communauté des Filles de la Sagesse, fondée par le P. Montfort pour le soulagement des malades. Les Missionnaires du Saint-Esprit et les Hospitalières, dites Sœurs Grises, avaient été forcées, par leur refus du serment constitutionnel, de revenir à la maison-mère. Protégés par l'armée royale, ils exerçaient avec un saint empressement les devoirs de la charité. On portait à Saint-Laurent les blessés des deux partis; ils y rencontrèrent toujours les mêmes soins et un dévouement égal. Aux yeux de ces prêtres et de ces religieuses, il n'y avait que des frères dans les victimes des deux camps.

Organisés volontairement par paroisses, les Blancs trouvaient parmi eux le même esprit de corps, la même solidarité que s'ils eussent été enrégimentés. Dans les marches, comme au milieu des batailles, chaque Vendéen suivait tout naturellement son capitaine. Ailleurs, il se serait cru déplacé. Se connaissant les uns les autres, ayant entre eux des rapports de famille ou d'intérêt, ils étaient pour les autres paroisses ce qu'un régiment est à un autre. Au plus fort de la mêlée, la distinction établie par la topographie se présentait d'une manière plus tranchée; mais la charité chrétienne était plus forte que cette espèce de démarcation. Quand un paysan tombait blessé, ceux qui étaient auprès de lui, ses frères, ses parents ou ses amis ne pouvaient jamais se décider à l'abandonner. On l'enlevait à l'instant même. C'était un devoir; pour le rendre encore plus sacré, pour ne pas laisser soupçonner la peur de se cacher sous les apparences de la pitié, ceux qui étaient reconnus les plus braves s'empresaient partout d'offrir l'exemple de l'humanité.

Au milieu d'une semblable armée, composée de tant d'éléments divers, on sent bien que l'on ne voyait pas plus d'uniformes que d'ordre dans le combat; aucun signe même ne distinguait les chefs. Cependant, à la bataille de Fontenay, M. Henri parut avec un mouchoir rouge de Cholet autour de la tête, et un autre en guise de cravate. Pendant l'action, les Bleus criaient : « Tirez tous sur le mouchoir rouge ! » Les paysans, inquiets de ce signal qui exposait plus particulièrement La Rochejaquelein aux balles républicaines, le supplèrent de

quitter ce costume ; il refusa. Alors les autres chefs l'adoptèrent, comme si la mode devait aussi exercer son empire au milieu même des guerres civiles. Le mouchoir rouge distingua les officiers de la grande armée ; les soldats conservèrent leur veste bleue, le bonnet de laine ou le chapeau à larges bords. Un chapelet à la boutonnière avec leur cuiller de bois ou d'étain précaution culinaire dont personne ne se dispensait, et un scapulaire sur le cœur, complétaient ce singulier accoutrement militaire. Ils n'avaient seulement pas de cocarde. Un grand nombre d'officiers et de soldats attachaient au chapeau des nœuds de rubans blancs ou verts, d'autres des morceaux de papier ou de toile blanche ; on en voyait qui se paraient de feuilles de chêne (1).

A l'exception de ceux qui, dans les combats ou dans des rencontres particulières, avaient pris à l'ennemi des armes de munition, la plupart de ces volontaires étaient très mal équipés. Les uns se servaient de fusils de chasse à un seul coup, les autres ne portaient encore que des bâtons durcis au feu, des fourches, et souvent même des broches de ménage. La cavalerie n'était guère plus brillante. Elle montait des chevaux de colporteur ou de meunier, et se recrutait en grande partie des marchands de volailles ou de fruits que, dans les foires du pays, on appelle *cocassiers* ; faute de selles, ils se servaient de leurs bâts. Des ficelles leur tenaient lieu d'étriers, des ficelles encore remplaçaient les ceinturons pour soutenir leurs sabres. C'est avec d'aussi faibles ressources qu'ils commencèrent la lutte. Ils la continuèrent ainsi, ne voulant, ne pouvant rien changer à leur mode de combat.

(1) Dans les *Notes manuscrites sur l'ouvrage de M. Crélineau-Joly*, laissées par M^{me} de La Rochejaquelein, et que M. le M^{re} de Chauvelin, son petit-fils, a bien voulu nous confier, nous lisons ce détail :

« Quand nos domestiques nous eurent quittés à Nort, dans une fausse alarme, nous n'avions plus nos porte-manteaux. Nous ouvrimes ceux d'Henry et nous y trouvâmes quelques mouchoirs rouges. Quand je me déguisai en paysanne, à Savenay, je mis ce mouchoir sur mon cou et depuis je le portai tous les dimanches, car les Bretons me disaient qu'il était trop beau pour le porter tous les jours. A l'amnistie, me rappelant qu'il avait appartenu à Henry, je le conservai avec respect, et quand je me mariaï, je le donnai à M. de La Rochejaquelein qui y fit mettre la marque avec mes cheveux. Il ne voulut pas le porter de crainte de l'user, mais il se plaisait à le mettre sur sa tête et sur celle de notre petit Henry. » (T. V, p. 403.)

Ces mouchoirs provenaient des célèbres tissages de Cholet.

A de tels hommes, s'engageant avec tant de désintéressement dans une guerre dont les principes seuls devaient retirer avantage, l'opinion révolutionnaire infligea le nom de BRIGANDS. Alors les mots avaient changé de signification, ainsi que les mœurs de règle ou de frein. Les Vendéens acceptèrent cette injure qui les séparait du peuple de sans-culottes, ne régnant que par l'assassinat et par le pillage. Ils furent des Brigands pour la Révolution, ainsi que jadis, dans les Pays-Bas, les comtes de Horn et d'Egmont, avec leurs partisans, avaient été des *Gueux*. Plus d'une fois même, on entendit Cathelineau, La Rochejaquelein, Lescure et Bonchamps consacrer en souriant ce titre dont les paysans se glorifiaient comme d'une ligne de démarcation tracée entre la probité des royalistes et la rapacité des républicains (1).

Le général Turreau, qui, dans quelques mois, va, par la formation des colonnes infernales, couvrir le Bocage de cadavres et de ruines, s'exprimait ainsi sur le compte de ces Brigands. A la férocité près, dont le général incendiaire ose faire son seul chef d'accusation contre eux, c'est l'éloge le plus involontairement complet des provinces insurgées ; sorti de la bouche d'un pareil ennemi, il ne peut que donner une nouvelle force à notre opinion sur cette guerre :

« Parlons des Vendéens, dit-il, dans un mémoire publié au mois de messidor an III, de ces hommes vraiment extraordinaires, dont l'existence politique, les rapides et prodigieux

(1) « En 1793, dit M^{me} de La Rochejaquelein, nous prenions seulement nous-mêmes le nom de *Royalistes du pays insurgé*, que le Conseil supérieur appelait officiellement *pays conquis*. Les républicains nous donnèrent exclusivement le nom de *Briquands (sic)* et de *Briquandes*. Cela nous paraissait tellement ridicule, que, au lieu de nous fâcher, cela nous portait à rire et à nous appeler l'un l'autre *Briquands*.

« Comme la première bataille livrée dans le département de la Vendée avait, à ce qu'il paraît, frappé le plus les républicains, ils nous désignèrent sous le nom de *Briquands de la Vendée*, d'où, petit à petit, au bout de quelques années, est venu le nom général de *Vendéens*.

« Il n'y a pas de doute, ajoute la bonne marquise, que les Vendéens ne se sont jamais battus que pour Dieu et le Roi ; mais la devise : *Dieu et le Roi*, qu'aujourd'hui on croit celle de la Vendée de tout temps, n'a été prise qu'en 1815. M. de La Rochejaquelein, étant en mer pour débarquer, dit à ses officiers : « Il faut que nous cherchions une devise ! » Chacun en proposa une. M. Queyriaux lui offrit celle-ci : *Dieu et le Roi* ; M. de La Rochejaquelein l'adopta tout de suite et on l'imprima sur de la toile blanche, que l'on découpa en petites croix, que lui et ses officiers cousurent sur leurs habits. » *Notes manuscrites*, t. V, p. 46. (Ces notes appartiennent à M. le M^{re} de Chauvelin.)

succès, et surtout la férocité inouïe, feront époque dans les fastes de la Révolution; de ces Vendécns à qui il ne manque que de l'humanité et une autre cause à défendre pour réunir tous les caractères de l'héroïsme. Une manière de combattre qu'on ne connaissait pas encore, et peut-être inimitable si elle ne peut véritablement s'approprier qu'à ce pays, et qu'elle tienne au génie de ses habitants; un attachement inviolable à leur parti; une confiance sans bornes dans leurs chefs; une telle fidélité dans leurs promesses qu'elle peut suppléer à la discipline; un courage indomptable et à l'épreuve de toutes sortes de dangers, de fatigues et de privations : voilà ce qui fait des Vendéens des ennemis redoutables, et ce qui doit les placer dans l'histoire au premier rang des peuples guerriers. Enfin, les Vendéens sont des Français animés du double fanatisme de la religion et de la royauté, qui ont longtemps fixé la victoire, et qui ne pouvaient être vaincus que par les républicains français » (1).

Le général Turreau avait été souvent battu par les paysans. Il s'était fait l'un de leurs plus cruels persécuteurs. La calomnie est donc pour lui un droit révolutionnaire : il en use. Mais plus tard, quand les passions se calmèrent, lorsque les esprits, moins prévenus, examinèrent de sang-froid cette puissante démonstration de tout un peuple, on sentit que, sous peine d'iniquité historique, il fallait être juste envers la Vendée. Le libéralisme de la Restauration lui était bien certainement hostile de parti pris; on la calomniait encore par réminiscence du passé ou par crainte de l'avenir; mais les hommes sérieux, les patriotes qui avaient mûrement étudié les caractères et les faits osaient

(1) Les *Mémoires* de Turreau ont été publiés, à Paris, en 1824, sous ce titre : MÉMOIRES DU GÉNÉRAL TURREAU, POUR SERVIR A L'HISTOIRE DE LA GUERRE DE LA VENDÉE, 1 vol. in-8°. Paris, Beaudoin.

C'est plutôt un pamphlet qu'une histoire, et la passion y domine.

Turreau (Louis-Marie, B^{re} de Garambouville) était comme le duc de Biron, le C^{te} de Canclaux, et quelques autres que nous trouverons plus loin, un gentilhomme dévoyé. Il était né à Evreux en 1756. Officier surnuméraire avant la Révolution, celle-ci en fit un colonel et le Comité du Salut public un général de division, commandant en chef de l'armée de l'Ouest. Après le 9 thermidor, il fut arrêté et jeté en prison. Hostile à Bonaparte dont il redoutait les insatiables appétits, il fut envoyé comme ambassadeur aux Etats-Unis, 1804-1810. A cette époque, il revint d'Amérique et ne voulut point servir les Bourbons. Il mourut en 1816.

avouer la vérité dans des ouvrages posthumes destinés après leur mort à rendre justice à tout ce qu'ils avaient maudit pendant leur vie; et, au tome I^{er}, page 182, de son *Histoire des Guerres de la Péninsule*, le général Foy, cette brillante expression des idées libérales, put écrire :

« La guerre de la Vendée a revêtu d'une splendeur incomparable quelques pages de notre histoire. On n'a vu nulle part ailleurs tant de noble vaillance et une pareille unanimité de dévouement. »

C'est à Bressuire qu'après ses premières victoires, cette armée se trouve réunie. Nous avons dit ses mœurs, ses passions et son courage; il nous reste à faire connaître les chefs qu'elle s'était donnés.

Cathelineau, le premier de tous, est un paysan né en 1758, au Pin-en-Mauges, mais un de ces paysans que les commotions politiques transforment en grands hommes. Jusqu'au 10 mars 1793, il a vécu pauvre et ignoré, gagnant à peine assez de pain pour nourrir sa femme et ses cinq enfants. Il est dans la force de l'âge. C'est lui qui a provoqué le mouvement, lui qui l'a régularisé, lui qui, dès le premier jour, par l'ascendant de ses vertus, par son éloquence si admirablement à la portée des masses, a su exercer un si prodigieux empire que, par une superstition des jours anciens, tous cherchaient dans le combat à se placer près du *Saint d'Anjou*. Ils pensaient qu'à côté d'un homme si vénérable par sa piété, si noble par son humanité et par son génie, ils ne pouvaient être atteints par les balles. Tour à tour soldat et généralissime, mais toujours inspiré, il apparaissait dans les batailles avec l'enthousiasme qui réveillait celui des royalistes. Il y apparaissait sans calcul, comme subjugué lui-même par cette influence providentielle dont les autres étaient heureux d'éprouver le contre-coup. Et ce contre-coup a été si puissant que Cathelineau, dont la figure, dont la taille et la prestance n'avaient rien de remarquable, est resté dans le souvenir des Vendéens comme le type de la mâle beauté. Les peuples ont toujours ainsi prêté aux hommes dont ils admirent le courage ou dont ils aiment les talents quelques-

unes de ces qualités extérieures qui frappent si vivement le vulgaire. Quand les masses se passionnent pour un personnage historique, elles commencent par le faire beau. C'est la première condition pour qu'il soit grand (1).

Henri Duvergier, C^{te} de La Rochejaquelein, était né au château de La Durbelière, le 30 août 1772. Sorti à quinze ans de l'école militaire de Sorrèze, il entra dans le régiment de Royal-Pologne cavalerie, dont son père était colonel. Quand la garde constitutionnelle du roi se forma, Henri de La Rochejaquelein fut un des officiers de sa cavalerie. Lors de la dissolution de cette garde, il n'émigra point; mais, après la fatale journée du 10 août, on l'entendit s'écrier : « Je vais dans ma province, et bientôt on parlera de moi. »

Le combat des Aubiers et l'armée catholique arrachée, à Tiffauges, au plus grand des désastres furent ses coups d'essai.

Ce n'était pourtant encore qu'un jeune homme timide, au langage laconique, aux manières modestes; mais un jeune homme à la taille élevée, à la figure noble et expressive, aux cheveux blonds, qui, de ce jour, prit cet air martial et ce regard d'aigle qu'il ne quittera plus. Aussi bienveillant que Cathelineau, aussi aimé des paysans que Stofflet, M. Henri, qui dans l'histoire de sa famille trouvait plus d'un modèle de dévouement au principe monarchique, se fit au milieu des camps un volontaire intrépide. C'était un hussard, comme il le disait lui-même, toujours prêt à combattre, toujours faisant admirer à l'ennemi une témérité qui enflammait l'ardeur des soldats.

Louis-Marie, M^{is} de Lescure, né le 13 octobre 1766, avait une bravoure grave et réfléchie qui ne ressemblait en rien à celle de son ami La Rochejaquelein. Maître de ses passions, studieux, plein de piété et de sagesse, il était, à dix-huit ans, capitaine à la suite dans le régiment Royal-Piémont.

(1) M^{is} de La Rochejaquelein confirme ces éloges (*Mémoires*, p. 135), et les écrivains, même hostiles, ont rendu hommage à ce noble caractère. N'est-il pas regrettable qu'un homme de talent, comme M. Port, membre de l'Institut et archiviste de Maine-et-Loire, se soit donné la tâche odieuse et stérile d'abaisser aux proportions d'une légende les titres d'un tel héros à la reconnaissance de la Vendée? Il est vrai que M. l'abbé Bossard a fait bonne justice de ce travail dans sa vaillante réponse : *Cathelineau généralissime*.

Encore bien jeune, il s'était préservé de cette brillante corruption que Louis XVI n'avait pu chasser de sa cour. Il s'en était préservé par la prière. Cette vie, alors si extraordinaire dans un jeune homme pour qui la naissance et la fortune avaient tout fait, était déjà tellement en vénération que le M^{is} de Lescure, son père, que son gouverneur, venaient tous deux auprès de lui, dans l'intervalle de leurs débauches, chercher des conseils ou des consolations. En 1784, il se vit, par la mort de son père, à la tête d'une fortune embarrassée. Ses hommes d'affaires lui proposèrent de renoncer à une succession ainsi grevée. La haute raison de ce jeune homme lui fait aisément comprendre qu'il ne doit souiller ni son nom ni la mémoire de son père. Il répond de toutes les dettes. M^{me} de Lescure, sa grand'mère, autorise et approuve cette conduite. Après quelques années d'une sage économie, il est libre de tout engagement et possesseur d'une très grande fortune. L'amour de l'étude, la prière et la tendresse qu'il avait vouée à M^{lle} de Donnissan dont il était devenu l'époux, remplirent sa vie jusqu'au jour des combats. Alors Lescure fut ce que la Vendée l'a vu, le plus modeste et le plus pieux des hommes, le plus humain et le plus courageux des généraux.

Il y avait de toutes ces vertus dans le M^{is} Artus de Bonchamps, né le 10 mai 1760, au château du Crucifix (1). Bonchamps, capitaine de grenadiers, a déjà activement servi son pays dans les Indes, sous les ordres du célèbre bailli de Suffren. Lorsque le serment à la Constitution fut exigé de tous les officiers, Bonchamps donna sa démission. Il émigra ; il fut mal accueilli parce qu'il arrivait un peu tard. Bientôt, fatigué de toutes ces intrigues, il revint consacrer à sa famille des talents et un courage qu'il ne croyait pas devoir à la Révolution. La Vendée ne les réclama pas longtemps en vain. C'était le plus habile de ses officiers, celui qui avait su le mieux discipliner sa division, celui qui jouissait de la plus entière confiance des chefs et des soldats.

Bonchamps était d'une taille moyenne, mais bien prise. Son

(1) Près de Châteauneuf-sur-Sarthe. Il était seigneur de La Baronnière, paroisse de La Chapelle-Saint-Florent.

teint brun, ses cheveux noirs et épais, ses yeux expressifs et ses lèvres un peu grosses formaient un ensemble qui révélait la force unie à la douceur.

A côté de tous ces noms, la gloire et le patrimoine de la Vendée, on distinguait déjà un homme grand et robuste, au teint brun, aux yeux et aux cheveux noirs, à l'air dur, à la parole ardente sous un accent lorrain. Cet homme s'était élevé bien haut dans l'estime de ses compagnons d'armes, par une activité, par une intelligence et une appréciation des événements au-dessus de son éducation. C'était Nicolas Stofflet, garde-chasse du château de Maulévrier, Stofflet qui, de son humble bandoulière aux armes des Colbert, a su se faire une écharpe de commandement. Né à Barthélemon, près de Lunéville, le 3 février 1753, d'une humble famille d'artisans, il avait longtemps servi dans le corps de la gendarmerie du roi Stanislas. Le C^{te} de Colbert, officier supérieur dans cette arme, estimait Stofflet. Cette estime fit naître au gentilhomme l'idée de placer le soldat en qualité de garde-chasse dans la forêt de Maulévrier. C'était en 1786. Sept ans plus tard, Stofflet défendait le château de ses maîtres. Dès que les paysans l'eurent vu au feu, ils prirent confiance en cet homme endurci aux fatigues, si propre au commandement, et d'une franchise qui, souvent, allait jusqu'à la rudesse. Lorsqu'on marchait au combat, ils demandaient : « M. Stofflet est-il en avant ? » Quand la réponse était affirmative, plus sûrs même de leur courage, ils s'élançaient sans crainte.

Auprès de ces cinq chefs, dont les quatre premiers représentent si parfaitement la Vendée, et qui tous quatre n'ont pas, dans les décrets de la Providence, une année devant eux pour conquérir l'immortalité — tous quatre en effet tomberont sur les champs de bataille avant la fin de ces douze mois qui ne leur sont pas laissés : — Bernard de Marigny, nommé dès le premier jour général de l'artillerie, déploie sa haute taille, sa martiale figure et cette inextinguible soif des combats qui le rendra la terreur des Bleus. Marigny naquit à Luçon, en 1753. Il avait longtemps servi dans la marine royale en qualité d'officier supérieur. C'était, comme tous les autres, un homme sans ambition ;

et, dans sa modestie vendéenne, il disait souvent : « Ma santé m'a fait toujours désirer de changer d'arme. Mon grade dans la marine répond à celui de lieutenant-colonel. J'espère que Sa Majesté voudra bien me l'accorder dans l'armée de terre. »

Henri de La Rochejaquelein demandait un régiment de hus­sards en récompense de ses inappréciables services; il le deman­dait seulement lorsqu'il aurait rétabli son roi sur le trône. Voilà Marigny qui n'élève pas encore ses vœux si haut. N'est-ce pas avec cette abnégation absolue que l'on entraîne les masses et que l'on féconde les révolutions?

Le marquis de Donnissan, père de M^{me} de Lescure, était maréchal de camp depuis longtemps. Il avait fait les cinq der­nières campagnes de la guerre de Sept-Ans; et, au moment de la Révolution, il se trouvait gentilhomme d'honneur de MON­SIEUR, comte de Provence. Homme de cour sous la monarchie, il devint soldat quand la royauté n'eut plus de trône que sur l'échafaud. Étranger au pays, il eut la délicatesse de refuser les commandements qu'on offrait encore plus à son expérience qu'à son nom. C'était le conseil de l'armée, l'ami des généraux, le père des soldats. Plus tard, il sera forcé d'accepter les fonctions de gouverneur général des pays conquis, dont son esprit de con­ciliation le rendait si digne.

Il y avait aussi d'Elbée, le *général la Providence*, ainsi que l'appelaient les Vendéens, parce que, dans sa religieuse con­fiance en Dieu, il disait à chaque bataille : « La Providence nous donnera la victoire. » Il n'a ni l'entraînement de Cathelineau, ni l'éclat poétique de M. Henri, ni l'âpre courage de Stofflet; mais il est aimé des troupes, mais sa valeur, toujours enthousiaste, exerce sur elles une juste influence (1).

Nous venons de nommer les principaux chefs de cette armée qui voit déjà briller dans ses rangs tant d'officiers et de volontaires qui, comme Forestier, Desessarts (2), Tonnelet, de La Bouère, les trois frères Soyer, Couty, Guignard, les frères Cadi, Forêt,

(1) M^{me} de Sapinaud, en ses *Mémoires*, p. 147, trace du général d'Elbée un portrait très flatteur et très juste.

(2) C'est des Essarts qu'il faut écrire. Pierre-Michel des Essarts était né à Boismé, près

Villeneuve du Cazeau, Duhoux, Dommaigné, Perrault, Bourasseau, Beauvais et de Scepeaux, peuvent lui rendre d'importants services. Ces volontaires et ces officiers, dont les noms sont glorieux même à côté de ceux des La Rochejaquelein, des Cathelineau et des Bonchamps, sont destinés à reparaître plus d'une fois sous notre plume. La suite des événements nous les présentera dans l'éclat de leur bravoure et de leurs talents militaires.

Bressuire. M. le M^e de La Rochejaquelein (dans ses notes, p. 94 et 95 des *Mémoires*) donne sur les divers membres de cette famille d'intéressants détails.

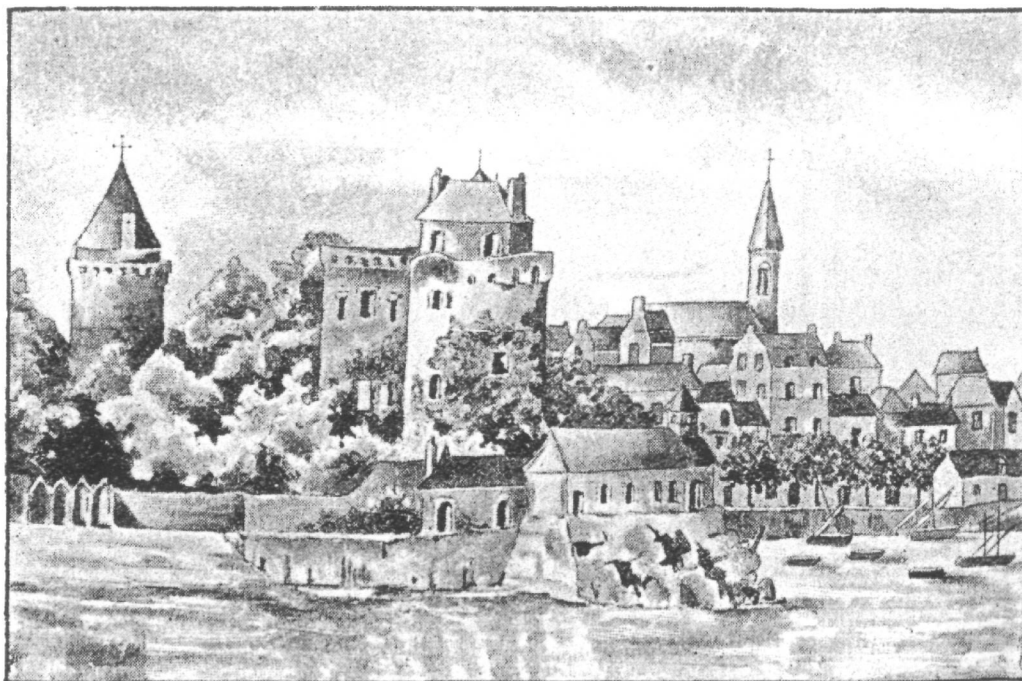
Guignard (Henri-Claude), natif de Tiffauges et ancien gendarme à Roche-Servière.

Villeneuve du Cazeau (Louis-Augustin), seigneur du Pontreau, paroisse de Saint-Pierre de Cholet, était né en 1756, dans la paroisse du May, près Cholet.

Les Soyer étaient quatre frères, nés à Thouarcé (Maine-et-Loire), d'une famille aisée de marchands. L'aîné (René-François) fut grand vicaire de Poitiers, puis évêque de Luçon en 1821. Jean, major général de l'armée d'Anjou, reçut en 1816 le brevet de maréchal de camp. François fut breveté colonel, et Louis-Pierre, chef de bataillon. C'est de lui que M^{me} de Sapinaud écrit en ses *Mémoires* (p. 452) : « Entouré à Châtillon de quatre hussards, il les tua tous les quatre et rejoignit sa division. Il n'est pas une partie de son corps qui ne soit cicatrisée; il ne lui reste d'entier que le cœur! » (*Voir leurs états de service au 5^e vol.*)

Dommaigné (Jean-Baptiste-Louis-Étienne) C^o de Brulon, était né à Angers en 1749. Il était colonel général de la cavalerie.

Perrault (le M^e Chambona de) était lieutenant de vaisseau; il fut fusillé près de Fougères dans les premiers jours de janvier 1794.



VUE DE PORNIC

(D'après une aquarelle de M. le C^o de Cambourg, 1893).

CHAPITRE III

Le Bas-Poitou. — Charette et ses officiers. — Souchu et ses proscriptions. — Le lieutenant-colonel Labérillais cherche à négocier entre les deux partis. — Position de juste-milieu. — Labérillais condamné par la République et abandonné par les royalistes. — Défaites successives de Charette. — Leurs causes. — La Grande Armée devant Thouars. — Prise de cette ville. — Le faux évêque d'Agra. — Bataille de La Châtaigneraie. — Les Vendéens battus par Chalbos devant Fontenay. — Ils prennent leur revanche. — Victoire de Fontenay. — Les sept représentants du peuple. — Marie-Jeanne. — Loyseau et Forêt. — Humanité des Vendéens. — Bibard. — Formation du Conseil supérieur. — L'abbé Bernier et le Bénédictin Jagault. — Proclamation des chefs de l'Ouest.

La Grande Armée a passé ses forces et ses généraux en revue. Elle avance pour faire le siège de Thouars. Pendant ce temps-là, une autre armée s'est formée dans le Bas-Poitou; et, marchant sous les mêmes drapeaux, mais avec des mœurs et des succès différents, elle n'arrive pas si promptement au même but. C'est que, dans sa manière de se recruter et de combattre, dans ses précédents comme dans ses officiers, elle a trouvé des obstacles que les troupes de Cathelineau, de Stofflet, de Bonchamps, de d'Elbée et de La Rochejaquelein ne rencontrèrent jamais (1).

La plupart de ces obstacles tenaient à la nature même du pays coupé en marais, en plaines et battu par la mer; d'autres naissaient du caractère de ses habitants, hommes qui n'ont jamais eu en partage la douceur et la simplicité de leurs concitoyens du

(1) *Sous ce titre : État politique et militaire de la Basse-Vendée et du Poitou dans la première partie du mois d'août 1793, d'après le rapport de Gramont et Hazard, M. Baguehier-Désormeaux a publié des pièces et des notes savantes sur plusieurs personnages de ce temps-là. (Vannes, Latolye, 1892.)*

Haut-Poitou. Alors plusieurs d'entre eux semblaient se faire un spécieux prétexte de la cause de Dieu et du roi pour se livrer en sécurité de conscience à des actes de cruauté. Les royalistes du Bas-Poitou n'approuvèrent jamais ces actes ; et Charette, aussitôt après avoir pris le commandement, les flétrit avec une énergique indignation. Mais quoique repoussées par les uns, quoique désap-



RENÉE BORDEREAU, 1793-1800

prouvées par les autres, ces mesures de vengeance appartiennent à l'histoire.

De Couëtus (1), Joly, les trois frères Joseph, Hyacinthe et Prudent de La Robrie avec leur père ; Frémont du Bouffay, Savin, le jeune du Chaffault, d'Argens, Pinaud, de Goulaine, de La Roche-Saint-André, Bordereau (2), La Cathelinère et les deux Guérin se sont déjà plus d'une fois mis à la tête des rassemblements formés dans le Bas-Poitou. Dans la première quinzaine de mars,

les uns ont eu affaire aux gardes nationales des environs, et ils les ont facilement mises en déroute. C'est le sort qui a été réservé par Savin aux volontaires de Palluau et à la garde nationale de Fontenay, battue par Royrand. Les autres se sont mesu-

(1) De Couëtus (Jean-Baptiste-René de La Vallée) était né à Nantes, en 1744. Ancien page de la reine, il se battit en Vendée. Arrêté au Clonzeau, près Challans, il fut fusillé le 28 décembre 1793.

(2) Bordereau, nommée ici pour la première fois, était une femme. Sa vie fut aussi pure que son courage était inébranlable. Renée Bordereau, née à Soullaines, près d'Angers, en 1770, avait donc vingt-trois ans au commencement de la guerre ; elle n'était connue dans l'armée que sous le nom de *Langevin*. Sauf MM. de Lescure, de La Rochejaquelein, Cathelineau et quelques autres chefs, tous ignoraient le sexe de cet intrépide soldat. Nous avons sous les yeux ses *Mémoires*, rédigés par elle-même et publiés à Paris en 1814, chez Michaud, imprimeur du roi. De cette brochure, réimprimée à Niort (Favre, 1888), nous extrayons les deux croquis ci-joints, qui la représentent à deux époques très diverses de sa vie.

« Aux premières affaires où je me suis trouvée, dit-elle avec candeur, le bruit des coups de fusil me fit impression et je fus désespérée de ne pas me trouver plus de courage. Je m'adressai

rés avec des soldats aguerris, commandés tantôt par Dumouriez, tantôt par Beysser, jeune chirurgien de marine, élevé tout d'un coup au généralat, et ils ont été battus. Lucas-Championnière qui, comme tous ces royalistes, paysans ou gentilshommes dont les noms viennent d'être cités, sera bientôt, sous Charette, l'un des chefs les plus distingués du Bas-Poitou, Lucas-Championnière, à la tête de quinze cents hommes du pays de Retz, occupe les rives de la Loire. Il s'empare du Pellerin, où sa troupe commet, malgré lui, plus d'un excès.

Le tocsin sonnait dans toutes les paroisses, l'insurrection de la Vendée éclatait. Afin d'arrêter le mouvement général, les Bleus de Machedoul se mettent sur la défensive. Machedoul est envahi au cri de : « Vive le roi ! à bas la nation ! » que des milliers d'insurgés font entendre. Maupassant, ancien



RENÉE BORDEREAU (LANGEVIN) 1814

député de l'Assemblée constituante, est à la tête de la garde nationale et de la gendarmerie. A la vue de cette multitude furieuse, la garde nationale et la gendarmerie ne voient de salut que dans la fuite. Maupassant veut tenir bon ; il est massacré avec le peu d'hommes qui n'ont pas abandonné leur chef. Ce meurtre est le signal de beaucoup d'autres. Le curé constitutionnel et le juge de paix expirent en criant : « Vive la nation ! » ils expirent sous les coups des femmes vociférant des paroles de mort et au milieu des chants de victoire que les vieillards,

alors à Dieu, et en levant les bras au ciel, je lui dis : « Bon Dieu, ne me donnez-vous pas plus de cœur pour combattre vos ennemis ? » Aussitôt après, je me suis sentie animée comme par un miracle. Je n'ai plus eu peur de rien, et, grâce à Dieu, le courage ne m'a jamais manqué depuis. »

que les enfants font entendre sur ces cadavres. Ici, comme dans une partie de la Bretagne et du Maine, on verra des femmes, suivant l'exemple des druidesses, s'attacher à leurs parents qui vont combattre, puis, avec des faucilles recourbées, ouvrir le ventre de leurs ennemis tombés, et chercher dans leurs entrailles le reste de vie qu'y ont laissé les balles ou les baïonnettes vendéennes.

C'était Souchu qui préluait ainsi à l'installation de son Comité supérieur. Ancien receveur des gabelles, cet homme a été entraîné dans une voie de sang par les funestes provocations des septembriseurs. Il s'est trouvé à Paris dans les journées du 20 juin, du 10 août et du 2 septembre 1792. Il a vu crouler la royauté, égorger ses défenseurs. Il a été témoin du grand crime social qui organisa l'assassinat dans les prisons. Il a entendu les puissances de l'époque, Danton et Marat, Philippe-Égalité et Robespierre, exalter le civisme des *travailleurs pour la nation*. Souchu alors conçoit la pensée de travailler comme eux, mais contre eux. Il légitime ses crimes futurs par les crimes qu'il voit commettre à la Révolution. La Révolution honorait les assassins qui mettaient leurs poignards à son service. Souchu demande à la monarchie le même privilège de sang. Hâtons-nous de dire qu'il ne l'obtint jamais. Dans le principe, pourtant, cet homme n'était peut-être pas féroce; il le devint par une soif de vengeance qu'explique malheureusement l'effervescence des partis. De retour dans ses foyers, il raconte aux esprits incultes dont il est entouré les orgies révolutionnaires, les sanglantes apothéoses dont il fut le témoin. Il a même l'affreux courage de livrer à la publicité tous ces récits. Ils devaient tristement agir sur des hommes que la rudesse de leurs travaux rendait à peu près insensibles au sentiment de l'humanité, et qui, sans guide encore, mettaient à profit les cruautés républicaines pour autoriser leurs cruautés royalistes. Souchu, favorisé par l'élan qui se manifeste dans les campagnes, compose donc son Comité.

Ce Comité s'était chargé de juger les prisonniers que faisaient les diverses bandes agissant dans les marais qui avoisinent l'embouchure de la Loire. Les juger eût demandé du temps, de l'équité et une impartiale appréciation des motifs qui les pous-

saient à prendre les armes. Souchu pensa qu'il était de meilleure guerre de les tuer sans jugement. Il avait adopté ce plan; il l'exécuta dans toute sa rigueur.

Quarante-deux républicains périrent ainsi dans une nuit. A Légé, à Montaigu, aux portes de Paimbœuf, ces fatales exécutions se renouvelèrent. Des listes de proscription furent dressées; mais Souchu, qui, en si peu de temps, a fait son éducation contre-révolutionnaire, à l'école même de la Révolution, Souchu se laisse parfois endormir par l'appât de l'or ou par des voluptés qu'il arrache à la terreur d'un trépas désormais inévitable. Cet homme avait en lui toutes les passions qui dominaient les représentants du peuple en mission. Dédaignant bientôt ces meurtres nocturnes dont il est déjà rassasié, il fait comme la Convention, il décrète la victoire ou la mort. Le M^{is} de La Roche-Saint-André est le premier sur lequel il essaye d'exercer les pouvoirs qu'il s'est attribués (1).

La Roche-Saint-André a marché sur Pornic avec quatre mille hommes. Il s'est emparé de cette ville. Ses volontaires indisciplinés s'y gorgeaient de vin et d'eau-de-vie, lorsqu'un prêtre marié, nommé Albine, rallie les Bleus qui fuyaient et les ramène sur la ville. Le massacre dans les rues et dans les maisons fut horrible. Les républicains tuèrent sans pitié; ils enterrent même tout vifs, jusqu'au cou, plusieurs officiers royalistes et ils les lapidèrent. Dans cette épouvantable nuit, le M^{is} de La Roche-Saint-André fit des prodiges de valeur et tenta de prendre, mais en vain, les mesures nécessaires au salut de son armée. Souchu ne lui tint aucun compte de l'ivresse des volontaires et du courage qu'il avait montré. Souchu l'accuse au Comité dont il est le président; il demande sa tête. Le Comité allait la livrer. Pour se soustraire à d'aussi tristes conséquences de l'ac-

(1) Il y eut dans l'armée vendéenne deux héros de ce nom. Le premier (Louis-Marie, M^{is} de la Roche-Saint-André), né au château de La Salle, près Machecou, habitait le château des Planches, voisin de La Garnache. Il avait épousé M^{me} Brigard du Martray, née de Car-gouët. Il périt à Savenay, le 23 décembre 1793. C'est de lui qu'il s'agit ici.

Le second (Augustin-Joseph), né à Nantes, en 1756, fut d'abord chevalier de Malte. Il avait épousé M^{me} Ursule de Reignon. Blessé à la bataille de Dol, il mourut peu après dans la paroisse de Coulans.

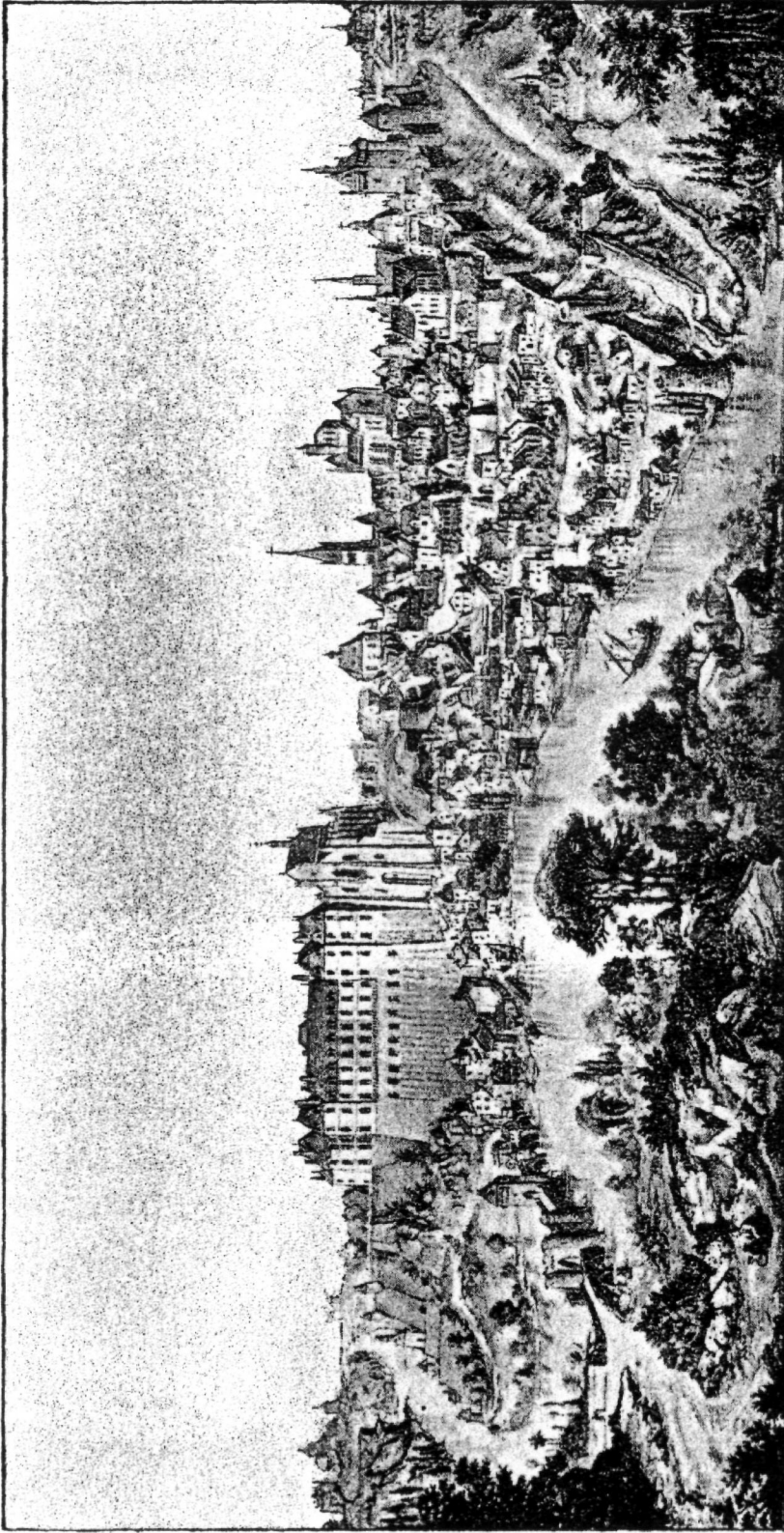
complissement de ses devoirs, La Roche-Saint-André se retira dans l'île de Bouin.

Ce fut dans ce moment que Charette parut à la tête de ces mêmes paysans que le Comité supérieur avait façonnés aux meurtres et au pillage.

On le voit, c'est une déplorable armée que celle dont, sous peine de mort, Souchu et les paysans le forcent d'accepter le commandement; mais Charette, qui n'est pas libre de refuser, ne le prend que pour le rendre plus humain. A peine son autorité commence-t-elle à être respectée, qu'avec le chevalier de Couëtus, il s'oppose aux exécutions de Souchu. Pour les continuer, ce dernier prend la précaution de les ordonner pendant les absences du général.

Quand Souchu était las de garder dans ses cachots les prisonniers faits par les royalistes, il prêtait aux patriotes quelques crimes bien affreux. Des lettres de Nantes, de Paris même, lui arrivèrent dans ce sens; elles donnaient des détails sur ces crimes imaginaires, comme si la réalité des attentats n'était déjà point assez déplorable. A ces nouvelles, les royalistes, dont le président du Comité savait bien aiguillonner la fureur, se précipitaient dans les prisons; on en arrachait les Bleus, Souchu les faisait attacher à une corde que, par une dérision impie, il appelait leur chapelet : barbare initiative qui, peut-être, révélera à Carrier les mariages républicains. Après les avoir forcés à se mettre à genoux, il les faisait fusiller. Quatre-vingts périrent dans un seul jour. Ceux que les balles épargnaient étaient impitoyablement égorgés. Joubert, président du district de Machecoul et ennemi personnel de Souchu eut les poignets sciés; des hommes, des femmes furent enterrés vivants, et longtemps après ces orgies de sang, sur le terrain où Souchu commandait ces exécutions empruntées aux mœurs des sauvages, on découvrit un bras d'homme, dont la main, hors de terre, serrait avec une violence convulsive des herbes jaunies.

A son début, Charette proscriit tous ces raffinements de cruauté. Un grand nombre de femmes attendaient dans les prisons la mort dont Souchu les menaçait. Le général rend la liberté à



CHATEAU ET VILLE DE THOUARS, AU XVIII^e SIÈCLE (Collection Gaignières).
(L'original appartient à M. le duc de La Trémoille.)

toutes ces femmes ; il engage les prêtres à menacer le peuple des vengeances de Dieu, si de pareils attentats souillent encore la sainteté de sa cause. Pour donner l'exemple de l'humanité, lui-même offre asile dans son château de Fonteclose à Bourrier, l'un des républicains les plus exaltés du pays. Plus d'une fois, on le vit pendant la nuit, montant la garde à la porte des prisons comme pour mettre sous l'inviolabilité de son épée les Bleus que Souchu avait désignés à ses bourreaux.

Exaspéré de la résistance qu'il ne s'attendait pas à voir surgir dans un homme livré à toute la fougue de ses passions, Souchu organisa contre Charette des plans d'insubordination. On dit même que, se rapprochant ostensiblement des révolutionnaires, il essaya plus d'une fois de le compromettre aux yeux de l'ennemi.

La preuve de ce rapprochement, qui n'aurait point étonné la Vendée, se trouve même dans la manière dont périt Souchu. Le général Beysser (1) attaquait Machecoul, qui, comme Cholet et tant d'autres villes centrales de l'Ouest, fut si souvent pris et repris dans ces guerres. Beysser va pénétrer dans Machecoul, lorsque Souchu, couvert d'un bonnet rouge, une liste de proscription à la main, liste sur laquelle figuraient onze chefs royalistes et Charette, se précipite vers les Bleus en criant : « Vive la Nation ! » Il allait se réfugier dans les rangs ennemis. La hache d'un sapeur, qui lui fend la tête, ne lui en laisse pas le temps. A cette nouvelle, Charette, plein de joie, dit aux partisans de cet homme : « Ce ne sera jamais ce sang impur que mon épée vengera. » A partir de ce jour, il commence à soumettre à sa rude discipline les soldats que Souchu avait rendus complices de ses crimes.

François-Athanase Charette de La Contrie était né à Couffé,

(1) En 1872, ont paru chez Robuchon, imprimeur à Fontenay-Le-Comte, les LETTRES DE BROUSSAIS, volontaire national, sur la campagne de Beysser en Vendée. Broussais, né à Saint-Malo, de caporal obscur, devint plus tard célèbre par ses écrits et ses systèmes de réforme médicale. Ses lettres d'alors ont été retrouvées par M. Fillon. Elles sont au nombre de six, datées de Montaigu, de Nantes, d'Angers et de Rennes ; elles peignent d'une façon saisissante les horreurs de la guerre, et s'expriment avec impartialité sur les batailles et les déroutes des deux armées.

près de Nantes, le 21 avril 1763. Aspirant, garde-marine, lieutenant de vaisseau, il a, dans ces différents emplois, montré une bravoure et un désintéressement peu communs. En 1790, il refuse de servir la Révolution. Le 10 août 1792, il est aux Tuileries, offrant son bras et sa vie à la royauté malheureuse. Ses efforts sont inutiles. Entouré par la foule qui assiège le château, il va être égorgé. Un lambeau de chair humaine se rencontre sous sa main. (C'était, à ce qu'a depuis raconté Charette, la cuisse mutilée d'un Suisse). Il s'en empare. A l'aide de cet effroyable passe-port, il traverse la haie d'assassins qui l'entourent; et, le cœur saignant de tant d'affreux spectacles, il se réfugie chez un cocher de fiacre, où, pendant huit jours, il reste caché dans un grenier à foin. Sous un déguisement, il rentre en Poitou; mais, peu de jours après son arrivée, l'administration départementale de la Loire-Inférieure, qui n'a pas voulu laisser passer sans arbitraire la chute du trône, sanctionne ainsi, le 20 août, la liberté que les sans-culottes ont conquise en faisant le siège des Tuileries. Elle décrète que :

« Les administrations de district et les commissaires du département auprès de chacune d'elles se concerteront à l'effet de faire saisir et arrêter, par voie de police, toutes les personnes suspectes contre lesquelles il y aura précédemment eu des dénonciations; toutes celles dont l'incivisme est notoire; toutes celles encore dont l'arrestation paraîtra nécessaire à la tranquillité publique, laissant à la prudence des districts et des commissaires à prendre toutes les mesures que leur dicteront leur zèle et les circonstances. »

Cet arrêté, qui ouvrait un vaste champ à la tyrannie des clubs, fut immédiatement appliqué contre Charette : il est saisi, conduit au château de Nantes et relâché bientôt après sur la recommandation du lieutenant général Marcé, qui connaissait l'espèce d'intimité régnant entre le chevalier Charette et le général Dumouriez.

De retour à Fonteclose, Charette se livre à cette existence insouciant et voluptueuse qui a tant de charmes pour lui. Dans Charette, tel qu'il se révèle alors, il n'y a pas encore cette har-

diesse d'idées, cette profondeur de vues, cette énergie que rien n'abat; mais déjà sur son front pensif, dans ses yeux brillants, on peut lire qu'il sera le maître, et que personne n'osera bientôt mettre sa volonté en opposition avec la sienne. Il n'a pas la pureté de mœurs de Lescure, l'abandon chevaleresque de La Rochejaquelein, la sainte réputation de Cathelineau; mais, pour exercer un commandement difficile, il possède au plus haut degré la force morale nécessaire et cette intrépidité à froid qui fait braver de gaieté de cœur tous les périls. Son front impassible, son nez audacieux, ses lèvres contractées, ses épais sourcils faisant ressortir avec plus d'éclat le feu de ses regards, sa taille svelte et admirable dans ses moyennes proportions, ses cheveux rares et cendrés, l'air de luxe qu'il donne à son costume, sa voix brève et cassante offrent un ensemble particulier qui doit laisser une vive impression dans l'esprit des paysans. Plus tard, nous le verrons, inaltérable dans les revers comme dans les succès, espérer toujours contre toute espérance, soutenir seul, après la dispersion de la Grande Armée, le choc des troupes républicaines, et le soutenir tantôt en partisan plein de ressources, tantôt en général aussi maître de son expérience que de sa bravoure.

Il a dompté les cupides, les sanglants instincts de Souchu : Souchu est mort. Charette dissout le Comité supérieur; mais, tirant avantage des meurtres que ce Comité ordonna, le nouveau chef laisse entrevoir aux paysans qu'ils n'ont ni grâce ni merci à attendre des républicains, et, pour relever leur courage, il les conduit sous les murs de Pornic, théâtre de leur dernière défaite. Le 29 mars 1793, Pornic est en son pouvoir. (*Voir p. 105.*)

Après vingt engagements aujourd'hui sans importance, mais dans lesquels il eut constamment à lutter en même temps et contre les républicains, et contre la malveillance de ses officiers et de ses soldats, Charette arrive, à force de patiente énergie, à assouplir, dans sa division, ce caractère de révolte qui peut-être communiqua au sien l'opiniâtreté que plus tard il déploiera.

Il n'a encore sous sa précaire autorité que vingt paroisses du

Bas-Poitou. Les autres obéissent à des chefs indépendants : Savin commande la division de Palluau; Guerry de Cloudy, Guerry de La Fortinière, son frère, et Nicolon des Abbayes, celles de Challans et de Beauvoir; Pajot, l'un des hommes les plus intrépides de la Vendée, est à la tête des volontaires de Bouin; Saint-Philibert marche sous les ordres de Couëtus; Joly dirige la division que l'on appelle l'armée des Sables.

Un ancien soldat nommé Vrigneau, de la paroisse de Vieille-Vigne, a soulevé ses voisins et étendu sa puissance sur plusieurs communes, entre la route des Sables et celle de La Rochelle.

De Royrand, vieux chevalier de Saint-Louis, qui laissera dans les camps vendéens une belle réputation d'honneur, de vertus et de talents, a été, comme tous les nobles, entraîné par l'insurrection des paysans qui environnaient sa demeure à Saint-Fulgent. Il les a conduits à la victoire, et déjà, sous son commandement, il réunit toutes les campagnes depuis Montaigu jusqu'à La Châtaigneraie(1). Un autre chevalier de Saint-Louis, de Lyrot, a formé une division qui opère sur la rive gauche de la Loire, et presque jusqu'aux portes de Nantes : Devieux, Désigny père et fils, de Flavigny, de La Chapelle et d'Andigné de Maineuf combattent avec lui. Prudhomme, un maître d'école de village, a soulevé les gars du Loroux : ce seront plus tard les grenadiers de Charette.

Un événement, que de plus grandes calamités ont fait depuis complètement oublier, donna à toute cette partie du Bas-Poitou, qui n'était pas encore insurgée, la mesure de la tolérance politique que la Révolution prétendait appliquer à ces contrées.

Gaudin-Labérillais, ancien lieutenant-colonel du régiment d'Armagnac, avait été choisi pour chef par plus de 18 000 paysans rassemblés au bourg de Saint-Étienne de Montluc, sous l'inspiration de Morin-Prémion et de Richard-Duplessis. Labérillais hésite d'abord, accepte ensuite; mais, avant d'arriver à des hosti-

(1) De Royrand (Charles-Augustin), seigneur de la Petite-Boussière, paroisse de Bazoges-en-Pailleurs, était né à Montaigu (Vendée) en 1734. Retraité comme lieutenant-colonel en 1785, il fut blessé à Entrammes et mourut près de Baugé en Anjou, le 5 novembre 1793.

De Lyrot (François-Jean-Hervé), seigneur de la Patouillère, était né à Nantes en 1732. Il fut tué à Saenay.

lités plus prononcées, son indécision essaye de parlementer. Il cherche à faire adopter cet impossible *entre-deux* dont parle Pascal. Le 15 mars, Labérillais propose aux autorités de la Loire-Inférieure une transaction ; il se porte garant pour les 21 paroisses sous ses ordres, et, dans un temps limité, pour la Vendée entière. Il demande la liberté intégrale des cultes, le rétablissement dans les églises de tous les prêtres non assermentés que la majorité des habitants réclamerait, l'abolition de la milice, la juste répartition des impôts, le respect le plus profond pour la liberté et les propriétés de chaque citoyen.

Au milieu des exaspérations de tous les partis, c'est toujours un rôle difficile que celui de médiateur. Labérillais en fit l'expérience. C'était le 14 mars qu'il avait rêvé de mettre un terme à cette guerre, dont sa raison, dégagée de toute prévention, entrevoyait les horreurs dans un prochain avenir. Afin, disent-elles, de réfléchir plus mûrement sur les sages propositions qu'il leur adresse, les autorités de la Loire-Inférieure demandent jusqu'au 20 mars. Cet ajournement était un prétexte pour gagner du temps et se mettre en mesure de repousser par la force la force qui allait les anéantir. Labérillais consent à ce délai ; mais aussitôt l'ardent Richard-Duplessis crie à la trahison. Il accuse Labérillais. Morin-Prémion suit cet exemple. Tous deux lui enlèvent les troupes qui viennent de le reconnaître pour chef, ils tentent même de les conduire sur Nantes. Le juste milieu pris par Labérillais en avait déjà séduit une partie. L'intrépidité de Richard, les exhortations de Prémion n'eurent donc qu'un succès incomplet. Les paysans voulaient attendre ce que les autorités de Nantes décideraient.

Quand ces autorités surent que Labérillais ne pouvait stipuler que pour une fraction de révoltés, elles prirent une attitude patriotiquement arrogante ; et, à l'aide de quelques décharges d'artillerie, elles dissipèrent ce rassemblement. Labérillais, tout semble le prouver, avait agi de bonne foi. Il se rend à Savenay pour se justifier aux yeux des républicains. On le charge de fers, on le traîne à Nantes. Il y fut jugé et acquitté. Pareille sentence, que, dans son intérêt, la Révolution aurait dû provoquer et main-

tenir, excite la colère des clubs. On a peur de cette colère. De nouveaux juges sont donnés à Labérillais. On les avait choisis de conscience facile, comme on en trouve toujours dans les jours de réaction. Cette fois-là, Labérillais est condamné et mis à mort.

Cette exécution consommée dans l'intention de bien faire comprendre à la Vendée que les révolutionnaires, sans s'inquiéter de ses justes doléances, ne voulaient gouverner que par la terreur, produisit l'effet que les esprits modérés en attendaient. Elle exaspéra les masses, qui sentirent que toute tentative de rapprochement était désormais impossible. Elle précipita dans le mouvement royaliste des cœurs honnêtes, mais jusqu'à présent indécis, et qui n'auraient pas mieux demandé que d'accepter la Révolution, si elle était venue à eux avec des idées d'ordre, de paix et de stabilité. Cette exécution fit plus. Elle porta la défiance dans l'âme des patriotes qui ne cherchaient pas à tout bouleverser. Labérillais avait été le premier à concevoir la pensée d'une transaction possible entre les deux principes en présence. Il fut le dernier, et, jusqu'à la fin de la guerre, on ne trouve plus que d'implacables ennemis. C'était sans doute le vœu de la Convention. Il ne fut malheureusement que trop exaucé.

Vers la même époque, Joly et Savin, qui plus tard deviendront deux des plus habiles lieutenants de Charette, échouaient devant les Sables-d'Olonne, que le général républicain Boulard défendit avec une rare bravoure. Mais, quoique battus par Boulard dans huit rencontres successives, Joly et Savin ne perdent point courage. Ils restent maîtres de La Mothe-Achard et de toute la contrée voisine des Sables. Boulard était royaliste. Officier sous Louis XVI, il avait conservé à la monarchie son respect et son amour. On l'accuse de trahison, parce que, malgré tous ses efforts, il ne peut neutraliser les entreprises des deux audacieux paysans qui lui sont opposés. L'injustice des partis tue ce brave général et délivre Savin et Joly de leur plus redoutable adversaire.

La Révolution n'avait pas été heureuse dans ses premiers combats. Cependant, aux moulins de Cheffois, le général Chalbos a remporté sur des laboureurs qui n'ont pas encore d'armes

un léger succès. Deux jours après, le 12 avril, il attaque encore de nouveaux rassemblements, et, usant jusqu'à l'abus du pouvoir de mentir que la Révolution accorde si largement à ses serviteurs, il signe un rapport où il est dit que ces rencontres sont des victoires décisives; mais, dans une note particulière au ministre de la Guerre, il ajoute ces paroles qui prouvent que, déjà, population contre population, la Vendée était la plus forte et la plus brave. Il écrit de sa main :

« Les gazettes annoncent six mille hommes à Fontenay, et nous n'en avons que trois cent quarante-sept. Il y a à Saint-Hermand douze cents hommes et à La Châtaigneraie quinze cents : voilà toutes nos forces dans cette partie. Nous n'avons presque point de troupe exercée, et il n'y a qu'elle (*je ne le dis qu'à vous*) qui se soit bien battue. Les volontaires qui ne savent pas charger leurs armes sont étonnés au premier coup de feu, et, sans la sage précaution prise par Verteuil de placer de la gendarmerie derrière les bataillons de volontaires, il y aurait eu beaucoup de fuyards, et le succès eût été plus qu'incertain. Je le répète, sans troupe de ligne, cette guerre ne se terminera pas. »

D'un autre côté, de Lyrot était forcé dans son camp de Lallouère par les Bleus, sous le commandement de La Barolière. La Cathelinière (1) échouait devant la ville de Paimbœuf, et Charette lui-même inaugurerait par une série de défaites cette carrière d'incompréhensibles succès dans laquelle il va bientôt entrer. Obligé de lutter contre les républicains qui ne lui accordent point de trêve, tourmenté dans son camp par les rivalités de certaines jalouses médiocrités, il est encore en butte aux sourdes trahisons de quelques amis et aux lâchetés peut-être calculées de ses soldats. Sa constance, pourtant, tout en se désolant de ces tribulations, ne se laisse point abattre. Au milieu de tous ces sujets de désespoir, il conserve un sang-froid toujours imperturbable, se fait battre quand il ne peut triompher, revient sans cesse à l'attaque et astreint peu à peu ses soldats à la discipline. Il les punit dans leur amour-propre, lorsqu'en face de

(1) Louis Ripault, seigneur de La Cathelinière, habitait le château de Princé, près Paimbœuf; il fut guillotiné à Nantes, le 3 mars 1794.

l'ennemi ils ont lâché pied ; il les encourage par son exemple et par ses discours ; enfin il les pousse à la rencontre du général Beysser, que Canclaux, chargé, au nom de la nation, du commandement en chef de l'armée des côtes, envoie contre lui (1).

Le 20 avril, Beysser envahit le pays de Retz. La garde nationale de Nantes, le 5^e bataillon de la Manche et le 12^e de la République marchent avec lui, ils s'avancent contre le Port-Saint-Père. Pajot, marchand colporteur comme Cathelineau, a été investi par Charette du soin de défendre ce poste. Les Nantais sont bien supérieurs en nombre. Le nombre n'intimide point Pajot. On lui propose de se rendre. Mèche allumée à la main, Pajot s'appuie sur un canon et jure de défendre le Port-Saint-Père jusqu'à la mort. Cette bravoure sans ostentation fait reculer les Nantais ; mais Beysser arrive, et, malgré la plus héroïque résistance, Pajot, grièvement blessé, se voit dans la nécessité d'abandonner la place.

Souchu et son Comité agissaient au nom des royalistes qui les désavouaient. Beysser, lui, agit au nom de la République qui l'excite. Portant partout le feu, il pénètre à Saint-Cyr-en-Retz, à Bourgneuf et à Noirmoutier. Le 23 avril 1793, Charette marche à sa rencontre. En présence de l'ennemi, il est abandonné par ses troupes, qui, afin de fuir plus rapidement, jettent sur le terrain leurs armes et jusqu'à leurs chaussures. Avec une poignée d'hommes d'élite, le général tient ferme. Il est cependant forcé de reculer devant le nombre et la tactique. Cet échec, dont l'opprobre ne revient pas en entier à ses volontaires — Charette ne connaît-il pas toutes les intrigues qui l'entourent ! — cet échec ne fait qu'enflammer son ardeur. Il attaque les Bleus au poste des Moulins, près de Légé. Il les bat. Le jour même, il va périr victime d'une sédition fomentée dans son armée par une femme,

(1) Beysser (Jean-Michel) était natif de Ribeauvillé, en Alsace. Chirurgien, puis général malheureux, il périt sur l'échafaud le 43 avril 1794, condamné par la Convention.

Canclaux (Jean-Baptiste-Camille, C^{te} de*) était né à Paris, en 1740. Colonel du régiment de dragons-cavalerie en 1789, il se rallia à la Révolution. La Convention l'envoya en Vendée en 1793, où il prit une part active aux opérations contre Charette. En 1796, il organise l'armée d'Italie et devient successivement ambassadeur à Naples et à Madrid, puis sénateur et comte de l'Empire. Il se rallia aux Bourbons en 1814 et accepta de Louis XVIII le titre de pair de France. Il mourut en 1817.

* Larousse omet ce titre. Est-ce oubli systématique pour ce transfuge de la noblesse ? est-ce ignorance ? Les deux hypothèses sont acceptables.

lorsqu'il se précipite, le sabre à la main, au milieu des plus mutins. Trois ou quatre tombent sous ses coups. Cette témérité rétablit le calme.

Charette alors se porte sur Sainte-Pazanne, où un bataillon du 4^e d'infanterie était cantonné; il l'attaque, le met en déroute, fait prisonniers la plupart des officiers et des soldats, qui se rangent sous ses drapeaux. Anciens serviteurs de la monarchie, ces militaires ne cachaient pas leur antipathie instinctive contre les *nationaux* dont ils méprisaient les opinions exagérées et les sanglantes lâchetés. Ce succès avait enhardi les royalistes. Charette fait une pointe sur Paimbœuf, où le colonel Macdonald bivouaquait avec deux bataillons du 60^e de ligne. Le 2 mai 1793 il est repoussé, a un cheval tué sous lui, revient encore à la charge; mais enfin, entraîné par ses gars, il est obligé de reculer.

On n'avait pu triompher de lui par la révolte ou par l'abandon. On chercha à l'humilier dans son orgueil. Le vénérable Royrand fut l'officier sur lequel les ennemis secrets de Charette portèrent leurs regards pour le perdre. Charette sent que ses troupes ont besoin de repos. Il fait demander à Royrand un asile dans ses cantonnements de Montaigu. Prévenu contre Athanase par des intrigues dont il ne soupçonne pas la source, le vieux chevalier de Saint-Louis répond par un refus.

« Mes amis, dit Charette aux cinq cents hommes dont il est accompagné, il y a douze cents Bleus à Saint-Colombin. C'est là qu'il faut aller pour tirer vengeance des injustices dont je suis la victime. »

Le 6 mai, à 7 heures du matin, il y allait; à 8 heures, il était maître de Saint-Colombin. A 8 heures, des douze cents Bleus du 4^e de ligne, il ne restait plus que quelques blessés et soixante prisonniers; et Royrand s'empessa d'avouer ses torts, qu'il répara dignement. On le vit témoigner au général l'estime que tant de persévérance faisait naître dans son esprit. Il voulut même entreprendre avec lui une expédition sur Machecoul. Le 9 mai, ils attaquèrent le 77^e de ligne. C'était l'ancien régiment de La Mark, presque tout composé d'Alsaciens. Les forces étaient inégales. Au premier coup de fusil, officiers et soldats de la République

demandent à passer dans les rangs royalistes ; ils y entrèrent avec la caisse et leurs canons.

Les Vendéens du Bas-Poitou commençaient à s'habituer à la victoire, et le général Petit-Bois, qui remplaçait provisoirement, à Nantes, Canclaux, envoyé dans le Morbihan par le Conseil exécutif, écrivait en ces termes à la Convention, le 5 mai :

« Tout va mal. Nos volontaires ne veulent pas se battre, et, quand ils consentent à se mettre en ligne, c'est pour se laisser vaincre d'une manière déshonorante. Vous faites bien de parler tout haut de l'enthousiasme national. Les enfants de Paris en ont seuls le germe ; mais, dans ces provinces, les patriotes n'en auront que lorsqu'on les aura autorisés à brûler les châteaux et à confisquer les terres à leur profit. Il faut leur offrir ce stimulant, qui leur permettra de se dévouer à la patrie. »

Comme si de pareils aveux n'étaient pas assez explicites, le général Dayat, le même jour, écrivait confidentiellement au Comité exécutif :

« On réclame des troupes de tous côtés. La Rochelle n'en a pas. Chalbos a besoin de forces, surtout depuis l'évacuation de Bressuire. Le peu de troupes qui restent à Fontenay sont des citoyens peu faits aux armes. On demande des troupes pour la division des Sables et pour le département des Deux-Sèvres, et il n'y en a pas. Les volontaires veulent retourner dans leurs foyers ; jugez de l'embarras où je me trouve. »

La Révolution, épouvantée de cet élan monarchique sur lequel elle n'avait point compté, était dans l'impossibilité d'y résister par les armes. Elle résolut de le vaincre par la terreur. Des tribunaux criminels révolutionnaires furent créés. Il y en avait déjà un à Nantes depuis le 19 avril 1793. Phelippes-Tronjolly, Vautrais, Le Minihy et Brager le composaient. Ce n'était pas assez. Le 5 mai, on en forma deux autres, à Savenay et à Paimbœuf. Les considérants qui servent de préambule à ces tribunaux exceptionnels créés par la liberté ont quelque chose de si terriblement instructif, que nous croyons devoir les reproduire.

« Sur ce qu'il nous a été représenté, disent les conventionnels en mission, que les maisons d'arrêt, quoique multipliées dans la

ville de Nantes, regorgent de détenus qui y sont entassés, que la santé de ces prisonniers souffre de leur nombre, et qu'il est impossible d'en admettre d'autres; considérant que le tribunal criminel révolutionnaire, établi au chef-lieu, ne peut, malgré son activité, espérer de longtemps réussir à terminer toutes les affaires qui lui sont soumises et se trouver à même, conformément à la loi du 7 avril dernier, de se porter dans les chefs-lieux de districts;

» Considérant que la force armée qui agit contre les Brigands fait tous les jours des prisonniers qu'il est instant de juger;

» Considérant, d'ailleurs, que la sûreté de la ville de Nantes et la disette extrême des subsistances qui s'y fait sentir fait une loi de ne pas y enfermer un trop grand nombre de consommateurs et d'ennemis;

» Par ces motifs, nous avons arrêté et arrêtons qu'il sera provisoirement établi deux tribunaux criminels révolutionnaires : l'un à Savenay et l'autre à Paimbœuf. »

Tant de moyens d'action dirigés contre les insurgés de la Vendée étaient encore insuffisants, même aux yeux des révolutionnaires; le Comité central de la Loire-Inférieure rendit l'arrêté qu'on va lire :

« Le Comité central, considérant qu'il est urgent de prendre des mesures pour assurer la conservation des amis de la République et punir les attentats qu'on pourrait commettre contre leur sûreté et leur tranquillité, arrête :

» A l'avenir, quand un assassinat aura été commis, les habitants du lieu du délit, dans l'arrondissement d'un quart de lieue, seront civilement responsables du fait s'ils ne dénoncent sur-le-champ et ne livrent les auteurs du crime à la vengeance des lois. En conséquence, ils seront tenus de payer à la famille du mort une indemnité de 1200 livres et une amende de 400 livres à la République, et lesdites sommes seront, s'il est besoin, levées militairement.

» S'il n'y a point de maisons dans l'arrondissement d'un quart de lieue de l'endroit où le délit aura été commis, la commune entière sera tenue de payer ladite somme de 1600 livres. »

Un mois auparavant, les représentants du peuple, Guermeur et Milhaud, avaient prescrit dans tout l'Ouest l'arrestation des pères, mères, frères, sœurs et enfants d'émigrés ou d'insurgés, et, le 5 avril, ils déclaraient la guerre aux sacristains et aux sonneurs de cloches des églises, sous prétexte que la République pouvait « tirer de grandes lumières des déclarations que seraient amenés à faire les servants des églises ou chapelles des paroisses dans lesquelles des attroupements s'étaient formés au son du tocsin. »

De pareilles mesures ne pouvaient que grossir les rangs de l'insurrection, car la terreur ne comprime jamais un élan aussi universel. Elles apprenaient aux paysans ce qu'ils avaient à espérer ou à craindre de la Révolution. Les paysans n'en demandèrent pas davantage. Ils étaient vainqueurs dans la Haute et dans la Basse-Vendée. Ils laissèrent les Comités, les districts et les représentants prendre des arrêtés qu'un despote aurait rougi de contre-signer, et ils continuèrent leur marche triomphale à travers le Bocage.

C'était le 6 mai 1793 que Charette avait contraint ses adversaires au silence. Ce jour-là même, la Grande Armée, pure de tous les excès et de toutes les rivalités dont le tableau vient d'être déroulé, mettait le siège devant Thouars.

Dans les anciennes guerres dont l'Anjou et le Poitou furent souvent le théâtre, cette ville, par sa position militaire, joua un rôle important. Elle est bâtie sur une colline, et la petite rivière du Thouet, guéable sur un seul point, décrit autour de son étroite enceinte une ligne qui, mieux que toutes les fortifications, protège la ville au midi et au couchant. Le 3 mai, le général Quétineau, après avoir évacué Bressuire, s'y était retiré, espérant bien que les Vendéens ne viendraient pas le poursuivre jusque-là. Il avait concentré dans les murs de Thouars toutes les troupes battues en détail par les royalistes ; mais ces troupes, auxquelles se sont joints les bataillons du Var, de la Nièvre, de la Vendée et de la Vienne, ont pour compagnons d'armes une partie des Marseillais.

Comme les vainqueurs de la Bastille, ces Marseillais, usurpa-



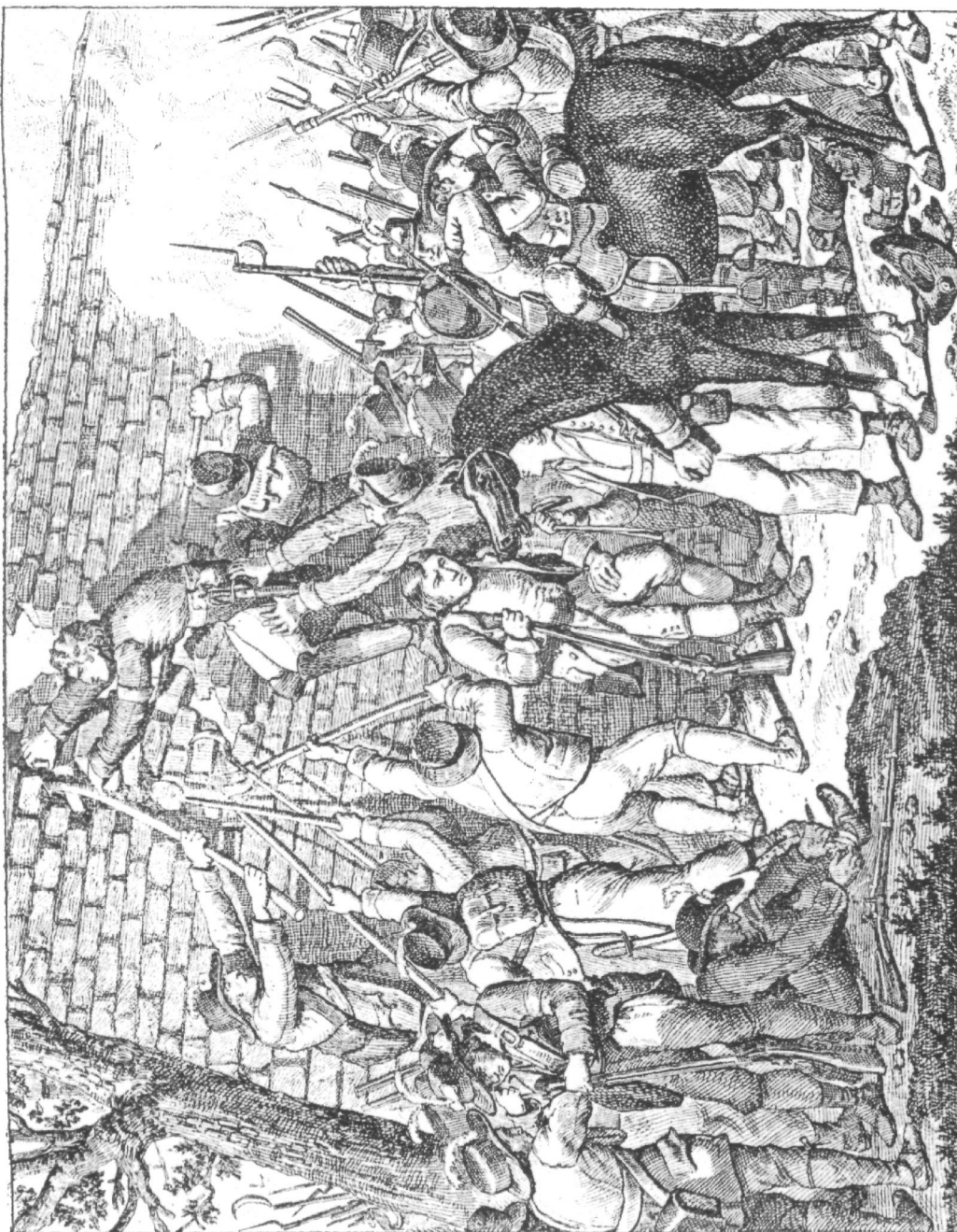
LESCURE AU PONT DE VRINES (D'après une gravure de la Bibliothèque nationale. Cabinet des estampes).

teurs du nom d'une cité qui ne les a jamais voulu reconnaître pour ses enfants, sont après au pillage et insubordonnés. De leur propre autorité, qu'ils disent être celle du peuple, ils ont déjà tant créé, tant destitué de généraux, que pour eux l'obéissance n'est plus comptée au nombre des vertus du soldat. Préto-riens en carmagnole, ils exercent sur leurs officiers un empire que les clubs s'acharnent à maintenir. N'est-ce pas, en effet, de ces hommes toujours prêts au massacre ou à la révolte que les clubs ont besoin ?

Quétineau était né au Puy-Notre-Dame, non loin de Saumur. Avant la Révolution il faisait valoir une ferme, et, en 1792, il était parti pour l'armée de Dumouriez, en qualité de chef de bataillon des volontaires. Il se montrait partout républicain modéré et patriote honnête ; les Marseillais l'avaient donc mis à leur ban. Par son indiscipline, ce ramas de bandits recueillis dans les bagnes ou dans les mauvais lieux cherchait à compromettre le général que l'armée royale allait attaquer. Quétineau connaissait ces dispositions hostiles. Cependant, à la nouvelle que les Blancs s'avancent sur Thouars, il prend toutes ses mesures. Le 7 mai, le siège commence. Thouars est cerné et assailli par quatre côtés à la fois.

Donnissan et Marigny au port Saint-Jean, Cathelineau, d'Elbée et Stofflet au port du Bec-du-Château, forment la réserve. Lescure et La Rochejaquelein, au village de Vrines ; Bonchamps, au Gué-aux-Riches, commencent l'attaque. Pendant près de six heures, l'artillerie des deux camps fait de profonds ravages ; mais déjà la poudre manque aux Vendéens. M. Henri s'en aperçoit ; il court en demander et n'en trouve plus. Il a laissé le commandement à Lescure. Celui-ci, qui pour la première fois paraissait au combat, comprend par un mouvement des assiégés que leur courage chancelle. Il saisit un fusil, descend le coteau sur lequel il est posté, puis, au milieu de la mitraille et des balles, il arrive au pont. Son exemple n'est pas suivi ; il revient sur ses pas, il prie, il encourage les paysans. Pour les entraîner à braver le danger que seul il affronte, il se place encore au milieu du pont. Ses habits sont criblés de balles, mais les paysans ne

s'ébranlent point. Il retourne une troisième fois auprès d'eux; il est enfin suivi, mais c'est par La Rochejaquelein, par Forêt et par



ASSAUT DE THOUARS (D'après une gravure de la Bibliothèque nationale. Cabinet des estampes.)

un volontaire. Tous quatre se jettent dans les retranchements. Témoins de ce courage, les Vendéens se décident à l'imiter. L'armée entière s'ébranle.

Bonchamps, avec sa cavalerie, traverse le Gué-aux-Riches à la nage. Donnissan et Marigny attaquent le Pont-Neuf à coups de canon. La Bouère ordonne au maître canonnier de continuer le feu qui se ralentit. « Je n'ai plus que trois gargousses, répond l'artilleur. — Eh bien! feu tout de même, s'écrie La Bouère. Nous irons chercher d'autres munitions dans la ville. »

A la première décharge, les Bleus abandonnent en désordre le Pont-Neuf. Cathelineau, d'Elbée et Stofflet avancent vers la porte de Saumur. Après le passage du Gué-aux-Riches, Bonchamps se trouve en face des patriotes de la Vienne. Les lâches ont fui même avant le combat, mais le plus grand nombre de ces volontaires est sur le terrain. Pris en flanc, ils se battent sans espérance de secours, ils se battent jusqu'à ce qu'il n'en reste plus un seul. La cavalerie de Bonchamps les écrase tous. Les volontaires républicains de Cette, de Nîmes, de Narbonne et de Perpignan, connus sous le nom de chasseurs du Midi, s'avancent à leur tour. Ils se forment en bataillon carré, épuisent jusqu'à leur dernière cartouche et se jettent sur les Vendéens. Le 11 mai, Barère, en rendant compte à la Convention de cette bataille, avoue que, de tous les chasseurs du Midi, « il n'en reste plus que six. » Quétineau, à cette vue, pousse sa réserve contre les royalistes. Il déploie son armée entre Vrines et Thouars; mais, pressé par l'ennemi, il rentre bientôt dans la ville.

« A l'assaut! » s'écrie La Rochejaquelein.

« A l'assaut! » répète toute l'armée, s'élançant vers le mur d'enceinte. Les Bleus se croient en sûreté derrière cette muraille qu'ils ont garnie de troupes. Bravant la mousqueterie, les Blancs se disposent à abattre le mur à coups de piques. Ce moyen ne paraît pas assez expéditif à M. Henri. A défaut d'échelles, il monte sur les épaules de Texier (1), de la paroisse de Courlay, l'un

(1) Texier (Toussaint), dont l'album de M. le M^{re} de Chauvelin nous a conservé les traits, avait pour frère Joseph, et un autre, le trop célèbre abbé Pierre Texier, mort en 1826, curé de Courlay. Nous en avons longuement parlé dans l'histoire de la *Petite Église* (p. 176 et suiv.). Toussaint était né le 24 mars 1769. La Restauration lui donna la croix d'honneur. Il mourut à Sunay, paroisse de Châtillon-sur-Thouet, le 29 mars 1847.

Son frère Joseph, dont nous donnerons aussi le portrait, était également natif de Courlay, où il mourut le 6 janvier 1832. C'est à la famille Texier que M^{me} de La Rochejaquelein confia sa fille avant la prise de Fontenay. (*Mémoires*, p. 81.)

de ces hommes dont une bravoure surhumaine devrait immortaliser le souvenir. Il écarte les républicains à coups de fusil, il se cramponne à tout ce qui peut lui offrir un point d'appui. Ses mains arrachent les pierres, et, échappant à toutes les morts, il ouvre ainsi la brèche. Quelques moments après, il entrait de



(Album Chauvelin.)

« TOUSSAINT TEXIER, sur les épaules duquel mon oncle Henri est monté à l'attaque de Thouars. »

vive force dans la place par le bas du château. Le général Quétineau s'aperçoit alors qu'il est impossible de prolonger la résistance.

D'un côté, Lescure pénétrait dans la ville avec ses gars; de l'autre, Bonchamps la serrait de fort près: les Bleus comprirent qu'il fallait se rendre. Après avoir arboré le drapeau blanc, ils capitulèrent devant d'Elbée et Cathelineau, qui se présentaient sur un autre point. Ce fut avec Redon-Puy-Jourdain (1), juge de paix de la ville, que l'on traita d'abord.

Pour la Vendée militaire, c'était un moment solennel, une heure de réaction ou de pardon qui allait sonner. Les habitants de Thouars avaient pris leur part du massacre des Moulins-de-Cornet au 24 août 1792. Le vainqueur avait des vengeances à exercer; les

(1) Redon-Puy-Jourdain était, avant la Révolution, le procureur fiscal des La Trémouille pour leur duché de Thouars. La Révolution en fit le juge de paix du canton, puis le premier sous-préfet de Thouars. Quand, en 1805, la sous-préfecture fut transférée de Thouars à Bressuire, M. Redon vint dans cette dernière ville. C'était un homme estimable et plein de modération.

vaincus en avaient à redouter. A peine entrés dans cette cité prise d'assaut, les Vendéens se précipitent dans les églises, ils agitent les cloches en volées triomphales; et, au pied de l'autel, ils déposent tout sentiment de haine, toute idée de réaction. Napoléon, dans ses *Mémoires*, rend aux Vendéens la justice qui leur a été si souvent déniée.

« Quoique la ville, dit l'empereur, eût été réellement prise d'assaut, cette capitulation fut observée. Ce qui est remarquable, c'est qu'aucune vengeance ne fut exercée. »

L'ordre le plus parfait règne au milieu de cette confusion. Seulement les royalistes, et ce fut toujours leur plus grand plaisir, firent un feu de joie des archives nationales. Les prisonniers, au nombre de plus de cinq mille, furent mis en liberté. La Vendée ouvrit ses rangs à ceux qui désirèrent faire cause commune avec elle, et, pour tout droit de guerre, elle se contenta de demander des vivres aux patriotes que leurs opinions exagérées signalaient à ses colères. Les officiers royalistes s'empressèrent d'accorder des sauf-conduits à tous les nationaux qui étaient venus pour les combattre. Ces sauf-conduits étaient signés par les chefs. La Révolution tourna contre eux ou contre leurs familles cet acte de générosité. Elle avait entre les mains la preuve de ce qu'elle appelait leur rébellion. Elle fit incarcérer ou mourir tous les parents de ceux qui accordaient grâce aux prisonniers et qui donnaient des sauf-conduits.

Un traité fut signé entre les royalistes et le général républicain, qui le fit approuver par le conventionnel Carra. Nous le citons, malgré ses imperfections de style, que rachète si bien son parfum de chevaleresque humanité :

« Nous, généraux de l'armée catholique et royale, permettons à M. Pierre Quéteineau, breveté lieutenant-colonel d'un bataillon de volontaires, commandant la garnison de Thouars, d'aller où bon lui semblera, convaincus que l'honneur le portera, tant qu'il restera prisonnier, à ne point porter les armes contre nous, à moins qu'un échange ou un autre arrangement de droit ne l'ait délivré de sa captivité. Le même engagement l'engagera, nous l'espérons, à rendre un compte sincère et fidèle de la manière

humaine et généreuse avec laquelle nous nous sommes conduits envers les troupes faites prisonnières sous ses ordres.

» Fait à Thouars, le 8 mai 1793.

» *Signé* : BONCHAMPS, DONNISSAN, D'ELBÉE,
LA ROCHEJAQUELEIN, CATHELINÉAU, LESCURE. »

Au-dessous, on lit la signature de Quétineau.

A Thouars, en dehors des recrues que fit la Grande Armée, il se présenta beaucoup de jeunes gens qui depuis furent d'excellents officiers, Danyaud-Dupérat, fils d'un avocat de Cognac; Piet de Beaurepaire, de La Ville-Baugé, qui avaient été forcés de s'enrôler dans la garde nationale; le vieux Le Maignan, Herbault, de Mondion, de Langerie et de Chassigny, trois enfants qui combattront comme des hommes, accoururent prendre service parmi les Vendéens. De La Marsonnière, Renou et de Beauvollier suivirent cet exemple (1).

(1) Danyaud-Dupérat (Isaac-Daniel-Jean) était né à Cognac en 1769. Il fit, après la prise de Thouars, toutes les guerres de la Vendée. Prisonnier en 1795, il s'évade de Nantes et rejoint l'armée de Scépeaux. Arrêté de nouveau en 1804, il ne fut rendu à la liberté qu'en 1814. Il mourut à Paris, à l'hôpital du Val-de-Grâce, le 12 octobre 1826. (Voir t. V.)

Piet (Pierre-Marie-René) (Voir aussi t. V.) était seigneur de Beaurepaire en Anjou. Il habitait le château de La Coussaye, paroisse de Terves, à la porte de Bressuire, qu'il tenait de sa mère, née de Feydeau. Cette famille compta de nombreuses victimes. Il mourut à Poitiers, le 8 février 1822.

Notons ici le souvenir d'un drame qui se passa au château de La Coussaye, le 5 février 1790. Le fait nous a été raconté par le curé de Bressuire qui le tenait de témoins oculaires.

M. de Feydeau avait invité, selon l'habitude, le P. Jacques, prieur des Cordeliers de Bressuire, à passer la journée à La Coussaye. Sur le soir, on vint leur dire que quatre mauvais sujets de Bressuire, dont nous faisons les noms (car les familles existent encore), avaient formé le complot de les assassiner. Ni M. de Feydeau ni son hôte ne voulurent croire à cette menace et le prieur resta à coucher au château. Mais, dans la nuit, les malfaiteurs pénétrèrent sans bruit et massacrèrent les deux vieillards, deux domestiques et deux servantes. Ils furent pris, jugés et condamnés à être exécutés sur la place de Bressuire entre l'église et la porte de la *Bâte*. Ce fut le premier sang versé dans cette ville qui allait en être abreuvée.

Pierre-Louis de La Ville, seigneur de Baugé, près Thouars, était né en 1764, et fit glorieusement toutes les guerres de la Vendée. Maire de Thouars en 1821, il mourut en cette ville le 16 octobre 1834.

Le Maignan (Louis-Athanase, seigneur de La Verrie), était né à Nueil-sous-Passavant, près Vihiers. Blessé à la bataille du Mans, il fut massacré pendant la déroute.

Herbault (Pierre) était fils d'un procureur de Poitiers. Il quitta le Séminaire pour s'enrôler dans l'armée vendéenne. Il périt, comme le précédent, à la déroute du Mans (12 décembre 1793), ce qui ne l'empêcha pas d'être condamné à mort le 12 janvier suivant par le tribunal révolutionnaire de Poitiers.

Les trois frères de Mondion étaient nés à Chassigny, près Loudun (Vienne). L'un d'eux n'avait que quatorze ans quand il commença la guerre.

Charles-Joseph Le Vieil de La Marsonnière était né à Saint-Clair, près Moncontour (Vienne).

Mais l'événement qui, dans l'histoire de ces guerres, rend plus remarquable la prise de Thouars, fut l'arrivée au camp de l'évêque d'Agra.

L'abbé Guyot de Folleville était fils d'un commissaire de marine à Saint-Malo. Avant la Révolution, il exerçait les fonctions sacerdotales à Dol. Il prêta d'abord serment à la Constitution, se rétracta ensuite et se réfugia à Poitiers chez des religieuses qui le cachèrent comme un martyr. Cet ecclésiastique, qui, dans le cours de sa carrière, n'a jamais fait preuve d'élévation dans l'esprit, n'eut pas, à l'aide de certains pieux mensonges, beaucoup de peine à persuader aux fidèles dont il dirigeait la conscience qu'il avait été nommé évêque d'Agra *in partibus infidelium*. Il alla plus loin; il affirma que la cour de Rome, pendant la vacance des sièges épiscopaux de l'Église gallicane, lui avait donné pleins pouvoirs pour gouverner les diocèses. Il raconta les cérémonies de son sacre à Saint-Germain-en-Laye; et les religieuses, toujours habituées à voir dans un prêtre un homme de vérité, crurent celui-là sur parole. Il était pour elles Mgr l'évêque d'Agra, dont, dans leurs correspondances avec l'abbé Brin, curé de Saint-Laurent, elles parlaient avec une mystique effusion.

Aux yeux de la garde nationale et du district, il ne fut que le citoyen Guyot. Requis pour aller, avec le bataillon de la Vienne, porter secours aux frères et amis de Thouars, l'abbé de Folleville disparut pendant la bataille; mais lorsque l'armée royale fut entrée dans la ville, il se présenta aux généraux et leur fit part de sa position. La fraude fut-elle soupçonnée et voulut-on, par la bénédiction d'un évêque, agir plus efficacement sur la crédulité des paysans? ou, ce qui est plus dans les habitudes de loyauté des chefs, ajouta-t-on une foi entière aux

Prisonnier à Loudun pour avoir envoyé de l'argent à son fils émigré, il s'échappa et rejoignit l'armée vendéenne et périt à la déroute de Savenay.

Renou (Louis), dont nous avons le portrait, était né à Loudun où il mourut en 1836, avec le titre de lieutenant-colonel que lui avait donné la Restauration. On l'avait, pour son énergie, surnommé Bras-de-fer. (Voir t. V.)

Beauvillier (Jean-Baptiste de) était né à Beuxes, près Loudun, en 1774. Il fut exécuté à Angers, le 11 janvier 1794, le jour même où il finissait ses vingt ans.

récits du prétendu évêque ? C'est ce qu'il est impossible aujourd'hui d'apprécier avec une impartialité digne de l'histoire. Toujours est-il que, reconnu par Villeneuve, dont il avait été le camarade de collège, et patronné par l'abbé Brin, il fut reçu avec de profondes démonstrations de respect ; qu'il officia pontificalement, au grand contentement des bons Vendéens, et qu'on lui rendit tous les honneurs dus au rang qu'il avait usurpé. L'abbé de Folleville s'était donné un rôle important ; jusqu'à sa mort il se montra incapable de le remplir (1).

Par la défaite de Quétineau et l'anéantissement de sa division, la ligne des républicains venait d'être brisée. Aussi, le 20 mai, le général Ligonier, retranché à Doué avec 3500 hommes, avait-il des plaintes amères à faire à la Convention. Dans les correspondances et dans les rapports destinés à la publicité, tout marche au gré des vœux révolutionnaires ; l'armée ennemie subit chaque jour un échec ; mais dans l'intimité des dépêches, là où la vérité seule se fait jour, il n'en est plus ainsi. Pour bien comprendre la Révolution et la Vendée, c'est sur ce terrain qu'il faut se placer. Ligonier écrit donc le 10 mai :

« Depuis la prise de Thouars, je conserve, malgré la faiblesse de ma division, la position de Doué, qui couvre Saumur. Les premières troupes que vous avez envoyées sont arrivées hier soir. Le détachement de Rosenthal, formant en cavalerie et infanterie 200 et quelques hommes, a débuté par une insurrection et par désertier le même jour, en totalité, le poste de Montreuil, se repliant à toute bride sur Saumur, où il a jeté l'alarme en annonçant l'arrivée de l'ennemi. Heureusement, 30 dragons ont gardé ce poste et ont poussé des patrouilles en avant. Cette

(1) On a beaucoup discuté sur le faux évêque d'Agra. Les chefs vendéens ont été accusés d'avoir favorisé la supercherie de cet ambitieux et hypocrite personnage. Cette thèse a été reprise récemment par M. Chassin : *La préparation de la guerre de la Vendée (1789-1793)*, Paris, Paul Dupont, 1892, 3 vol. in-8°. Un chapitre du 3^e volume est intitulé : « L'INVENTION DE L'EVÊQUE D'AGRA. » — Un 4^e volume vient de paraître.

Avec la *furia* française qu'il a si heureusement employée contre M. Célestin Port dans une question analogue, M. l'abbé Bossard a relevé la fantaisie de M. Chassin. Voir *Revue des Facultés catholiques de l'Ouest*, février 1893, imprimerie Lachèze, à Angers. Voir aussi ce que dit de cet intrigant M^{me} la M^{me} de La Rochejaquelein en ses *Mémoires*, p. 156 et suiv., édition de 1889 et les *Souvenirs de la C^{me} de La Bouère*, p. 42.

relation de la Caisse
régulière des armées
Vendéennes

1803

Aujourd'hui cinq May d'it sept cent quatre
vingt trois L'un premier du Digne de d'armées
nos commandans des Armées catholiques & Royales
D'Angou & partie Reunies, Souverain transportés
Chez Monsieur herlau Receveur du 6^e District
de Chollet, à L'effet de Visiter la caisse qui
est la signification de notre
objets, y avons trouvés la somme de quatre vingt huit
mille huit cent vingt cinq livres, de la quelle
somme nous avons soustrait mille pour les dépenses
aux frais et dépenses de nos Armées; nous
la conséquence Monsieur le Dit Sieur herlau, pour
notre provision qui ne pourra se devant d'aucune
façon sans un bon signé d'un de nos commandans
et même de plusieurs tels son trouvent dans la
cassette

font la signification
depuis nos jusqu'à
à la et la lettre de
Blaker.

Le Sieur herlau voudra bien faire en état
bon état de ses dépenses & conserver les différents
bons qui lui seront présentés, comme de gardes
avec soin les billets des différents négociants à qui
nous pourrions prêtés du sommes.
Les Bons ne seront valables que sous la signature
suivante De Bouleis, D'Éléonore de Bouleis
Cathelineau, Stofflet, Japinard, Berrard.
fait & arrêté les jours & au que dessus.

D'Éléonore de Bouleis
Berrard
Stofflet Cathelineau
De la Rochejaquelein

Nous commandans des Armées catholiques & Royales
Débarquons et faisons qu'elle se trouve de la Cour
portés dans le présent journal verbal, après nous avoir
rendu ses comptes à Chollet le vingt deux May
d'it sept cent quatre vingt trois Berrard

Japinard
certifié le monteur cy dessus véritable le 8. 9. 1793.
herlau,

AUTOGRAPHE DE L'ACTE DE CRÉATION DE LA CAISSE ROYALISTE
(L'original appartient à M. le B^{on} de Beaucorps.) (Réduction de moitié.)

fuite a laissé ma gauche en péril pendant vingt-quatre heures. Enfin, j'ai placé hier soir à Montreuil la 35^e division de gendarmerie.

» La composition et l'esprit de la légion Rosenthal ne me permettent pas d'en attendre un service utile; j'ai été sur le point de la faire désarmer; j'attendrai vos ordres.

» J'exerce, malgré moi, le commandement par intérim de l'armée; j'aime mieux obéir que commander : je suis ici sans coopérateurs instruits. »

Les royalistes, après avoir hésité pendant deux jours, prennent la résolution de marcher sur Fontenay, capitale du Bas-Poitou. Le républicain Chalbos, un vieux soldat, devenu subitement général, arrive à La Châtaigneraie avec trois mille hommes (1).

Le 13 mai, à 2 heures du matin, le combat s'engage sur la droite du côté du bourg de Moncoutant. Les premiers postes sont enlevés par Forestier, qui fait mettre bas les armes à une compagnie de grenadiers du régiment d'Armagnac. Tous ces hommes, surpris dans leur sommeil, avaient essayé une résistance inutile. Ils obéissaient à l'ordre du Vendéen, lorsque l'un d'eux, au lieu de déposer son fusil sur la terre, court à Forestier, et va lui plonger sa baïonnette dans la poitrine. Forestier pare le coup; mais aussitôt les grenadiers, qu'indigne une telle lâcheté, saisissent leurs armes, et, sans autre jugement que celui de Dieu, ils percent leur camarade de plus de cinquante coups.

Chalbos cependant a concentré ses forces. A la tête du beau régiment d'Armagnac, il se défend sans céder un pouce de terrain. Par une savante manœuvre, Donnissan et Marigny, débouchant de Mouilleron et de Saint-Pierre de Chemillé, décident

(1) Entre la prise de Thouars et l'attaque de Fontenay, il est important de signaler un événement considérable et dont l'histoire n'a pas encore parlé. Une réunion des principaux chefs des armées d'Anjou et de Poitou avait eu lieu le 13 mai 1793, à Cholet. Ils se transportent chez M. Herlau, receveur du ci-devant district, s'emparent de sa caisse, riche de 88 825 livres, tant en assignats qu'en sous, et ils en forment la première caisse régulière des armées vendéennes. Ce document est des plus précieux, et par son texte et par la réunion des signatures des plus célèbres chefs de la Vendée. (Voir ci-contre, p. 137.)

Cette pièce provient de la vente des *autographes* et documents historiques réunis par Benjamin Fillon. Elle fut achetée 300 francs en 1883, par M. le B^{re} Adalbert de Beaucorps, château de Reuilly (Loiret), qui a eu l'obligeance de nous la prêter pour la faire reproduire.

du sort de la journée. Elle fut glorieuse pour eux; mais au moment où la victoire se déclarait en faveur des Blancs, les Bleus, qui, jusqu'à ce moment, s'étaient battus avec un courage héroïque, sont saisis d'une de ces paniques de retraite que peut seul expliquer l'entraînement français. On vit un ou deux paysans à cheval, faire mettre bas les armes à des pelotons entiers, et les conduire, sans résistance de leur part, jusque sur les derrières de l'armée.

Les royalistes, en entrant dans La Châtaigneraie, trouvèrent l'échafaud dressé sur la place. Le couteau de l'instrument de mort était encore couvert de sang vendéen. La guillotine fut brisée; mais un certain nombre de volontaires se livrèrent dans cette ville à des actes d'insubordination et se permirent le pillage chez des personnes qu'on leur avait signalées comme coupables d'attachement aux principes républicains. De là, et malgré la désertion momentanée de plusieurs Corps, Lescure, Cathelineau et La Rochejaquelein s'avancent vers Fontenay. Le général Chalbos leur est encore opposé avec six mille hommes de l'armée de Saumur qui sont venus renforcer la sienne.

Le 16 mai, l'aile gauche, commandée par M. Henri et par Lescure, pénètre dans les faubourgs; mais le centre de l'armée n'est pas aussi heureux. Chalbos, Nouvion et Sandoz ont pris l'ennemi en flanc; ils l'ont vu chanceler sous une attaque à laquelle il ne s'attendait pas. C'est le 13^e régiment de chasseurs à cheval qui le prend par derrière, et qui donne ainsi à ses généraux une victoire facile. Ces derniers profitent de cet avantage, et jettent le désordre dans les rangs royalistes. D'Elbée est blessé; La Marsouinière est fait prisonnier avec deux cents hommes: le salut de l'armée va être compromis. La Rochejaquelein et Lescure protègent la retraite. Le lendemain, les paysans se sont tous disséminés dans le Bocage. Il n'y a plus d'artillerie, plus de munitions, plus de bagages: tout est tombé au pouvoir des Bleus. Marie-Jeanne elle-même, le canon de leur superstitieuse prédilection, a disparu dans la déroute (1).

(1) Bien des incertitudes ont persisté longtemps parmi les historiens au sujet de ce canon célèbre: « Cette pièce, dit M. Poirier de Beauvais, commandant général de l'artillerie ven-

Avec son sang-froid habituel et son coup d'œil assuré, Cathelineau qui, au dire de l'empereur Napoléon dans ses *Mémoires*, « avait reçu de la nature la première qualité d'un

déenne, prise par les Vendéens, le 14 mars, sur le chemin de Vihiers, était fort belle, d'environ dix livres de balles; c'était l'une de celles que le cardinal de Richelieu avait fait couler à ses armes^(*).

Un autre témoin, mal informée sans doute, Renée Bordereau dite Langevin, raconte en ses mémoires : « Revenus à Jalais, nous y avons pris deux autres pièces de canon, dont une fut appelée la fameuse Marie-Jeanne, qui n'a jamais été prise par les républicains et qui fut jetée dans la Loire, près Saint-Florent, quand l'armée passa de l'autre côté (**). »

Nous remarquons ici une première contradiction, M. Poirier de Beauvais, qui devait être mieux renseigné que personne, en raison de ses fonctions, nous assure, avec Crétineau-Joly, que Marie-Jeanne fut prise sur le chemin de Vihiers; Renée Bordereau la fait capturer à Jalais, MM. de Beauchamp et Muret disent qu'elle fut prise un mois plus tôt. M. l'abbé Deniau (***) assure qu'elle fut le fruit de la bataille de Coron. M^{me} de La Rochejaquelein est moins affirmative et raconte seulement qu'elle vit pour la première fois cette pièce de canon au mois de mai 1793, sur la place de Bressuire, où il s'en trouvait treize autres (****).

Les mêmes divergences planent sur la disparition de cette pièce, véritable talisman de l'armée vendéenne. Renée Bordereau, nous l'avons vu plus haut, la fait jeter dans la Loire; une autre version longtemps accréditée, voulait qu'elle eût été précipitée dans l'étang de Chaudron, quand l'armée royaliste défila sur la chaussée. Cet étang, très profond, avait, en cet endroit, plus de vingt pieds de vase.

Le propriétaire, M. le M^{re} de Villoutreys, confiant dans la légende, a vidé son étang au prix de sommes énormes; il a en enlevé toutes les boues : « Et je n'ai rien trouvé ! » nous a-t-il raconté lui-même.

Tout fait supposer ou que le canon, jeté dans la Loire, en aura été retiré plus tard, ou qu'ayant été repris dans quelque rencontre par les républicains, on l'aura déposé, soit à Vannes, soit à Rochefort. Plus tard, quelque inspecteur d'artillerie, admirant cette œuvre si remarquable, l'aura envoyée au musée d'artillerie des Invalides, à Paris. C'est l'avis de M. Arthur des Nouhes :

« D'autres, dit-il, affirment que la pièce abandonnée dans l'étang de Chaudron est le *Missionnaire*, et que la *Marie-Jeanne*, tombée, ce même jour, aux mains des républicains, est ce canon richement orné que l'on voit à Paris, aux Invalides. Nous avons plusieurs motifs de partager cette dernière opinion. »

Quoi qu'il en soit, le canon que nous donnons ici, et que nous croyons être la vraie *Marie-Jeanne*, est dessiné d'après une photographie que nous en avons fait faire avec le gracieux concours de M. le colonel, gardien des Invalides. La pièce, inscrite au catalogue, sans aucune mention de sa provenance, porte le numéro 82 et se trouve adossée au mur, dans un couloir, à travers d'autres pièces moins belles et entre deux gueules de canons, écrasées par des boulets comme on peut le voir dans notre gravure.

Au catalogue des collections composant le musée d'artillerie, on lit t. V, p. 43 :

« N° 82. Canon en bronze de l'époque de Louis XIII. Premier et deuxième renfort faiblement marqués, tourillons, anses sculptées en dauphins, bouton de culasse représentant une tête de Méduse (la figure est tournée vers le mur). Le premier renfort porte les armes du cardinal de Richelieu; à la volée, l'inscription : *Armand, cardinal de Richelieu* et les deux ancres de marine en sautoir du grand amiral de France. Toute la pièce, richement ornée et sculptée, est d'une exécution remarquable; calibre 0^m,112. »

Nous n'avons trouvé aucun détail sur le *Missionnaire*, qui est manifestement de la même époque et provenait aussi du parc du château de Richelieu.

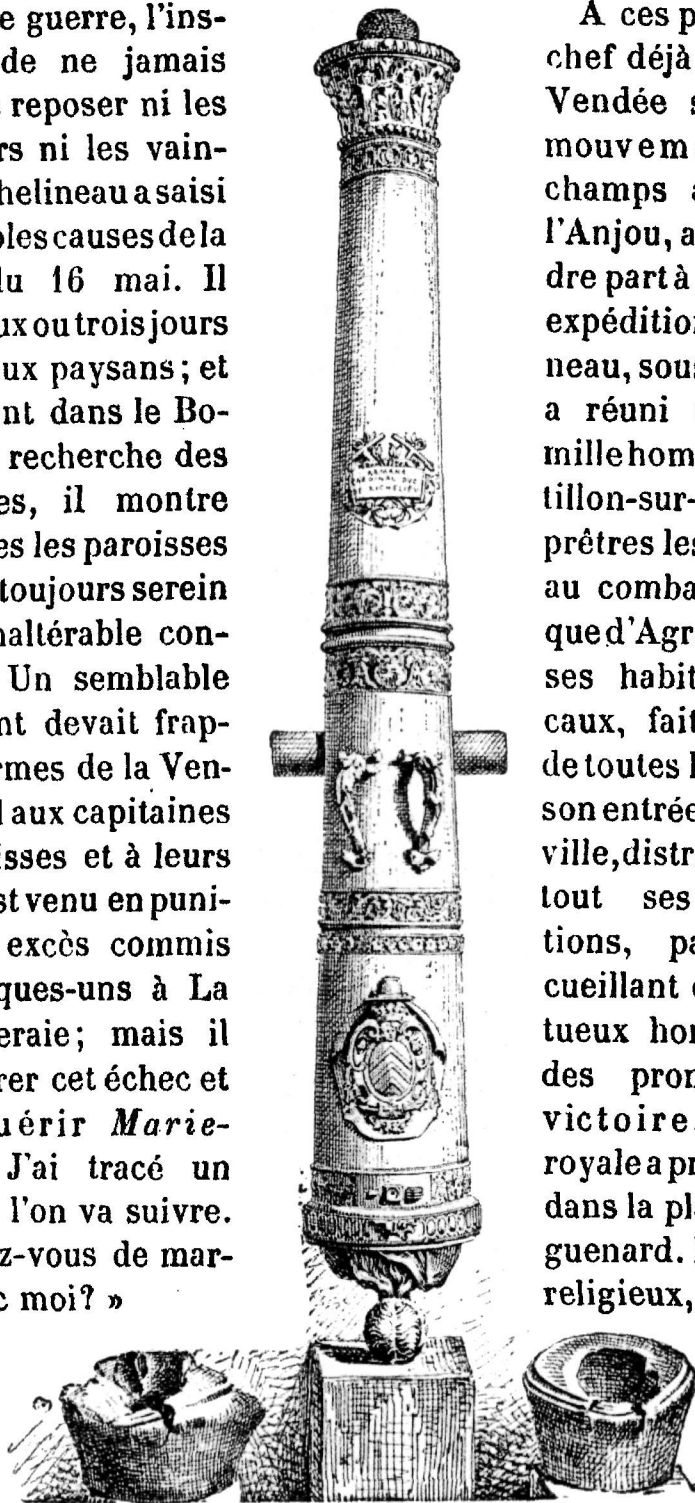
(*) *Mémoires*, publiés par M^{me} la C^{me} de La Bouère. Plon, Paris, p. 48.

(**) *Mémoires de Renée Bordereau*, p. 41.

(***) T. 4^{or}, p. 303 (en note).

(****) *Mémoires*, p. 135.

homme de guerre, l'inspiration de ne jamais laisser se reposer ni les vainqueurs ni les vaincus, » Cathelineau a saisi les véritables causes de la défaite du 16 mai. Il donne deux ou trois jours de répit aux paysans ; et s'enfonçant dans le Bocage à la recherche des volontaires, il montre dans toutes les paroisses son front toujours serein et son inaltérable confiance. « Un semblable événement devait frapper les armes de la Vendée, dit-il aux capitaines des paroisses et à leurs gars ; il est venu en punition des excès commis par quelques-uns à La Châtaigneraie ; mais il faut réparer cet échec et reconquérir *Marie-Jeanne*. J'ai tracé un plan que l'on va suivre. Refuserez-vous de marcher avec moi ? »



MARIE-JEANNE

(D'après une photographie prise aux Invalides.)

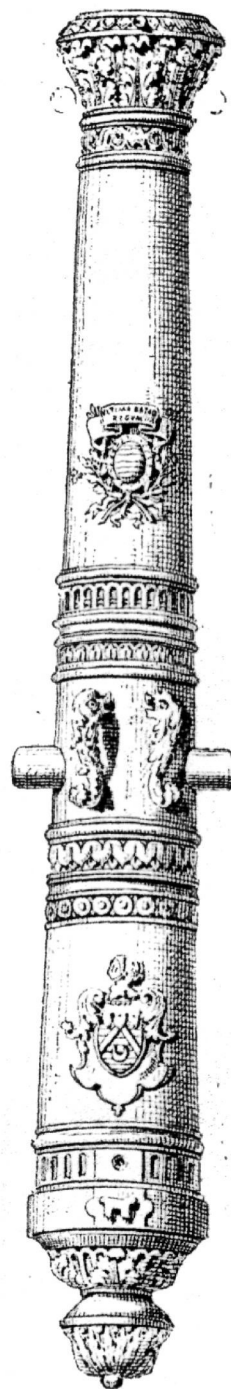
A ces paroles d'un chef déjà vénéré, la Vendée se met en mouvement. Bonchamps accourt de l'Anjou, afin de prendre part à la nouvelle expédition. Cathelineau, sous sa parole, a réuni trente-cinq mille hommes à Châtillon-sur-Sèvre. Les prêtres les exhortent au combat, et l'évêque d'Agra, revêtu de ses habits pontificaux, fait, au bruit de toutes les cloches, son entrée dans cette ville, distribuant partout ses bénédictions, partout recueillant de respectueux hommages et des promesses de victoire. L'armée royale a pris position dans la plaine de Baguenard. Des chants religieux, des prières

d'expiation ont signalé son passage depuis Châtillon jusqu'à une lieue de Fontenay. Ici, c'est le *Vexilla regis prodeunt* qui s'échappe de leurs lèvres repentantes ; là, ce sont les litanies de la Vierge qu'ils modulent pour s'exciter à la confiance.

Le 25 mai, neuf jours après leur défaite, les voilà tous campés au même lieu et attendant le même ennemi. Le zèle des généraux républicains est encore stimulé par la présence de sept représentants du peuple, accourus pour assister à la défaite des Vendéens. Chalbos a bercé leur patriotisme d'une victoire assurée. Les généraux ont pris toutes les mesures militaires. Leur armée s'est renforcée de plus de onze mille hommes, et ils la rangent en bataille dans la plaine de Pissotte.

Il est midi, et un beau soleil de mai éclaire cette grande journée. Les Blancs prient avec ferveur, mais ils n'ont point de munitions pour commencer une attaque sérieuse. « Allons, les gars ! s'écrie M. Henri, il n'y a pas de poudre dans vos poches ; les Bleus en ont. » Les soldats de Lescure, placés à l'aile gauche, hésitent à le suivre quand le signal de l'attaque est donné. Il s'avance seul à trente pas en avant ; il s'arrête, agite son chapeau dans les airs et s'écrie : « Vive le roi ! » Une batterie républicaine répond à ce nouveau mode de commandement ; elle fait feu. Lescure n'est pas blessé : « Vous le voyez bien, mes amis, dit-il en se retournant vers ses paysans, les Bleus ne savent point tirer. »

Ces paroles électrisent les royalistes ; ils prennent leur course. Une croix de mission se trouve sur leur chemin ; tous se jettent à genoux, ne s'inquiétant ni de la mitraille qui tombe autour d'eux, ni des



LE MISSIONNAIRE

(Gravé d'après un dessin de M. de Rochebrune.)

ordres de leurs officiers. Un des chefs veut les forcer à se relever ; « Laissez-les prier, dit Lescure, qui priaït lui-même ; ils ne s'en battront que mieux. »

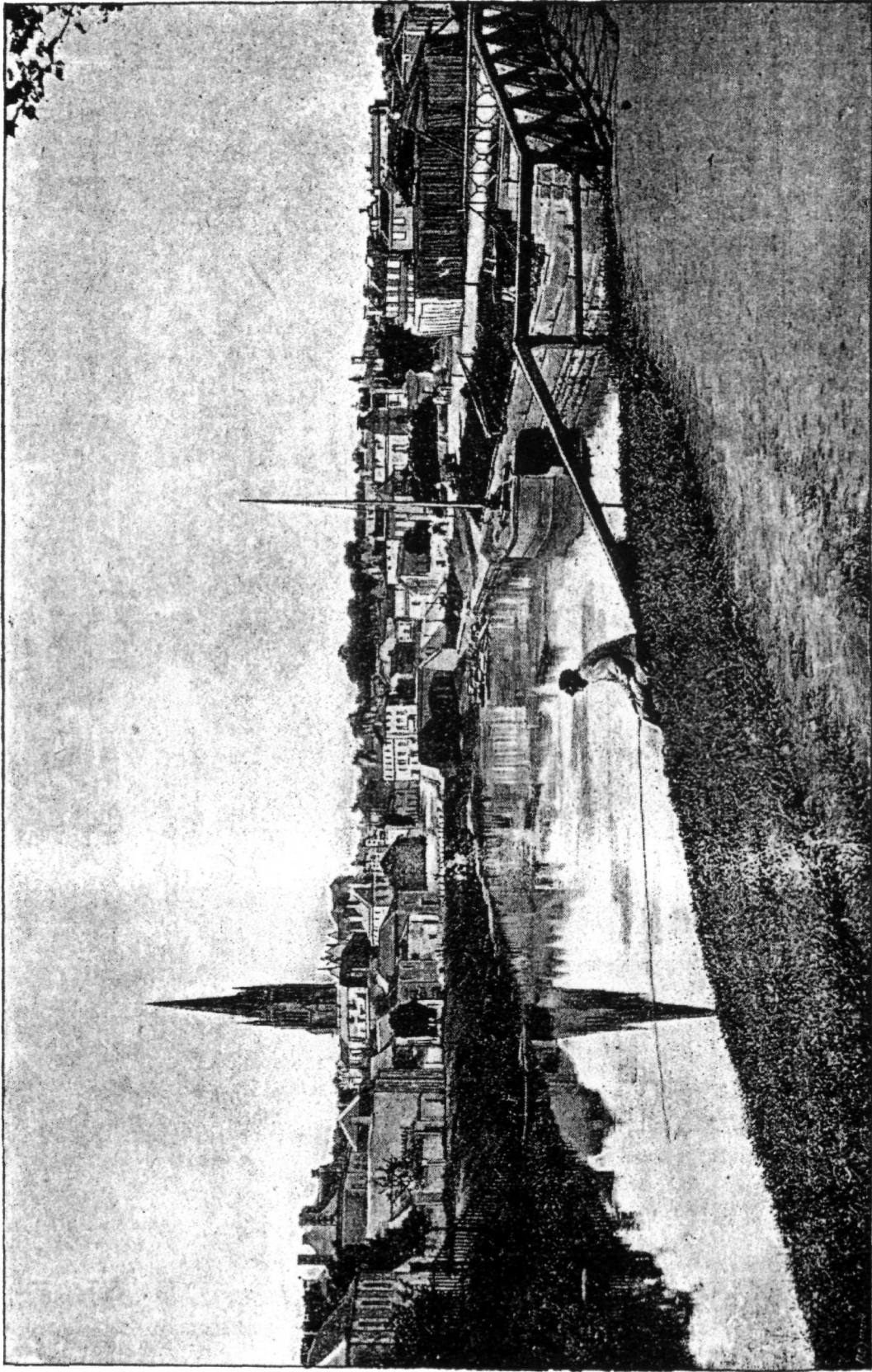
Le saint du Poitou avait raison.

L'artillerie royale n'a presque pas de cartouches. Elle en demande d'autres à son général. « En voilà ! » s'écrie Marigny en montrant les batteries républicaines. Dix minutes après, il en avait à lui donner. Marigny avec son artillerie, Lescure à l'aile gauche, Bonchamps à la droite, Cathelineau et d'Elbée au centre, La Rochejaquelein et Dommaigné à la tête de la cavalerie, s'ébranlent au même instant, et, malgré la belle résistance des chasseurs de la Gironde, des volontaires de Montpellier et de Toulouse, que la voix des sept conventionnels semble rendre invincibles, les Blancs sont maîtres du terrain.

Dans ce moment, M. Henri s'élançait l'épée à la main sur un officier du 13^e de chasseurs à cheval. Le soldat a compris ce mouvement. Il accepte la lutte et se dirige au galop vers La Rochejaquelein ; mais tout à coup, le cheval du républicain s'abat. M. Henri lui crie : « Rendez-vous, je vous promets la vie sauve. » Ces généreuses paroles ne sont pas écoutées. L'officier de chasseurs est armé de ses deux pistolets d'arçon ; il ajuste La Rochejaquelein, fait feu, et, quoique presque à bout portant, ses balles ne l'atteignent pas. Le Bleu alors s'approche du Blanc, qui, calme, et avec un sourire héroïque, a essuyé cette double décharge : « Je me suis satisfait, satisfais-toi maintenant, s'écrie-t-il en jetant ses armes avec un geste de désespoir. — Eh bien ! reprend M. Henri, ma seule satisfaction est de te laisser vivre. » A ces mots, il se précipite dans la mêlée pour chercher de plus dignes ennemis.

Louis-Gabriel Beaupuy, frère du général de ce nom, est entouré dans le feu de l'action par quelques cavaliers de La Rochejaquelein. Beaupuy combat en héros. Les paysans le somment de mettre bas les armes. « Vaincre ou périr ! s'écrie le républicain ; je ne me rends pas à des rebelles. » A ces mots il tombe couvert de glorieuses blessures.

C'était ainsi qu'alors on mourait dans les deux camps.



FONTENAY-LE-COMTE (D'après les Paysages et Monuments du Poitou, de M. Robuchon.)

Chalbos oppose une légion de gendarmes d'élite à la cavalerie de La Rochejaquelein, qui a déjà fait plier celle de la Révolution.

Les gendarmes sont repoussés, et en fuyant, ils écrasent l'infanterie sous les pieds des chevaux. Le plus grand désordre règne dans une partie de l'armée républicaine.

Pour le compléter, M. Henri se porte rapidement vers l'aile gauche de Chalbos, que soutenait l'énergie des représentants du peuple. Chalbos voit sa cavalerie battre en retraite. Le pistolet au poing, il s'élance pour l'arrêter; il ne peut que protéger sa fuite. L'aile gauche est enfoncée. Bonchamps le premier pénètre dans les murs de Fontenay. Il est suivi de Lescure et de Forêt. Ils avancent dans cette ville sur laquelle gronde encore le canon royaliste. Elle est pleine de soldats qui jettent leurs armes, qui fuient en désordre ou se précipitent aux genoux des trois officiers en demandant grâce. « Bas les armes et vive le roi! on ne vous fera pas de mal, » répondaient Bonchamps, Forêt et Lescure.

Un patriote se disant père de sept enfants se précipite entre les jambes du cheval de Bonchamps : la liberté et la vie lui sont accordées. Cet homme s'éloigne. A peine a-t-il fait quelques pas qu'il se retourne et tire un coup de fusil à bout portant sur son libérateur. Bonchamps est dangereusement blessé : il tombe de cheval; mais en tombant, il recommande à Lescure de courir à la prison, afin de veiller au sort de ceux qui y sont renfermés. Les Vendéens avaient suivi les traces de leurs chefs. Ils cernent la rue pour ne pas laisser à l'assassin le temps de s'échapper. Ils massacrent tous les républicains qu'ils y rencontrent. Lescure a cependant assez d'influence sur eux pour calmer bientôt une aussi juste fureur.

Malgré les efforts du conventionnel Garnier (de Saintes), combattant à pied comme un soldat, la déroute est complète; et l'armée de Chalbos, dispersée, laisse dans la plaine ou sur les hauteurs de *la Tuée* quarante canons et une immense quantité de fusils. Les généraux Dalliac, Nouvion, Beaufranchet, Belfroy et les frères Faucher, les jumeaux de la Réole, prennent la fuite; mais Marie-Jeanne, entraînée par les Bleus, n'est pas au pouvoir des vainqueurs, et Cathelineau a promis de la leur rendre. Pour

dégager sa parole, Forêt, Loyseau, avec deux autres paysans, Rochard et Delaunay, aussi braves que ces deux intrépides volontaires, s'élançant à sa poursuite. Les républicains la conduisaient à Niort, redoutant eux-mêmes sa puissance sur les esprits. Aussi 25 000 francs étaient-ils offerts à ceux qui parviendraient à la sauver.

Loyseau et Forêt rencontrent le miraculeux canon près du village de Grange. Forêt a le cheval, l'équipement et le sabre d'un gendarme tué par lui la veille. Une lutte à mort s'engage entre les républicains qui enlèvent la couleuvrine et les royalistes qui veulent l'arracher de leurs mains. Deux gendarmes périssent sous les coups de Forêt. Mais les autres combattent encore. Pierre Rochard, du village de Point, se jette sur Marie-Jeanne, lui fait un rempart de son corps ; et, quoique blessé à la tête et au bras, il ne veut plus se séparer du trésor sur lequel son sang coule ; mais, à la suite de Loyseau et de Forêt, d'autres fidèles du canon vénéré sont accourus. C'est Picherit, c'est Jacques Godillon et cinq autres. Vainqueurs par un dernier effort, ils voient fuir les soldats ; et, après s'être prosternés dans la poussière, ils serrent dans leurs bras leur précieuse conquête. Ils la couvrent de feuillage, ils détellent les chevaux qui la traînent, ils s'attachent au caisson, ils la ramènent à Fontenay. On la charge de rubans, on la couvre de fleurs. C'est le plus beau trophée de leur victoire ; et, toujours attelés à leur pièce bien-aimée, ils lui font parcourir toute la ville, au milieu des acclamations de l'armée, qui se précipite à genoux sur le passage de Marie-Jeanne.

Lescure a ordonné d'ouvrir les portes de la prison. Jouffrion de Beauvais, ancien officier des canonniers gardes-côtes, y languissait depuis longtemps. A peine libre, il se fait soldat. Il part pour Bazoges-en-Pareds, où habitait sa famille. Il en soulève la population. Les villages voisins répondent à son appel. Deux jours après, Jouffrion rejoignait la division de Sapinaud de La Verrie, que les de Béjarry, de Verteuil et de Grelier avaient déjà renforcée. Les deux cents Vendéens qui avaient été pris avec La Marsonnière à la première bataille de Fontenay, et qui, depuis la veille, jugés et condamnés à mort, allaient être exécutés, sont

aussi mis en liberté. Mais, à Fontenay, il se trouvait un autre paysan prisonnier. Son histoire donnera une idée de la charité des Brigands et de la manière dont se vengeaient les soldats de Cathelineau.

Pierre Bibard, du village de La Tessoualle, était resté sur le champ de bataille du 16 mai après avoir vu périr 80 de ses compagnons. Il avait reçu 22 coups de sabre ou de baïonnette. Les Bleus le rencontrèrent, et, en le traînant à Fontenay, ils le flagellèrent avec le chapelet qu'on avait saisi sur lui. On le jeta nu et sanglant sur des planches d'hôpital, et pendant neuf jours on ne songea à panser ses 22 blessures que trois fois. Le factionnaire qui veillait sur le prisonnier le frappait à grands coups de plat de sabre, le forçait à baiser cette arme comme une relique et lui répétait souvent que, l'heure de sa mort arrivée, ce serait avec ce sabre-là qu'il le couperait en morceaux.

Pendant la bataille du 25, Bibard, qui espère en Dieu et dans le courage de ses frères, s'élance sur le factionnaire, s'empare de son fusil toujours chargé, et lui ordonne de déposer ses cartouches sur la planche où il a tant souffert. D'autres soldats surviennent. Bibard les tient en respect, et, lorsque les siens sont maîtres de Fontenay, il se présente aux généraux avec les armes qu'il a conquises. La Rochejaquelein, d'Elbée et Stofflet l'embrassent en récompense de sa bravoure à l'affaire du 16 mai. Ce n'est pas assez pour Bibard que cette récompense, il lui en faut une autre. Il demande grâce



Album Chauvelin

« PIERRE BIBARD, de La Tessoualle, a fait toutes les guerres et a reçu vingt-six blessures à la bataille de Fontenay.

•• Clisson, 1826. ••

pour les Bleus malades à l'hôpital, grâce surtout pour le factionnaire qui, pendant neuf jours, a été son bourreau. Il l'obtient sans avoir même fait allusion aux souffrances qu'il a endurées.

Une indiscretion révèle cette générosité. A l'instant même, M. Henri, qui lui-même dans cette bataille s'est relevé si magnanime, se jette au cou de Bibard et s'écrie : « Pour un verre de mon sang, je ne voudrais pas que tu ne te fusses point montré aussi généreux. Ces misérables qui nous accusent des massacres commis par eux seront bien forcés aujourd'hui de reconnaître qu'il y a plus d'humanité dans notre âme que dans la leur. »

Cet acte de mansuétude, que le paysan Bibard accomplissait avec une si sublime naïveté, n'eut pas besoin d'être connu de l'armée royale pour l'exciter à être humaine. Les prisonniers étaient au nombre de plus de trois mille (1). Une femme, M^{me} de Saint-Laurent, dont la maison était devenue le quartier-général des chefs, sollicite leur grâce. Cette grâce leur est accordée. Plus tard, pour la punir sans doute de sa pitié, la Révolution l'emprisonna. On eût dit qu'alors la vertu n'était qu'un titre de plus à la proscription.

Les Bleus que M^{mo} de Saint-Laurent avait délivrés étaient enfermés dans la cour d'un couvent de religieuses, devenu la maison du département. Les Blancs ne leur firent aucun mal ; seulement, pour les empêcher de retourner, après leur mise en

(1) « Ces prisonniers, écrit M^{me} de La Bouère en ses souvenirs (p. 48), furent amenés au château de La Forêt-sur-Sèvre, dont la rivière de ce nom forme les douves. Les prisonniers, au nombre de trois mille, étaient des Marseillais, des vainqueurs de la Bastille, de vrais bandits. Comme déjà les Vendéens après chaque combat avaient adopté le système désastreux de retourner dans leurs villages, ils s'égrenèrent un à un ; bientôt il n'en resta plus que huit pour garder ces trois mille prisonniers. M. de La Bouère, ne voyant d'autre moyen de les contenir, fit braquer sur eux deux canons chargés à mitraille et mèches allumées ; en même temps, il informait les chefs de sa position difficile et ceux-ci, rappelant les paysans sous les armes, les firent accompagner les prisonniers jusqu'au quartier général de Châtillon-sur-Sèvre. »

Le château de La Forêt, autrement Le Plessis-Mornay, rappelle le célèbre Duplessis-Mornay, le pape des protestants et l'ami de Henri IV. Quand il fut révoqué de son commandement du château de Saumur, le chef calviniste se retira dans sa terre de La Forêt, où il mourut en 1623. Les propriétaires du château furent ensuite Marie de Gazeau de La Brandasnière, qui apporta cette seigneurie dans la famille des M^o de Jeancourt de Villarnoud. A l'époque de la Révolution, le château appartenait à la M^o du Rosel qui avait pour régisseur M. Robouam, député à l'Assemblée législative et membre du district de Châtillon.

Depuis la Révolution, la terre et le château de La Forêt ont eu successivement pour propriétaires le M^o de Maquillé, le M^o de La Rochejaquelein, M. le C^o Gérard et Guy de Rohan-Chabot ; ce dernier l'a vendu en 1892 à M. Turpault, de Cholet.

liberté, sous le drapeau tricolore, ils prirent la précaution de leur couper les cheveux jusqu'à la racine. C'était à Donnissan qu'on devait cette idée. On espérait que ces ennemis qui, pour toute rançon, ne laissaient que leurs cheveux dans une guerre civile aussi affreuse, porteraient par toute la France les preuves les moins équivoques des victoires et de la modération des Brigands.

Cette espérance ne se réalisa malheureusement point. Les passions étaient trop ardentes. Il y avait déjà beaucoup trop d'intérêts nouveaux engagés dans la lutte. La clémence des Vendéens, qui honore pourtant leur caractère, ne servit point au triomphe de leur cause. Bien au contraire, à la séance du 2 juin 1793, ces paroles accusatrices furent lues et consignées au *Moniteur* :

« Les rebelles ont évacué Fontenay. Ils ont tout pillé. Les aristocrates ont été les plus maltraités, comme étant les plus riches. »

La Révolution a toujours ainsi écrit l'histoire. Elle niait la clémence des Vendéens. Le conventionnel Lequinio, qui était sur les lieux, Lequinio, qui en avait été témoin, ne poussait pas l'odieux jusque-là ; il se contentait d'accuser la clémence d'hypocrisie.

« A Fontenay-le-Peuple, dit-il dans un rapport à la Convention, beaucoup de patriotes m'ont assuré que, lors de la prise de cette ville, les chefs des rebelles recommandaient partout le bon ordre et employaient le simulacre hypocrite de la sagesse et de la bonté pour se faire des partisans. Et sans doute qu'aucun être pensant ne contestera l'efficacité d'une pareille méthode, quelles que fussent alors la profonde scélératesse de sa combinaison et la perfidie de son but. »

Malgré leur déception, les royalistes conservèrent longtemps encore l'usage de tondre leurs prisonniers ; mais ils n'oublièrent jamais l'habitude, que dès le principe ils avaient prise, de brûler les papiers des districts et de faire à leur longue chevelure d'innombrables papillottes avec les assignats nationaux. C'était à cette épigramme en action que se réduisaient les représailles des volontaires du Bocage.

Stofflet est nommé commandant général de Fontenay ; mais l'armée a senti le besoin de régulariser ses opérations et d'établir en son sein une espèce de gouvernement civil pour veiller à ses besoins, dont jusqu'à ce jour personne n'avait eu le temps de s'occuper. On créa un Conseil supérieur d'administration qui devait siéger à Châtillon-sur-Sèvre, alors le centre de la Vendée militaire. Ce Conseil, dont le faux évêque d'Agra fut nommé président, se composa de Desessarts père, Carrière, avocat, de La Rochefoucault, Lemaignan, Bourasseau, Michelin, homme de loi, et Bodi, avocat. De Beauvillier aîné, attaché à ce Conseil, fut nommé trésorier général de l'armée. Plus tard, on admit dans son sein Gendron, homme de loi ; de La Robrie ; Thomas de Saint-Marc, avocat ; Duplessis, avocat ; Paillou, homme de loi ; Goudraye, homme de loi ; Barré, de Lyrot, Boutillier des Hommelles et Lenoir de Pas-de-Loup, ancien lieutenant aux carabiniers de Monsieur. L'abbé Bernier, et Brin, curé de Saint-Laurent-sur-Sèvre, en furent élus membres dès le principe. Le Bénédictin Pierre Jagault y exerça des fonctions de secrétaire général. Ces trois prêtres, qui ont eu tant d'influence sur la Vendée, et dont le caractère, les mœurs et les passions offrent un si parfait contraste, avaient déjà rendu des services à la cause royale. Bernier surtout était, après Cathelineau, La Rochejaquelein et Bonchamps, l'un des hommes les plus influents de l'armée.

Fils d'un paysan de Daon, en Anjou, Alexandre-Jean-Baptiste Bernier était né le 31 décembre 1764. Il avait donc vingt-neuf ans quand la guerre éclata ; mais sa réputation ecclésiastique était déjà établie même avant l'insurrection, qui le trouva curé de Saint-Laud-d'Angers. L'abbé Bernier refusa le serment à la Constitution civile du clergé ; et, après avoir été dénoncé dans les clubs, poursuivi avec acharnement par les haines locales, il se présenta dans le camp à peine formé de la Grande Armée.

Si le curé de Saint-Laud n'eût pas été l'apôtre de l'insurrection, à coup sûr il s'en serait révélé l'un des chefs les plus entreprenants. Il était du même âge que tous les officiers improvisés, dont les seuls honneurs consistaient à s'exposer un peu plus que les autres. Avec une ardeur et un courage au-dessus de tout

éloge, il s'associa aux gloires et aux désastres de la Vendée. Il était à tous et partout : à tous distribuant des paroles de vie, de consolation et d'espoir, partout répandant cet enthousiasme dont son cœur était plein. Dans ces premiers jours de l'insurrection, quand chaque homme courait aux armes sans arrière-pensée, sans ambition, le rôle de l'abbé Bernier fut sublime. Toujours éloquent, toujours nouveau, toujours rempli d'une entraînante onction sur le champ de bataille, il fut dans les Conseils l'homme de la prudence et de la sagesse, ne laissant rien au hasard, pas même à la bravoure; prévoyant tout, calculant tout, liant la combinaison d'aujourd'hui à la combinaison qui demain pouvait devenir nécessaire. Ce fut le Pierre l'Ermite de cette croisade.

Afin de lui faire jouer ce rôle en face des populations exaltées, la Révolution l'arma de tout ce qu'un orateur peut désirer. Elle lui offrit tout ce que l'ambition de l'homme et du prêtre ne devait attendre que des plus violentes commotions. Pour soulever les peuples, l'abbé Bernier n'eut qu'à parler. Sa voix fut une puissance. Ne faisait-elle pas vibrer, au cœur des chrétiens et des royalistes, les mots magiques qui enfantent les miracles et qui éternisent les dévouements? Sa réputation était déjà bien grande lorsqu'il fut choisi pour faire partie du Conseil. Ses talents lui donnèrent bientôt une juste prépondérance.

Avec moins de supériorité et une ambition beaucoup plus sacerdotale que celle dont l'abbé Bernier donnera plus tard des preuves, le Bénédictin Pierre Jagault exerçait sur les généraux une active influence. Il était né à Thouars, en 1765. Son père, notaire de cette ville, avait neuf enfants. Pierre Jagault entra de bonne heure dans l'Ordre des Bénédictins, à Marmoutier. La Révolution le surprit professeur de théologie au couvent de Saint-Nicolas d'Angers. Après avoir refusé le serment à la Constitution civile du clergé, il se retira chez sa mère. Les persécutions et de longs mois de captivité avaient déjà tué son père. C'est de là qu'il se réunit à l'armée royale, où son zèle et sa prudence le firent promptement distinguer.

Il en était de même du curé Brin, dont le zèle et les vertus ne se démentirent jamais, et qui, par une charité tout apostolique,

rendit souvent à l'armée le caractère d'humanité que pouvaient lui faire perdre les excès de ses ennemis.

Au Conseil supérieur, l'abbé Bernier exerça sans conteste un empire absolu. Son premier acte fut de publier une proclamation qu'il rédigea avec le chevalier Desessarts, et que signèrent les principaux chefs, alors présents à Fontenay.

ADRESSE AUX FRANÇAIS DE LA PART DE TOUS LES CHEFS DES ARMÉES
CATHOLIQUES ET ROYALES, AU NOM DE SA MAJESTÉ TRÈS CHRÉTIENNE
LOUIS XVII, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE

« Le ciel se déclare pour la plus sainte et la plus juste des causes. Le signe sacré de la croix de Jésus-Christ et l'étendard royal l'emportent de toutes parts sur les drapeaux sanglants de l'anarchie. Maîtres des cœurs et des opinions, plus encore que des villes et des hameaux qui nous donnent les doux noms de pères et de libérateurs, c'est maintenant que nous croyons devoir proclamer hautement nos projets et le but de nos communs efforts. Nous connaissons le vœu de la France, il est le nôtre : c'est de recouvrer et de conserver à jamais notre sainte religion catholique, apostolique et romaine, c'est d'avoir un roi qui nous serve de père au dedans et de protecteur au dehors; et c'est nous qu'on appelle des brigands sanguinaires! nous qui, fidèles à nos principes de religion et d'humanité, avons toujours aimé à rendre le bien pour le mal, à épargner le sang de ceux qui versaient à grands flots celui de nos frères, de nos parents et de nos amis! Que la conduite de ceux qui se disent patriotes soit mise en parallèle avec la nôtre : ils égorgeaient nos prisonniers au nom de la loi, et nous avons sauvé les leurs au nom de la religion et de l'humanité.

» A Bressuire, ils ont coupé par lambeaux des hommes qu'ils avaient pris sans armes pour la plupart, tandis que nous traitions comme des frères ceux que nous avons pris les armes à la main; tandis qu'eux-mêmes pillaient ou incendiaient nos maisons, nous faisons respecter de tout notre pouvoir leurs personnes et leurs biens; et si, malgré tous nos efforts, quelques dégâts ont été

commis dans les villes que nous avons conquises pour notre bon roi, sa majesté très chrétienne Louis XVII, nous en avons pleuré amèrement; nous avons puni avec la plus éclatante sévérité les désordres que nous n'avions pu prévenir. C'est un engagement formel que nous avons contracté en prenant les armes, et que nous remplirons au péril de notre vie. Ainsi, la France va être désabusée sur les mensonges aussi impudents que perfides et absurdes de nos ennemis..... Elle l'est depuis longtemps. Notre conduite à Thouars est connue. Cette ville, prise d'assaut, comme presque toutes celles où nous sommes entrés jusqu'à ce jour, puisque deux mille soldats de l'armée catholique avaient pénétré par la brèche lorsque l'ennemi capitula, est un exemple frappant de notre douceur et de notre modération. Patriotes, nos ennemis, que nous opposerez-vous encore? Vous nous accusez de bouleverser notre patrie par la rébellion, et c'est vous qui, s'apant à la fois tous les principes religieux et politiques, avez les premiers proclamé que l'insurrection est le plus saint de tous les devoirs; et, d'après ce principe, qui nous justifierait à vos yeux si la plus juste cause avait besoin d'être justifiée, vous avez introduit, à la place de la religion, l'athéisme; à la place des lois, l'anarchie; à la place d'un roi qui fut notre père, des hommes qui sont nos tyrans. Vous nous reprochez le fanatisme de la religion, vous que le fanatisme d'une prétendue liberté a conduits au dernier des forfaits, vous que ce même fanatisme porte chaque jour à faire couler des flots de sang dans notre commune patrie. Ah! le temps est enfin arrivé où les prestiges d'un faux patriotisme vont enfin disparaître; le bandeau de l'erreur est à moitié déchiré. O nos concitoyens! jugez-nous et jugez nos persécuteurs! Qu'ont-ils fait? qu'ont fait vos représentants eux-mêmes pour votre bonheur ou pour le bien général de la France? qu'arracher de vos cœurs les principes de votre foi, que s'amasser d'immenses trésors au prix de vos larmes et de votre sang, que porter la désolation dans le sein de vos familles en traînant de force, au milieu des camps et des combats, vos enfants, vos frères et vous-mêmes, qu'ils n'ont pas craint d'exposer à mille morts pour assouvir leur rage contre le trône et l'autel; et, pour s'assurer de l'impunité

de leurs forfaits, ils ont enlevé à la charrue de paisibles cultivateurs, dont les bras assuraient à la patrie sa subsistance et sa vie. Ouvrez donc enfin les yeux, ô Français! Rendez-vous à nous, rendez-vous à vous-mêmes. Ah! ne seriez-vous donc plus ce peuple si doux, si généreux, fidèle à sa religion, idolâtre de ses rois?

» Le peuple de Clovis, de Charlemagne, de saint Louis, de Louis XII, d'Henri IV et de Louis XVI enfin, dont le fils, ce jeune et tendre rejeton de la famille auguste des Bourbons, prêt à observer les dernières volontés d'un père qui mourut en pardonnant à ses bourreaux, vous ouvre son âme et brûle du désir d'être heureux de votre bonheur! Seriez-vous insensibles à ce langage? seriez-vous sourds à la voix de la religion, qui, depuis trop longtemps la proie des loups ravisseurs, demande aujourd'hui ses véritables et légitimes pasteurs? Non, sans doute; vous êtes nos amis, nos frères : nous ne sommes qu'un peuple, disons mieux, qu'une même famille. Nos misères, nos jouissances nous sont communes : réunissons donc nos efforts sous l'égide du Tout-Puissant, sous la protection d'un père commun. Épargnons, épargnons le sang des hommes, et surtout le sang des Français. Il n'est plus aujourd'hui de place dans l'État pour ces êtres froids et égoïstes qui, languissant dans une honteuse oisiveté, affectant une coupable indifférence pour l'intérêt général, se tiennent à l'écart, prêts à s'engraisser des débris de la fortune publique et des fortunes privées. Deux étendards flottent sur le sol des Français, celui de l'honneur et celui de l'anarchie. Le moment est venu de se ranger sous l'un de ces drapeaux : qui balance est un traître également redoutable aux deux partis. Marchons tous d'un commun accord, chassons ces représentants infidèles, qui, abusant de notre confiance, n'ont employé jusqu'ici qu'à des disputes stériles, à des rixes indécentes, à des luttes déshonorantes pour le nom français, un temps qu'ils devaient employer tout entier à notre bonheur; chassons ces représentants parjures, qui, envoyés pour le maintien de la monarchie qu'ils avaient solennellement jurée, l'ont anéantie et renversé le monarque innocent sur les marches

sanglantes d'un trône où ils règnent en despotes; chassons enfin ces mandataires perfides et audacieux, qui, s'élevant au-dessus de tous les pouvoirs connus sur la terre, ont détruit la religion que vous vouliez conserver, créé des lois que vous n'aviez jamais sanctionnées, disons mieux, que vous eussiez rejetées avec horreur si votre vœu eût été libre, et qui ont fait du plus riche et du plus florissant des royaumes un cadavre de République, objet de pitié pour ceux qui l'habitent et d'horreur pour les peuples étrangers. Que ces arbres dépouillés de verdure, tristes images du trône dépouillé de sa splendeur, que ces vains emblèmes de la licence tombent dans la poussière, et que le drapeau blanc, signe de bonheur et d'allégresse pour les Français, flotte sur les remparts de nos cités et sur les clochers de nos fidèles campagnes !

» C'est alors que, oubliant nos pertes mutuelles, nous déposerons nos armes dans le temple de l'Éternel; c'est alors que, terminant une guerre dont les défaites et les triomphes réciproques ne sont que de vraies calamités pour notre mère-patrie, nous proclamerons, avec la paix de la France, le repos de l'univers; c'est alors que, confondant dans l'amour du bien public tous nos ressentiments personnels, et jusqu'à nos moindres sujets de mécontentements réciproques, de quelque parti, de quelque opinion que nous nous soyons montrés, pourvu que nos cœurs et nos mains n'aient pas trempé dans le crime, nous nous réconcilierons, nous nous unirons tous au sein de la paix pour opérer le bien général et donner à la France, avec son roi et son culte catholique, le bonheur qu'elle attendit en vain de ses représentants infidèles. Tels sont, nous osons le répéter et le proclamer hautement, tels sont nos vœux, tels sont les vœux de tous les Français. Qu'ils osent les manifester, et la France est sauvée.

» Fait au quartier-général, à Fontenay-le-Comte, ce 27 mai, l'an 1^{er} du règne de Louis XVII.

» Signé : DE BERNARD DE MARIGNY, DESESSARTS, DE LA ROCHE-JAQUELEIN, LESCURE, STOFFLET, DUHOUX-D'HAUTERIVE, DONNISSAN, CATHELINÉAU. »

Au milieu des événements qui se pressaient, cette adresse ne devait produire qu'un effet ordinaire. Il se concentra même dans les provinces de l'Ouest. A cette époque, la Convention, divisée en deux partis qui se disputaient le pouvoir, n'avait ni le temps ni la volonté de s'appesantir sur la portée d'un pareil acte. La France républicaine fit comme la Convention : elle répondit à ce manifeste par de nouvelles troupes et par de nouveaux sacrifices (1).

933

il a été pris samedi dernier dans le lieu
des Dombiselles, Coursain six chevaux par des
soldats de notre armée
ceux qui les ont pris seront obligés de les rendre,
s'ils ne veulent pas être punis et chassés de
notre armée.

à Fontenay le comte le 23 mai 1793.

De Dommaigné
Colonel général de la Vendée

UN BILLET AUTOGRAPHE DE DOMMAIGNÉ

(L'original appartient à M. le B^{on} Ad. de Beaucorps.) (Réduit de moitié.)

(1) Ici se place une pièce importante qui prouve la scrupuleuse délicatesse des chefs de l'armée vendéenne. Cette pièce provient de la collection des autographes de Benjamin Fillon; elle appartient aujourd'hui à M. le B^{on} Adalbert de Beaucorps, à qui nous en devons communication.

CHAPITRE IV

La Montagne et la Gironde au 31 mai 1793. — Le duc de Biron, général républicain. — Santerre. — Les Conventionnels en mission. — Leur politique. — Donnissan et Cathelineau battent le général Salomon à Montreuil. — Les deux armées à Saumur. — La bataille du 10 juin. — Berthier, Menou, Santerre et Coustard. — Mort de Dommaigné. — Victoire des Vendéens. — Prise de Saumur. — Quétineau et Lescure. — Cathelineau nommé à l'unanimité généralissime. — Le prince de Talmont et Forestier. — Situation de Nantes. — Combat de Machecoul. — Joly et Charette. — Défaites de Beysser. — Attaque de Nantes par la Grande Armée et par l'armée du Bas-Poitou. — Bonchamps. — Cathelineau blessé à mort. — Retraite des Vendéens. — Courage des Bleus. — Biron et Westermann. — Succès du dernier. — Sa défaite au Mont-Gaillard. — Politique de représailles de Marigny. — M. Henri et Lescure la repoussent. — Bataille de Martigné-Briand. — Déroute de Santerre à Vihiers. — Piron et les chefs secondaires remportent la victoire.

Soit indifférence, soit calcul, la Convention n'a pas accordé aux mouvements de l'Ouest l'importance qu'ils méritaient. Par un étrange abus de la liberté dont elle s'est déclarée la tutrice, elle n'a même pas osé publier un aperçu, quelque peu exact qu'il pût être, de la situation des esprits dans cette partie de la France. Elle cache aux autres, elle se cache peut-être à elle-même à quel degré de force et de grandeur la Vendée est arrivée. Souvent déjà des représentants du peuple ont été envoyés en mission dans les pays insurgés ; mais ces représentants ont ordre de comprimer par le silence et d'étouffer par la terreur toute rébellion à main armée qui pourrait troubler la sécurité nationale. Il faut que, dans leurs rapports, ils montrent les départements

de l'Ouest sous le point de vue qui convient au Conseil exécutif; il faut surtout qu'ils exaltent les Sociétés populaires « qui sont, au dire de Barère et de Marat, les ardents foyers de la liberté, si utiles à la Révolution, si terribles aux despotes. » Fouché, Billaud-Vareannes, Tallien et les autres conventionnels qui ont vu les premières levées de boucliers, se conforment à ce rôle tout tracé d'avance.

Du haut de la tribune de l'Assemblée régicide, la Vendée fut condamnée à la défaite avant même d'avoir pris les armes; mais lorsque Sevestre et Billaud, le 3 mai 1793, rendirent compte de leur mission, la politique de la Convention avait changé de face; il ne fallait plus endormir le peuple. Son réveil était exigé. Il devenait indispensable d'accuser quelqu'un des fautes et des crimes de la majorité. Sevestre et Billaud dénoncèrent le Conseil exécutif et le ministère. On ne prit encore pourtant que des demi-mesures. La Vendée, sans armes, sans discipline, sans organisation a vaincu de vieux soldats et d'habiles généraux formés depuis longtemps à la tactique militaire. Marcé, Verteuil, Berruyer, Menou, Berthier, Ligonnier, Chalbos, Coustard, Duhoux ne sont pas seulement des hommes de courage, ils ont du talent; ils connaissent le pays : la confiance des troupes leur est acquise. Cette première génération d'officiers supérieurs, à laquelle succédera une génération révolutionnaire, composée de Ronsin, de Westermann, de Santerre, de Rossignol, de Grignon et de Duquesnoy, n'a pu arrêter les progrès de l'insurrection. Quand ces derniers arriveront au commandement des armées nationales, ils ne compteront leurs journées que par des défaites. La Convention n'ignorait pas cet état de choses. Cependant, elle avait besoin de s'abuser; elle trompa sciemment son peuple.

Les représentants du peuple, Choudieu, Garnier, Goupilleau, Carra, Mazade, Treillard, Merlin (de Douai), Alquier, Sevestre et Gillet, adressent en vain à leurs collègues les rapports les plus désespérants. Ces rapports, tronqués ou complètement défigurés à la tribune par le Comité de défense générale, ne servent qu'à cacher l'imminence du péril et la profondeur des désastres. Carra est chargé de se rendre à Paris pour faire connaître l'état

véritable de l'Ouest, les forces, les triomphes de l'armée royale et l'insuffisance des moyens qu'on lui oppose. Sous l'inspiration des meneurs parisiens, Carra change tout à coup de politique, et loin du théâtre de la guerre, il transforme chaque défaite en victoire, chaque armée en un petit corps de brigands, que dissipent les gendarmes de la localité.

Quel que soit l'intérêt mystérieux que la Convention ait eu si longtemps à taire l'importance de l'insurrection, il s'évanouit cependant devant la réalité des succès et les menaces de la Vendée. Fontenay était pris. La ville de Niort tremblait (1). Les provinces de l'Ouest n'étaient plus qu'un vaste camp. La Convention pousse un cri d'alarme. Le Conseil général de la commune de Paris ordonne la formation d'un corps de 12 000 hommes, qui doit partir en poste pour sa destination.

Ce corps sera dirigé par une espèce de mauvais sujet étranger, nommé Charles de Hesse, et par Santerre, brasseur de bière du faubourg Saint-Antoine, qui a appris la stratégie dans les émeutes dont il fut l'un des agents les plus actifs. Santerre, que la Révolution a porté à la tête de la garde nationale de Paris, et qui, au 21 janvier, par un roulement de tambours, arrêta, sur les lèvres de Louis XVI, le pardon que, du haut de son échafaud, le roi faisait descendre sur le peuple; Santerre se met en route avec sa bande de patriotes. Il l'a installée, il s'est lui-même installé dans les voitures de la cour. Dès cette époque, c'était une manie républicaine. Les hommes libres se rendaient en Vendée dans les carrosses du roi, comme plus tard une nouvelle génération de sans-culottes ira à Rambouillet; mais Santerre n'était pas pressé d'arriver. Il écrivait à toutes ses étapes, et, dans les dossiers de la Commune de Paris, nous découvrons, sous le numéro 13, une lettre dont nous respectons l'orthographe et le style. La voici dans toute son originalité révolutionnaire :

(1) Les procès-verbaux des séances de la Commune révolutionnaire de Niort, que nous avons parcourus, sont des plus curieux à consulter et témoignent de l'effroi qui régnait à Niort après la prise de Fontenay. Il y avait, au centre de la ville, un immense marché couvert qu'on appelait les Halles. Un arrêté de la Commune en ordonne la démolition immédiate, « de peur qu'elles ne servent d'abri aux brigands, » disait la délibération. Elles furent en effet démolies. C'est aujourd'hui la rue la plus large et la plus fréquentée de la ville.

« *Encor* à Orléans, le 26 may 1793, l'an II de la République.

» *Citoien* maire,

» Je vous dois compte de mes observations et de mes opérations.

» La route pour un *Républicain* est on ne peut pas plus belle; l'on y voit ces voitures de la *coure* qui transportaient le crime transporter la vertu. Ce ne sont plus les oppresseurs, mais bien les *deffenseurs*, de la République à qui elles servent.

» Lorsque l'on voit les soldats venant du Nord, *nuds* et être *contants* tous ainsi que ceux de Paris, et tout le peuple vous accueillir pour avoir eu les mêmes principes que vous et avoir servi tant soit peu sa patrie, l'on ne craint pas les disgrâces, et rien ne peut altérer vos jouissances. Comme vous voyez, j'ai vu que l'on vous mandait à la *bare*.

» Vous serez peut-être étonné de me savoir *encor* à Orléans. J'y ai organisé la troupe, et je pars ce matin. Cette ville qui, comme nous, a une *excelente* municipalité et un vertueux maire, a aussi ses chagrins; elle n'a plus dans son sein les Prieur, Bourbote et Jullien. Elle en a quatre qui ne *communiquent* qu'avec les riches et les aristocrates. Elle a à son département un Manuel.

» Elle a une société populaire *excelente*. Le *citoien* Giot de l'*Arcenal* et membre de la société de Paris, a, comme moi, assisté à plusieurs séances dans lesquelles nous avons *prêchés* les principes *républicains* et *consolés* un peu nos amis sur les craintes qu'ils avaient de voir l'aristocratie lever *audacieusement* la tête et se joindre aux sections de la Fraternité et aux grenadiers de la garde nationale de Paris, qui doivent être *incérés* au *buletin*. Où sommes-nous donc, *Républicains*!

» Nous partons pour joindre le corps de l'armée et avec des soldats comme ceux que la République a, nous *pourrons* réaliser le présage du président de la Commune : *Veni, vici, vidi*.

» Veuillez, *citoien* maire, assurer toute la Commune de ma reconnaissance. C'est à elle que je dois le *bon heur* de servir ma patrie. Je *serez* libre et *républicain* ou je *mourrez* *contant*.

» Votre ami : SANTERRE. »

Le ridicule César des faubourgs qui écrivait cette lettre allait partager avec Westermann l'honneur du commandement. Westermann, le général des clubs, réunit autour de lui les hussards des Alpes, la légion du Nord et les bataillons d'Orléans dont le Conseil exécutif vient de décréter la formation. Par une amère ironie, tous deux, Westermann et Santerre, sont, avec les grenadiers mêmes de la Convention, sous les ordres du général Biron qui arrive à Niort le 28 mai 1793 (1).

Le brillant duc de Lauzun s'est jeté dans le tourbillon révolutionnaire. Il a renié son nom et la gloire de ses aïeux ; et, tandis que des paysans tels que Cathelineau, Stofflet, Joly, Forestier et cent mille autres se levaient pour défendre la religion, la vieille monarchie et la propriété, le fils des vieux maréchaux de France tirait l'épée afin de combattre sans conviction les principes de sa famille et les affections de son cœur. Biron établit son quartier général à Niort. Des commissaires de la Convention résident auprès de lui pour surveiller ses démarches, pour l'accuser ou pour l'inspirer. Bourbotte, Turreau, Goupilleau, Richard, Ruelle, Choudieu et Bourdon (de l'Oise) sont ces commissaires investis de pleins pouvoirs aussi bien contre le pays insurgé que contre les généraux.

Dans le même moment, la Convention venait de frapper de son sanglant ostracisme le parti de la Gironde, qui, dispersé ou plongé dans les cachots, ne pouvait plus, par des ambitions moins éclatantes que ses talents, inquiéter les farouches exigences de la Montagne. Les Girondins sont proscrits. Dumouriez a trahi la nation qui demandait sa tête ; il a abandonné sans chef l'armée dont le commandement lui fut confié. Lyon, la seconde ville du royaume, électrisé par le chef royaliste Précý, Lyon est en pleine insurrection. Les puissances étrangères cernent la France ; elles ont déjà pénétré sur son territoire.

(1) Biron (Armand-Louis de Gontaut, duc de Lauzun, puis duc de) était né le 15 avril 1747. Chevalier de Saint-Louis et colonel du royal-dragons, il avait fait la campagne d'Amérique. La Révolution ne lui tint pas compte de son apostasie et le condamna à mort, le 31 décembre 1793. A cette heure solennelle, le gentilhomme et le chrétien se réveillèrent : « J'ai été infidèle à mon Dieu, à mon roi, à mon ordre, dit-il en montant les marches de l'échafaud. Je meurs plein de foi et de repentir! »

Jusqu'à présent, la Convention, partagée en deux camps, a été faible, indécise, flottant entre mille projets; elle n'a eu de courage que contre la résignation d'un roi-martyr. Maintenant il faut qu'elle tienne tête à tous les ennemis soulevés contre sa domination, ou qu'elle périsse sous les débris de la société qu'ont anéantie ses principes destructeurs. Devant une semblable alternative, la Convention n'hésite pas. Avant de songer à ses ennemis de l'intérieur ou du dehors, « elle écrase sous le poids de sa majesté les amis tièdes ou les cœurs corrompus qui, selon Danton, reculent dans la voie de sang et de rénovation patriote qu'ils ont ouverte. » Elle ne s'occupe sérieusement ni de la Vendée, ni de Lyon, ni des puissances étrangères; la Montagne a un compte définitif à faire avec la Gironde. Elle va le régler à coups d'échafauds ou de proscriptions.

La Gironde, c'est-à-dire cette fraction de députés qui, après avoir préparé le chaos, veut, avec tous ces éléments confondus, reconstituer à son bénéfice un ordre dérisoire et une société impossible, a mis au service de ses peureuses passions et de ses votes, malheureusement organisateurs trop tard, tout ce qu'elle avait d'orateurs éloquents, de courages individuels, de forces morales, de grandeurs révolutionnaires. Elle s'est formé un redoutable parti dans toutes les cités du royaume. Bordeaux, Marseille, Lyon, Nantes, Nîmes, Aix, Caen, Rennes, Grenoble et Toulon s'apprêtent à seconder les attaques que la Gironde va tenter contre la Montagne. Tant que les avocats girondins ont espéré concentrer dans leurs mains, inhabiles au jeu des révolutions, le pouvoir qui ne leur était pas encore disputé, on les a entendus flétrir la guerre civile de leurs paroles de rhéteurs.

Les premiers, ils sont venus jeter à la Vendée la honte de leurs malédictions. La Vendée, ils le disaient à haute voix, devait se soumettre aux pouvoirs régulièrement constitués. L'insurrection, c'était un parricide que les royalistes commettaient. A l'approche du 31 mai, lorsque va se livrer la bataille de tribune qui emportera Vergniaud, Roland, Guadet, Lanjuinais, Fonfrède, Valazé, Buzot, Gensonné, Condorcet, Barbaroux, Louvet, Pétion et leurs amis, la guerre civile, entreprise au pro-

fit de leur ambition déçue, ne sera plus un attentat contre la patrie.

C'est alors une indispensable protestation contre les crimes de la Montagne. Les partis ne se sont-ils pas ainsi faits? La veille, ne brisent-ils pas eux-mêmes, en aveugles, les armes dont ils ne songent pas qu'ils auront besoin le lendemain? La Gironde a tout calculé au dehors; elle a, dans les villes, de puissants défenseurs; dans les armées, des officiers dévoués; à la tribune, d'énergiques orateurs. Mais au milieu de toutes ces cités, ainsi qu'à Paris, elle n'a pas dans ses intérêts le peuple des carrefours dont elle ne flatte plus les instincts, et elle a dit que le peuple était roi. Inspiré par Danton, par Robespierre et par Marat, ce peuple se dresse contre elle, et la Gironde expire sous ses tentatives avortées de guerre civile.

Forte de ce triomphe qui avait ajourné ses projets gigantesques, la Montagne, dont les récentes victoires de la Vendée stimulent encore le terrible élan, va confondre dans un même sentiment de haine, et les débris de la Gironde qui n'a combattu que pour son ambition personnelle, et les rois de l'Europe marchant d'un pas timide contre la Révolution, et la Vendée qui, seule dans ce conflit, paraît sur les champs de bataille pour sauver le principe des sociétés. La Montagne adopta de violentes mesures contre les princes étrangers et contre la Gironde, elle les étouffa par la terreur ou par l'audace. En face des paysans, ces deux leviers de sa force révolutionnaire furent à peu près inutiles. La Gironde n'avait-elle pas épuisé contre eux toutes les ressources de la tyrannie?

La Vendée était hors de la loi, hors de l'humanité depuis qu'on la soupçonnait de courage. Pour se servir du fer et du feu comme moyens de pacification, il se trouvait déjà, dans les provinces de l'Ouest, des généraux et des troupes habitués à ce système. La Montagne, qui grandissait avec les périls, ne fit que favoriser le développement des idées déjà reçues. Tout à la fois aux prises avec les innombrables ennemis qu'elle s'était suscités, elle attendit, sur la planche toujours béante de la guillotine dont elle se faisait un trône, le résultat des événements. La division

régnait à Paris dans le sein de la Convention, elle dominait en Vendée les esprits révolutionnaires. Les représentants envoyés pour surveiller la conduite des généraux voulaient tout faire par eux-mêmes.

Avocats, pamphlétaires ou conspirateurs obscurs, ils croyaient qu'il était aussi facile de diriger une armée que de condamner un roi s'abandonnant par bonté ou par faiblesse au courant des Révolutions. Ils imposaient donc leurs plans et leurs opinions aux généraux qui, toujours menacés de mort, étaient forcés de se résigner à n'être que les instruments des Conventionnels. Comme pour faire de l'insurrection en face de l'ennemi, les bataillons de Paris refusaient de marcher au combat avant d'avoir reçu les canons qui leur étaient accordés par la loi. Ces bataillons turbulents et indisciplinés n'écoutaient que leur instinct destructeur. Payés pour marcher contre la Vendée, ainsi qu'à Paris on soldait les électeurs et les jurés en permanence, ces volontaires étaient appelés *héros à cinq cents livres*.

C'était le prix de leur engagement volontaire. Les enfants de Paris avaient tarifé leur enthousiasme. Ils en abusaient pour pressurer le pays auquel ils devaient apporter l'égalité et la liberté. Plus d'une fois, dans le cours de cette histoire, nous entendrons les généraux républicains se plaindre de leur rapacité et les accuser des échecs qu'ils subiront. Leur exemple était contagieux, et la plupart des régiments se glorifiaient d'une désobéissance qui n'avait rien de patriotique. Ce fut pourtant avec des troupes aussi démoralisées par leurs excès qu'il fallut tenir tête à la Vendée.

L'armée royale vient de quitter Fontenay, dont la conservation est pour elle d'une importance très secondaire; elle a reporté son quartier général à Cholet. Le Conseil supérieur s'est établi à Châtillon-sur-Sèvre, où des travaux d'organisation et de subsistance lui sont soumis. La plupart des paysans sont retournés dans leurs villages, racontant partout leurs victoires, partout faisant connaître leurs chefs, et, jusqu'au fond des campagnes, popularisant l'insurrection. Pendant cette dispersion des troupes vendéennes, le général Salomon, avec trois mille Bleus, attaque

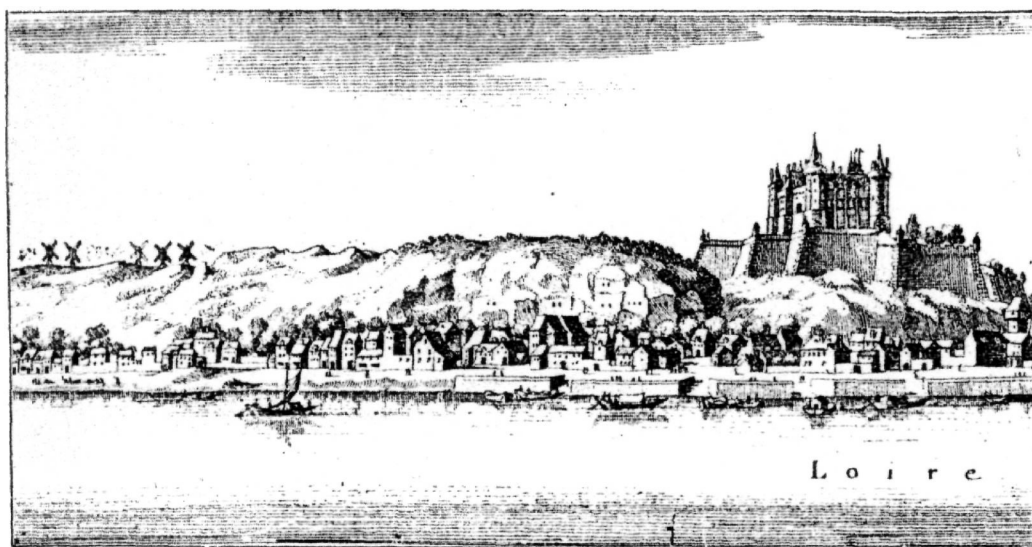
à l'improviste, le 3 juin, le village de La Fougereuse, où un faible rassemblement s'est donné rendez-vous. Ligonnier, sorti de Doué avec sept mille hommes, envahit Vihiers, et inquiète le quartier général de Cholet. Sept ou huit paroisses sont réunies à la hâte; La Rochejaquelein, Stofflet et Lescure les commandent. Stofflet reprend Vihiers; mais trop faible pour résister seul à Ligonnier, dont les forces augmentent sans cesse, il appelle à son secours M. Henri et Lescure. Ils arrivent. Les républicains, embusqués, démasquent une batterie de six pièces de canon. Le feu qui décime les royalistes ne ralentit point leur ardeur. Vihiers est encore repris. C'était la troisième fois dans le même jour, mais le lendemain le canon avait rassemblé de nouveaux soldats. Cathelineau et Marigny accourent. De concert avec les trois autres chefs, ils ont résolu d'attaquer Ligonnier, campé sur les hauteurs de Concourson, dans une formidable position.

L'affaire s'engage le 7 juin 1793; Cathelineau et M. Henri se précipitent sur les avant-postes qui lâchent pied. Cet exemple n'est pas suivi. Les Bleus combattent avec courage, et pendant six heures, ils suspendent la victoire. Une charge aussi hardie qu'habilement exécutée par Cathelineau décide du sort de la journée. Les Bleus sont en fuite et ils ne se rallient qu'à une demi-lieue de Saumur, sous le canon des redoutes de Bournan, où les 3^e et 6^e bataillons de Paris protégèrent la retraite. Malgré le feu des batteries, sous la protection desquelles Ligonnier s'est placé, les Blancs, exaltés par leurs succès, brûlent d'emporter la ville d'assaut. Ils l'auraient tenté si Donnissan et Beauvollier, plus calmes, ne se fussent opposés à un mouvement qui pouvait compromettre l'armée. Le conseil de Donnissan était sage; il fut suivi autant par raison que par reconnaissance, car la veille, à Montreuil, Donnissan a écrasé les troupes que Salomon amène de Thouars.

Il les a attendues, après que les Vendéens eurent abandonné cette ville; il a fait masquer ses batteries. Salomon arrive aux portes de Montreuil; il est accueilli par de foudroyantes décharges. Salomon recule, mais c'est pour rallier sa division épouvantée. Il revient à la baïonnette, et, pendant plus de trois heures, on

combat dans les rues avec un acharnement sans exemple. Son artillerie, ses bagages, sont tombés au pouvoir de Cathelineau et de Donnissan. Il se décide enfin à battre en retraite; mais il n'avait plus d'armée, et au lieu de porter secours à la ville, il est obligé, après s'être caché dans un fossé plein d'eau, de se replier sur Niort. C'était encore un nouveau succès présageant une nouvelle victoire.

Le siège de Saumur est résolu. Pour tenir en échec les divers corps dont les royalistes sont entourés, La Rochejaquelein propose d'envoyer des détachements sur la route qui conduit à



SAUMUR ET SON CHATEAU

(D'après une ancienne gravure.)

cette ville. Il est chargé de l'exécution de son plan. Trois cents hommes seulement lui sont nécessaires; l'armée entière se présente, elle se met à sa suite.

« Vive le roi! répète-t-elle avec entraînement, nous allons à Saumur. » Elle y allait, en effet, et si le trajet ne fut pas long, il fut du moins bien glorieux.

Cette ville est située sur la rive gauche de la Loire, dont elle est l'une des clés les plus importantes. Elle a pour défenses naturelles son château, véritable citadelle du moyen âge, mis, par sa position et son artillerie, à l'abri de tous les coups de

main, la rivière de Thouet, qui traverse une large prairie au sol spongieux, puis les fortifications de Bournan et toutes celles que la prise de Thouars fit improviser à la peur. Pour ne pas laisser aux paysans la faculté de se cacher derrière les murailles des jardins et de faire la guerre en tirailleurs, ordre a été transmis de détruire les murs des clos de vigne. Les commissaires de la Convention, dont la défaite de Fontenay n'a point découragé les espérances, déploient dans Saumur un grand luxe de forces. Les divisions de Berruyer, de Santerre, de Berthier, de Menou, celle même dont Ligonnier se voit arracher le commandement par les représentants du peuple, sont réunies dans un étroit espace. Le 9 juin, le général Coustard arrive, lui aussi, sans chevaux, sans armes, dans le dénuement le plus complet; et s'il faut ajouter foi aux récits de Philippeaux, membre de la Convention, c'est le général révolutionnaire Ronsin « qui, près des Ponts-de-Cé, a escamoté à Coustard tous ses équipements militaires. » La nuit du 9 au 10 juin se passa presque les armes à la main; mais, dans l'attitude et le contraste des deux camps, qu'il y a une profonde leçon (1)!

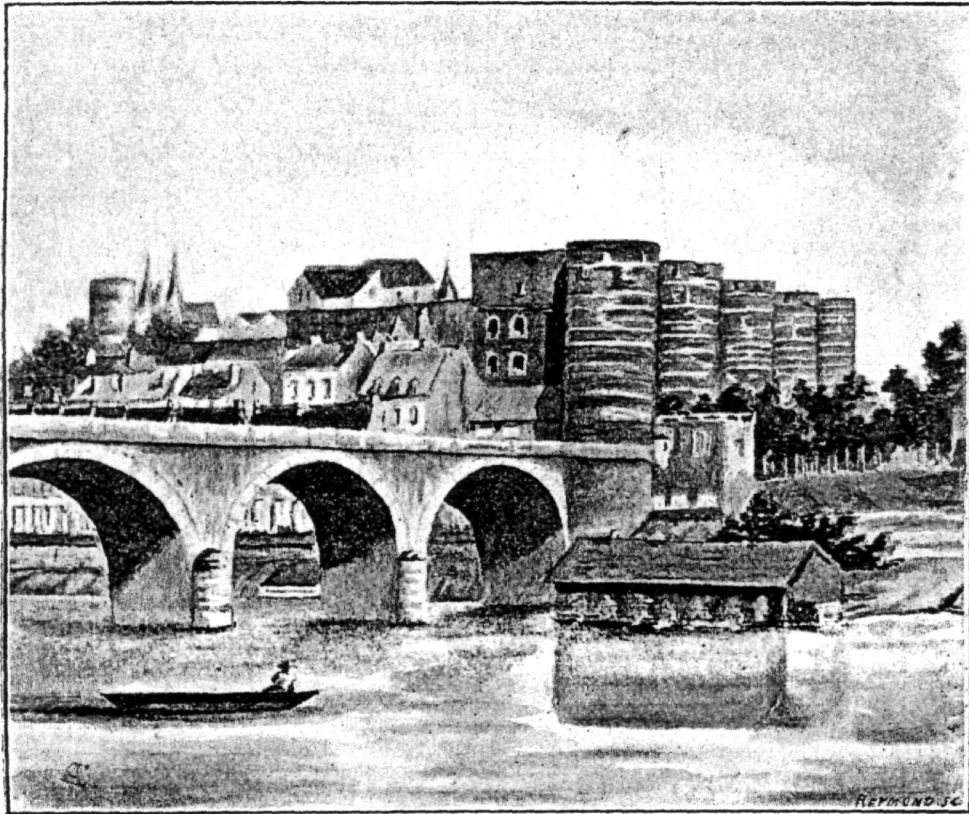
Les royalistes priaient ou chantaient à haute voix les strophes du *Vexilla*, et, à la veille du combat, ils se réconciliaient avec Dieu par la confession et par la pénitence. Ils pouvaient mourir le lendemain. Le 9 juin était un dimanche; jamais peut-être jour du Seigneur ne fut célébré avec autant de piété.

A cette même heure, mais à quelques pas plus loin, la Révolution inaugurerait dans Saumur le bonnet rouge, hideux symbole de sa liberté. A la suite de cette fête, de frénétiques motions sont proposées. On exaspère la populace contre les riches, on désigne les aristocrates dont, après la victoire, le peuple se débarrassera pour partager leurs propriétés. On hurle dans les

(1) Cette différence apparaissait encore après la mort. Écoutons ce que raconte ici M^{me} de La Rochejaquelein (*Notes manuscrites*, t. V, p. 73). « Les républicains ont dit que les prêtres faisaient croire aux Vendéens qu'ils ressusciteraient trois jours après leur mort. Quelle absurdité! Ce qu'il y a de sûr, c'est que le visage des morts des deux partis était bien différent. Nos gens avaient l'air endormi, le visage doux et serein; les Bleus avaient l'air furieux, menaçant, et tout le monde disait : « Ceux-ci sont en enfer, et les autres dans le ciel! Voyez, voyez! tous ces morts! Regardez donc; c'est bien clair, cela! »

rues le bonheur de l'égalité et la mort des royalistes. Les premiers coups de canon tirés par l'armée mettent seuls fin à cette orgie.

Impatients de vaincre, les Vendéens n'ont donné à leurs généraux que le temps de prendre les dispositions indispensables, et, remplis d'une confiance que l'événement n'a point trahie, ils s'élancent à l'assaut. Le général Menou, ayant sous ses ordres



CHATEAU D'ANGERS

(D'après une aquarelle de M. le C^{te} de Cambourg. 1894.)

Berthier, Santerre, Coustard et Berruyer, a pris le commandement supérieur de la ville et des troupes républicaines. Il a distribué ses forces et ses généraux sur les points où il prévoit qu'il sera plus facilement débordé. La Rochejaquelein est opposé à la division campée dans les prairies de Varin. Lescure débouche par le pont Fouchard; Cathelineau et Stofflet gagnent les hauteurs, afin de faire diversion en simulant un coup de main sur le château, et de couvrir ainsi les assiégeants.

Lescure commence l'attaque. Il est blessé. A cette vue, ses soldats lâchent pied. « Ce n'est rien, mes amis, leur crie-t-il, je reste au feu. » Il y reste, en effet. Un régiment de cuirassiers républicains commandés par le colonel Chaillou a vu ce mouvement rétrograde. Il s'élançe pour le décider. Les balles des paysans glissent sans frapper sur ces armures étincelantes au soleil. Les paysans ont peur et ils vont prendre la déroute. Dommaigné, ancien officier des rouges de la maison du roi, a revêtu son uniforme. Cette couleur écarlate, tranchant sur les habits bleus des républicains et sur les vestes brunes des paysans, persuade à l'ennemi, et à la France entière par contre-coup, qu'il se trouve des Anglais parmi les Vendéens. Dommaigné charge à la tête de sa cavalerie. Il est frappé à mort, culbuté, foulé aux pieds des chevaux. Mais, en tombant, il arme sa carabine, ajuste le colonel Chaillou et le blesse grièvement. Le désordre règne dans les rangs royalistes.

Un accident fait plus que la bravoure pour rétablir l'affaire. Les Blancs fuyaient. Sur le pont Fouchard, deux caissons sont renversés par hasard, ils arrêtent les cuirassiers déjà lancés à la poursuite de l'ennemi. Lescure rallie ses soldats. Loyseau, du village de Trémentines, celui-là même qui, à Fontenay, sut, avec Forêt, enlever Marie-Jeanne aux Bleus, et qui, en défendant ici Dommaigné, a eu trois chevaux tués sous lui, mais qui, en revanche, a tué trois cavaliers républicains ; Loyseau est blessé. Il se relève et se place avec Lescure à la tête des fantassins (1).

Les balles vendéennes s'émoûssaient sur les cuirasses. Les royalistes passent leurs fusils à travers les roues des caissons. Ils visent aux chevaux et aux visages des cavaliers. La tactique des vieux légionnaires de César en face des jeunes patriciens de Pompée à Pharsale était ainsi, pour le besoin de leur défense individuelle, révélée à ces pauvres paysans. Ajustés de cette manière par d'habiles tireurs qui ne manquent jamais leur coup,

(1) Loyseau (Michel), surnommé *L'Enfer*, reçut à la Restauration le brevet de lieutenant-colonel. Il mourut à Vezins, le 15 juillet 1833. Nous en reparlerons au 5^e volume. Son frère, Jean, surnommé *Berrier*, parce qu'il avait tué de sa main plus de 20 volontaires de la légion du Berry, à la seconde bataille de Coron, mourut à Trémentines, le 15 janvier 1818.

les cuirassiers font un mouvement en arrière. Une batterie de canons pointés avec habileté et promptitude décide leur retraite. Les morts et les blessés, abandonnés sur le champ de bataille par ce régiment, étaient tous frappés à la tête ou au cou.

Cependant, sur d'autres points, le succès de la journée est compromis. La précipitation des Vendéens a empêché de prendre les mesures que conseillaient Donnissan et Cathelineau. Il faut adopter un parti ou voir peut-être toutes les divisions, agissant séparément, anéanties sous les efforts des Bleus. Le seul moyen qui reste pour sortir glorieusement de cette position, c'est d'enlever le camp de Varin.

M. Henri n'a pas, comme le grand Condé, de bâton de commandement à jeter dans les fortifications. Il y lance son chapeau. « Qui va me le chercher? » dit-il. Suivi de Cathelineau, de la Ville-Baugé et de ses soldats, il saute le premier dans la redoute.

Coustard voit que le plan des républicains est déjoué. Il marche au secours du camp. Une des batteries de Marigny lui ferme le passage. Il donne ordre à un régiment de cavalerie de l'enlever. « Où nous envoies-tu? dit froidement le colonel Weissen. — A la mort, répond Coustard, et vive la République! »

Le colonel Weissen obéit. Il emporte la batterie; mais tous ses cavaliers sont écrasés.

Les communications entre les différentes divisions de l'armée royale se rétablissent. Les Bleus sont assaillis de toutes parts : leur centre, leur droite sont forcés. Berruyer, qui se bat avec un courage extraordinaire, tombe blessé. Le jeune Marceau, simple officier dans la légion germanique, arrache à la mort le conventionnel Bourbotte, qui s'est jeté dans la mêlée, et qui va périr sous les coups des paysans. L'on entend un sauve-qui-peut général; mais, préférant la mort à la honte d'une telle défaite, trois compagnies du régiment de Picardie se précipitent dans la Loire, avec armes et bagages. Elles y trouvent un tombeau.

Berthier et Menou, qui voient les progrès des paysans, font un dernier effort pour les arrêter. Placé sur le pont, à la tête des deux bataillons d'Orléans qu'une batterie protège, Berthier

veut s'avancer pour repousser la colonne du centre et une partie de celle de la gauche vendéenne. Ses bataillons ne peuvent résister au choc de l'ennemi. Le général a un cheval tué sous lui. Au même moment, sa cavalerie, prise en flanc par les royalistes, se débande et va porter le désordre dans les rangs de la colonne que dirige Menou. Menou a deux chevaux tués dans la première charge. Comme Berruyer et Berthier, il est blessé. Cambon, son aide-de-camp, arrive à son secours avec le 12^e bataillon de la République. A la vue des Vendéens, ce bataillon est saisi d'une terreur panique ; il lâche pied. Les Blancs se répandent soudain comme un torrent par le coteau de Notre-Dame, par le faubourg de Fenet, par la montagne de Tarare et la Gueule-de-Loup.

A l'entrée de la ville, on se bat encore cependant, et l'artillerie du château n'a pas cessé son feu. Alors M. Henri, accompagné de la Ville-Baugé, pénètre au galop dans la ville, sans s'inquiéter si son corps d'armée est à sa suite. Il voit l'ennemi en désordre. Il s'adosse à la salle de spectacle, fait feu sur ces troupes dont il est à peine séparé par un intervalle de vingt pas, tue d'un coup de sabre un dragon qui accourt à bout portant décharger ses pistolets sur lui, tourne et pointe deux pièces d'artillerie contre le château. Lorsqu'il est rejoint par quelques fantassins de sa division, M. Henri place quatre canons sur le pont de la Croix-Verte, et on le voit revenir demander aux siens si la ville de Saumur est prise.

Depuis plus de deux heures, il y était entré. Mais les redoutes de Bournan tiennent encore devant Marigny. La Rochejaquelein s'élance au galop de son cheval ; il va décider ce dernier succès, et porter secours à ses frères d'armes. Le lendemain, les redoutes capitulèrent, ainsi que le château, où les plus chauds révolutionnaires n'osent se défendre plus longtemps. Quarante-vingts pièces de canon, cent mille fusils et onze mille prisonniers tombent au pouvoir des Vendéens, devant lesquels le colonel Joly, commandant du château et sa garnison défilèrent avec les honneurs de la guerre. Joly et le 4^e bataillon d'Orléans déposèrent leurs armes sur la place de la Bilange.

Dans son rapport inséré au *Moniteur* du 18 juin 1793, Minier, commissaire de la Convention, explique ainsi cette défaite : « Les soldats de la liberté étaient bien disposés à se battre ; mais plusieurs n'avaient point d'armes. Une de nos légions, nommée *Germanique*, se livre aux débauches et aux plus grands excès ; elle est suivie de quatre cents femmes. »

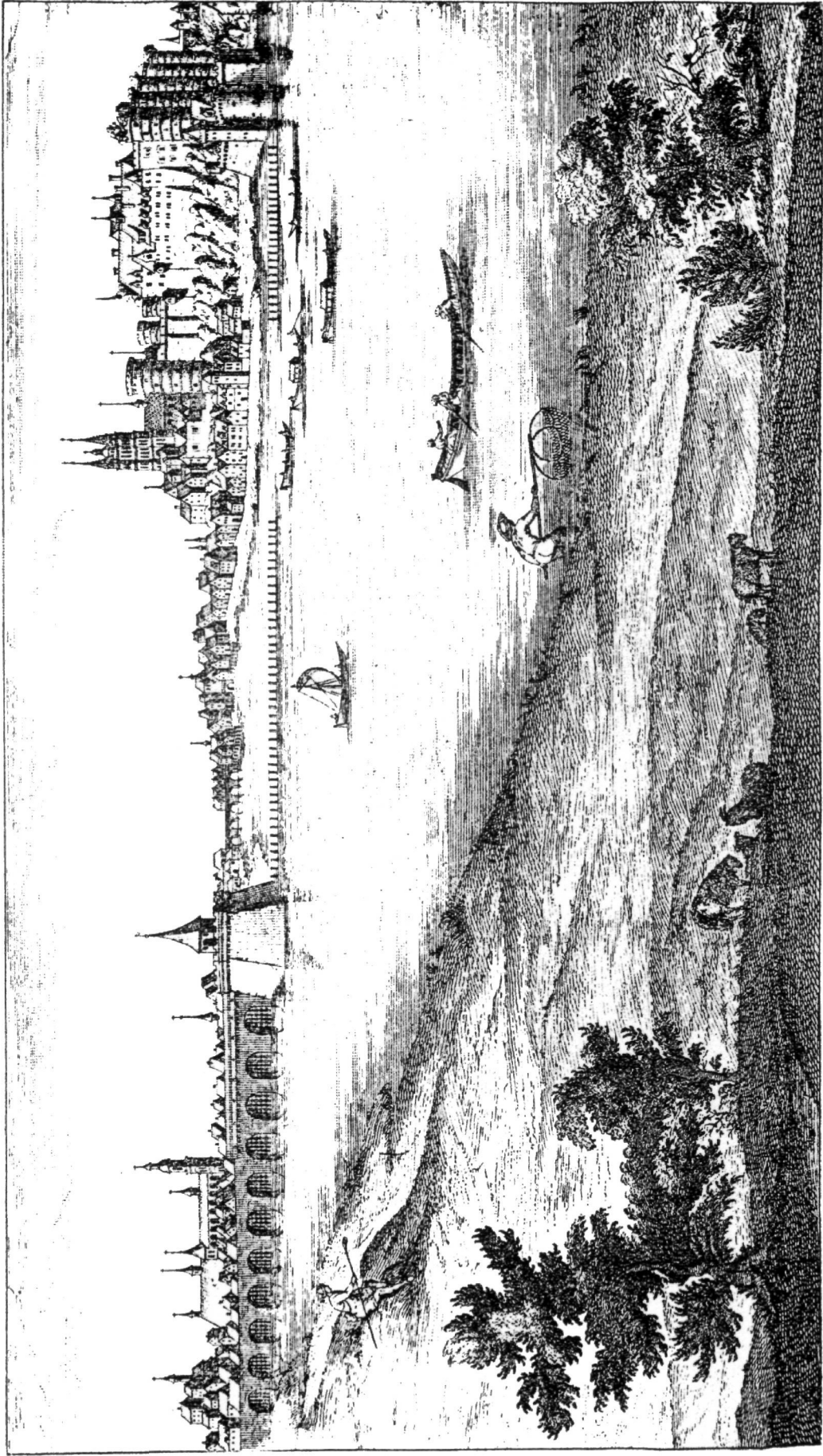
Lorsque le général Quétineau avait été contraint d'abandonner la ville de Thouars, il s'était retiré avec les débris de son armée sur Saumur. Lescure et Bonchamps le connaissaient. A Bressuire, le républicain avait été généreux et modéré. Lescure, maître de Thouars, lui conseilla de rester prisonnier sur parole parmi les Vendéens. Quétineau craignit de passer pour un traître. Il refusa ces propositions. On le retrouve prisonnier dans le château de Saumur. Lescure lui renouvelle son vœu. Quétineau sait que sa vie doit payer une capitulation qu'il lui était impossible de ne pas conclure, pourtant il se montre inébranlable ; puis, avec un air de tristesse :

« Eh bien ! monsieur, dit-il, voilà donc les Autrichiens maîtres de la Flandre. Vous êtes vainqueurs. La France sera démembrée par l'étranger. » A ce mot, le visage ordinairement si calme de Lescure se couvre de rougeur. « Jamais, Quétineau, jamais, répond-il ; les royalistes ne souffriront pas cela, et, s'il le faut, ils se joindront à vous pour défendre l'intégrité du territoire. »

Quétineau saisit la main de Lescure, le remercie de son patriotisme, mais il s'obstine à rester prisonnier dans son propre camp.

Peu de temps après, il est conduit à Paris, jugé et exécuté révolutionnairement. Sa femme, chaude républicaine, crie de désespoir au pied du tribunal : « Vive le roi ! » Elle subit la même peine.

La ville d'Angers courait un risque semblable à celui de Saumur. Les Blancs se disposaient à attaquer la garnison de quatre mille hommes que le général Barbasan y commandait ; mais, à la nouvelle de la prise de Saumur, la peur s'empare des autorités, de la garde nationale et des troupes. Pour justifier les



VUE D'ANGERS, DU COSTÉ DE LA BANETTE (D'après une ancienne estampe.)

terreurs que l'on éprouve même avant l'arrivée de l'ennemi, on développe, on commente les paroles que Menou a prononcées. « Angers ne peut être défendu, » avait dit le général. Sur ce mot qui légitime leur lâcheté, tous fuient, abandonnant la grosse artillerie, les munitions et les approvisionnements de la ville. Le désordre de cette fuite avant combat fut tel que, pour gagner Tours, on prit la route de Laval au lieu de celle de La Flèche, se condamnant ainsi, par une distraction peu héroïque, à un détour de cinquante lieues, mais qui éloignait un peu plus des Brigands.

A peine délivrés de l'armée révolutionnaire et des clubistes offrant ainsi la mesure de leur courage, les habitants d'Angers se trouvaient livrés à eux-mêmes. Ils redeviennent aussitôt pacifiques et modérés. L'administration municipale a pris la fuite. Il en faut établir une autre pour veiller aux intérêts et au salut de la cité. Tous les partis choisissent par acclamation le comte de Ruillé. Il entre en fonctions, se présente avec ses concitoyens pour recevoir un vainqueur dont la mansuétude était connue. Dans ces temps de trouble et de passion, Ruillé sut se concilier tous les suffrages. Les Vendéens n'occupèrent la ville d'Angers que six jours après son évacuation. Ils ouvrirent, comme partout, les portes des prisons aux captifs que la liberté tenait dans les cachots. Ils conservèrent la municipalité que le peuple, le vrai peuple, avait choisie après la fuite des révolutionnaires; mais le 4 juillet 1793, quand le péril fut passé, les révolutionnaires reprirent possession d'Angers. Alors Ruillé fut décrété d'accusation. Le 2 janvier 1794, il était condamné à mort, coupable de n'avoir pas désespéré de la patrie lorsque les républicains désertaient le poste confié à leur honneur, plus coupable encore d'avoir, avec toute la ville, béni la généreuse humanité des Vendéens.

Les deux jeunes frères de Jean Soyer étaient au collège d'Angers. C'étaient René-François, plus tard évêque de Luçon, et Louis Soyer. Tous deux escaladent les murs de cette maison et se joignent aux Vendéens dont le camp se grossissait à chaque heure des volontaires qui venaient combattre, et des femmes de gentilshommes qui demandaient un asile contre la persécution

A ces nouvelles, la Commission centrale de Tours invite le général Biron à prendre des mesures pour couvrir le passage de la Loire et pour défendre les murs de cette ville. Biron refuse, et, dans sa lettre au ministre de la Guerre, il motive ainsi ce refus :

« Je n'ignore pas quelle énorme responsabilité j'attire sur ma tête; je sais bien que si nous éprouvons encore quelque revers, on ne manquera pas de l'attribuer au renvoi (que je demande) de ces timides habitants des campagnes, la plupart point ou mal armés, et fuyant avant de pouvoir tirer un coup de fusil. On les transformerait bien vite en robustes et énergiques agriculteurs armés d'excellents fusils de chasse, mettant une balle dans un écu à trois cents pas, et déterminés à verser jusqu'à la dernière goutte de leur sang. Mais je suis pénétré de ce principe, qu'un républicain doit, quand il est convaincu qu'il fait une chose utile, risquer de porter sa tête sur l'échafaud, comme de l'exposer aux combats. »

C'est toujours, qu'on le remarque bien, par la glorification du courage vendéen et par la flétrissure attachée à la lâcheté des patriotes, *fuyant avant de pouvoir tirer un coup de fusil*, que débutent tous les rapports secrets des généraux républicains. A la tribune des clubs et de la Convention, les révolutionnaires prenaient leur revanche.

Jusqu'à présent, les succès ont été si rapides, si inconcevables, il y a eu si peu d'ordre dans tous ces dévouements royalistes, que Saumur a été enlevé sans le concours de la division de Bonchamps qui, dirigée par Fleuriot (1), par de Scepeaux et le brave Gourdon, n'arriva que le lendemain de la victoire. Cette précipitation des uns qui amenait nécessairement des retards dans la marche des autres devait inquiéter les chefs. Chacun sentit le besoin de régulariser son obéissance et de rattacher le pouvoir militaire à une unité d'action et de volonté enchaînant toutes

(1) Fleuriot (Jacques de La Fleurière de) était né à Ancenis, en 1736. Blessé un peu plus tard à l'attaque de Nantes, il mourut à Saint-Florent-le-Vieil. Son frère (Jacques-Nicolas), dont nous retrouverons les états de service au 5^e volume, était né en 1738. Général de l'armée vendéenne, il fut retraité en 1816 avec le grade de maréchal de camp et commandeur de Saint-Louis. Il mourut à Omblepied, près Ancenis, le 20 octobre 1824.

les rivalités futures et dirigeant vers un seul but tous les moyens ainsi que tous les sacrifices.

Lescure, qui ne se laisse guère emporter par les exagérations d'une première victoire, et dont la haute raison calcule les chances de l'avenir, a déjà plus d'une fois émis l'idée de confier le commandement général des armées à un chef suprême auquel tous soumettront leurs projets, et dont tous recevront les ordres. Cette idée devait plaire au plus grand nombre ; il n'existait entre les officiers supérieurs qu'une émulation de courage et de devoir. Elle fut accueillie avec transport. Les chefs, qui, jusqu'à ce jour, avaient été indépendants les uns des autres, qui avaient combattu en volontaires ou qui s'étaient prêtés pour l'intérêt de la cause à une subordination dont le bien du service leur faisait seul une loi, se réunirent pour choisir un généralissime.

Ce choix était difficile ; il pouvait tomber avec autant de justice sur Lescure que sur Stofflet, sur La Rochejaquelein que sur Cathelineau. Il pouvait aussi bien s'adresser à Bonchamps qu'à Charette, à d'Elbée qu'à Forestier et à tous les gentilshommes ou paysans qui déjà avaient fait leurs preuves de capacité et d'intelligence de la guerre. Le Conseil fut convoqué.

Il y avait là une grande partie de ces hommes encore inconnus à la France, mais dont aujourd'hui elle doit se glorifier au même titre qu'elle se glorifie de Kléber, de Marceau, de Joubert, de Championnet, de Hoche et des généraux républicains qui combattirent avec honneur, et ne teignirent leur épée que du sang versé dans les batailles.

Cathelineau, revêtu de son habit de grossière étoffe, mais entouré de la vénération universelle, semblait repousser les vœux qui allaient le contraindre à sortir de son obscurité. Personification vivante de la Vendée, le colporteur du Pin-en-Mauges ne s'est jamais arrêté à la pensée qu'il sera le premier généralissime de cette armée dont il a été le premier soldat. Toujours humble, ne franchissant jamais la distance que la naissance et la fortune ont placée entre les gentilshommes et lui, Cathelineau se contente d'être entre tous le plus intrépide et le plus modeste. A ses côtés est La Rochejaquelein, le Renaud de cette nouvelle

croisade, mais un Renaud dont les vertus guerrières ne viendront jamais échouer contre les voluptueuses séductions d'Armide ; La Rochejaquelein, à vingt ans, le modèle des gentilshommes et l'idole des paysans. Bonchamps, blessé à Fontenay, n'assiste pas à ce Conseil ; mais sa simplicité de mœurs, son élégance de manières, sa bravoure et sa science dans l'art de la guerre semblent l'indiquer pour chef. Il en est digne, et pourtant personne n'ignore que ce beau titre n'a jamais été ambitionné par lui. Tout le monde est convaincu qu'il ratifiera avec bonheur l'élection d'un autre.

Voici Stofflet, dont l'active rudesse exerce tant d'empire sur les paysans ; Stofflet qui, pauvre comme eux, a trouvé dans un dévouement sans bornes le génie qui souvent l'emportera au delà même du but qu'il veut atteindre. Au milieu de ces physiologies si tranchées, apparaît, calme comme la vertu, Lescure, toujours priant comme un saint, toujours se battant comme un héros ; Marigny est à ses côtés, avec sa figure martiale, portant sans cesse un défi à l'ennemi.

Quand les chefs sont assemblés, le M^{is} de Lescure, le promoteur de la réunion, prend la parole. Il fait sentir la nécessité de donner un général en chef à ces armées, ne reconnaissant encore que l'autorité de celui qui les a le premier conduites à la victoire. Il leur rappelle les revers que la seule diffusion des pouvoirs a amenés, et il termine par ces mots : « Dans la position où se trouve la Vendée, avec tant d'ennemis sur les bras et des succès dont nous devons, avant tout, régulariser l'ensemble, il nous faut un chef qui, par sa vertu, ses talents et son courage, réponde aux espérances que nous sommes en droit de concevoir. Ce chef nous est indiqué par la nature même de la guerre que nous avons entreprise. M. Cathelineau est le premier qui courut aux armes, le premier qui apprit aux Vendéens combien il était facile de vaincre avec la foi en Dieu, avec la foi en son propre courage ; je propose donc au Conseil d'élire sur-le-champ M. Cathelineau. »

Cette proposition, tout à la fois pleine de politique et de noblesse, fut accueillie à l'unanimité. Dans l'armée entière, il

n'y eut qu'un homme pour la désapprouver : cet homme était Cathelineau. Sa modestie s'effarouchait d'un titre dont lui seul se jugeait indigne. Pour le contraindre à se résigner aux honneurs du généralat, il fallut presque employer la violence. Cet illustre paysan, dont la rectitude de jugement dans les conseils, la valeur et le sang-froid dans l'action, la prudence dans les succès et l'impétueuse fermeté dans les défaites recevaient une si éclatante récompense, tremblait devant la responsabilité dont il allait être chargé. Cependant, il fut forcé de céder aux prières des autres chefs, fiers de se soumettre à ses ordres. C'était dignement interpréter le but de cette guerre, plus dignement encore répondre aux vœux des volontaires, heureux d'obéir à un villageois comme eux.

Le procès-verbal de cette élection est ainsi conçu :

« Cejourd'hui 12 juin, l'an 1^{er} du règne de Louis XVII, nous soussignés, commandant des armées catholiques et royalistes, voulant établir un ordre stable et invariable dans nos armées, avons arrêté qu'il sera nommé un général en chef de qui tout le monde prendra l'ordre. D'après cet arrêté, tous les vœux se sont portés sur M. Cathelineau, qui a commencé la guerre, et à qui nous avons voulu donner des marques de notre estime et de notre reconnaissance. En conséquence, il a été arrêté que M. Cathelineau serait reconnu général de l'armée, et que tout le monde prendrait l'ordre de lui.

» Fait à Saumur, en Conseil, les jour et an que dessus.

» LESCURE, DE BEAUVOLLIER, MARIGNY, STOFFLET, DE LAUGRENIÈRE, DE HARGUE, LAVILLE DE BAUGÉ, LA ROCHEJAQUELEIN, D'ELBÉE, DUHOUX-D'HAUTERIVE, DE BOISY, DESESSARTS, TONNELET, DE BONCHAMPS. »

La veille de cette nomination, que tous les gentilshommes absents alors de Saumur, comme Donnissan, s'empressèrent de ratifier aussitôt qu'elle leur fut connue et que Bonchamps approuva, l'état-major de l'armée s'augmenta de plusieurs officiers distingués. Charles d'Autichamp, prévenu par Henri de La Rochejaquelein, abandonne la ville d'Angers qu'il habitait, pour offrir le secours de son bras à la cause monarchique. Piron,

qui, jusqu'alors, a combattu en Bretagne, se présente, lui aussi. C'est ce même Piron de la Varenne qui, naguère, a fait insurger les ouvriers des mines de Montrelais et qui s'est placé à leur tête pour envahir la petite ville d'Oudon. La Révolution, dans ses levées en masse, appelle toute la jeunesse française à sa défense. Un certain nombre de ceux que la violence a déguisés sous le nom de volontaires s'échappent du camp républicain et viennent grossir les rangs royalistes. Jean-Thomas Pardessus et Henri Drouault sont parmi eux. Mais la plus importante recrue faite par l'armée de Saumur fut celle du prince de Talmont (1).

Philippe de Talmont, second fils du duc de La Trémoille, était bien jeune encore au moment où la Révolution éclata. Élevé au milieu de cette atmosphère voluptueuse qui enveloppait à leur berceau les rejetons des races chevaleresques, il fit ce que faisaient les Lauzun, les Adhémar, les Vaudreuil et tous ces gentilshommes pour qui le plaisir était la suprême loi. Sa vie, jusqu'à l'âge de vingt-sept ans, fut une dissipation continuelle, et il n'en connut le vide que lorsqu'il sentit crouler le trône antique dont il devait être l'un des plus ardents défenseurs. Dès le mois de février 1792, on le voit à la tête de la confédération poitevine destinée, dans l'esprit de ses adhérents, à soulever les départements de l'Ouest. Il sert cette confédération de son influence, de sa parole et de sa fortune. Mais tant d'efforts

(1) Le prince de Talmont, venant d'Abbeville et voyageant avec le passe-port de son frère l'abbé, avait été arrêté à Noyant, envoyé à Baugé et, de là, enfermé à la prison d'Angers. Dans ce lâcheux embarras, il s'adresse à son fondé de pouvoirs, le citoyen Tripier, rue du Ponceau-Saint-Martin, à Paris. Il lui écrit :

« D'Angers, ce 23 au matin 1793.

• Vous devez, Monsieur, être dans l'inquiétude sur mon compte. Sachez que je suis arrêté ci, mes papiers n'ayant pas été trouvés satisfaisants, ou plutôt mon nom paraissant suspect. Le Comité de surveillance d'ici a déjà écrit à celui de Paris ou au département pour les informations. Ainsi lâchez, je vous prie, comme j'y suis connu, de m'y faire réclamer et donner des ordres pour mon élargissement. Car vous saurez que je suis dans une vilaine prison avec d'autres prisonniers, et que nous sommes tous rongés de puces et de vermines, sans parler de l'humiliation qui, pour moi, est le plus dur de tous les supplices. Tâchez de cacher cela à ma pauvre femme, je suis sûr qu'elle en mourrait de chagrin. Ne perdez pas un instant, car les journées d'un prisonnier sont comme des siècles. Si vous appreniez qu'on donnât des ordres pour ma translation à Paris, agissez en conséquence que je m'y trouve en liberté. Avec l'animosité actuelle du peuple, il est toujours dangereux de se trouver en prison, et les exemples passés ne rassurent point. Madelein (son cuisinier) a été arrêté par la même occasion. Voyez aussi à le faire réclamer. » (Archives du Maine-et-Loire. Série L 4016.)
Pièce communiquée par M. le duc de La Trémoille.

échouent devant les résistances passives des paysans, qui ne veulent prendre les armes qu'à leur jour. Le prince de Talmont se rend en Angleterre, il court à l'armée des princes, et, quoique souvent en proie à de violents accès de goutte, il fait, sous les ordres du comte d'Artois, la première campagne de l'émigration. Au 21 janvier, il est encore à son poste, sur la place de la Révolution, en face de l'échafaud de Louis XVI, attendant une démonstration pour arracher le roi à ses bourreaux. Le plan qu'il a formé pour délivrer le monarque ne réussit pas. Talmont retourne dans l'Ouest, parcourt ses domaines et dispose les esprits à un mouvement royaliste. C'est là qu'il apprend les événements de la Vendée. Il va se jeter dans le Bocage, lorsqu'il est arrêté et transféré dans les prisons d'Angers. La mort l'attend.

L'abbé de La Trémoille, son frère, ne l'arrache à la guillotine que par une intrigue aussi heureuse qu'adroitement conduite dans le sein même de la Convention. Quelques-uns de ses membres sont gagnés à prix d'or; il en décide même un à se faire charger d'une mission temporaire en Anjou. Ce député descend dans le cachot où Talmont est enfermé. Il lui laisse l'option entre un passe-port pour l'Angleterre ou la liberté de se rendre dans l'Ouest. « Je choisis la Vendée, s'écrie le prince. Mon sang est à mon roi. Je le verserai pour lui jusqu'à la dernière goutte. »

Afin de tenir la parole qui a été achetée, le conventionnel ordonne la translation de Talmont d'Angers à Laval, où, dit-il, une Commission militaire va être établie. Dans le trajet, l'escorte favorise l'évasion du prince, et des paysans apostés le conduisent à Saumur. C'était un brillant renfort qui arrivait aux royalistes. A son nom si retentissant dans l'histoire, à sa belle figure dont l'effet était magique sur les troupes, il joignait une bravoure à toute épreuve et un entrain chevaleresque qui devait plaire aux masses.

A peine Talmont est-il au camp que Henri Forestier, un jeune homme qui n'a pas encore dix-huit ans, mais qui, après avoir fait de bonnes études dans une école ecclésiastique, est déjà l'un des chefs les plus marquants de cette guerre, s'honore par un

touchant exemple d'abnégation. En remplacement de Dommaigné, le protecteur de son enfance, il vient d'être nommé général de la cavalerie. Il résigne ces hautes fonctions, prix de son intelligent courage, et force le descendant de La Trémoille à accepter un rang que lui cède avec bonheur le fils d'un pauvre cordonnier du village de Chaudron. Forestier resta général en second (1).

C'était dignement interpréter la pensée qui avait présidé à l'élection de Cathelineau, surtout parfaitement établir les droits de l'égalité, dont la Vendée était si jalouse et dont elle ne se départira jamais.

L'armée, enhardie par ses récents triomphes, s'en promettait de nouveaux. Elle désirait qu'une nouvelle victoire témoignât de la reconnaissance dont elle était pénétrée pour le désintéressement que les gentilshommes venaient de montrer par le choix du généralissime. Elle attendait donc avec impatience la décision qui allait être prise.

Bonchamps, par la science de la guerre qu'il avait acquise sur d'autres champs de bataille, sentait que les pertes de ces troupes, s'affaiblissant aussi bien par les succès que par les revers, ne pouvaient jamais se réparer. Il fallait d'autres provinces pour auxiliaires, des provinces où l'on évoquerait de nouvelles munitions et de nouveaux renforts. Les républicains, instruits par l'expérience, n'exposaient plus leurs convois, et il devait arriver un temps où, à la Vendée épuisée, les secours de toute nature deviendraient nécessaires. Bonchamps, presque Breton par ses amitiés, par ses relations d'enfance, et qui, dans sa division, comptait un grand nombre de soldats enfants de la Bretagne, insistait pour que des forces considérables traversassent la Loire et se missent en rapport avec cette province dont les dispositions étaient connues.

D'après son plan, c'était lier entre elles les insurrections de l'Anjou, du Poitou et de la Bretagne; c'était faire éclater celle

(1) Forestier (Henri), né à La Pommeraye-sur-Loire, en 1775, était le fils d'un cordonnier de Chaudron. Ses heureuses dispositions avaient engagé M. de Dommaigné à le mettre au Séminaire. Il en sortit pour venir auprès de son bienfaiteur. Il se distingua bientôt et fut nommé général de la cavalerie. Après la guerre, il s'exila. M. Port dit qu'il mourut à Londres en 1806.

de la Normandie, sur laquelle on avait lieu de fonder plus d'une espérance.

D'autres chefs, et Stofflet parmi eux, voulaient assiéger Nantes, dont la possession assurait la communication entre les deux rives de la Loire. En suivant le projet de Bonchamps, qui ouvrait à l'insurrection une plus vaste carrière, il eût fallu, disait le garde-chasse de Maulévrier, pouvoir maîtriser cet instinct de désertion involontaire qui, après quelques jours passés sous les drapeaux, poussait les paysans à se disperser et à retourner visiter leurs chaumières. On ne se crut pas encore assez de puissance pour les entraîner loin de leur Bocage. La majorité du Conseil se rangea à l'opinion de Stofflet qui, emporté par la chaleur de la discussion, propose un cartel à Bonchamps. « Non, Monsieur, répond ce dernier avec affectueuse politesse, non, je n'accepte point votre défi. Dieu et le roi peuvent seuls disposer de ma vie. La France perdrait trop si elle était privée de la vôtre. »

Le siège de Nantes fut donc décidé. Les Vendéens y entretenaient de puissantes intelligences, et l'on espérait, après s'être rendu maître de la cité, pouvoir appeler aux armes la Bretagne, qui entrerait en communication d'efforts avec la Vendée. C'était réaliser une partie des plans de Bonchamps, et s'assurer un libre passage vers la mer.

Depuis le commencement de la Révolution, cette ville, la plus importante de l'Ouest par sa position géographique et par l'influence que son commerce obtient sur les autres départements, s'est jetée dans tous les mouvements populaires dont la Bretagne a été le théâtre. Les premières idées d'une égalité nivelant les hautes classes ont souri à ses nombreux armateurs, à ses cupides négriers, à ses paisibles bourgeois. Ils ne voient qu'avec un œil d'envie les honneurs accordés aux nobles; ils les convoitent pour eux-mêmes par la seule raison qu'ils sont riches et qu'ils disposent des masses. Ces armateurs, ces négriers, ces bourgeois, amants improvisés de la liberté, se prêtèrent avec un patriotisme fort peu désintéressé à toutes les innovations de la Constituante qui, en le déplaçant, remettait le pouvoir entre leurs mains; mais ce beau rêve ne dura pas longtemps

Les révolutions faites au nom du peuple ne s'arrêtent jamais aux premières ambitions qu'elles doivent satisfaire; elles descendent toujours, jusqu'au moment où, de chute en chute, elles sont forcées de faire halte dans la boue ou dans le sang. Ce qui s'était vu chez d'autres peuples et à d'autres époques se représenta en 1793.

La ville de Nantes était divisée. Deux partis se disputaient le pouvoir, deux partis actifs et turbulents qui, dans le sein de la Convention nationale, avaient leurs drapeaux avoués, leurs drapeaux portés par la Montagne et par la Gironde. De rigoureuses mesures avaient été employées afin de vaincre mille résistances occultes dont les Jacobins nantais connaissaient l'origine. Ces mesures avaient effrayé, mais elles étaient loin d'avoir convaincu. Des crimes de plus d'une sorte avaient été commis.

A Nantes, la liberté s'est entourée de geôliers et de bourreaux; elle frappe de mort avec une rapidité dont le plus farouche despotisme n'a jamais en France donné l'exemple. Il y a des insurrections en Normandie pour les Girondins. On cherche à en fomenter dans la Bretagne. Il y en a déjà au fond de cette dernière province en faveur des royalistes. On en voit surgir autour d'Ancenis, de Couëron, de Savenay, de Paimbœuf, du Croisic, de Guérande et de Clisson. Nantes est enveloppée de révoltés, et, pour effrayer leur persistance, cette ville laisse établir dans son sein un tribunal révolutionnaire qui condamne, sans désemparer, tous les infortunés que l'on considère comme suspects. Ces exécutions se renouvelèrent souvent. Les conventionnels Merlin, Gillet, Sevestre et Cavaignac, en mission dans l'Ouest, les accélèrent même.

La nouvelle de la prise de Saumur par l'armée royale fit taire les craintes des uns et les coupables exigences des autres. On sentit que, dans le danger commun, il fallait réunir ses efforts pour résister aux attaques dont la ville allait être l'objet. Jean-Aimé Soyer était plus d'une fois venu à Nantes au nom des chefs vendéens. Il avait gagné à la cause royale un grand nombre de partisans, et l'armée assiégeante comptait sur eux. Cependant, d'immenses travaux de fortification sont entrepris. Les églises

sont transformées en ateliers, en casernes, en clubs, où l'on travaille, où l'on excite le peuple au nom de la patrie en danger. Les généraux Canclaux et Beysser, Gaston Baco, maire de la ville, les sociétés populaires, les corps administratifs déploient une énergie extraordinaire. Il n'y a point assez de plomb pour fondre des balles. On descend dans les tombeaux des vieilles familles et dans ceux des évêques ; on dépouille tous ces cercueils du plomb et de l'argent qu'ils contiennent. On appelle les départements voisins au secours de Nantes. Des députés sont envoyés auprès de la Convention pour lui peindre l'état précaire de la cité, et au moment où, tremblante devant les agitateurs, elle fait ses derniers préparatifs de défense, la municipalité reçoit par le citoyen Donet, que les royalistes ont fait prisonnier, un projet de capitulation qu'avant le siège, les chefs de l'armée vendéenne croient devoir proposer aux Nantais.

Ce projet est ainsi conçu :

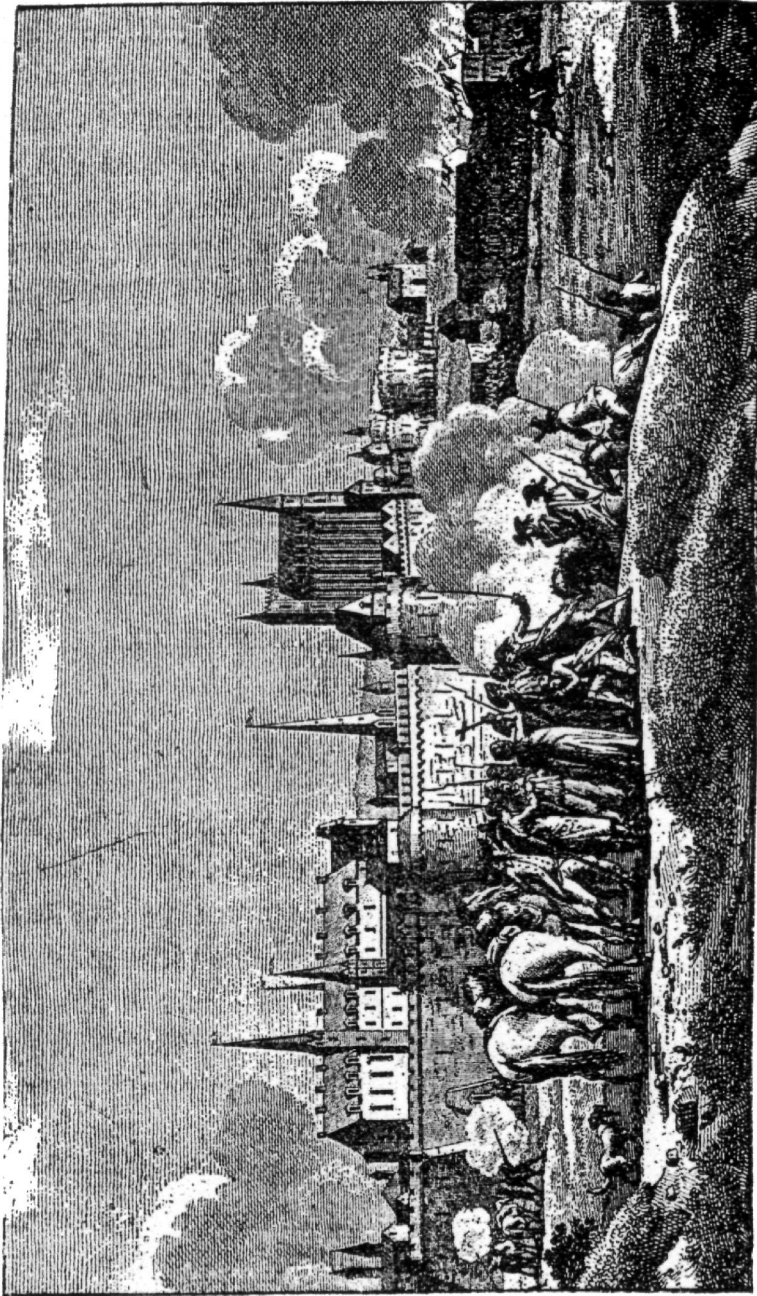
AUX CITOYENS MAIRE ET OFFICIERS MUNICIPAUX
DE LA VILLE DE NANTES

Angers, 20 juin 1793.

« Messieurs, aussi disposés à la paix que préparés à la guerre, nous tenons d'une main le fer vengeur, et de l'autre le rameau d'olivier. Toujours animés du désir de ne point verser le sang de nos concitoyens, et jaloux d'épargner à votre ville le malheur incalculable d'être prise de vive force ; après en avoir mûrement délibéré à notre Conseil réuni au quartier général à Angers, nous avons arrêté à l'unanimité de vous présenter un projet de capitulation dont le refus peut creuser le tombeau de vos fortunes et de celles d'une partie de la France, et dont l'acceptation, qui vous sauve, va sans doute assurer à la ville de Nantes un immense avantage et un honneur immortel.

» En conséquence, nous vous invitons à délibérer et statuer que le drapeau blanc sera de suite, et dans l'espace de six heures après la réception de notre lettre, arboré sur les murs de la ville ; que la garnison mettra bas les armes et nous appor-

tera ses drapeaux pliés *comme nationaux*; que toutes les caisses publiques, tant du département, du district et de la municipalité



L'ATTAQUE DE NANTES PAR LES VENDÉENS (29 juin 1793.)

(D'après une gravure du temps. Bibliothèque nationale, — Cabinet des estampes.)

que des trésoriers, des quartiers-maitres de l'armée, nous seront pareillement apportées, que toutes les armes nous seront remises; que toutes les munitions de guerre et de bouche nous

seront fidèlement déclarées, et que tous les autres effets, de quelque genre que ce soit, appartenant à la République française, nous seront indiqués et livrés pour que, par nous, il en soit pris possession au nom de Sa Majesté très chrétienne Louis XVII, roi de France et de Navarre, et au nom de Monsieur, le régent du royaume; qu'il nous sera remis pour otages les députés de la Convention nationale de présent en commission dans la ville de Nantes, et autres dont nous conviendrons.

» A ces conditions, la garnison sortira de la ville sans tambours ni drapeaux, les officiers seulement avec leurs épées, et les soldats avec leurs sacs, après avoir prêté le serment de fidélité à la religion et au roi; et la ville sera préservée de toute invasion et de tout dommage, et mise sous la sauvegarde et protection spéciale de l'armée catholique et royale. En cas de refus, au contraire, la ville de Nantes, lorsqu'elle tombera en notre pouvoir, sera livrée à une exécution militaire, et la garnison passée au fil de l'épée.

» Nous avons l'honneur de vous faire passer, Messieurs, plusieurs de nos proclamations, qui vous instruiront plus en détail de nos véritables sentiments, et nous vous donnons l'espace de six heures pour nous faire connaître votre refus ou acquiescement à nos propositions. »

Le maire Baco fait introduire devant lui, le 22 juin, les parlementaires dont les royalistes se sont servis, et en leur rendant ce projet de capitulation : « Voici ma réponse aux Brigands, dit-il : nous périrons tous ou la liberté triomphera. »

Ces Brigands étaient Cathelineau, La Rochejaquelein, Stofflet, Donnissan, Piron, La Trémoille et d'Autichamp. Les mots avaient perdu leur signification jusqu'alors reçue. Une profonde, une infranchissable ligne de démarcation était tracée entre les Bleus et les Blancs, mais comme ces propositions pouvaient atténuer le grand effet moral que les révolutionnaires attendaient du siège de Nantes, on les tint aussi secrètes que possible pour ne pas avoir à redouter une démonstration populaire en faveur des royalistes, et, sans consulter les masses, qui étaient le véritable souverain, les représentants Gillet et Merlin mirent à l'ordre du jour que la

ville était placée sous le régime de l'état de siège. En écoutant la lecture des propositions faites par la Vendée, les deux conventionnels avaient pâli d'effroi, dit un procès-verbal officiel; car, suivant le registre de la municipalité, « ils se crurent perdus et tramèrent le plus odieux complot. » Les divers clubs de Nantes se réunirent pour adresser aux départements voisins un dernier appel de désespoir.

« Frères et amis, fut-il dit dans cette proclamation, levez-vous; fiers enfants de l'ancienne Armorique, levez-vous en masse; il n'est plus temps de délibérer. Votre salut ou votre perte sont ici..... sous nos murailles. Accourez, les Brigands ne délibèrent pas. Une résistance partielle est insuffisante, impossible; ce n'est qu'en nous réunissant que nous pourrons arrêter l'invasion des barbares et que nous assurerons à jamais le règne de la liberté. La trahison vous entoure, frères : si l'on vous dit que des forces imposantes viennent à notre secours, n'en croyez rien et partez. Si l'on vous parle de victoires remportées sur les rebelles, de villes reprises sur eux, n'en croyez rien et pressez encore plus votre départ..... Et si l'on vous disait que Nantes veut capituler ou qu'il s'est déjà rendu..... ah! frères et amis, alors surtout, hâtez-vous d'accourir. Venez, nous sommes dignes de vous; venez, nous vaincrons ensemble; ou si vous ne pouvez arriver à temps, nous vous laisserons un exemple à suivre et nous saurons mourir. Baisserez-vous la tête? Non, non. Aux armes! Le rendez-vous est à Nantes. Aux armes! C'est une armée qu'il faut lever instantanément. Qu'elle presse la terre, qu'elle vole! Ce n'est qu'en nous levant en masse que nous pourrions tout sauver. »

Beysser est nommé commandant de la ville de Nantes, et, afin de rendre impossible toute idée de transaction entre les deux partis, ce général, dans une proclamation affichée à tous les coins de rue, annonce la détermination qu'il a prise. Cette détermination fut celle de Rostopchine à Moscou, l'incendie.

Beysser était homme à l'exécuter.

Dans ces jours de sanglante folie, il avait osé être le premier à porter, au milieu des combats et des revues, un pantalon fait

avec la peau préparée et tannée des Vendéens qu'on écorchait après la bataille. C'était un épouvantable trophée dont il tirait vanité, une mode horrible qu'il avait rendue populaire. A Paris, le duc d'Orléans-Égalité se couvrait, au dire du chroniqueur Montgaillard, d'un de ces vêtements humains sortis des ateliers de Meudon, où l'on tannait la peau des suppliciés. A Nantes, l'armée révolutionnaire suivait cet exemple, et c'était à l'un de ses chefs qu'elle le devait. Ce chef annonçait qu'alin d'arrêter la marche des royalistes, il brûlerait la ville de Nantes; on savait qu'il tiendrait sa parole.

Les factions qui déjà divisaient la naissante République connaissaient son incandescence. A sa voix, elles se rallièrent pour repousser l'ennemi, qui, croyant toujours avoir des intelligences dans la place, ne prit peut-être pas toutes les précautions nécessaires.

La Rochejaquelein, le héros de Saumur, est laissé à la garde de cette ville, et l'armée s'avance sur Nantes. Elle était maîtresse d'Angers, d'Ingrande, de Cholet, de Doué, d'Ancenis, de Macheoul, de Mortagne, de Montaigu et des deux rives de la Loire, c'est-à-dire qu'elle pouvait affamer Nantes. Cathelineau et d'Elbée arrivaient par Ancenis, à la tête de douze mille hommes. Fleuriot et d'Autichamp (1), avec quatre mille hommes détachés de la division de Bonchamps, devaient l'attaquer à l'Est entre la Loire et l'Erdre. Lyrot occupait La Croix-Moriceau, et Bonchamps, à l'avant-garde avec ses Bretons qu'il a organisés, chassait déjà devant lui les Bleus, qui allaient porter dans la ville le désordre et la famine.

Jusqu'à présent, Charette a toujours voulu guerroyer seul, ne demandant pas de secours, mais aussi n'en portant jamais aux autres divisions, avec lesquelles il n'eut aucun contact. Il a grandi dans son isolement; il a peu à peu attiré sous ses ordres les

(1) Charles de Beaumont, comte d'Autichamp, était né au château d'Angers en 1770. Nous donnerons, au 5^e volume, ses brillants états de service qui lui valurent, en 1816, le grade de lieutenant-général et le titre de grand'croix de Saint-Louis. Il mourut au château de La Rochefaton, près Parthenay, le 4 octobre 1859, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. Il a laissé des *Mémoires pour servir à l'histoire de la campagne de 1815 dans la Vendée*. Paris, Égron, 1817, in-8^e.

généraux du Bas-Poitou, peu à peu soumis à l'obéissance l'esprit rebelle de ses cantonnements, et, le 14 juin, il se présente devant Machecoul, où le général Boisguyon et Prat, colonel du 34^e d'infanterie, l'attendent. Ces officiers ont fait de savantes dispositions. Un bataillon du 34^e campe sur les Moulins de La Chaume, qui sont garnis d'artillerie. Trois cents hommes se renferment dans le château; six cents autres, avec dix pièces de canon, parquent dans la prairie en face des routes de La Garnache et de Bois-de-Cené. Les postes de l'Hôpital et du Calvaire sont également couverts, également défendus. Joly, La Cathelinière et Savin se placent en ligne, et Savin commence l'attaque du château. Il est obligé de se replier vers le centre. Joly et La Cathelinière, l'un appuyé sur la route de Sainte-Lumine, l'autre sur celle de Touvois, s'ébranlent. L'affaire devient générale. On se bat sur tous les points à la fois. Savin marche encore contre le château; il est de nouveau repoussé. Joly a enfoncé les Bleus qui lui sont opposés; mais, malgré ce succès partiel, la victoire semble pencher du côté des républicains, lorsque Charette et Joly se jettent l'épée à la main sur les canons ennemis pointés à La Chaume. Charette et Joly sont à cheval; ils n'ont avec eux que cent cavaliers; mais ils ont voulu brusquer la victoire ou périr. La victoire couronne leur audace. Le poste des Moulins est enlevé. Les républicains fuient, laissant leur artillerie. Les autres témoins de ce combat se précipitent dans la place, où les Vendéens pénètrent avec eux.

En ce moment, Savin revenait une troisième fois à la charge contre le château; il s'en empare. Alors on se bat pied à pied dans les rues. Boisguyon et Prat se défendent pendant quatre heures, reculant, avançant, mais ne cédant jamais. Le carnage fut affreux. Boisguyon était blessé; Prat donne enfin le signal de la retraite. Cette retraite, opérée par la route du Port-Saint-Père, fut encore un désastre pour les Bleus, que Joly poursuivait. Les Poitevins avaient perdu un grand nombre des leurs; la fureur et l'ivresse du triomphe étaient au comble. Quelques-uns des plus acharnés se portèrent dans les ambulances où gisaient plus de trois cents malades ou blessés. Sans écouter la voix de Charette,

ils les massacèrent tous. Le 20 juin, entre Lalloué et la Sèvre, Charette attend Beysser, qui ne lui laisse pas une heure de repos. Beysser est venu pour attaquer de Lyrot. Soixante tirailleurs se présentent; les Bleus se jettent à leur poursuite. Des retranchements abandonnés sont épars sur le terrain; Beysser les franchit, et tout à coup il se trouve en face de dix mille hommes rangés en bataille. Une terrible fusillade s'engage; les deux chefs de la légion nantaise tombent mortellement frappés. Coislier, l'un d'eux, respire encore; Beysser le reçoit dans ses bras et donne ordre à ses soldats de l'enlever du champ de bataille. « Ne t'occupe pas de moi, s'écrie Coislier, je meurs pour la République, mais sauve tes canons, » et il expire. Beysser lui-même est renversé au moment où il recueillait ce vœu d'un mourant. Alors la cavalerie poitevine charge avec une nouvelle ardeur. Les Bleus reculent; ils fuient en désordre et ne s'arrêtent que derrière les murs de Nantes, où leur vue répandit la terreur.

Lescure, blessé et retiré au château de La Boulaye (1), apprend cette victoire; il écrit à Charette pour le féliciter, au nom de l'armée royale, sur des succès si chèrement achetés par lui. Donnissan, ce grand seigneur sans ambition, qui, au milieu de ces généraux improvisés, joue le rôle de médiateur, est chargé d'amener le chef du Bas-Poitou à faire cause commune avec la Vendée. Le moment arrivait de tenter un grand coup. L'idée en vint à M. Henri et à Bonchamps; mais d'autres conseils prévirent. Cette idée, qui sauvait la France des horreurs de l'anarchie, Napoléon, au sixième volume de ses *Mémoires*, la développe et la commente deux fois : « Si, dit-il, les opérations de la Basse-Vendée eussent été, comme cela devait être, combinées avec celles de la Haute-Vendée, où commandait Cathelineau, la République était infailliblement vaincue; mais il manqua toujours un prince à la tête de la cause vendéenne. » Plus loin, Bonaparte s'attache encore à cette idée : « Si, profitant, continue-t-il, de leurs étonnants succès, Charette et Cathelineau eussent

(1) La Boulaye, sur la paroisse de Treize-Vents, près Saint-Laurent-sur-Sèvre, appartenait à M. d'Auzon, chevalier, seigneur du Beignon, qui fut fusillé à Blain, près Savennay, en décembre 1793.

réuni toutes leurs forces pour marcher sur la capitale après l'affaire de Machecoul, c'en était fait de la République ; rien n'eût arrêté la marche triomphante des armées royales. Le drapeau blanc eût flotté sur les tours de Notre-Dame avant qu'il eût été possible aux armées du Rhin d'accourir au secours de leur gouvernement (1). »

Donnissan n'était pas chargé auprès de Charette d'une mission aussi importante. Les royalistes ne s'avouaient pas encore leur puissance. Le siège de Nantes avait été résolu par eux ; ils s'arrêtaient à cette pensée.

Charette promet son concours, et, après avoir rassemblé toutes ses divisions, il paraît, le 28 juin, dans les landes de Ragon pour attaquer le faubourg de Pont-Rousseau. Lyrot campe à la même heure sur La Croix-Moriceau.

D'Elbée et d'Autichamp s'emparent du bourg de Nort, vaillamment défendu par le troisième bataillon de la garde nationale de Nantes, que commande le ferblantier Meuris, et par Fumel à la tête de quatre cents hommes de la ligne. Pendant ce combat acharné, Jean-Aimé Soyer fait prisonnier Fumel, qui, ancien colonel sous Louis XVI, avait mis son épée et sa noblesse au service de la République. Soyer, jeune et plein d'une franchise roturière, accable de reproches ce gentilhomme qui trahit ses devoirs. Après le combat, Fumel est conduit par son vainqueur à la division de Bonchamps. Malgré les instances de ce dernier qui le presse, qui le conjure de prendre parti avec les royalistes, le gentilhomme révolutionnaire résiste à toutes les prières. Il témoigne le désir de retourner au camp républicain. Les Brigands pouvaient et devaient le faire passer par les armes. On lui rend la liberté et on lui délivre un sauf-conduit.

Aucun obstacle militaire ne s'opposait à la marche des insurgés. Le camp républicain de Saint-Georges est abandonné. Le 28 au soir, Canclaux est averti par ses avant-postes « qu'on

(1) « Mais pour marcher sur Paris, répond ici avec beaucoup de sens M^{me} de La Roche-Jaquelein, il eût fallu que les paysans l'eussent voulu, et il n'y aurait pas eu un cinquantième de l'armée qui eût consenti à quitter son pays, surtout pour aller si loin. » (*Notes manuscrites de Madame la marquise*, t. I^{er}, p. 127.)

aperçoit au loin des feux qui ressemblent à des fusées volantes ou à des ballons illuminés, et que l'on entend se répéter des cris semblables au mugissement d'un taureau. » Ce sont les expressions de son rapport. Ces démonstrations annonçaient l'approche de l'armée royale.

A la vue des troupes qui, au cri de : Vive le roi ! garnissent les hauteurs de la ville et vont livrer un terrible assaut à ses fortifications, les conventionnels Gillet et Merlin (de Douai) se



ÉDOUARD DE MESNARD



LOUIS DE MESNARD

(Médailles reproduits d'après deux émaux appartenant à M. le B^{re} de Mesnard.)

rangent à l'avis du général Bonvoust. Cet officier proposait l'évacuation. Beysser et les sociétés populaires s'y opposent. Canclaux est de leur avis, ainsi que les généraux Cambrai, Lolat, Gilibert et Boisguyon. Ils ont enivré de patriotisme les douze mille hommes de garnison que contient Nantes, et le 29 juin, à 2 heures du matin, la canonnade s'engage du côté de Pont-Rousseau.

C'était Charette qui avait réclamé l'honneur de donner le signal du combat. A ce premier coup de canon, les Nantais répondent par le chant de la *Marseillaise*. Bonchamps, La Bouère, Fleuriot aîné et d'Autichamp se précipitent sur la porte de Paris. Fleuriot est emporté par un boulet. D'Autichamp prend sa place ; il a deux chevaux tués sous lui. De Mesnard (1) est mortellement

(1) Louis de Mesnard était un ancien officier d'infanterie et chevalier de Saint-Louis. Son

atteint d'un coup de feu dans la poitrine. Le prince de Talmont, qui, dans les Landes de la Vendée, ressuscitera les traditions de Fontenoy, s'élança avec sa cavalerie, et, malgré les sages remontrances de Forestier, essayant de contenir une ardeur qu'il serait si heureux d'imiter, le prince s'avance dans le faubourg du Marchix; il est blessé. Cette blessure ne fait qu'accroître son impétuosité. A 7 heures du matin, l'action est devenue générale. Charette à Pont-Rousseau, Lyrot à Saint-Jacques, occupent une partie de la garde nationale et le bataillon des Côtes-du-Nord.

Le républicain Beysser et le général Canclaux se sont portés sur la route de Vannes, où Cathelineau et d'Elbée attaquent.

Les Vendéens, même dans le siège d'une ville, ont encore trouvé le moyen de s'égayer; ils pénètrent en tirailleurs dans les jardins ou dans les maisons, et, dirigés par d'Elbée, ils font un feu qui ne cesse jamais. Au plus fort du danger, on entend la voix de Baco; on le voit, avec sa haute taille, diriger les uns et animer les autres. Une balle vendéenne lui casse la cuisse. On le jette sur un tombereau, et à ceux qui le plaignaient, ce courageux municipal répondait : « C'est un char de triomphe que chacun doit m'envier. » Le conventionnel Coustard, au milieu d'un escadron de cavalerie républicaine, combat avec toute l'ardeur d'un soldat. Le général Gilibert, destitué de la veille par le Comité exécutif, l'adjutant général Cambrai et le capitaine La Valette soutiennent seuls, pendant quelques minutes, tout le

neveu, le C^o Edouard de Mesnard, capitaine colonel des gardes de Monsieur, rejoignit à l'armée des princes son père, le C^o Alexandre, maréchal de camp, qui mourut à Coblenz. Edouard passa ensuite en Angleterre. Il fut l'un des 410 émigrés qu'une frégate anglaise débarqua au Clos-Poulet. Blessé dans un combat en Bretagne, il vint à Paris dans le dessein de renverser le Directoire. Le chirurgien qui le soignait le dénonça et il fut arrêté à Paris le 26 septembre 1797. Traduit devant la Commission militaire, il fut le premier des émigrés condamnés à mort pour avoir porté les armes contre la République.

Comme on le conduisait le lendemain à la plaine de Grenelle, près de l'église actuelle, il aperçut un de ses amis, émigré comme lui, le M^o de Galard, encore jeune, mais qui ne mourut qu'en 1871, âgé de quatre-vingt-dix-sept ans. Edouard eut la présence d'esprit de détourner son regard. Arrivé au lieu de l'exécution il ne voulut pas qu'on lui bandât les yeux mais, fléchissant le genou, il étendit les bras, fit un grand signe de croix : « Soldats, tirez, cria-t-il d'une voix forte, je suis prêt ! »

Cf. DENIAU, *Histoire de la Vendée*, t. V, p. 575, 624. VICTOR PIERRE : *La Terreur sous le Directoire*, p. 408, et *Souvenirs intimes du C^o de Mesnard*, publiés en 1844.

poids de la journée. Ici, c'est Bonchamps qui, après avoir pénétré par le faubourg de Saint-Donatien, cherche à se joindre au général en chef; là, c'est Cathelineau qui a enlevé la batterie de la porte de Vannes, mis en déroute le brave 109^e de ligne, et qui, avançant toujours, est déjà sur la place Viarmes.

Prévoyant que le premier choc des paysans ne trouverait pas d'obstacle capable de l'arrêter, le général en chef Cathelineau a enjoint de laisser libre la route de Guérande, afin d'offrir aux Nantais une issue pour déserteur leur ville assiégée. Talmont n'a pas compris ou a oublié la portée de cet ordre, qui doit empêcher les habitants de se défendre avec le courage du désespoir. Il aperçoit un grand nombre de fuyards débouchant par cette route; il court la fermer avec deux pièces de canon, et force ainsi les assiégés à ne plus attendre de salut que de leur énergie. Cette faute a promptement de tristes résultats. Beysser en calcule les conséquences : il rallie autour de lui les débris du 109^e et les hommes qui fuyaient tout à l'heure; il revient avec eux à la charge contre les assiégeants.

Pour rester maîtres de la ville, c'est le dernier obstacle à vaincre. Cathelineau a eu deux chevaux tués sous lui; il met pied à terre, s'entoure des gars du Pin-en-Mauges et de la Poitevinière, tous ses parents ou ses amis, et, après avoir fait le signe de la croix — exemple de piété que ses soldats ont suivi, — il se précipite sur les troupes dont l'intrépide Beysser a ranimé le courage. L'artillerie républicaine est attaquée. Le 34^e et le 109^e régiments la défendent. Elle va être enlevée par les Vendéens, lorsqu'un ouvrier cordonnier, qui tirait d'une fenêtre, reconnaît Cathelineau à son commandement. Il fait feu, la balle lui fracasse le bras et se perd dans la poitrine. Le généralissime tombe. Un bruit de mort vole de rang en rang. Ce cri répand la désolation et le découragement dans les cœurs; il rend aux républicains toutes leurs espérances. Beysser et Canclaux profitent habilement de cette hésitation. En vain d'Elbée, Bonchamps et Stofflet cherchent à ranimer le courage des leurs, Cathelineau est blessé, mort peut-être, lui que ses volontaires regardaient comme invulnérable. Les Vendéens prennent la fuite, d'Auti-

champ couvre leur marche; mais, bientôt serré de près par la cavalerie républicaine, il va tomber sous ses coups, lorsque, saisissant la queue du cheval de Forestier, qui tente de ramener les fuyards au combat, il disparaît avec lui.

Charette n'a point traversé les ponts; il est resté sur la rive gauche du fleuve, ne ralentissant jamais son feu. Ce feu, qui se fait entendre toute la nuit, protège la retraite de l'armée. Ce ne fut que le lendemain que la garde nationale, sous les ordres de Deurbroucq, décida la division de Charette à quitter son camp. Celle de Bonchamps, en partie restée dans ses positions, s'ébranla au point du jour afin de recommencer une attaque qu'elle avait cru seulement différée de quelques heures. Mais lorsque les Angevins de La Bouëre et les Bretons de Cadoudal eurent acquis la certitude que la Grande Armée renonçait au siège, ils opérèrent leur retraite sans être inquiétés par la garnison.

La joie des Nantais fut si inconcevable, que plusieurs blessés moururent dans les transports de l'exaltation fiévreuse que cette victoire leur causait. Les femmes, les enfants, avaient pris une large part à cette journée, à laquelle les royalistes timides de Nantes n'osèrent refuser le concours de leurs bras incertains. Tout cela, dans une ivresse étrange, célébra la délivrance de la ville, sa délivrance qui, à la place de Cathelineau pour maître, allait lui donner Carrier.

Les Vendéens, cependant, ont entendu la voix de leurs chefs; ils se sont ralliés et ils entourent la voiture dans laquelle le généralissime a été déposé. Il n'est que blessé; on espère encore, lui-même est sans crainte sur son sort. Mais bientôt la gangrène se déclare, et, le 14 juillet 1793, ce grand homme expire, emportant au tombeau les regrets de tous ses compagnons d'armes. Le saint d'Anjou n'était plus. Pour laisser à chacun la triste liberté de pleurer le paysan devenu général, les autres officiers licencient momentanément l'armée dont une si fatale défaite a compromis toutes les victoires précédentes.

Le siège de Nantes a été doublement funeste aux royalistes. Cet échec imprévu les a privés de l'autorité et des inspirations d'un chef qui avait pris le plus juste et le plus salutaire ascen-

dant. Il a ranimé l'ardeur des Bleus qu'avaient affaiblie tant de déroutes successives; mais il n'a point démoralisé les paysans. Au nom du Comité du Salut public, Barère vient de dire à la tribune de la Convention, en parlant de la Vendée, que « c'est particulièrement sur ce chancre politique que le Comité a porté ses soins et sa sollicitude. » Il annonce que des mouvements stratégiques vont paralyser les tentatives du parti monarchique.

Westermann ne veut pas donner un démenti à l'orateur révolutionnaire (1). Le 19 juin, le général Biron, s'arrachant à l'inaction que les remords du passé, que les craintes du présent imposent à son cœur et à son esprit, s'est enfin vu dans la nécessité de faire une diversion capable de suspendre les progrès de l'armée royale sur les rives de la Loire. C'était par ordre du Comité du Salut public que pareille injonction lui avait été faite. Biron courbe la tête, et, de son quartier général de Niort, il ordonne à Westermann d'avancer sur Parthenay. Westermann, ancien aide de camp de Dumouriez, et mêlé par lui à toutes les intrigues constitutionnelles que ce général nouait avec les émigrés à Coblenz ou avec les orléanistes à Paris, Westermann attendait un pareil ordre sous d'impatientes colères. Il se met en marche. Il n'y a dans cette partie du Bocage aucun chef, aucun corps militaire pour lui tenir tête; toutes les forces du pays sont dirigées sur

(1) Westermann (François-Joseph) était né à Molsheim (Alsace), en 1764. Il était fils d'un procureur. Sa conduite dans la Vendée fut monstrueuse, et encore aujourd'hui son nom, comme celui de Grignon, ne s'y prononce qu'avec horreur. Condamné par le tribunal révolutionnaire, il périt sur l'échafaud, le 5 avril 1794. Sa mort fut une juste punition de ses crimes.

Voici un spécimen de son style et de ses sentiments :

Le 2 juillet, il écrit de Clisson, château de Lescure, à Boismé :

«J'ai livré Amaillou au pillage, j'i ai mis le feu. Je me suis porté droit au château de Lescure. Je ne puis vous exprimer les chemins couverts, les gorges et les bois que je fus obligé de passer; je ne suis plus étonné que ce *facquin* de Lescure se croyait en sûreté chez lui. Je suis enfoncé dans les bois jusqu'au col..... En arrivant, j'ai fait *cerné* le château..... Je *vairré* s'il est possible de se procurer des voitures pour conduire les meubles à Parthenay. Si je ne puis m'en procurer, les meubles comme le château deviendront la *proye* des flammes, car je veux *donné* ce souvenir à la postérité de l'asile d'un monstre tel que l'enfer en a *vaumy*..... J'exige de chaque commune qu'elle me *fournissent* un contingent et je déclare hautement que je brûle les villages qui fourniront des hommes à l'armée des rebelles. J'engage beaucoup les généraux sous vos ordres d'*uzé* des mêmes moyens et bientôt vous *verray* que les rebelles n'auront plus d'*azile* nulle part.

» Foustermann » (*sic*).

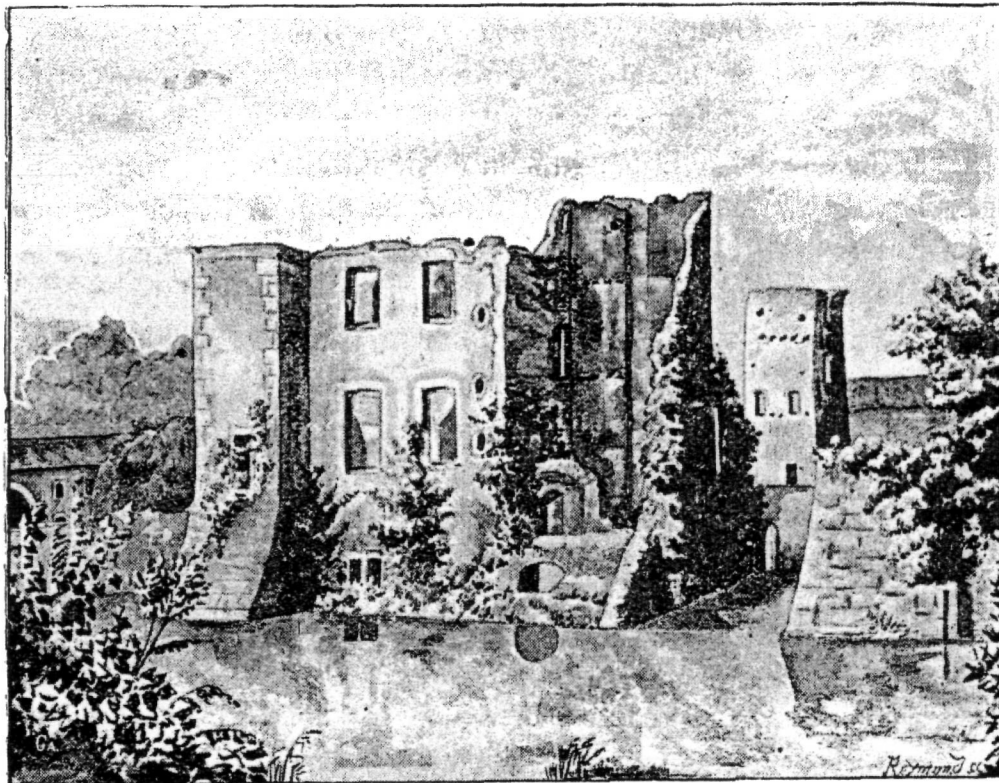
(Mémoires, p. 97.)

Nantes. Le tocsin sonne, Lescure, à peine rétabli de sa blessure, vole au secours de Parthenay. Il rassemble autour de lui quelques milliers de laboureurs mal armés. Westermann arrive à 2 heures du matin aux portes de la ville. Il égorge les sentinelles. Un de ses aides de camp tue, d'un coup de sabre, un artilleur qui se disposait à mettre le feu à son canon. La batterie est ainsi enlevée et tournée contre Parthenay. Lescure tente de se défendre dans cette obscurité. Toute défense est impossible. Mais Westermann a immédiatement jugé à propos de se retirer sur Saint-Maixent. Avec de nouveaux renforts, il reparait le 1^{er} juillet, surprend le village d'Amilloux, le livre au pillage, massacre les royalistes, court au château de Clisson qui, une heure après, n'est plus qu'un monceau de ruines; et il se précipite sur les troupes que Lescure cherche encore à lui opposer.

La Rochejaquelein, après la prise de Saumur, avait accepté la garde de cette ville, que de La Pelouze, vieux et brave maréchal de camp, nommé par Cathelineau lieutenant de roi du château, offrait de défendre avec une garnison de quatre mille hommes soldés. Concevoir un pareil projet, c'était ne pas connaître les Vendéens et vouloir faire avec eux une stratégie dont ils n'appréciaient pas assez l'importance. La Rochejaquelein avait agi plus prudemment. Il les avait laissés libres. Malgré ses prières, ils partirent tous pour retourner dans le Bocage, l'abandonnant, lui neuvième. Dans l'impossibilité où il se trouve de conserver seul la ville de Saumur, M. Henri s'est rendu à Châtillon, où le Conseil supérieur est établi. Là, il apprend les exploits de Westermann et de sa division, composée de deux bataillons de Paris, de la légion du Nord, des chasseurs belges, d'un régiment de cavalerie légère, du 11^e bataillon du Loiret et de quatorze pièces d'artillerie. Le 3 juillet, il se joint à Lescure. Avec un peu moins de quatre mille hommes, ils osent, quoique si disproportionnés en forces, défendre les hauteurs du Moulin-aux-Chèvres.

Tous deux se battent en désespérés. Richard Duplessis est blessé à la tête. Un boulet de canon casse le bras à La Bigotière. Les Blancs sont effrayés de leur petit nombre et de l'acharnement de l'ennemi. Ils se dispersent. Westermann se jette à leur

poursuite. Il pénètre dans Châtillon, brûle les papiers, brise les presses du Conseil supérieur; et, le lendemain, comme pour punir La Rochejaquelein d'avoir osé l'attaquer, il détache six compagnies de son armée, et les charge d'aller incendier le château de La Durbelière. L'ordre fut exécuté.



CHATEAU DE LA DURBELIÈRE

(D'après une aquarelle de M. le C^{te} de Cambourg, 1895.)

Cinq jours après, Lescure et Henri prenaient une éclatante revanche.

Le général révolutionnaire s'est posté sur le Mont-Gaillard, entre Châtillon et Mortagne. Il attend des renforts. Il craint de s'être trop avancé et il écrit à Biron : « Il faut que vous marchiez aussi sur les rebelles pour empêcher que toute leur masse ne tombe sur moi. » Biron n'arrive pas. A sa place, trois ou quatre mille gardes nationaux de Saint-Maixent, de Parthenay et des environs lui sont envoyés ; mais il n'était plus temps. Au moment

même où, le 8 juillet 1793, Westermann assistait à un *Te Deum* chanté, à Châtillon, en l'honneur de ses succès, par l'évêque constitutionnel de la Vienne (1), Stofflet, Bonchamps et d'Elbée, qui accourent au secours de Lescure et de M. Henri, sont en présence de l'armée républicaine. Les royalistes veulent tirer vengeance de leur défaite de Nantes et des excès de Westermann, encore nouveaux pour eux qui en ont déjà tant souffert. Un Conseil est tenu. Le bouillant Stofflet propose d'attaquer les Bleus sur le Mont-Gaillard. Cette position est imprenable. Lescure repousse cet avis par le seul désir d'éviter une trop grande effusion de sang. Stofflet tient à son idée. Il la développe avec chaleur. « Que ceux qui désirent périr suivent Stofflet ! » dit Lescure. Les soldats partagent cette opinion. Stofflet est abandonné ; mais lui n'abandonne pas l'armée. Il la suit, avouant son erreur. Le lendemain, il s'en venge sur les républicains.

Lescure a si bien calculé sa marche, que le régiment destiné à la garde du camp prend la fuite et laisse ses fusils en faisceaux. A 10 heures du matin, Marie-Jeanne fait entendre le signal de l'attaque. Pour les paysans, c'était un présage de victoire. Deux décharges à mitraille parties des lignes républicaines les forcent pourtant à reculer. Bonchamps leur conseille de se glisser sur le ventre, et, protégés qu'ils seront par la hauteur des blés, d'arriver jusqu'à portée de fusil sur les canonnières, puis de les tuer à leurs pièces. Cette manœuvre est exécutée. De concert avec Lescure, Stofflet, d'un autre côté, tourne les positions des Bleus. Il leur coupe la retraite, tandis que La Rochejaquelein et Marigny les prennent de front.

Après deux heures de combat, Westermann n'a plus d'armée, plus d'artillerie. Sur les routes de Rorthais et du Pin, les Blancs poursuivent et massacrent les Bleus, qui, épuisés de fatigue et de soif, se défendent encore comme si Westermann était à leur tête. Sa farouche intrépidité que rien n'altère ne peut lutter seule contre tant d'ennemis acharnés. Il est obligé d'évacuer le

(1) C'est des Deux-Sèvres qu'il faut dire. Il s'agit de ce malheureux Mestadier, dont les électeurs de ce département avaient fait l'évêque constitutionnel en résidence à Saint-Maixent. L'évêque constitutionnel de la Vienne était M. Lecesve, ex-curé de Sainte-Triaize, à Poitiers.

Bocage dont il espérait pouvoir impunément fouler le sol de son pied sanglant. Les royalistes rentrent dans Châtillon. Ils sont exaspérés des incendies qui fument encore, des massacres commis à chaque pas par cette armée qu'ils viennent d'anéantir. « Point de quartier aux prisonniers ! » s'écrient-ils, conduits par Marigny. En vain La Rochejaquelein et Lescure disent aux Bleus : « Rendez-vous, on ne vous fera pas de mal ; » en vain les Bleus cherchent à se mettre sous la protection de ces deux jeunes généraux dont l'humanité leur est connue, le carnage n'en continue pas moins.

Lescure, en poursuivant les fuyards, a ordonné d'enfermer trois cents prisonniers qu'il a faits. Au lieu d'obéir, les paysans les égorgent. Prévenu à temps, Lescure est de retour. De nouveaux prisonniers s'attachent à ses habits et à son cheval. Ils implorent grâce. Lescure pardonne. A ce mot, Marigny, dont la colère est si justement terrible, s'avance vers lui : « Retire-toi, dit-il, que je tue ces monstres. Ce sont eux qui viennent de brûler ton château et celui de Henri, eux qui ont incendié le village d'Amailoux. — Tant pis pour eux, répond Lescure, mais Dieu nous a commandé de rendre le bien pour le mal ; et, si cet égorgement continue, ce sera contre toi, Marigny, que je défendrai la vie des prisonniers. » Le massacre cessa. La victoire n'avait-elle pas déjà coûté assez de sang ?

Danyaud-Dupérat, Beaurepaire et d'autres jeunes gens ont, en poursuivant les Bleus, arrêté la voiture de Westermann. Ils en brisent le coffre. La probité pleine de susceptibilité des Vendéens les accuse de s'être partagé l'argent que l'on y suppose renfermé. On parle même de faire un mauvais parti à ces officiers, qui peuvent laisser planer un soupçon sur l'armée. Le Conseil de guerre est convoqué pour prononcer sur une affaire aussi délicate ; mais Lescure annonce que Dupérat se trouvait parmi ces volontaires, et qu'il vient de lui jurer que le coffre était vide. A cette déclaration, le Conseil reconnaît que les soupçons sont sans aucun fondement, et que la parole de Dupérat vaut mieux que toutes les preuves.

C'était noblement acquitter ces Vendéens accusés et rendre à

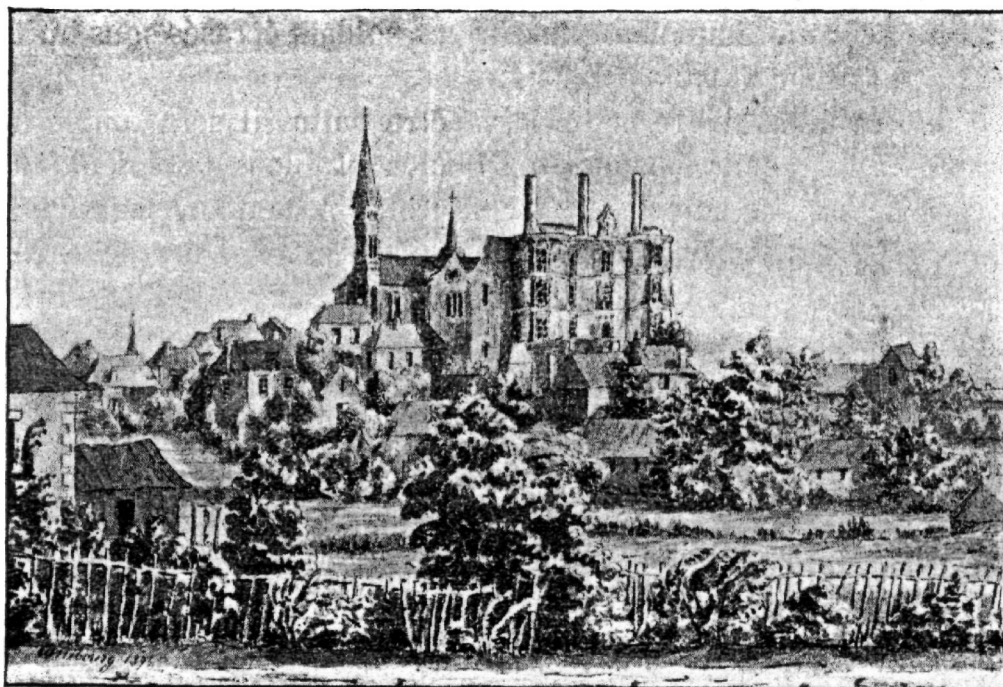
Dupérat la justice que ses compagnons méritaient au même titre que lui. Par ce seul fait on peut juger quel était le rigorisme de cette armée que la Convention appelait un ramas de brigands.

Westermann s'était flatté d'anéantir la Vendée. Il perdit bien vite ses illusions et fut forcé de comparaître à la barre de la Convention, qui l'accusait d'avoir trahi la patrie. Westermann se défendit en accusant et en livrant au tribunal révolutionnaire la tête du jeune Decaire, lieutenant-colonel dans son armée, qui, disait-il, avait eu des communications avec Lescure et La Rochejaquelein. Westermann fut renvoyé devant le Conseil de guerre séant à Niort. Reconnu par ce Conseil patriote ardent mais honnête, il reprit son commandement.

Alors, malgré l'avis de Biron, le plan d'attaque contre la Vendée fut encore une fois modifié. C'est maintenant par Vihiers, Coron, Cholet et Mortagne que les Bleus vont envahir le Bocage. Le général républicain La Barolière pénètre dans le pays insurgé par les Ponts-de-Cé. Le 15 juillet, Bonchamps, M. Henri et Lescure le rencontrent à Fline, près de Martigné-Briant. Leur armée, forte de vingt-cinq mille hommes, est partie le matin même de Gonnord. Elle a passé par Rablay, Faye et Thouarcé pour arriver sur les coteaux de Martigné, tandis qu'en suivant le chemin de Faveraie et des Noyers, elle s'épargnait trois lieues sur cinq qu'elle venait de parcourir. Le combat s'engage sous le coup d'une chaleur étouffante. L'armée de Saumur et les bataillons de Paris soutiennent le premier choc. Barbazan, qui les commande, recule jusqu'à la source d'eaux minérales de Johannet.

Marigny, pour se trouver à cette affaire, n'a pris aucun repos depuis quarante-huit heures. Malgré sa lassitude, il est au premier rang; mais sans ordre il quitte le commandement de son artillerie, se met à la tête d'un escadron de cavaliers et court attaquer en flanc les républicains. Il espérait, par cette manœuvre, arracher plus promptement la victoire. Cette manœuvre trompe les royalistes, qui, aveuglés par la poussière, prennent la cavalerie de Marigny pour la cavalerie républicaine. Profitant de leur indécision, le représentant Bourbotte s'élance au milieu d'eux avec le général Dutruy, qui entraîne à sa suite le 9^e de hussards

et trois bataillons d'infanterie. Bourbotte combat corps à corps, joint Bonchamps qui se précipitait dans la mêlée et amène ainsi une confusion fatale aux Blancs. Bonchamps est assailli par cinq hussards. Il en tue un, blesse le second et écarte les trois autres. Le conventionnel Bourbotte est ajusté par un royaliste qui le manque, un autre lui porte un coup de crosse sur la tête. Bourbotte l'étend à ses pieds d'un coup de sabre. Lescure et



MARTIGNÉ-BRIAND (Anjou.)

(D'après une aquarelle de M. le C^e de Cambourg, 1895.)

La Rochejaquelein protègent la retraite sur Coron et consolent Marigny, qui, de désespoir, voulait se tuer (1).

Bourbotte, que soutient l'incessante ardeur de la Convention, court en toute hâte annoncer au corps d'armée de Santerre l'échec éprouvé par les Vendéens. Le 17 juillet, Menou, conduisant l'avant-garde, occupe Vihiers. Six cents paysans, presque

(1) Bourbotte (Pierre) était né à Vault, près Avallon. Sa famille avait été comblée de bienfaits par M. le C^e de Provence, ce qui n'empêcha pas le conventionnel de voter la mort du roi et de la reine. Son tour vint, et, le 18 juin 1795, il fut guillotiné à Paris.

sans armes, se ruent sur ce corps et le dispersent. Menou a la poitrine traversée d'une balle. Mais ce succès inattendu n'est que le prélude d'une victoire encore plus inespérée. La Rochejaquelein, Lescure, d'Elbée, Marigny et Stofflet ont pris diverses directions pour lever de nouvelles troupes, car le temps des généraux était en partie consacré à ce recrutement volontaire. Bonchamps, blessé, a été porté à Jallais. Le cadre des divisions est incomplet. Les principaux chefs sont absents, et Santerre harcèle avec une impatiente fureur ces soldats écrasés sous huit jours de marche et trois combats.

Santerre vient d'être battu, il va être battu, il sera toujours battu; et dans cette époque, où Blancs et Bleus déploient au champ de bataille un courage surnaturel, cet homme, poussé au généralat dans les boues de Paris, fait tache. A l'approche de Santerre, une pensée glorieuse s'empare de Couty, de Forestier, de Piron, d'Herbault, de Marsange, de La Guérivière et de Guignard, tous hommes d'exécution et de cœur, mais qui n'ont encore jamais dirigé d'armée ou tracé un plan de bataille. L'abbé Bernier est avec eux. Le curé de Saint-Laud les encourage à l'attaque.

« Mais, dit Boisy (1), les généraux sont absents. — Tant pis pour eux, reprend Forestier; ils ont assez de jours pour vaincre, qu'ils nous laissent celui-là. — Mais les soldats, en ne voyant aucun des chefs à leur tête, que diront-ils? continue La Guérivière. — Qu'ils croient que ces messieurs s'y trouvent! s'écrie Piron, cela suffira. » L'abbé Bernier persuade en effet aux paysans que M. Henri et Lescure sont de retour et prennent le commandement.

Sur toute la ligne, Piron, Forestier et Guignard répètent le même mot d'ordre. Le 18 juillet, cette armée, rangée en bataille par la foi, sort de ses retranchements, s'empare des hauteurs et culbute les avant-postes. Santerre, encouragé par Bourbotte, veut prendre l'offensive. Son aile droite, postée sur un coteau

(1) Boisy (Pierre-Prosper, M^{re} de) était de la noble famille des Gonffier et seigneur de La Landebaudière en Anjou. Il était né en 1750 et nous le retrouverons à Noirmoutier, mourant à côté de d'Elbée (9 janvier 1794).

très élevé, est séparée du centre par l'étang de Vihiers. Elle ne peut faire d'autre manœuvre que de marcher en avant sur les Vendéens ou de se reposer en arrière. Pour prendre position active dans la bataille qui s'engage, elle a un coteau à descendre, un ravin à franchir et un second coteau à gravir. Santerre avait mal calculé. Bourbotte et les généraux lui déclarent qu'il est impossible de remédier à un pareil état de choses sans amener une déplorable confusion. Santerre discutait avec eux lorsque les royalistes, profitant de la situation, chargent le centre de l'armée républicaine. Forestier, à la tête de sa cavalerie, que soutiennent trois cents Suisses, derniers débris des massacres du 10 août, attaque la gauche. Ces Suisses et une compagnie de déserteurs allemands sont commandés par le B^{on} de Keller, le plus beau et l'un des officiers les plus distingués de la Vendée.

A cette vigueur, que Santerre n'attend pas de soldats épuisés et sans chefs, le général révolutionnaire se trouble. Il fuit, car il sait que Piron, Keller, Forestier et Stofflet ont juré de le saisir et de l'enfermer vivant dans une cage de fer. Autour de lui, dans les rangs de son armée, on entend ces mots : A la trahison ! au lâche ! sauve qui peut ! Sous ces malédictions sa division se débande. Elle jette ses armes, ses havresacs. Tombée sous les pieds des chevaux, elle se laisse écraser par eux. Bourbotte seul, dans cette confusion, a conservé quelque sang-froid. Il veut railler la droite, qui, vaincue et acculée sans combat, se débande en face d'une déroute incompréhensible pour elle. Bientôt, entraîné comme les autres, le représentant est poursuivi par Villeneuve pendant plus de deux lieues. Santerre avait en présence deux hommes qui ne voulaient pas le laisser échapper. C'étaient Loyseau et Forêt. Santerre va être pris ; ils l'ont acculé à un petit mur. Le général *qui*, selon les Parisiens, *n'a de Mars que la bière*, fait franchir ce mur à son cheval et donne à ses troupes un exemple de lâcheté qu'elles suivirent (1).

(1) Santerre (Antoine-Joseph Gallet de), fils d'un brasseur de Cambrai établi à Paris. Il était né en 1752, en cette ville. Le jour de l'assassinat de Louis XVI, il commandait la garde nationale sous les ordres de Berruyer. Il mourut fou, le 6 février 1809.

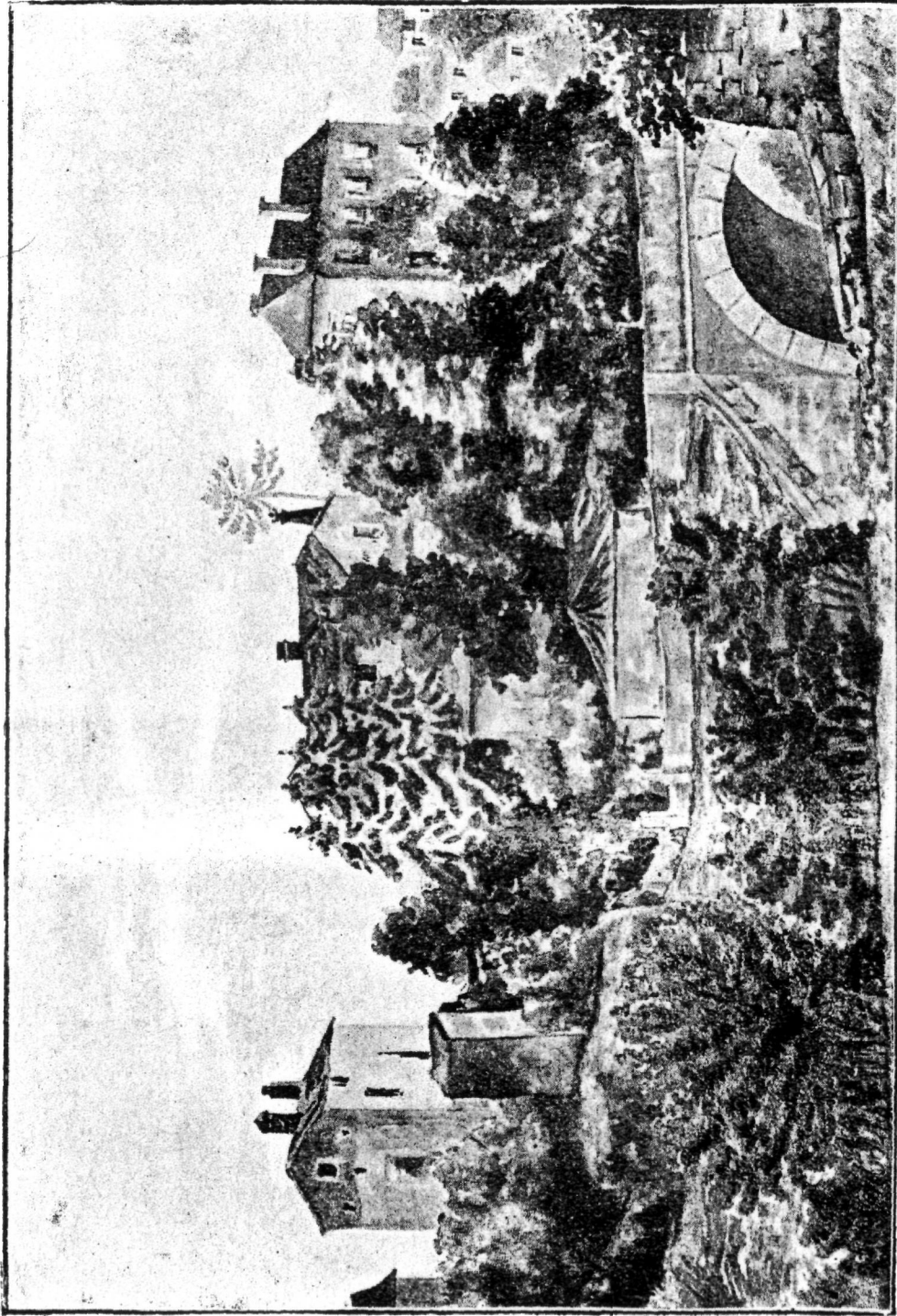
Larousse en fait un savant distingué et nous représente naturellement sous le jour le plus favorable ce vainqueur de la Bastille. Sur des documents qu'il assure authentiques, mais qu'il

Mais cette victoire de Vihiers, due aux prédications de l'abbé Bernier, aux dispositions des chefs secondaires et à la valeur des paysans, n'amena, ainsi que tant d'autres, aucun résultat décisif. Les vainqueurs rentrèrent dans le Bocage, emportant leur butin d'armes et de munitions, et montrant partout, comme indice de l'appauvrissement national, les canons qu'ils avaient pris à la République, et qui venaient d'être fondus à Paris au mois de juin 1793. Les Vendéens avaient momentanément assuré la tranquillité du pays, conquis le temps de faire leurs moissons et battu Santerre. C'était plus qu'ils ne demandaient pour une seule journée. Piron seul en profita. Les généraux et les soldats ne l'appelèrent plus que le héros de Vihiers (1).

Le lendemain de cette bataille, Dupuis, aide-de-camp de Laugrenière, fut surpris dans Argenton-Château par un escadron de hussards. C'était un jeune officier du régiment de Béarn. Le général Turreau voulut le voir, et dans ses mémoires il raconte ainsi les tentations auxquelles il le soumit. C'est un bel éloge de la discrétion vendéenne qu'on va lire. Nous l'empruntons à un républicain : « Il est sans exemple, dit-il, qu'un agent du parti royaliste l'ait trahi, même quitté volontairement. Je savais que ce jeune homme était souvent à l'état-major général des rebelles et qu'il pouvait me donner des renseignements importants. J'employai tous les moyens possibles pour l'engager à me faire connaître les projets de l'ennemi. Je fus jusqu'à lui promettre la vie, que des liaisons agréables pouvaient lui faire regretter. Il me fut impossible d'en tirer un mot. Il fut guillotiné à Saumur, et mourut avec un grand courage. »

se garde bien de citer, le fameux dictionnaire donne au brasseur le titre de Père du faubourg. Il nous le montre, avec une affectation risible, comme un dilettante, un sportman, comme on dirait aujourd'hui. On connaît son rôle en Vendée, et aussi ses succès. Après avoir été pris, renfermé aux Carmes, puis relâché, il fut, en 1797, chargé d'aller en Hollande et en Belgique pour des achats de chevaux. Ses spéculations, jointes à celles qu'il fit sur les biens nationaux, lui permirent d'acheter un château aux portes de Paris et d'autres immeubles en ville comme la Rotonde du Temple où il avait gardé sa victime. La ruine vint aussi vite que la fortune; puis le chagrin, les remords, le mépris public, une chute amenèrent la mort que nous avons dit plus haut. M. Georges Duval s'est chargé de donner la note juste (*Dictionn. de la conversation.*) sur ce farouche Roi des faubourgs, mais il se trompe sur la date de la mort.

(1) On sait peu de chose sur M. de Piron; M. de La Rochejaquelein croit qu'il était des environs d'Ancenis. Pris à la déroute de Savenay, il fut fusillé à Blain.



LE PONT DE VIHERS (Anjou).
(D'après une aquarelle de M le C^e de Cambourg, 1894.)

Pendant ces opérations, les représentants du peuple, qui ne pouvaient organiser la victoire, se mettaient à l'œuvre pour organiser des Commissions militaires. L'un était plus facile que l'autre. En vertu d'une proclamation des conventionnels, le général Duhoux forme un tribunal permanent à la suite de son corps d'armée. Ce tribunal, présidé par Fabre, est composé de Valois, Mor-Gillet, Chasles et Hibert, secrétaire. Instituée le 23 juin, la Commission militaire ne fit que condamner. Plusieurs autres furent établies dans les différentes divisions, et bientôt elles déployèrent une telle activité dans le mal que de tous côtés les patriotes honnêtes firent entendre de justes plaintes. Le 7 juillet 1793, Garnier (de Saintes) rassurait ainsi les populations alarmées. De Niort, il adressait à toutes les administrations départementales la proclamation suivante :

« Je m'aperçois, citoyens, qu'il existe dans plusieurs endroits de la République un nouveau genre de conspirateurs qui, ne pouvant contrarier la marche de la liberté et la rapidité de nos victoires, cherchent à égarer le peuple en lui peignant le gouvernement actuel comme un gouvernement horrible, lorsqu'il est aussi protecteur des droits du peuple que terrible pour ceux-là seuls qui n'en veulent pas le bonheur. On présente le tribunal révolutionnaire comme un tribunal de sang, d'où ceux qu'on y envoie ne reviennent jamais ; et cependant il n'y a pas de jour qu'à côté des conspirateurs qu'on punit il n'y ait des innocents qu'on rend à la liberté.

» Certes, ceux qui parlent contre cet établissement qui sauve la patrie sentent d'avance tout ce qu'ils auraient à en redouter s'ils y étaient traduits ; car il est inexorable pour les contre-révolutionnaires. Il est donc dans l'ordre de parler contre ce qu'on a sujet de craindre.

» Mais peut-on sans crime laisser ignorer au peuple que cet établissement, qu'on calomnie, est sa sauvegarde ? peut-on lui laisser ignorer que l'inflexible sévérité des Comités de Salut public et de Sûreté générale nous mène vers ces rapides succès qui annoncent la puissance du peuple et son prochain bonheur ?

» Hâtez-vous, citoyens, de dessiller les yeux de vos conci-

toyens sur ce nouveau genre de malveillance. Montrez les autorités constituées telles qu'elles sont, protectrices des patriotes et du peuple, terribles pour les contre-révolutionnaires, les factieux et les intrigants : bientôt les alarmes du peuple, s'il en a quelques-unes, se dissiperont, et il réglera sa sécurité sur les frayeurs de ceux que les remords et la crainte, avant-coureurs du supplice qui les attend, poursuivent d'avance.

» Prévenez les agents nationaux de faire surveiller les fourbes apitoyeurs, qui ne paraissent s'émouvoir que pour amener le peuple à un état d'inquiétude dont ils veulent profiter contre lui-même. Pendant que nous triomphons au dehors, nous avons encore à combattre au dedans. C'est autour de la Vendée qu'on cherche à accréditer ces faux sentiments de terreur. »

Garnier (de Saintes) connaissait l'esprit des révolutionnaires auxquels il s'adressait. Sa proclamation calma leurs doléances. Les patriotes s'imaginèrent que les tribunaux exceptionnels n'étaient institués que pour frapper les royalistes. Ils ne voulurent plus les troubler dans ce qu'ils appelaient leur mission populaire.



RUINES DE TIFFAUGES

CHAPITRE V

Travaux du Conseil supérieur. — Les services qu'il pouvait rendre, les erreurs qu'il a commises. — Les avocats dans les partis. — D'Elbée général en chef. — Biron et Rossignol. — D'Autichamp, aux buttes d'Érigné, bat les Bleus. — De Scépeaux est vaincu à Doué. — Barère et le second Comité de Salut public. — Combat de Luçon. — Mission de Tinténiac auprès des généraux royalistes. — Le Cabinet anglais. — Défaite de Luçon. — Divisions entre les chefs républicains et les conventionnels. — Projets d'empoisonner en masse la Vendée. — Lettres de Santerre et de Rossignol, et du royaliste Savin à l'appui. — Victoire de Chantonnay remportée par les Vendéens. — Conseil de guerre aux Herbiers. — Arrivée de l'armée de Mayence. — Kléber et Aubert-Dubayet. — Position des royalistes. — Charette et son camp. — Premiers succès de l'armée de Mayence.

Entré en fonctions depuis la prise de Fontenay, le Conseil supérieur a essayé de remplir le rôle qui lui était assigné dans l'esprit des chefs; mais au milieu d'une guerre où les victoires sont aussi imprévues que les défaites, où tout est soumis aux chances d'un hasard heureux ou malheureux, il était bien difficile de se placer toujours à la hauteur des circonstances, encore plus difficile de faire naître des ressources dans un pays ouvert à toutes les armées, ravagé aujourd'hui par celle-ci, incendié demain par celle-là. Le Conseil supérieur, formé en partie d'hommes éclairés et avant tout dévoués à la cause monarchique et religieuse, s'occupa cependant à diverses reprises des moyens qu'il fallait employer pour combiner les ressources du Bocage avec les nécessités de la guerre.

Le 8 juin 1793, il rendit un arrêt par lequel la circulation des assignats était limitée à ceux qui, fabriqués avant l'ère républi-

caine, porteraient l'effigie de Louis XVI. Le 11 juillet, il prit une des mesures les plus politiques qui aient été conçues dans l'intérêt de la Vendée; mais cette mesure offrait, dans l'exécution, d'insurmontables difficultés. C'était l'annulation, sans distinction aucune, de la vente de tous les biens dits nationaux.

Exécutées en vertu de décret des assemblées législatives, dont le Conseil ne reconnaît pas l'autorité, dont il décline la compétence, ces ventes ont fait passer une partie des propriétés entre les mains de citoyens étrangers au pays. En effet, à la suite des armées révolutionnaires, dans leurs rangs quelquefois, il s'était glissé des hommes besoigneux qui spéculèrent même sur l'enthousiasme, et qui, indifférents à tout sentiment politique, sans patrie, sans feu, sans famille même, s'établirent dans les petites villes et dans les grosses bourgades. Ils rendaient de loin aux troupes républicaines tous les services d'espionnage qu'elles réclamaient. Ils étaient les dénonciateurs des Blancs, les guides des Bleus; ils acceptaient les fonctions municipales ou administratives que les habitants refusaient pour ne pas s'exposer un jour ou l'autre au contre-coup des représailles.

Ces hommes, accourus dans l'Ouest comme à une curée, n'avaient rien à perdre et tout à gagner. Ils achetèrent de la Nation les patrimoines dont la Nation n'avait pas le droit de disposer. La noblesse du pays avait presque toute émigrée, et, malgré le vil prix auquel on taxait ses biens, on en vendit seulement pour vingt-huit millions. Mais ces terres, que la loi frappait de proscription par l'absence de leurs propriétaires, étaient enclavées tantôt dans les marais, tantôt dans la plaine, tantôt dans ce qu'on appelle le Bocage ou la Haute et Basse-Gâtine. Elles étaient régies ou cultivées par des paysans dont les opinions n'étaient point douteuses, et les habitants qui auraient pu, par principes révolutionnaires ou par cupidité, se livrer à ce commerce de biens, redoutaient la vengeance qui, tôt ou tard, devait retomber sur leur tête (1).

(1) Il y a, aux archives des Deux-Sèvres, 127 volumes in-folio qui contiennent l'inventaire et l'estimation des biens des églises et des émigrés, les adjudications qui en furent faites et les noms des acquéreurs. Ces derniers étaient presque tous étrangers au pays, comme dit très



D'ELBÉE

(D'après le tableau du musée de Versailles.)

Les étrangers, les malfaiteurs, venus des quatre points de la France à la curée des spoliations nationales, n'eurent ni ces craintes ni cette modération. Ils s'emparèrent de tout ce qui se présenta sous leur main, ou à leur convenance. La Révolution les laissa faire. N'était-ce pas des partisans inféodés à toujours qu'elle se créait là, des partisans que la possession attachait au sol, et qui devaient y rester ainsi qu'une personnification de ses idées?

Ce système une fois établi, et la guerre devenant de jour en jour plus active, le Conseil supérieur, qui comprenait les funestes résultats d'un pareil changement dans la propriété, fit passer l'administration des biens nationaux à des délégués choisis par lui ou en son nom. Il autorisa les possesseurs et les titulaires à rentrer de suite en jouissance. Les uns profitèrent de ce droit que la guerre leur avait déjà donné, mais dont ils n'auraient pas cru devoir user; les autres se contentèrent d'inquiéter les acquéreurs qui s'étaient adjugé leurs terres. Souvent ils en restèrent là. A la pacification générale, ils apprirent à leurs dépens qu'en révolution il est plus aisé de voler une propriété que de la rendre. La loi confirmait toutes ces acquisitions. Elle garantissait tous les titres. Elle donnait par là gain de cause aux sentiments du Conseil supérieur.

Mais, afin de pourvoir aux incessants besoins d'une armée qui, dans quelques heures, était forcée, par les nécessités de la guerre, de se porter sur les points les plus opposés et de s'y porter à l'improviste, il fallait d'immenses ressources pécuniaires. Le Conseil n'en avait aucune à sa disposition. L'argent monnayé manquait dans les caisses. On devait donc aviser aux moyens d'y suppléer. L'exemple de la Convention, contraignant, sous peine de mort, à se servir des assignats qu'elle fabriquait, était bon à suivre. L'abbé Bernier a l'intelligence de la position politique des Vendéens. Il sait qu'en révolution il n'y a que les demi-

exactement notre auteur, mais ils y ont fait souche, et il est facile de les retrouver çà et là dans les villes et dans les bourgs du Bocage. Nous avons indiqué cette cause parmi celles qui contribuèrent plus tard à établir, sous le nom de *Petite Église*, la résistance au Concordat. Ce contrat célèbre rectifiait, pour le bien de la paix générale, toutes les transactions faites conformément à la loi.

mesures qui compromettent les partis. Il n'hésite point à proposer l'emploi de tous les assignats de la nation. Cette idée se développe dans sa tête. Les assignats n'étaient pas encore financièrement déconsidérés ; la guillotine leur donnait cours. Il veut qu'on en fabrique de semblables, qu'on les mette en circulation et qu'ils soient reçus dans les villes au même titre que les autres.

La majorité du Conseil, composée de gens au cœur candide et à la conscience timorée, répugna à l'émission de ce qu'elle appelait une fausse monnaie ; mais, pour concilier les besoins de l'armée avec ses scrupules, elle adopta un moyen terme, c'est-à-dire elle ne fit rien. Il fut décidé que la circulation des assignats de la *prétendue République française* n'était autorisée que pour ceux qui seraient contre-signés par des officiers délégués au nom du Conseil. C'était consciencieusement se créer les embarras d'une dette et faire naître, par une délicatesse de probité alors coupable, des distinctions dans les assignats, distinctions toutes au préjudice de l'armée royale.

Il se rencontrait, dans certaines parties de la Vendée, un assez grand nombre de paroisses attachées au culte protestant. Ces paroisses, on le pense bien, étaient les moins hostiles aux idées révolutionnaires ; mais elles flottaient encore dans l'indécision. Quelques-unes même s'étaient franchement ralliées au drapeau blanc. On proposa au Conseil de laisser jouir les calvinistes du Poitou des avantages que leur concédait l'édit rendu par le roi Louis XVI en 1788.

Bernier était prêtre catholique. Il repoussa cette tolérance, dont il devait pourtant si bien, avec la rectitude de son jugement, apprécier les résultats. Ce vœu, quoique combattu par son éloquente influence, fut admis comme loi, et, puisque la marche des événements nous conduit à juger les principaux actes du Conseil supérieur, faisons encore un reproche à l'abbé Bernier.

En guerre civile, il ne faut jamais proscrire, jamais surtout étendre la proscription jusqu'aux familles ; de pareilles mesures deviennent toujours des crimes inutiles. L'abbé Bernier était l'âme du Conseil. Il le dirigeait à son gré, le façonnait à ses opinions, le soumettait à l'active impulsion de ses idées. Il espère,

par des sermons obtenus à force de violences morales, contraindre les convictions rebelles et les enchaîner au parti monarchique. Dans cette persuasion, il arrache au Conseil un arrêté par lequel il est enjoint à tous les républicains habitant la Vendée et à toutes les autorités de prêter serment de fidélité au gouvernement de Louis XVII.

La Convention, sans doute, donnait un pareil exemple. Elle forçait les bouches royalistes à se parjurer. Souvent même une pareille loi produisit des martyrs, en voici deux preuves.

Une jeune personne, M^{lle} Baudriau, de la paroisse de La Plaine, se rendait à Maulévrier pour y voir ses parents. Elle tombe dans une colonne mobile; on l'arrête, on la conduit au chef du poste républicain. Surpris de la beauté de M^{lle} Baudriau, l'officier lui adresse mille questions. Elle répond à toutes avec un rare sang-froid.

« Tu es une Brigande, s'écrie l'officier fatigué d'un interrogatoire inutile. Tu mérites la mort; mais tu m'intéresses et je veux te sauver la vie. Tu as, comme tous les Brigands, perdu ta fortune et tes parents, monte à cheval derrière moi. Je me rends à Saumur. Tu seras heureuse, et je ne t'abandonnerai jamais. »

M^{lle} Baudriau recule d'épouvante.

« Tu veux donc te faire tuer? reprend le républicain.

— Comme il vous plaira, interrompt la Vendéenne.

— Allons, plus de résistance, continue-t-il en modérant les éclats de sa voix. On va te mettre sur mon cheval. Tu n'as plus de père. Je t'en servirai, et si, plus tard, tu parviens à m'aimer, tu deviendras mon épouse.

— Moi! la femme d'un officier républicain! jamais.

— Qu'elle crie : Vive la République! et qu'elle s'en aille, » disent les soldats attendris.

M^{lle} Baudriau fait un signe de tête négatif. On ne put jamais vaincre sa consciencieuse obstination, et elle expira sous les balles.

Deux femmes de Somloire, nommées Augereau et Baranger, sont saisies par des soldats près de leur village.

« Brigandes, où sont vos hommes?

— Ils sont morts, répondent-elles, pour leur Dieu et pour leur roi.

— Et vous, qui êtes-vous?

— Catholiques et royalistes comme eux.

— Vous méritez la mort.

— De grâce, épargnez-nous à cause de nos pauvres petits enfants.

— Eh bien! faites serment d'aimer la République. Grâce vous sera accordée.

— Ce serait mentir et parler contre notre pensée.

— C'est égal. Un serment à la Révolution, un cri de : Vive la République! et vous êtes sauvées. »

On les presse, on les entoure. Devant ces instances, elles restent muettes. On les menace, on les frappe. Alors un cri s'élançait de leurs poitrines : « Vive la religion! vive le roi! » répètent-elles.

Une décharge à bout portant les étendit mortes.

De pareils traits se renouvelaient presque chaque jour. Les Bleus avaient inventé cette loi, mais ce n'était pas aux Blancs à la tourner contre ceux qui l'avaient faite. Absurde pour la Vendée, elle était aussi absurde pour la République. Elle légitimait le parjure, en lui donnant la sanction de la menace, et les gouvernements qui se croient ou veulent paraître forts n'en ont pas besoin. Le serment, lorsqu'il n'est pas volontaire ou salarié, passe dans les partis pour une impardonnable faiblesse ou pour une habile tactique, selon les hommes qui s'arrangent pour le commettre ou pour l'employer. Quand on l'imposera aux consciences et qu'on en fera une condition de vie ou de mort, ce ne sera jamais un frein.

L'abbé Bernier aurait sans doute relevé d'un serment arraché à des lèvres royalistes ceux qui se seraient présentés à son tribunal. Dans le camp révolutionnaire, n'y a-t-il pas de plus terribles, de plus accommodants casuistes que lui? Toutes ces mesures étaient donc d'inutiles représailles. Elles compromettaient la Vendée sans lui offrir la moindre compensation; elles lui donnaient l'apparence de persécuter les convictions opposées;

elles la mettaient sur la même ligne que la plupart de ses ennemis. Pour l'honneur de ces contrées, cela ne devait pas même être possible. Le Conseil supérieur sentit la faute qui avait été commise. Il la répara en abolissant son décret.

Le Conseil n'avait pas d'attributions bien déterminées. Souvent même, ce qui arrive dans la confusion des pouvoirs où les ambitions sont sans contre-poids, il empiétait sur les mesures militaires. Créé, malgré les répugnances de plusieurs chefs qui, comme Bonchamps et Donnissan, voulaient, en temps de guerre, pouvoir concentrer dans leurs mains toute l'autorité, ce qui est juste et nécessaire, il chercha à dominer par ses actes, à agir sur les généraux que les exigences de la guerre isolaient du centre ; mais ces vices, qui tiennent plus aux corps constitués qu'aux individus, ne doivent point cependant faire oublier les services que le Conseil fut plus d'une fois appelé à rendre.

Peut-être eût-il mieux valu ne jamais le former, et, dans une semblable perturbation de toutes les idées reçues, soumettre les volontés et les personnes à l'action de la force qui, en Vendée, fut toujours intelligente et humaine. Ceux qui devaient en disposer seuls désirèrent que d'autres se chargeassent avec eux d'un aussi lourd fardeau. Cette pensée présida à la formation du Conseil dont les principaux actes viennent d'être déroulés ; mais en appelant dans son sein tant d'avocats — ils y sont presque en majorité numérique, — les généraux commirent une faute dont plus d'une fois ils eurent occasion de se repentir.

Sous quelque drapeau qu'ils prennent la parole, les avocats ont trop de chicane dans l'esprit, trop de moyens évasifs au secours de leur faconde, pour se précipiter, tête baissée, au milieu des événements qui marchent, poussés par les baïonnettes. Ils n'attaquent pas de front la situation. Ils cherchent continuellement à la tourner. Tout est pour eux matière à plaidoirie. Ils ne se montrent sur la brèche que la veille ou le lendemain du combat ; jamais le jour. L'intrigue et la calomnie sont les seules armes dont ils se servent avec succès. A l'aide de l'intrigue, ils sèment la division ; à l'aide de la calomnie, ils fatiguent, absorbent ou tuent les hommes d'énergie et de talent qu'ils jalouent. Ce

n'est ni par méchanceté ni par trahison qu'ils mettent en œuvre ces deux leviers, c'est par esprit de contradiction, par le besoin qu'ils éprouvent de toujours dominer les événements, de s'offrir comme les seuls arbitres des transactions entre les combattants, et de se créer de grandes positions. Les avocats n'ont pas de haine, pas d'amitié politique. Leurs habitudes de basoche, leur cupidité de palais, cette espèce de confraternité qu'ils retrouvent partout, les rend incapables de tout sentiment désintéressé, de tout acte de dévouement. Depuis cinquante ans, ils plaident le pour et le contre monarchique et révolutionnaire avec la même insouciance. Ambitieux, ergoteurs, emportés par de petites passions qu'ils essayent de satisfaire en soulevant de petites difficultés, ils usent le courage des uns, attiédissent la foi des autres, répandent le doute dans tous les esprits, et se font centre lorsque la nature leur a refusé les qualités nécessaires aux chefs de parti. Ils compromettent les soldats, livrent les officiers, et, porte-voix sans intelligence, ne parlant que pour faire du bruit, ils ne servent que les pouvoirs dont ils se croient les plus formidables ennemis. Dans nos temps de discorde civile, les avocats n'ont su qu'égarer les convictions, et perdre la cause à laquelle un déplorable hasard les attachait.

Les généraux de l'Ouest n'avaient pas encore fait cette expérience que nos troubles civils ont si souvent constatée. Ils l'acquiescent plus tard. Plus tard, ce mal était devenu irréparable.

Le Conseil supérieur était donc impuissant. C'était un triste essai que l'on avait fait. Afin de soulager le pouvoir militaire, le seul capable de conduire à bien une insurrection armée, les Vendéens avaient cru devoir se reposer sur le zèle et sur l'aptitude des hommes qui se présentaient comme dignes de s'associer à leurs travaux, et dans ces hommes, fidèles comme eux aux principes sociaux, ils ne rencontrèrent presque toujours qu'une résistance organisée d'avance.

L'abbé Jagault, qui se rangeait du côté des généraux, leur proposa, à cette époque, de suspendre le Conseil ou de le reconstituer sur de nouvelles bases, et dans une lettre adressée au généralissime, il explique l'insuffisance de ce Conseil. « Il faut,

mande-t-il, le 12 juillet, qu'il y ait plus d'officiers parmi nous ; peut-être ne laisseront-ils pas autant trainer les discussions en longueur. Nous n'arrivons jamais au but, et souvent, sans le vouloir, nous contrarions les déterminations prises par vous.



Album Chauvelin. (Conforme).

L'ABBÉ RENÉ JAGAULT, DE THOUARS

Nous avons à côté de nous des gens honnêtes, mais timides, qui ne veulent pas se faire à l'idée qu'il faut brusquer les événements et employer parfois des moyens révolutionnaires. C'est un malheur de notre position. Créé seulement pour faire pénétrer quelque ordre dans l'administration intérieure de l'armée, le Conseil ne croit pas devoir se renfermer dans ces attributions si

importantes souvent. Il empiète, et par ce qui s'est passé dernièrement entre M. le M^{is} de Donnissan et quelques membres, vous pouvez juger de ce qui arrivera, lorsque le Conseil aura la sanction du temps. Une réforme est nécessaire. L'abbé Bernier en est convaincu aussi bien que moi. Il devient impossible de marcher avec tant d'éléments de discordes si éloignés de l'armée, et ne recevant du quartier général que des nouvelles ou des communications dont nous ne connaissons les détails que longtemps après que la nécessité les a rendus indispensables. Nous travaillons sans ensemble, parce que nous sommes tous partis d'un point opposé. Ce qu'il y a de mieux à faire, c'est de supprimer de fait le Conseil et de gouverner et d'agir militairement. Nous discutons et vous agissez; mais à la longue, les hommes de discussion pourraient dominer les hommes d'action, et, en guerre civile, c'est ce qu'il faut éviter; sans cela tout serait perdu. Vous avez un triste exemple sous les yeux. Voyez la Convention et ses généraux. La Convention règne, parce qu'elle a su attirer à elle tous les pouvoirs. Si vous laissez le Conseil prendre encore un peu plus d'ascendant, vous serez dominés, ou tout au moins contrecarrés par lui, et alors il n'y aura plus d'armée, car la désunion s'introduira parmi les chefs. Prenez donc des mesures, ou, mieux encore, laissez-le mourir sans bruit. »

Afin de sauver la Vendée de ses propres victoires qui, dans un temps donné, devaient consumer ses forces, une dictature puissante et honorée de tous était indispensable. Les chefs sentaient ce besoin, mais ils étaient placés dans l'impossibilité de le satisfaire. Un prince seul — et ils l'appelaient de leurs vœux les plus ardents, — un prince seul, jeune, brillant, brave comme eux, avec un noyau d'armée permanente et un port de mer sur les côtes de Bretagne, ou mieux encore du Bas-Poitou, pouvait concentrer le pouvoir et donner de la vie, de l'activité productive à tous ces dévouements. Le prince ne vint pas. Ce fut alors que, pour traduire plus complètement la pensée vendéenne, Lescure proposa Cathelineau comme généralissime. Après la mort de ce paysan, qui avait réuni tous les suffrages, d'Elbée se présenta pour lui succéder.

D'Elbée, né en 1752, à Dresde, où son père s'était fixé après avoir épousé une Saxonne, fut envoyé, jeune encore, en France. Il servit comme officier dans un régiment d'infanterie, puis il émigra et revint bientôt après en Anjou pour ne pas laisser confisquer son modeste patrimoine et celui de sa femme. C'était un homme de plus de vertus que de talents, et qui avait plus de courage que de lumières (1). L'armée ne pouvait élire un plus

(1) Ce jugement nous paraît trop sévère, car le rôle militaire et religieux de d'Elbée a été amoindri quand il n'a pas été méconnu. Écoutons une autre voix très autorisée.

« L'élévation de d'Elbée au suprême généralat fit des mécontents.... Si l'on avait voulu le croire, il n'eût pas été généralissime, et longtemps même après sa nomination, il aurait consenti à se démettre en faveur de celui qui nous convenait.

« D'Elbée, cet homme que la Vendée, parmi tant de chefs, regrette à juste titre, parvint au généralat, moins par ses talents militaires que par l'extrême modestie dont il était doué, ce qui lui ôtait cette force, cette énergie nécessaire à un chef de parti pour se faire obéir.

« Le général n'ignorait pas le motif qui l'avait porté au commandement suprême; vingt fois il m'a dit dans nos promenades amicales :

« Ah! mon cher, quel tourment! quel chagrin j'éprouve de ne pouvoir faire le bien comme je voudrais! Je ne suis pas à ma place : il est un autre homme qu'on aurait dû faire généralissime (cet homme c'était Bonchamps) et toutes nos affaires eussent prospéré!

— Mais, général, vous ne pouvez vous dissimuler que vous avez des connaissances militaires, et si votre modestie vous les fait diminuer, vous avez des personnes qui ne sont pas ignorantes dans ce genre et peuvent vous aider de leurs conseils.

— Il ne s'agit pas de savoir, mon bon ami, il faut être obéi et je ne le suis pas!..... C'est là, n'en doutez pas, le vrai motif pour lequel on n'a pas nommé M. de Bonchamps. On est convaincu qu'il est plus militaire que je ne le suis, mais aussi qu'il a plus de fermeté, et qu'avec moi l'on fera ce que l'on voudra, parce qu'on suppose que je n'irai point sévir contre des gens qui marquent par leur naissance, leurs propriétés et leur influence. Oui, si M. de Bonchamps était à ma place, tout irait bien; dans ce cas, je me ferais honneur d'être son aide-de-camp.

— Aide-de-camp, général!

— Ne vous y trompez pas, me dit-il, partout et surtout ici un aide-de-camp doit être en état de concevoir le motif de l'ordre que lui donne le général, afin que si, dans l'intervalle, les choses changent, il puisse en appliquer l'esprit. »

« Voilà comment pensait cet homme auquel nous devons tant d'obligation, envers qui plusieurs de nous ont eu des torts qu'ils se reprocheraient sans doute, s'ils vivaient encore.

« Turreau dit qu'il a vu de nos soldats verser des larmes en entendant prononcer le nom de d'Elbée. Ils n'ont fait que suivre l'exemple de toute la Vendée. Sa mémoire y sera éternelle! et il ajoute : D'Elbée a fini sa carrière à quarante-deux ans. Cet homme avait commencé un grand rôle et peut-être l'eût-il rempli s'il eût été mieux secondé ou plutôt moins contrarié par les circonstances. » (*Mémoires de M. de Beauvais*, par M^{me} la C^{onne} de La Bouère, Plon. Paris, 1893, p. 79-80.)

Rien ne peut mieux résumer la vie, les vertus et les talents militaires du généralissime que ces paroles de M. de Boutillier de Saint-André et auxquelles nous nous associons sans réserve :

« M. d'Elbée vécut en sage, commanda en héros et mourut en martyr! » (*Les mémoires inédits de M. de Boutillier vont être publiés prochainement par M. l'abbé Bossard.*)

Pour ceux qui voudraient plus particulièrement connaître cette belle figure historique, nous plaçons ici les publications qui ont le plus contribué à la mettre en pleine lumière. Ce sont : DE ROMAIN. *Récits de quelques faits*, p. 12, 28, 34, 35. — B. FILLON. *Pièces contrerévolutionnaires*, 1847, p. 9, 66. — ALBERT LEMARCHAND. *Album vendéen*, 1856, t. 1^{er}, p. 10, 23. — BOUTILLIER DE SAINT-ANDRÉ. *Mémoires manuscrits*. — LUCAS-CHAMPIONNIÈRE. *Mémoire*.

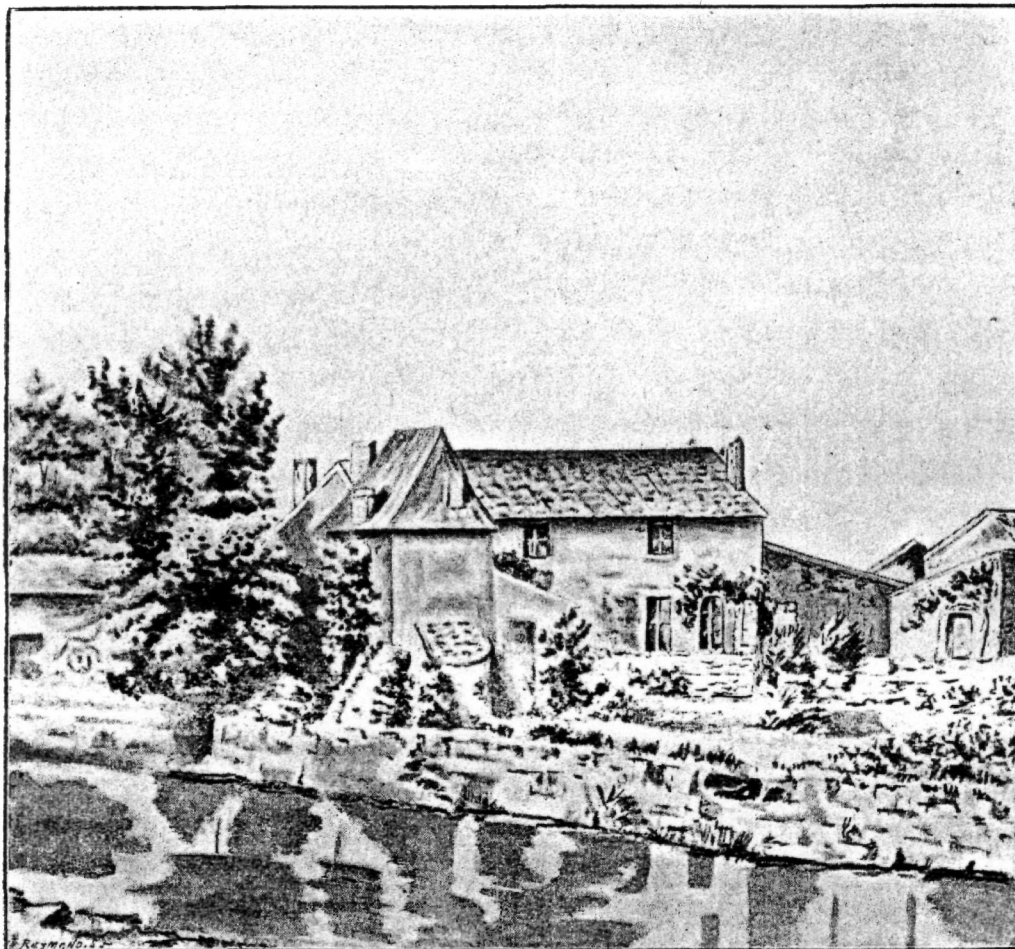
brave, un plus honnête commandant; mais il lui fallait un général. Bonchamps, Lescure, La Rochejaquelein ou Charette convenaient mieux. Les trois premiers refusèrent de porter ombrage à d'Elbée, Charette ne fut pas prévenu de l'élection, qui eut lieu à Châtillon, le 16 juillet. Le même jour, Stofflet fut nommé major-général. Donnissan accepta enfin les fonctions de gouverneur général des pays conquis.

Au moment où la Vendée militaire proclamait un nouveau chef, aussi recommandable par ses qualités privées que par sa piété, le général Biron, dont le nom seul fatiguait les démagogues, et que, dans leurs clubs, ils accusaient de trahison, ou, tout au moins, d'impéritie révolutionnaire, se voyait en butte aux dénonciations des clubs. Le ci-devant duc de Lauzun — et c'est un reste d'hommage qu'il faut rendre à sa mémoire — ne pouvait avoir aucun défenseur dans le Comité de Salut public ou à la Convention. Sa révocation, c'est-à-dire sa condamnation à mort, fut décidée.

Il y avait à Niort, dans son état-major, des officiers, éclos à l'épaulette sur la borne de quelque jacobinière. La Révolution, qui faisait un de ses principaux griefs de l'avancement par droit de naissance, ne prenait plus ses colonels parmi les gentilshommes, tous soldats au sortir du berceau; mais elle suivait, à peu de différence près, les mêmes errements. Pour commander, il ne fallait plus être noble. Il s'agissait, tout simplement, de professer le plus pur sans-culottisme; le courage et le talent

manuscrits. PIERRE RANGEARD. *Chroniques de la Gaubretière.* — *Mémoires manuscrits.* — MARIE LOURDAIS. *Mémoires manuscrits.* — CHARLES DE SOURDEVAL. *Annuaire de la Société d'émulation*, 1875, vol. 5, p. 417, 419. — M^{me} GRAUX. (Sylvanecte). *Profils vendéens.* D'Elbée, 1887, p. 77. — GUSTAVE BORD. *Revue de la Révolution.* Documents inédits, juillet 1885, p. 6. — OLIVIER DE GOURCUFF. *Généraux et chefs de la Vendée militaire.* D'Elbée, 1887, p. 5. — *Revue historique de l'Ouest.* Le C^o d'Elbée, 1887. — *Revue des provinces de l'Ouest.* D'Elbée libéral, juin 1892, t. VII, p. 244. — *Revue de Bretagne et Vendée.* Le siège de Nantes, juin 1893, t. IX, p. 42. — *Revue du Bas-Poitou.* L'élection de d'Elbée, mars 1893, p. 59, juillet 1894, numéro supplément, p. 153. — HENRI BOURGEOIS. *Journal L'Étoile de la Vendée.* Mort de d'Elbée, 1892, 7 janvier. — BAGUENIER-DÉSORMEAUX. *Revue du Bas-Poitou.* Documents sur Noirmoutier et sur la mort de d'Elbée 1892, 4^e liv., p. 514. — CHAPOT DE LA CHANONIE. *Revue du Bas-Poitou.* D'Elbée généralissime, juin 1893, 2^e liv., p. 137. — RENÉ VALETTE. *L'Étoile de la Vendée.* Le général d'Elbée, 1894. — Marquis d'Elbée. Le généralissime d'Elbée. Lettre de M. le M^{re} d'Elbée à M. l'abbé Deniau. *Revue des Facultés catholiques de l'Ouest*, octobre 1894, n^o 1, p. 30. — *Mémoires de M^{me} de Sapinaud*, p. 147.

venaient après, quand ils pouvaient. C'était, comme toujours, un abus réformé par un autre abus. Ainsi, pour n'en citer qu'un exemple, Ronsin, qui n'avait jamais porté les armes, est nommé capitaine à son début après le 20 juin 1792; chef d'escadron, le 2 juillet; chef de brigade, le 3; général de brigade, le 4. Le



LA LOGE, PRÈS BEAUPRÉAU (*Habitation de d'Elbée.*)

(D'après une aquarelle de M. le C^{te} de Cambourg, 1894.)

2 octobre suivant, et toujours dans cette même année 1792, il est promu au grade de général divisionnaire et de commandant en chef de l'armée de la Révolution, tout cela sans avoir vu le feu.

Ce Ronsin était, comme tant d'autres révolutionnaires, un comédien ou un auteur sifflé. Le 26 décembre 1781, il avait présenté au théâtre français une tragédie de *La duchesse de*

Bourbon, dans laquelle les vertus des rois de France et celles de Charles V en particulier étaient exaltées. Les sentiments de cet ouvrage dramatique paraissaient bons, mais les vers en étaient aussi détestables que ceux de son *Sédécias*, de sa *Jeanne d'Arc* et de son *Louis XII*. Quand Ronsin, comme Fouquier-Tinville, Grammont, Collot-d'Herbois et Fabre-d'Églantine, vit que le métier de poète, dont la cour ne voulait pas couvrir les frais, lui serait plus à perte qu'à bénéfice, et qu'il fallait renoncer à cette existence que soutenaient seules les aumônes de la tragédienne Raucourt, il se jeta à corps perdu dans la Révolution. La Révolution ne pouvait pas en faire un Tyrtée ; elle l'improvisa général en chef.

Les hommes de l'état-major de Biron étaient à peu près tous des soldats dans le genre de Ronsin. Ils avaient le mot d'ordre. Ils se sentaient forts de l'appui des Montagnards, et ils abusaient de cette force pour outrager, dans les grandeurs de sa naissance, le malheureux Biron, qui avait peut-être eu le malheur de croire qu'un jour l'égalité serait aussi tolérante que la vieille monarchie. Au nombre de ces hommes, se trouvait un nommé Rossignol, garçon orfèvre, que sa rudesse plébéienne et son exaltation démagogique avaient subitement élevé aux honneurs du commandement. Vainqueur de la Bastille, émeutier, tapageur, ami de Ronsin, il avait fait une fortune militaire aussi rapide que lui. Sans talents, sans énergie, toujours malade la veille d'un combat, et, chose rare ! soldat sans courage, d'après le représentant Philippeaux, Rossignol se posa comme l'ennemi et le successeur de Biron. Rossignol devait l'emporter dans cette lutte, car le Comité de Salut public l'honorait du titre de son fils aîné. Le 12 juillet 1793, le duc de Biron reçut de Bouchotte, ministre de la Guerre, l'ordre suivant :

« Je vous envoie, général, un décret de la Convention qui prescrit de vous rendre sur-le-champ à Paris, pour rendre compte de votre conduite au Conseil exécutif provisoire. Vous voudrez bien, au reçu du décret, vous mettre en devoir d'y satisfaire, et vous rendre aussitôt à Paris. Le général Beysser reste chargé du commandement de l'armée des côtes de La Rochelle. »

Biron obéit. Il languit, par hasard, plus de cinq mois dans les cachots; enfin, le 31 décembre 1793, on le fit mourir. En montant à l'échafaud, le duc de Biron s'accusa et se repentit. Les hommes ne doivent pas en demander davantage à un autre homme. « J'ai été, dit-il au peuple, infidèle à mon Dieu, à mon ordre, à mon roi. Je meurs plein de foi et de repentir. »

Tandis que le ministre de la guerre désignait Beysser pour succéder au brave et infortuné Lauzun, la Convention suspendait ce même Beysser, accusé de fédéralisme, et le 24 juillet, Rossignol est chargé du commandement de l'armée. Il veut aussitôt exécuter le projet de campagne que le Comité de Salut public lui a fait parvenir.

Le Comité venait d'être renouvelé par la Convention. Elle n'avait pas trouvé assez purs les membres qui le composaient. Le 11 juillet, sous le coup des revers qui frappaient les armes républicaines, la Convention avait, en désespoir de cause, essayé de faire de la violence, afin de paralyser les mauvais vouloirs. Pour donner la mesure de ce qu'elle oserait entreprendre, elle investit de sa confiance les Montagnards les plus énergiques. Neuf membres sont choisis, mais leur nombre peut être porté à douze, et bientôt, Robespierre, Carnot, Billaud-Varennes, Collot-d'Herbois, Fouché et Tallien vinrent à tour de rôle occuper la place, ou s'asseoir auprès de Jean Bon Saint-André, de Barrère, de Gasparin, de Couthon, de Thuriot, de Saint-Just, de Prieur (de la Marne), d'Hérault-Séchelles et de Robert Lindet, qui furent les premiers élus.

Le Comité veut se montrer digne de la patriotique cruauté dont la Révolution va lui faire honneur. Il adresse aux généraux des armées républicaines dans l'Ouest au nouveau plan. Ce plan ordonne de ne plus agir en Vendée par divisions isolées, mais en masse. A peine l'a-t-il communiqué à ces chefs secondaires que le général Tuncq (1), avec la brigade de Luçon, prend encore l'initiative, et marche sur l'armée du centre, commandée par Royrand. Les représentants Goupilleau et Bourdon ont pris

(1) Tuncq (Augustin) était né à Conteville (Somme), en 1746, et mourut à l'hôpital du Val de-Grâce en 1800, des suites d'une chute de voiture.

et ont donné carte blanche à Tuncq. Royrand, le 28 juin, avait voulu seconder la Grande Armée, assiégeant Nantes, et il était venu faire diversion dans les plaines de Luçon. Il ne fut pas heureux dans ce combat, et Tuncq, auteur de sa première défaite, brûlait de lui en faire éprouver une seconde. Le 25 juillet, Tuncq, averti par un transfuge protestant, accourt au Pont-Charron, lieu célèbre dans ces guerres. Il égorge les sentinelles, emporte le poste, et laisse mettre en pièces, par ses soldats, Sapinaud de La Verrie, et Jouffrion de Beauvais, qui, après s'être vaillamment défendus, étaient tombés blessés en son pouvoir. Pour arracher le corps de leurs chefs aux mutilations qu'ils subissent même après la mort, quatre paysans du bourg de La Verrie, conduits par un volontaire nommé Guiton, se font tuer sur place. Tuncq brûle Chantonay; mais le tocsin annonce la présence de l'ennemi. Lescure et d'Elbée volent au secours de l'armée du centre. Les Bleus sont poursuivis jusqu'à Luçon, et, le 30 juillet, réunis à des troupes plus fraîches, ils offrent le combat près du château de Bessay.

L'artillerie vendécenne, habilement servie, a décidé du sort de la journée, Tuncq est battu, il se retire. Ce mouvement de troupes est mal compris par les royalistes, qui, craignant d'être tournés, se laissent aller à une terreur panique. Tuncq profite de cet avantage inattendu; et, malgré la brillante valeur que déploie le prince de Talmont avec sa cavalerie, malgré d'Elbée et Lescure, dont les soldats, enfoncés dans la mêlée, se battent à coups de crosse de pistolet, tant ils sont près des Bleus, Luçon fut encore une fois fatal aux Blancs.

Pour réparer ces deux défaites, on arrête en Conseil de guerre que l'armée de Charette et celle de Royrand, réunies à la Grande Armée, prendront part à une nouvelle expédition dans ces mêmes plaines.

Mais il fallait donner le change aux républicains. La division de Bonchamps a déjà reçu ordre de les attaquer par les Ponts-de-Cé. Le général manœuvre avec son habileté ordinaire, fait déployer une partie de ses troupes entre Mozé et les buttes d'Érigné pour attirer l'attention de l'ennemi, et avec le reste de

ses volontaires, il tourne la position par la route de Brissac. Le 26 juillet il enlève de vive force la redoute d'Érigné.

Le même jour, d'Autichamp fond à l'improviste sur les soldats campés à La Roche-de-Murs, lieu escarpé et défendu par des blocs de rochers qui dominant la Loire et le Thouet. Les généraux Duhoux et Desclozeaux, entraînés par les républicains que Bonchamps a mis en déroute, ont fui vers les Ponts-de-Cé sans s'occuper de ceux qu'ils laissent sur cette plate-forme, où personne ne peut supposer qu'on osera les acculer. D'Autichamp attaque. Le combat devient sanglant. Bientôt les 6^e et 8^e bataillons de Paris, à qui est confiée la garde de ce poste important, n'ont plus de retraite possible : il faut capituler ou périr ; car la roche, avec ses aspérités, s'élève à pic au-dessus de la rivière.

Par un mouvement spontané, les soldats de ces deux bataillons qui n'ont pas trouvé la mort dans le combat se précipitent au milieu de la Loire avec armes et bagages. Leur dernier cri est un vœu pour la République, et ils disparaissent sous les flots à la vue des royalistes, qui admirent un tel courage.

Une femme jeune et belle, l'épouse du commandant du 8^e bataillon, ne reste pas en arrière d'un tel héroïsme. Elle tient son enfant entre ses bras. Elle entend les Vendéens qui lui crient : « Rendez-vous, il ne vous sera fait aucun mal. » Afin de ne pas voir la glorieuse défaite des Bleus, elle se jette dans le fleuve. Delpeux, caporal au 6^e bataillon de Paris, commandé par Bourgeois, a reçu deux coups de feu et quatre coups de sabre. Abandonné des siens, qui reculent en combattant, il s'assoit en face de l'ennemi, épuise ses cartouches, et, comme pour provoquer la mort, il crie : « Vive la Nation ! » Les Vendéens respectèrent cet audacieux soldat et lui prodiguèrent des secours inutiles.

De Scépeaux (1), autre lieutenant de Bonchamps, n'a pas le même succès. Il est surpris et battu à Doué, par Rossignol, Salomon et Ronsin.

(1) Scépeaux (Alexandre-César, M^e de) était né à Angers, le 18 septembre 1768. Nous donnerons au 5^e volume ses brillants états de service. Il fut nommé en 1816 maréchal de camp et chevalier de Saint-Louis. Il mourut à Angers, le 28 octobre 1821.

Les innombrables assauts de la grande armée, ses victoires et même ses revers ont appris dans toute la Vendée combien, avec de la bravoure, il est aisé de s'opposer à la Révolution. Les gentilshommes qui jusqu'alors n'avaient pu courir aux armes, empêchés tantôt par des persécutions locales, tantôt par la crainte de se compromettre, ne voulurent pas rester plus longtemps oisifs spectateurs d'une guerre où leur présence était une obligation. Ils arrivèrent de tous les côtés à la fois dans le camp royaliste. On vit même des émigrés poitevins et angevins traverser une partie de la France et braver tous les périls pour se réunir sous le drapeau blanc. Peu à peu l'armée se recruta de braves officiers qui, comme de Lacroix, du Rivault, de Beauvollier jeune, de Caqueray, de Chantreau (1), de Bernès, de Dieusie, de Brocourt, de Nesde, de Saujeon, de Brunet, Beaud-de-Bellevue, Grellier et de Fay, lui rendirent d'importants services. A tous ces gentilshommes, qui prenaient rang parmi les volontaires, il se joignit des bourgeois de plusieurs villes voisines et des paysans qui n'avaient point encore pris part au mouvement. De ce nombre sont Texier, officier de l'artillerie vendéenne; Tranquille, Allard (2), l'aide-de-camp de M. Henri; Palierne, Bouin (3), Valois, Landrin, Frey, Bernard, Bonin et Genest, dont les noms

(1) Louis-Marie Chantreau de La Jouberderie, né à Fontenay-le-Comte en 1771, était officier au régiment d'infanterie du Hainaut quand éclata la guerre de la Vendée. Nous le retrouverons aux prises d'armes de 1799. En 1815, Louis XVIII le nomma colonel et chevalier de Saint-Louis, et Charles X, en 1827, lui donna le brevet de maréchal de camp. Il mourut à Luçon, en 1850. Cette famille est encore dignement représentée en Vendée. (Voir notre 5^e volume.)

(2) Allard (Henri-Marie) était né à Saint-Jean de Liversay, près de La Rochelle, le 18 décembre 1771. Retraité comme colonel en 1816, il mourut à Thouars, le 6 mai 1843. (Voir au 5^e volume ses états de service.)

(3) Jean Bouin, marié à Chiché, habitait à Niort, rue Mellaise. Il gagna le Bocage dès le début de la guerre et se fit aussitôt remarquer parmi les plus vaillants soldats. Après la déroute du Mans, il fut placé à la tête d'une troupe assez nombreuse qui tint longtemps la campagne dans les environs de Cholet et de Bressuire. On conserve, à la mairie de Niort, des saut-conduits délivrés par lui à plusieurs voyageurs; ils sont signés : *Général Bouin*.

Vers 1795, il revint à Niort, mais la populace de cette ville, très hostile aux Vendéens, le poursuivait d'une haine implacable. Un jour, une émeute se forma devant sa porte; on demandait à grands cris « la tête du chouan. » Un gendarme arrive et cherche à calmer les menaces. Peine perdue. Il pénètre alors dans la maison et trouve le vieux brave dans son lit, prêt de rendre le dernier soupir : « Le général est mourant, s'écrie-t-il; mais je vais faire établir une garde à sa porte, et, s'il guérit, soyez sûrs qu'il n'échappera pas aux châtimens qu'il a mérités. »

Quelques heures après, le Vendéen mourait, et, comme on conduisait son corps au cimetière

roturiers se rattachent à chaque bataille livrée par l'armée royale.

A la même époque, le 2 août, la Convention entendait un nouveau rapport de Barère, l'orateur du Comité de Salut public contre les royalistes. Barère, sans le vouloir, faisait de la Vendée le plus pompeux et le plus vrai de tous les éloges. « C'est à la Vendée, disait-il, que correspondent les aristocrates, les fédéralistes, les départementaires et les sectionnaires; c'est à la Vendée que se reportent les vœux coupables de Marseille, la vénalité honteuse de Toulon, les mouvements de l'Ardèche, les troubles de la Lozère, les conspirations de l'Eure et du Calvados, les espérances de la Sarthe et de la Mayenne, le mauvais esprit d'Angers et les sourdes agitations de quelques départements de l'ancienne Bretagne. »



Album Chauvelin.

« M. ALLARD, chevalier de Saint-Louis,
aide de camp de mon oncle Henri. »

Et où était donc cette unanimité dont la Révolution savait si bien se targuer dans ses décrets et dans ses jugements? Con-

la populace se précipita sur le cercueil pour s'assurer que c'était bien lui. La cérémonie put alors s'achever sans autre incident.

Le général Bouin mourut très jeune, usé par les infirmités précoces contractées pendant la guerre. Tandis qu'il se battait pour Dieu et pour le roi, sa famille restait digne de lui et offrit un asile à plusieurs prêtres aux jours de la Terreur. Dieu a récompensé ces actes de courage, non point par les richesses passagères, mais en envoyant à plusieurs de ses membres la vocation religieuse. (Notes fournies par M. l'abbé Victor Bouin, curé d'Épannes, près Niort, petit-fils du général.)

tinuons pourtant cette harangue, qui décèle si éloquemment les craintes de la République et les grandeurs des volontaires royalistes.

« Détruisez la Vendée, poursuit Barère, Valenciennes et Condé ne sont plus au pouvoir de l'Autrichien. Détruisez la Vendée, l'Anglais ne s'occupera plus de Dunkerque. Détruisez la Vendée, et le Rhin sera délivré des Prussiens. Détruisez la Vendée, l'Espagne se verra harcelée, conquise par les méridionaux joints aux soldats victorieux de Mortagne et de Cholet. Détruisez la Vendée, et Lyon ne résistera plus; Toulon s'insurgera contre les Espagnols et les Anglais, et l'esprit de Marseille se relèvera à la hauteur de la Révolution républicaine. Enfin, chaque coup que vous porterez à la Vendée retentira dans les villes rebelles, dans les départements fédéralistes et dans les frontières envahies. »

Le Comité de Salut public disait vrai. La Vendée seule résistait aux excès révolutionnaires. Un décret de la Convention, daté de ce même jour, 2 août 1793, développe bien le sens que Barère attachait à ses paroles.

« Il sera envoyé à la Vendée par le ministre de la Guerre, dit ce décret, des matières combustibles de toute espèce pour incendier les bois, les taillis et les genêts.

» Les forêts seront abattues, les repaires de rebelles seront détruits, les récoltes seront coupées et les bestiaux seront saisis. Les biens des rebelles seront déclarés appartenir à la République. »

N'était-ce pas admirablement commenter les terreurs législatives que le même jour le même Barère propageait encore quand il disait :

« C'est faire le bien que d'extirper le mal. C'est être bienfaisant pour la patrie que de punir des révoltés. Louvois fut accusé par l'histoire d'avoir incendié le Palatinat, et Louvois devait être accusé; il travaillait pour les tyrans. Le Palatinat de la République, c'est la Vendée : détruisez-la, et vous sauvez la patrie. »

Et, développant ses théories sanglantes, Barère continuait :

« Le Comité a préparé des mesures qui tendent à exterminer cette race rebelle des Vendéens, à faire disparaître leurs repaires,

à incendier leurs forêts, à couper leurs récoltes. C'est dans les plaies gangréneuses que le médecin porte le fer. C'est à Mortagne, à Cholet, à Chemillé, que la médecine politique doit employer les mêmes moyens et les mêmes remèdes. Détruisez la Vendée, et vous sauvez la patrie. »

Ces chaudes allocutions sont le beau côté, l'idéal de la Révolution. Elles électrisent les têtes ou fanatisent les esprits, mais là n'est pas la vérité. A la tribune, la Révolution se drape dans son amour du pays, dans les bienfaits de l'égalité, dans ses victoires, souvent même dans ses défaites, qui pour elle seront un nouveau stimulant. Barère avait ordre de poétiser le crime, et il remplissait sa mission consciencieusement. Mais, cinq jours auparavant, le Comité de Salut public apprenait par la bouche du citoyen Brûlé, commissaire national en Vendée, ce qu'il fallait penser de toutes les déclamations de tribune. Cette lettre, d'une si haute importance, est datée de Tours le 28 juillet, et le 3 août 1793 on la lit dans le *Journal historique et politique*. Brûlé s'exprime en ces termes :

« On ne peut se persuader à Paris l'importance de cette guerre de la Vendée. On nous envoie pour commandants le rebut des autres armées. Nous avons pour général un ci-devant empirique qui vendait du baume à Tours, et qui vient d'acheter une terre dans ce pays. Nous en avons un autre qui tenait au Palais-Royal le jeu de la parfaite égalité. Nous avons le fils d'Olympe Degourgue, qui travaillait pour le château de Versailles sous d'Estaing, et Berthier, qui est malheureusement le plus instruit de tous nos officiers supérieurs.

» Il n'y a dans l'armée ni instruction ni discipline. Nos soldats commettent des choses qui font horreur. Je ne puis te rapporter tous les viols, vols, assassinats. Je t'en citerai un seul qui fait frémir : ils ont violé la fille du maire de Saumur, âgée de dix-neuf ans, dans les bras de sa mère. Ils ont fait subir le même sort aux deux domestiques de la maison. On me rapporte que les femmes sont mortes de désespoir.

» A l'avant-dernière affaire, nos caissons ont sauté à une heure de distance sans qu'on ait pu en connaître la cause. Il

paraît qu'on y avait enfermé des mèches. Nos malheureux soldats conduisaient une mine ambulante, dont l'explosion en a renversé plus de soixante. Le lendemain, *quatre mille* Brigands ont mis en fuite plus de *cent cinquante mille* républicains qui les avait vaincus, et qui n'ont pas osé les attendre le 31.

» Les départements occupés par les rebelles seront brûlés et dévastés. On emploiera à cette fin tous les moyens de service. »

Brûlé ne fait pas de phrases, lui; il raconte ce qu'il voit, ce qu'il entend. Et la Convention, qui a sous les yeux cette lettre accusatrice, n'en poursuit pas moins son œuvre de destruction. Les mesures sollicitées par Barère ne lui paraissent pas encore suffisantes; elle décrète une levée en masse des habitants de tous les districts voisins, depuis l'âge de quinze ans jusqu'à cinquante.

Les clubs de Paris se mettent à l'œuvre de leur côté; et à la séance des Cordeliers du 4 août 1793, séance publiée dans le *Journal historique et politique* du 10, un orateur s'écria :

« Prenons enfin des moyens vigoureux pour détruire les scélérats de la Vendée et ceux de l'intérieur. Faisons chauffer des boulets rouges, incendions une quarantaine de villages des départements insurgés. Cette mesure de rigueur est un acte de justice, car les innocents qui sont au milieu des révoltés sont des lâches que nous ne devons pas épargner. Mais il s'agit de trouver des soldats, il s'agit de forcer nos ennemis à nous suivre. Tous les bourgeois, tous les boutiquiers doivent être mis sur les rangs au 10 août. Il faut cinquante mille hommes. Eh bien! nous ferons marcher tous ces coquins; et, s'ils refusent de se mettre sur les rangs, on les alignera à coups de bâtons. (Très longs et très bruyants applaudissements.) Nous sommes les plus forts, usons de nos droits. Mettons à notre tête des savetiers; ces hommes-là sont seuls dignes de nous commander. » (Nouveaux applaudissements.)

La Convention n'avait peut-être pas grande confiance dans le courage de ses clubistes; elle prit une résolution plus militaire. Les dix-huit mille hommes de la garnison qui venait de capituler dans Mayence et les garnisons de Condé et de Valenciennes

sont envoyées en poste pour diriger ou seconder un pareil élan.

Les puissances étrangères, au lieu de marcher directement sur Paris, avaient commis la faute que La Rochejaquelein, à Saumur, voulait éviter à l'armée royale. La Rochejaquelein proposait de courir à Tours et d'enlever la capitale par un hardi coup de main. C'était un plan audacieux, le seul qui peut-être pouvait réussir par son audace même. La prudence s'y opposa (1). On fit des sièges, on guerroya dans l'intérieur. Les puissances suivirent la même marche. Au lieu d'avancer sur Paris, elles consumèrent leur temps, leur bonne volonté apparente et leurs forces devant Mayence, devant Condé et Valenciennes, dont la constance fut héroïque. On obligea les garnisons de ces villes, qui capitulaient, à ne pas porter les armes pendant un an contre les rois de l'Europe, et, par un inconcevable oubli de toute précaution, on ne stipula point qu'il leur était aussi interdit de se rendre en Vendée.

Les royalistes crurent que ce n'était qu'une faute. C'était peut-être quelque chose de plus; mais, faute, lâcheté ou trahison, cela démontrait qu'en dehors de la Russie, trop éloignée du théâtre de la guerre pour donner un actif concours aux Vendéens, dont la grande Catherine II admirait si vivement le courage monarchique, les provinces de l'Ouest ne trouvaient pas un appui direct dans les cabinets pusillanimes des monarques. Ce que nous allons dire de la mission de Tinténiac confirmera notre assertion.

Après la bataille de Luçon, La Rochejaquelein, Donnissan, Marigny, l'évêque d'Agra et le chevalier Desessart passaient quelques jours avec Lescure au château de La Boulaye, dans les environs de Châtillon, lorsque le chevalier de Tinténiac, chargé d'une mission au nom du gouvernement anglais, arrive de Londres et se présente à ces généraux (2).

Tinténiac n'a encore que vingt-neuf ans, mais déjà cette vie

(1) Voir la note, p. 194.

(2) Il s'appelait Vincent et il était le second fils du M^r de Tinténiac, B^{re} de Quimer'ch-en-Banalec et de Anne-Antoinette de Kersulguen. Il fut tué en combattant, le 18 juillet 1793, devant le château de Coëtlogon, entre Ploërmel et Pontivy.

de jeune homme fut traversée par bien des orages. Descendant d'une de ces illustres familles bretonnes qui, au combat des Trente, pour étancher leur soif, buvaient leur sang avec Beaumanoir, il voit son nom glorieusement inscrit sur tous les champs de bataille de la monarchie française. Il n'a rien perdu de la bravoure proverbiale de ses pères, rien de leur honneur, rien de leur fidélité; mais, à l'exemple de Talmont et de tous les jeunes gens de cette époque, il s'est laissé aller aux faciles plaisirs qui naissent sous leurs pas. Il a aimé, et comme La Rouërie, dont plus tard il sera l'aide-de-camp, il a eu de brillants duels et de mauvaises affaires. Sa famille même, si susceptible sur la pureté des mœurs, l'a condamné, dans le secret du foyer domestique, à un abandon que la rigidité de l'une, que les égarements de l'autre semblaient justifier. Mais la Révolution a donné à Tinténiac ce que l'âge ne lui aurait peut-être jamais apporté, l'expérience et le désir de réparer ses torts.

En communauté de vœux et d'espérances avec La Rouërie, Tinténiac s'ouvre cette carrière de voyages périlleux, de conspirations et de négociations qui tendaient à rétablir le vieux trône. Du camp des princes, il se rend en Allemagne; d'Allemagne, il passe en Angleterre. Là, il apprend que le cabinet de Saint-James demande un officier émigré, aussi intelligent que déterminé, pour porter des dépêches en Vendée. Il s'offre à Pitt. Pitt, pour le sonder peut-être, lui détaille tous les dangers qu'il va courir. « Veuillez, répond en souriant Tinténiac, me faire connaître vos instructions, et je pars. »

Il avait mille obstacles à surmonter, des périls de toute espèce à vaincre; il les brave tous avec une audacieuse confiance. Sans passe-port, sans guide souvent, il traverse la Bretagne, couverte de troupes, fait plus de cinquante lieues en cinq nuits et à pied, arrive à Nantes, caché sous un habit de paysan, et parvient enfin à La Boulaye. Tinténiac n'était connu d'aucun des chefs. On lui témoigne d'abord quelque méfiance; on s'étonne de ne pas voir un émigré du pays chargé des propositions du cabinet anglais. Avec une franchise qui ne doit laisser aucun doute dans l'esprit des Vendéens, Tinténiac s'excuse de son courage

et de ses périls en disant que plusieurs gentilshommes ont refusé d'accepter, puis il ajoute : « D'ailleurs, messieurs, je ne vous cacherai pas qu'outre mon attachement à notre cause, des motifs particuliers m'ont engagé à solliciter vivement cette mission. J'ai eu une jeunesse orageuse, digne de blâme, peut-être ; j'ai voulu réparer mes torts anciens par une action glorieuse, ou mourir en l'entreprenant. »

La noblesse de pareils aveux a fait impression sur l'esprit des auditeurs. Alors Tinténiac tire de ses pistolets les dépêches qui lui ont été confiés et qui servent de bourre. Le contenu de ces dépêches dut bien étonner ceux auxquels elles étaient remises.

Le cabinet anglais, par ignorance ou par une feinte maladroite, les avait adressées à Gaston, ce perruquier des marais de Châlans, mort, dès la première insurrection, dans une petite rencontre à Saint-Gervais. Les noms de La Rochejaquelein, de Cathelineau, de Bonchamps et de Lescure retentissaient chaque jour dans le *Moniteur*. Les orateurs de la Convention mettaient chaque jour au ban de l'humanité ces champions de la monarchie, et le gouvernement anglais semblait fermer l'oreille à ce retentissement. Pour ne pas éveiller les espérances des émigrés, il faisait plus. La presse britannique gardait le silence sur les exploits dont il était si facile de connaître et d'apprécier la portée. La Vendée était encore trop forte pour être soutenue. Le cabinet de Saint-James voulait la compromettre aux yeux de la nation, l'épuiser à la longue par ses sacrifices et opérer plus tard une diversion qui devait tuer la France en y éternisant les haines de parti. Ce cabinet posait aux chefs insurgés plusieurs questions. Deux étaient de la plus haute importance. Pitt, Dundas et lord Moira demandaient pourquoi la Vendée n'établissait pas de correspondance avec l'Angleterre, quel était le but de sa révolte et la nature de ses opinions. A la lecture de ces questions, l'étonnement fut profond et légitime.

Le premier cri de Marigny est : « Défions-nous des Anglais ; ce sont leurs idées, leur or peut-être, leur haine sans contredit qui ont amené la Révolution. Nous n'avons encore rien demandé au cabinet britannique et nous avons marché sans lisières : res

tons-en là. Ces propositions peuvent cacher un piège. Les puissances veulent de nous comme de leurs chargés d'affaire. Faisons seulement celles de la monarchie. »

Donnissan et Lescure n'expriment pas la même pensée. Déterminés par des considérations politiques, puisées dans la situation même du pays et dans les besoins de cette guerre civile, ils s'attachent à discuter sérieusement les propositions de Londres. « En acceptant de l'étranger des armes et des munitions, ajoute Lescure, nous ne faisons que suivre l'exemple que l'amiral Coligny et ses protestants donnèrent pendant les guerres de religion, et ils ne furent pas accusés d'être à la solde des Anglais. Ils leur empruntaient des secours pour détruire le trône. Le cabinet britannique nous en offre pour le reconstituer, pourquoi les refusons-nous? » Henri de La Rochejaquelein, répondant d'avance aux questions de Pitt et de Dundas, développe devant Tinténiac les motifs du soulèvement; il les explique par la levée des trois cent mille hommes, par l'interdiction jetée sur les églises, par les persécutions dont les prêtres ont été entourés, et surtout par la violation de tous les droits et de toutes les libertés. La mort de Louis XVI, la captivité de la reine et de ses enfants, le changement subit de la forme gouvernementale passant d'une monarchie héréditaire à une république qui n'est connue que par des excès, sont invoqués par M. Henri et par les autres chefs, comme les causes premières de l'insurrection. Quant à la nature de leurs opinions, la proclamation en date du 27 mai les fait assez connaître : ils veulent le roi et la liberté.

Tinténiac devait apprécier un pareil dévouement et une telle franchise. Aussi renonce-t-il bientôt à la discrétion obligée d'un envoyé diplomatique pour redevenir Breton et royaliste. Il fait part de ses espérances et de ses craintes; il parle des bonnes dispositions de l'Angleterre, mais aussi il déclare qu'il ne faut pas ajouter une foi entière aux promesses de cette nation. Il dit même qu'il a vu beaucoup d'émigrés brûlant de s'embarquer à Jersey pour servir dans les rangs de la Vendée, et que, sous peine de mort, il a été enjoint aux pilotes-côtiers de refuser leurs services à ces gentilshommes. Ce refus obstiné de l'Angleterre devait

être pour les chefs de l'insurrection un valable motif de défiance. Dans la pensée de Tinténiac, ce n'était pas la Vendée en armes que les Anglais voulaient favoriser, mais leur puissance dont ils cherchaient à étendre le crédit, mais leur intérêt qu'ils plaçaient comme toujours avant l'intérêt de toutes les insurrections bonnes ou mauvaises.

M^{me} la M^{ise} de Lescure qui, après la Révolution, épousa le M^{is} Louis de La Rochejaquelein, nous a laissé dans ses *Mémoires* l'analyse de la réponse qu'elle-même écrivit sous la dictée des généraux.

« On répondit avec assez de franchise, nous apprend-elle, au ministère anglais; on lui expliqua l'opinion politique des

Vendéens; on lui dit que si on n'avait pas sollicité de secours, c'était à cause de l'impossibilité des communications; que ces secours nous étaient fort nécessaires; et cependant on eut soin d'exagérer un peu nos forces pour ne pas laisser croire aux Anglais que leurs sacrifices seraient mal placés. Nous propositions un débarquement aux Sables ou à Paimbœuf, promettant d'amener cinquante mille hommes au jour donné, sur le point qui serait choisi. Nous leur apprenions que M. de Charette avait perdu



Album Chauvelin

« CHRISTOFFE EMHOFF, de Cerizais,
Suisse passé à l'armée vendéenne; s'est bien battu. »

l'île de Noirmoutier, mais qu'il aurait facilement le petit port de Saint-Gilles. Quant à Rochefort, La Rochelle et Lorient, dont les Anglais avaient parlé dans leur lettre, nous faisons sentir qu'il nous était très difficile de les livrer. On doit convenir que nous donnions aux Anglais assez de facilité pour un débarquement, et il y a eu de leur part une grande lenteur, puisqu'ils étaient déjà prêts; mais ce qu'on demanda spécialement et avec instance, c'est que le débarquement fût commandé par un prince de la maison de Bourbon et composé d'émigrés en grande partie. Nous affirmions que pour lors on pouvait répondre d'un entier succès; que vingt mille jeunes gens se joindraient aux troupes débarquées et consentiraient à quitter le pays, qu'on passerait la Loire et que toute la Bretagne se révolterait. Nous savions l'opinion de cette province sans avoir eu des relations avec elle. Tous les généraux qui étaient à La Boulaye signèrent cette réponse, et l'évêque d'Agra y mit hardiment son nom. »

Après une semblable dépêche, la mission de Tinténiac ne pouvait avoir de résultats. Elle donnait à l'Angleterre la portée de ce que les Vendéens voulaient entreprendre. De ce jour-là, l'Angleterre en sut assez. Alors, comme plus tard, au siège de Granville, à Quiberon et à l'île d'Yeu, on la verra refuser le concours qu'elle a offert, ou, à force d'astuce, compromettre le sort de l'armée royale.

Les Suisses, qui, dans l'Ouest, sous le commandement de Keller, de Boispreau et de Talvaz, servaient avec leur fidélité traditionnelle, avaient demandé que la bataille de Luçon eût lieu le 10 août, jour anniversaire du massacre de leurs frères à Paris. Leur vœu ne put être exaucé, et ce ne fut que deux jours plus tard, le dimanche 12 août 1793, que la Grande Armée et celle du Bas-Poitou firent leur jonction.

C'était la première fois que Charette, Couëtus, Joly, Savin, Chouppes et leurs officiers se trouvaient en contact direct avec les soldats de l'Anjou et du Haut-Poitou. Lescure et La Rochejaquelein interrogent Charette sur le poste qu'il désire occuper dans le prochain combat. « Le plus près de l'ennemi, Messieurs, leur répondit-il, ce fut assez longtemps le vôtre. » Et, confiant

dans son activité, le Conseil de guerre lui donne le commandement de l'avant-garde.

Ce jour-là même, il se répandit dans le camp un bruit affreux : on disait qu'un courrier de Nantes avait apporté au club de Chantonay, la nouvelle (fausse alors) de l'exécution de la reine Marie-Antoinette. La douleur était peinte sur tous les visages. Les paysans versaient des larmes, se jetaient à deux genoux dans la poussière, et, après avoir déploré ce nouvel attentat, ils appelaient la vengeance sur la tête des bourreaux. Cette douleur si touchante inspire l'abbé Bernier. Il monte sur un tertre, il confond ses regrets et ses prières avec les regrets et les prières de l'armée ; il l'excite à venger, d'un seul coup, leur religion prosaite et leur reine égorgée, et, le 14 août, l'armée est devant Luçon.

Le général Tuncq, à la tête des meilleures troupes de la République, savait, par ses espions, et surtout par un d'eux, nommé Vallée, que, depuis, la fortune a comblé de ses faveurs, l'heure à laquelle il devait être attaqué, et les dispositions prises par les chefs vendéens. Il prend les siennes en conséquence. Il range son armée sur les hauteurs qui protègent les passages de Mareuil et de Sainte-Hermine. Sa droite est appuyée au village de Sainte-Gemme, et sa gauche au village de Corp. La réserve, composée du bataillon de l'Égalité, à la solde particulière du duc d'Orléans, du 3^e bataillon de la Charente-Inférieure et du 4^e escadron de gendarmerie, s'établit dans le bois de Sainte-Gemme. Tuncq enjoint à ses soldats de se coucher à plat ventre pour dissimuler leur nombre, et, dans l'intervalle des bataillons, il place quelques pièces de quatre. Au milieu de son état-major, on remarquait un Anglais, appelé Carner, dont le conventionnel Philippeaux parle dans son acte d'accusation contre Ronsin et Rossignol. Ce Carner, tout à la fois officier général de la République française, agent secret du gouvernement britannique et du Comité de Salut public, avait tracé au général Tuncq le plan de la bataille, et, par sa présence, il protestait contre la doctrine révolutionnaire, qui ne veut pas que l'étranger s'immisce dans nos débats. C'est le seul Anglais qui, pendant toute la durée de la guerre, combattit

sur le sol vendéen. On voit sous quelle bannière il s'était rangé.

La République faisait un crime à la Vendée de s'appuyer sur les étrangers, accusation dont la fausseté est matériellement démontrée; et, dès le 7 février 1793, avant même la prise d'armes des royalistes, cette même République enrégimentait des étrangers à son service. A cette date, le général Ligonier adresse au Comité général de Maine-et-Loire une lettre qui est déposée aujourd'hui au bureau militaire, f° 4, et on lit dans cette lettre :

« Citoyens administrateurs, j'ai appris que la ville d'Angers avait un dépôt des *prisonniers autrichiens*, dont plusieurs, frappés des avantages de la Révolution, avaient témoigné le désir d'être reçus à servir dans les troupes de la République. J'en ai parlé au ministre de la Guerre et au Comité de la Convention; ils m'ont permis de vous écrire pour vous autoriser, engager même à recevoir ceux de ces prisonniers qui sont d'une taille avantageuse, d'une bonne conduite, et qui témoignent une envie prononcée de servir en France; car, en les admettant, il ne faut pas prévoir les suspecter. C'est particulièrement pour les troupes à cheval que nous avons besoin d'hommes, et la *legion germanique*, composée en partie d'Allemands, à laquelle il manque, pour être complète, sept à huit cents hommes, en recevrait un certain nombre; j'en admettrai aussi dans le nouveau Corps de dragons qui sera organisé à Angers. J'attends, pour cette opération, le décret; il a été arrêté par la forme nouvelle à donner à l'armée, qui ne se trouve pas déterminée. En attendant, citoyens administrateurs, je vous prie de charger le lieutenant-colonel Boisard de travailler, de concert avec quelque citoyen que vous emploieriez avec lui, à *recruter de ces prisonniers*, après, toutefois, les avoir éprouvés par les moyens que votre prudence vous dictera. »

Ce fait établi et prouvé, revenons à la bataille de Luçon.

Charette et Lescure, exposés au feu de plusieurs batteries de canon, s'avancent seuls à la charge, enlèvent deux de ces batteries, qu'ils tournent immédiatement contre les républicains, balayent devant eux les régiments ennemis, et refoulent la cavalerie hors de la portée du canon. Tous deux espéraient avoir, en

aussi peu de temps, assuré la victoire, lorsque le général Tuncq, par une prompte manœuvre, change la face des choses. L'aile gauche de la Grande Armée, où combattaient Lescure et Charette, a seule encore pris part à l'affaire. Le centre, où d'Elbée commande, doit les soutenir. Mais d'Elbée est en retard. Tuncq ordonne un roulement de tambours. C'est le signal convenu pour faire lever les soldats qu'il a eu l'art de cacher. Ses feux de file, son artillerie volante doublent leur nombre aux yeux des paysans, surpris de cette subite apparition.

Pour la première fois ils sont exposés aux coups de l'artillerie légère, dont aucun général n'a pu encore faire usage au milieu des landes accidentées du Bocage. Dans la plaine de Luçon, le terrain est uni. Rien ne s'oppose donc aux évolutions de cette arme, qui porte le désordre dans les rangs. D'Elbée accourt, mais ses efforts tardifs ne peuvent ressusciter l'élan qu'a tué le retard de la colonne du centre. Marigny, emporté par son impétuosité, a égaré une partie de l'aile droite. C'est sur Charette et sur Lescure que repose le dernier espoir de l'armée.

Il n'était plus possible de tenir contre tant de forces habilement combinées. La retraite sonne, mais quelle retraite! Plus de six mille morts couvrent le champ de bataille. Charette a perdu l'élite de sa division, et d'Elbée, son artillerie, que le brave Perrault est forcé d'abandonner (1). Des régiments de cavalerie républicaine poursuivent, dans les plaines de Luçon, les fuyards, auxquels ils n'accordent aucun quartier. Pour dernière ressource, il ne reste à l'armée que le pont de Mincllet, sur lequel il faut qu'elle passe, afin de pouvoir regagner le Bocage. Deux canons démontés en barrent le passage.

La Rochejaquelein se dévoue au salut général. Il se place à la tête du pont, repousse l'ennemi avec son audace habituelle, protège la retraite, et ne quitte la place que lorsqu'il n'y a plus un paysan à sauver. D'un autre côté, au port La Claie, Charette et Lescure font ce que vient de faire M. Henri au pont de Mincllet,

(1) Le M^{re} Chambonna de Perrault avait d'abord servi dans la marine comme lieutenant de vaisseau; en 1773, il passa au service de terre. Après la déroute de Savenay, il fut pris le 31 décembre 1793, à Bazouges-du-Désert, et fusillé à Fougères, par ordre du général Beaufort.

puis, entraînés dans la déroute, tous deux cèdent au mouvement.

Un Vendéen, blessé dans les reins et à la poitrine, aperçoit Charette. « Mon général, lui crie-t-il, sauvez-moi. — Oui, mon ami, répond ce dernier, mettant pied à terre presque sous le sabre des Bleus; il ne sera pas dit que j'aurai abandonné un royaliste. » Dans cette bataille, périrent Baudry d'Asson, le chef qui avait paru le premier à l'attaque des moulins de Cornet, et Morinais, de Châtillon, bon et brave officier.

Le général Tuncq avait vaincu. Il fut accusé par ses supérieurs et par ses subordonnés, car les généraux républicains, qui ne pouvaient admettre d'être battus par des villageois, étaient, avant tout et par-dessus tout, jaloux les uns des autres. C'était l'exemple que les représentants en mission leur donnaient. Ils le suivaient avec une coupable docilité. Il y avait guerre intestine et rivalité dans les états-majors de Rossignol et de Tuncq; guerre intestine et rivalité dans les clubs dirigeants de Saumur opposés aux clubs de Nantes, de Niort et de Luçon; guerre intestine et rivalité dans les Comités où siégeaient les conventionnels. Bourdon (de l'Oise) et Goupilleau défendaient Tuncq, que Rossignol venait de destituer. « Il a trente-un ans de service, dont huit comme soldat, et il s'honore, disaient-ils à la Convention, d'être le fils d'un honnête tisserand. »

Cette dernière raison parut convaincante, et cependant Tuncq venait de faire fusiller tous les prisonniers faits à la bataille de Luçon. Une mesure aussi sanglante ne le préserva point du sort que ses envieux lui réservaient.

Rossignol est accusé à son tour. Bourbotte prend son parti. Rossignol obtient les honneurs de la séance à la Convention, et il retourne dans l'Ouest, où les conventionnels se disputaient pour savoir auxquels allait échoir la garnison de Mayence, qui était attendue.

Il y avait alors deux armées républicaines bien distinctes. L'une, qui s'appelait l'armée des côtes de La Rochelle, obéissait à Rossignol. Elle comptait au nombre des conventionnels envoyés près d'elle en qualité de commissaires, Bourbotte, Choudieu, Ruelle et Richard. L'autre armée était connue sous le nom

d'armée des côtes de Brest. Canclaux la commandait, et Turreau, Cavaignac et Gillet étaient ses commissaires. Toutes deux prétendaient profiter des renforts qu'apportait cette garnison, si célèbre dans l'histoire de la Révolution, et, avec elle, effectuer, chacune de son côté, les combinaisons que ses conventionnels et ses généraux avaient tracées pour anéantir la Vendée.

Il n'entre point dans notre plan de suivre ces discussions, aujourd'hui sans importance, ni même de pénétrer dans le Conseil de guerre, où sont convoqués, à Saumur, le 2 septembre 1793, avec les représentants Rewbel, Richard, Choudieu, Merlin, Bourbotte, Turreau, Cavaignac (1), Méaulle, Philippeaux, Ruelle et Fayau, les généraux Rossignol, Canclaux, Menou, Santerre, Aubert-Dubayet, Salomon, Duhoux, Rey, Mieskouski et Dambarrère.

Dans ce pêle-mêle d'amours-propres où la patrie n'était qu'un mot, il se rencontra un homme qui s'honora par un trait d'abnégation. Cet homme était Rossignol. Il offrit à Canclaux de lui abandonner son commandement, et, général en chef, au même titre que lui, de marcher sous ses ordres. Après beaucoup d'inutiles discussions, on arrêta enfin que l'armée des côtes de La Rochelle se tiendrait dans un état de défense active, et que l'armée des côtes de Brest, avançant à la fois avec toutes ses colonnes et la garnison de Mayence, cernerait la Vendée, et écraserait ainsi tous ses corps disséminés.

Le plan adopté par les généraux et par les membres de la Convention était hardi ; il n'y manquait que la sanction de la Vendée. La Vendée la refusa. Elle venait d'être battue à Luçon. Après avoir consacré quelques jours à recueillir le peu de moissons que

(1) Cavaignac (Jean-Baptiste) était né à Gourdon (Lot), en 1762. Il était un de ces avocats tels que nos révolutions les produisent. Envoyé à la Convention, il y siégeait à la Montagne et vota la mort de Louis XVI. Dans ses diverses missions, à titre de commissaire du gouvernement près des armées des côtes de Brest, des Pyrénées-Orientales et de Rhin-et-Moselle, il se montra partout ardent révolutionnaire et persécuteur impie. A Auch, il présida les fêtes de la Raison. Devenu membre du Conseil des Cinq-Cents, il quitta ce poste en 1797 pour celui, plus modeste, de receveur d'octroi à l'une des portes de Paris. C'est là que Murat, devenu roi de Naples, le prit pour en faire son directeur de l'Enregistrement et des Domaines. Pendant les Cent-Jours, nous le trouvons préfet de la Somme. La Restauration le bannit et Cavaignac se réfugia à Bruxelles, où il mourut obscur en 1829. Il eut deux fils : Godefroy et Louis-Eugène, le chef du pouvoir exécutif en 1848.

les troupes républicaines avaient laissées sur pied, elle se prépara à demander sa revanche.

Santerre n'a point pris part aux succès qui viennent de couronner les armes de la République. Il est resté à Saumur. De cette ville il écrit, le 22 août 1793, au ministre de la Guerre; il l'informe qu'il a été chargé par Rossignol de commander en son absence, et il ajoute : « Je ne saurais approuver la fabrication des piques, et j'en regrette la dépense. J'en ai déjà soixante mille de faites qui ne serviront à rien. Je n'approuve pas plus la levée en masse. Cela serait bien dangereux à cause des subsistances et des manœuvres. Il vaudrait mieux distribuer cette levée dans les places et les postes..... Des mines! des mines à force! des fumées soporifiques, et puis tomber dessus. »

Des fumées soporifiques invoquées par un soldat pour vaincre ses ennemis, cela ne s'était encore jamais vu, même dans l'histoire des peuples les plus cruels; et le Comité de sûreté générale et la Convention accueillaient cette horrible idée comme un moyen tout naturel d'en finir avec la Vendée! Et, le 11 septembre 1793, Rossignol, renchérissant sur ces fumées soporifiques dont parle Santerre, ne craint pas d'avouer que, pour terminer la guerre, il faut avoir recours aux ressources de la chimie.

« Il serait à désirer en mesure générale, écrit-il au Comité de Salut public, que l'on envoyât près de cette armée le citoyen Fourcroy, membre de la Montagne, pour nous aider de ses lumières et enfin parvenir à la destruction des Brigands. C'est le sentiment d'un de vos frères et amis qui connaît son talent en chimie. »

Le citoyen Fourcroy ne crut pas sa présence nécessaire pour empoisonner la Vendée; mais, à la demande de Robespierre, de Collot-d'Herbois, de Barère et de Fouché, il rédigea un rapport où la science se mettait au service du crime. Dans ce rapport, il indiquait les moyens à employer pour réaliser le vœu patriotique de Santerre et de Rossignol.

Pendant ce temps, les esprits travaillaient dans les états-majors révolutionnaires pour découvrir le secret chimique qu'on implorait de Fourcroy. Les généraux de la République et les Conventionnels appelaient autour d'eux les charlatans qui leur donnaient

l'espérance d'un poison sûr et actif; et l'adjudant général Savary nous révèle dans ses *Mémoires* une des nombreuses tentatives qui furent faites à cette époque.

« Je me rappelle, dit-il, qu'un adepte, se prétendant physicien-alchimiste, présenta, aux députés qui se trouvaient à Angers, un bout de cuir rempli d'une composition dont la vapeur dégagée par le feu devait asphyxier tout être vivant fort loin à la ronde. On en fit l'essai sur des moutons, dans une prairie où se trouvaient quelques personnes que la curiosité attira vers le lieu de l'expérience, et personne n'en fut incommodé. »

Cette idée d'empoisonner en masse les Vendéens avait si bien germé dans toutes les têtes, qu'un pharmacien d'Angers, nommé Proust, inventa dans le même temps une boule qui, à l'en croire, contenait une préparation chimique si subtile et dont l'effet serait si prompt, qu'elle infecterait toute la contrée. L'essai en fut fait sur le pré de la Baumette. Il ne répondit pas à l'attente révolutionnaire.

Les témoignages venus du camp républicain sont irréfragables. En voici un dernier qui s'est, comme les précédents, conservé aux archives du ministère de la Guerre; mais celui-là c'est à Savin, un des lieutenants de Charette, qu'il est dû. Ce sont les royalistes eux-mêmes qui, trois mois avant l'appel fait par Santerre et par Rossignol aux fumées soporifiques et aux lumières du citoyen Fourcroy, se communiquaient entre eux les soupçons déjà nés dans leurs esprits. Il faut donc que déjà, au 25 mai 1793, des faits accusateurs soient parvenus à leur connaissance, car Savin écrit confidentiellement à Charette; et, si cette pièce est publiée, la Révolution ne doit s'en prendre qu'à elle-même qui l'a conservée comme un monument de ses excès.

Après avoir longuement énuméré les moyens d'action mis en jeu par la République, Savin continue ainsi :

« Je dis que, quel que soit le nombre de nos ennemis, nous devons peu nous en inquiéter. Tout ce dont nous sommes certains, c'est qu'ils sont implacables. Ils tuent tous les prisonniers; ils emploient contre nous tous les genres de destruction possibles : le fer, le feu et le pillage leur sont familiers. Ils séduisent et

emmènent avec eux nos gens des paroisses qu'ils soumettent. Nous devons aussi par représailles n'avoir aucune indulgence et employer tous les moyens qui sont en notre pouvoir pour les détruire. La ruse est souvent plus utile que la force. On nous fait une guerre atroce ; le poison est le seul moyen que nos ennemis n'aient pas encore employé contre nous, mais il est à craindre que leur scélératesse n'en vienne jusque-là. Trop de gens nous ont avertis à cet égard pour que nous puissions douter qu'ils n'aient pas eu cette idée. Nous fûmes vraiment étonnés de la quantité prodigieuse d'arsenic que nous trouvâmes à Palluau au commencement de la guerre, lorsque je les ai chassés de Palluau jusqu'au delà d'Aizenay. On nous a même constamment assuré qu'un étranger, qu'ils avaient avec eux et qui fut tué à cette affaire, était chargé d'exécuter le projet d'empoisonnement contre nous. »

Pour la République ce n'était pas assez de combattre face à face les paysans insurgés contre ses crimes ; il fallait détruire par le poison une partie de la France ; et cette idée, qui n'est encore qu'en germe, se renouvellera souvent dans le cours de cette histoire, car la Révolution est toujours la même ; ici, calomniant ses adversaires ; là cherchant à les assassiner ; et partout essayant, par d'emphatiques déclamations ou par la terreur, de se faire des prosélytes. La correspondance de Rossignol et celle de Santerre viennent d'être citées. Elles sont affreuses. Celle du général Descloseaux ne sera que ridicule.

Les royalistes de l'Ouest sont tous sous les armes. Nous avons vu, nous verrons encore de quelle manière ils se battent. Les patriotes du pays, déjà enrichis par la spoliation, n'ont pas ce dévouement au parti qui a fait leur fortune. Descloseaux s'adresse donc à *la jeunesse angevine*, et, le 30 août 1793, premier de la mort du tyran, ce révolutionnaire gourmande en ces termes *l'insouciance liberticide qui s'est emparée de leurs cœurs* :

« Sortez, s'écrie-t-il dans sa proclamation, sortez, jeunesse angevine, de cette léthargie dans laquelle vous êtes plongée depuis si longtemps ; rappelez-vous qu'autrefois vos aïeux osèrent se mesurer avec les vainqueurs du monde.

» Journallement vous foulez cette terre où maintenant reposent

en paix, à côté l'un de l'autre, et le Romain et l'Angevin; et la vertu guerrière n'embraserait pas vos cœurs!..... A peine aux portes de la vie, l'égoïsme aurait-il flétri vos âmes? Non, je ne vous fais pas l'injure de le croire.

» Vous avez pu dormir jusqu'ici; les dangers de la patrie ne vous étaient point connus; mais aujourd'hui qu'ils sont avérés, aujourd'hui qu'il n'y a plus à balancer entre l'esclavage et la liberté, semblable à celui du lion, votre réveil sera terrible. Vous allez vous précipiter en foule autour des drapeaux de la liberté; le fanatisme, les despotes, les Brigands, tout va tomber sous vos coups.

» Vous avez juré de *vivre libres ou mourir*, souvenez-vous de vos serments.

» Je prévient, en conséquence, au nom de la République, les jeunes Angevins, que le citoyen Charlery, membre du département, est chargé de recueillir les noms des jeunes gens qui, de bonne volonté, viendront s'offrir pour le service de la République; il en sera formé des troupes légères. Le registre sera ouvert pendant huit jours, au bout duquel temps le décret de réquisition forcée, porté par la Convention nationale, sera publié.

» Alors sur un nouveau registre seront inscrites les dernières levées, car il n'est pas juste que celui qui sert son pays de bon gré soit confondu avec ceux contre lesquels on aura été obligé d'employer les moyens coercitifs. »

La République appelait ces moyens coercitifs un patriotisme qui crée des volontaires.

C'est un moment bien solennel dans l'histoire de cette guerre que celui-là. Le pays insurgé a excité par ses victoires, peut-être même par ses défaites, l'attention des hommes qui disposent par la terreur des trésors et du sang de la France. Il a des armées à combattre sur toutes les lignes, des armées dans l'intérieur, des armées même au fond de son Bocage. Elles s'élèvent déjà au chiffre de 140 000 hommes actifs; ses côtes sont gardées par des flottes. Il est envahi par tous les points à la fois; il a devant lui, derrière lui, des ennemis acharnés. Sa population active est décimée; elle ne peut se renouveler, car les royalistes des autres

provinces languissent en émigration; ceux qui n'ont pas voulu désertier le sol natal sont prisonniers ou tremblent sous le couteau de la liberté. Pourtant, au milieu de cette croisade révolutionnaire prêchée contre eux, voilà les paysans qui s'arment et qui, comme le Mathathias des Saintes Écritures, s'écrient : « Il est meilleur pour nous de mourir les armes à la main que d'être plus longtemps spectateurs des maux de notre patrie. »

Ici commence cette grande et sainte lutte dont tous les combats antérieurs ne semblent être que le prélude. Les Conventionnels ont voté par acclamations l'extermination du Bocage, son extermination par le fer et par le feu. La Vendée la première entre en campagne. Charette, Joly et Savin attaquent les divisions commandées par les généraux Grouchy, Lotal, Burac et, Mieskouski. De Goulaine, Massip et La Sècherie arrêtent Beysser, qui venait d'être réintégré dans son grade, et qui s'élançait dans les landes de Ragon.

Le 26 août 1793, Mieskouski, qui s'est séparé de l'armée républicaine pour se rendre à La Mothe-Achard, est tout à coup assailli vers deux heures par trois colonnes royalistes. Les Bleus, surpris, prennent la fuite; et pourtant voilà dans quels termes pompeux Mieskouski rendait compte de sa défaite au général Chalbos. Cette lettre est contresignée par Santerre : « L'ennemi, y lit-on, avait du canon sur chacune de ses colonnes. J'ai disposé aussi ma troupe et mon artillerie de manière à lui faire face, et, après une demi-heure de combat, les soldats républicains, à leur louable coutume, ont chargé à la baïonnette et en ont fait une déconfiture. Je n'ai point fait de prisonniers. Les soldats de la liberté étaient trop indignés de l'audace de cette horde d'esclaves qui ont osé les déranger de leur dîner. L'armée dite catholique a donc été en pleine déroute, et, sans les mauvais chemins, aucun d'eux n'aurait porté nouvelles en leurs repaires. »

Dans ce même moment, La Rochejaquelein et Lescure se joignent à Royrand, qui les attend, près de Chantonnay, au camp des Roches. Ils vont demander compte de la défaite de Luçon à l'armée même de Luçon.

Le vieux Tuncq l'a imprudemment engagée dans le Bocage,

et, avant de pouvoir en sortir, il vient d'être destitué. Sa division a été confiée à Lecomte, qui, commandant du bataillon *Le Vengeur*, s'est montré aussi cruel qu'intrépide. Il n'a pas fait merci, les Royalistes vont le traiter sans pitié. Ce chef de bataillon, appelé à remplacer le général Tuncq, a plus de 8000 hommes sous ses ordres. Rostaing (1), officier vendéen, propose de tourner l'ennemi et de le mettre entre deux feux. Son plan est adopté. Le 4 septembre, Royrand commence la fausse attaque du côté des Quatre-Chemins. Les autres Corps marchent toute la nuit. A trois heures du soir, toutes les issues étant fermées à la retraite des Bleus, d'Autichamp et La Rochejaquelein entraînent au combat les chasseurs de Bonchamps. D'Elbée et Lescure s'élancent à leur tour. Lecomte, le général de la veille, tombe au premier rang ; son bataillon *Le Vengeur* est écrasé homme par homme ; il meurt au cri de : « Vive la République ! » Bessroy prend le commandement. Des huit mille républicains il ne reste plus, après deux heures de combat, que des cadavres et deux ou trois cents fuyards.

Mais tous ces succès partiels ne peuvent arrêter l'invasion qui menace la Vendée. Il faut recourir à des mesures plus énergiques. Un conseil de guerre est convoqué aux Herbiers. Là, on ne discute pas avec cet emportement dont, à Saumur, généraux et conventionnels ont donné l'exemple, lorsqu'il s'était agi du plan de campagne à faire adopter par les armées républicaines. C'est avec une urbanité pleine de solennelle tristesse que les chefs vendéens se partagent un pouvoir qui n'est que le droit de mourir. Afin de résister aux forces supérieures dont ils vont être accablés et aux officiers de talent qu'on leur oppose, les royalistes croient devoir régler les commandements d'une manière définitive et plus en rapport avec l'imminence du danger.

D'Elbée conserve le titre de généralissime : mais le territoire insurgé est divisé en quatre fractions, à la tête desquelles on

(1) Rostaing (Jean-Antoine-François Brun, chevalier de) était né dans le Gévaudan, de cette grande famille qui a fourni tant d'hommes qui se sont illustrés dans l'Eglise et dans les armées de terre et de mer. Il était lieutenant au régiment de Quercy en 1787. Retraité en 1816, avec le titre de maréchal de camp, et décoré de la croix de Saint-Louis, il mourut à Tours, le 22 novembre 1822, âgé de quatre-vingts ans. (Voir ses états de service dans le 5^e volume.)

place les quatre hommes les plus expérimentés. Bonchamps a sous sa direction militaire les bords de la Loire; La Rochejaquelein, le reste de l'Anjou révolté; Lescure, la Haute-Vendée; et Charette, les environs de Nantes, la côte et le Bas-Poitou. On laisse Royrand et Sapinaud de La Rairie, neveu de Sapinaud de La Verrie, tué au Pont-Charron, à la tête de la division qui s'appela toujours l'armée du centre.

Ces nominations partageaient le pays insurgé en cinq grands commandements. Talmont et Marigny conservèrent l'un les fonctions de général en chef de la cavalerie, l'autre celles de l'artillerie. Stofflet fut maintenu dans son emploi de major général, Donnissan dans celui de gouverneur des pays conquis; puis, on se sépara pour veiller, chacun de son côté, à l'ensemble des opérations arrêtées et à l'intégrité du territoire confié à sa garde.

Les Mayençais — on avait déjà donné ce nom aux 23 000 hommes sortis par capitulation de Mayence, de Condé et de Valenciennes, — les Mayençais, destinés à anéantir la Vendée, ont enfin fait leur entrée dans le pays insurgé.

Un décret de la Convention, à la date du 1^{er} août 1793, avait mis trois millions de francs à la disposition du ministre de la Guerre pour faire arriver le plus promptement possible dans le Bocage, ces troupes, alors le seul espoir de la République. La garnison de Valenciennes, qui, le 28 juillet 1793, s'était rendue au duc d'York, se composait des débris des 29^e, 73^e et 87^e régiments d'infanterie, de treize bataillons de volontaires, des 25^e et 26^e régiments de cavalerie, et du 3^e d'artillerie. Celle de Mayence était formée des 32^e, 62^e et 82^e régiments d'infanterie, d'un bataillon de la légion des Francs, de trente et un bataillons de volontaires nationaux, des 7^e et 14^e régiments de cavalerie, des cadres des 2^e, 8^e et 10^e régiments de la même arme, du 5^e régiment d'artillerie à pied et de quatre compagnies d'artillerie à cheval. Pour leur donner foi dans les principes républicains, car ces soldats ne venaient combattre des Français qu'avec une répugnance qui ne cherchait pas à se déguiser, on leur avait laissé leurs généraux; mais chefs et soldats étaient suspects, et Jullien (de Carentan) leur avait été

imposé pour les conduire en Vendée. La preuve de ces soupçons se trouve au *Moniteur* et au *Journal historique* du 24 août.

« Quelques mouvements de désespoir se sont manifestés dans la route, mais ils n'étaient provoqués que par la misère qu'éprouvaient ces braves défenseurs de la République ; aussi Jullien a-t-il tout apaisé en alliant les principes de la justice à ceux de la fermeté. J'ai cru, a dit le rapporteur, que je devais mettre des bornes à la rapacité des officiers qui retiennent toujours le décompte des soldats jusqu'au lendemain d'une bataille. Cette avarice a été cause que dans la route huit malheureux sont morts d'inanition, faute d'avoir dans leur poche de quoi payer une chopine de vin. Je sais qu'on m'accusera d'avoir agi arbitrairement dans cette circonstance, surtout lorsque j'ai menacé de punir de mort le premier qui oserait tenir le plus petit propos contre-révolutionnaire ; mais ce que j'ai fait, j'ai dû le faire pour sauver la brave garnison de Mayence, pour que rien ne pût ébranler ce mur d'airain impénétrable aux ennemis de la République..... »

L'avant-garde du général Kléber est suivie de près par le Corps d'armée que commandent Vimeux et Aubert-Dubayet, gentilhomme et ancien officier, qui, comme Canclaux, s'est rangé dans le parti républicain. Elle a été reçue à Nantes avec toutes les démonstrations de joie qui accueillent les triomphateurs. Les Nantais, dont la guerre civile inquiète le négoce, et qui, en attendant Carrier, vivent sur leur gloire du 29 juin, saluent de leurs transports enthousiastes ces soldats qui, au dire de Kléber, leur général, combattirent sous une voûte de feu. La garnison et le peuple, les autorités et la garde nationale, rangés en bataille sur la prairie de Mauves, accueillirent avec tous les honneurs militaires, en face même des postes vendéens placés sur la rive gauche de la Loire, cette armée dont on espérait des prodiges ; on la fêta dans les banquets civiques, et, lorsque toutes les formules de l'adulation furent épuisées, l'armée de Mayence pénétra dans la Vendée.

Les royalistes l'attendaient à Torfou.

C'était un ennemi redoutable que la Convention leur envoyait là, et Kléber ne cachait pas ses espérances. Comme la plupart

des célébrités de cette époque, Jean-Baptiste Kléber, né à Strasbourg en 1754, est sorti des rangs du peuple. Fils d'un ouvrier terrassier, il dut sa première éducation à un prêtre, que son intelligence et ses dispositions avaient intéressé. Jeune homme, il s'adonna aux sciences exactes et à l'art des fortifications. Il servit longtemps en Autriche, revint en France, où il exerça la profession d'architecte, et, au moment de la Révolution, il s'engagea comme grenadier dans un bataillon de volontaires. Quelques mois après, il était devenu général. A de grandes qualités militaires, Kléber, ainsi que tous les caractères trop forts ou trop sûrs d'eux-mêmes, joignait une indolence que compensait toujours le réveil du lion. « Orgueilleux jusqu'à l'excès, satirique, frondeur, (c'est Bonaparte qui s'exprime ainsi en traçant le portrait d'un de ses rivaux), Kléber était un homme qui, à la guerre, tout en niaisant, en plaisantant, en tâchant de verser du ridicule sur les gens auxquels il avait affaire, se laissait pousser jusqu'au bout du fossé. Il est vrai que là son amour-propre venait à son secours; il rappelait son talent et faisait quelquefois de fort belles choses. Rien de plus majestueux que Kléber, dans un jour de parade, dit encore l'empereur Napoléon, mais aussi rien de plus admirable au fort d'une bataille. C'était le soleil de l'enthousiasme qui réchauffait et embrasait tous les cœurs. »

A ce portrait que Napoléon n'a pas osé flatter, mais qui, au dire des contemporains, est vrai dans son ensemble, on peut voir que le nouveau général, envoyé en sous-ordre contre la Vendée, était destiné à exercer une large influence dans cette guerre. Par une singularité inexprimable d'orgueil, Kléber n'a jamais voulu commander en chef; mais employé au second rang par un acte de sa volonté, il exerça dans toutes les armées son incontestable supériorité. Il réunissait à un haut degré l'exaltation républicaine et la modération, la vigueur et la bonté, le savoir et la prévoyance, le sang-froid du général et l'aveugle bravoure du soldat. Les troupes qu'Aubert-Dubayet et lui ont conduites en Vendée font leur jonction avec les divisions de l'armée des côtes de Brest. Elles envahissent le pays par deux points à la fois, tandis que celle des côtes de La Rochelle gagne les positions que le plan de

campagne, tracé à Saumur, lui assigne. Ainsi, huit Corps d'armée allaient, en se rapprochant toujours, cerner le Bocage. Ces huit Corps, qui ont Canclaux, Beysser, Haxo, Aubert-Dubayet, Mieskouski, Kléber, Santerre, Duhoux, Michel Beaupuy et Marceau pour généraux, précèdent les levées que la Convention a ordonnées.

D'après le tableau des forces de la République dans l'Ouest au 1^{er} septembre 1793, tableau formé sur les appels mêmes, voici de quelle manière les troupes étaient réparties :

Garnisons de Mayence, de Condé et de Valenciennes.....	24 000
Armées des côtes de La Rochelle	41 000
Armées des côtes de Cherbourg	15 481
Armées des côtes de Brest	35 300

Ce qui produit un effectif de 115 781 soldats disponibles, sans compter les gardes nationales et les enrôlés par la violence, mais que la République déclarait volontaires.

Il y eut à cette époque, si glorieuse pour le courage français et si triste pour l'humanité, des fautes graves commises dans les deux camps. Ces fautes amenèrent des résultats trop cruels pour ne pas être indiquées. Les royalistes d'abord oublièrent que la première condition d'un succès durable en guerre civile n'est pas dans le plus ou moins d'éclat de la victoire, mais qu'il consiste surtout à faire le plus de mal possible à ses ennemis. Il fallait donc empêcher, par tous les moyens en leur pouvoir, la réunion d'une masse de troupes devant laquelle ils pouvaient bien triompher un jour, mais qui, à la longue, devait les épuiser dans leurs victoires. Les partis ne vivent point par la gloire qu'ils acquièrent, mais par les coups incessants qu'ils portent à leurs adversaires. La guerre en détail, cette guerre de nuit et de jour, dont la Révolution avait été et sera toujours si promptement lasse, était leur seule ressource. Les généraux de la Vendée y renoncèrent presque de leur plein gré; ce fut une grave erreur. Par là, ils devaient nécessairement être écrasés.

Les chefs républicains, à leur tour, n'avaient pas cet ensemble que depuis on a tant célébré. Jaloux les uns des autres, occupés de leurs intérêts individuels, ne mettant pas plus d'accord et de

suite dans leurs opérations que ne paraissait en apporter la Convention, ils cherchaient tous à se créer un nom, aimant mieux courir les chances d'une bataille où ils commandaient que de vaincre sous les ordres d'un autre.

En Vendée, l'on s'arrangeait encore pour ne combattre que par masses, et c'était la tactique contraire qu'il fallait adopter. Dans l'armée des Bleus, on s'isolait par orgueil, on se desservait, on se calomniait par ambition, on se dénonçait par vanité ou par une de ces haines secrètes qui naissent dans les rapports quotidiens d'hommes du même parti se rencontrant chaque jour sur les mêmes chemins de la faveur, de la gloire, de la richesse, de la considération ou du pouvoir. Les Bleus enfantaient mille plans que détruisait le moindre obstacle. Dans leur amour-propre blessé, ils s'en prenaient à des rivaux, et ne demandaient pas mieux que de les compromettre.

Ces fautes venues des deux camps entretenirent la guerre; il ne nous reste plus qu'à en suivre le développement.

C'est sur les divisions de Charette, établies dans le pays de Retz, que la tempête éclate d'abord. Pajot, Chouppes (1) et La Cathelinière, malgré leur bravoure, ne croient pas devoir opposer une résistance qui n'eût été que sanglante. Ils se replient sans démonstrations hostiles. Joly est surpris dans son camp de Palluau. Couëtus (2), à Saint-Philibert, hésite; et Savin a déjà fait un pas rétrograde vers le quartier général de Charette.

C'était l'approche des Mayençais qui produisait cette terreur inaccoutumée.

La Révolution, qui sait si bien grandir ou abaisser les hommes au gré de ses passions, a fait de ces soldats, dont la bravoure est incontestable, des héros que le ciel même ne pouvait vaincre. Mettant à profit cette renommée qui les devançait dans l'esprit

(1) Le M^r de Chouppes était seigneur de la châtellenie de ce nom, au canton de Mirebeau en-Poitou. Il avait épousé Marie-Elisabeth de Tinguy de Nesmi. Il fut tué peu après, au mois de décembre.

(2) Couëtus de La Vallée (Jean-Baptiste-René), né à Nantes, le 16 juillet 1744, était un officier de cavalerie démissionnaire quand éclata la guerre de la Vendée. Il se conduisit très bravement en toutes rencontres. En 1793, pendant la suspension des hostilités, il fut, par surprise, arrêté au Clouzeau, près Challans, et fusillé le 7 nivôse, an IV (28 décembre 1795).

des populations, les Mayençais approchent, portant partout l'incendie et le pillage. Charette s'arrache aux plaisirs dont il a rempli le camp de Légé, car son quartier général, différent en cela de ceux de Lescure, de Cathelineau, de Bonchamps et de M. Henri, n'a rien d'austère, rien de religieux. C'est le camp de Richard Cœur de Lion en présence de celui de saint Louis.

On y voit des femmes jeunes et belles, attirées là par sa réputation de galanterie et d'audace toutes françaises. Elles tiennent autour du général une espèce de cour voluptueuse. Chaque jour amène un nouveau divertissement, chaque nuit un nouveau bal. Plongé dans cette ivresse des sens, qu'il est heureux de partager, Charette oublie les combats. Il semble avoir fait deux parts de sa vie : l'une est consacrée au danger, l'autre au plaisir ; l'une se dévoue au martyre et à la gloire, l'autre s'écoule dans les fêtes. Aujourd'hui, il supporte avec un stoïcisme digne d'un sage de la Grèce les privations, les insomnies et les longues marches ; demain, le péril disparu, il ne restera plus de tant d'énergie qu'un sybarite se couvrant de soie comme un courtisan de Louis XV et faisant des moindres détails de sa toilette une importante affaire.

Au milieu de ces femmes, dont le courage égale toujours la beauté, et qui, amazones vendéennes, ne le cèdent en intrépidité à aucun soldat de l'armée, apparaît d'abord M^{me} de La Rochefoucauld. Par ses grâces et par son élégante intelligence des affaires, M^{me} de La Rochefoucauld a conquis tous les cœurs. C'est Aspasia avec la foi royaliste, mais Aspasia à laquelle la tradition née des bruits de la foule prête les plus merveilleuses histoires de combats. M^{me} de La Rochefoucauld, que Charette était fier d'entourer de ses hommages, voltigeait un jour à cheval sur le flanc des colonnes. Thomasseau, un simple paysan, son fermier, l'accompagnait, et depuis longtemps Thomasseau l'aimait de toutes les puissances de son âme. Tous deux sont enveloppés, pris par les Bleus, tous deux sont conduits aux Sables et condamnés à mort. Tous deux moururent en regrettant la vie.

M^{me} de La Rochefoucauld pleurait sur son sort. Thomasseau, lui, n'eut de larmes que pour sa noble et belle maîtresse, qui, seulement quelques secondes avant d'être frappée par le bourreau,

apprit, dans les adieux du paysan, la respectueuse passion dont elle était l'objet.

M^{me} de Beauglies fut plus heureuse (1). Elle était mariée à un officier du régiment de Walsh; et, entraînée par le tumulte des camps, on l'avait vue se jeter dans la division de Joly. Pendant plusieurs campagnes, cette femme, douée de tous les avantages de la nature et de l'éducation, suivit l'armée des Sables à la tête d'une compagnie de chasseurs qu'elle-même avait organisée. Au commencement du combat, elle se trouvait toujours à l'avant-garde, chargeant la première; mais, au moment où la retraite devenait nécessaire ou périlleuse, M^{me} de Beauglies s'élançait pour la protéger. Elle connut Charette sur le champ de bataille. Sa réputation de galanterie et de bravoure était faite. M^{me} de Beauglies abandonna le camp un peu sauvage de Joly pour régner au quartier général de Légé. Ce fut un soin qu'elle partagea avec M^{lle} de Charette, la sœur du général.

Il est pourtant encore sous les armes — jamais, en effet, la volupté ne lui fit oublier son devoir, — il a recueilli autour de lui les malades, les femmes, les enfants et les vieillards que les incendies et les dévastations de l'armée républicaine poussent hors de leurs villages. Trop faible lui-même pour s'opposer avec succès au torrent qui déborde, il se replie vers l'Anjou, essuyant des pertes, mais, à force d'habileté, conservant intact le gros de

(1) C'est Bulkeley qu'il faut lire et non Beauglies; la prononciation de ce nom étranger est cause de cette méprise. M^{me} Bulkeley était fille de Guy-Barthélemy Talour, sieur de La Cartrie. Elle avait été baptisée à Angers, le 14 mai 1743, sous les noms de Céleste-Michelle. Mariée en 1779 à messire Louis Chappot de La Brossardière, elle devint veuve en 1783, et, au mois de novembre de l'année suivante, elle épousait William Bulkeley, d'origine irlandaise, lieutenant au régiment de Walsh. Quand la guerre éclata, Bulkeley, comme le M^{re} de Chouppes, reçut le commandement des royalistes de son voisinage et commença par s'emparer de La Roche-sur-Yon. Sa femme le suivit et on la vit, à plusieurs combats, dans la division de Joly. Les façons un peu brutales du chirurgien de Machecoul froissèrent souvent les époux Bulkeley qui vinrent sans regret se mettre sous les ordres de Charette. Après la déroute de Savenay, ils furent arrêtés ensemble au Loroux-Bottereau (24 décembre 1793) et dirigés sur Angers avec de nombreux prisonniers vendéens. Bulkeley fut condamné à mort et périt le 13 nivôse, an II. Sa femme ayant déclaré une grossesse, fut gardée en prison. Elle en sortit en thermidor et s'empressa de rallier ses anciens compagnons d'armes, comme elle avides de vengeance. Elle resta auprès de Charette jusqu'à l'heure où celui-ci tomba aux mains des Bleus. En 1803, M^{me} Bulkeley se maria de nouveau avec un autre officier français, Pissère, d'origine italienne. Elle mourut à Angers, le 13 mars 1832.

Cette note est le résumé d'une brochure parue en 1892 sous ce titre : *Une amazone vendéenne*, par M. CHAPPOT DE LA CHANONIE, un petit-neveu de l'héroïne.

sa division. En peu de jours, Canclaux et Kléber opèrent un miracle que leurs prédécesseurs n'ont pas osé tenter dans l'espace de six mois. Ils sont maîtres de Pornic, de Bourgneuf, du Pont-Saint-Père, de Machecoul, d'Aigrefeuille, de Légé, de Palluau, de Montaigu et de Clisson, dont ils ont expulsé tous les postes.

Quand ces différents Corps d'armée, réunis sous le commandement supérieur de Canclaux et de Rossignol, eurent pris position au cœur du Bocage, le général en chef adressa, le 6 septembre, au Comité de Salut public, une dépêche ainsi conçue : « Tout nous seconde, citoyens représentants. Nos troupes, dont le nombre ne s'élève pourtant pas au chiffre de quatre cent mille hommes, ainsi que l'assure le citoyen Barère, votre rapporteur, sont animées du meilleur esprit ; et si la victoire leur échappe, il faudra convenir que la Vendée a une bravoure et des ressources infinies. Le plan de campagne adopté me paraît sage et audacieux en même temps. Nous attaquons les brigands dans leur repaire, et déjà, nous avons obtenu plus d'un succès partiel. C'est d'un bon augure pour l'avenir. Les Mayençais brûlent d'en venir aux mains en bataille rangée avec les paysans, mais nous craignons que cette armée de laboureurs n'attende leurs coups. Cependant elle ne peut nous échapper. Nous la cernons presque ; et, bon gré, mal gré, il faudra bien qu'elle se batte. »

Le 7 septembre 1793, Richard et Choudieu, représentants du peuple à l'armée des côtes de La Rochelle, décrètent qu'un tocsin général sera sonné dans les districts d'Angers, de Saumur, de Segré, de La Flèche, de Chinon, etc., et que, sous peine d'être déclarés suspects, c'est-à-dire d'être guillotins, tous les citoyens en état de porter les armes seront tenus de se réunir aux troupes républicaines. Ils sont condamnés à s'armer de fusils, de piques, de fourches, de sabres, de faux, de tout ce qui pourra leur paraître une arme. Les administrations de Maine-et-Loire, de la Mayenne et de la Sarthe obtempèrent à cet ordre, qui était un arrêt de mort, et elles lèvent une multitude d'hommes mal équipés, encore plus mal disposés, et qui devaient bientôt se montrer plus gênants qu'utiles. Mais il entra dans les intentions des Conventionnels de prouver à l'Europe que la France entière

marchait avec eux. Au risque de traîner à une boucherie ces paisibles citoyens, qui se tenaient à l'écart des conflits où le sang doit couler, il fallait que la Révolution en vînt à ses fins. Elle avait convoqué sous son drapeau toute une génération : cette génération y apparut.

La division de Bonchamps prend l'initiative de l'attaque. Les Bleus ont établi un camp fortifié sur les rochers d'Érigné. Le 8 septembre, Bonchamps et La Rochejaquelein emportent la position à la baïonnette et laissent les Ponts-de-Cé sans défense. Pendant le combat, M. Henri reçoit une balle à la main. « Je n'ai que le pouce cassé en trois endroits, dit-il à ceux qui l'entouraient, continuons. » Et il se battit encore. Stofflet le remplace dans le commandement de son Corps d'armée. Le 14, ce dernier marche aux républicains retranchés à Doué. Santerre a une armée plus nombreuse et d'excellents généraux avec lui. Il ne fuit pas. Une charge de cavalerie et un mouvement bien combiné du général Turreau font plier la droite des Vendéens. Stofflet est blessé à la cuisse ; mais sa blessure ne l'empêche pas de retirer ses troupes mal engagées, et qui n'ont encore essuyé aucune perte sérieuse.

Le même jour, Lescure a laissé son camp de Saint-Sauveur. Il essaye avec 2000 hommes de s'opposer aux Bleus, qui se rassemblaient à Thouars sous les ordres de Burac et de Salomon. C'était une fraction de ces levées en masse qui devaient inonder la Vendée. Il allait les disperser, lorsque le général Rey arrive d'Airvault avec sa division et force Lescure à rallier ses troupes, qui poursuivaient déjà les fuyards. Ce fut après cette affaire que l'on ramassa sur le champ de bataille le cadavre d'une femme qui avait les armes à la main. Le *Moniteur* et les journaux du temps annoncèrent que c'était M^{me} de Lescure ; d'autres dirent que cette femme était la Jeanne d'Arc de la Vendée, la vierge miraculeuse qui fanatisait les paysans. Cette pauvre fille se nommait Jeanne Robin, de la paroisse de Courlay. La veille du combat de Thouars, elle s'était présentée à Lescure et lui avait dit : « Mon général, je suis une fille ; M^{me} de Lescure le sait, et elle sait aussi qu'il n'y a rien à dire sur mon compte. C'est la bataille demain.

Faites-moi donner une paire de souliers. Après que vous aurez vu comme je me bats; vous ne me renverrez pas. » En effet, continue M^{me} de La Rochejaquelein, elle combattit sans cesse sous les yeux de M. de Lescure. Elle lui criait : « Mon général, vous ne passerez pas. Je serai toujours plus près des Bleus que vous. » Jeanne Robin fut tuée dans la mêlée, où elle se montrait intrépide comme un Vendéen (1).

C'est une des rares exceptions à la règle établie par les généraux. Depuis le commencement de la guerre, défense était faite aux femmes de se trouver dans les rangs, et même de suivre l'armée. C'était une précaution prise contre la licence que les agglomération d'hommes entraînent à leur suite dans les camps. Plus tard, on a dit que les femmes et les prêtres expiraient les armes à la main. On a pu en rencontrer sur les champs de bataille, mais les chefs l'ignorèrent toujours. Il n'y eut qu'à l'armée de Charette qu'on vit combattre des femmes; encore étaient-elles en bien petit nombre. Quant aux prêtres, ils ne paraissaient sur le terrain que pour encourager les soldats et pour porter aux mourants les consolations de leur ministère.

Dans les provinces insurgées — et c'est un trait de caractère qu'il ne faut jamais oublier, afin de s'expliquer ces contrées à part, — il n'y a de véritable influence qu'au jour du danger. Les volontaires n'ont subi et ne subiront d'autre impulsion que la leur, et il n'est donné à personne de la faire naître.

Un ecclésiastique qui, hors le cas de légitime défense, se serait élancé au combat, eût, par le fait même, perdu tous ses droits à la confiance des paysans, et ils n'auraient pas souffert qu'il les bénît après avoir trempé ses mains dans le sang (2).

L'esprit des Vendéens était ainsi fait. Les prêtres se seraient bien gardés de froisser une susceptibilité qui honorait la sainteté de leur caractère et ne les faisait soldats de la charité que pour mourir en accomplissant leur ministère de paix. La Révo-

(1) Voir les *Mémoires* de M^{me} de La Rochejaquelein, p. 236.

(2) « Aucun prêtre ne se battait, ajoute M^{me} de La Rochejaquelein en ses *Notes manuscrites* (t. I^{er}, p. 403), sur le livre de M. Pitre-Chevalier; les paysans auraient eu en horreur un prêtre qui se serait battu. Les femmes n'allaient pas non plus se battre. »

lution a beaucoup reproché aussi aux ecclésiastiques de fanatiser le peuple des campagnes et d'inventer des miracles pour entretenir son ardeur. Ainsi, le général Turreau, organe et auteur peut-être de ces bruits, dit dans ses *Mémoires*, et après lui l'historien Beauchamp répète mot pour mot, qu'alors « on parla de miracle dans la Vendée. Ici, la Vierge avait comparu en personne



Album Chauvelin

« M. L'ABBÉ GERMON,
curé de Saint-Aubin-du-Cloud,
déporté à Cayenne. »

pour sanctifier un autel provisoire élevé dans les bois; là, le Fils de Dieu lui-même était descendu du ciel pour assister à une bénédiction de drapeaux; ailleurs, on avait vu des anges, parés de leurs ailes et de leurs rayons, annonçant, promettant la victoire aux défenseurs de l'autel et du trône. »

C'est peu connaître les habitants du Bocage que de les croire assez superstitieux pour ajouter, sans preuve, foi à certains prodiges dont on ne rencontre aucune trace dans leurs souvenirs. Ce qu'il y avait en Vendée de plus miraculeux même que tous ces miracles, c'était le courage des Ven-

déens. La Révolution ne pouvait le comprendre. Elle essaya de l'expliquer par des suggestions religieuses. Ce fut un mensonge, et le récit de ces prétendus prodiges, opérés, selon elle, dans des lieux indéterminés, ne prouve que son impuissance et sa mauvaise foi (1).

Un fait seul aurait pu donner naissance à ces accusations. Ce

(1) « On n'a jamais parlé de tous ces miracles pendant la guerre. Seulement, bien longtemps avant, on a dit qu'à Saint-Laurent-de-la-Plaine, en Anjou, la Sainte Vierge apparaissait dans un arbre et, pendant plusieurs mois, une foule de gens allaient prier dans ce champ; mais il n'en était plus question. » *Notes manuscrites* (t. 1^{er}, p. 129) de M^{me} de La Rochejaquelein, appartenant à M. le M^{re} de Chauvelin.

fait est si simple, et appuyé de tant de témoignages contemporains, que nous ne craignons pas de le relater. Les vieillards que, dans le Bocage, on appelle les anciens, avaient encore présentes à la mémoire les paroles qu'en achevant sa dernière mission à Bressuire prononça le bienheureux P. Grignon de Montfort, fondateur des Missionnaires de Saint-Laurent-sur-Sèvre et des Filles de la Sagesse. Plus d'un demi-siècle s'était écoulé depuis ce moment, et cependant, au fond des hameaux, la prédiction du Père se conservait dans sa pureté primitive avec les cantiques dont il était auteur. A la plantation du calvaire, cet homme, devenu un saint à force de vertus, avait dit : « Mes frères, un jour, Dieu, pour punir les méchants, enverra dans ces quartiers une terrible guerre. Le sang sera versé. Les hommes se tueront entre eux ; tout le pays sera renversé. Cela arrivera quand ma croix sera couverte de mousse. »

En 1793, la croix était couverte de mousse, et la prophétie du missionnaire se réalisait. Cette tradition, aussi authentique que les éloquents menaces dont le P. Beauregard faisait retentir la chaire de Notre-Dame de Paris quelques années avant la Révolution, ne trouvait pas un incrédule dans le pays. Des témoins auriculaires la constataient encore lorsque les événements se chargeaient de son accomplissement. C'est à cette prophétie, dont personne ne suspectait la réalité, qu'il faut attribuer les impostures que l'impiété s'est plu à répandre pour construire un échafaudage de superstitieuses croyances contre la Vendée.

Cependant, les républicains envahissaient le Bocage, ils tenaient en échec ses divisions séparées, et déjà des crimes de toute sorte avaient été commis contre les individus et contre les propriétés. A la page 230 du rapport de Courtois sur les papiers saisis chez Robespierre, on lit une lettre qui ne laisse aucune possibilité au doute. Elle est adressée au futur dictateur par Bouveray, officier de l'armée de Mayence et capitaine au régiment de la Haute-Saône. Bouveray s'exprime ainsi, le 10 septembre 1793 :

« Témoin et acteur de la guerre cruelle qui règne entre les Français républicains et les Français royalistes, mon cœur se soulève de toutes les horreurs qui s'y commettent. Le cri qu'il

jette est celui de la nature. Je le dépose dans ton sein, ô vertueux législateur! Soldats de la liberté, nous défendons la bonne cause, mais combien parmi nous sont indignes de la défendre!

» Aussitôt que notre armée est entrée dans la Vendée, chaque soldat a dès lors mis à mort qui lui a plu, pillé qui lui a plu, sous prétexte que celui qu'il tuait et pillait était rebelle, ou même pensait royalistement. Aucune peine n'a été portée, aucune précaution n'a été prise pour réprimer ou modérer l'ardeur du sang et du pillage. Dès lors, juge combien d'innocents ont dû tomber victimes du brigandage! Oui, il est vrai de le dire, la vie et les biens du meilleur citoyen se trouvèrent à la merci de vingt-cinq mille hommes, entre lesquels il ne pouvait manquer de se trouver un grand nombre de scélérats. Oui, chaque individu d'une armée entière put à son gré porter et exécuter des sentences de mort et de confiscation. »

Le capitaine Bouveray parlait en honnête homme; mais sa candeur ne pouvait guère modifier les systèmes sanglants du *vertueux législateur* auquel il adressait cette protestation, qui repose l'âme et rafraîchit l'intelligence. Robespierre n'en tint aucun compte. Les mouvements militaires précédèrent et suivirent les exécutions et les spoliations.



CHAPITRE VI

Bonchamps, La Rochejaquelein et Stofflet blessés. — Déroute de Santerre et de Ronsin à Coron. — Défaite de Duhoux au Pont-Barre par les Vendéens Cadi et des Sorinières. — Les Mayençais et Kléber à Torfou. — Bataille et victoire de ce nom. — Charette et Lescure battent le général Beysser à Montaigu, et Mieskouski à Saint-Fulgent. — Combat de La Galissonnière, livré par Bonchamps. — Divisions intestines parmi les Vendéens. — Causes de ces divisions. — Leurs funestes effets. — Charette se sépare de la Grande Armée. — Bonchamps à Saint-Symphorien. — Le Comité de Salut public destitue la plupart des généraux républicains. — Les Mayençais offrent à la Vendée de passer au service du roi. — Leurs propositions. — Elles ne sont pas acceptées par le Conseil supérieur. — Léchelle, général en chef des armées de la Révolution. — Plan du Comité de Salut public. — Concentration des forces. — Combat du Moulin-aux-Chèvres. — Westermann à Châtillon. — Sac de cette ville. — Combat de La Tremblaye. — Lescure blessé à mort. — Bataille de Cholet. — Bonchamps et d'Elbée blessés à mort. — Héroïsme de M. Henri. — Lâcheté de Carrier. — Kléber et Haxo. — Les Vendéens reculent vers la Loire.

Nous avons dit les préparatifs de cette guerre d'extermination, en voici les résultats. Bonchamps, La Rochejaquelein et Stofflet sont blessés. D'Elbée, Lescure, Donnissan, Marigny et les principaux chefs s'occupent à rallier des troupes. Santerre profite de cette espèce de suspension d'hostilités; et, pour envelopper les Vendéens dans une commune défaite, il divise son armée en deux colonnes partant de Vihiers et de Gonnord. Le lendemain, 16 septembre 1793, Santerre et Ronsin, tous deux les privilégiés du Comité de Salut public, tous deux les généraux de l'émeute, sont

devant Coron. Piron, le héros de Vihiers, reçoit, en l'absence de La Rochejaquelein et de Stofflet, ordre de se mettre à la tête de la réserve, seules troupes disponibles, et de s'avancer contre Santerre, à la garde de Dieu. Piron a peu d'officiers de mérite avec lui et trois pièces de canons seulement; presque tous les chefs sont à la Grande Armée qui marche au secours de Charette, venant chercher un refuge dans les environs de Tiffauges.

Déjà, sur ce même terrain, Piron avait vaincu Santerre. Il ne désespère ni de son courage ni de la Providence. Il ne peut rassembler que onze mille hommes; mais, pour vaincre ses ennemis, la Vendée est condamnée à faire des prodiges. Piron veut en tenter un. Les Bleus se dirigent de Coron sur Vezins; ils comptent plus de quarante mille hommes dans leur armée, mais quarante mille hommes en grande partie fournis par la dernière levée en masse. Santerre et Ronsin, assurés d'avance de la victoire, les laissent occuper une ligne de quatre lieues au moins sur la route.

Piron et Villeneuve du Cazeau (1) saisissent le vice de cette disposition, forment le croissant et balacent, avec leurs trois pièces de huit placées au centre, l'effet de l'artillerie républicaine. Santerre enjoint à Turreau de pénétrer dans Coron, et à son artillerie légère de voler au secours des tirailleurs. L'artillerie, mal engagée et qui n'a pas foi en son général, exécute son mouvement avec tant d'incurie, qu'elle jette le trouble dans l'armée et ralentit sa marche. Piron a suivi ces détails. A la tête de quelques paroisses, il s'élançe pour rompre la ligne ennemie. Piron réussit. Un immense désordre se manifeste parmi les Bleus. Ronsin, qui, dans les rues de Paris, n'a connu que la loyale faiblesse de Louis XVI, recommandant à ses troupes de ne pas faire feu sur le peuple, et qui, en venant dans les provinces insurgées, a peut-être calculé sur une sem-

(1) Villeneuve du Cazeau (Louis-Augustin), chevalier de Pontreau, était né en 1756, au May, paroisse de Cholet. Il fut condamné à mort par le tribunal criminel de Nantes et fusillé le 17 janvier 1794. Son père, malgré ses soixante et onze ans, prit une part active à la campagne et périt à Blain, en Bretagne, le 18 novembre 1793.

blable longanimité; Ronsin, assailli de tous les côtés, cache ses insignes de général sous des habits de paysan. Rien ne peut l'arracher à sa torpeur. Alexandre Berthier veut le soutenir de son courage. Ronsin s'écrie : « Ce ne sont pas des hommes qui sont devant nous, ce sont des enragés! Il n'y a pas moyen de les vaincre. » Sur cet aveu de lâcheté, il déserte son poste et laisse sa division recevoir le choc des Blancs. Ils se précipitent au cri de : « Vive le roi! » C'est le signal de la déroute. On se presse, on s'étouffe, le mot est à la lettre, pour fuir devant cet ennemi que le brasseur de bière et le poète dramatique avaient promis d'écraser.

Alors, ce ne fut plus un combat, mais une boucherie. Sur les hauteurs de Concourson, huit bataillons, ralliés à la voix de Turreau, tiennent ferme et laissent aux débris de l'armée le temps de mettre un peu plus d'ordre dans leur épouvante. Santerre, selon son habitude, ne tarde pas à prendre la fuite. Il abandonne sur le champ de bataille vingt-quatre pièces de canon toutes neuves, une prodigieuse quantité de caissons, de piques, de fusils et de munitions de toute espèce; puis, à ce coin de terre où le même Piron l'avait si complètement vaincu deux mois auparavant, il attache les souvenirs d'un revers que les paysans appellent encore : *la déroute de Santerre et de Ronsin*.

Ces deux hommes étaient incapables, sanguinaires et présomptueux. La Révolution faisait mourir sur l'échafaud les généraux de mérite qui, comme Custine, Luckner, Biron, Beysser et Houchard, ne remportaient pas toujours des victoires ou ne suivaient pas dans leurs moindres détails les plans, souvent impossibles, qu'elle leur adressait. Ronsin et Santerre avaient transgressé les ordres des Conventionnels et des généraux. Ils avaient été battus, ils avaient fui honteusement : la Révolution les amnistia.

Un Corps d'armée républicain, commandé par le général Duhoux, est sorti d'Angers; il a passé les Ponts-de-Cé et va renforcer les autres troupes déjà maîtresses du pays. Piron détache sa cavalerie et deux mille hommes d'infanterie. Ce renfort se réunit à la division vendéenne de Chemillé, dirigée par le chevalier Duhoux, neveu du révolutionnaire qui marche contre elle. Cette

division allait plier. La nouvelle de la victoire de Coron et l'arrivée des troupes qui y ont pris part leur rendent la résistance plus facile. Les Bleus sont repoussés jusque derrière le Layon ; mais le Pont-Barré est occupé par l'artillerie nationale. Un peu plus loin, un autre pont est coupé.

Jean Bernier, meunier de Saint-Lambert, se jette à la nage et traverse la rivière. Onze paysans font comme lui ; le pont est réparé. La colonne royaliste passe. Bernier saisit un drapeau, il s'écrie : « Mes amis ! suivez-moi. » Tous tombent à la fois sur les derrières de l'armée républicaine, acculée dans un espace étroit. Cette charge imprévue trouble les Bleus. Le bataillon de Jemmapes s'avance fièrement au combat ; il est exterminé. Cadi et des Sorinières forcent le Pont-Barré et tuent sept cents gardes nationaux d'Angers et des environs qui ne voulaient pas se rendre. Là, un prêtre apparaît sur le champ de bataille. C'est l'abbé Rabeau, un saint ecclésiastique que la Révolution chassa de sa paroisse.

Il a su que les habitants de Villevêque, son ancienne cure, font partie d'une de ces levées en masse que décrètent chaque semaine les Conventionnels en mission. Afin d'émouvoir la pitié des royalistes vainqueurs, il accourt au premier rang, il affronte tous les périls qui l'entourent, et, d'une voix suppliante, il crie aux Vendéens : « Mes enfants, grâce pour ces pauvres gens, ce sont mes paroissiens ! Au nom du ciel, épargnez-les ! » Cette prière en sauva plusieurs, mais elle ne conjura point la déroute.

Le général Duhoux est poursuivi par son neveu jusqu'aux Ponts-de-Cé. Deux jours après, il est traduit au Conseil de guerre pour s'être laissé vaincre. On l'accuse d'avoir eu des intelligences avec ce jeune homme. Ces intelligences auraient été une trahison. Tous deux en étaient incapables. Les Corps d'armée qui arrivent de Thouars, de Saumur et d'Angers sont donc dispersés avant même d'avoir pu faire leur jonction avec les quartiers généraux républicains. Ils sont dispersés par des troupes rassemblées au hasard. Il n'en est pas encore ainsi dans la Basse-Vendée, où manœuvre le gros des forces de la République.

Le même jour de cette affaire, qui a conservé le nom de vic-

toire du Pont-Barré ou de Beaulieu, le jeudi 19 septembre 1793, un combat plus décisif se livrait autour du plateau de Torfou. Dans un Conseil de guerre tenu à la hâte, Bonchamps a proposé un plan que soutient d'Elbée, général en chef.

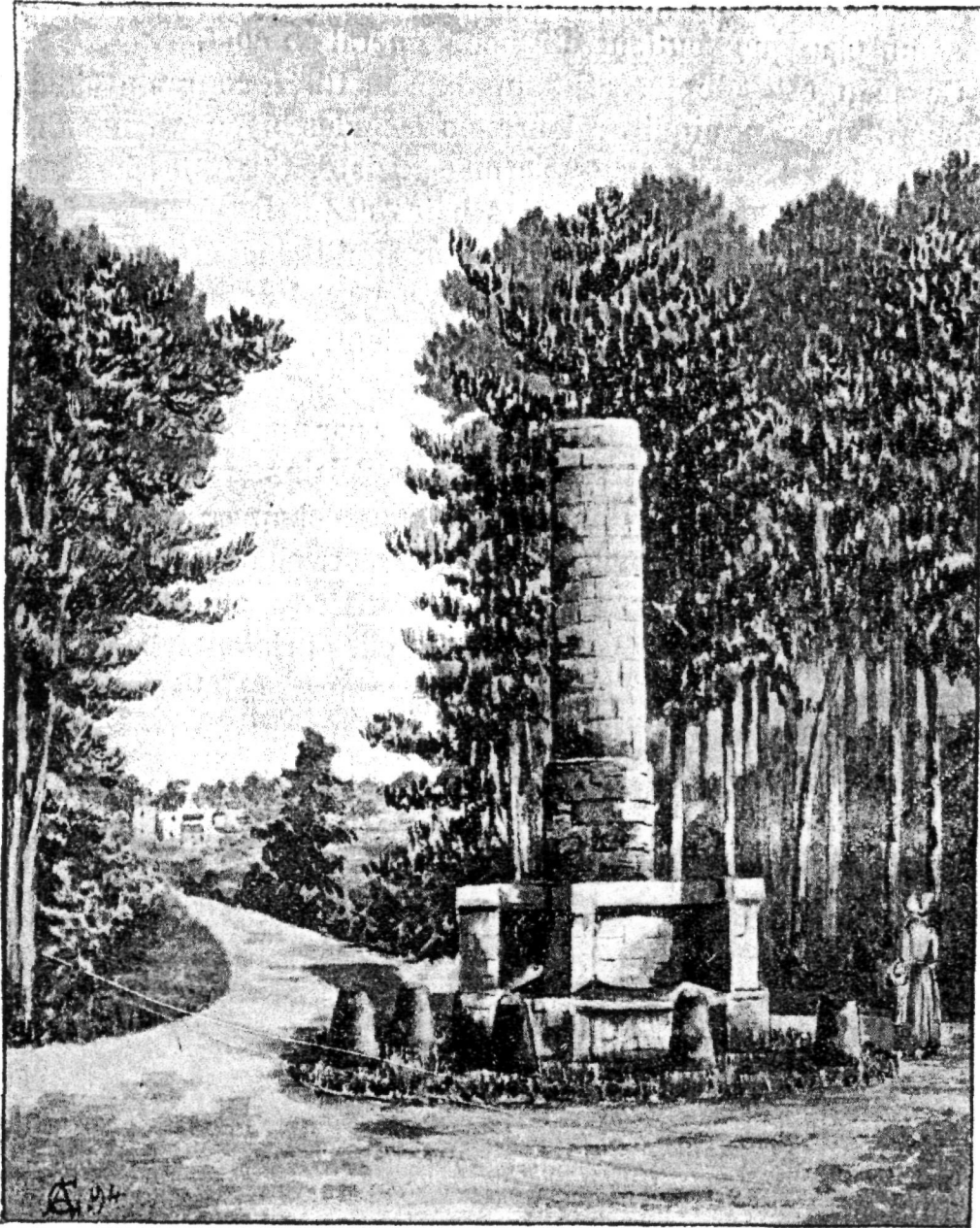
Ce plan est adopté, et, afin de sanctifier ce grand jour, l'abbé Bernier, à minuit, célèbre, en face des bivouacs ennemis, une messe à laquelle toute l'armée assiste. Charette donne le signal de l'attaque; il franchit les haies et les fossés et se jette tête baissée dans les premiers bataillons qu'il rencontre. C'étaient ceux du Jura et de la Nièvre. Ses troupes, harassées de fatigue ou intimidées, ne font aucun mouvement. Sa cavalerie même recule.

La bataille de Torfou allait commencer par une déroute, lorsque les femmes de Tiffauges et des villages voisins, qui se sont placées sous la protection des paysans pour échapper à l'incendie s'élevant au-dessus de leurs forêts et de leurs chaumières, s'aperçoivent d'un mouvement rétrograde. Dans ce moment solennel, elles s'étaient mises à deux genoux et elles priaient à haute voix pour que Dieu accordât la victoire à leurs époux et à leurs enfants. A la vue de cette déroute, les femmes s'arment de fourches, de pierres, de bâtons, et courent au-devant des fuyards. Elles ont des prières et des imprécations à la bouche; elles supplient et elles commandent. Les unes menacent les lâches ou les timides, les autres s'écrient en marchant à l'ennemi : « Hommes, vous voyez bien que nous valons mieux que vous, puisque nous n'avons pas peur ! » Pendant que ce drame plein de sublime tristesse se déroule, Bonchamps, avec sa division d'avant-garde, paraît sur le terrain. Il est placé sur un brancard; mais l'occasion était décisive, il n'a pas voulu la manquer : « Blancs, s'écrie-t-il, les Bleus vous regardent ! » et il commence l'attaque.

Une compagnie de sapeurs, en avant des régiments patriotes, leur fraye un passage à coups de hache. Les républicains ne sont plus qu'à une portée de fusil; ils marchent dans un ordre parfait.

Kléber les dirige; Kléber avec sa stature gigantesque et son imposante figure; Kléber, dont la tête martiale, surmontée d'un

panache tricolore, plane au-dessus des bataillons comme le drapeau de l'armée. A la vue de ces Mayençais, si fiers de leur



COLONNE ÉLEVÉE SUR LE CHAMP DE BATAILLE DE TORFOU
(D'après une aquarelle de M. le C^{te} de Cambourg, 1895.)

renommée et de l'ensemble de leurs mouvements, un frisson d'admiration parcourt les rangs. Ces deux colonnes ennemies se

contemplant avec un indéfinissable sentiment. C'est de la pitié ici, là c'est de l'envie. Pitié républicaine pour les royalistes qui, nus, mal armés, presque sans aucune régularité, s'avancent au combat; admiration des Vendéens pour ces brillants soldats légués à la République par la Monarchie; soldats si bien disciplinés, manœuvrant avec tant de précision et semblant courir à une fête.

Tout à coup les cornets à bouquin, ser vant de trompettes, retentissent. La cavalerie vendéenne fonce au galop. Charette, secondé par des femmes, a rallié ses gars; il les pousse dans la mêlée. Kléber tombe atteint d'un coup de feu à l'épaule; il se relève; ses grenadiers veulent l'entraîner, Kléber refuse; mais, affaibli par la perte de son sang, il est forcé de se faire porter pour encourager les Bleus. Cette attitude rend aux Mayençais l'énergie qu'un choc aussi inattendu leur faisait perdre; ils resserrent leurs lignes, se forment en colonnes et reprennent l'offensive. Bonchamps s'élance à cheval; il marche lui-même au feu. Lescure met pied à terre, saisit une carabine, et, s'adressant aux royalistes: « Trouverai-je, s'écrie-t-il d'une voix tonnante, quatre cents braves pour mourir avec moi? »

Dix-sept cents hommes de la paroisse des Échaubroignes et d'Izernay répondent à cet appel. « Oui, Monsieur le marquis, disent-ils, nous vous suivrons partout où vous voudrez. » C'étaient les grenadiers de la Vendée que commandait Bourasseau, un des leurs. Pendant deux heures, ils soutiennent avec Lescure le choc des Mayençais. Ces diverses attaques si furieuses ont répandu l'effroi dans les colonnes républicaines que la grande voix de Merlin (de Thionville), délégué de la Convention, ne peut rallier.



D'après Deveria.

KLÉBER

Merlin combat tantôt à cheval, tantôt à pied. Il est partout. Rifle, son aide-de-camp, périt à ses côtés; cette mort double l'énergie de Merlin, que seconde Rewbel, son collègue de l'Assemblée. Mais déjà les paysans n'ont plus besoin de chefs; ils voient l'ennemi ébranlé, l'ennemi qui va être vaincu. De leur autorité privée, ils commencent leur manœuvre favorite. Ils s'égaillent; puis, protégés par les accidents d'un terrain montueux et boisé, ils tournent, ils enveloppent les colonnes de Kléber. On s'était approché si près les uns des autres, que l'artillerie avait été inutile. Kléber, qui n'en a reçu aucun secours, songe enfin qu'il faut la sauver. Il veut faire faire volte-face à ses troupes. Boisgérard, son chef d'état-major, se précipite pour diriger la manœuvre. Ce mouvement de prudence, dont les royalistes savent profiter, amène le désordre. Le bataillon de la Nièvre, qui a la garde des canons, est écrasé. Les artilleurs sont égorgés sur leurs pièces, qu'ils défendent avec une merveilleuse bravoure. Mais les Mayençais, formés en carré, et que Kléber épuisé ranime tantôt par son audace, tantôt par une éloquence dont le cynisme n'étouffe pas l'héroïque inspiration, les Mayençais ne reculent que peu à peu. Ils donnent ainsi le temps de préparer la retraite. On les aperçoit se remettant en ligne sur le premier espace assez large qu'ils rencontrent, et faisant des feux de file dont le bruit égal ressemble à un roulement de tambours. Les Blancs les suivaient pied à pied, les entamaient sur un point, les attaquaient sur un autre, s'élançaient sur les bataillons, les décimaient à bout portant, ou étaient tués par eux. Et, afin de s'encourager, on entendait les Vendéens répéter ce mot plus plaisant que juste : *L'armée de Mayence est une armée de faïence!*

Les révolutionnaires furent ainsi poursuivis par d'Elbée et par les autres chefs pendant plus de deux lieues. Le désespoir était si grand parmi ces soldats, que plusieurs officiers, et même une femme, se brûlèrent la cervelle pour échapper à la honte. La République allait peut-être trouver son tombeau dans cette partie du Bocage; mais, arrivé au pont de Boussay, Kléber s'approche de Chevardin, commandant des chasseurs de Saône-et-Loire. « Mourez ici avec votre bataillon, lui dit-il. — Oui, mon général, »

répond l'officier avec un laconisme effrayant de sublime obéissance. Chevardin place sur le pont deux pièces de huit, se fait tuer à la place désignée, et sauve l'armée. « On ne vit jamais, dit Kléber dans son rapport, un combat, un acharnement plus terribles. »

Canclaux, Aubert-Dubayet et Vimeux arrivaient en toute hâte de Clisson, pour apporter des secours à Kléber. Parvenus à Gétigné, ils sont contraints de rétrograder devant l'impulsion donnée aux Vendéens. Les pertes des Bleus étaient considérables, mais ces pertes pouvaient-elles égaler, même dans leur immensité, la joie des Blancs qui, du premier coup, venaient de lutter victorieusement contre les meilleures troupes de la République, et de mettre en fuite les Mayençais, dont l'Europe n'avait pu triompher?

Canclaux était honteux de les voir vaincus par des paysans. A travers les reproches que la colère lui arrache, il répète : « Vous avez déshonoré vos lauriers de Mayence. — Ce n'est pas étonnant, répondent-ils tous; ces diables en sabots se battent aussi bien que nous et tirent mieux. »

Il fallait couronner une aussi belle journée par de nouveaux exploits. Lescure et Charette se portent ensemble contre Beysser, dont ils redoutent la jonction avec les troupes de Canclaux et de Dubayet. Beysser est à Montaigu. Il a huit mille hommes bien aguerris, et il ne connaît pas encore l'issue de la bataille de Torfou. Joly, qui mène l'avant-garde de Lescure et de Charette, et qui, sur le plateau de Torfou, a rivalisé de courage avec les paysans de l'Anjou; Joly, en l'attaquant le 20, va lui en signifier la nouvelle. On annonce à Beysser l'approche de l'ennemi. « C'est impossible, s'écrie-t-il, les Brigands n'oseraient m'attaquer. »

Fort de cette sécurité, il attend sans daigner prendre de précautions. Tout à coup, le bruit du canon retentit, Joly est dans Montaigu; Charette et Lescure le suivent avec six mille hommes. Le conventionnel Cavaignac et le général se hâtent de réunir leurs bataillons. Ces bataillons, enveloppés dans les feux roulants des royalistes, disparaissent. Beysser veut déployer son artillerie.

Avec leur manœuvre ordinaire, les Vendéens laissent passer la décharge au-dessus de leurs têtes, et, se relevant, ils tombent à coups de sabres et de baïonnettes sur les canonniers. La cavalerie des Bleus est en fuite. Le reste de l'armée se débande. Beysser, grièvement blessé, et Cavaignac, plus d'une fois serré de près, suivent les débris de cette division, qui ne s'estime en sûreté que sous les murailles de Nantes. Joly a investi le château de Montaigu, où sont renfermés cinq cents républicains, les grenadiers du régiment de La Marck, et un bataillon de la ligne. Pour ne pas rester prisonniers entre les mains des vainqueurs, ces soldats tentent une sortie. Joly les disperse en face du château.

Beysser était vaincu : il savait que la Révolution ne pardonnait pas à ses généraux une défaite souvent inévitable. Afin d'amortir le coup qui va lui être affligé, il terminait ainsi son rapport au général en chef Canclaux :

« Je me décidai à revenir moi-même à Nantes pour soigner une blessure que j'ai reçue au côté droit, d'un biscaïen dont le coup, déjà amorti, n'a fait que m'enfoncer une côte. Cette blessure ne sera pas dangereuse sans doute ; mais, mon général, il en est une autre dont une âme républicaine ne peut guérir que difficilement. Voilà donc le fruit de quinze jours d'une campagne heureuse ! » Le Comité de Salut public ne lui tint aucun compte de ses services et de sa valeur. Il fut suspendu, et il ne reparaît dans l'histoire que pour mourir sur l'échafaud.

Des trois Corps d'armée qui ont pénétré dans la Basse-Vendée, il n'y a plus à atteindre que celui de Saint-Fulgent. Les habitants des paroisses voisines réclamaient l'assistance des paysans pour les délivrer du pillage et des persécutions, organisés par les révolutionnaires.

Personne n'ajoutait foi à la proclamation que Bourbotte, représentant du peuple à l'armée de La Rochelle, venait d'adresser le 22 septembre. Cette proclamation, imprimée le 24 septembre dans les *Affiches d'Angers, Moniteur du département*, disait :

« Bons habitants de ce pays où les Brigands avaient osé établir leurs repaires, vous êtes toujours restés fidèles à la patrie ; ne vous alarmez pas de ce que vos propriétés ont été incendiées. Ce

n'est pas vous que l'on a voulu punir ; au contraire, on veut vous protéger et vous défendre. Pour exterminer plus tôt les rebelles de la Vendée, vos ennemis et les nôtres, il a fallu brûler vos habitations, afin qu'ils ne puissent plus s'y réfugier ; mais la Convention nationale, toujours aussi empressée à punir les traîtres qu'à rendre la justice à un ami de la liberté, a décrété que vous seriez indemnisés de toutes les pertes que la guerre, ce fléau terrible dont les prêtres fanatiques et les aristocrates sont les seuls auteurs, vous aura occasionnées. »

L'esprit des paysans était trop juste pour se laisser tromper par ces niaiseries. Patriotes et royalistes se réunissaient pour appeler l'armée à leur secours. Malgré la promesse donnée à Bonchamps et à d'Elbée que, le lendemain de la bataille de Torfou, on attaquerait en commun les Mayençais retirés à Clisson, où Canclaux a établi de vastes dépôts de vivres et d'armes, Charette et Joly, qui ont à tirer vengeance des excès commis dans leurs cantonnements par cette division de Saint-Fulgent, prient Lescure de les seconder et de marcher immédiatement avec eux contre le général Mieskouski.

Lescure y consent.

On touche à Saint-Fulgent. La nuit approchait, et, en avant du bourg, Mieskouski a rangé ses six mille hommes en bataille. Des deux côtés l'artillerie commence l'affaire : les républicains résistent d'abord ; mais les Blancs, que deux succès avaient rendus invincibles, ne cessaient, tout en chargeant l'ennemi, de faire retentir les airs de leurs cris de : « Vive le roi ! » Ces cris, renvoyés par les innombrables coteaux dont le sol est couvert, produisaient un effet terrible sur les républicains en triplant pour eux les forces numériques de leurs adversaires. Mieskouski était débordé. Il essaye de rentrer dans Saint-Fulgent ; mais, fatigué de résultats qui pour lui sont encore trop insignifiants, Charette prend un tambour en croupe. Il lui ordonne de battre la charge ; puis, suivi de Joly, de Savin et de trente soldats, il pénètre dans la longue rue de Saint-Fulgent. Les Blancs, conduits par Lescure, sont sur ses pas. Les Bleus y arrivent avec eux. Une mêlée s'engage dans les ténèbres. On se fusille à bout portant, on

s'égorge à coups de baïonnette. Avril, un des plus braves paysans de l'Anjou et frère d'armes de Legeay, a le bras cassé (1). Il ne s'en bat que plus audacieusement. D'autres paysans combattent avec une bravoure acharnée, et pour eux, c'était un grand pas fait vers l'obéissance; car jusqu'à cette heure il avait été impossible de les amener à des attaques nocturnes, que les accidents de terrain et leur genre de guerre auraient rendues si redoutables. Ils avaient pour la nuit une horreur instinctive. L'affaire de Saint-Fulgent les en guérit complètement.

A travers les cris des mourants et des blessés, certains sons aigres arrachés à un flageolet dominant de temps à autre les bruits étouffés de la foule. C'est un paysan (2) qui, à cheval, au milieu du sang qui coule, fait entendre aux Bleus, avec un calme inaltérable, le fatal *Ça ira*, dont ils reçoivent ici une cruelle application. Un boulet de canon emporte la tête de son cheval. Ce singulier ménétrier saute par terre, se place sur une borne, et, avec une ténacité et un bonheur qui ont quelque chose de miraculeux, il continue ses refrains révolutionnaires. On entend de minute en minute la voix stridente de Charette qui excite les siens, et leur annonce la victoire. Un bataillon des volontaires de la Marne, qui s'est surnommé *l'Invincible*, meurt tout entier sous le fer des royalistes, tandis que les deux partis, seulement éclairés par le feu des décharges, saisissaient des cartouches aux mêmes caissons. Le bataillon d'Angoulême, dont Marevaud est le commandant, a pris le nom du *Vengeur*, et il s'avance pour remplacer *l'Invincible*. Il partage bientôt sa défaite. Mieskouski a perdu la meilleure portion de son armée. Après huit heures de combat, il se résigne à la fuite. Saint-Fulgent était délivré.

Il fallait atténuer d'aussi rapides succès aux yeux de la Nation.

(1) Avril (René), dit M. de La Rochejaquelein, était né le 12 juin 1768, au village du May, près Cholet. C'était un ancien maréchal-expert dans un régiment de cavalerie. Veuf de Louise David, il épousa Louise-Françoise Payneau, et mourut à Vihiers, le 2 septembre 1833.

Legeay (Pierre-André) était né à Saint-Hilaire-du-Bois, canton de Vihiers, le 25 juin 1770, il était tisserand. Louis XVIII lui donna, en 1815, le brevet de chef de bataillon, la croix d'honneur et le nomma percepteur à Trémentines, près Cholet. En 1830, il démissionna et mourut à Angers, le 4 juin 1848. (Voir au 5^e volume leurs états de service.)

(2) « Ce joueur de flageolet n'était pas un paysan mais un jeune Allemand, nommé Franck. » *Mémoire manuscrit de M^{me} de La Rochejaquelein*, p. 429, appartenant à M. le M^{re} de Chauvelin).

Rossignol et Ronsin se chargèrent de cette tâche; mais le représentant Philippeaux, qui ne voyait pas sous le même aspect les événements de la Vendée, ne voulut pas laisser la Convention en erreur, et, le 22 septembre 1793, il écrivait au Comité de Salut public : « Le général Rossignol, qui, depuis un mois, accuse à la Convention de prétendues victoires obtenues par sa vigilante bravoure, tandis qu'il n'est pas sorti de sa baignoire ou de son lit, n'a dirigé dans le fait que des mouvements désastreux (1). »

Comme si une pareille incurie révolutionnaire, mise en regard des efforts royalistes, ne devait pas encore porter la conviction dans l'esprit prévenu des membres du Comité, Philippeaux continuait ainsi sa dénonciation :

« Vous voyez, citoyens collègues, le mal et ses causes. Nous n'accusons pas directement Rossignol d'une perfidie caractérisée; mais Ronsin, qui dirige en maître absolu tous les mouvements militaires, peut encourir ce reproche, et il nous semble qu'un homme sans expérience, sans la moindre notion du commandement, qui ne désespère pas de sa chambre depuis son retour de Paris, et que le premier intrigant fait mouvoir dans tous les sens possibles, fera périr la République s'il continue à être dépositaire de sa destinée. »

Et pour pallier tant de défaites, Barère, laissant à son imagination le soin de grossir, au delà de toute mesure, l'armée catholique et royale, s'écriait à la séance de la Convention, le 25 septembre 1793 : « Les réquisitions ont produit dans la Vendée une armée fabuleuse, à laquelle la postérité aura peine à croire. Elle est de quatre cent mille hommes et s'est formée en vingt-quatre heures. » L'exagération du chiffre est palpable; mais cette exagération même est la preuve de l'effroi que ressentit la Convention.

Dans toutes les paroisses de la Vendée, des *Te Deum* d'actions de grâces furent chantés pour remercier le ciel de cette triple

(1) Rossignol (Jean-Antoine), né à Paris en 1759, était un simple orfèvre de la rue Saint-Antoine. La prise de la Bastille, à laquelle il eut une part importante, le rendit tout à coup célèbre. La Convention en fit le général en chef de l'armée des côtes de La Rochelle; mais le décret, en lui conférant ce titre, ne lui donnait point la capacité nécessaire. Arrêté en 1795, il fut enfermé au fort de Ham. Il fut enfin transféré aux îles Seychelles, où il mourut en 1802.

victoire. Au fond de leur prison du Temple, les augustes captives qui, en face de l'échafaud de Louis XVI, n'attendaient que la mort pour mettre un terme aux tortures dont on accablait leur patience, madame Élisabeth et madame Royale, apprenaient les exploits de leurs défenseurs. Des municipaux, moins farouches que les affidés de Robespierre, leur révélaient l'insurrection de l'Ouest, son but et ses triomphes. Les dernières victoires retentissaient dans le Temple, et madame Élisabeth écrivait : « Les Nantais sont-ils à Orléans? »

Une pareille question, faite à la dérobée par une princesse de la maison de Bourbon, devenait la récompense de tant de prodiges ; mais cette dernière bataille, que l'entraînement seul fit livrer, était une faute irréparable. Elle laissait Bonchamps sans appui au moment où il lui était si facile de détruire les restes des Mayençais et la colonne de Canclaux qui les avait recueillis. Un courrier avait été envoyé à Bonchamps par Charette et Lescure. Ils le prévenaient de leur marche sur Saint-Fulgent, ils lui demandaient de suspendre ses opérations jusqu'à leur retour. Le courrier fut intercepté, et Bonchamps, comptant sur leur appui, attaqua, le dimanche 22 septembre, près du château de La Galissonnière, l'armée de Canclaux qui, à huit heures du matin, opérait son mouvement de retraite sur Nantes.

Bonchamps et Lyrot n'ont avec eux que sept mille hommes ; Canclaux commande à plus de quinze. Malgré la disproportion des forces, Bonchamps, repoussé quatre fois, revient quatre fois à la charge. Il enlève même à Canclaux ses bagages et la meilleure partie de son artillerie. Les Bleus succombaient tous dans cette plaine, si Charette et Lescure, par leur absence imprévue, n'eussent amorti ce coup, qui, pour la République, était le plus funeste et le dernier peut-être. Le feu durait depuis huit heures ; et, pour soutenir ses volontaires dans cette lutte inégale par le nombre, mais à laquelle le génie de Bonchamps communique une force supérieure, le général royaliste annonçait à chaque instant l'arrivée de la Grande Armée. Elle était attendue pour prendre en queue les Mayençais et la colonne de Canclaux. La Grande Armée ne vint pas.

Au milieu du combat, des paysans de la division de Lyrot aperçoivent, dans cinq chariots d'ambulance, des blessés qui appartiennent au 93^e de ligne. Ils se précipitent sur eux et les égorgent. Bonchamps accourt sur ce théâtre de massacre. « Arrêtez, s'écrie-t-il, que faites-vous, misérables? — Ce sont eux, vocifèrent les paysans, qui ont détruit nos moissons, brûlé nos métairies et massacré nos femmes. » A ces paroles de vengeance, Bonchamps répond : « Dieu, mes enfants, a pardonné à ses bourreaux. Comme lui, ne voulez-vous pas pardonner aux vôtres? » Le massacre cessa à l'instant même.

Après ces soixante heures victorieusement employées, la Vendée n'avait encore rien fait. Elle n'avait pu se couvrir que d'une gloire vouée à la stérilité, car ce n'était point par des batailles que l'insurrection devait triompher. Il fallait se borner à une attitude de partisans, et préférer à des exploits moins brillants, mais plus sûrs, la tactique adoptée par Charette.

Les royalistes usaient ainsi successivement les armées envoyées contre eux; mais l'art de la guerre, dans l'Ouest, n'avait encore reçu aucun développement. Il résidait tout entier dans les ressources et le talent improvisés de quelques jeunes gens et dans la bravoure des insurgés. Ce talent des chefs de l'armée royale, auquel les faits eux-mêmes rendent hommage, est encore attesté par le général Jomini, homme de la Révolution et l'un des plus habiles tacticiens de son siècle. « Bonchamps et d'Elbée, dit-il (ch. xix, p. 404), triomphèrent à Beaupréau, à Thouars, à Saumur, par des combinaisons que les plus grands capitaines ne désavoueraient point. » Il était donc naturel que tous se laissassent entraîner à des opérations que leurs éclatants succès égitimaient : ils livrèrent ou acceptèrent des batailles. Il eût été plus politique de se les interdire. Les grandes victoires font marcher rapidement un parti naissant; mais les grandes défaites compromettent jusqu'à son existence.

La Vendée était un pays trop petit pour former seule une puissance militaire. Elle aurait dû tout sacrifier, jusqu'à la gloire, pour conserver ce berceau de la force monarchique qui allait se former, et qui ne tarda pas à se former, en effet, dans la

Bretagne et dans la Normandie. Réduite à ses propres ressources, la Vendée devait succomber, à la longue, dans cet incessant conflit, avec des forces qui, à une moralité militaire poussée à un très haut degré, joignaient la discipline, l'instruction et une proportion toujours suffisante de cavalerie et d'artillerie.

Ce que nous généralisons ici s'applique pourtant d'une admirable façon aux événements qui viennent d'être racontés. La Vendée avait remporté trois victoires, et des six Corps d'armée qui, il y a peu de jours, accouraient pour l'envahir, le plus redoutable était celui qui avait le moins souffert. Les Angevins de Bonchamps accusaient à haute voix Charette de les avoir cruellement abandonnés, lorsqu'eux étaient venus avec tant de générosité le secourir à Torfou. Bonchamps lui-même se montrait ulcéré; il soupçonnait Charette d'avoir cherché, au détriment des autres divisions, à dégager son propre territoire et à laisser aux prises avec l'Anjou ces Mayençais, qui, naguère encore, menaçaient les cantonnements du Bas-Poitou.

Cette faute, que Charette fit partager à Lescure, fut, évidemment contre les intentions des deux généraux, fatale à la Vendée. Elle amena de sourdes discordes, d'amères récriminations, au moment même où l'union était plus nécessaire que jamais. Une frivole question de partage du butin acquis dans les affaires où les armées avaient si heureusement combiné leurs efforts, fit éclater les germes d'inquiétude ou de rivalité qui travaillaient les esprits.

Après la triple bataille qui a commencé par la défaite de Kléber pour finir à celle de Mieskouski, Charette a établi ses cantonnements provisoires aux Herbiers; et, en son nom, La Robrie (1) vient

(1) Trois frères de ce nom combattirent dans les rangs royalistes :

Joseph, né en 1770 et aide-de-camp de Charette, fut envoyé en Angleterre où le C^{te} d'Artois le nomma lieutenant-colonel et chevalier de Saint-Louis. Il fut tué au printemps de 1795, comme il débarquait en Vendée.

Hyacinthe, né en 1771, faisait aussi partie de l'armée de Charette comme major général. Il se distingua à la défense de Noirmoutier et fut arrêté le 6 avril 1796. Accusé d'avoir livré Charette, il n'eut pas de peine à se défendre d'un pareil soupçon. Il fut décoré par Charles X, de l'ordre de Saint-Louis et fut trouvé mort à Saint-Colombin, près Nantes, à l'époque des soulèvements de 1832. (Voir pour celui-ci le 5^e volume.)

Prudent commandait en chef la cavalerie de Charette. Il fut blessé au village de La Thébaudière près des Essarts, en décembre 1795, et mourut au village de Saligny.

à Châtillon réclamer la part des munitions et des assignats sur laquelle l'armée du Bas-Poitou peut avoir des droits. Cette demande était juste. Lescure y satisfait. Mais l'artillerie et les ambulances avaient été déjà transférées à Mortagne, afin de les mettre à l'abri d'un coup de main. Les Angevins, depuis longtemps sans vêtements et sans chaussures, s'étaient distribués, sans l'autorisation de leurs chefs, les effets d'équipement. La Robrie propose à Lescure, au nom de Charette, d'agir de concert avec lui et de combiner leurs forces pour achever la délivrance du pays. Lescure croyait prudent de marcher d'abord sur La Châtaigneraie. Charette trace un autre plan ; il désire qu'on attaque par Chantonay. Lescure se hâte d'écrire au général poitevin que, malgré des projets antérieurs, ses officiers et lui s'empressent de déférer à l'avis qu'il émet. Il fut convenu que, le surlendemain, les deux corps d'armée se réuniraient aux Herbiers.

Le lendemain, Charette arrive à Mortagne, réclamant toujours le partage du butin fait à Saint-Fulgent. En l'absence de Donnissan, qui commandait en cette ville, Marigny a laissé les paysans se partager une certaine quantité d'habits et de souliers. Charette est mécontent, il le fait entendre ; ses soldats se plaignent avec aigreur. De funestes préventions, excitées par d'habiles émissaires de la Révolution, se font jour dans les esprits. Charette craint de voir ses divisions sacrifiées à l'intérêt de la grande armée ; il sort brusquement de Mortagne, et, au lieu de se rendre aux Herbiers, où Lescure doit le rejoindre, il rentre dans ses anciens cantonnements de Légé. Cette infraction à la parole jurée, fruit d'une irritation ou d'une défiance coupables, mais que déjà Savin, Chouppes, La Cathelinière et Joly, agités par les mêmes passions, ont commise en rentrant sur leur territoire, cette infraction détruisit tous les plans. Elle isolait les chefs ; elle les plaçait dans l'alternative d'être écrasés les uns après les autres, ou de n'obtenir que des avantages partiels, insuffisants, par conséquent, pour contre-balancer les désastres. Elle donnait gain de cause à la Révolution : la Révolution sut en profiter.

Il était sans doute difficile de faire vivre longtemps en bonne intelligence des hommes qui, obéissant volontairement, avaient

des mœurs si différentes et des passions locales si opposées ; mais tous tendaient au même but, tous étaient énergiques et fidèles : tous auraient dû se montrer sans ambition personnelle. C'était aux chefs qu'il appartenait de calmer ou d'étouffer ces rivalités naissantes, dont ils devaient, par prescience ou par calcul, sentir la portée. Quand on veut réussir, en révolution, c'est par l'abnégation, encore plus que par le génie, qu'il faut procéder : les individualités ne sont rien au moment où la force est tout. La plupart des chefs vendéens ne s'écartaient pas de ce principe, dont ils étaient à même d'apprécier la justesse. Bonchamps, Lescure et La Rochejaquelein avaient déjà fait à leur cause de grands sacrifices d'amour-propre ; mais, à côté d'eux ou au-dessous d'eux, tout le monde ne prenait pas modèle sur un pareil désintéressement. Ce fut donc plutôt contre ces ambitions vulgaires et ces vanités individuelles que contre les armées de la Convention que la Vendée échoua.

La retraite des Herbiers, que Charette opéra d'une si malencontreuse façon, sauva sa division, mais elle exposa la Grande Armée ; elle laissa les Bleus maîtres d'une partie du territoire conquis. Dès le 26 septembre, ils y rentrèrent, ayant pour avant-garde les Mayençais. Bonchamps prévoyait cette invasion ; il chercha à s'y opposer ; il demanda des secours à Charette et à Lescure. Charette répondit en transmettant au général angevin la délibération de son Conseil de guerre.

Cette délibération dit que désormais chaque chef pourra agir isolément pour la défense de son territoire.

Lescure avait en face de lui Westermann, brûlant de réparer sa honteuse défaite. Bonchamps est donc réduit à ses propres forces. Cependant il sent la nécessité d'arrêter les ennemis par une vigoureuse démonstration. Avec sept mille hommes il va seul à leur rencontre à Saint-Symphorien. Kléber l'y attend. On se bat pendant deux heures, mais la supériorité du nombre décide l'affaire, Bonchamps est obligé de se retirer avec perte.

Le lendemain de ce combat, Canclaux, le général en chef dont les plans ont fait naître tant d'objections dans les Conseils de guerre de Saumur, Aubert-Dubayet, Grouchy, Salomon, Turreau,

Menou, Burac, Gauvilliers, Mieskouski, Beffroy et Nouvion, sont révoqués ou suspendus de leur commandement. Canclaux se hâte de se conformer à l'ordre du Comité de Salut public. « Le génie de la Liberté, écrit-il aux représentants en mission, m'avait sans doute inspiré le projet de cette marche en avant qui a déjoué ceux de l'ennemi, et dont le succès a dû arrêter l'effort des autres colonnes. Je lui rends grâces, à ce génie conservateur qui m'a soutenu jusqu'au bout de ma carrière. Puisse-t-il en guider d'autres ! Je n'ai plus de droit qu'à former ce vœu, qui est bien dans mon cœur ; et, venant de recevoir ma lettre de rappel, je me retire avec la soumission d'un républicain qui ne sert sa patrie que quand et comme elle veut. »

L'armée de Mayence aimait Canclaux ; elle adorait Dubayet, quoiqu'ils fussent ou parce qu'ils étaient gentilshommes. Ces troupes avaient assez fait ; elles devaient même encore assez faire dans l'intérêt de la République, pour que la République leur conservât les chefs auxquels elles avaient accordé confiance. Le Comité de Salut public, habitué qu'il est à tout voir s'incliner devant sa volonté de fer, ne cassera pas, pour complaire à des soldats, un arrêté que les passions personnelles de la majorité de ses membres ont inspiré. Les Mayençais, dont on a suspecté la ferveur républicaine tandis qu'ils traversaient la France, n'ignorent pas le résultat, déjà certain pour eux, de leurs prières.

Mus par une pensée d'égoïste calcul ou par un grand sentiment de patriotisme, ils envoient une députation de huit grenadiers aux officiers royalistes cantonnés à Saint-Fulgent. La veille de la bataille de Torfou, Lescure lui-même avait reçu des propositions de ce Corps d'armée ; elles sont encore les mêmes. Bonchamps et Charette avaient eu connaissance des ouvertures faites à Lescure. Ils étaient d'avis d'accepter l'offre des Mayençais et de leur accorder tout ce qu'ils demandaient pour arborer la cocarde blanche. D'Elbée n'avait pas partagé leur avis, et il alléguait pour raison « qu'il ne fallait pas promettre ce que vraisemblablement on ne pourrait tenir, ce qu'en conscience on savait ne pouvoir tenir. » La négociation en était restée là. Au moment où on les séparait de leurs généraux, les Mayençais se croient

en droit de la reprendre. Ils demandent qu'on leur garantisse une solde régulière de sept sous par jour, et qu'une somme de 400 000 livres soit mise à leur disposition. A ces deux conditions, ils s'engagent sur l'honneur à passer tous au service de la cause royale (1). Desessarts, qui commandait le camp de Saint-Fulgent, comprend tous les avantages moraux et matériels de cette transaction, beaucoup plus fréquente dans l'histoire secrète des révolutions qu'on ne serait tenté de le supposer du rigorisme affecté de leurs héros. Il adresse un courrier à Beauvillier, intendant général de l'armée. Beauvillier était par malheur à Châtillon. Il communique cette dépêche au Conseil supérieur; il propose de suite de faire monnayer les vases sacrés et l'argenterie des églises pour satisfaire aux exigences des républicains.

Cette proposition fut rejetée comme sacrilège. C'était une première erreur. L'abbé Bernier et le Bénédictin Jagault, qui, en hommes sensés, ne la partagèrent pas, offrirent de livrer tout l'argent des caisses royales, et de prendre, au nom du souverain, des engagements pour le reste de la dette que l'on contracterait envers les Mayençais. Cet avis fut débattu par les avocats. Ils discutèrent afin de savoir si les engagements au nom du roi n'entraînaient pas engagements personnels pour eux-mêmes; et, lorsqu'il fallait acheter en secret ou démasquer publiquement ceux qui cherchaient à se vendre, le Conseil, se laissant influencer par des craintes chimériques, n'avait pas encore donné de solutions à ces difficultés de forme, au moment où le général Léchelle, ancien maître d'armes et successeur de Canclaux, arrivait dans les murs de Nantes, accompagné de Prieur (de la Marne) et de Hentz, commissaire de la Convention.

On était dans les premiers jours d'octobre 1793. Le Conseil

(1) Il y a ici une remarque à faire et elle n'est pas à l'avantage de la Révolution. C'est que partout où un révolutionnaire a été en position de se vendre, il s'est laissé marchander et quelquefois même payer. Mirabeau, le célèbre orateur de la Constituante, s'est mis aux gages de la cour; Danton a été pensionné par les ministres royalistes de Louis XVI, et Westermann, le confident de Dumouriez, a été, ainsi que son patron, leur agent le plus actif. La plupart des révolutionnaires, soit dans les armées, soit à la Convention, soit au club des Jacobins, Marat lui-même, ont demandé à se faire acheter avant de se poser en ennemis déclarés de la monarchie. C'était de tradition chez les républicains, et ce sont sans aucun doute ces exemples qui poussèrent les Mayençais dans la voie où nous les trouvons. (*Note des premières éditions.*)

supérieur délibéra si longtemps, que les Mayençais, poussés par les événements, se trouvèrent sur d'autres points, et qu'ils ne songèrent plus à leurs propositions que pour en faire expier l'impolitique refus.

Un nouveau plan de campagne est arrêté, le 2 octobre, à Saurmur, dans une réunion de généraux républicains et de membres de la Convention. Le Comité de Salut public l'a approuvé.

Les conventionnels Hentz et Prieur sont chargés de le faire exécuter. Ils débutent en Vendée par une proclamation. La République avait besoin de toute l'énergie de ses partisans; pour stimuler cette énergie, le Comité de Salut public ne craignit pas de flétrir la gloire de Canclaux et de cet Aubert-Dubayet, le héros de Mayence.

« Soldats républicains, disaient Hentz et Prieur dans cette proclamation, datée de Nantes, le 9 octobre 1793, seize cent mille Français sont en ce moment sous les armes; ils exercent la vengeance nationale sur les deux villes rebelles de Lyon et de Toulon; ils sont en marche pour chasser les rois et leurs vils esclaves du sol de la République. Votre tâche est de purger la Vendée d'une horde de Brigands qui la désolent.

» Les deux armées, des côtes de La Rochelle et de Brest, n'avaient pas l'unité nécessaire dans leur direction, parce qu'elles étaient conduites chacune par un général en chef séparé, dont les vues se croisaient quelquefois. Cet ordre de choses n'a pas encore présenté à l'ennemi une masse de forces suffisante, et nos armes n'ont pas toujours été heureuses.

» Mais la Convention nationale, dont vous fixez sans cesse l'attention et l'intérêt, vient de faire cesser cet inconvénient. Elle a décrété qu'un général en chef commandera tous les soldats qui combattent dans la Vendée, et cette armée sera appelée *Armée de l'Ouest*.

» Le souvenir des La Fayette, des Dumouriez, des Custine, qui, pour mieux voiler leur trahison, ont signalé les commencements de leur carrière par des victoires, donne à la nation de justes inquiétudes sur les hommes d'une caste qui a soulevé l'Europe contre nous, et qui grossit les bataillons de nos ennemis. Il n'y

en a plus à la tête de nos armées : Canclaux et Dubayet, ci-devant nobles, sont rappelés. Léchelle, homme du peuple, ancien soldat, est votre général en chef.

» Soldats ! un homme n'est rien, la République est tout : vous n'êtes pas l'armée d'un général, mais l'armée de la République : vous n'appartenez à personne, vous n'obéissez qu'à la loi. Ce ne sont pas les généraux qui, jusqu'ici, ont remporté les victoires ; c'est votre audace, c'est votre seule bravoure.

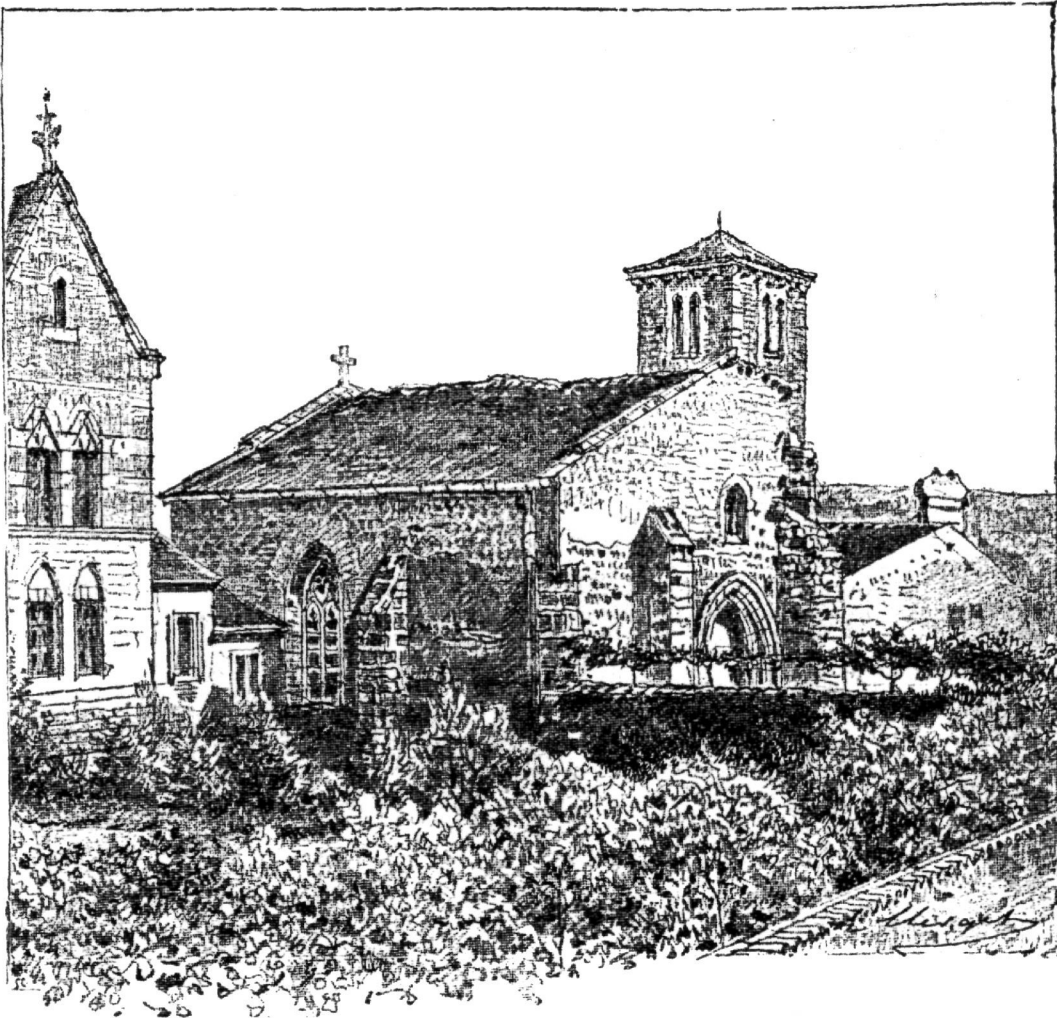
» La guerre a formé des républicains ; nous pouvons nous passer des nobles, dont la plupart n'étaient que des conspirateurs. Tout a les yeux sur vous ; les représentants du peuple sont là ; les traîtres sont livrés à la justice, les ignorants sont éloignés, les intrigants sont connus et chassés. »

Afin de faire exécuter ce plan dans toute sa rigueur, Léchelle assemble lui-même, à Nantes, un Conseil de guerre, où Canclaux est invité à se rendre. Canclaux possède une parfaite connaissance de la tactique vendéenne. Son coup d'œil a pu, sur le champ de bataille et dans les mouvements stratégiques, percer le secret des succès et des fautes de chaque parti ; mais cette destitution à laquelle il ne peut s'attendre, a droit de froisser son orgueil. Canclaux, pourtant, sacrifiant à l'intérêt général ou à la peur ses justes ressentiments, initie l'inexpérience de Léchelle aux combinaisons qu'il a préparées lui-même. Après cet acte d'un désintéressement qui n'est peut-être pas assez apprécié, il fut décidé, sur la proposition du général destitué, que, le 7 octobre, les colonnes républicaines de Fontenay, de Thouars et de Saurmur se porteraient à Bressuire, pour pénétrer ensemble par Châtillon dans le cœur de la Vendée.

Le vieux Chalbos est parti de Fontenay avec sa division. Il ramasse sur sa route les bataillons épars ; il marche à travers le Bocage, répandant partout la terreur et l'incendie. Le château de Puy-Guyon, propriété de Lescure, se trouve sur son passage (1).

(1) Puy-Guyon, sur la rive droite de la Sèvre-Nantaise, paroisse de Corizay, était un vieux château dont il ne reste plus que des ruines. De ce château dépendait Notre-Dame de Beauchêne, que M. le M^{re} de La Rochejaquelein a donné à l'évêché de Poitiers. Voir les *Pèlerinages français de la Sainte Vierge*, p. 440.

Puy-Guyon est livré aux flammes. Lescure part de son camp de Saint-Sauveur pour se replier sur Châtillon; mais il n'a que trois mille hommes à sa disposition. Les paysans des environs de



NOTRE-DAME DE BEAUCHÈNE

Bressuire et de Cerisay tâchent de préserver du feu ou de la mort leurs familles et leurs bestiaux. Avec d'aussi faibles troupes, Lescure sent qu'il lui est impossible de résister. Il réclame des secours. La Rochejaquelein, toujours souffrant de sa blessure et qui n'a pu assister à la bataille de Torfou, répond à la voix de son ami. Stofflet accourt, lui aussi; mais Bonchamps, d'Elbée, Talmont et Donnissan sont tenus ou vont être tenus en échec par de nouvelles troupes.

Le danger était pressant. La Rochejaquelein, Stofflet et Lescure ne prennent plus conseil que de leur courage. Il faut arrêter ces masses républicaines ou s'ensevelir dans un dernier triomphe. Ils n'ont que six mille Vendéens campés au Moulin-aux-Chèvres, près des Aubiers, et deux ou trois cents hommes de cavalerie sous les ordres de Beaurepaire (1). C'est leur seule ressource. Le 8 octobre, Chalbos attaque les royalistes; Chalbos, après une charge brillante, est repoussé par Lescure.

Dans cette charge, le général Chambon expire au cri de : « Vive la République ! » Le centre, la droite et la gauche de Chalbos sont rompus ou ébranlés. Les tirailleurs vendéens commencent à crier victoire et à poursuivre les fuyards. Tout à coup, Westermann et les grenadiers de la Convention paraissent sur le champ de bataille. Westermann a épié ce moment, que son expérience de la Vendée lui faisait prévoir. Il tombe sur les Blancs et les disperse. Chalbos, de son côté, a repris l'offensive. Lescure, Stofflet et La Rochejaquelein veulent en vain rétablir l'équilibre. Lescure est blessé, du Rivault reçoit une balle dans la poitrine. Stofflet est assailli par trois chasseurs, qu'il tue; mais tous ces efforts ne ralentissent pas les succès de Westermann, qui entre à Châtillon, le même jour, après avoir vu fuir une seconde fois devant lui le Conseil supérieur.

Lescure n'a plus d'armée. Ses soldats sont dispersés dans les campagnes, ou périssent sous la baïonnette des Bleus, qui, afin d'annoncer leur victoire, saccagent les Aubiers, Rorthais, Nueil, Saint-Aubin et toutes les paroisses voisines. A cette nouvelle, Bonchamps et d'Elbée, oubliant les dangers qui les menacent, volent au secours de Lescure avec la Grande Armée, dont ils sont parvenus à reformer les cadres à Cholet. Les officiers blessés marchent eux-mêmes à l'avant-garde, où l'on voit Bonchamps, La Rochejaquelein, La Bouère, Beauvais et Duchaffault (2), tous le bras en écharpe. C'était le 9 octobre.

(1) Beaurepaire est le même que Piet de Beaurepaire dont nous avons parlé plus haut. Voir p. 134.)

(2) Duchaffault (Alexis-Gilbert) était officier de marine et quatrième fils de François-Sylvestre, C^{te} Duchaffault, seigneur de La Sénardière, près Montaigu. Veuf d'une demoiselle

Les postes de Westermann sont surpris et égorgés. Ses colonnes essayent de se ranger en ligne. L'impétuosité vendéenne ne leur en laisse pas le temps. L'adjutant-général César Faucher (de La Réole) tombe, atteint de dix coups de sabre sur la tête et d'une balle dans la poitrine. Ses soldats l'enlèvent mourant. Le frère de Camille Desmoulins, qui servait, avant la Révolution, dans le régiment de Royal-Roussillon-cavalerie, est fait prisonnier. Son nom devient pour lui un arrêt de mort. Il est fusillé sur place. Mais les paysans s'acharnent toujours sur les Bleus. On les massacre aux portes mêmes de la ville. Westermann fuit avec les débris qu'il peut entraîner; il abandonne vingt-cinq pièces d'artillerie, ses vivres, ses bagages et cinquante mille livres de poudre, et les vainqueurs pénètrent dans Châtillon, après un combat qui ne fut qu'une déroute.

Ils avaient longtemps marché sous le soleil, longtemps souffert de la faim et de la soif; ils se jettent sur les vivres et sur les liqueurs de Westermann. Ils boivent, ils mangent avec une funeste précipitation; bientôt, plongés dans l'ivresse, ils s'endorment. Mais emportés par le désir de poursuivre et de prendre Westermann, des Vendéens, conduits par Beaurepaire et par Legeay, se montrent sur la route de Bressuire. Westermann les voit si peu nombreux qu'il s'arrête pour les repousser. Au même moment, il rencontre Chalbos accourant à son aide. Il lui présente son sabre. « Tout le monde m'abandonne, dit-il écumant de rage; je ne veux plus servir avec des lâches. » Ces paroles font rougir les Bleus de honte; ils jurent qu'ils ne reculeront plus. « Eh bien! s'écrie Westermann, retournez mourir avec moi à Châtillon. » Il choisit une centaine de hussards ivres comme lui de sang, de vin et de poudre; il leur impose à chacun un grenadier en croupe, culbute en passant Beaurepaire et Legeay qui poursuivaient les révolutionnaires, franchit le pont du Gué-Paillard, dont personne ne défendait l'approche, taille en pièce les avant-postes, et, au cri trompeur de : « Vive le roi! » il s'élance au galop dans les rues de Châtillon.

Marin de La Guignardière, il fut ordonné prêtre en 1803, puis il devint curé de La Guyonnière en Vendée. Il mourut à Nantes, le 9 juin 1822.

La division conduite par Chalbos le suit de près. Il est onze heures du soir, tout dort dans la ville. Westermann commence par mettre le feu aux premières habitations, puis il enjoint de tout massacrer sans pitié. Les royalistes sont sortis de leur fatal sommeil. Les uns tuent, les autres égorgent. On lutte corps à corps dans les rues; on combat dans les maisons; la voix des chefs n'est pas plus reconnue que la couleur des cocardes; il n'y a plus de Bleus, plus de Blancs, plus de chefs, plus de soldats. Dans Châtillon, livré à toutes les horreurs, il n'y a que des ennemis qui se déchirent, que des frères peut-être qui se mutilent dans les ténèbres de la nuit. Talmont, surpris au milieu de son sommeil, descend l'escalier de la maison qu'il habite. Les husards, qui montaient le même escalier, renversent le prince sans lui faire aucun mal, et assassinent la maîtresse de la maison et sa fille qui étaient révolutionnaires. Henri, Lescure, Talmont, Bonchamps et d'Elbée, au milieu du sac de cette ville enlevée sans assaut, veulent rallier des soldats, afin de former un noyau; ils ne voient que des républicains qui les attaquent, que des royalistes qui les frappent ou sont frappés par eux.

Le sang ruisselle au milieu de ces rues montueuses et étroites. Le feu grandit, et, à travers cet épouvantable désordre où trente mille royalistes se battent contre quelques milliers de républicains, c'est à peine si la prévoyance de Beauvais, de Soyer et de Legcay a le temps d'arracher au désastre la division de Chemillé.

Ce fut une horrible nuit. Westermann la rend encore plus horrible : il s'élançe à la poursuite de l'état-major, brûle sous ses yeux le village du Temple, revient à Châtillon évacué enfin par les deux partis; mais, n'y trouvant plus que des cadavres, il met pied à terre, il achève de piller les maisons et de les incendier après. Au point du jour, il sort de la ville saccagée en hurlant la *Marseillaise*.

Six heures ne s'étaient pas écoulées que le lendemain, 10 octobre, les Vendéens se dirigeaient sur Châtillon pour tirer vengeance de cet affront. A la vue de ces ruines encore fumantes et si rapidement accumulées sur des milliers de cadavres, ils

s'arrêtèrent stupéfaits. Personne n'osa pénétrer au milieu des décombres ; tous se retirèrent en pleurant.

La crise était arrivée. L'armée de Luçon et les Mayençais menaçaient Cholet et Mortagne. Une victoire, comme celle de Torfou, pouvait seule délivrer la Vendée ; mais il fallait que Charette attaquât les Bleus en flanc ou sur leurs derrières. Il le fallait dans l'intérêt général. Les chefs de l'armée le sollicitent et le conjurent. On lui dépêche courriers sur courriers afin que, de concert avec l'armée, il vienne opposer une digue au torrent. Charette ne répond point, et il marche sur Noirmoutier, s'éloignant encore davantage du théâtre de la guerre.

Les communications étaient difficiles. Charette n'a pas dû recevoir les messages de ses compagnons d'armes. Lui-même l'a souvent déclaré ; et ces courriers, enlevés par les Bleus, n'ont jamais reparu, ce qui excuse le général. Il faut admettre, comme point historique, qu'il ne connaissait pas la position désespérée des royalistes, mais son esprit militaire était assez perspicace pour pressentir le coup qui allait être porté ; il était donc de son devoir de venir, même sans être appelé, tenter une diversion. Il devait s'opposer aux Mayençais, s'avancant sur Mortagne pour renforcer les autres corps d'opération. Ces reproches, que l'on adresse à sa mémoire, ont été sans doute bien effacés par ses triomphes, par ses glorieuses défaites et par sa mort ; néanmoins, il faut qu'ils soient consignés dans les annales de la Vendée comme une expiation, comme un souvenir ou comme une leçon.

A partir du 14 octobre, l'armée se recrute d'heure en heure de tous les paysans que l'incendie ou la terreur a chassés de leurs métairies. Ses camps s'ouvrent, avec un triste sentiment d'hospitalité, aux femmes, aux vieillards et aux enfants que les divisions ennemies, se rapprochant du centre, ont poussés devant elles. Ces troupeaux de chrétiens, sans asile, arrivent, propageant l'effroi qui les domine et le désir de la vengeance qui respire même sur leurs visages baignés de larmes. L'armée couvre Cholet. Cholet est devenu pour elle le rempart de la Vendée. C'est là qu'affluent tous les hommes en état de faire le

coup de feu. Royrand lui-même abandonne ses quartiers du Bas-Poitou, harcelé, poursuivi, battu par les colonnes républicaines.

Le 14, le général en chef Léchelle, l'*homme du peuple*, ainsi que l'ont surnommé Hentz et Prieur, est avec les généraux sous ses ordres et le représentant Merlin; il veut interroger Kléber et lui demander compte de la situation. Il balbutie, il confond tout. A une révélation aussi complète de cette incapacité civile, Merlin (de Thionville) jette un regard d'intelligence aux généraux, et il dit : « En vérité, on croirait que le Comité de Salut public a pris à tâche de nous envoyer ce qu'il y a de plus ignorant dans l'armée. » Pendant cette conférence, un courrier arrive et remet à Merlin des dépêches. Après les avoir parcourues, Merlin s'écrie : « L'île de Noirmoutier est au pouvoir de Charette. » Léchelle, qui a entendu sans comprendre, demande : « Noirmoutier, qu'est-ce que cela? dites-le; où cela est-il situé? » Il venait d'avoir le commandement des côtes de La Rochelle, et il ignorait où se trouvait Noirmoutier! C'était un digne général révolutionnaire.

Léchelle, pourtant, que Kléber essaye d'instruire, s'entoure des divisions qui n'ont sur leur route rencontré aucun obstacle; il enjoint à l'armée de Luçon, soutenue par les Mayençais, de marcher sur Cholet. A cet ordre, ces corps s'ébranlent. Le 15, Lescure, campé au château de La Tremblaye (1), est averti; il monte sur un tertre et découvre, à vingt pas de lui, un bataillon ennemi. « En avant! » s'écrie-t-il. A peine a-t-il prononcé ce mot, qu'une balle le frappe au sourcil gauche et sort derrière l'oreille. Il tombe. Les paysans, qui ont entendu son commandement, s'élancent, passent sur son corps et courent aux Bleus. Le jeune Beauvollier, Renou et Bontemps, le fidèle domestique du général, l'arrachent tout sanglant de ce funeste champ de bataille et le transportent à Beaupréau. Le combat continue cependant. Bard et Marceau ont pris de savantes dispositions; mais les royalistes, qui n'ignorent pas que Lescure est blessé, veulent venger leur chef. Ils ne cèdent même pas le terrain

(1) Il y a dans le Bocage plusieurs châteaux de ce nom: un dans la paroisse du Pin, canton de Cerizay, un autre près de Doué-la-Fontaine; celui dont il est ici question est sur la paroisse de Saint-Christophe, entre Mortagne et Cholet.

devant une charge de Mayençais que Beaupuy conduit. L'adjudant-général Besson, Tyran, chef d'escadron des chasseurs de Cassel, perdent la vie. Le général Labruyère a le corps traversé de deux balles; il reçoit vingt et un coups de baïonnette, et ne se retire que lorsque Marceau crie à ses soldats de l'enlever. Ce combat n'est que le prélude d'une bataille plus décisive.

Au moment de voir jouer l'avenir de la monarchie sur les chances hasardeuses d'un engagement, le général Bonchamps, dont l'idée fixe, depuis les premiers jours de l'insurrection, a été de soulever la Bretagne par le contact partiel de la Vendée, propose, dans une réunion des généraux, de passer sur la rive droite de la Loire; il désire qu'on appelle aux armes une province dans laquelle La Rouërie a jeté tant de ferments de haine contre la Révolution, et qui a déjà fourni à la Grande Armée son contingent de sacrifices et de courage. En tout état de cause, Bonchamps exige qu'on s'assure du passage de la Loire. Un revers est à craindre; ce revers peut tout compromettre. Officier aussi habile que soldat dévoué, dans ce dernier conseil auquel il assiste, il répond à toutes les objections de d'Elbée, dont il n'approuve pas les plans. « Les ennemis ont enfin appris le secret de la victoire, disait-il, puisqu'ils forment des masses pour nous accabler. »

Sur l'avis de Bonchamps, avis qui était une dernière mais impolitique ressource, car il permettait à la Vendée une arrière-pensée de salut, — et en guerre civile, il y a des instants où il ne faut pas même laisser une espérance pour obtenir du désespoir les miracles que la valeur refuse; — sur cet avis, le prince de Talmont, les chevaliers Duhoux et de Turpin, avec un Corps de quatre mille Angevins et Bretons, sont détachés pour ouvrir le passage de la Loire à Saint-Florent, et le maintenir libre de l'autre côté du fleuve à Varades. A la tête de trois autres compagnies bretonnes, d'Autichamp occupe lui-même Saint-Florent-le-Vieil depuis quelques jours.

Mais, dans ce Conseil de guerre, où manque déjà l'un des généraux les plus aimés de la Vendée, il s'élève une question de vie ou de mort. La Rochejaquelein et Stofflet veulent qu'on tire avan-

tage de la position en amphithéâtre de Cholet, pour se défendre là, ou pour mourir dans un généreux effort. Les autres chefs adoptent cet avis.

La masse de l'armée en avait autrement décidé. Sans ordre, elle se repliait sur Beaupréau; et de vieux Vendéens de ce temps-là le disent encore, ils avaient peur de cette agglomération de troupes républicaines accourues de tous les points à la fois. Le même jour arrive la division de Fontenay qui a été battue à Châtillon, mais qui, sous l'inspiration de Westermann, a su venger si cruellement sa défaite. Elle est conduite par les représentants du peuple, Bourbotte, Bellegrade et Fayau.

Les armées républicaines ont fait leur jonction. Elles avaient traversé le Bocage en y répandant partout l'incendie et la mort. Dans les *Mémoires relatifs à la Révolution française*, on lit de pénibles détails sur les excès commis à cette époque par les patriotes, et c'est au manuscrit d'un ancien administrateur militaire des armées révolutionnaires que nous les empruntons.

« Qu'il me soit permis, dit-il (p. 97), de peindre ici l'horreur qui régnait dans ces contrées, que j'ai parcourues immédiatement après le passage des soldats. Je ne vis pas un seul homme à Saint-Hermand, à Chantonay, aux Herbiers : quelques femmes avaient échappé au fer. Tout ce que je pus voir de maisons de campagne et de chaumières, sur la route et dans les bois riverains, était la proie des flammes. Le ciel était obscurci de fumée. Quantité de cadavres répandus çà et là commençaient à infecter l'air. Les troupeaux n'osaient approcher de leurs étables incendiées; les bœufs, les génisses, les taureaux égarés faisaient retentir l'air de leurs mugissements prolongés. J'étais surpris par la nuit; mais, loin que ses sombres voiles vinssent me dérober les ravages de la guerre, le reflet des incendies qui éclairaient ma marche incertaine me les reproduisait avec plus d'horreur. Au bêlement des troupeaux, au beuglement des taureaux, se joignaient le croassement des corbeaux et les hurlements des animaux carnassiers, qui, du sein de leurs retraites obscures, venaient dévorer les victimes éparses des combats. Enfin, j'aperçus dans le lointain, et dans la direction de la route que je tenais, une colonne de feu

qui grossissait à mesure que j'avancais. C'était Mortagne qui brûlait. Qu'on se fasse une idée, si l'on peut, du désastre de cette ville, où je ne trouvai que quelques femmes éplorées et occupées à retirer leurs effets du milieu des flammes. »

Enfin, le 17 octobre 1793 se leva sur la Vendée. Dès le point du jour, d'Elbée, La Rochejaquelein, Bonchamps, Stofflet, Donnissan, Royrand, Forestier avec sa cavalerie, Marigny, à la tête de son artillerie, se mettent en marche sur Cholet. Quarante mille hommes sont rassemblés autour d'eux. Ce jour-là, c'est pour les royalistes un jour de deuil éternel ou de victoire. Cernés de toutes parts, il faut qu'ils triomphent ou qu'ils meurent. Ils espèrent surprendre les Bleus, qui, forts de la supériorité du nombre et de leurs succès, ne s'attendent pas à être attaqués. Mais Léchelle, mais Beaupuy, qui a remplacé Kléber dans le commandement des Mayençais, car Kléber fait office de général en chef, sous le nom de Léchelle; mais les conventionnels Bourbotte, Fayau, Merlin, Choudieu, Thirion, Bellegrade, Turreau et Carrier, ont dicté à leurs différents Corps d'armée toutes les précautions imaginables. Léchelle va notifier l'ordre de marcher contre les Vendéens, quand tout à coup ceux-ci fondent avec rage sur les avant-postes. La générale bat et les républicains sont rangés en bataille au milieu de la lande de Bégrolle, sur une ligne formant un arc dont la ville de Cholet est le centre. Les extrémités de cette ligne s'appuient, à gauche, au château de La Treille; à droite, à celui de Boisgroleau.

La Rochejaquelein et Stofflet pressent le centre républicain, où Kléber, Marceau et Nattes leur tiennent tête. La division du général Muller, forte de quatre mille hommes, paraît sur le terrain. A la vue de ce qui se passe, cette division, saisie de frayeur, fait volte-face et se retire sur Cholet, sans vouloir participer à l'action. Bonchamps et d'Elbée s'élancent à la droite. Leurs volontaires courent au feu en colonne serrée comme de vieilles bandes. Les troupes qu'on leur oppose, et que Chalbos, Bard et Damas dirigent, sous les yeux de Carrier, sont enfoncées. Le général Bard est blessé. Carrier fuit en tremblant. Il s'arrête devant le front de la division de Kléber. En voyant le conventionnel

qui s'éloigne après avoir perdu son cheval et ses armes, Kléber s'écrie avec les aspérités alsaciennes de son langage : « Soldats, laissez passer le citoyen représentant, et rejetez-le sur les derrières; il tuera après la victoire. » Carrier se le tint pour dit, et les paysans s'égaillent pour assurer leur triomphe. Au centre, le choc de M. Henri et de Stofflet est si impétueux que d'abord, rien ne peut leur résister, et qu'ils pénètrent dans le faubourg de Cholet. Ils se sont déjà rendus maîtres de l'artillerie des républicains; ils l'ont même fait tourner contre eux. Le fatal *saute-qui-peut* retentissait dans leurs lignes frappées d'épouvante. La division des généraux Scherb et Vimeux, adossée au ravin de la petite rivière de la Moine, n'a pas été plus heureuse; elle est dispersée.

Soudain, le général Haxo (1), qui, avec Sainte-Suzanne, a le commandement de l'arrière-garde, change la face du combat. Il coupe entre Cholet et un ravin, se jette sur le flanc des royalistes, culbute, par cette manœuvre, les troupes de Stofflet, et, sur les canons qu'ils viennent de conquérir, il tue leurs nouveaux artilleurs. Le général Bard, dont le sang coule par trois blessures, saisit l'importance de la manœuvre que fait Haxo. Beaupuy se place au front de la cavalerie des Mayençais, et les grenadiers de Bloss, et les dragons de Bard fendent la ligne épaisse que les Vendéens ont formée. Le 109^e régiment de ligne perce, musique en tête, au milieu de la mêlée. Son attitude rend le courage aux Bleus. « Grenadiers, en avant! » s'écrie Bard, qui paye d'audace. « En avant! » répètent les républicains. La ligne des royalistes est rompue. Elle se reforme. Beaupuy commande une dernière charge contre cette masse de Vendéens, qui, pressée de tous côtés, tourbillonne, se désunit, se débande et revient un moment après plus compacte et plus audacieuse sous le feu. La cavalerie

(1) Haxo (Nicolas-François), né à Etival, près Saint-Dié, était fils d'un juge de Bruyères, élu commandant du 1^{er} bataillon des volontaires des Vosges au mois d'août 1794, il était, deux ans plus tard, général de brigade. Menacé d'être pris par les soldats de Charrette qui le surprirent aux Clouzeaux, près de La Roche-sur-Yon, il se brûla la cervelle. Son corps fut porté à Machecoul. La Convention lui vota une colonne commémorative qui devait être érigée au Panthéon et qui ne fut jamais placée. La rue qui porte son nom, à Belleville, est devenue tristement célèbre pendant la Commune.



MORT DE BONCHAMPS (D'après une gravure de la Bibliothèque nationale. Cabinet des estampes.)

de Beaupuy exécute le mouvement. Le sang coule sur tous les points. Dans ce moment de bataille universelle, un cri sort de quelques bouches. « A la Loire! vers la Loire! » entend-on dans les rangs où républicains et royalistes combattent avec un égal acharnement.

A la Loire! c'était la défaite, c'était la fuite.

Les généraux vendéens ont compris cet horrible vœu que leurs soldats ne formulaient sans doute pas, mais que des traîtres proféraient pour amener la confusion. Ces cris ont été entendus. Les Blancs se troublent. Les uns s'élancent vers Beaupréau, les autres se débandent. Mais il s'en trouva que rien ne put ébranler.

Bonchamps, d'Elbée et La Rochejaquelein unissent leurs efforts. Ils veulent, par un prodige, sauver l'armée ou s'ensevelir sous ses débris. Ils parcourent les rangs où la terreur et la mort ont laissé tant de vides. Leurs prières rassemblent quatre cents volontaires, bataillon sacré de cavaliers et de fantassins. La plupart de ces volontaires sont des hommes qui, même en Vendée, ont mérité d'être réputés braves. C'est Dupérat, Beaurepaire, Forêt, Desessarts, Legeay, Duchaffault, Renou, Beaugé, Soyer, de Royrand, Cadi, Allard, Genest, Picherit, Delaunay, Tonnelet, Mondyon, Tranquille, Vandangeon, de Brocourt, de Grellier, Loyseau, surnommé *Berryer*, parce qu'à la seconde bataille de Coron, il avait tué de sa main plus de vingt volontaires d'un bataillon du Berry; Barbot de La Trésorière, Chévigné, Guerry de La Vergne, Couty-Jousselin, Duchesne de Denant, Lusginan, Pardessus, Drouault, Rainbault, Mathurin Rochard et Jacques Marchais. Groupés autour de leurs trois généraux, ils s'élancent au cri de : « Mort aux républicains! » qui sort de toutes les bouches à la fois. Il était 8 heures du soir.

Rangs, drapeaux, chefs et soldats, tout est confondu. Le sang inonde la terre sur laquelle ils passent. Républicains et royalistes se fusillent à bout portant, tous, dans l'obscurité de la nuit, s'égorgent à coups de sabre ou de baïonnette. Le général Beaupuy a deux chevaux tués sous lui. Il est attaqué par Loyseau et dégagé par une charge de cavalerie. Le général Bloss est ajusté

par un Vendéen. Un autre paysan l'attaque à coups de sabre. Bloss, qui se défend avec sang-froid, va périr. Buquet, l'aide-de-camp de Kléber, relève le fusil avec son sabre et tue le royaliste. Target, Vernanges, Saint-Sauveur et Dubreton, officiers généraux des Mayençais, sont dangereusement blessés et n'en combattent qu'avec plus d'acharnement. Patris, le nouveau chef d'escadron des chasseurs de Cassel, est frappé à mort; Ageron, vieil officier qui a quarante ans de service, expire sous la baïonnette de Vandangeon (1). L'état-major seul de Kléber avait perdu quatorze chefs de brigade ou commandants. Mais le trépas n'épargnait pas plus les royalistes que les républicains. Le Vendéen La Roche-Courbon est blessé. Marchais, Rochard et Raimbault, trois paysans de La Poitevine, meurent percés de coups. Bonchamps et d'Elbée sont attaqués à leur tour. Ils se battent encore. Un coup de feu renverse l'un. Une balle traverse la poitrine de l'autre. Tous deux presque au même instant tombent sur les cadavres qu'ils ont amoncelés. Tous deux seraient restés parmi les morts, si Piron et Lyrot, qui arrivaient, mais quelques minutes trop tard, conduisant une nouvelle division, ne les eussent préservés de ce malheur. A cette vue, La Rochejaquelein brandit sur sa tête son sabre ensanglanté. « Mourons avec eux dans ces landes, s'écrie-t-il, mais ne reculons pas! » Bientôt entraîné lui-même, il ne peut ni revenir au combat, ni périr à côté de ses amis.

« Ainsi, dit Kléber dans son rapport, se termina cette sanglante et mémorable journée. L'ennemi perdit douze pièces de canon, dont plusieurs du calibre de douze. Jamais ils n'ont donné un combat si opiniâtre, si bien ordonné, mais qui leur fût en même temps si funeste. Les rebelles combattaient comme des tigres, et nos soldats comme des lions. »

La bataille était perdue. Les royalistes fuyaient vers Beaupréau; et, pour démoraliser jusqu'à leur courage, Bonchamps et d'Elbée, blessés à mort, traversaient leurs rangs, l'un étendu sur un bracad,

(1) Jacques Vandangeon, dit *le Sabreur*, était né à Izernay, près Cholet; il gagna son surnom à la conquête de *Marie-Jeanne*, lors de la reprise de cette pièce à Fontenay. Il sabra de sa main trente Bleus qui défendaient ce canon célèbre. Il mourut le 28 décembre 1849.

l'autre en croupe derrière un cavalier. Ce spectacle, qu'il fallait épargner à des soldats vaincus, et que le besoin de soigner les deux généraux avait improvisé malgré leurs prières, ne s'excuse que par la désolation à laquelle les paysans étaient en proie. La colonne de Piron et de Lyrot ne peut que protéger la retraite; mais, avant de paraître sur le terrain, elle a forcé une division ennemie à se replier. Les Bleus ont pris en désordre la route de Saint-Laurent-sur-Sèvre. Les habitants se réunissent et vont exterminer ces soldats, que le hasard livre à leur vengeance. Les missionnaires du Saint-Esprit, les Sœurs de la Sagesse, sortent de la maison, transformée en ambulance pour les blessés des deux partis. Les prêtres menacent. Les Sœurs prient afin d'arrêter le massacre. Leur voix est entendue, et un chemin s'ouvre aux Bleus, qui retournèrent sur leurs pas, égorgeant dans la plaine du Puy-Saint-Bonnet les fuyards qui se dirigeaient du côté du Bocage.

Les républicains dédaignèrent de poursuivre l'armée dispersée, et ils prirent position sur la hauteur du moulin de Pesgon, en arrière du bourg du May. Après la victoire, Carrier se place à leur tête et les reconduit à Cholet, où ils mettent tout à feu et à sang, pillant les manufactures, tuant les chevaux, massacrant les femmes et les enfants, ou vendant d'une main, au plus vil prix, ce qu'ils venaient de voler de l'autre. Ces orgies du triomphe ne pouvaient rassasier Westermann; il y était trop habitué. On le chargea de suivre enfin les traces de l'ennemi.

Quoique dangereusement blessé au bas-ventre, Bonchamps est remonté à cheval, mais il ne peut s'y soutenir. Alors ses soldats, témoins de cette agonie, reprennent courage. Ils se rangent autour du moribond. Des larmes d'admiration et de respect couvrent le brancard sur lequel il est étendu, et pendant le trajet, on le porte malgré la poursuite des républicains. D'Elbée, lui aussi, arrivait de son côté à Beaupréau, conduit par d'Hauterive, son beau-frère.

En ce moment, trois des principaux chefs de la Vendée se rencontraient, après une aussi fatale journée, dans la même ville et dans la même position. Ils étaient tous trois blessés

à mort et à peu d'heures de distance. Lescure a su le désastre par La Rochejaquelein. Avec lui il essaye de mettre une certaine régularité dans la retraite. Ils tâchent surtout de réunir assez de forces pour retarder la marche de Westermann, que rien n'arrête, rien, pas même la fatigue dont ses soldats et lui-même doivent être accablés. Westermann est pendant la nuit aux portes de Beaupréau. Il renverse tout ce qui s'offre sur son passage. Les Blancs fuient encore ; ils vont tous périr sous le fer républicain lorsque, épuisés d'insomnie, de courses et de combats, les Bleus sont forcés de prendre quatre ou cinq heures de repos.

Ce fut le salut de l'armée royale. Le 18 au matin, M. Henri, désormais le seul espoir de la Vendée, Lescure, Bonchamps et les autres officiers, rencontrent plus de cent mille personnes de tout âge et de tout sexe qui tendent les mains vers la Loire, comme si là ils avaient à espérer un asile ou une patrie. A la vue de cette désolation, à la pensée surtout que, vaincus, ils abandonnent le Bocage, La Rochejaquelein s'abîme dans sa douleur. Morne et le cœur désespéré, il suit ce convoi funèbre, qui va aboutir à la Loire.

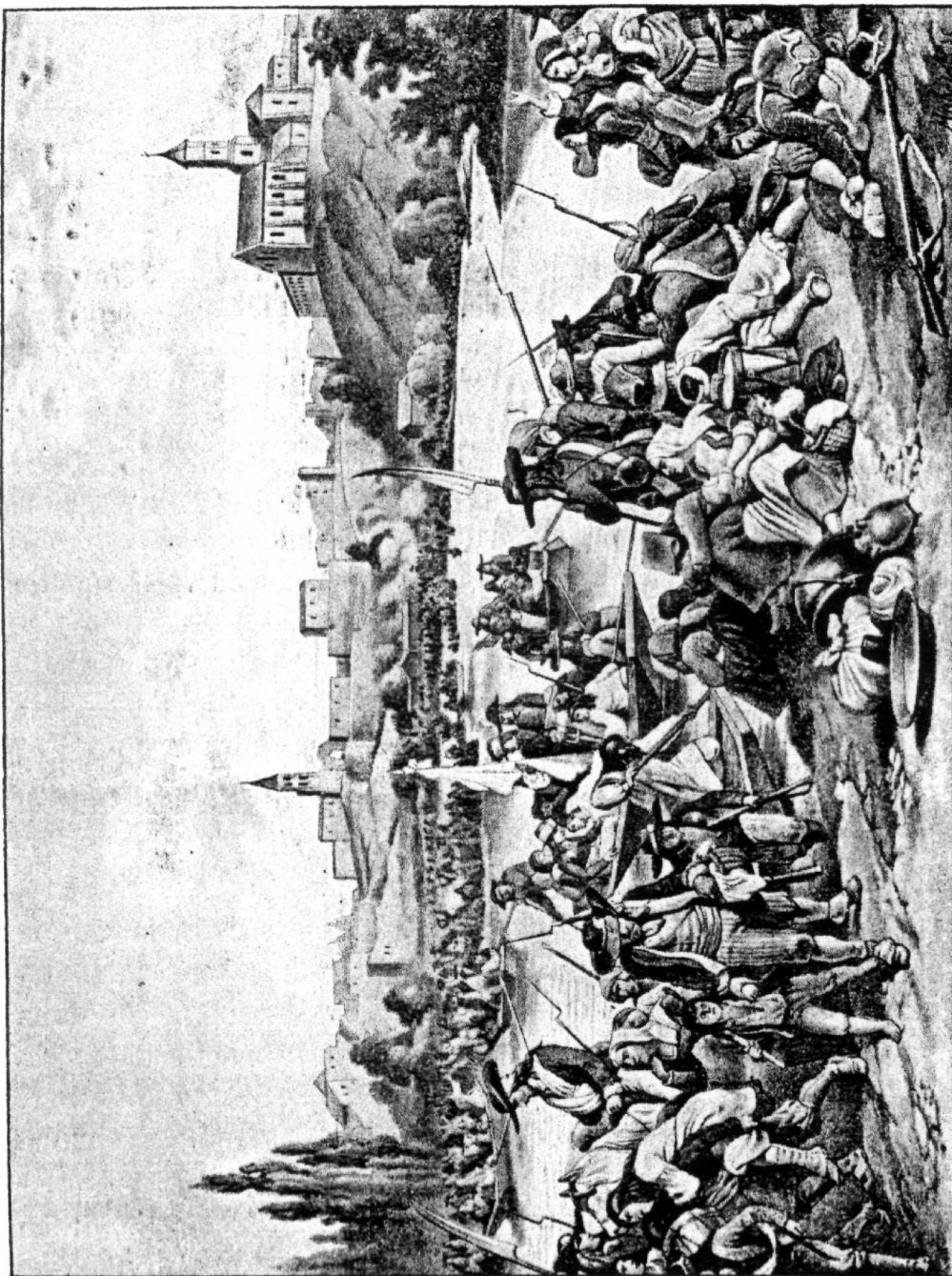
Le fleuve est libre, le passage assuré. Talmont et d'Autichamp ont rempli les instructions qui leur furent communiquées avant la bataille de Cholet. Gourdon et quatre cents chasseurs de Bonchamps, soutenus par un égal nombre d'Angevins et de Bretons de Turpin et de Scépeaux, ont traversé la Loire sur de frêles barques. Ils attaquent la garnison de Varades, la mettent en fuite ; puis, maîtres des deux rives, Talmont, d'Autichamp, de Scépeaux et le chevalier de Turpin, qui savent la funeste issue du combat de la veille, attendent les débris de la Grande Armée.

CHAPITRE VII

Marche vers la Loire. — Spectacle offert par l'armée royale. — Humanité de Bonchamps. — Sa mort. — Le prince de Talmont à Ancenis. — Passage de la Loire. — Henri de La Rochejaquelein général en chef de la Grande Armée. — Correspondance de Merlin (de Thionville). — Charette dans le Bas-Poitou. — Il assiège et prend Noirmoutier. — Position de la Vendée pendant la campagne d'outre-Loire. — Mission de Saint-Hilaire auprès des généraux royalistes. — Marche de la Grande Armée sur Laval. — Léchelle et Beaupuy. — Justice de Marigny. — Proclamations révolutionnaires. — Prise de Laval. — Humanité des Vendéens. — La petite Vendée. — Combat de la Croix-de-Bataille.

C'était un bien désolant spectacle que celui qu'offrait l'armée vendéenne désorganisée, n'écoulant plus la voix de ses chefs et n'apercevant dans ses rangs que des femmes, des enfants, des vieillards ou des blessés. Tous étaient chassés de leur patrie, tous saluaient avec un sentiment de tristesse reconnaissante la Bretagne, dont le rivage leur apparaissait comme une terre hospitalière. Dans les pleurs des uns, dans les désespoirs contenus des autres, dans l'attitude de tous, il y avait quelque chose de si lugubre, que les plus braves mêmes étaient saisis au cœur. A chaque minute, il arrivait de nouveaux convois; à chaque instant, cette multitude, sans vivres, sans armes, avec des vêtements en lambeaux, au milieu d'une sombre et froide matinée d'octobre, se grossissait d'une autre multitude qui, repoussée par l'incendie ou par le fer, venait essayer de mettre la Loire entre la mort et elle. On se pressait dans l'étroite vallée de Saint-Florent. On s'appelait avec des cris lamentables. On s'asseyait

sur ce rivage, où il ne se rencontrait ni barques de transport ni ponts de bateaux pour arracher aux Bleus les débris vivants de



PASSAGE DE LA LOIRE A SAINT-FLORENT (D'après Philippoteaux.)

la Vendée émigrant en masse. « Beaucoup d'autres, nous dit M^{me} la M^lle de La Rochejaquelein, témoin du lamentable spec-

tacle, comparaient ce désordre, ce désespoir, cette terrible incertitude de l'avenir, cette foule égarée, cette vallée, ce fleuve qu'il fallait traverser, aux images que l'on se fait du redoutable jour du jugement dernier. »

Dominés par une invincible terreur, entourés de leurs vieux pères, de leurs mères éplorées et de toutes ces familles qui n'ont plus d'asile, les soldats parlent de franchir le fleuve; mais, à la pensée qu'il faut renoncer au Bocage et fuir en vaincus sur une terre qu'ils n'ont pas arrosée de leur sang, les généraux, calculant les périls de toute espèce qui attendent cette armée, sont transportés d'une sublime fureur. On aperçoit La Rochejaquelein, se multipliant partout, s'efforcer de ranimer dans chaque cœur les sentiments qui agitent le sien. Il veut qu'on s'attache à ce rivage, qu'on y laisse pénétrer les républicains et qu'on meure de leurs mains s'il le faut, mais qu'on meure en Vendée. Il n'écoute ni les prières ni les conseils. Son génie, qui l'a toujours si bien servi, lui dit que, loin du sol natal, les paysans ne combattront plus avec la même ardeur, avec les mêmes ressources. Il le sent, il l'explique, il le développe avec cette éloquence d'une âme convaincue. Des pleurs de rage coulent de ses yeux. Lescure, blessé, et qui vient d'arriver aussi à Saint-Florent dans cette fatale matinée du 18 octobre, Lescure retrouve quelque force pour protester contre une mesure dont sa haute intelligence entrevoit les dangers. Forestier s'écrie que, si Bonchamps n'était pas agonisant, on pourrait tenter le passage, parce que lui seul a le secret des espérances qu'offre la Bretagne et des secours qu'elle peut réaliser. Les autres chefs, atterrés par l'immense scène de désolation, assurent que rien ne peut arrêter le funeste élan qui pousse les Vendéens sur la rive droite. Au delà du fleuve, disent-ils, lorsque ces images de deuil n'attristeront plus leurs regards, lorsqu'ils ne verront plus les flammes qui dévorent leurs chaumières, ils pourront reprendre courage; mais jusqu'à cette heure, vouloir les retenir sur la rive gauche, c'est consommer la ruine du pays.

Il était impossible de calculer longtemps avec cette foule, qui,

à la première vue des cavaliers envoyés à sa poursuite, pouvait se précipiter dans la Loire. La Rochejaquelein et Lescure ne se laissent pas convaincre, néanmoins ils se soumettent à la plus impérieuse de toutes les nécessités : le passage est résolu.

Quoique en proie à d'inexprimables angoisses individuelles, les royalistes ont encore à pleurer sur de plus grandes calamités. Ils ont vu Bonchamps et Lescure, tous deux blessés à mort, tous deux apparaissant comme un témoignage de tant de misères. Bonchamps est déposé dans une maison particulière, Lescure aussi, Lescure, qu'accompagne sa jeune femme enceinte.

Tout à coup un mouvement de fureur se manifeste dans cette population, qui n'a plus pour elle que l'exil ou les persécutions. Cesbron d'Argonne, vieux chevalier de Saint-Louis, qui, au nom du roi, commandait à Cholet, entre à Saint-Florent, conduisant avec sa garnison cinq mille prisonniers républicains. Cesbron d'Argonne est un homme endurci au métier des armes. Sur sa route, il a déjà fait preuve de fermeté en faisant fusiller plusieurs de ces prisonniers que la déroute des Blancs a rendus audacieux. Sans l'intervention du M^{me} de Bonchamps, qui suivait cette colonne, ignorant encore l'étendue du malheur dont elle était menacée, Cesbron ne se serait pas arrêté à ces exécutions (1).

Il était impossible de traîner au delà du fleuve cinq mille révolutionnaires. Cesbron d'Argonne les dépose dans l'église et va demander aux généraux ce qu'il reste à faire. Son avis à lui, et il ne s'en cachait pas, était de les mettre tous à mort. Le Conseil s'assembla dans la chambre même où Lescure était étendu sur un matelas. Dans le premier moment, un grand nombre d'officiers partagèrent l'avis de Cesbron. A cette résolution désespérée, Lescure, que la douleur rend presque muet, bal-

(1) Cesbron d'Argonne (Jean-Baptiste-Guillaume), né le 15 octobre 1733, avait été officier au bataillon des milices d'Angers et sous-lieutenant aux grenadiers du Poitou en 1771 et de la Touraine en 1788. Il s'était retiré à Angers en 1788, mais il reprit le service au premier appel des royalistes. M^{me} de La Rochejaquelein nous le représente comme un homme dur et qui aurait volontiers poussé au massacre des Bleus, prisonniers à Saint-Florent. (Voir les *Mémoires*, p. 271.)

butie : « C'est une horreur ! » Et pourtant, pendant cette délibération, le Conseil de guerre entendait de funestes cris, d'ardentes provocations. C'étaient plus de cent mille proscrits qui, poussés hors l'humanité par des maux de toute nature, appelaient la vengeance, et pour mot d'ordre aux représailles, s'écriaient : « Tuons les Bleus ! »

D'autres montraient à cette foule les villages et les chaumières encore fumants. Ils lui rappelaient les attentats dont le Bocage avait été le théâtre. A ces récits, un long cri s'échappait de toutes les bouches : « Tuons les Bleus ! » répétait-on dans les rangs. Déjà les canons étaient braqués sur l'église. Le Conseil écoutait ce vœu, mais aucun de ses membres n'osait assumer l'initiative d'une pareille boucherie. Personne ne voulait accepter les fonctions de bourreau. A ce refus, Lescure laisse échapper cette parole : « Je respire ! » qui exprimait bien les sentiments de joie dont son cœur était pénétré.

Ce que les chefs n'avaient pas le courage de tenter, la multitude exaspérée allait l'exécuter, lorsque ses clameurs parviennent aux oreilles de Bonchamps, qui déjà lutte contre la mort. Bonchamps a sous les yeux le déchirant tableau de sa femme, veuve en quelques heures, et de ses enfants orphelins. C'est sa femme qui, par ses prières, a, durant le trajet, empêché d'égorger les prisonniers. Il écoute ces funestes débats. On lui dit que la voix des chefs va être méconnue. Ses forces défaillantes se raniment. Il se tourne vers ses officiers en pleurs. D'Autichamp se baisse pour recueillir sa suprême instruction. « Mon ami, dit le mourant, qu'on épargne ces malheureux. C'est sûrement le dernier ordre que je vous donnerai ; laissez-moi l'assurance qu'il sera exécuté. » D'Autichamp sort. Un roulement de tambours annonce une proclamation. Tous les Vendéens entourent le jeune officier qui, en pleurant, répète quel est le vœu du général.

Au nom de Bonchamps, à ce nom si révérend, des larmes s'échappent de tous les yeux. La pitié succède à la fureur. Les canons, déjà braqués sur l'église, sont détournés. Un cri universel de : « Grâce ! grâce ! sauvons les prisonniers ! Bonchamps l'ordonne ! » retentit dans toute la ville. Le héros chrétien est obéi.

Avant de mourir, il a remporté sur lui-même et sur les autres la plus difficile de toutes les victoires. De son cœur, la miséricorde est descendue dans le cœur de cent mille hommes sans asile, dont un quart d'heure de vengeance aurait adouci les maux.

Les royalistes ont pardonné à la Révolution, qui ne leur pardonna jamais. Ce fut une sainte action que celle-là. La religion l'exigeait ; la politique ne l'eût peut-être pas conseillée.

Bonchamps, à qui cette secousse rend un peu de force, profite de ce relâche dans ses souffrances pour traverser la Loire. On le porte au village de La Meilleraie ; mais la fièvre devient plus intense. Déposé dans la chaumière d'un pêcheur, le général sent approcher sa fin. Alors, oubliant tous les soins terrestres, il ne s'occupe plus que de l'avenir. L'abbé Courgeon, curé de la Chapelle-Saint-Florent, l'assiste à son agonie. C'est le confident de ses bonnes œuvres pendant la prospérité, son ami de tous les temps et son consolateur dans ce suprême instant. Il lui promet la récompense réservée à une vie passée dans l'accomplissement de tous les devoirs. « Oui, répond le mourant d'une voix fortement accentuée, j'ose compter sur la miséricorde de Dieu, car je n'ai agi ni par orgueil, ni pour obtenir une réputation qui s'anéantit dans l'éternité. » A peine a-t-il proféré ces paroles, sublime testament légué à la Vendée, qu'il murmure encore : « Je compte sur la grâce des prisonniers. » Ce fut sa dernière pensée. Cinq minutes après, Bonchamps, le général qui, sans contredit, développa dans cette première guerre le plus de talents en stratégie et d'intelligence politique, Bonchamps, dont toutes les passions étaient des vertus, expira.

En tirant l'épée, il avait dit : « Les guerres civiles ne donnent point la gloire. » Pendant les sept mois qu'il prit une si large part aux événements de la Vendée militaire, sa vie offre un heureux démenti à ces paroles prononcées dans l'effusion de son âme. On a prétendu, il a été écrit que, pour constater la mort du général angevin, la Convention avait signifié qu'on déterrât son cadavre et qu'on lui envoyât sa tête. Le fait est faux, aussi faux que celui par lequel on a tâché d'accréditer que l'église de Saint-Florent, dans laquelle les prisonniers étaient détenus,



MONUMENT ÉLEVÉ EN 1827 A LA MÉMOIRE DE BONCHAMPS DANS L'ÉGLISE DE SAINT-FLORENT
(La statue est de David d'Angers, fils d'un des prisonniers sauvés par Bonchamps.)

se trouvait minée, et que ses souterrains contenaient plus de soixante milliers de poudre destinés sans doute, par une impossible prévoyance, à faire sauter les patriotes. On assura aussi, dans le temps, que les cinq mille hommes sauvés par Bonchamps lui témoignèrent leur reconnaissance en faisant pleuvoir la mitraille des canons tout à l'heure dirigés contre eux sur la barque qui le menait à Varades. Cette assertion n'a pas plus de fondement que les premières. Les Bleus ne commirent pas, ils étaient même dans l'impossibilité de commettre un aussi misérable attentat. Mais ce qui est vrai, c'est qu'à peine libres, à peine de retour sous leur drapeau ou dans leurs foyers, très peu se rappelèrent, par un sentiment de pitié, cette mémorable journée du 18 octobre 1793 à Saint-Florent.

Un jour pourtant, il y eut une exception à cette cruauté de toutes les heures. M^{me} de Bonchamps et sa fille entraient prisonnières à Nantes. Les honneurs militaires leur furent spontanément rendus; et, dans ce temps où tout ce qui était captif périssait dans les noyades ou sur l'échafaud, M^{me} de Bonchamps et sa fille échappèrent à toutes ces morts, protégées qu'elles étaient par la mémoire de celui dont elles portaient le beau nom.

Pelloutier, Haudaudine, Painparey, Maucombe et Marion, notables citoyens de Nantes, se rencontraient au nombre des prisonniers. Plus d'une fois, ces républicains d'un autre âge saisirent l'occasion de témoigner à la Vendée leur reconnaissance, et ils publièrent même, le 2 juillet 1817, la pièce suivante :

« Nous soussignés, habitants de Nantes, déclarons et attestons sur l'honneur qu'ayant fait partie des prisonniers républicains qui se trouvèrent, le 18 octobre 1793, entassés, au nombre de cinq mille cinq cents environ, à Saint-Florent-le-Vieil, où notre délivrance eut lieu le lendemain par l'armée républicaine, nous ne dûmes notre salut, à cette fatale époque, qu'au caractère noble et généreux de M. de Bonchamps, l'un des généraux de l'armée vendéenne, qui, peu d'instant avant sa mort, parvint, par ses exhortations, à contenir la fureur de ses troupes, et leur fit même la défense la plus vigoureuse d'attenter à la vie des prisonniers, dont le sacrifice paraissait résolu. »

Afin de faire franchir le fleuve, dont les eaux étaient encore assez basses, à ces cent mille exilés que les Bleus pressent de toutes parts, il fallait des embarcations. Les chefs, qui sentent le besoin de conserver l'artillerie et les caissons, ne veulent pas y renoncer à la veille de tenter une course aussi aventureuse à travers un pays inconnu. Une opération hérissée de difficultés peut seule aplanir les obstacles. Il s'agit, quoique battus, quoique frappés de vertige, de descendre la Loire au port des Leards, vis-à-vis Ancenis, et de s'emparer de cette ville. Bonchamps expirait : Lescure aussi. La Rochejaquelein s'opposait au passage avec toute l'énergie de ses convictions et de sa douleur; mais enfin, vaincu par les représentations de ses amis, il cède et charge Talmont de veiller au salut de l'artillerie.

Le prince s'adresse aux volontaires les plus intrépides. Il ne leur cache ni les périls qu'ils vont affronter, ni la gloire qu'ils doivent peut-être payer de leur vie, ni le service qu'ils sont appelés à rendre à cette multitude inerte ou malade de stupeur, qui ne peut d'elle-même adopter une résolution. Talmont se jette dans une barque. Ceux que ses discours ont convaincus le suivent. Tous abordent à Varades, où déjà les Bretons de d'Autichamp et de Turpin, dont Georges Cadoudal était le capitaine, se sont ralliés. Le prince suit la grande route et marche sur Ancenis. Les barrières, les grilles de fer, une forte garnison animée par les harangues du conventionnel Meaulle, ne peuvent mettre cette ville à l'abri d'une attaque désespérée. Ancenis est enlevé d'assaut par Talmont, tandis que Piron, avec l'artillerie trainée à bras d'hommes jusqu'en face de la ville, opère sur l'autre rive une salutaire diversion. Une cinquantaine de barques amarrées dans le port tombent au pouvoir de l'armée royale. Talmont les envoie à Piron et à Legrand de la Liraye, qui effectuent le passage de tout ce matériel. Il ne restait plus qu'à déposer sur la rive droite cette foule de malheureux qui, sans pontons, et avec quelques bateaux seulement, essayaient une chose à peu près impossible (1).

(1) « Le passage était en pleine activité à Varades, quand on fut attaquer Ancenis, dit M^{me} de La Rochejaquelein, car j'aidais à porter M. de Lescure dans la plaine de Varades. Nous

Dès le 18 au matin, cinq ou six cents volontaires royalistes, conduits par Desessarts, Duhoux et Dehargue (1), s'étaient présentés à Varades, marchant, pour ainsi dire, en éclaireurs, et ne se laissant pas aller au désespoir dont ils étaient les témoins. Ce corps s'est porté à Ingrande pour repousser l'ennemi, qui pouvait accourir d'Angers afin de troubler le passage. Le républicain Tabari a été battu et forcé d'abandonner deux canons. Le général Olanier, accouru des Ponts-de-Cé avec une partie des garnisons capitulées de Valenciennes et de Condé, a été arrêté et mis dans l'impossibilité de s'opposer aux projets des royalistes. La route est donc libre, aussi bien du côté d'Ancenis et de Nantes que du côté d'Ingrande et d'Angers.

. Le passage commença. Depuis le Mesnil jusqu'à Saint-Florent, c'était partout un silence de mort : il n'y avait plus de larmes dans les yeux des femmes, plus de douleur dans l'âme des hommes ; le sentiment de la conservation absorbait les pensées. Les prêtres comprirent alors quel devoir la charité chrétienne leur imposait. Pour ne pas affaiblir le tableau de leur sainte pitié et de toutes ces douleurs, c'est à un témoin oculaire que nous empruntons le récit de tant de misères. Dans des Mémoires inédits qui, s'ils étaient publiés, offriraient à l'esprit et à l'âme autant de charmes douloureux que ceux de la M^{is}e de La Rochejaquelein sa fille, M^{me} de Donnissan raconte ainsi ce lugubre épisode des guerres de la Vendée (2) :

« Arrêtons-nous ici pour parler de ce fameux passage ; on n'en a jamais bien su les causes en Europe, ni même en France. On a cru que les Vendéens l'avaient entrepris témé airement et par leur propre volonté : mais on voit bien, par les détails pré-

étions entre ce village et la Loire, quand M. d'Autichamp vint à cheval me demander des nouvelles de M. de Lescure et me dit, en partant au galop : « Nous allons prendre Ancenis pour faire passer l'artillerie ! » (*Notes manuscrites*, t. 1^{er}, p. 132.)

(1) Augustin Dehargues ou plutôt de Hargues d'Étiveau, était d'une famille hollandaise fixée à La Rochelle depuis le xvi^e siècle. Il était né au Puy-Limousin, près La Chataigneraie où cette famille était encore représentée naguère. Prisonnier à la bataille d'Antrain, de Hargues fut exécuté au mois de novembre 1793.

(2) A la place du texte des *Mémoires* de M^{me} la M^{is}e de la Rochejaquelein, retouché par M. de Barante et que citait ici Crétineau-Joly, nous substituons celui de la dernière édition publiée sur le manuscrit autographe par M. le M^{is}e Julien de La Rochejaquelein avec les notes ajoutées par ce dernier. (Paris, Bourloton, 1889.)

cédents, que ce fut uniquement l'effet d'une terreur panique et les officiers, loin d'y avoir consenti, en étaient au désespoir. A la vérité, c'était, paraît-il, le plan de M. de Bonchamps; je ne dirai pas même que certains officiers, surtout M. de Talmont et M. d'Autichamp, n'aient vu le passage de la Loire avec plaisir et n'y aient contribué, mais c'était le très petit nombre, pas la dixième partie; ils furent en général entraînés par la nécessité, malgré les maux sans nombre qu'ils prévoyaient.

» Comment retenir les soldats? ils y avaient été battus trois fois, une grande partie avait déjà passé le fleuve, le reste regardait l'autre côté de la Loire comme le but de ses désirs; les incendies qu'on voyait de toutes parts augmentaient la confusion et aussi le grand nombre de femmes et d'enfants; l'armée victorieuse des républicains approchait. Comment était-il possible de remettre les têtes de cette foule égarée, éperdue? Faire revenir ceux qui étaient déjà passés et leur donner sur-le-champ assez de courage pour livrer une autre bataille? Cet effort était au-dessus du génie des hommes, et je suis persuadée que les plus grands capitaines, dans une pareille occasion, n'eussent pu réussir à calmer et à gouverner une armée indisciplinée comme la nôtre, et aussi épouvantée. Chacun traversa comme il se trouvait, sans provisions, sans paquets, les hommes portant seulement leurs armes. Chose incroyable! dans cette bagarre, il n'y eut aucune rixe entre personne; en vingt-quatre heures, tout fut transporté; une seule femme et trois chevaux furent noyés, à la vérité, on passa également à Ancenis, comme on le verra bientôt.

» Enfin, on emporta M. de Lescure, enveloppé dans des couvertures, car on ne pouvait même l'habiller, tant il était faible, sur une espèce de matelas placé dans un fauteuil de paille; nous descendîmes au rivage, accompagnés de beaucoup d'officiers; j'étais avec ma fille, on arrêta un moment sur la plage. Je vis la vieille M^{me} de Mesnard (1), qui venait de se

(1) Marie-Éléonore-Élisabeth de La Boucherie du Margat avait épousé successivement deux membres de la famille de Maynard-Mesnard, en bas Poitou : 1^o Jacques Germanicus de Maynard, de la branche aînée, chevalier, seigneur de Passy; 2^o par contrat du 21 mai 1764, Alexandre-Bonaventure, C^o de Mesnard, chevalier de Saint-Louis, mort à Coblenz en 1792. Sa fille, Marie-Éléonore-Désirée, épousa Pierre-Honoré-Victor de Conrard de Mahé.

casser la jambe en se rendant la nuit, en charrette, à Saint-Florent; elle mourut à Varades; sa fille était près d'elle. Beaucoup de dames me priaient de les prendre dans mon bateau; c'était une foule. Pendant ce temps, maman, à cheval, passait à gué dans l'île, sans que nous nous en apercevions; nous la retrouvâmes à Varades et, pour nous avoir quittés, elle courut beaucoup de risque. On promena un peu M. de Lescure sur la plage, pour éloigner la foule, et, dans le moment où elle était moins nombreuse, une quarantaine d'officiers mirent le sabre en main et formèrent un cercle; par ce moyen, on put l'embarquer facilement.

» M. du Rivault, ma fille, mon père et moi, avec nos domestiques, nous sautâmes dans le bateau, M^{lle} de Mesnard aussi; mais le bateau étant très petit, nous lui dîmes que nous ne pouvions y prendre sa mère, couchée sur un brancard, et elle redescendit à terre.

» Nous voilà donc partis; un matelot en chemise, tout en sueur, nous conduisait; mon père lui dit de nous faire contourner l'île et de nous mener jusqu'à Varades, pour éviter à M. de Lescure le danger et la fatigue d'un double débarquement. Jamais on ne put l'y faire consentir par promesse ni par menace; enfin, mon père tira son sabre; alors, cet homme lui dit : « Monsieur, je vous avoue que je ne suis pas marin, je suis un prêtre; la charité me fait passer ces pauvres gens depuis huit heures sans relâche, faute de matelot; mais je n'ose traverser que ce petit bras peu profond, et je risquerais de vous noyer si je vous faisais faire le tour de l'île. » Nous fûmes contraints d'y débarquer; il y avait une quantité prodigieuse de soldats, de femmes, de blessés, de chevaux; tout le monde criait, appelant des bateaux : nous en prîmes un et nous gagnâmes la rive droite de la Loire.

» Une grande foule était assise sur l'herbe, chacun attendant ses amis; sur le bord de la rivière, un hamac brûlé, puis une plaine, et Varades, à un demi-quart de lieue. Ma fille resta là, on s'occupa de lui procurer un peu de lait; mon père cherchait maman, nos domestiques faisaient passer les chevaux à la

nage (1). M. de Lescure désirait aller tout de suite à Varades, pour être à l'abri; le temps était très beau, mais il régnait un vent froid et fort. Nous nous mîmes en marche; quatre soldats passèrent deux piques sous le fauteuil de M. de Lescure et le portèrent; ma femme de chambre et moi tenions une serviette sur laquelle étaient appuyés ses pieds, M. du Rivault nous suivait. Telle était notre triste position : nous étions seuls dans la plaine. Un jeune homme à cheval passa près de moi, il se rendait à Varades, il se nomma, c'était M. d'Autichamp; je ne l'avais pas revu depuis Paris. Il me raconta qu'il allait prendre trois mille hommes et attaquer aussitôt Ancenis, à trois lieues de Varades : qu'il y avait un gué en face pour faire passer nos canons et caissons. Je lui dis que nous étions perdus; il chercha à me rassurer.

» A peine nous avait-il quittés (nous étions à moitié de la plaine), j'entendis crier à Varades : « Aux armes, Vive le roi ! » La charge commença, les coups de fusil, le tambour; jamais je n'avais vu un combat de si près, et dans quel moment nous attaquait-on ! La peur me saisit, j'arrêtai; M. de Lescure, alors presque sans connaissance, revint à lui au bruit du combat : il demanda ce que c'était, je lui dis et le suppliai de se laisser porter dans un bois voisin; il m'assura que les Bleus lui rendraient un grand service de l'achever; qu'il avait plus peur, dans son état, du vent froid que des balles, et que, d'ailleurs, si vraiment on était battu, nous étions tous perdus de toute manière. Je ne voulus rien entendre et le fis transporter dans le bois; beaucoup de personnes y vinrent, on y apporta ma fille.

» Enfin, au bout d'une heure, on apprit que les Bleus étaient déjà bien loin : une centaine de hussards étaient venus attaquer,

(1) J'ai toujours ouï dire que nous avions emmené trente canons. M. Crétineau-Joly et les autres historiens disent que nous étions cent mille; je crois qu'il y a exagération. Du reste, on n'a jamais fait un recensement réel. Ce que j'ai entendu répéter constamment depuis, c'est que nous étions quatre-vingt mille, dont dix mille femmes, autant de vieillards et d'enfants; il restait donc soixante mille hommes armés. Un grand nombre d'entre eux étaient blessés; d'autres ne s'étaient jamais battus ou du moins rarement, ou étaient accablés du soin de leur famille; ainsi, le nombre des combattants, pleins de courage et affrontant tous les dangers, ne dépassait guère quarante mille hommes et n'atteignait pas cinquante. Tel est le souvenir qui m'en est resté. (Note de l'auteur.)

sans se douter que nous eussions passé la Loire, et eurent grand'peur en trouvant Varades si bien occupé. Nous nous remîmes en marche de la même manière; M. de Lescure était très fatigué du froid. En entrant à Varades, un paysan vint à moi, sans me connaître, et, me serrant la main, me dit : « Nous avons quitté notre pays, nous voilà tous frères et sœurs, nous devons nous défendre jusqu'au dernier soupir; ne nous abandonnons pas, nous mourrons tous ensemble. »

» Varades n'est qu'un gros village : on coucha M. de Lescure dans une très petite chambre. Ma tante l'abbesse vint nous retrouver avec sa voiture. C'était une confusion terrible, une foule innombrable et nulle ressource. Je découvris des patates dans un jardin, je dis à des paysans d'en arracher, ils n'osèrent pas sans en demander la permission au propriétaire, tant ces pauvres gens étaient éloignés de l'idée de vouloir piller ! Heureusement, l'armée de Lyrot venait de traverser la Loire à Champ-toceaux et s'était emparée d'Ancenis avec un courage extrême : quand M. d'Autichamp y arriva de Varades, il trouva la besogne faite.

» On profita du gué pour faire passer nos trente-six plus belles pièces de canons, des caissons, des bœufs et beaucoup de monde resté sur la rive gauche; on jeta les autres canons dans l'eau. Nous couchâmes sur des matelas ou sur la paille, presque tout le monde dehors. Le lendemain, on enterra M. de Bonchamps; les Bleus le déterrèrent et envoyèrent sa tête à Paris. Pour M. d'Elbée, nous ne sûmes pas alors ce qu'il était devenu, mais seulement qu'il était blessé à mort. J'appris depuis qu'il s'était caché dans des champs; le plus jeune frère de Cathelineau et quinze cents Angevins de la Grande Armée vinrent à bout de le sauver, ainsi que sa femme, MM. de Boisy, et Duhoux d'Haute-rive. Ils rejoignirent l'armée de Charette à Noirmoutier, y laissèrent ces messieurs et retournèrent dans leur pays, où ils entreprirent la petite guerre. Cathelineau fut tué plus tard. »

Au milieu de toutes les désolations que ce récit des souffrances particulières d'une femme fait pressentir pour les masses, l'armée est à peu près en sûreté, lorsque les représentants

Merlin et Boursault, avec trois ou quatre cents cavaliers, débouchent sur la rive gauche. Merlin saisit et noie les volontaires et les femmes qui n'ont pas eu le temps de se sauver. Il égorge même, de ses propres mains, un prêtre qui est resté avec les traînards pour soutenir leur courage.

Mais déjà l'armée, qui n'est plus assaillie par de lugubres images, et qui, comme guidée par une main invisible, ne compte qu'un homme noyé dans ce miraculeux passage, l'armée a puisé quelque peu d'énergie dans l'énergie de ses chefs. Elle s'est formée en bataillons sur la rive droite qu'elle touche, et elle répond par des décharges de mitraille aux massacres de Merlin (de Thionville). Pour ne pas être inquiétée dans les premiers moments de sa fuite, elle brûle les barques qui ont servi à transporter son personnel et ses bagages. A peine a-t-elle pris ces indispensables précautions, que, le 19 octobre, l'avant-garde de Westermann paraît sur les hauteurs de Saint-Florent.

A cette vue, le révolutionnaire pousse un long cri de rage. Ses victimes lui échappaient, et avec Merlin (de Thionville), il se résigne à attendre les ordres des généraux et des conventionnels assemblés à Beaupréau. C'est de Saint-Florent que le 19 octobre 1793, Merlin adresse au Comité de Salut public la dépêche qu'on va lire : « J'arrive avec Boursault et quelques troupes, mais j'arrive trop tard pour noyer les débris des Brigands. Cette armée du Pape, qui nous a fait tant de mal et que l'on n'a pas poursuivie avec une activité assez révolutionnaire, nous échappe encore ; mais elle n'a plus de chefs. Lescure agonise. D'Elbéc est blessé à mort. Bonchamps n'a plus que quelques heures à vivre. Ces lâches ennemis de la nation ont, à ce qui se dit ici, épargné plus de quatre mille des nôtres qu'ils tenaient prisonniers. Le fait est vrai, car je le tiens de la bouche même de plusieurs d'entre eux. Quelques-uns se laissaient toucher par *ce trait d'incroyable hypocrisie*. Je les ai pérorés, et ils ont bientôt compris qu'ils ne devaient aucune reconnaissance aux Brigands. Mais comme la nation n'est pas encore à la hauteur de nos sentiments patriotiques, vous agirez sagement en ne soufflant pas mot sur une pareille indignité. Des hommes libres

acceptant la vie de la main des esclaves ! Ce n'est pas révolutionnaire. Il faut donc ensevelir dans l'oubli cette malheureuse action. N'en parlez pas même à la Convention. Les Brigands n'ont pas le temps d'écrire ou de faire des journaux. Cela s'oubliera comme tant d'autres choses. Nous allons maintenant marcher contre eux et déployer toutes les forces de la République, mais je regretterai longtemps de n'avoir pu leur faire prendre un immense bain de pieds dans la Loire. Le fleuve est si large ! »

Le Comité de Salut public suivit les conseils de Merlin, et dans le *Moniteur*, comme partout, on garda le silence sur l'humanité des royalistes. A la même date, on ne rencontre dans les feuilles quotidiennes que des imprécations contre eux. Prud'homme, auteur des *Révolutions de Paris*, révèle lui-même l'horrible lettre qu'avaient écrite à la Convention les représentants Bourbotte, Turreau, Francastel et Choudieu. Elle est le complément de celle de Merlin. Voici de quelle manière ces quatre hommes rendent compte de la mort de Bonchamps, et du miséricordieux pardon des Vendéens :

« La perte de Bonchamps vaut une victoire pour nous, car il est de tous les chefs celui en qui ils avaient le plus de confiance, qu'ils aimaient le mieux, et qu'ils suivaient le plus volontiers. Nous avons trouvé à Saint-Florent quarante caissons d'artillerie, beaucoup de canons qu'ils avaient jetés dans la Loire, n'ayant pu les emmener avec eux, et quantité de blé et de farine.

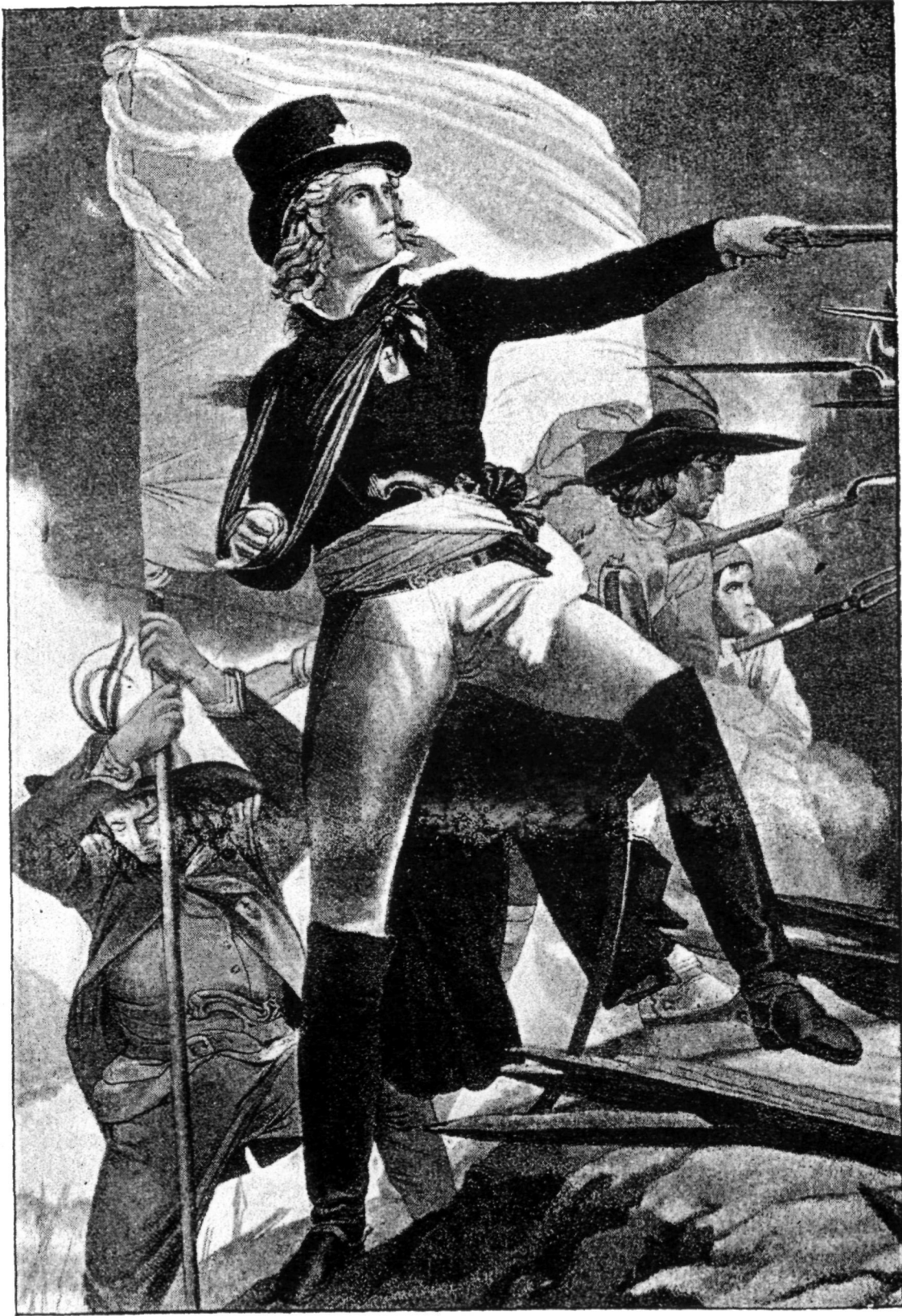
» Parmi tant d'avantages, il en est un qui nous fait une bien douce jouissance, et qui plait bien à l'humanité. Indépendamment de tous les prisonniers délivrés à Mortagne, Châtillon, Cholet et Beaupréau, nous en avons arraché des bras de l'ennemi cinq mille cinq cents à Saint-Florent. Ces malheureux détenus se sont jetés dans les bras de leurs libérateurs qu'ils baignaient des larmes de la joie et de la reconnaissance, et d'une voix affaiblie par plus de cinq mois de supplices, les seules paroles qu'ils proféraient en nous voyant étaient les cris de : Vive la République ! » D'après ces deux dépêches, il est facile de voir par quelle série de mensonges la Révolution espérait triompher de la vérité et de l'histoire.

Le passage du fleuve a été heureusement effectué. La Grande Armée a devant elle, pour mettre un peu de régularité dans ses rangs, deux ou trois jours dont la promptitude de ses mouvements et la fatigue de ses ennemis lui ont accordé le bienfait. Elle veut en profiter. Afin de ne pas marcher en aveugle dans ce pays, inconnu même à ses officiers, où elle n'apporte que des débris d'artillerie, peu de munitions et pas de vivres, elle songe à se choisir un général.

Bonchamps est mort. Les amis de Lescure perdent toute espérance de le conserver. On ignore ce qu'après sa blessure, reçue dans les landes de Bégrolle, d'Elbée est devenu. Il faut pourtant inspirer une force morale à tant de découragements. Lescure, qui veille avec l'activité de son zèle sur le sort de ses compagnons d'armes, convoque autour de son lit de mort les principaux divisionnaires. Il leur expose la situation des choses; il leur dit que si Bonchamps vivait encore, ce serait lui qu'il faudrait charger des lourdes fonctions du généralat car la force des événements sanctionne ses projets.

Ce n'était plus en triomphateurs qu'ils ont mis le pied sur le territoire de la rive droite, c'est en vaincus. Mais, pour rétablir la confiance ébranlée, il réclame qu'un homme actif, aimé de tous, cher aux soldats, et possédant l'estime des officiers, soit élu sur-le-champ. Lescure allait désigner Henri de La Rochejaquelein; c'était son portrait qu'il finissait de tracer, lorsqu'une éloquente unanimité ne lui en laisse pas le temps.

La Rochejaquelein est proclamé le seul digne de remplacer ceux qui sont morts. Mais La Rochejaquelein s'effraye du fardeau dont sa jeunesse va être chargée. Lui qui a toujours guerroyé sans nourrir une pensée d'ambition, il résiste à cette unanimité; il pleure à chaudes larmes, et, caché à tous les yeux, il ne peut se faire à l'idée d'un honneur qu'il n'a jamais ambitionné. Lescure et les autres chefs l'encouragent, le consolent de ces dignités qui viennent le chercher au plus fort des dangers; et aux acclamations de la Vendée qui émigre, aux cris de : « Vive le roi ! Vive La Rochejaquelein ! » qui le saluent, M. Henri est reconnu général en chef !



HENRI DE LA ROCHEJAQUELEIN

(D'après l'original appartenant à M. le M^{re} de La Rochejaquelein.)

Il avait alors vingt et un ans.

Depuis le commencement de l'insurrection vendéenne, ce jeune homme qui, à son début aux Aubiers, se disait encore un enfant, n'a été qu'un audacieux volontaire, qu'un de ces hardis soldats, qui, toujours à l'avant-garde, sont heureux d'essuyer la première décharge et de recevoir la dernière. Sur le terrain, on l'a vu sans cesse où la mêlée était la plus sanglante, s'inspirant de la situation, entraînant, par un geste ou par une parole, ces laboureurs tout joyeux de se jeter après lui dans les combats ; mais au Conseil, où il n'osait que rarement faire prévaloir ses avis toujours judicieux, au Conseil, on l'a souvent entendu crier : « Pourquoi veut-on que je sois un général ? Je suis trop jeune et n'aime qu'à me battre. »

Plus d'une fois même, tant il cherchait à prolonger la bataille ou à laisser à ses ennemis une nouvelle chance, plus d'une fois on l'avait vu offrir aux prisonniers qu'il faisait une seconde lutte avec eux, une lutte corps à corps. Cet amour de péril n'a pourtant point endurci son cœur. Il ne lui a rien fait perdre de cette bonté, dont il est si heureux de prodiguer des preuves à l'ennemi. Cet ensemble de qualités l'avait rendu l'idole des paysans et l'ami des gentilshommes. Néanmoins, à partir de son élection, La Rochejaquelein développe un caractère plein de maturité. Il prend de l'empire même sur son courage. Il le domine, il le soumet de vive force au pouvoir dont il est investi, il ne va plus de gaieté de cœur affronter les dangers, car il sent qu'il ne suffit pas d'être audacieusement courageux pour conduire l'armée sur le terrain difficile où elle est engagée. Il devient grave et pensif ; mais au plus fort de l'action cependant, les Vendéens s'aperçurent encore que leur jeune général en chef n'avait pas entièrement oublié ses brillantes habitudes d'officier d'avant-garde.

Cette nomination rendit aux soldats le courage que tant de désastres avaient affaibli. Ils s'avouèrent qu'avec un homme tel que M. Henri, ils n'avaient pas le droit de reculer. A l'abri des poursuites républicaines par ce miraculeux passage de la Loire, qui renversait le plan d'extermination dont les Bleus avaient

bercé leur haine, les Blancs se préparèrent à défendre leur vie et leurs familles. Ils possédaient trente canons de différents calibres, placés sur les hauteurs de Varades, un matériel incomplet en munitions : mais ils connaissaient le secret de le renouveler, et, avec M. Henri, ils espéraient bien se trouver promptement à même de l'appliquer.

Ce n'était pas seulement sur la rive droite de la Loire que la guerre portait ses ravages. La Grande Armée, sortie de la Vendée, n'a pas eu le temps d'entraîner sous ses drapeaux tous ceux qui ont combattu avec elle. Il s'est rencontré des chefs secondaires qui, placés sur des points plus éloignés, n'ont pu participer à la bataille de Cholet. Maintenant, sans communications avec le quartier général, ces chefs vont guerroyer pour leur propre compte et occuper des troupes républicaines que l'on aurait enlevées de leur territoire et jetées sur les derrières de l'armée royale.

Outre ces divisions, qui bientôt se recrutèrent des insurgés que les persécutions firent naître, il y a Charette dans le Bas-Poitou. Charette n'a pu accorder son concours à la Grande Armée ; il l'a laissée aux prises avec toutes les forces que la Révolution mit sur pied contre elle. Tandis que ses généraux allaient attaquer les Bleus de leur côté, lui tentait du sien une entreprise qui pouvait sans doute être utile, mais qui, dans la position des choses, devenait inopportune. En se séparant des royalistes de la haute Vendée, Charette avait établi une ligne de démarcation qui, fatale aujourd'hui aux troupes de Bonchamps, de d'Elbée et de Lescure, devait plus tard tourner au détriment de ses propres divisions. Charette n'avait jamais, il est vrai, partagé l'avis de porter la guerre sur la rive droite ; c'était un pays qu'il ne connaissait pas et dans lequel il pensait ne pouvoir se procurer des ressources suffisantes ; mais était-ce bien un motif pour s'éloigner avec tant d'aveuglement, et pour abandonner, sans secours, ses frères d'armes, qui le conjuraient de leur venir en aide ?

Charette calculait que les royalistes étaient en droit de lui adresser des reproches. Pour ramener à lui l'opinion publique qui l'accusait, et pour offrir à ses troupes une preuve de ce

qu'il pouvait oser, on le vit, dans ces circonstances, suivre une entreprise téméraire. Il avait deviné depuis longtemps les avantages qu'il recueillerait de la possession d'une ville maritime, le mettant en rapport avec l'Angleterre et lui ouvrant une voie de communication pour recevoir le secours d'armes et de munitions dont il aurait besoin. Noirmoutier fut le point sur lequel il jeta ses vues.

Cette île de Noirmoutier ou Her-Moutier, selon les vieilles chroniques et les anciennes cartes de Hondius et de Mercator, tire son nom d'un couvent fondé au VII^e siècle par saint Philbert, abbé de Jumièges. Elle est située dans l'Océan, partie sur la côte de Bretagne, partie sur celle du Poitou, à trois lieues au sud de l'embouchure de la Loire. Elle offre, en diminutif, le chef-d'œuvre de l'industrie humaine qu'on admire en Hollande, et elle renferme, dans un espace de trois lieues, plus de six mille habitants, qui luttent incessamment contre les flots.

Dans les premiers jours de l'insurrection vendéenne, René de Tinguy, à la tête de huit cents volontaires du Marais, s'en était rendu maître; mais le général Beysser ne lui avait pas laissé le temps de s'y établir. Noirmoutier, depuis cette époque, était sous l'empire de la République.

Pour parvenir dans cette île, il faut traverser, à marée basse, une lieue de large appelée le Gois. Ce nom, que l'administration des Ponts et Chaussées écrit *Goa*, par une inexplicable erreur, est dérivé du verbe patois *goïser*, qui signifie se mouiller les pieds en passant à gué. Ce passage, durant les deux ou trois heures de reflux, reste à sec, à l'exception de quelques chenaux ou *filées*, qui conservent une hauteur d'eau de vingt centimètres à un mètre, variable suivant les marées. Le secret du passage réside dans l'art de franchir ces filées tapissées de sables mouvants, dont les bancs se déplacent d'un jour à l'autre et s'offrent au voyageur comme un labyrinthe semé d'invisibles chausse-

(1) René-Henri de Tinguy, né à Saint-Fulgent, en 1750, était le fils aîné de Jean-Abraham de Tinguy, seigneur de La Sauvagère, et de Perrine Bruneau de La Rabastelière. Il avait épousé Thérèse-Ursule du Plessis de Grenédan. Charette le nomma gouverneur de Noirmoutier. Pris avec d'Elbée, il périt près de son chef et l'on raconte qu'avant de le fusiller, le 9 janvier 1794, les Bleus eurent la barbarie de lui arracher la langue.

trapes. Charette, qui a sous son drapeau les guides habituels du Gois et une foule de pêcheurs des deux rives accoutumés à marcher sur ces grèves perfides, peut aisément tromper la vigilance de l'ennemi. Les républicains ne croient le passage possible que sur un point; ils l'interceptent par une tranchée que soutient une batterie de canons placée en regard sur le rivage, à La Bassotière. Le général vendéen a pris ses dispositions; il s'est même assuré plus d'une intelligence dans la place. Il fait reconnaître un nouveau passage au nord du gué ordinaire, et il s'y engage au milieu de la nuit. Le 11 octobre 1793, il arrive à 2 heures du matin au pied de la digue, devant Barbatre, long village situé dans l'île presque en face du gué.

La marée est haute, la retraite, par conséquent, lui est impossible. Il a calculé avec précision ce moment pour livrer l'assaut. Les pieds dans la mer qui monte sans cesse, ses trois mille hommes s'élancent à la voix de leur général. Le républicain Richer, qui dirige l'artillerie de Barbatre, est sur le rivage, combattant comme un soldat. Charette le tue de sa propre main sur ses canons; et, touché de la jeunesse du fils de Richer, qui marchait à côté de son père, le général lui offre la vie. « Mon père, dit ce jeune homme, est mort pour la République; je déteste les rois et j'aime la liberté; tuez-moi. » Son vœu fut exaucé.

A 4 heures, Charette entrait dans Barbatre. Au point du jour il sommait la garnison de Noirmoutier d'avoir à mettre bas les armes; elle était dans l'impossibilité de se défendre. Wiéland, son commandant, homme de courage et d'honneur, capitula sans tirer un coup de canon, et les Vendéens y établirent une espèce de gouvernement. Le premier soin du général, qui connaissait les avances faites aux chefs de la Grande Armée par Tinténiac, fut, aussitôt après la prise de cette île, d'ouvrir avec l'Angleterre des communications directes. Il fit équiper un bâtiment marchand, et envoya Pierre de La Robrie, un de ses aides-de-camp, notifier au cabinet britannique la conquête de Noirmoutier.

Il avait à peine eu le temps d'organiser le gouvernement de

l'île, de lui choisir une garnison et des chefs civils et militaires, car il espérait s'en faire une place forte et un lieu de refuge, lorsqu'un de ses lieutenants, nommé Bodereau, qui amenait un détachement de cavalerie, lui annonça de tristes nouvelles. C'étaient la bataille de Cholet et le passage de la Loire.

A ces récits, Charette doute d'abord ; il refuse d'y ajouter foi ; mais, tout à coup, pressé par la réalité : « J'ai peut-être eu tort, dit-il, de ne pas tout sacrifier pour courir à leur secours. » Sur cette parole de remords qu'il s'adressait, il ne voulut pas rester plus longtemps à Noirmoutier. On eût dit que cette pensée d'avoir vaincu, tandis que ses compagnons mouraient en l'appelant, lui faisait mal. Il rentra dans ses cantonnements. A peine parvenu à Touvois, ses doutes, s'il en concevait encore, furent levés. A Touvois, il rencontra d'Elbée couché sur un brancard et accompagné de sa femme, de Boisy et d'Hauterive.

Pierre Cathelineau, un des jeunes frères du premier généralissime, avait rassemblé quinze cents Angevins du pays des Mauges. Avec cette escorte, il protégeait les jours du second.

L'entrevue fut touchante. « Je viens, dit d'Elbée, me jeter dans vos bras. — Votre vie appartient à la Vendée, répond Charette ; elle est sous ma sauvegarde. Ai-je besoin de vous dire que je la défendrai ? » Après avoir déploré avec d'Elbée la perte de Bonchamps et le passage de la Loire, Charette l'engage vivement à se retirer à Noirmoutier, où il pourra soigner ses blessures. D'Elbée accepta cette proposition ; mais les quinze cents Angevins du jeune Cathelineau, auxquels se réunit La Bouère, ne restèrent pas avec lui. D'Elbée pensa qu'il valait mieux les laisser dans le Bocage pour former un noyau, et pour opérer d'utiles diversions, en appelant tantôt sur un point, tantôt sur un autre, les forces de la République.

Les habitants de l'Anjou et du Haut-Poitou, qui n'avaient point suivi la Grande Armée, ne se montraient plus en armes. Sur ce territoire, naguère encore retentissant des bruits de guerre, on n'apercevait plus de soldats. A cette tranquillité apparente, on eût cru que le pays était soumis ou qu'il ne s'y trouvait plus d'hommes en état de porter les armes. Les Bleus occupaient

les positions militaires; ils avaient repris Montaigu, Tiffauges, Mortagne, Cholet, Bressuire et Saint-Florent. Leur domination s'étendait partout, et déjà la Convention discutait pour savoir si elle partagerait et distribuerait aux révolutionnaires ce sol maudit par elle.

Merlin (de Thionville) proposait de nommer désormais le département de la Vendée le *Département vengé*, au même titre que Lyon, après les horreurs de son siège, s'appelait *Commune affranchie*. Il conseillait d'accorder à des Allemands ou aux pauvres bien pensants des portions de terre qu'ils cultiveraient en toute propriété, à la seule charge de détruire, dans l'espace de six mois, les fossés et les haies. Selon Merlin, il n'y avait pas d'autre moyen d'effacer la Vendée royaliste du nombre des départements, ou de la republicaniser.

Le représentant Fayau n'avait pas ces expéditives manières de coloniser; mais pour cela, il n'en était pas moins révolutionnaire dans ses motions. « Charette, disait-il, est maître de Noirmoutier, il a sous son commandement les districts de Challans, de Légé, des Sables, de Montaigu et de Clisson, qui lui fournissent des hommes et des vivres. La Vendée est si peu soumise, qu'il faut encore des armées pour accompagner les représentants en mission dans ce pays où l'on n'a pas encore assez incendié. Or, je pense qu'il faut d'abord y envoyer une armée incendiaire, pour que, pendant un an au moins, nul homme, nul animal ne puisse trouver de subsistance sur ce sol ennemi. »

C'était un monstrueux projet. La Convention devait l'approuver. Le Comité de Salut public se chargea de le mettre à exécution.

Grâce à Charette, la Vendée renaissait de ses cendres. Le Bas-Poitou même avait enfin pris une attitude menaçante. Aucun de ses chefs ne s'était enrôlé dans la croisade d'outre-Loire, Couëtus et Joly seuls avaient témoigné le désir de ne pas se séparer de leurs frères dans ce moment suprême; mais ce désir fut contrarié par les événements. Après le passage, il devint impossible de le réaliser; les troupes républicaines suivaient les Vendéens à la piste. Couëtus et Joly, La Cathelinière

et Savin, Pajot et Guérin demeurèrent autour de Charette. Ainsi que Prudhomme et Lecouvreur, ils ne cessèrent de harceler les républicains. Ces derniers n'avaient pas songé que la guerre pouvait se raviver dans ces contrées. Aussi s'étaient-ils tous élancés à la suite de leurs généraux sur les traces de La Rochejaquelein. Mais la prise de Noirmoutier, mais les diverses attaques dont étaient victimes les cantonnements disséminés dans le pays, leur firent sentir la nécessité de veiller sur ce volcan, que des flots de sang n'éteignaient pas.

Les généraux Dutruy et Haxo reçurent ordre de sortir à tout prix de leur dangereuse inactivité. Ils vinrent s'opposer aux envahissements de Charette, qui, seul resté dans le Poitou, réunissait sous son drapeau tous ceux que les persécutions mettaient dans la nécessité de guerroyer. Le général Moulin jeune fut chargé du même rôle pour la Haute-Vendée. L'arrivée de ces troupes excita des inquiétudes. Leur présence souleva des haines. Les crimes dont elles se glorifiaient enfantèrent de nouveaux soldats. Les quinze cents hommes que dirigeaient La Bouère et le jeune Cathelineau se recrutent de tous ceux qui ne savent pas courber la tête sous le joug de la liberté. Ils menacent en même temps Saint-Florent et Cholet, ils attaquent les détachements, les dispersent, et vont même jusqu'à provoquer les bataillons que l'adjudant-général Desmares maintenait à Jallais comme une garnison indispensable pour protéger les républicains.

Au milieu de toutes ces escarmouches, bien moins importantes sans doute que les opérations de l'armée royale, Charette grandit en ressources militaires, en talents et en pouvoir. Le général Haxo, trop faible pour agir contre lui, s'est résigné à contempler presque l'arme au bras les progrès du général poitevin; mais déjà Dutruy, tour à tour forcé au combat par Joly, Ducloudy et Savin, s'est vu chasser des marais de Challans. Il a été obligé de se réfugier sous le canon de Saint-Gilles. Le 31 octobre, les divisions de Joly et de Savin le poursuivent jusque dans ce port, dont les retranchements sont couverts de soldats et armés de batterie. Le combat dura quatre heures, les

Vendéens étaient à trente pas des canons, affrontant la mitraille et visant les canonniers homme par homme. Les deux chefs royalistes comprirent que leurs efforts ne pouvaient aboutir qu'à une inutile effusion de sang. Ils firent le signal de la retraite, espérant ramener un peu de régularité dans leurs rangs. A la suite de cet échec, le général Charlery se met à la poursuite des royalistes. Joly, placé à l'arrière-garde, le laisse approcher. Il ordonne une décharge à bout portant, et, le sabre en main, il s'élançe dans les rangs où son feu a répandu la terreur. Charlery n'alla pas plus loin.

Au retour de cette expédition, Joly accourt au quartier général de Légé pour demander de la poudre dont sa division et celle de Savin ont le plus pressant besoin. Afin d'en obtenir, il s'adresse à Leblanc, chef de l'artillerie. « Je n'ai point d'ordres à recevoir de vous, » dit ce dernier. Joly avait dans le caractère quelque chose de rude et d'impérieux, qui le rendait aussi terrible à ses partisans qu'à ses adversaires. C'était la guerre civile faite homme. Il enjoint d'un ton bref au chef de l'artillerie d'obéir. Celui-ci refuse de nouveau. Joly tire un de ses pistolets, et, en prononçant ces paroles : « Un royaliste qui n'obéit pas à son chef ne vaut pas mieux qu'un révolutionnaire, » il brûle la cervelle à cet officier, dont Charette tenait en estime les talents et la personne. A cette nouvelle, le général conserve son sang-froid. « Je regrette beaucoup, dit-il, la mort de Leblanc, mais qu'elle serve d'exemple aux insubordonnés. »

Et cela dit, cela offert comme un souvenir au mort, comme une leçon aux vivants, profita plus à ses officiers si souvent indisciplinés que toutes les prières.

A cette époque où, avec des mesures moins acerbes que celles déjà employées, la Convention pouvait essayer de pacifier la Vendée, et l'essayer avec des chances de succès, elle sembla, par ses décrets ou par ses agents, vouloir encore la pousser plus avant dans la voie de l'insurrection. Barère avait dit à la tribune : « Il faut désoler jusqu'à leur patience. » Cette parole évoqua plus d'un barbare commentateur. La paroisse d'Izernay surtout fut témoin d'un de ces traits si fréquents alors, et qu'il

faut enregistrer comme la honte d'un parti et la gloire de l'autre.

La paroisse d'Izernay avait vu naître le père Vandangeon, célèbre dans les deux camps par son courage et par son inépuisable charité. Tandis que la Grande Armée, à peine de l'autre côté de la Loire, s'avancait vers Laval, une vingtaine de républicains arrivent à la ferme de Vandangeon, l'enlèvent et le conduisent à Cholet, où il doit subir un jugement en qualité de coupable ou de suspect du crime de lèse-nation. En apprenant cette arrestation, sa famille et ses voisins sont consternés comme si un malheur allait fondre sur le pays. Vandangeon seul demeure impassible. Malgré les injures dont elle est accablée, sa fille aînée s'attache à ses pas. Elle le suit jusqu'à Cholet, et, sentinelle de la piété filiale, elle passe les jours, elle passe les nuits en face du cachot où le royaliste est captif.

Témoins d'une pareille tendresse, les Bleus l'assurent que son père sera rendu à la liberté si elle consent à entendre la messe de l'intrus. A ces propositions qui, acceptées, doivent la réhabiliter dans l'esprit du général républicain, elle répond : « La vie de mon père m'est bien chère, mais je ne puis consentir à ce que vous exigez. Cependant, avant de prendre un parti, je désire en parler au prisonnier. » Le prisonnier loue sa fermeté, exalte son courage, bénit sa foi. A force de supplications, d'importunités et de larmes, elle obtient d'être enfermée avec son père. Là, dans un cachot fétide, elle est à côté de lui, soutenant de ses faibles mains et avec une corde passée à son cou les chaînes dont il est chargé, et qui déchirent ses bras et ses jambes. Pendant un mois, la vertueuse jeune fille offre ce sublime exemple. Quelques amis du père Vandangeon, des patriotes même de Cholet, obtiennent enfin sa liberté, à la condition que dorénavant il ne cachera plus de nobles ou de prêtres.

A la nouvelle de sa délivrance, toute la paroisse d'Izernay va au-devant de lui. Toute la paroisse le supplie de renoncer à une charité qui a failli lui coûter la vie : « Je serai catholique et royaliste de cœur et d'action, » répond-il avec une simplicité que l'on ne voit plus que dans les actes des martyrs. Le soir, il se coucha. Après trois ou quatre heures de sommeil : « Ma fille,

dit-il, lève-toi. Allons à La Challoire, où nos dignes prêtres sont cachés. Ils ont tant pleuré depuis mon arrestation qu'il faut bien les consoler. — Mais, mon père, vous ne pourrez jamais vous y rendre, interrompt la jeune fille; il y a plus d'une lieue. » Le vieillard s'y transporta cependant. Deux jours, après, les républicains le fusillaient.

A peu de semaines de là, un engagement où la troupe de Cathelineau avait eu le dessus laissa dix-sept prisonniers républicains à Izernay. On parqua ces malheureux dans une chambre basse du presbytère. A la nouvelle que des soldats sont captifs près d'eux, une foule de femmes et d'enfants se réunit. De tous côtés l'on n'entend qu'un cri : « Ce sont eux qui ont tué nos maris, eux qui ont tué nos frères, eux qui ont massacré nos fils. Ils méritent la mort! — Qu'en ferez-vous? répètent de jeunes paysans aux sentinelles préposées à leur garde. Ils vont vous échapper, puis ils recommenceront. Qu'on les fusille! » Déjà les armes s'apprêtaient. Un jeune homme accourt : c'est Jacques Vandangeon, dit le *sabreur*, fils de ce Vandangeon dont il était question tout à l'heure. Il s'élançe sur le seuil de la porte derrière laquelle les soldats républicains criaient miséricorde. « Que voulez-vous dit-il. Tuer ces hommes? et ne savez-vous pas qu'un prisonnier est chose sacrée? Je les mets tous sous ma sauvegarde. »

Alors, tirant son sabre du fourreau et l'agitant sur sa tête : « Si quelqu'un, reprend-il, veut toucher à ces Bleus qui ont peut-être fusillé mon père, il faudra qu'auparavant il me passe sur le ventre. » A ces paroles, chacun ajoute : « Jacques Vandangeon a raison. » Et, au même instant, tous, mus par un élan de générosité, se retirent et reviennent bientôt distribuant aux prisonniers du pain et des vêtements.

Les excès commis à Izernay se renouvelaient sur tous les points à la fois. Jamais pays vaincu ne fut soumis d'une aussi cruelle manière à l'arbitraire du sabre, qui encore pourtant eut quelquefois de nobles résistances à opposer à l'impitoyable système dont la Convention s'était armée. Mais cette pitié n'animait qu'une faible partie des troupes.

Il y en avait qui s'acharnaient à commettre des crimes inutiles,

ou qui, par des tortures dignes des siècles de barbarie, cherchaient à exaspérer les populations. Ainsi, à la porte des écuries où la cavalerie républicaine abritait ses chevaux, il n'était pas rare de voir clouées les oreilles ou la langue des Vendéens que l'on avait mutilés. C'étaient les trophées que la cavalerie ambitionnait le plus, et elle ne se faisait pas faute d'en conquérir. Il y eut même des représentants du peuple qui, à l'exemple des Arabes du désert, accordèrent une prime d'encouragement à de pareilles victoires remportées sur l'humanité. Ces primes horribles furent souvent disputées avec un acharnement plus horrible encore.

Voilà ce qui se faisait en Vendée lorsque les royalistes l'eurent abandonnée. Suivons maintenant la Grande Armée dans la marche aventureuse que les événements vont tracer à son nouveau généralissime.

Le révolutionnaire Léchelle a convoqué un Conseil de guerre à Beaupréau. On y sait le passage de la Loire, et cette mesure, regardée comme impossible par les officiers républicains, excepté par le général Haxo, modifie complètement le plan d'extermination adopté après leur victoire dans la lande de Bégrolle. Léchelle propose de suivre le même chemin que les royalistes, de traverser sur-le-champ la Loire au point où ils l'ont traversée et de se mettre à leur poursuite, sans laisser à La Rochejaquelein le temps de les rallier ou de les rassurer. Mais l'exécution de ce plan offrait bien des difficultés. Les Angevins et les Bretons de Talmont, de d'Autichamp et de Piron, ceux de Desessarts et de Duhoux avaient brûlé les barques et les pontons. Dans un aussi bref délai, il était impossible de s'en procurer d'autres sur le fleuve; et l'artillerie de la Grande Armée, braquée par Marigny sur les hauteurs de Varades, annonçait assez que ce ne serait pas sans danger que l'on s'exposerait à tenter un pareil projet. On craignait en outre que la masse des Vendéens ne se dirigeât sur Nantes ou sur Angers, dégarnis de troupes, et qu'elle n'étendît la guerre autour de ces cités, où la foi en la Révolution était chancelante, où le civisme n'était qu'un effet de la peur.

Après plusieurs heures d'hésitation, il fut convenu que l'armée allait se séparer et suivre la double direction de Nantes et d'Angers pour arriver ainsi de l'autre côté du fleuve sans s'exposer à une bataille à Varades, dont les conséquences pouvaient devenir affreuses pour elle. Le général Beaupuy marcha sur Angers, Léchelle prit la route de Bretagne.

Deux jours passés à Varades avaient affamé cette ville et les environs. Les cinquante mille Vendéens qui émigraient à main armée, mais qui dans leurs rangs comptaient autant de femmes, d'enfants et de vieillards que de soldats, n'avaient point de vivres. S'arrangeant pour se battre dans leur pays, ils apportaient eux-mêmes le pain nécessaire pour les nourrir durant leurs expéditions; puis, vainqueurs ou vaincus, ils rentraient dans le Bocage. Cette façon de faire la guerre avait dispensé les généraux de s'occuper des subsistances et d'établir une intendance. Tant que l'armée resta dans le Bocage, cet oubli ne fut jamais remarqué; mais après le passage du fleuve, il fallut y pourvoir. On se vit dans la nécessité de lever ce camp et de parcourir chaque jour une région nouvelle.

Le Conseil résolut d'avancer sur Laval.

Le prince de Talmont, dont les ancêtres étaient les seigneurs de toute la province, assurait y avoir des intelligences et pouvoir faire soulever une partie des campagnes. L'abbé Bernier, dont les avis avaient encore force de loi, les généraux mêmes parlaient déjà de se diriger sur Saint-Malo en appelant la Bretagne à l'insurrection. Pour corroborer ce conseil, que Lescure repoussait, le chevalier de Saint-Hilaire, émigré breton, venant de Jersey, annonçait qu'un débarquement de troupes britanniques était sur le point de s'opérer.

La mission de Saint-Hilaire était sans doute authentique, elle coïncidait parfaitement avec celle de Tinténiac; mais il n'avait point de dépêches du gouvernement anglais. Sa présence pouvait paraître suspecte. On n'écouta qu'avec réserve ses ouvertures; elles blessaient les susceptibilités vendéennes de La Rochejaquelein, de Lescure et de Marigny. Pourtant, c'était une planche de salut offerte à l'armée. Certains chefs, du nombre de ceux

qui avaient toujours partagé la pensée de Bonchamps sur une expédition en Bretagne, mais qui, pour la faire réussir, n'avaient ni ses talents militaires ni ses relations avec les habitants, prirent prétexte de cette mission et de ces armements promis par l'Angleterre : ils insistèrent pour que l'armée essayât une pointe vers la côte.

La mission de Saint-Hilaire n'eut qu'un résultat assez insignifiant en politique ; pour l'abbé Bernier, elle fut d'une importance dont plus tard la Grande Armée ressentit tristement les effets. A l'arrivée de l'évêque d'Agra à Thouars, le curé de Saint-Laud, dont l'omnipotence n'était pas encore solidement établie, laissa ce faux prélat se glorifier des hommages qui entouraient sa dignité pontificale ; mais, soupçonnant quelque mensonge dans les récits de l'abbé Guyot de Folleville, il s'empressa d'écrire en cour de Rome pour obtenir des renseignements précis. Le temps s'écoula, et, à défaut de dépêches du cabinet de Saint-James, Saint-Hilaire, par une étrange coïncidence, remit aux chefs vendéens copie authentique d'un Bref du Pape qui leur était envoyé de Rome. Ce Bref, adressé aux évêques français émigrés à Londres, révélait que le prétendu vicaire apostolique était un imposteur sacrilège.

L'étonnement des généraux fut profond et leur embarras extrême ; ce qui prouverait jusqu'à l'évidence que, par politique, ils n'avaient jamais cherché à couvrir la fraude ou à s'en faire un levier. L'abbé Bernier s'attendait à cette nouvelle : il avait dressé ses batteries en conséquence. Par respect pour le sacerdoce, dont les royalistes ne devaient pas compromettre la sainteté, il demande que la faute de l'évêque d'Agra ne soit pas rendue publique, mais que seulement et peu à peu on lui retire la confiance que jusqu'à ce jour chacun a été heureux de lui témoigner. Il donne même à entendre que Folleville peut très bien n'être qu'un agent secret de la République. Les raisons de l'abbé Bernier étaient plausibles : elles convinquirent les chefs, qui, sans manifester aucun mépris au faux prélat, l'éloignèrent des conseils, où son intervention n'avait jamais été remarquée. Pour le faire disparaître sans scandale, on attendit une occasion favorable.

L'évêque d'Agra ne tarda pas à s'apercevoir des soupçons auxquels il était en butte et de la défiance qu'il inspirait. Il n'osa ni avouer son mensonge ni mourir sur un champ de bataille en excitant l'ardeur des troupes ; il abdiqua par le fait même entre les mains du curé de Saint-Laud, qui alors, sans concurrent ecclésiastique, imposa souvent sa volonté à des officiers tenant en juste estime ses incontestables talents, mais qui auraient peut-être dû se méfier un peu plus de son ambition.



Blanchard sc.

MARIE-ANTOINETTE

Le 20 octobre, au moment de s'ébranler pour ce voyage, dont elle ne connaît point le terme, l'armée apprend que la reine Marie-Antoinette a enfin expié sur l'échafaud révolutionnaire ses vertus toutes françaises. Cette nouvelle, arrivant dans un pareil moment, arracha cependant des larmes aux soldats : ils pleurèrent, ils prièrent. Mais la Révolution fit éclater sa joie. Elle dansa sur ce cadavre royal, et c'est dans la correspondance des Conventionnels en mission dans les villes de l'Ouest que se voit relatée cette

insulte faite à toutes les convenances.

« Après les cris mille fois répétés de : « Vive la Montagne ! » que la foule profère en sortant du club, la joie dont tous les cœurs sont pénétrés, disent les représentants à Nantes, devient si vive, que nous sommes forcés de céder aux instances qui nous sont faites pour qu'il soit donné un bal qui s'improvise à la sortie du club, au moment où la ville s'illumine de toutes parts. »

Malgré la douleur dont les royalistes étaient frappés, malgré la vengeance qu'il leur eût été si doux de tirer à l'instant même de ces féroces démonstrations de joie, il fallut partir. L'armée se mit en mouvement, suivant la route d'Ingrande. Après trois

heures de marche, ses éclaireurs sont assaillis par l'adjutant général Tabari, auquel le district de Maine-et-Loire, peu confiant dans ses lumières ou dans son courage, imposa deux de ses membres pour conseils. Tabari et Duverger, l'un des commissaires du district, voient les avant-gardes vendéennes reculer à leur approche. Ils s'élancent à la poursuite des royalistes, mais bientôt ils sont enveloppés par les tirailleurs au milieu même des vignes de la coulée de Serrant.

Tabari prend honteusement la fuite. Duverger cherche à en faire autant. Il est atteint d'une balle, cerné et massacré par des éclaireurs volontaires. Ces éclaireurs rejoignent au galop la route de Champtocé; mais là on vit encore ce qui se répétait souvent dans ces rencontres : un homme seul tenant tête à l'ennemi, et se faisant glorieusement tuer plutôt que de se rendre. Cet homme se nommait Marchand. C'était un gendarme. Acculé contre un petit mur d'enceinte, il résiste tant que ses forces le lui permettent. Lorsqu'il s'aperçoit que personne ne songe à venir à son secours, il se laisse tuer en poussant un dernier cri de : « Vive la République ! » Tabari est aussitôt traduit devant le tribunal révolutionnaire d'Angers, que préside le cruel Félix. On ne lui laisse pas le temps de s'expliquer. On le condamne, et de suite il est mené à l'échafaud.

Ce même jour, 20 octobre, Michel Beaupuy écrivait au général en chef Léchelle pour lui rendre compte de ses manœuvres :

« Nous allons, nous allons toujours, rien n'arrête l'avant-garde; elle suit les représentants du peuple.

» A Saint-Florent, j'ai fait de nouvelles dispositions d'attaque sans votre participation; mais j'étais avec les représentants du peuple, qui non seulement les ont agréées, mais même me les ont conseillées.

» Le citoyen Merlin, avec un détachement, s'est chargé d'observer la partie d'Ancenis, et d'empêcher le général Canel de passer la Loire avec la colonne de Luçon; et moi, avec l'avant-garde, je suis arrivé, après douze heures de marche, à Angers, où les rebelles se dirigeaient. Il paraît que déjà ce mouvement a produit quelques effets. L'ennemi, qui paraissait très irrésolu,

s'est décidé ; il marche sur Candé, et moi aussi je vais marcher sur Candé. Je vous promets, général, avec les représentants qui me secondent, de ne pas cesser de les poursuivre qu'ils ne soient tous rendus ou détruits. D'après l'état actuel des choses, je suis décidé à partir demain à trois heures du matin ; je me dirigerai sur Candé. Je ne puis attendre vos ordres, trop de distance est entre nous deux ; mais je me concerterai avec le général Canuel et le général OIagnier qui occupe une position à Saint-Georges, et j'espère que la République verra dans peu de jours la fin de cette étonnante et affreuse guerre. »

L'armée royale arrive à Candé, d'où la garnison s'est retirée. Le 21 octobre, les Vendéens partent de Segré, suivant la route de Château-Gonthier. La pluie inondait les chemins et répandait encore plus de troubles dans ces masses que personne ne pouvait diriger. De l'avant-garde à l'arrière-garde, elles s'étendaient sur un rayon de plus de quatre lieues. A l'avant-garde, que guidait Forestier, il avait été possible, à force de prières, de faire régner un peu de régularité ; mais au centre, sur les derrières, où l'on traînait les derniers canons, des débris de bagages ou de meubles, des voitures de luxe, des charrettes encombrées de malades, et où ne se rencontraient que des milliers de femmes portant, à leur cou et sur leurs épaules, les enfants à la mamelle ; où l'on ne voyait que des vieillards soutenus par leurs fils, des blessés qui, pour éviter la mort, allaient peut-être au-devant d'elle, il était au-dessus d'une force humaine d'établir une apparence d'ordre. Partout régnait la confusion ; de tous côtés, des cris de désespoir se faisaient entendre. Pour toute réponse aux prières des généraux, on ne recueillait que ce cri : « Nous sommes perdus ! »

La Rochejaquelein, au milieu de cette épouvante, fait un dur noviciat de son autorité. Il ne perd pourtant pas courage. Revêtu de la redingote bleue avec laquelle il a fait toute la guerre, sans autre insigne d'autorité que sa noble figure, sans autre distinction que sa valeur, il se porte sur chaque point au galop de son cheval, qu'à cause de sa vitesse les paysans, dans des temps plus heureux, ont surnommé le *Daim*. Il encourage Forestier, chargé seul de la défense de tous ; il rallie les fuyards, organise

les bataillons, presse la marche des uns, compatit aux souffrances des autres, et, de retour au centre, il attend, avec une anxiété que partage son état-major, les attaques des républicains, qui d'un seul coup peuvent détruire cette population avançant sans espérance et sans but.

Au bout d'une course aussi longue que fatigante, sous une pluie qui ne cesse point, l'armée est en face de Château-Gonthier. La garnison de la ville n'est pas plus favorisée que celles de Candé et de Segré. Elle veut se défendre. Après deux heures d'un inutile combat, elle laisse Château-Gonthier aux royalistes ; mais là, on apprend que les Bleus, revenus à Candé, ont massacré sans pitié des blessés confiés par force à la merci publique. Sur le chemin, l'armée royale a trouvé à chaque pas des cadavres mutilés, des cadavres de femmes, d'hommes et d'enfants. Ce spectacle a ému tous les cœurs, déjà en proie à tant de poignantes inquiétudes. A peine arrivé à Château-Gonthier, Marigny, qui, pendant la route, s'était exaspéré des cris de vengeance poussés par ses soldats ; Marigny, qui n'accepte pas la guerre civile avec l'humanité d'un seul côté, et la terreur de l'autre, fait saisir le juge de paix, qui s'est caché dans une cave. Chacun s'accorde à le dénoncer, lui et le curé constitutionnel, comme les provocateurs des barbaries. On traîne le magistrat sur la place, en face même de Marigny. A la vue de ce visage irrité et de ces yeux menaçants, il recule saisi d'épouvante. « Vous avez, lui dit Marigny, trempé vos mains dans le sang de nos frères blessés. Vous avez, vous, magistrat, protecteur-né de la faiblesse et des orphelins, égorgé des femmes et des enfants. Vous méritez la mort ; vous êtes un lâche. » Au même instant il tire son épée et le tue de sa propre main. Le curé constitutionnel a le même sort. Les insurgés applaudissent à cette justice sommaire.

A Château-Gonthier, La Rochejaquelein est cependant parvenu à établir un commencement de discipline. Des soldats alsaciens, excités par le besoin, s'étaient seuls livrés à des pillages de vivres que la faim autorisait, mais qui, en se renouvelant, devaient compromettre la moralité des Vendéens. L'un de ces

Alsaciens fut saisi au moment où, après avoir blessé une femme à coups de sabre, il la dépouillait de son argent. Cet Allemand est fusillé; car on sentait de quel intérêt il était pour l'expédition de ne pas effrayer par le pillage les populations dont on espérait le concours, ou tout au moins la neutralité.

Le lendemain, à neuf heures du soir, l'armée laisse Château-Gonthier, et se dirige sur Laval. C'est là que Talmont a promis de secouer la torpeur de ses partisans, et de les appeler à se ranger sous le drapeau. Cette espérance réveille une certaine énergie chez les Vendéens. Ils marchent jusqu'à Entrames sans rencontrer un ennemi, et n'évoquant partout que des cœurs dévoués; mais là, ils ont connaissance des proclamations que le représentant du peuple, Esnue-Lavallée, fait répandre dans les campagnes, dans les villes et dans les Corps républicains. Il y a de ces proclamations qui sont l'œuvre du Comité de Salut public.

Celles-ci ne sont qu'affreuses; c'étaient Robespierre, Hérault (de Séchelles), Billaud-Varennes et Carnot qui les avaient signées.

Une autre est adressée aux habitants et aux soldats révolutionnaires par les représentants en mission. Celle-là rentre dans l'histoire de cette guerre; elle nous appartient donc. Elle était ainsi conçue :

« FRÈRES ET AMIS,

» Les Brigands de la Vendée, battus et mis en déroute par les soldats de la République, viennent de passer la Loire. Ils vont porter dans vos contrées les fléaux qu'ils ont si longtemps répandus dans un pays dont ils se croyaient les maîtres, et qui n'offre en ce moment qu'un monceau de cendres et de cadavres.

» Tel est le sort qui vous attend, si vous n'employez toutes vos forces pour chasser de votre territoire les monstres qui vous portent la désolation et la mort.

» Nous poursuivons sans relâche cette horde épouvantée. Hâtez-vous de lui opposer des barrières impénétrables. Marchons ensemble. Noyons dans la Loire et exterminons sur ces rives les lambeaux de l'armée catholique et royale. »

A la suite de cette proclamation, qui, on le voit, jette au

Paris 18 Brumaire l'an 2^e de la
République française une indivisible

Vos représentants du peuple membres
du Comité de Salut public,

aux administrateurs du Département
de Maine et Loire.

La plupart des habitants des départements —
menacés par les rebelles de la Vendée qui se
font levés pour les repousser, font sans
armes ou hors d'état de les porter, ce qui
ne peut qu'entraver les opérations relatives
à la formation de ces corps de troupes en
consommant mal à propos les subsistances.
Ces considérations nous ont déterminés à prendre
l'arrêté dont l'expédition est ci-jointe et
que nous vous invitons à faire exécuter dans
votre Département si le même inconvénient
y existe.

Carnot

Robespierre

Nous devons ce fac-similé à l'obligeance de M^{me} la C^{se} de La Bouère, à qui l'original
appartient.

compte des paysans les attentats inspirés par la Révolution et commis en son nom, attentats dont les paysans étaient les premières victimes, il s'en lit une autre adressée aux soldats patriotes :

« BRAVES SOLDATS,

» Vous avez mis tout à feu et à sang sur le territoire des Brigands; vos victoires ont été terribles comme la loi qui vous avait chargés de venger la République. Il ne fallait rien moins que ce grand exemple aux rebelles et aux ennemis du dedans. Vous vous êtes couverts de gloire, et la patrie est satisfaite.

» Il ne vous reste plus qu'à détruire une partie des scélérats que vous poursuivez sans relâche; bientôt vous allez les atteindre et les exterminer. Mais ils ont passé la Loire; vous quittez la terre de proscription, et vous êtes déjà sur la terre de la liberté.

» Là, le fer et la flamme vous avaient été remis pour exercer une juste vengeance; ici, l'honneur et la loi vous disent de respecter et de protéger les propriétés. C'en est assez pour de braves républicains qui connaissent leurs devoirs : ils n'oublieront pas qu'ils sont chez des frères et des amis; ils ne flétriront pas les lauriers qu'ils viennent de cueillir.

» Les représentants du peuple aiment à croire que les défenseurs de la liberté ne porteront aucun dommage aux propriétés des patriotes; ils ne laisseront, dans les départements soumis aux lois, que le souvenir de leur courage et de leurs vertus.

» Si l'espoir des représentants du peuple était trompé, si quelques individus se livraient au pillage, alors, ils appelleraient sans pitié le glaive de la loi sur leurs têtes coupables; ils ne veulent pas laisser une seule tache à l'armée victorieuse des côtes de l'Ouest.

» Les représentants du peuple en mission dans les départements insurgés :

» BELLEGARDE, RUELLE, BOURSAULT, CARRIER,
FAYAU, GILLET, MÉAULLE. »

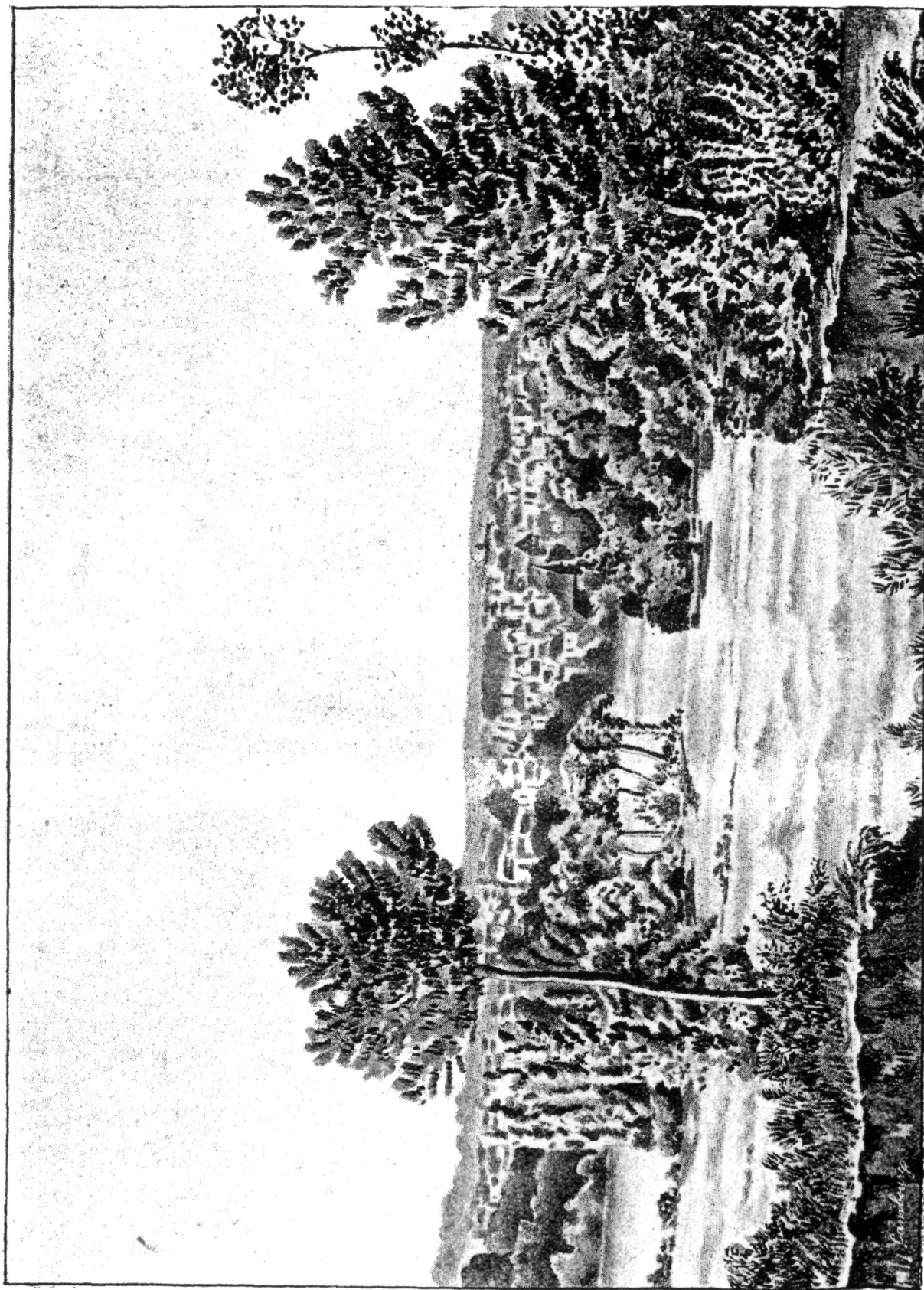
A la lecture de ces pièces, La Rochejaquelein est saisi d'indignation; mais Forestier, Talmont, Marigny et Stofflet demandent

qu'elles soient communiquées aux royalistes, afin qu'elles puissent leur apprendre le sort qui leur est réservé, s'ils sont tentés de reculer. L'armée écoute ces paroles tombant sur sa tête comme une condamnation, et elle jure de ne pas faire aux Bleus la victoire aussi facile qu'ils ont l'air de l'espérer. Avec un instinct admirable, elle se prête à une organisation jusqu'alors impossible. M. Henri la conduit sous les murs de Laval, où Esnue-Lavallée a réuni quinze mille volontaires de Craon, d'Ernée et de Mayenne. Esnue-Lavallée veut défendre la ville; mais le 23 octobre, les Vendéens, espérant réparer leurs désastres par un coup d'éclat, se jettent en aveugles sur ces bataillons et sur l'artillerie. Les Vendéens ont encore leur intrépidité des jours heureux.

Esnue-Lavallée et ses quinze mille hommes ne peuvent résister à ce choc. Ils se dispersent à la voix du général républicain Letourneux, qui s'échappe à travers les rangs de ses soldats et les entraîne dans sa fuite. Les bataillons de la Mayenne ne cèdent pas si vite le terrain. Deux administrateurs de ce district sont tués à leur tête; mais l'impétuosité des Blancs est telle, qu'après quelques heures de résistance, ces bataillons sont obligés de fuir en désordre.

En les poursuivant, La Rochejaquelein se trouve, dans un chemin creux, aux prises avec un grenadier. Depuis l'affaire de Martigné, M. Henri a toujours le bras droit en écharpe. Le républicain le couche en joue. Le coup part. Il est adroitement esquivé. De la main gauche, Henri saisit le grenadier au collet, et, avec les jambes, il maîtrise si adroitement son cheval, qu'il parvient à terrasser le patriote. Quatre paysans accourent. Ils fondent sur le Bleu pour le massacrer. Le général arrête leurs bras déjà levés, et, s'adressant au soldat : « Retourne vers tes républicains, dit-il, annonce-leur que tu t'es rencontré seul avec le général des Brigands, qui n'a qu'une main et point d'armes, qu'il t'a terrassé et laissé la vie. »

Le même jour, il entrait à Laval, où l'armée fut accueillie avec joie. A la porte de cette ville, lorsque le combat avait cessé, La Guérvivière est frappé à mort par une balle républicaine que



LANDE DE LA CROIX-BATAILLE PRÈS LAVAL (D'après une aquarelle de M. le C^{re} de Cambourg, 1894.)

les insurgés croient destinée à La Rochejaquelein, auprès de qui ce brave officier se tenait. Ce meurtre les irrite contre les vaincus, et ils se décident à n'accorder aucun quartier; mais, ainsi qu'à Fontenay, une femme est là pour implorer leur pitié. M^{me} de Montfranc a recueilli chez elle un grand nombre de Bleus, elle vient supplier M. Henri d'être humain dans la victoire. C'était le plus cher de ses vœux. La Rochejaquelein fait grâce à ses ennemis. « Ils ont voulu tirer sur moi, Madame, dit-il, c'est donc moi qui dois pardonner le premier. »

Le conventionnel Esnue-Lavallée n'entendait pas ainsi l'humanité et la fraternité.

M^{me} de Montfranc avait arraché à la mort plus de six cents républicains. Après l'évacuation de Laval par la Grande Armée, cette dame fut déclarée suspecte d'aristocratie et d'incivisme. On la jeta pendant dix ou quinze jours dans un cachot, puis on la fit périr sous le couteau de la guillotine comme coupable de générosité.

La C^{ste} de Monteclair et M^{lle} Renouard furent plus heureuses. Elles avaient sollicité de Talmont la grâce de plusieurs prisonniers, et entre autres de Guimondière-Berthelot, juge de paix du canton d'Izé. La grâce fut obtenue; et ces nobles femmes, qui exerçaient la charité au milieu des horreurs d'une guerre civile, ne payèrent pas de leur tête la bonne action que le ciel leur avait inspirée et que l'humanité de Talmont avait réalisée.

Ce dernier est au centre des propriétés de sa famille. Il appelle aux armes les royalistes, qui jusqu'alors ont souffert sans pouvoir se plaindre; mais les habitants de Laval, quoique très attachés à la cause des Bourbons et à la religion dont le culte leur est solennellement rendu, n'osent qu'avec effroi se livrer à leurs sentiments. Ils craignent que les Vendéens ne soient bientôt forcés d'évacuer leur ville. Cette pensée arrête les démonstrations de leur zèle. Ils savent les supplices que la Révolution leur ferait subir, et ils n'ont pas le courage de les affronter. Les habitants de Laval montrèrent donc peu d'empressement à combattre la République; mais les paysans du Maine ne s'étaient pas endormis dans cette fatale apathie qui empêche de soutenir

un ami, sous prétexte de ne pas exaspérer un adversaire. Ces paysans ne comprenaient pas les misérables calculs de la bourgeoisie et cet instinct d'égoïsme qui place l'homme dans un juste milieu impossible; ils accoururent de toutes les campagnes voisines, offrant leur bonne volonté et leurs bras. Ils n'avaient pas la lâche timidité, le funeste amour du repos qu'à diverses époques les partis ont tant reprochés aux classes intermédiaires, ostensiblement contentes de tout gouvernement qui n'exige pas d'un seul coup leur fortune et leur vie. Ils accoururent vêtus de leurs peaux de chèvre, et cachant sous des chapeaux à larges bords leurs longs cheveux plats. Chargés de fusils de chasse, ou plus souvent de fourches ou de bâtons seulement, ils se placèrent en ligne.

Ce fut à Laval aussi que la Grande Armée se recruta d'une foule de pauvres villageois dont plus tard le nom acquerra une célébrité historique. De ce nombre est Jean Cottereau, plus fameux sous le nom de Jean *Chouan*, que les Bretons et les Manceaux ont immortalisé. Accompagné de ses trois frères, Cottereau amène au général La Rochejaquelein ses premiers volontaires servant de noyau à la division qu'il commandera bientôt. C'est l'éclaireur de l'avant-garde, un éclaireur dont les connaissances locales et le courage de tous les instants sont d'un inestimable secours.

Jean-Louis Treton, un boiteux, que son agilité a fait surnommer *Jambe-d'argent*, s'est offert, lui aussi, au moment du départ de Candé. Il a sollicité une arme. Cette arme fut refusée à son infirmité. *Jambe-d'argent* jura qu'il saurait bien en conquérir une. A l'affaire de Château-Gonthier, le boiteux tint parole. Il se jeta avec tant d'intrépidité au milieu des Bleus que, peu de secondes après, il était muni d'un fusil, d'un sabre et de plusieurs gibernes, dont il sut faire un héroïque emploi.

La Bretagne ne resta pas plus sourde que le Maine à l'appel de ses frères de l'Anjou et du Poitou. La Bretagne avait déjà de courageux représentants dans cette armée. Georges Cadoudal et son ami Mercier, que sa valeur faisait désigner sous le nom de *La Vendée*, guerroyaient depuis leur arrivée, au mois de



LES CHOUANS BAS-MANCEAUX EN EMBUSCADE

juin 1793, dans la division de Bonchamps. Les Bretons qui vinrent se réunir à eux se rangèrent sous leur patronage.

Georges en fut le chef; et cette colonne, par son zèle à toute épreuve, donna, dans ces circonstances difficiles, un nouveau témoignage de son intrépidité.

Les royalistes comptaient deux jours de marche sur les troupes républicaines. Ces deux jours furent consacrés à se reconnaître dans les murs de Laval et à faire reposer les soldats, que, depuis la bataille de Cholet, tant de fatigues et d'inquiétudes avaient épuisés. Mais bientôt, on apprit que l'avant-garde des Bleus, commandée par Westermann, était à Château-Gonthier. Deux avis furent ouverts : courir à la rencontre de l'ennemi, ou poursuivre sa route en Bretagne. La majorité des généraux, entraînée par La Rochejaquelein, décida qu'il ne fallait plus fuir devant les républicains. On les attendit.

Le général Léchelle avait voulu que son armée *avançât majestueusement et en masse* — ce sont ses paroles de prédilection, les mots que l'on signale dans chaque ordre du jour et dans tous ses bulletins; — mais Westermann, toujours ardent, toujours pressé de faire parler de lui à tout prix, selon le témoignage de Kléber, n'a pas assez de patience pour dépendre des mouvements du corps d'armée. Il en est déjà éloigné de plus de six lieues, et il ne compte avec lui que quatre mille hommes. De faux rapports lui annoncent que les Blancs ont évacué Laval : il court, dans l'espérance de tomber à l'improviste sur leur arrière-garde. Il entraîne à sa suite le général Beaupuy, démontrant inutilement que le Corps d'armée de Léchelle et la division du général Canuel ne sont plus qu'à une journée de marche. Ces conseils ne sont pas écoutés.

Dans la nuit du 24 au 25 octobre 1793, il est à la lande de la Croix-Bataille, à moins d'une lieue de Laval. Le capitaine Hauteville découvre les Blancs embusqués à droite et à gauche. Westermann charge les premiers postes, il les poursuit vivement. Mais aussitôt l'infanterie mayençaise est enveloppée. Elle a prévu cette attaque : elle la repousse avec vigueur. Alors, au milieu des plus épaisses ténèbres, il s'engage un de ces chocs meurtriers dans lesquels la victoire ne se range pas toujours du côté du nombre.

On était si proche les uns des autres que l'on se partageait les cartouches des mêmes caissons et que les royalistes et les républicains s'entre-tuaient à l'arme blanche. Forêt a bataillé pendant plusieurs minutes à côté d'un officier bleu. Il lui tend la main pour l'aider à franchir un fossé; mais, à la lueur des fusillades, il reconnaît un ennemi. D'un coup de sabre, Forêt lui fend la tête. Ce n'était plus un combat, c'était un carnage. Les paysans tiraient partout où ils entendaient un jurement ou une imprécation contre Dieu, bien sûrs, avec cette précaution, de ne frapper que sur des révolutionnaires. Westermann ne veut pas déserrer le terrain; Beaupuy, plus prudent, et qui craint d'être tourné par Stofflet, prépare la retraite. Elle ne se fit pas sans perte. Une batterie de canons, placée au pont d'Entrames, décima les nationaux que le sabre des Vendéens avait épargnés.

Westermann et Beaupuy se replièrent sur Château-Gonthier, où le lendemain, 26, l'armée se trouvait réunie. Malgré les réquisitions forcées des représentants du peuple et le pillage des soldats, cette armée était à peu près dans un aussi triste état que celle de La Rochejaquelein. Elle manquait de vivres, elle n'avait pas de souliers. Pourtant, à travers les boues et les pluies d'automne, elle venait de faire une route longue et difficile. Les conventionnels et Westermann ne tiennent aucun compte de ces motifs, que Kléber fait valoir pour obtenir un ou deux jours de repos. Les conventionnels et Westermann ont soif de sang. Ils croient pouvoir en finir dans une bataille. Ils l'invoquent à grands cris. On décide néanmoins que les troupes ne dépasseront pas Villiers, situé à moitié chemin de Château-Gonthier à Laval.

CHAPITRE VIII

Préparatifs de la bataille de Laval. — La Rochejaquelein et le général Léchelle. — L'agonie de Lescure. — Bataille de Laval. — Victoire des Vendéens. — Lettre de Kléber au Comité de Salut public. — Organisation de l'armée royale. — Les bons royaux. — Mesures timides employées par les généraux vendéens. — Énergiques efforts de la Révolution pour former une nouvelle armée. — Arrêtés du Comité de Salut public. — Carrier et les empoisonnements en masse. — Incertitude dans les plans de la Grande Armée. — Sa marche sur Fougères. — Les généraux Lenoir et Brière. — Bataille de Fougères.

Ce fut pour les Blancs une belle nuit que celle où enfin ils reprirent l'avantage sur les Bleus. Ils étaient dans l'ivresse de ce triomphe inespéré, ne se gardant point par des sentinelles, et même n'établissant aucune surveillance autour de la ville. Il avait été impossible de leur faire saisir l'avantage des postes avancés, encore moins celui des patrouilles. Les Vendéens ne voyaient l'ennemi que sur les champs de bataille. Là ils l'attaquaient, le battaient ou étaient vaincus; mais après l'affaire, quels qu'en eussent été les résultats, personne ne les aurait décidés à s'entourer des précautions les plus usitées. Cette nuit, pour eux, se passait donc comme les autres, lorsque Forestier, ce pauvre enfant de village à la figure si belle, au courage si chevaleresque, et devenu en moins de sept semaines un brillant général de cavalerie, part avec le prince de Talmont pour aller à la découverte. Il est minuit. Tous deux, accompagnés d'une vingtaine d'hommes déterminés, se dirigent sur Entrames. Bientôt, par les dispositions prises dans le camp républicain,

ils s'aperçoivent qu'une attaque va être dirigée sur toute la ligne.

Forestier et Talmont, de retour à Laval, annoncent à La Rochejaquelein les préparatifs de l'ennemi. M. Henri veut à lui seul avoir une journée comme celle de Torfou, dont quatre généraux se partagent la gloire. Il sait que de l'issue de cette bataille dépend le sort de la cause royale, il ne laisse donc rien au hasard. En capitaine consommé qui calcule toutes les chances, il ne s'en réfère qu'à lui de l'exécution des principales mesures. Au point du jour, il a réuni ses divisions. « Nous n'avons, leur dit-il, de salut que dans la victoire. Vos femmes, vos enfants, comme vous chassés de leur patrie par l'incendie ou par la mort, attendent dans une affreuse anxiété le résultat de la bataille. C'est la cause de Dieu, la cause du roi, la cause de toutes les familles que nous défendons. Vendéens, rappelez-vous la défaite de Cholet. Que ce jour qui se lève répare cette funeste bataille et les horreurs qui en furent la suite! »

Ces paroles, prononcées avec un entraînement plein d'émotion, produisirent sur les royalistes un effet électrique. Ils venaient de voir la force et la jeunesse les exciter au combat. Un peu plus loin, l'agonie allait leur parler de leurs devoirs, leur parler de Dieu, de la patrie et de leurs familles.

Depuis le passage de la Loire, Lescure a repoussé avec une sainte indignation les offres qu'on lui fait de se cacher tantôt à Varades, tantôt dans les campagnes. A toutes ces propositions : « Je suis soldat et chrétien, répond-il. L'armée catholique et royale est dans le malheur : je ne veux ni ne dois m'en séparer. » Il l'a suivie, tour à tour trainé dans une charrette, dont les mouvements trop durs, au milieu de ces chemins pleins d'ornières, arrachent des cris de douleur même à sa patience, tour à tour porté sur un brancard fait avec un vieux fauteuil. Sa jeune femme, que tant d'infortunes ont déjà éprouvée, que des calamités de toute sorte attendent plus tard, marche à pied derrière ce convoi, sur lequel l'armée, en passant, jette un regard de deuil et d'amour. Dans cette cruelle situation, il est arrivé à Laval. Le repos, les bons soins, et surtout les premiers succès remportés par la

Vendée, ont produit une sensible amélioration dans son état. En entendant battre la générale, en apprenant qu'une bataille décisive va être livrée, le blessé se lève; il veut monter à cheval se mêler à une affaire dont il sent l'influence. Ses amis s'opposent à ce projet; mais une dernière fois au moins Lescure désire revoir son drapeau et les paysans qu'il a si souvent conduits à la victoire. On le place à la fenêtre de sa chambre. De sa voix affaiblie et de son geste mourant, il excite les soldats partant pour combattre et se transmettant pour cri de ralliement un vœu qui ne doit pas être exaucé : « Vive Lescure ! » criaient-ils dans les élans de leur courage. L'émotion de ce sublime instant le tua.

La Rochejaquelein a intimé l'ordre de s'emparer des hauteurs que Westermann avait occupées l'avant-veille; Martin de La Pommeraie a reconnu la position de l'ennemi, et Marigny s'apprête à foudroyer, avec son artillerie, les Mayençais placés à l'avant-garde.

L'armée royale compte dans ses rangs tous les généraux que la mort n'a pas encore frappés. Royrand et Stofflet, Talmont et Forestier, Piron et Donnissan, d'Autichamp, Fleuriot et Sapinaud ont pris les commandements qui leur sont assignés; ils n'attendent plus que le signal de l'attaque.

Tout était admirablement réglé dans le camp vendéen. Sur la ligne républicaine, il n'en est pas encore ainsi. Le général Léchelle voit autour de lui plus de trente mille hommes aguerris, qui, eux, n'ont foi ni en Dieu ni en la royauté, mais qui croient aux prodiges que le patriotisme et la liberté peuvent enfanter. A l'avant-garde de cette armée, dont les généraux sont pour la plupart des soldats éprouvés, on aperçoit les Mayençais et Kléber, Westermann, dont le nom a quelque chose de si horriblement courageux, Chalbos, Beaupuy, Dambarrère, Ménard, Savary, Bloss et Marceau.

Au moment où les républicains vont s'ébranler, l'ordre suivant, émané du général en chef Léchelle, le protégé de Carnot et du Comité de Salut public, est communiqué aux généraux. Dans les fastes de l'armée française, cet ordre du jour n'a de comparable



JACQUES GOURDON, né à Beaupréau, soldat de d'Elbée, âgé de 73 ans.

L'original appartient à M. le M^s d'Elbée.

que celui du général Cartaux au siège de Toulon. Léchelle disait :

« L'armée va se mettre en mouvement; l'avant-garde, com-

mandée par le général Beaupuy, sera éclairée dans sa marche par les tirailleurs; les généraux de division auront soin de faire tenir l'ordre dans la marche. Arrivés au champ de bataille dit Croix-Bataille, les officiers d'infanterie mettront pied à terre et enverront leurs chevaux à la queue de l'armée. Arrivé au champ de bataille, on enverra un parti pour reconnaître la position de l'ennemi.

» 27 octobre.

» LÉCHELLE. »

En lisant cet ordre, « marqué, selon Kléber, au coin de la plus crasse ignorance, » les généraux s'indignent; mais il fallait obéir. « Vingt mille hommes filant sur une colonne pour attaquer un poste accessible par plusieurs grandes routes, sans faire aucune fausse attaque, aucune diversion, nous paraissaient une chose bien extraordinaire, » ajoute Kléber dans son rapport.

Cette chose, extraordinaire pour Kléber, le parut encore davantage à Henri de La Rochejaquelein, qui, embrassant du premier coup d'œil le défaut de combinaison des républicains, les fait brusquement charger. Leur avant-garde est enfoncée malgré Beaupuy, Kléber et Marceau qui sont à sa tête. Le corps d'armée est bientôt défait; il recule jusqu'à Entrames. Une batterie arrête les Blancs, et, protégés par leurs canons, les Bleus se rallient à la voix de leurs chefs.

Stofflet voit les ravages causés par cette batterie, que Kléber et Marceau firent merveilleusement pointer contre les royalistes. « Voulez-vous, dit-il à Saint-Hilaire, l'émigré breton venu au nom de l'Angleterre pour offrir des secours, voulez-vous que je vous montre comment les Vendéens enlèvent des canons? » Il fait signe à Martin de La Pommeraye de se précipiter en avant. Martin obéit; il tue les canonniers sur leurs pièces, il tourne en même temps ces pièces contre les soldats.

Cette batterie devient le centre de l'action. La Rochejaquelein s'y jette. Il fait toujours avancer les canons sur l'ennemi, que Kléber, Marceau et Savary enflamment de leur courage; mais toujours, au milieu du feu le plus vif, M. Henri est là, expliquant ses instructions avec le plus admirable sang-froid. La Marsonnière

est grièvement blessé. Royrand accourt au galop et apporte des gargousses, il tombe mortellement frappé à la tête. La Rochejaquelein, pour qui cette mort est un deuil, aperçoit des Poitevins qui pleurent leur vieux général. « Mes amis, s'écrie-t-il en pleurant lui aussi, nous prierons demain pour M. de Royrand, vengeons-le aujourd'hui ! »

Ils le vengèrent si bien, que les Mayençais eux-mêmes ne purent d'abord tenir contre cette impétuosité. Mais les officiers républicains n'ont pas encore pris le parti de la fuite, dont Léchelle offre l'exemple. Ils tâchent de ramener au combat leurs divisions et les Mayençais.

Ces derniers se doutent qu'ils sont seuls en face de l'ennemi. Comme tous les soldats qui, au dire de Kléber, ont toujours un œil sur le dos, les Mayençais se laissent envelopper dans la confusion ; ils prennent la déroute, abandonnant leur artillerie que La Rochejaquelein dirige contre eux. Le général Bloss, qui arrive de Château-Gonthier avec sa division républicaine, barre la route au général en chef Léchelle et à ceux qui imitent sa lâcheté. Le torrent des fuyards entraîne Bloss lui-même. En ce moment, les Blancs s'égaillent et vont s'élancer à la poursuite des vaincus.

M. Henri, dont une telle manœuvre dérange la savante tactique, s'oppose à un mouvement qui a tant de fois compromis le succès des royalistes ; il défend, sous peine de mort, de sortir des rangs, et il force son armée à s'avancer au pas de charge, comme si l'ennemi était encore en ligne. Les conventionnels Turreau et Merlin (de Thionville) s'efforcent de rallier leur colonne sous le feu des Vendécens, qui forment une masse inexpugnable ; cette colonne est refoulée, elle se débande et va tenter un dernier combat derrière les bagages dont elle essaye de se faire un rempart.

Ce rempart est franchi à la baïonnette. L'armée a balayé devant elle Kléber et Marceau, Turreau et Merlin. L'adjudant-major des Francs, nommé Kuhn, se place à la tête du pont de Château-Gonthier. O'Kelli, officier âgé de plus de soixante-dix ans, le jeune Gérard, capitaine au 2^e bataillon du Jura, réunissent leurs

efforts pour arrêter les Vendéens. Le général Bloss, déjà blessé, se place à côté d'eux. Ils sont écrasés par cette masse que rien ne peut entamer.

La nuit arrivait. Stofflet, à la tête des tirailleurs, se glisse derrière les colonnes ennemies. Il les attaque, il les prend en queue, il les force à ne pas regarder la fuite comme un moyen de salut. Là, les deux armées se confondent dans une dernière étreinte de mort. Le champ de bataille n'est plus qu'un théâtre de carnage. Les royalistes coupent des corps entiers de républicains. On en cerne d'autres. Les Mayençais, ne pouvant ni se rallier ni opérer leur retraite, se jettent dans la Mayenne, qui coule à leurs pieds. Un bataillon met bas les armes. C'est celui qui a commis le plus d'excès dans le Bocage. Stofflet fait un signe. Un officier angevin, Chetou, le plus habile tireur de l'armée, crie d'envelopper les prisonniers ; ils sont fusillés sur-le-champ. Justes mais atroces représailles !

Alors le général Bloss, sans chapeau, la tête couverte d'un mouchoir ensanglanté qui bande sa plaie, se dirige, avec un petit nombre de cavaliers, sur le pont que la colonne vendéenne va occuper. Savary court à lui : « Viens avec moi, dit-il, tâchons de rétablir l'ordre dans la retraite. — Non, s'écrie Bloss, il n'est pas permis de survivre à la honte d'une parcille journée ! » Il s'élançe sur le pont ; il expire, atteint de plusieurs balles dans la poitrine et à la tête : ses cavaliers éprouvent le même sort.

Beaupuy le remplace avec trois régiments qui ont juré de vaincre ou de mourir. Le général Beaupuy, en face à son tour de cette colonne que rien n'ébranle, et qui avance comme un seul homme à la voix de La Rochejaquelein, est blessé d'une balle dans la poitrine. « Je n'ai pu vaincre pour la République, s'écrie-t-il, je meurs pour elle. » Retiré du champ de bataille, il envoie à ses grenadiers sa chemise trouée de balles et teinte de sang.

En recevant ce drapeau d'une nouvelle espèce, héroïque souvenir de leur général, le courage des Bleus se ranime ; des batteries à mitraille sont braquées. A l'aspect de ces préparatifs de défense : « Eh ! bien, mes amis, dit La Rochejaquelein en sou-

riant, est-ce que par hasard les vainqueurs coucheraient dehors et les vaincus dedans? »

A la tête des siens, M. Henri se jette sur le pont; les canons sont enlevés. L'armée de Mayence, renfermée dans Château-Gonthier, veut résister : elle est culbutée, malgré son intrépidité; et La Rochejaquelein, un drapeau blanc à la main, pénètre dans cette ville, qui lui a coûté plus de douze heures de combat.

A minuit, les républicains attaquent les avant-postes. C'est Marceau qui les guide. La Rochejaquelein, Stofflet et Forestier sont encore prêts à combattre. Les deux armées se heurtent, et le choc est si violent que plusieurs soldats périssent étouffés. Marceau se retire en désordre. La victoire avait été longtemps incertaine, elle fut disputée de part et d'autre avec un rare acharnement; mais cet acharnement même, dont La Rochejaquelein a prévu les conséquences, révéla tout d'un coup dans ce chef de vingt et un ans le génie militaire des vieux capitaines et le sang-froid dans l'action qui, pour un général, vaut encore mieux que le génie. Ce n'est pas la Vendée seule qui glorifie ainsi La Rochejaquelein. Le général Jomini, le juge infallible en stratégie, écrivait, plusieurs années après : « Cette grande bataille place bien haut ce jeune homme dans l'estime des gens de guerre. »

En calculant les résultats de cette journée de dix-huit heures, en voyant l'artillerie et les bagages pris à l'ennemi, les royalistes n'avaient pas assez de louanges pour célébrer la gloire et le triomphe de leur général. Sortis par une éclatante victoire de la stupeur dans laquelle ils étaient plongés, on les entendait à chaque instant faire retentir les airs des cris de : « Vive le roi ! Vive M. Henri ! »

Dans l'armée anéantie des républicains, il y avait bien aussi des clameurs à l'adresse de leur général; mais elles se résumaient toutes en malédictions. Elles accompagnaient Léchelle, qui avait fui. Westermann, dans son exaspération militaire, s'écriait : « Je n'obéirai plus à un pareil coquin. Je suis un insubordonné. J'aime mieux servir avec les Brigands qu'avec un pareil homme. » Près du pont d'Entrames, Léchelle, fanfaron comme un révolu-

tionnaire de club, ose dire à un Mayençais : « Qu'ai-je donc fait pour commander à de pareils lâches ? » Et le Mayençais, blessé à mort, lui a répondu : « Qu'avons-nous fait, nous, pour être commandés par un pareil Jean-f.... ? »

Et, sur ce pont, les Bleus couvrent de leurs huées le Jacobin qui n'osait pas regarder les Brigands en face. Kléber, Westermann, Chalbos, Marceau et les représentants du peuple se réunissent. Merlin (de Thionville) force Léchelle à donner sa démission. Le vieux Chalbos est provisoirement nommé à sa place. L'incapable généralissime du Comité de Salut public se réfugie à Nantes, où, peu de jours après, il expira de honte et de remords, dans les bras de son ami Carrier; d'autres prétendent que Léchelle s'empoisonna. C'était une fin digne d'un pareil misérable. En flétrissant cet homme, qui n'eut de la Révolution que les vices, on sent bien que ce n'est ni à l'enfant du peuple ni au républicain que nous en voulons. C'est au lâche; et, quoique dans son second traité de stratégie, le prince Charles, cet archiduc d'Autriche si célèbre par ses campagnes contre les armées républicaines et impériales, ait dit : « Les actions d'un général ne sont que très rarement jugées selon leur mérite, mais toujours d'après les résultats, » nous ne croyons pas devoir appliquer à Léchelle cette pensée aussi juste que profonde.

Kléber avait des raisons pour craindre que Prieur et Turreau, ses ennemis particuliers, ne missent à profit contre lui les fautes de Léchelle. Kléber et Marceau avaient inspiré, dirigé tout ce qui s'était fait de bien dans cette journée si fatale à la Révolution; et pourtant le premier de ces officiers, au nom de tous les autres qui avaient dignement combattu, crut devoir se justifier d'avoir empêché de plus irréparables malheurs.

Avant et après Kléber, on a vu des généraux admirer dans leurs bulletins de victoire l'ennemi qu'ils avaient battu. L'empereur Napoléon s'inclina plus d'une fois devant les prisonniers faits par ses armes; et, pour jeter un plus brillant coloris sur ses succès, il se prêta, comme tant d'autres capitaines, comme le prince Noir à la bataille de Poitiers et Pierre le Grand à celle de Pultawa, à honorer le courage malheureux. Cette secrète

jouissance du triomphateur, trouvant dans sa générosité une nouvelle glorification, se rencontre à chaque page de l'histoire des peuples ou de la vie des conquérants. Mais ce qui ne s'était encore jamais offert aux méditations de l'historien, c'est un vaincu qui, ne manifestant aucune de ces misères de l'intelligence ou de la vanité, n'accuse de sa défaite ni le hasard ni les événements, et qui, juste même dans son désastre, proclame le génie de son vainqueur et l'audace des soldats qui ont fait pâlir son étoile.

Le général républicain a eu cette étonnante impartialité; et la lettre suivante de Kléber est un fait tellement exceptionnel, qu'à ce titre seulement elle devrait occuper une belle place dans les annales de la France :

« On vous a peut-être déjà dit, écrivait-il, le 28 octobre 1793, au Comité de Salut public, que nous avons refusé d'obéir aux ordres de Léchelle. Le fait est faux. Ses ordres étaient absurdes; mais, par subordination, nous les avons exécutés jusqu'au moment où le général en chef a jugé à propos d'abandonner le champ de bataille. Alors, sans direction supérieure, nous avons tâché de ramener la victoire sous notre drapeau; mais les Brigands déployaient une tactique inaccoutumée. Nous avons contre nous leur impétuosité vraiment admirable et l'élan qu'un jeune homme leur communiquait. Ce jeune homme, qui s'appelle Henri de La Rochejaquelein, et dont ils ont fait leur généralissime après le passage de la Loire, a bravement gagné ses éperons. Il a montré dans cette malheureuse bataille une science militaire et un aplomb dans les manœuvres que nous n'avions pas retrouvés chez les Brigands depuis Torfou. C'est à sa prévoyance et à son sang-froid que la République doit cette défaite, qui a consterné nos troupes; mais, quel que soit son empire sur l'esprit des paysans, il est bien difficile qu'il puisse longtemps se maintenir au milieu d'un pays qui n'est plus la Vendée, et où il ne trouvera pas aussi facilement des ressources que là-bas. Je pense donc que ce que le Comité a de mieux à faire, c'est de pousser les choses à l'extrême, de faire de nouvelles levées, d'appeler aux armes la France entière, car il faut que la nation ait raison de ces quelques

milliers de paysans. On dit qu'ils ne se battent pas, qu'ils sont lâches. C'est très bon à dire comme stimulant; mais, comme vérité, cela n'est pas aussi exact. Ne vous laissez donc pas endoctriner par tous ces hommes qui n'entendent rien à la guerre et qui vous disent que la Vendée est morte. Elle vit encore malheureusement; mais on peut l'étouffer. Nous y aviserons, si chaque jour nous ne sommes pas contrariés dans nos projets. »

Pour faire connaître la situation dans laquelle la bataille de Laval plongeait les républicains, il n'y a encore qu'à laisser parler Kléber. « Le lendemain matin, dit-il, après avoir raconté cette journée de Laval, si triste pour les armes de la nation, on tint Conseil de guerre. On mit en question si on garderait la position du Lion-d'Angers, ou si on se porterait de nouveau sur Château-Gonthier pour attaquer l'ennemi. Merlin, Turreau et plusieurs autres étaient d'avis de faire avancer l'armée. On m'invita à m'expliquer à ce sujet. — Je crois, dis-je, qu'il faudrait d'abord mettre en question si nous avons une armée, ou si nous n'en avons pas. Déjà vous auriez décidé cette question, si, comme moi, avant le jour, vous aviez parcouru le front du camp; si vous aviez vu le soldat mouillé jusqu'aux os, sans tentes, sans paille, sans souliers, sans culottes, quelques-uns sans habit, dans la boue jusqu'à mi-jambes, grelottant de froid, et n'ayant pas un seul ustensile pour faire sa soupe; si, comme moi, vous aviez vu des drapeaux entourés de vingt, trente ou cinquante hommes au plus, qui forment les divers bataillons; si, comme moi enfin, vous les aviez entendus s'écrier : « Les lâches sont à Angers; et nous, nous sommes ici dans la plus profonde misère; » alors vous penseriez comme moi qu'il n'est pas possible de rien entreprendre avant d'avoir réorganisé l'armée, avant de l'avoir remontée tant au moral qu'au physique. Or, je déclare que, dans l'état où je vois nos soldats, il est impossible que l'on puisse en espérer la moindre chose. — Tu conclus donc, me dit-on..... — Je conclus qu'il faut faire rentrer les débris de l'armée à Angers..... — Et comment les tireras-tu de ce gouffre?..... — Plus facilement que vous n'en retireriez actuellement plus de la moitié de l'armée qui y est déjà, et sans laquelle je vous défie de rien entreprendre. — Mais ils

vont se livrer à la débauche..... — C'est là le pire; aussi mon intention serait-elle de ne les y laisser que le temps nécessaire pour réorganiser l'armée dans sa totalité, et pour lui procurer



Album Chauvelin.

« JEAN FEUILLET, capitaine de Saint-Clémentin, a commencé la guerre à 14 ans. »

des souliers et autres effets indispensables dans une saison rigoureuse. De fréquents appels, des revues, les tiendront en haleine... Ils iront au café, au cabaret, tant mieux; chaque verre de vin qu'ils boiront ranimera leur courage. Ils raconteront à leurs hôtes, à leurs maîtresses, leurs exploits passés; ceux-ci applaudiront et les rendront avides de nouveaux lauriers. Vous aurez ainsi dans quelques jours une armée, non seulement réorganisée, mais, pour ainsi dire, régénérée.

» Mon avis passa, et il fut arrêté que l'armée nationale se rendrait à Angers. »

Le lendemain de la bataille de Cholet, il n'y

avait plus d'armée royaliste. La République la crut anéantie dans les landes de Bégrolle. Dix jours après, elle reparaisait victorieuse. Elle avait à son tour écrasé à Laval les meilleures troupes de la République, celles qui venaient de la vaincre à Cholet. Mais l'incompréhensible effort qu'a fait la Vendée pour mettre

sur pied une nouvelle armée, la Révolution va le tenter, et elle réussit. Dans les deux camps, l'exaltation était arrivée à son paroxysme, et rien ne semblait extraordinaire à des hommes que toutes les passions travaillaient.

Douze jours après cette déroute, la Révolution a une armée.

Pour recueillir d'une victoire aussi inespérée les fruits que l'on devait en attendre, il aurait fallu se porter sur Angers, où les débris des forces républicaines cherchaient à se rallier, puis, de là, se frayer une route vers le Bocage. On devait le reconquérir avant de laisser le temps aux Bleus de sortir de leur stupeur. La Rochejaquelein le désirait, le conseillait vivement ; mais beaucoup d'officiers croyaient plus opportun de soulever la Bretagne.

M. Henri craignit d'assumer sur sa tête une pareille résolution, qui cependant évitait les désastres dont sa perspicacité lui faisait entrevoir l'approche. D'ailleurs, le gros de l'armée était déjà rentré à Laval pour se reposer de ses fatigues, et l'on ne pouvait rien décider, rien tenter sans le concours de tous. La Rochejaquelein renonce donc au plan qu'il avait formé, et lui-même regagne la route que, deux jours auparavant, il a immortalisée par sa victoire.

On lui apprend alors que la division républicaine d'Olanier, à laquelle se sont jointes les troupes du général Chambertin, s'est retirée à Craon. La Rochejaquelein envoie d'Autichamp à leur poursuite. Olanier et Chambertin croient avoir sur les bras le corps d'armée des royalistes, et, jugeant la position trop mauvaise, ils opinent pour la retraite. Méaulle et Esnue-Lavallée, commissaires de la Convention, s'y opposent ; ils font couper les ponts sur la route de Château-Gonthier à Craon. Ces obstacles n'arrêtent point les Blancs. Les Bleus veulent leur disputer le passage ; les Bleus sont repoussés. Craon est pris ; mais un affreux spectacle attend les vainqueurs dans les rues de cette ville : elles sont couvertes des cadavres encore chauds de leurs frères. C'est Esnue-Lavallée qui, en se retirant, a fait, malgré les prières de Chambertin et d'Olanier, fusiller tous les prisonniers. A cette vue, la colère s'empare des soldats de d'Autichamp ; à leur tour, ils n'épargnent personne.

Cette expédition rendait tout sujet de crainte impossible pour le moment. D'Autichamp revint à Laval, et l'armée goûta, pendant quelques jours, un repos qu'elle avait si chèrement payé. On profita de ce répit, au milieu des marches et des combats, pour établir un recensement général ordonné par La Rochejaquelein.

Dans cette multitude, que les revers, que les victoires grossissaient sans cesse, on ne comptait que trente-neuf mille hommes en état de faire le coup de feu et à peine mille cavaliers, mal montés, plus mal équipés, mais d'une bravoure digne de Talmont et de Forestier, leurs chefs. Ces quarante mille Brigands, qui avaient à défendre plus de soixante mille femmes ou enfants réfugiés sous la protection de l'épée de M. Henri, furent répartis en cinq divisions. Fleuriot et d'Autichamp commandèrent la première; les autres eurent pour généraux Royrand, qui mourut de ses blessures peu de jours après; Villeneuve du Cazeau, Piron et Desesarts. Lyrot et Designy réunirent les gars du Loroux et de la Basse-Vendée qui s'étaient attachés à la Grande Armée. Marigny se trouva à la tête de cinquante-cinq pièces d'artillerie, dont la moitié au moins avait été prise aux Bleus dans la bataille de Laval. Stofflet fut conservé dans ses fonctions de major général, dont il s'était montré si digne; et Dehargue, Duhoux, Forêt, Rostaing, Dupérat, Legrand de la Liraye, Bérard, Pérault, Landrin, Tranquille, Beauvollier, Allard, le fidèle aide de camp de La Rochejaquelein, Grelier du Fougeroux, du Rivault, et plusieurs autres qui, tous, avaient déjà plus d'une fois fait leurs preuves, acceptèrent des emplois subalternes, ou consentirent à se battre en volontaires.

Dans cette foule d'hommes courageux, dont l'histoire regrette de ne pouvoir enregistrer tous les noms, on voyait, à côté d'enfants qui, malgré la faiblesse de leur âge, faisaient leurs premières armes, des vieillards guerroyant encore et offrant aux jeunes gens des leçons de bravoure et de résignation. Un octogénaire, nommé Lemaignan, ne déserta point l'armée, dans les positions même les plus difficiles. Toujours au feu, il ne sortait jamais du rang qui lui était assigné. Auprès de La Rochejaquelein, c'est-à-dire

au plus fort de la mêlée, on apercevait sans cesse, sur un petit cheval angevin, un chef d'escadre, avec son cordon rouge de Saint-Louis sur la poitrine. C'était le contre-amiral Destouches, qui, à l'âge de soixante-sept ans, s'honorait de n'être que volontaire dans cette armée, et qui combattait ou donnait des conseils, avec la vigueur de l'âge mûr.

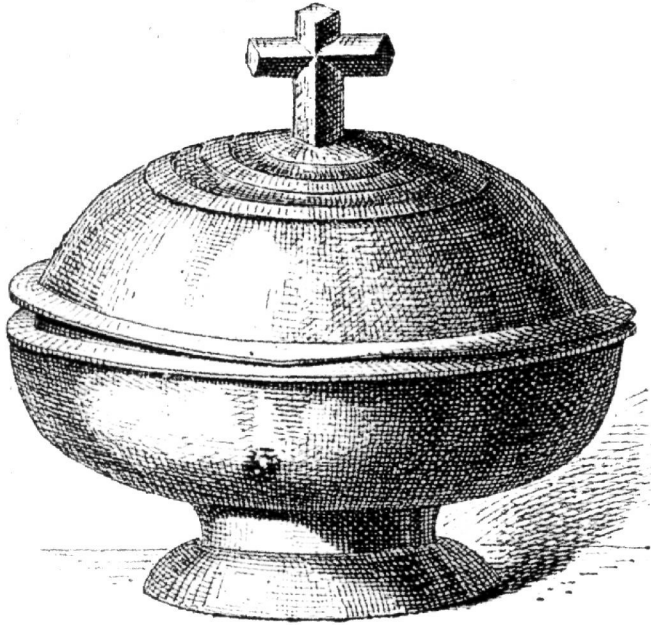
Quand les cadres de l'armée furent formés, on établit un Conseil militaire que le M^{rs} de Donnissan présida. Le Conseil supérieur, nous l'avons expliqué, n'avait pas répondu à l'attente des chefs qui l'avaient créé; il s'était même mis en opposition avec la plupart d'entre eux. Dissous par le fait de la prise de Châtillon, et surtout par le passage de la Loire, ses membres s'étaient séparés.

Les uns rentrèrent dans leurs familles ou suivirent l'armée du Bas-Poitou; les autres s'attachèrent à la Grande Armée, mais sans autorité. L'abbé Bernier seul conserva son influence, que d'abord il avait eu la sagacité de laisser ostensiblement effacer devant la crosse pontificale du prétendu évêque d'Agra. Mais après le passage de la Loire, les généraux sentirent que l'éloquence et les talents du curé de Saint-Laud étaient plus utiles à leur cause que l'incapacité épiscopale de l'abbé de Folleville. On accorda au premier le titre d'aumônier général de l'armée. Son courage de tous les instants, les ressources que lui fournissait son esprit, faisaient de lui un des personnages les plus essentiels de la Vendée; il eut son entrée au Conseil militaire, et, le 1^{er} novembre, il fut appelé à signer les bons royaux dont ce Conseil autorisait la création.

Le trésor était épuisé; il n'y avait plus d'argent afin de pourvoir aux besoins incessants de cette multitude affamée. On ne pouvait ni liquider les dettes contractées soit dans le but d'obtenir des vivres, soit dans celui d'indemniser les habitants dont le passage des Blancs avait pu léser les intérêts. Pour les chefs, toutes ces affaires étaient des questions d'honneur. C'était ainsi que la Vendée entendait la guerre civile; mais, dans l'impossibilité d'acquitter tant de dettes et de fournir du pain à cent mille bouches, car il répugnait trop aux royalistes de se servir des armes légales

que la Révolution leur mettait entre les mains, on proposa l'émission d'un papier-monnaie.

On pouvait, on devait peut-être faire valoir auprès des populations le système de terreur que la Convention proclamait. Cette idée, qui sauvait les défenseurs de la monarchie, ne se présenta à l'esprit d'aucun des officiers; ils firent de la probité en poli-



CIROIRE EN PLOMB

Conservé au château du Lavouër par la famille de La Paumelière et dont l'abbé Bernier se servait pour porter le Saint Viatique aux mourants, sur les champs de bataille.

(Dimensions : 0^m,07.)

tique, lorsque leurs ennemis ne faisaient que de la force. Ce fut un noble tort. En révolution, ce n'est pas la probité qui fait taire les convictions opposées, qui paralyse le mauvais vouloir ou stimule l'apathie; c'est la terreur. Les révolutionnaires en firent jouer tous les ressorts: à la longue, ils devaient triompher. Lorsqu'on se décide à s'insurger contre le mal, ce n'est pas avec de vertueux scrupules qu'on peut le dompter. Il faut employer les moyens qu'il

invente, se servir de ses propres lois, ou, dès le principe, courber tranquillement la tête sous le joug qu'il imposera. Il n'y a jamais parité dans la justice des causes: il doit au moins y avoir réciprocité dans l'application des mesures.

Voyons d'abord les moyens mis en usage par la Vendée. Ceux de la Révolution seront ensuite déroulés. Sur le registre des délibérations du Conseil militaire on lit, à la date du 1^{er} novembre, le décret suivant. Il explique les motifs qui contraignaient à légaliser cette détermination, dont la Révolution, toujours obsédée

par ses pensées de despotisme et d'arbitraire, se gardait bien d'imiter la sagesse :

« Le premier jour de novembre 1793, l'an premier du règne de Louis XVII, le Conseil militaire des armées catholiques et royales, étant assemblé à l'effet de pourvoir aux besoins pressants et multipliés desdites armées et de liquider les dettes urgentes contractées avec les particuliers, soit pour les subsistances, soit à titre d'indemnités pour les dommages occasionnés par le passage et le séjour des armées; son vœu le plus cher et le plus sacré étant d'alléger, autant qu'il est en son pouvoir, le fardeau des peuples;

» Considérant que les bons ou effets royaux, représentatifs d'une valeur réelle, hypothéqués sur les revenus de l'État, signés et admis au nom du roi par les officiers les plus dévoués à Sa Majesté, ne pourraient qu'obtenir la confiance publique, et seraient acquittés, de préférence à toute autre obligation, par un prince qui n'a pu manquer d'apprendre à l'école du malheur que le plus digne prix de l'attachement du peuple est la reconnaissance des rois;

» Voulant donner à tous, et à chacun des habitants du pays conquis et à conquérir pour Sa Majesté, une preuve authentique de la loyauté des intentions et de la justice des procédés des membres qui le composent,

» A arrêté et arrête unanimement ce qui suit :

» ARTICLE PREMIER. — Il sera créé, au nom du roi, une somme de neuf cent mille livres en bons ou effets royaux commercables, portant intérêt à quatre et demi pour cent, hypothéqués sur le trésor royal, et remboursables à la paix.

» ARTICLE 2. — Lesdits bons ou effets royaux seront de valeurs différentes; savoir, depuis cinq jusqu'à trois cents livres exclusivement : et l'intérêt courra pour les porteurs, à dater de la présente ordonnance, jusqu'au remboursement, au moyen de quoi lesdits bons ou effets royaux ne porteront aucune date précise, mais seulement la présente sera imprimée, lue, publiée, affichée, consignée sur le registre des délibérations du Conseil militaire des armées catholiques et royales, et même délivrée

gratis aux porteurs desdits bons ou effets royaux, s'ils le requièrent.

» ARTICLE 3. — Lesdits effets ou bons royaux seront signés par MM. de Donnissan, le P^{ce} de Talmont, de Beauvossier, tous les trois membres du Conseil militaire; et par M. Bernier, curé de Saint-Laud, vicaire général d'Angers, et de suite admis, au nom du roi, pour avoir cours et valoir ce que de raison.

» ARTICLE 4. — Se reposant entièrement sur le zèle et la confiance des Français demeurés fidèles à Sa Majesté, et comptant sur le repentir de ceux qui n'ont été qu'égarés dans leurs opinions et dans leur conduite, le Conseil militaire ose espérer que tel sera l'empressement des habitants du pays conquis et à conquérir pour Sa Majesté, à recevoir lesdits bons ou effets royaux, soit en paiement, soit à titre d'indemnité, qu'on ne pourra regarder que comme ennemis de la royauté, de la religion et du bien public, le petit nombre de ceux qui se refuseraient de les admettre.

» Fait en Conseil militaire, assemblé au quartier général de Laval, le 1^{er} novembre 1793, l'an premier du règne de Louis XVII.

» Signé : DONNISSAN, LA ROCHEJAQUELEIN, LE P^{ce} DE TALMONT, D'AUTICHAMP, LESCURE, CH^{er}. DE FLEURIOT, CH^{er}. DESESSARTS, DE BEAUVOSSIER, DE VILLENEUVE, SOLÉRAC, ROYRAND, DE VERTEUIL, DE BERNARD DE MARIGNY, STOFFLET, CH^{er}. PÉRAULT, ROSTAING, DE SCÉPEAUX, DE HARGUES, » etc.

La Vendée s'arrêtait là. Avec d'aussi méticuleuses mesures elle espérait avoir tout prévu, et n'osait pas se lancer dans la voie de l'arbitraire du sabre, qui, seul, pouvait la sauver.

Afin de réorganiser son armée et de veiller à sa subsistance, la Révolution ne se montre ni si modérée ni si inhabile. Elle a l'autorité en main; la plupart des départements obéissent par peur ou sont entraînés par conviction dans son mouvement. Les couteaux de la guillotine battent monnaie sur la place publique. On tue les fermiers généraux à Paris. Le génie de Lavoisier ne l'exempte pas de la proscription. On égorge légalement tout ce qui a un nom, de la vertu, de la gloire ou des richesses. En province, on massacre les aristocrates. Tant de crimes ne suffisent

pas à la dévorante activité des Conventionnels. Les hommes et les choses sont mis en réquisition permanente.

Voici de quelle manière, dans l'Ouest, cette réquisition permanente s'opérait : « Les jeunes gens, dit un arrêté révolutionnaire, iront au combat, les hommes mariés forgeront les armes et transporteront les subsistances. Les femmes feront des tentes, des habits, et serviront dans les hôpitaux. Les enfants mettront le vieux linge en charpie. Les vieillards se feront porter sur les places publiques pour exciter le courage des guerriers, prêcher la haine des rois et l'unité de la République. »

L'armée républicaine est affaiblie par les pertes qu'elle a essuyées. On invente des levées en masse dans tous les départements où la guerre civile a étendu ou peut étendre ses ravages.

L'armée républicaine a une masse innombrable de blessés et de malades que les batailles et les fatigues ont laissés dans toutes les villes et les hameaux. Les hospices se changent en prisons. Les ambulances n'existent pas ; cependant, il faut des soins et des secours à ces infortunés. Turreau, Prieur et Esnue adressent aux généraux cet ordre monstrueux que nous copions sur l'original :

« On se plaint dans les rapports de la trop grande quantité de blessés ou de malades qui encombrant l'armée et peut, dans un cas de gravité, paralyser ses mouvements ou son ensemble. Les blessés ou les malades, étant francs républicains comme nous, doivent comme nous se sacrifier au salut commun. Ils ne peuvent pas combattre et mourir les armes à la main pour la nation ; il faut qu'ils meurent d'une autre manière.

» En cas d'absolue nécessité, nous autorisons donc, dans l'intérêt bien entendu de la chose publique, à se défaire le plus humainement possible de tous ceux qui, par raison d'état sanitaire, apporteraient un préjudice quelconque à la marche ou aux succès des troupes républicaines. Le patriotisme et la fraternité des généraux décideront des cas où le salut de la République commandera impérieusement ces sacrifices. »

L'armée républicaine manque de poudre. Un arrêté du Conventionnel Bréard oblige tous les propriétaires qui démolissent

des maisons à livrer leurs décombres à la Commission des salpêtres.

Cette armée a besoin de chevaux. Le Conventionnel Boursault prescrit la levée de six chevaux par canton; il y a des cantons qui n'en ont pas, dans leur ressort, de propres au service. « Ils en achèteront, » réplique Boursault à toutes les objections.

Elle n'a pas de munitions de guerre; le Comité de Salut public ne peut lui en fournir. Vergnes, chef d'état-major de l'armée des côtes de Brest, sait où en prendre; il déclare aux districts que les fusils à un seul coup, n'eussent-ils de passable que le canon, sont armes de guerre.

On rencontre beaucoup de recrues patriotes qui n'ont pas de vêtements. Prieur (de la Marne) écrit à ses agents : « Mettez toutes les femmes en réquisition pour coudre les chemises et les habits, faites faire des souliers; mettez en réquisition les habits et autres objets d'équipement qui se trouvent chez les particuliers et chez les marchands. Allons! de l'action! sauvons la patrie! et ne souffrez pas que vos départements soient souillés par les Brigands; ils commettent des ravages affreux. »

C'était insulter à la justice et à la vérité; mais en Révolution doit-on s'arrêter à si peu de chose?

Les cuirs manquent pour confectionner les chaussures. Les représentants Turreau, Bourbotte, Prieur (de la Marne), Esnue-Lavallée et Pochole signent un arrêté dont le troisième article est ainsi conçu :

« Tout citoyen qui ne marchera pas à la défense de la patrie sera tenu de remettre à sa municipalité les souliers et bottes qu'il a, sous peine d'être réputé suspect. »

En langage révolutionnaire, suspect équivalait à condamné à mort; et, aux termes de la loi du 17 septembre 1793, les catégories offraient de la latitude aux dénonciateurs. Cette loi, faite pour des hommes libres, déclarait :

« Sont réputés suspects : 1° Ceux qui, soit par leur conduite, soit par leurs relations, par leurs propos ou leurs écrits, se sont montrés partisans de la tyrannie, du fédéralisme, et ennemis de la liberté; 2° ceux qui ne pourront pas justifier de leur manière

d'exister et de l'acquies de leurs droits civiques; 3° ceux à qui il a été refusé des certificats de civisme; 4° les fonctionnaires publics suspendus ou destitués de leurs fonctions; — ceux des ci-devant nobles, ensemble les maris, femmes, pères, mères, fils ou filles, frères ou sœurs et agents d'émigrés, qui n'ont pas constamment manifesté leur attachement à la Révolution, etc., etc. »

On cite aux représentants certaines communes où il serait impossible de trouver une paire de souliers. Les représentants mettent en réquisition tous les sabots disponibles. Et, un mois plus tard, le 4 décembre 1793, le ministre de la Guerre, Bouchotte, adressait à l'armée de l'Ouest une proclamation dans laquelle on lit ce paragraphe. Il prouve que la bizarrerie et la sottise ne le cédaient pas en ce temps à l'atroce et au grandiose :

« Soldats, dit Bouchotte, je vais vous parler de vos sabots; on vous les donne gratis, mais, si vous les perdez, vous les payerez : la patrie prévendra vos besoins avec l'attention et la libéralité d'une mère tendre et reconnaissante des sacrifices que vous faites pour elle; mais vous devez, en enfants soigneux et économes, ne négliger aucun moyen de lui éviter des embarras et des dépenses. »

Des soldats républicains se plaignent, dans une revue, de ne pas avoir de chaussures; ils montrent leurs pieds nus à Boursault. Le Conventionnel découvre un nouveau moyen de venir au secours de l'armée. Tous les citoyens qui sont là, paisibles spectateurs, reçoivent ordre d'offrir incontinent à la patrie leurs bottes et leurs souliers. Sous ses yeux mêmes, cette offrande, quelque peu spontanée qu'elle soit, se réalise à l'instant. Il y allait de la vie.

Les caisses de la République sont aussi vides que celles de l'armée royale. La Convention décrète un emprunt forcé sur les riches. On taxe le commerce, la propriété, l'industrie, l'agriculture avec un arbitraire qui ne permet pas même le droit de plainte. Les riches seuls devaient supporter cet emprunt du *maximum*. Aux yeux de la Convention, il n'y eut bientôt plus que des riches en France. Les plus indigentes familles furent taxées à des sommes qu'elles n'avaient jamais eues en leur possession. Toujours, sous peine d'être réputé suspect, il fallait payer.

Afin de stimuler le dévouement à la patrie, qui semblait raisonner sa générosité, Prieur (de la Marne), un avocat, et Turreau écrivaient aux districts soumis à leur guillotine la circulaire dont nous publions un extrait. Cette circulaire, qui peint la Révolution, est à la date du 4 novembre 1793 :

« Nous apprenons que, dans vos cantons, on ne se saigne pas avec enthousiasme pour la nation. Le Comité de Salut public entend que vous soyez responsables de cette apathie. Nous remplirons ses vues avec une vigueur toute révolutionnaire. Vous n'avez pas affaire à ces imbéciles d'honnêtes gens qui perdent les parties gagnées parce que leur sottise probité ne sait pas tenir les cartes; nous voulons faire le bien du peuple, malgré le peuple. Il faut le contraindre à être libre; et pour cela, vous seuls pouvez avoir une action déterminante. Forcez-le donc à des sacrifices! Imposez-le pour son bonheur et pour sa gloire! Nous ne demandons que cela. Nous avons besoin d'hommes, de munitions, d'équipements, de chevaux, d'argent surtout. Vingt-quatre heures après la présente reçue, vous aurez fourni à la République ce qu'elle exige par notre organe, ou vous serez passibles des peines que vous n'aurez pas appliquées. »

Tant de sacrifices imposés n'atteignent pas encore le but auquel tend la Convention. Ce n'est pas assez pour elle ou pour ses agents de ces réquisitions d'hommes et de denrées de toute espèce. Les représentants du peuple en mission changent de nature la propriété, ils déclarent biens de l'État tout ce qui est propriété particulière; et le Conventionnel Bréard fait publier, dans les départements de l'Ouest, la proclamation dont le passage suivant est tiré :

« Dans un pays libre, obligé de combattre pour le maintien de sa constitution et de ses droits, les produits de l'industrie sont, comme les productions de la terre, une propriété nationale, et chaque citoyen a des sacrifices à faire. Ce langage est celui de la vérité; il sera, nous n'en doutons pas, entendu avec plaisir par des Français républicains.

» Si, contre notre attente, il existait encore, au sein de la grande famille, de ces vils égoïstes, de ces avides spéculateurs,

pour qui les maux de leur patrie sont des jouissances, vous leur direz que le peuple français s'est levé tout entier pour exterminer ses ennemis extérieurs, mais qu'il est aussi debout pour anéantir les insatiables vampires qui, depuis longtemps, s'abreuvent de son sang; qu'ils tremblent de pousser à bout la patience de ce peuple bon et généreux, sa vengeance serait terrible : c'est là le langage de leur propre intérêt; les spéculateurs, les agioteurs, les accapareurs, s'il y en a, l'entendront. »

De telles mesures sont admirables d'audace; elles touchent au sublime, mais à ce sublime que l'intervention de l'échafaud préserve du ridicule. Pourtant, c'était mettre le pays en coupe réglée et l'affamer législativement.

Les Conventionnels décrètent qu'un gendarme remettra aux communes imposées pour l'approvisionnement des marchés l'état des denrées à fournir. Les officiers municipaux sont responsables de l'accomplissement de ces mesures. Administrés ou administrateurs, rien ne peut les soustraire à la pénalité qui les menace.

On dit aux administrés d'expédier, sur le marché de la ville voisine, des sacs de blé taxé d'avance, et qu'on leur payera en assignats, dont la valeur n'est même plus fictive. Si l'administré refuse ou ne peut obéir, on le contraint à en fournir le double; et il est mis en prison jusqu'à son jugement révolutionnaire, qui aura lieu dans les vingt-quatre heures.

On demande des objets de literie à une commune. Cette commune n'en a pas de la forme voulue. Le district et la ville la plus voisine sont autorisés à en faire confectionner le double, à la charge des officiers municipaux.

Puis, par une dérision que peut seule excuser la terreur, voilà un administrateur de district qui écrit à la Convention, le 7 novembre 1793 :

« Tout cède, tous les obstacles sont rompus, l'égoïsme est anéanti. L'avidé commerçant, l'insatiable financier cessent leur calcul et leur intolérable usure. D'honorables lambeaux couvrent l'homme qui jadis vivait couvert d'habits de soie. Le pain de l'égalité honore la table du riche; et celui qui craignait la

rudesse du maroquin le plus souple, marche aujourd'hui gaiement avec des sabots mal façonnés. »

En présence de toutes les tortures morales et physiques exercées pour arracher aux contrées de l'Ouest, soumises à la République, leur dernier enfant et leur dernier écu, de telles paroles n'étaient qu'absurdes. Prieur, Bourbotte, Esnue-Lavallée et Pochole leur donnèrent cependant la sanction conventionnelle : ils les consacrèrent, en enchérissant sur ce luxe de patriotisme auquel la baïonnette et la guillotine savaient contraindre. Les moyens pris pour reconstituer l'armée républicaine sont énumérés. Les arrêtés et les menaces des représentants ont été cités. Voyons de quelle manière les représentants en mission expliquèrent cette série de leurs travaux :

« Notre magnifique opération, écrivaient-ils à la Convention, le 11 novembre, a réussi au delà de tous les désirs, de tous les vœux révolutionnaires. La voix du peuple a été entendue. La patrie a une armée, et des subsides, et des munitions. C'était un beau spectacle que celui auquel nous venons d'assister. L'empressement a été général pour venir mettre à notre disposition l'or, les armes et les bras des populations. Nous avons eu sous les yeux toutes sortes de dévouements. On a vu d'heureuses mères amener elles-mêmes, en chantant, les fils qui gagnaient leur vie, et les offrir à la patrie, comme des victimes sanctifiées par le plus pur désintéressement. Nulle part, nous n'avons eu besoin d'employer la menace ou la force. Tout s'est fait de bon accord, ainsi qu'il convient entre frères. Les riches eux-mêmes, ces êtres endurcis dans d'iniques jouissances, ont partagé l'élan général. La loi n'a pas besoin de sa sévérité afin d'exciter un élan aussi universel. Nous allons le mettre à profit, en écrasant les traîtres soutiens de l'étranger et de la tyrannie.

» Vous sentez bien que notre dépêche doit être rendue publique. Elle est l'expression de la vérité, et peut servir à moraliser les autres parties de la République, qui peut-être ne partagent pas encore cet enthousiasme de sacrifices. »

Afin de sauver la liberté révolutionnaire si gravement compro-

mise, ce n'était pas encore assez. Les Conventionnels en mission venaient de faire de la violence. Ils ne s'arrêtèrent pas devant la tyrannie. Le secret des lettres fut violé, et il le fut, non pas dans un *cabinet noir*, mais ostensiblement, mais à la face de toute cette nation qui se battait pour être libre. L'administration républicaine du Finistère avait, dès le 6 octobre 1793, donné l'exemple de cet acte d'immoralité publique. Les représentants le consacrèrent en l'appliquant à toutes les provinces insurgées. Le cabinet noir, avec ses méfiances, avec ses dénonciations occultes, fut installé sous les auspices de la Convention, et c'est dans l'arsenal des décrets révolutionnaires que les despotes peuvent aller ramasser les armes les plus dangereuses à la sécurité et à l'honneur des familles. La nation était supposée rendre le décret suivant, qui, comme tous ceux déjà cités, eut force de loi :

« ARTICLE PREMIER. — Toutes les lettres et paquets, de quelque endroit qu'ils partent, adressés à des personnes suspectes, seront interceptés.

» ART. 2. — Des commissaires de surveillance, nommés par la commission administrative, se transporteront, à l'arrivée de chaque courrier, au bureau de la poste de leur résidence, et concourront avec le directeur au triage des paquets. Ils arrêteront ceux désignés ci-dessus, et en feront ouverture.

» ART. 3. — Si les lettres et paquets ne contiennent rien de suspect, les commissaires les remettront ou les feront parvenir à leurs adresses; dans le cas contraire, ils retiendront les lettres et paquets et en rendront compte aux autorités constituées, qui statueront ainsi qu'elles jugeront à propos. »

Avec de pareilles façons d'appliquer la liberté, et des comptes rendus aussi fidèles, on devine combien il dut être facile d'obtenir une armée et des équipements à tort ou à raison regardés comme militaires. Afin d'échapper à cette terreur qui n'épargnait ni le foyer domestique, ni les économies de la famille, le pays se leva tout entier dans un profond sentiment d'effroi. Les recrues remplacèrent dans les cités les garnisons qui y maintenaient le régime de la Convention. Ces garnisons, que la crainte et l'enthou-

siasme avaient aguerries en quelques jours, furent dirigées sur les points que les Vendéens pouvaient envahir. Elles arrivèrent à Angers, à Nantes, à Rennes et au Mans, où Francastel, Carrier, Pochole, Thirion, Boursault, La Planche, Garnier (de Saintes), Lecarpentier, Esnue-Lavallée, Bourbotte, Turreau, Merlin (de Thionville) et Choudieu organisaient, avec une activité tenant du prodige, ces masses qu'ils lançaient au combat. Ce sont là de grands, d'incomparables efforts; mais lorsque, au nom de la Révolution, ses généraux les plus habiles imposaient de tels sacrifices au peuple, le Comité de Salut public ne leur en tenait compte que par des dénonciations. Héroult de Séchelles, Billaud-Varenes, Robespierre et Barère écrivaient à leur collègue Turreau de « se défier de Kléber et d'Ilaxo comme de deux royalistes à observer et à mettre hors d'état de nuire. » C'est toujours ainsi qu'agit la reconnaissance révolutionnaire.

Dans le camp royaliste, où les paysans manquaient souvent de pain, les chefs faisaient observer la plus rigoureuse discipline : on ne frappait de réquisition que les denrées de première nécessité. Encore les acquittait-on avec l'argent du trésor ou avec des bons royaux; et les paysans étaient vainqueurs! et leurs généraux avaient prohibé le pillage ou la contribution, qu'ils flétrissaient du nom de vol! Les paysans se conformèrent avec une telle ponctualité à cet ordre, que c'est à peine si, sur cette route de Cholet à Laval, on put signaler un méfait. A Château-Gontier, un Allemand vola. Il fut fusillé. A Laval, un nommé Després se plaint au P^{ce} de Talmont qu'un royaliste lui a dérobé un objet de peu de valeur. Ce royaliste subit la même peine.

Dans le camp révolutionnaire, nous avons dit de quelle manière on opérait. Les contrastes étaient admirablement établis. D'un côté la terreur et la confiscation, de l'autre la persuasion et la probité. Cela, pour les Vendéens, devait aboutir à un désastre. Encore deux ou trois victoires achetées à force de bravoure, et nous y touchons.

Les Conventionnels en mission se sont placés à la hauteur du bouleversement qu'ils tentent d'opérer dans les idées, dans le sol et dans l'esprit national. Ils ont été franchement révolution-

naires et témérairement audacieux. On les a vus briser tous les obstacles, entraîner par l'enthousiasme ou subjugués par la terreur. Ils ont dominé, avec la puissance de leur volonté de fer le caractère versatile et inconstant du peuple français. Maintenant qu'ils ont façonné à la servitude de la liberté et de l'égalité ces faibles natures de citoyens que l'aspect d'un champ de bataille a seul le pouvoir de rendre au courage, les Conventionnels et les généraux se tracent un nouveau plan de campagne.

Tandis qu'ils agitent la France pour triompher de la Grande Armée, Carrier est à Nantes ; et, sans avoir l'intuition de ce que leurs actes ont d'énergique, il adresse à ses collègues et aux officiers sous les armes une proposition toute révolutionnaire. C'était le tribut de patriotisme que le proconsul offrait à l'humanité. « Ce que vous faites, leur mande-t-il le 9 novembre 1793, est bien beau sans doute, mais où cela mènera-t-il la nation ? A une victoire, peut-être. Que font au peuple vos victoires qui ne terminent rien ? Il faut employer les moyens extrêmes. Vous avez à délivrer le pays d'un chancre qui le dévore. Le poison est plus sûr que toute votre artillerie. Ne craignez donc pas de le mettre en jeu. Faites empoisonner les sources d'eau. Empoisonnez du pain, que vous abandonnerez à la voracité de cette misérable armée de Brigands, et laissez faire l'effet. Vous avez des espions parmi ces soldats du Pape qu'un enfant conduit. Lâchez-les avec ce cadeau, et la patrie est sauvée. Vous tuez les soldats de La Rochejaquelein à coups de baïonnette, tuez-les à coups d'arsenic ; cela est moins dispendieux et plus commode. Je vous ouvre cet avis, auquel j'ai fait adhérer ma société populaire, et, avec des sans-culottes comme vous, je n'ai pas besoin d'en dire davantage. »

A la lecture de cette proposition, dont Santerre et Rossignol ont conçu l'idée, Kléber pousse ce cri d'indignation : « Si Carrier était ici, je lui passerais mon sabre à travers le corps. » Mais Turreau et Prieur, les collègues de Carrier à l'Assemblée conventionnelle, se gardent bien de manifester un pareil sentiment d'honnêteté. Ils hésitent d'abord, et, après s'être interrogés du regard : « Il y a pourtant quelque chose à faire, dit Prieur. — Oui, réplique Kléber, il y a à combattre les Brigands jusqu'à la mort, mais non

pas jusqu'à l'infamie; et si cette discussion s'entame, je me retire, citoyens. » Les généraux témoins de cette scène approuvèrent l'indignation de leur camarade. Prieur et Turreau remirent à de plus mauvais jours encore la pensée criminelle que Carrier leur inspirait (1).

Pendant ce temps, le Conseil de guerre des royalistes était divisé sur la principale question soumise à ses délibérations. Il fallait déterminer la marche que suivrait l'armée, et sur quel théâtre on allait transférer la guerre. Rentrer triomphants dans le Poitou, selon les plans de La Rochejaquelein, n'était plus chose praticable. La terrible rigueur de la République avait, en dix jours, rendu ce projet inexécutable, et les paysans appréciaient, mais trop tard, la sagesse des vues de leur général. Il ne leur restait plus que deux partis à prendre : envahir la Bretagne, ou pénétrer dans la Normandie.

Les départements de la Bretagne, celui du Morbihan surtout, attendaient ce moment avec une impatience admirable de zèle. Pour l'amener avec plus de rapidité, les royalistes du Morbihan, exaspérés par les dernières levées extraordinaires, interceptent toutes les voies de communication aboutissant à Vannes. Il faut arrêter cet élan, dont le contre-coup peut devenir fatal aux mouvements républicains. Prieur (de la Marne) rassemble à la hâte les troupes et les gardes nationales voisines. Le Conventionnel Tréhouart contraint la ville de Lorient à mettre sous ses ordres douze cents de ses habitants, citoyens ou réfugiés.

Le Morbihan ne s'effraye point de ces démonstrations. Il sait que Rossignol, avec quatre ou cinq mille nouveaux réqui-

(1) Carrier (Jean-Baptiste) était né à Yolet, près d'Aurillac, en 1756. Procureur dans sa ville natale, il fut envoyé à la Convention par les électeurs du Cantal. Il vota la mort de Louis XVI. Commissaire du gouvernement d'abord dans le Calvados, puis à Nantes, il se fit, dans cette dernière ville, une réputation qui dépasse, par certains raffinements de cruauté, celle de Robespierre lui-même. Les dénonciations parties de Nantes et surtout le rapport de Jullien à la Convention le firent révoquer. Il fut décrété d'accusation le 5 frimaire an III (25 novembre 1794) et condamné à mort en compagnie de Pinard et Grandmaison, deux autres scélérats de son espèce.

On raconte qu'il se défendit avec habileté, rejetant sur le besoin de représailles contre les Vendéens les horreurs qui lui étaient reprochées. C'est dans cette plaidoirie qu'il lança au président cette apostrophe célèbre et trop vraie : « Si l'on veut me punir, dit-il, tout est coupable ici, jusqu'à la sonnette du président. » Il fut guillotiné le 16 décembre 1794.

sitionnaires en dépôt à Rennes, est la seule force qui puisse lui être opposée, et les Morbihannais ont calculé que Rossignol ne peut tenir devant eux. La Grande Armée, maîtresse, par un seul coup, d'une importante partie de la province, allait, espéraient-ils, s'emparer du premier port sur la Manche et se mettre ainsi en contact avec l'émigration et le Cabinet britannique. Un motif bien puissant, quoique tout local, prêtait un nouveau relief à cette idée. Les Côtes-du-Nord et le Morbihan sont peuplés de nombreux contrebandiers de sel, tous endurcis aux fatigues et merveilleusement propres à faire la guerre dans leur pays, dont ils connaissent chaque sentier. L'abolition de la gabelle les laissait sans moyens d'existence, et, déjà compromis par la découverte des listes de la coalition de La Rouërie, ils ne demandaient pas mieux que d'écraser une Révolution qui, après les avoir ruinés, exigeait encore qu'ils accourussent à sa défense. A ces ferments de révolte, venait s'ajouter l'influence toujours directe, toujours active du C^{te} de Silz, de La Bourdonnais-Coëtcandec, de Lantivy du Reste, de Guillemot, de Lantivy de Port-Camus, de Jean-Jan et de Troussier, tous chefs de canton, dans l'organisation de La Rouërie, et qui déjà ne craignaient pas de se montrer en armes, ou même de tenir tête aux bataillons républicains.

Ce projet fut communiqué aux officiers vendéens. Les uns l'approuvèrent, les autres le combattirent; mais alors se révélèrent dans le Conseil de fatales divisions, provoquées par les manœuvres des agents secrets de l'Angleterre et de la Convention.

Pendant la bataille de Laval, un émissaire inconnu remit à Lescure une lettre adressée aux généraux de l'armée royale. Cette lettre, que le C^{te} de Puisaye avait écrite, on le croit du moins, annonçait qu'une force de cinquante mille hommes était prête à se lever dans les environs de Rennes; et, pour conférer avec les chefs royalistes, les officiers de cette troupe, encore invisible, demandaient un sauf-conduit. Les Vendéens soupçonnent un piège dans les précautions dont cet émissaire et ses ayants-cause s'entouraient. On ne veut pas croire qu'en aussi grave matière, le C^{te} de Puisaye agisse avec autant de

légèreté. La Rochejaquelein répond verbalement que les cinquante mille hommes n'ont qu'à prendre position et qu'aussitôt ils seront puissamment secondés. Cette lettre, longtemps inexplicable pour les Blancs, les détourna du projet presque arrêté de marcher sur Rennes, et donna plus de consistance à celui du P^o de Talmont, que Fleuriot, Rostaing et plusieurs officiers soutenaient avec chaleur. Le prince désirait que l'on tentât une expédition sur Paris.

Le 2 novembre 1793, fête des Morts, l'armée sort de Laval. Elle est indécise sur sa route. Ses généraux hésitent encore, et, malheureusement, La Rochejaquelein se croit trop jeune; il est trop modeste pour interposer son autorité au milieu de ces conflits d'amour-propre ou de dévouement mal entendu. Stofflet était à l'avant-garde. De son propre mouvement, il laisse la route de Vitré, la plus courte pour aller à Rennes, et choisit celle de Fougères. Le général Lenoir commande à Mayenne. Il a fait ses dispositions pour résister. « A l'approche des troupes royales (c'est le rapport de Lenoir lui-même qui s'exprime ainsi), mon armée, composée de réquisitionnaires était, hier matin, d'environ dix-sept mille hommes. Six cavaliers des rebelles s'étant montrés du côté de Martigné, gardés par douze cents hommes, tout le poste a pris la fuite.

» J'ai fait battre la générale à quatre heures du matin. Il en est huit, et j'ai tout au plus cinq cents hommes réunis. J'ignore ce que le reste est devenu. »

Le jour même, l'armée vendéenne entra à Mayenne. Le lendemain, elle marchait sur Dol, par Ernée et Fougères. Le 19^e d'infanterie légère, échelonné sur la route d'Ernée, aperçoit la tête d'une des trois divisions que La Rochejaquelein a fait former. Celui-ci enjoint à la colonne du centre de se replier, en simulant une espèce de fuite. Le 19^e se précipite tête baissée dans le piège. Il marche hors de la portée des troupes qui doivent le soutenir. Au même instant, il se voit assailli par les deux ailes de La Rochejaquelein. Ce régiment essaye de tenir ferme; mais, pris en flancs et sur les derrières, il ne peut que se faire tuer ou fuir. Il préféra la mort.



LE PONT-BARRÉ (*Voir plus haut, p. 270.*)
(D'après une aquarelle de M. le C^{ie} de Cambourg, 1893.)

Ce succès enflamme les paysans. La cavalerie de Talmont et de Forestier s'engage dans la traverse et tourne la position. Le corps d'armée attaque de front le général Brière, qui s'était placé à l'abri de ses batteries avec le 6^e bataillon de la Côte-d'Or, le 8^e du Calvados, les grenadiers et les canonniers de Coutances et le bataillon du Contrat-Social. Le choc est si violent qu'il répand le désordre chez les républicains. Brière résiste encore, mais tout à coup des cris de : « Vive le roi ! Vive La Rochejaquelein ! » retentissent en arrière des Bleus. C'est la cavalerie de Talmont qui pénètre dans Fougères, et qui, avant même d'arriver à l'ennemi, fait ouvrir les portes de la prison où trois cents Vendéens, condamnés à mort, sont parqués.

A ces cris, qui présagent la défaite, les troupes de Brière se débandent. Elles rentrent dans la ville, se jettent dans les maisons en implorant un asile. Les Blancs les poursuivent. Les prisonniers que Forestier vient de délivrer exigent vengeance ; ils racontent ce qu'ils ont souffert. Ces récits sont si affreux qu'ils étouffent la pitié dans les cœurs. On massacre tout ce qui se montre sous l'habit militaire ; on investit les habitations, on en fait sortir ceux qui s'y ménagèrent une retraite, et ils meurent sous le fer des prisonniers que, peu d'heures auparavant, ils allaient immoler.

L'alarme se communique jusqu'à Rennes où les fuyards ont semé la nouvelle de cet échec. Les républicains de Rennes sont dans la consternation. Ils accusent Rossignol, qui, à son tour, les accuse. Mais, pour sauver cette ville d'une attaque imminente, on réunit en toute hâte quelques troupes disséminées ; et, dans la plus profonde anxiété, augmentée encore par l'attitude hostile des campagnes, on attend la Grande Armée.

La Grande Armée ne vint pas. Elle perdit quatre jours à Fougères ; quatre jours qui lui auraient suffi pour s'emparer de la vieille capitale de la Bretagne et pour soulever le pays.

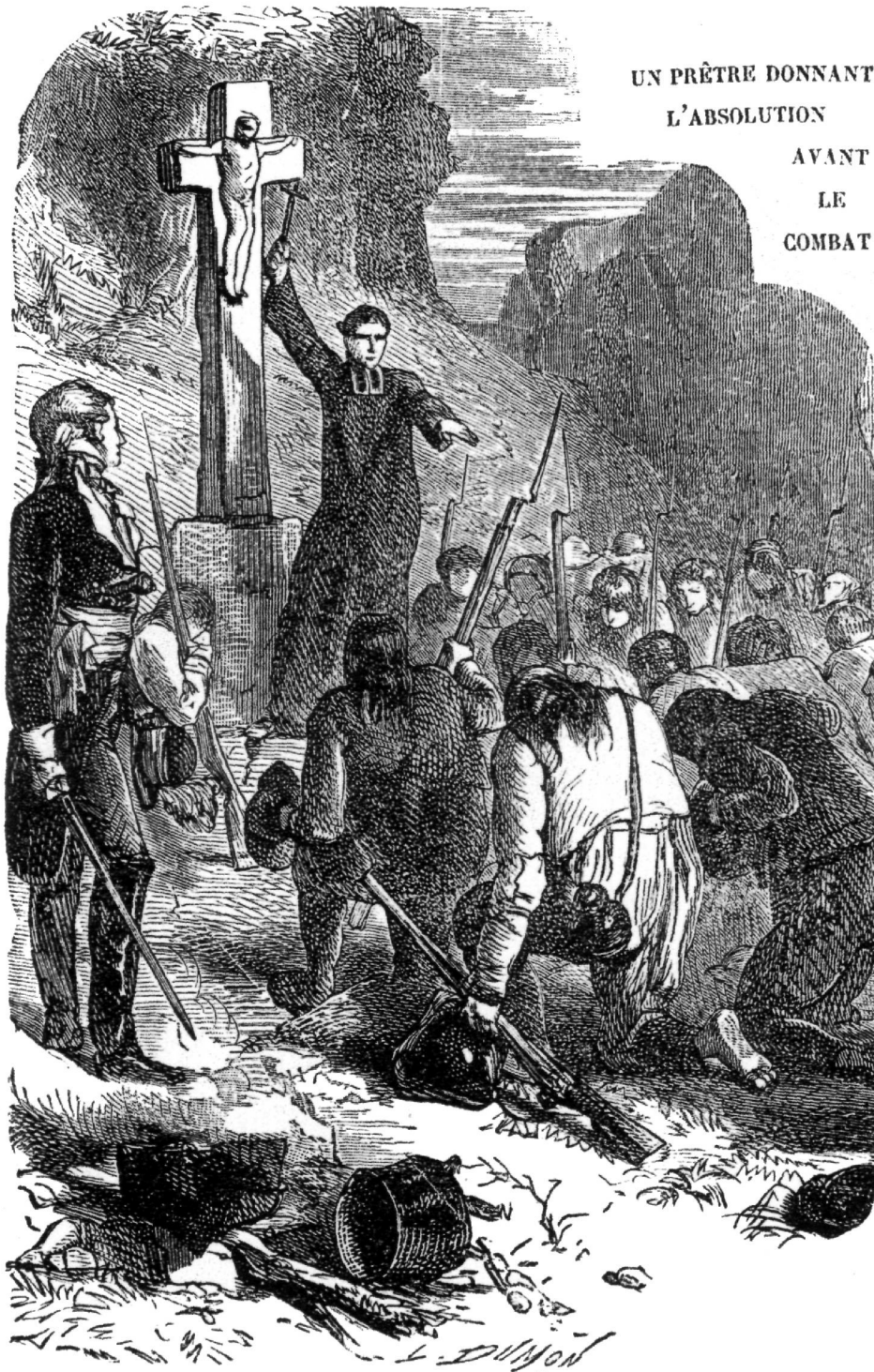
Mais les succès n'arrêtaient pas les intrigues dont l'état-major était le théâtre. On eût dit au contraire qu'ils ne servaient qu'à leur offrir un nouvel aliment. La discorde s'était mêlée à toutes les discussions. Elle agitait les cœurs, froissait les susceptibilités,

exagérait les services ou abaissait le mérite. On discutait au lieu d'agir. On commentait des plans impraticables. Aveuglés par cet esprit de vertige dont, en tant d'occasions, la politique souvent trop exclusive des royalistes a multiplié de si funestes preuves, ils s'affaiblissaient même par des victoires, en attendant que la Révolution vint achever l'œuvre de destruction si bien commencée par eux-mêmes.

Jusqu'à cette heure, la Grande Armée n'a pas eu de signe distinctif pour reconnaître ses officiers. En Vendée, ces signes étaient superflus. Les paysans n'en avaient pas besoin. Leurs généraux et leurs capitaines étaient parfaitement connus de tous; mais, outre-Loire, il n'en était plus ainsi. La confusion s'était établie dans le camp, confusion amenée par la dispersion des anciennes compagnies et par la mort de plusieurs chefs secondaires. On crut utile d'attribuer aux généraux et aux officiers, que rien ne distinguait des soldats, certaines marques de commandement. Le trésor était trop à sec pour acheter des épauettes ou des habits de général. Chacun s'habillait à sa guise, ou plutôt comme il le pouvait. En dehors des paysans, qui avaient conservé leur costume traditionnel, les gentilshommes portaient des vestes et des pantalons, de ces siamoises de toutes couleurs qu'on fabrique à Cholet, ou des habits de chasse avec un collet noir et quelquefois blanc. A cette époque, ils adoptèrent une ceinture blanche avec un nœud de couleur qui variait selon les désirs de chacun. M. Henri en choisit un noir, Stofflet prit le rouge, le P^{ce} de Talmont le bleu. Les chefs d'un grade inférieur ceignirent au bras gauche une écharpe blanche.

Cette démarcation dans les rangs, toute futile qu'elle paraît, avait son importance. Elle fut mal accueillie par un petit nombre d'officiers, qui se plainquirent de voir des signes honorifiques consacrer l'inégalité dans une armée toute composée de volontaires. Des esprits turbulents s'emparèrent de cette décision pour accuser d'orgueil ceux qui l'avaient provoquée. Ces accusations, jointes aux éléments de discorde dont le camp était travaillé, produisirent un fatal effet.

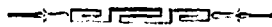
Témoin de ces manœuvres, dont il ne peut ni s'expliquer



l'origine ni découvrir le but, le général en chef, tout entier à ses devoirs, s'occupe, avec une incroyable activité, de faire surgir de nouveaux renforts. Il appelle aux armes les habitants de ces

pays où La Rouërie a conçu le projet de sa coalition. Les habitants répondent à l'appel de La Rochejaquelein. Son nom est venu jusqu'à eux, entouré de sa célébrité déjà vieille de tant de triomphes. Ils accourent apportant les uns des vivres, les autres des fusils, tous un courage et une résignation sublimes. A leur arrivée, ils se pressent dans les églises, où l'abbé Bernier, l'abbé Jagault et Doussin, curé de l'île de Ré, les préparent au martyre en plaçant sous leurs yeux le tableau de ces populations chrétiennes qui renoncèrent à leur patrie afin de rester fidèles à leur Dieu et à leur roi (1).

Des prédications si exaltées font naître, dans ces natures impressionnables, un enthousiasme qui n'a peut-être de comparables dans l'histoire que les entraînements des croisades. Mais, pour diriger toutes ces bonnes volontés, que les proclamations incendiaires de la République trouvaient si apathiques, il fallait des officiers choisis dans leurs rangs. On n'en signala qu'un. C'était un médecin, nommé Putaud, qui, avec une division recrutée dans les campagnes, se joignit à la Grande Armée. Ce n'était pas assez; néanmoins les habitants du Maine se montrèrent si braves, ils firent une diversion si utile, que les royalistes du Bocage surnommèrent les bandes formées outre-Loire *la petite Vendée*. Elles conservèrent ce nom longtemps, même après la défaite du Mans.



(1) M. Doussin ou Doussain de Voyer était né à Saintes. Il avait été religieux génovésain de la Chancelade et prieur de Sainte-Marie, en l'île de Ré, avant la Révolution. Nous le trouvons parmi les 57 ecclésiastiques réunis par M. de Beauregard au Synode du Poiré, le 4 août 1797. Il était alors curé du Bourg-sous-la-Roche. C'était un prêtre énergique, brave, mais ambitieux. En 1801, il fut un des plus ardents adversaires du Concordat et l'un des chefs les plus en vue de la Dissidence. Il s'établit d'abord à Fontenay-le-Comte, puis il vint mourir, le 16 mai 1843, âgé de quatre-vingts ans, et impénitent, hélas! à Chagnolet, petit village de la paroisse de Dompierre-sur-Mer, diocèse de La Rochelle. Il avait résisté à toutes les avances de son évêque, le cardinal de Villeceur. (Voir la *Petite Eglise*, p. 294.)

CHAPITRE IX

Mort de Lescure. — Nouveaux envoyés du cabinet britannique. — Freslon et Bertin. — Le roi d'Angleterre et ses ministres offrent des secours aux Vendéens. — Les Bourbons ne savent pas se mettre en communication avec les royalistes. — Correspondance des représentants en mission avec le Comité de Salut public. — Révocation de quelques représentants accusés d'inertie. — Siège de Granville. — Bataille et retraite des Vendéens. — Le prince de Talmont accusé de trahison. — La Rochejaquelein prend sa défense. — L'abbé Lecoq au mont Saint-Michel. — Tactique de l'Angleterre.

La halte si imprudente de Fougères fut marquée par un bien triste événement. Depuis l'affaire de La Tramblaye, où Lescure a été dangereusement blessé, l'armée n'a goûté aucun moment de repos. Elle s'est vue harcelée, poursuivie; et bientôt, reprenant l'offensive, elle a repoussé avec audace les Bleus qui l'avaient vaincue; mais, dans ce mois et demi d'angoisses et de prodiges, elle a sans cesse marché. Lescure, toujours en danger de mort, n'a pas voulu désertier le poste où l'honneur l'avait placé. Il a parcouru cette longue route où tout fut péril; il ne s'est séparé ni de ses amis ni de ses soldats. Incessamment ballotté entre la crainte et l'espérance, il a senti son état empirer, ses forces s'affaiblir et la vie peu à peu se retirer de lui. Cette lente agonie, le plus sublime des martyres, touche à son terme; Lescure va mourir. A ses derniers moments, il appelle au chevet de son lit sa jeune et forte compagne, qui ne l'a pas quitté pendant ces jours de deuil, et en la voyant étouffée de larmes : « Ta douleur seule, lui dit-il, me fait regretter la vie; pour moi,

je meurs tranquille. Assurément j'ai péché; mais cependant je n'ai rien fait qui puisse me donner des remords et troubler ma



M^{ME} DE LESCURE, PLUS TARD M^{ISE} DE LA ROCHEJAQUELEIN
(L'original appartient à M. le M^{IS} de La Rochejaquelein.)

conscience. J'ai toujours servi Dieu avec piété; j'ai combattu et je meurs pour lui. J'ai vu souvent la mort de près et je ne la crains pas. Je vais au ciel avec confiance. Je ne regrette que toi,

dont j'espérais faire le bonheur. Si jamais je t'ai donné quelque sujet de plainte, pardonne-moi. »

Les souffrances devinrent plus intolérables et sa résignation plus profonde. Il reçut les sacrements. Bientôt après, l'agonie commença; elle fut affreuse. Lescure avait encore toute sa connaissance, mais il ne pouvait plus parler. Il jetait de temps à autre un regard à celle qu'il aimait tant, puis, comme pour achever sa pensée, il levait en pleurant les yeux vers le ciel; mais, entraîné dans la marche de l'armée, car le mourant n'a pas un asile pour rendre en paix son dernier soupir, il avançait toujours sur la route d'Ernée à Fougères. Ses amis, sa femme surtout, n'avaient pas consenti à exposer son agonie aux profanations des Bleus dont il avait tant de fois épargné la vie. Enfin, le 4 novembre 1793, Dieu rappela à lui cette âme si pure, et le saint du Poitou expira au village de La Pèlerine. Il n'était âgé que de vingt-sept ans.

Cette mort, depuis longtemps prévue, fut un deuil public pour l'armée, dont, par ses vertus, par ses talents et son courage, Lescure avait été le modèle et le soldat le plus dévoué; mais ce deuil disparut dans les préoccupations nouvelles que chaque heure faisait naître.

A Fougères, comme à Laval, se renouvelèrent les discussions du Conseil militaire sur le plan de campagne à adopter dans les graves circonstances où l'on se trouvait. Les esprits furent encore plus divisés, les opinions plus opposées. La réflexion avait amené l'aigreur; l'intrigue produisait la défiance. Obligée de se nourrir de galettes de blé noir, exposée aux privations de toute nature, aux campements de nuit, aux pluies froides de l'automne, l'armée était en proie à des fièvres et à des dysenteries qui enlevaient chaque jour quelques-uns de ses combattants. L'hiver approchait, et le Conseil était unanime pour adopter une résolution définitive; mais lorsqu'il fallait s'arrêter à une idée, alors les dissensions intestines renaissaient. L'abbé Bernier, qui commençait à perdre de son influence dans l'estime des chefs, s'était créé une sorte d'état-major d'officiers secondaires, dans l'esprit desquels il faisait germer des pensées d'ambition.

Ce n'était déjà plus ce prêtre qui, sans arrière-pensée, s'était posé le Pierre l'Ermite de la croisade. La puissance dont on avait entouré ses paroles et l'ascendant que d'abord on lui avait laissé prendre sur les populations, tournaient maintenant au détriment de ceux qui en avaient favorisé le développement. L'abbé Bernier n'excitait pas à la désobéissance ; mais, dans le secret des cœurs, il soufflait les mécontentements, fomentait les divisions, et cherchait peut-être à se grandir, en abaissant ceux qui avaient plus foi dans leur épée que dans son éloquence devenue l'auxiliaire de l'intrigue.

On en était là de ces manœuvres, lorsqu'un homme, jusqu'alors étranger à la Vendée, décida le Conseil à mettre le siège devant Granville. Cet homme était un officier du génie ; il s'appelait d'Obbenheim (1). Avec le général Wimphen, il avait cherché à insurger le Calvados et la Normandie en faveur des Girondins mis hors la loi. Lié par des affections politiques à plusieurs députés de ce parti, il les avait suivis dans leur proscription si justement méritée. Cette proscription, ils ne surent la rendre que noble pour eux, mais sans utilité pour la patrie.

Vaincu à l'affaire de Vernon, d'Obbenheim sait les projets que prépare l'infatigable Puisaye. Il se prête à ses vues, il seconde ses desseins, vient à Paris à différentes reprises, et se met en communication directe avec Héroult, Danton et plusieurs membres influents de la Convention qui, en particulier, se dépouillaient assez facilement du rôle exagéré et rigoriste que les événements leur prêtaient en public. Après tant de courses et d'aventures politiques, que beaucoup d'autres conspirateurs subalternes ont renouvelés, d'Obbenheim, sorti des rangs républicains, et qui y rentrera, après la bataille du Mans, avec un grade supérieur, se présente dans le camp royaliste. Il ne manquait ni d'instruction, ni de savoir-vivre, ni même de bravoure : on l'accueillit avec faveur. Le P^{ce} de Talmont, dont il se fit le

(1) Obbenheim ou Obbenheim (Alexandre-Magnus d') était né à Revel en Languedoc, le 12 juillet 1753. Son père, lieutenant-général français, était d'origine saxonne. Chargé des travaux de fortification dans la Manche, il fut destitué. En 1801, on le nomma professeur à l'école d'artillerie de Châlons. Il passa de là à Metz, puis à Strasbourg et prit sa retraite en 1835.

plus assidu courtisan, lui ouvrit l'entrée du Conseil. Lorsqu'il eut expliqué la position de Granville et fourni sur ce port de mer les renseignements qu'il avait puisés dans ses études militaires, d'Obbenheim tâcha de persuader aux généraux qu'il n'y avait rien de plus facile que d'enlever cette ville, dont il indiquait le côté faible. La confiance des généraux fut telle que personne ne soupçonna une arrière-pensée dans ce transfuge. On eut le malheur d'ajouter foi à toutes ses promesses, malgré l'opposition parfaitement déduite de Marsange, qui, ancien officier de marine, démontrait les impossibilités du plan d'Obbenheim.

Les sièges n'avaient pas porté bonheur à la Vendée. La Rochejaquelein savait par expérience que les insurgés n'aimaient pas cette manière de faire la guerre ; il hésitait encore. D'autres officiers, partageant son opinion, ne se hâtaient pas de se prononcer. L'arrivée de deux envoyés du ministère anglais corrobora le système que d'Obbenheim développait au nom de Puisaye ou de quelque intérêt mystérieux. Ces deux envoyés étaient des hommes honorables : Freslon, ancien conseiller au Parlement de Bretagne, et Bertin.

Ils apparaissent déguisés en paysans ; car, comme Tinténiac et Saint-Hilaire, ils ont eu bien des périls à affronter pour traverser la Manche et joindre la Grande Armée. Freslon et Bertin avaient été précédés dans cette mission par un agent plein d'activité, mais au service de la diplomatie anglaise. C'était Prigent, dont les affaires de Bretagne révéleront la politique et la conduite. Prigent a débarqué à Saint-Malo vers le milieu d'octobre. Caché à tous les yeux, il a su, par d'adroits émissaires, recueillir des documents positifs sur la situation de l'armée, sur ses ressources et sur ses craintes. On dit même qu'après le passage de la Loire, il s'était mis en communication directe avec l'abbé Bernier. Quelque caché qu'il fût à tous les yeux, Prigent n'échappa point à la surveillance du représentant Boursault. Boursault le vit ; il lui signifia que l'existence de sa femme et celle de sa sœur dépendaient de ses indiscretions et des bons offices que la République française attendait de lui. Dominé par les menaces,

par les promesses et par l'or du Conventionnel, Prigent lui livre les secrets de l'armée, les plans ultérieurs de l'Angleterre, et il continue, sous la protection de Boursault, à être l'intermédiaire entre la Vendée et la Grande-Bretagne. C'était le premier émissaire dont les Anglais se servaient; ils l'avaient si bien choisi que, dès son début, il se vendait à la Révolution.

Sa mission confidentielle remplie, Prigent en rédige le récit pour le M^{is} du Dresnay, chargé des affaires militaires de Bretagne depuis



D'après Dutillois.

GEORGES III

la mort du M^{is} de La Rouërie, et pour Gray, commandant de Guernesey. Ce rapport transmis à Pitt et à Dundas, les deux ministres influents à Londres, détermina le voyage de Freslon et de Bertin.

Ces envoyés remettent à La Rochejaquelein une lettre de Georges III, aussi flatteuse que pleine de justice pour les Vendéens. Le roi d'Angleterre, ce sont les propres expressions de sa dépêche, « offrait un généreux et immédiat concours aux armées royales, dont tous les rois de l'Europe devaient encourager les efforts monarchiques. » Pitt et Dundas,

signataires de la dépêche ministérielle, n'étaient ni moins explicites ni moins concluants; ils demandaient aux chefs de l'Ouest d'accepter l'intervention et les secours que l'Angleterre était fière de proposer aux défenseurs de la royauté; mais, pour que cette intervention, sollicitée par le ministère britannique en faveur de la Vendée, pût de suite avoir des résultats satisfaisants, on engageait vivement l'armée royale à s'emparer de Saint-Malo, dont, à force de travaux et de sacrifices, la République avait rendu les abords imprenables. Si Saint-Malo était d'un trop difficile accès, les ministres conseillaient une attaque sur Granville où, disaient-ils, ils dirigeraient aussitôt l'expédition projetée.

Dans la situation où les Blancs étaient placés, jamais offre de secours n'aurait su arriver plus à propos. Chacun sentit l'importance d'une pareille ouverture; mais l'indifférence qui avait suivi la mission de Tinténiac était encore présente à tous les esprits. L'on hésitait à répondre, lorsque Freslon cassa un peu plus bas le bâton creux dans lequel les lettres du roi et des ministres de la Grande-Bretagne étaient renfermées; il en tira une dernière adressée au général La Rochejaquelein. C'était le M^{is} du Dresnay qui écrivait. Du Dresnay, parfaitement en position d'apprécier les vues et les desseins ultérieurs de l'Angleterre, pria très vivement de ne pas ajouter une foi trop entière aux promesses du Cabinet de Saint-James. Du Dresnay résidait alors à Jersey. L'expédition, disait-il, était prête sans doute, mais la Grande-Bretagne n'en était pas à son premier essai de perfidie. Ainsi que Tinténiac il avouait que plus de sept mille émigrés attendaient inutilement à Jersey et à Guernesey la permission, si souvent et si inutilement sollicitée, de passer en Poitou. Du Dresnay doutait; il provoquait à douter des bonnes pensées britanniques. Freslon, interrogé, partagea la même opinion. Au milieu de cette foule d'officiers, il ne se rencontra qu'un nombre très restreint de personnes, déjà gagnées ou trop crédules, qui osèrent croire à la réalité des promesses anglaises. Mais, dans le pénible état de l'armée, sans vivres, sans munitions, sans vêtements à l'entrée de l'hiver, traînant à sa suite une multitude de femmes, d'enfants et de malades qu'il fallait avant tout abriter contre les rigueurs de la saison, les généraux firent taire leurs appréhensions légitimes pour céder au désir de tenter la dernière voie de salut.

La Révolution n'aurait pas eu ce scrupule d'humanité. Avant le salut des blessés, des malades et des femmes, elle eût placé l'intérêt de la nation tel qu'elle le comprenait. Par un effort énergique, elle eût même su entraîner l'assentiment des victimes qu'elle aurait sacrifiées. La République eût égorgé sans pitié tous ceux qui lui devenaient un embarras. Elle le fit plus d'une fois; et, s'il faut en croire un écrivain dont le nom est une garantie éminemment révolutionnaire, ces traditions implacables ne

s'étaient pas perdues même sous l'Empire. Cadet-Gassicourt, dans son *Voyage en Autriche*, à la suite de l'armée impériale, en 1809, parle de la prise d'Ébersberg, par le maréchal Masséna, et l'écrivain, témoin oculaire, dit en toutes lettres, page 70 : « il donna l'ordre terrible, mais nécessaire, de jeter à la rivière tous les blessés qui obstruaient le pont. » Les généraux vendéens ne calculèrent pas avec tant de cruauté patriotique. Malgré leurs prévisions, ils se soumirent à une nécessité dont il ne leur vint pas même à l'esprit de discuter les termes. Pour mettre les Anglais à même de se prononcer activement, ils résolurent d'attaquer Granville.

C'était une faute, politiquement et militairement parlant ; une faute dont plus tard, à Noirmoutier, à Quiberon et à l'île d'Yeu, les Anglais se feront une arme. Ils avaient assez de connaissance en stratégie pour savoir combien la cohésion de toutes les espèces de moyens de guerre est nécessaire contre une force qui peut les réunir dans des proportions bien combinées. L'Anglais n'ignorait point que, par eux-mêmes, les royalistes ne pouvaient offrir cette cohésion, qui ne dépend ni du courage ni de la bonne volonté, et néanmoins le Cabinet de Saint-James les poussait à entreprendre un siège. Les Vendéens cédèrent à cette obsession, qui se renouvellera jusqu'au jour de la destruction de leurs suprêmes espérances ; ils cédèrent, contre l'avis de leurs plus habiles officiers.

Une lettre, en réponse à celle du roi d'Angleterre, fut adressée à ce prince ; elle ne contenait que des témoignages de respect et de gratitude. Une autre, longuement motivée, et remplie de détails sur l'ensemble des opérations et des vœux de la Grande Armée, fut rédigée pour le ministère. Dans celle-ci, les Vendéens parlaient, avec une franchise très peu diplomatique, de leurs besoins et de leurs espérances ; ils demandaient qu'on laissât arriver jusque sur le territoire insurgé les émigrés qui aspiraient à se joindre à eux, et qu'on leur expédiât des effets de campement et des vivres. On discuta longuement si on réclamerait un secours pécuniaire. Il fut enfin convenu qu'on solliciterait, à titre de prêt, une modique somme de cinquante mille francs,

afin de liquider des dettes d'honneur contractées pour le service de l'armée; mais, comme à Tinténiac, ce qu'on demanda avec le plus d'instance à Freslon et à Bertin, ce fut la présence d'un Bourbon. La Rochejaquelein, Donnissan, Stofflet, Marigny et Forestier appuyaient principalement sur ce vœu, qui, dans leur conviction, pouvait seul calmer les irritations d'amour-propre et mettre un frein aux ambitions personnelles. A défaut d'un prince, La Rochejaquelein voulait que le régent du royaume, pendant la minorité et la captivité de Louis XVII, nommât un maréchal de France généralissime des armées royales.

Ce vœu ne fut pas exaucé. Il y a des princes qui ne savent tirer une salutaire leçon ni de l'exil ni de l'échafaud. Déjà entourés de courtisans providentiels, les Bourbons commençaient sur la terre étrangère leur système d'indifférence et d'oubli envers la Vendée. Ils semblaient douter du courage de leur vieille noblesse et de la fidélité de leur peuple. Le malheur ou l'éducation les avait rendus méfiants et irrésolus. C'était encore le roi Jean II, qui, dans une marche forcée de son armée, entendant les soldats répéter en chœur la chanson du preux Roland, disait aux gentilshommes dont il était entouré « : Il y a longtemps qu'il n'existe plus de Roland parmi les nobles de France! — On en trouverait encore, répondit un vieux banneret, s'ils avaient à leur tête un Charlemagne. »

Ce banneret était un Vendéen, Janvre, sire de La Bouchoitière, qui, peu de jours après, se faisait tuer sous les yeux du roi, à la bataille de Poitiers. Jean II avait senti que ses paroles étaient une offense et une injustice. Il les répara en se battant avec une vaillance digne d'un meilleur sort. On ne permit pas aux Bourbons émigrés de se montrer aussi grands.

La Vendée demandait avec instance qu'un prince lui fût envoyé, afin de l'aider, avec son épée, à rétablir le trône. Pour parler ainsi, l'armée catholique avait peut-être bien quelques droits. Personne ne répondit à son appel. Il y avait pourtant dans cette famille d'intrépides jeunes gens : le duc d'Angoulême, le duc de Berry, le duc d'Enghien et leurs pères, qui devaient mourir avec les royalistes. Il était, sans contredit, plus

national de faire la guerre civile en France, comme Henri IV, que de se soumettre aux caprices ou aux exigences de l'étranger. Les princes, nous n'en doutons pas, envisageaient ainsi cette question toute française; il se rencontra par malheur auprès



LE DUC DE BERRY

d'eux des hommes qui la comprirent autrement. Ces hommes les empêchèrent même d'adresser une lettre d'encouragement et de gratitude aux paysans qui faisaient la guerre à leurs frais, et qui, pour tout subside, ne réclamaient du roi de la Grande-Bretagne qu'un prêt de cinquante mille francs.

Les envoyés de l'Angleterre et les généraux de la Vendée con-

vinrent des signaux qui devaient annoncer en mer la prise de Granville à la flotte britannique. C'était un drapeau blanc, entre deux drapeaux noirs, arboré sur les hauteurs de la cité. Mais on insista sur l'urgence de l'aide, et il fut décidé que le concours de l'Angleterre, concours immédiat, rendrait dès lors superflue cette dernière précaution. Les Vendéens crurent à de pareils engagements.

Quelques jours auparavant, le 6 novembre 1793, à l'heure même où Philippe, duc d'Orléans-Égalité, montait à Paris sur l'échafaud révolutionnaire, que ses vices, que son ambition avaient tant contribué à élever, la prise d'Ernée et de Fougères parvenait au Comité de Salut public; elle exaltait encore l'énergie de ses membres. Ils ne découvrirent que dans l'insuffisance d'action de certains représentants les motifs d'une défaite aussi inconcevable. A l'instant même, le Comité de Salut public s'empressa d'écrire à Jean-Bon Saint-André, en mission à Brest. A la tribune de la Convention, Barère et Carnot niaient les succès de la Grande Armée. Dans sa correspondance avec Jean-Bon Saint-André et Prieur (de la Marne), le Comité était plus véridique. Les deux fragments de dépêches que nous publions font foi des alarmes que lui inspirait la marche des Vendéens.

« Les Brigands, écrivait-il, le 6 novembre, à Jean-Bon Saint-André, se sont échappés à travers le département de la Mayenne, qu'ils ont affamé; ils ont battu trois fois nos bataillons à Fougères. Cet échec peut favoriser leur arrivée à la mer par la terreur qu'ils ont répandue. Plusieurs représentants sont dans les départements environnants, mais il leur manque de l'énergie; il leur manque cette chaleur républicaine qui a créé des bataillons, qui leur donne de l'audace et qui double le courage. C'est toi que nous avons cru devoir choisir pour remplir cette importante et pressante mission. Nous t'engageons à partir pour Cherbourg sur-le-champ, et tu sauveras la République dans cette partie qui communique d'une manière si dangereuse avec nos plus cruels ennemis; les mesures fermes que tu as prises à Brest te permettent cette petite absence et sont la caution de tes succès dans le département de la Manche. »

C'était une calomnie bien gratuite adressée à ces hommes. On les a vus à l'œuvre; mais cette calomnie ne satisfaisait pas encore l'inflexibilité de la Convention, qui décrétait la victoire ou la mort. Le Comité de Salut public adressa à Prieur (de la Marne) la lettre suivante :

« CITOYEN, COLLÈGUE ET AMI,

» Rien n'est plus urgent que ton départ vers les départements où les Brigands fugitifs de la Vendée portent la terreur et obtiennent des succès. C'est à l'armée de Rennes que tu dois te porter, tandis que Jean-Bon Saint-André se portera vers l'armée de Cherbourg.



LAZARE CARNOT

» Nous nous plaignons de ce qu'on ne poursuit pas les rebelles avec assez d'activité, et surtout de ce qu'il n'y a point d'ensemble dans les mesures militaires ni dans la réunion des forces. Rosignol n'agit point, Vitré et Fougères n'ont pas été défendus, ou l'ont été fort mal. Nous nous plaignons de ce que Pochole,

Letourneur, Lecarpentier et Garnier ne montrent pas assez d'énergie; qu'ils sont toujours tremblants sur les mesures, douteux sur les succès, disséminés dans leurs forces, et ne harcelant pas assez fort les officiers et les chefs militaires. Nous nous plaignons de ce que les trois colonnes de nos républicains sont conduites par des officiers destitués ou suspendus, tels que Vergnes et Nouvion. Cependant le ministre de la Guerre leur a écrit en leur envoyant leur destitution. Nous nous plaignons de ce que les représentants n'opposent à cette horde de Brigands, qui cherchent à attaquer des places maritimes, que des forces disséminées, incomplètes, et des bataillons isolés, qu'ils exposent à être massacrés par la disproportion énorme de

nos forces opposées à celle des Brigands. Nous espérons qu'avec ton âme de feu, ton éloquence militaire et ton patriotisme prononcé, tu vas réparer tant de fautes.

» Nous avons cru devoir prendre de grandes mesures; les ordres sont donnés pour leur exécution. Prépare de ton côté les moyens locaux, rassemble les républicains, réunis les forces, électrise les âmes et frappe un grand coup. Aussitôt que tu seras arrivé, tu pourras renvoyer ici les représentants Garnier, Lecarpentier, Letourneur et Pochole. Un décret les rappelle aussitôt qu'ils seront remplacés; leur présence a été trop peu active, trop peu efficace pour que nous puissions espérer quelque chose de leur séjour dans ce pays-là. Adieu, activité, énergie, réunion des forces.

» Signé : CARNOT, C.-A. PRIEUR, BARÈRE,
» LINDET, BILLAUD-VARENNES. »

Jean-Bon Saint-André et Prieur (de la Marne) n'avaient pas besoin du stimulant de la Convention. Le premier charge Tribout de courir à Dinan avec sa division. Il n'y a que deux jours encore, ce Tribout était tambour-major, mais il a fourni d'incontestables preuves de civisme; mais, au pied de l'arbre de la liberté, il a épousé une comédienne du théâtre de Brest, nommée la Fleury. Ce dévouement à l'égalité a transformé sa canne de tambour-major en épée de commandement. Jean-Bon Saint-André a fait de lui un général. Avant son départ, Tribout veut que sa femme continue à charmer les amateurs du théâtre : il l'autorise à jouer sous le nom de la citoyenne Tribout.

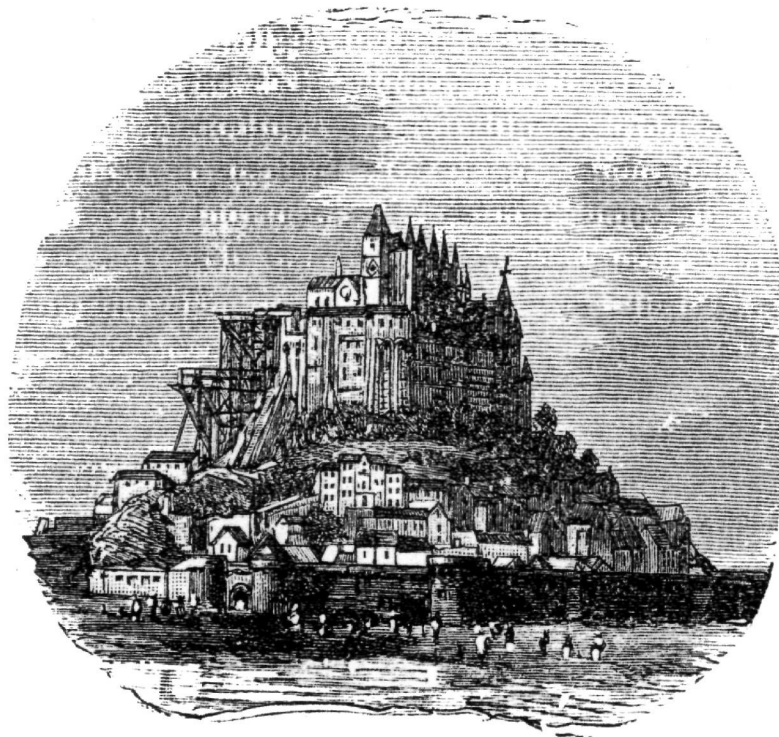
D'un autre côté, trois vaisseaux de ligne, quatre frégates et sept corvettes, aux ordres du contre-amiral Vaustabel, prennent la mer et font voile dans la Manche pour appuyer Cherbourg, Granville ou Saint-Malo, que les Blancs peuvent attaquer. Cette dernière place maritime devait avoir la préférence. Il fallait s'en emparer, ainsi que du fort de Château-Neuf, fermant l'entrée de la presqu'île du Clos-Poulet, au fond de laquelle est situé Saint-Malo. La possession de cet ensemble promettait aux Vendéens les avantages qu'ils devaient espérer d'une place d'armes, mais

ils manquaient de moyens pour s'en rendre maîtres. Certaines intelligences qu'ils y avaient pratiquées depuis longtemps les berçaient de l'espoir d'y suppléer; la République fit à la hâte armer le fort de Château-Neuf et renforcer les garnisons. Les royalistes furent donc obligés de renoncer à ce projet, le seul qui, peut-être, offrit des chances favorables. Tout était en fermentation autour d'eux, et ils balançaient encore sur le parti à prendre.

Les représentants Laplanche et Lecarpentier, bien injustement accusés d'inertie par le Comité de Salut public, avaient pris à Saint-Lô d'énergiques mesures. Ils ordonnaient de sonner le tocsin, et, d'heure en heure, de tirer le canon d'alarme. Le lendemain, douze mille hommes se réunissaient à Saint-Lô, sans pain et sans armes. Lecarpentier appelait de La Hogue et de Cherbourg les quatre mille soldats et les vingt pièces d'artillerie qui défendaient ces deux cités. Il déclarait Granville en état de siège. Pour relever les courages abattus et intimider les esprits incertains, il proclamait la peine de mort sans jugement contre ceux qui oseraient publier les revers ou douter des succès de la Révolution. Il les nommait les *alarmistes*, et son arrêté, audacieux démenti à la vérité en face de la France, est un des plus graves enseignements de cette époque. Mus par le même sentiment de compression, les autres représentants ne restent pas en arrière. Prieur (de la Marne) force Rossignol, qui commande dans Rennes, à lui livrer une partie de ses troupes; et il marche vers le Morbihan, où le conventionnel Guerneur a levé de nouvelles recrues.

Cependant, l'armée royale partie de Fougères, après trois jours de repos, est arrivée, sans coup férir, à Dol, le 9 novembre. Là, plusieurs déserteurs républicains et un certain nombre d'Alsaciens se réunirent et formèrent un bataillon d'éclaireurs dont Toutant et La Bigotière eurent la direction. Ce bataillon se laissa appeler, dans l'armée, la *bande noire*, parce que, en signe de ralliement, il portait au bras gauche un crêpe de deuil. Cette bande noire se recrute des déserteurs et de tous les hommes qui, sentant le besoin des représailles, ne veulent pas laisser aux révolutionnaires seuls le droit de pillage et de meurtre. Ils

en usent largement pour leur propre compte. La bande noire se décidait à rendre mal pour mal, mort pour mort. C'était le drapeau de la vengeance qu'elle arborait. Plus tard, on connut les excès commis par ces royalistes exaspérés, et on tenta de les arrêter. La Rochejaquelein sévit même contre plusieurs. Deux des plus coupables étaient des déserteurs du régiment d'Orléans.



VUE DU MONT SAINT-MICHEL

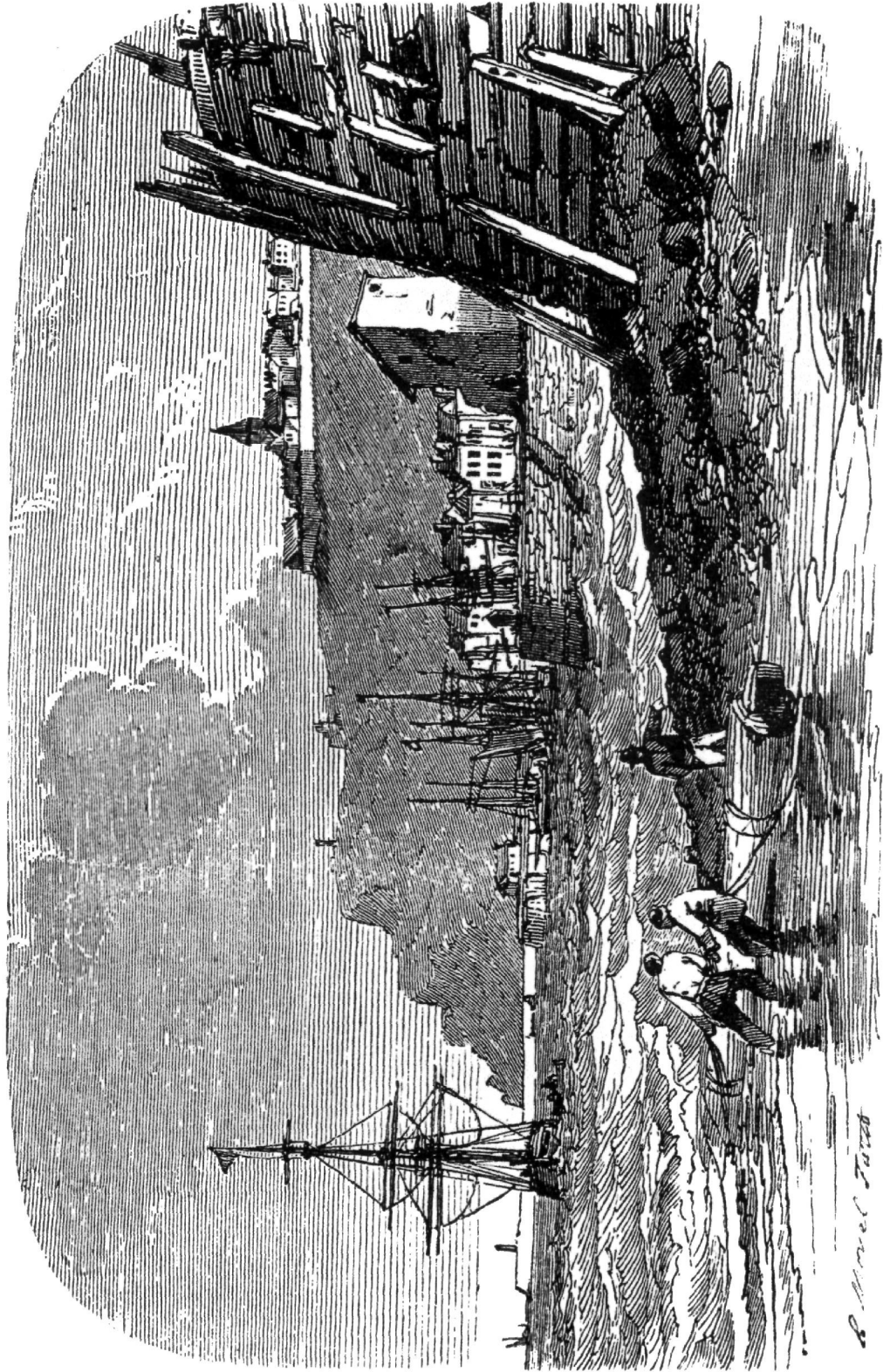
L'aîné des frères Soyer fut chargé de les arrêter, et on les fusilla sous le drapeau en face de l'église de Dol. Un pareil sentiment de générosité fut compris par tous les Blancs; mais les Bleus, dans ces réactions partielles, trouvèrent un nouvel aliment à leurs cruautés, et ils grossirent tellement ces excès, que la Vendée entière devint responsable des méfaits d'une poignée de soldats.

Le 10 novembre 1793, l'armée occupe Pontorson. De là, elle se dirige vers Avranches, d'où elle peut à son gré attaquer Granville ou envahir le Cotentin. La garnison d'Avranches se retire,

et les Vendéens pénètrent dans ses murs. Un détachement de cavalerie est envoyé au Mont Saint-Michel pour délivrer les prêtres réfractaires que la Révolution y entassa.

Ce que La Rochejaquelein prévoyait depuis si longtemps se réalisa enfin. Sur le point de toucher au but de leurs efforts, les paysans, jusqu'alors pleins d'obéissance, murmurèrent d'abord; bientôt ces murmures, que la division des chefs et que les souffrances de toute nature semblaient légitimer, éclatèrent avec une spontanéité tenant du complot. Les paysans ne sont pas habitués à ces marches militaires que l'enthousiasme ne soutient plus. Ils témoignent à haute voix le désir de rentrer dans le Bocage, où ils combattront, où ils mourront s'il le faut, mais dont ils ne veulent plus s'éloigner pour des expéditions aussi fatales. Le Conseil n'avait pas à sa disposition les moyens répressifs de la Convention; pour calmer l'effervescence de cette multitude, il emploie les voies de douceur. La Rochejaquelein leur parle des victoires passées, des sacrifices faits et de l'espérance qu'ils ont de se reposer à Granville lorsque cette place sera tombée en leur pouvoir. L'abbé Bernier et le Bénédictin Jagault les entretiennent de Dieu et du roi dont ils ont si courageusement défendu la sainte cause; ces exhortations ne peuvent convaincre l'unanimité. Deux ou trois cents résistent à toutes les prières, et ils se décident à rétrograder sans armes, accompagnés de leurs femmes et de leurs enfants. Ces malheureux pensaient que les colonnes républicaines ne s'attaqueraient point à des ennemis qui demandaient la paix et qui se mettaient sous la sauvegarde de l'humanité. Il n'en fut pas ainsi. Quand la Grande Armée, vaincue à Granville, se repliera sur Dol, elle rencontrera partout les cadavres mutilés de ses déserteurs égorvés par les Bleus.

La Rochejaquelein a accepté un plan qui n'est pas le sien. Il va le mettre à exécution en assiégeant Granville. Il a trente mille hommes sous ses ordres, ayant laissé à Avranches et dans les environs un quart de ses troupes pour garder les femmes et les blessés, et protéger la retraite en cas d'échec; mais ces trente mille hommes n'ont que leur bravoure individuelle, affai-



Samuel J. Ford

VUE DE GRANVILLE

blie par toutes les souffrances déjà endurées. Ils avancent pourtant, car, une fois maîtres de Granville, ils espèrent voir l'Angleterre réaliser enfin les promesses que son Cabinet a volontairement faites. Il y a six lieues d'Avranches à Granville. Les Vendéens les franchissent avec rapidité, et, dans la soirée du 14 novembre, Forestier, qui conduit l'avant-garde, rencontre, à une demi-lieue de la place, une partie de la garnison. Elle a tenté une sortie pour effrayer les assiégeants. C'est le général Peyre et le conventionnel Lecarpentier qui sont à sa tête. Les tirailleurs de Stofflet s'élancent sur ces bataillons. Ils vont être enveloppés, lorsque Peyre est averti que la cavalerie royaliste, après avoir culbuté les troupes qui lui étaient opposées, accourt au galop par la grève afin de tourner son corps d'observation. Il ordonne la retraite et rentre dans la ville avec précipitation. Les Blancs le serrent de près; puis, sans hésitation, ils campent à portée des batteries républicaines. Avant de pousser les choses aux dernières extrémités, le Conseil militaire résolut d'adresser une sommation au commandant de la ville et aux officiers municipaux. Les chefs de la Grande Armée ne voulaient accepter que par la force d'un refus la responsabilité des malheurs qu'un siège, fait en pareille circonstance, pouvait entraîner. Ces deux sommations, signées par La Rochejaquelein, Stofflet, Desessarts, Piron, Dehargues, de Beauvollier, Cazeau de Villeneuve et d'Autichamp, sont pleines de modération. Voici un passage de celle adressée aux habitants, le 14 novembre 1793, à midi et demi :

« Messieurs, les généraux et commandants de l'armée catholique et royale préférant, comme ils l'ont prouvé dans tous les temps, la conquête des cœurs à celle des villes et des forts les plus redoutables, n'ayant, en raison des motifs purs et sacrés qui les animent, d'autre but que d'assurer, par la clémence, les fondements d'un trône que la plupart d'entre vous gémissent de voir si indignement renversé; prêts à toujours distinguer le simple égarement du crime, accoutumés à retrouver dans le repentir du moment le pardon et l'oubli du passé, et ne croyant jamais avoir poussé trop loin la loyauté de leurs principes et de leur

conduite à cet égard, vous proposent d'épargner le sang français si cher à leurs cœurs. Ils vous proposent d'ouvrir les portes de votre ville sans coup férir.

» Un peuple d'amis entrera dans vos murs avec le rameau d'olivier, pour y faire régner, à l'ombre de l'autorité royale l'ordre, la paix et le bonheur que vos tyrans vous ont si souvent promis, mais en vain. A ce prix, il vous est facile de sauver de tout danger et de tout dommage vos vies et vos propriétés, auxquels nous jurons, sur notre honneur, le respect le plus inviolable et le plus sacré. C'est alors que nous éteindrons, dans des embrassements mutuels, tout souvenir du passé ; c'est alors que des acclamations réciproques couvriront le moindre murmure qui pourrait s'élever du fond des cœurs. Sinon, Messieurs, un fer vengeur arme nos bras. Libres de nous avoir pour amis ou ennemis, choisissez. Autant, pour le bien de l'humanité, nous désirons en vous l'un de ces titres, aussi peu nous redoutons l'autre. Si vous préférez le dernier parti, songez que les indomptables habitants de la Vendée, vainqueurs et destructeurs des garnisons de Valenciennes et de Mayence, sont à vos portes, et qu'ils vont les ouvrir par le fer et par le feu. »

Ces deux pièces sont à peu près les seules qu'ait laissées la Grande Armée dans son expédition d'outre-Loire. Ses généraux n'avaient que le temps d'écrire avec la pointe de leurs épées. Pour raconter leurs exploits et redire leur courage, il faut avoir recours aux bulletins révolutionnaires : on ne voit nulle part trace d'une proclamation ou d'un rapport d'Henri de La Rochejaquelein. La sommation de Granville est le seul acte royaliste qui constate les progrès de l'armée royale outre-Loire.

Un pareil langage ne devait guère épouvanter les républicains, faits depuis longtemps à toutes les horreurs de la guerre et poussés, par l'enthousiasme ou par la peur, à cette exagération de sacrifices qui, dans les temps d'orages politiques, est honorée du nom d'héroïsme. Les habitants paisibles, le commerce et les propriétaires, étaient peut-être bien disposés à accepter les conditions proposées ; mais, pour délibérer, ce n'est pas à eux que l'on s'adresse. Lecarpentier, les généraux Peyre

et Vachot, les clubistes et les hommes ardents que la ville renferme, ne crurent même pas devoir une réponse aux chefs vendéens. Pour la Révolution, la partie était belle. D'Obbenheim avait réussi dans ses projets. On tenait, sous les murs d'une place hérissée de fortifications, les débris de la Vendée, trente mille paysans, qui, pour tenter leur premier assaut, n'avaient ni échelles, ni instruments de siège, ni accord dans les mouvements, ni officiers du génie capables de les diriger. De plus, on n'ignorait pas dans la ville que les Anglais ne viendraient point offrir aux royalistes l'appui de leurs vaisseaux et de leur artillerie. Lecarpentier l'annonçait à haute voix, Lecarpentier avait raison.

La nuit arrivait; les batteries des fortifications commencent le feu. Les Blancs n'ont ni train d'artillerie, ni batteries de position. Avec leurs pièces de campagne, ils ripostent cependant, essayant, par un feu soutenu, de rompre les palissades, d'écrêter les parapets et d'entamer les revêtements, afin de les rendre accessibles à l'infanterie. Talmont, avec sa cavalerie, occupe les hauteurs du faubourg Saint-Nicolas. La Rochejaquelein, Donnissan et Forestier entraînent l'infanterie dans la rue des Juifs. Les tirailleurs, placés sur les toits ou embusqués dans les maisons, font pleuvoir une grêle de balles sur les artilleurs, forcés de se mettre à découvert pour servir leurs pièces. Lecarpentier enjoint de brûler immédiatement cette rue. Le général Vachot prend avec lui les hommes les plus déterminés du 31^e régiment; il les arme de torches, et marche, le sabre en main, à leur tête. Forestier, qui a pénétré dans les faubourgs, escalade les ouvrages avancés, et plante dans les murs des baïonnettes pour servir d'échelle à ceux qui le suivent. La Rochejaquelein, tout à la fois général et soldat, improvise de nouvelles dispositions et combat; mais Vachot a réussi à propager l'incendie. Tout à coup, les flammes qui s'élèvent des maisons du faubourg se dirigent vers la ville et menacent de l'embraser. Comme pour seconder les intentions du représentant, Marigny fait tirer à boulets rouges. Son artillerie, placée au Calvaire, ainsi que sur les hauteurs de la Huguette et du Lude, ne suspend jamais le feu. Les habitants,

consternés, quittent leur position militaire ; ils veulent se grouper autour de leurs demeures, afin de les préserver des flammes. Lecarpentier, par une proclamation menaçante, intime de fusiller sur-le-champ les traîtres ou les lâches, puis il revient à la charge. Un officier municipal, nommé Desmaisons, est tué sur la brèche au moment où il conduit des enfants et des femmes chargés

de munitions ou de pierres. Cette mort intimide les citoyens ; mais Lecarpentier est là qui menace ou encourage.



Album Chauvelin.

« M. RENOÜ, chevalier de Saint-Louis, dit Bras-de-fer, à la bataille des Aubiers, en 1793. »

Les Blancs se sont dirigés vers l'isthme et la grève. Ils se rendent maîtres des palissades ; ils gravissent le rocher et vont s'élançer sur les Bleus. Un cri de : « Fuyons ! nous sommes trahis ! » sort de la bouche d'un déserteur. Allard, l'aide-de-camp de M. Henri, lui brûle en vain la cervelle, l'élan est donné. Ce cri, répété dans les rangs, frappe de stupeur les plus braves ; on hésite, on recule. Forestier veut maîtriser cette panique ; il est culbuté, entraîné, jeté par les fuyards dans un fossé, où il reste évanoui au milieu des cadavres. Le

Maignan, Beauvollier, Villeneuve,

Pérault et Molinier sont, comme lui, mis hors de combat ; l'intrépide Renou est forcé de se replier ; le désordre est dans tous les rangs ; la nuit était sombre. Tout à coup l'incendie, que Lecarpentier a prohibé d'éteindre, et que les boulets rouges de Marigny ont favorisé, éclate avec plus d'intensité ; un vent de Nord-Ouest commence à souffler des faubourgs, il propage le feu dans l'intérieur de la ville.

A la vue des masses de fumée et des gerbes de feu qui planent sur cette enceinte, les Vendéens sont saisis d'effroi. La Roche-

jaquelein parcourt les rangs. Ce spectacle, magnifique dans son horreur, a consterné les esprits, abattu les courages et étouffé l'espérance. Les sinistres lueurs de l'incendie découvrent alors ces retranchements, ces épaisses fortifications, ces batteries échelonnées les unes sur les autres, que l'obscurité de l'attaque n'a pas permis d'apercevoir. Maintenant elles se dressent devant les royalistes comme pour les braver. Pendant ce temps, la grosse artillerie de la place, dont l'incendie n'arrête pas les grondements, tonne et éparpille sa mitraille au milieu même de leurs rangs.

Granville, entre la mer et le feu, offre l'image d'un volcan qui fait éruption ; les flammes avancent, elles atteignent les assiégés : ils vont avoir à lutter contre deux fléaux à la fois. Peyre et Lecarpentier enjoignent aux soldats de redevenir citoyens. « C'était un bien beau spectacle, dit ce représentant dans son rapport, que de voir, au moment de l'incendie, ces mêmes soldats, qui venaient de soutenir un assaut le fusil à la main, déposer leurs armes pour saisir et faire circuler les paniers, et combattre le feu de l'incendie avec la même intrépidité qu'ils avaient soutenu le feu de l'artillerie. »

Quand le premier moment de stupéfaction est passé, La Rochejaquelein ne peut consentir à se retirer ; il prépare un nouvel assaut. Les prêtres, la croix à la main, parcourent les rangs, excitent au combat, bénissent les mourants, fortifient les valides, et communiquent à tous l'ardeur dont est animé leur jeune général. La marée est basse ; on se précipite du côté de l'isthme et par la grève, chemin que déjà ont pris trois bataillons royalistes. C'était l'endroit le plus accessible de la place. Deux chaloupes canonnières, venues de Saint-Malo, font feu sur les Vendéens ; elles démontent leurs canons pointés dans le but d'ouvrir la brèche. Les assiégés, dont tant de périls réunis ont doublé le courage, triomphent de ce nouvel effort. L'ancien régiment de Bourbon, qui s'est renfermé dans la ville, fait une dernière sortie. Les royalistes reculent, et, après vingt-huit heures de siège, La Rochejaquelein, abandonné par la masse de ses troupes, est obligé de renoncer à son projet.

Ce fut un affreux combat que celui-là, d'autant plus affreux qu'il laissait sans asile les paysans habitués à en rencontrer à chaque pas dans leur Bocage. Ils avaient bien des morts à déplorer, beaucoup de pertes en matériel et en artillerie à couvrir, de tous côtés des ennemis à repousser, et nulle part un allié ou un ami. La pensée de sa défaite, le spectacle de désolation qui est sous ses yeux, ont plongé l'armée dans la consternation; elle s'est débandée. Les uns, guidés par leurs prêtres, ont repris la route d'Avranches, les autres demandent à marcher en avant; mais la plupart des volontaires, que ce mouvement éloigne de plus en plus des bords de la Loire, exigent à grands cris qu'on les ramène dans leur Vendée. Ils vont plus loin; ils menacent de désertir si on s'obstine à les conduire au fond de la Normandie.

La Rochejaquelein a poussé une reconnaissance jusqu'à Villedieu; les habitants se défendent avec acharnement; ils massacrent les éclaireurs. Les femmes elles-mêmes jettent par leurs fenêtres des pierres et des bouteilles sur les Vendéens. Quelques coups de canon calment cet enthousiasme révolutionnaire, et, comme Villedieu n'a point de garnison, on permet le pillage aux royalistes, qui ne font aucun mal aux habitants, se contentant d'enlever les armes de la garde nationale et les effets d'habillements dont ils ont besoin. Mais, prévenu du mouvement qui s'opère dans l'armée, La Rochejaquelein retourne sur ses pas.

La sédition éclatait dans tous les rangs; dans tous les rangs, on maudissait l'Anglais et le conseil fatal qu'il avait soufflé. Pour les Vendéens, pour les Bretons et les Manceaux, l'habitant des Iles Britanniques ne forme pas un peuple et une nation; c'est un ennemi individuel, qu'ils entourent de leurs vieux souvenirs de haine. Le paysan de l'Ouest dit bien les Russes, les Autrichiens, les Prussiens et les Espagnols, il lui sera impossible d'accorder à l'Anglais ce privilège collectif.

A toutes les raisons alléguées pour expliquer le retard de la flotte britannique, incompréhensible pour les soldats, plus incompréhensible pour les chefs, qui n'osaient pas communiquer leurs soupçons, les Blancs ne répondaient que par des larmes ou par

des cris de désespoir. On veut les calmer en proposant d'établir un camp dans la plaine; camp que les Bleus n'oseront attaquer, et qui permettra d'attendre l'arrivée des vaisseaux anglais. Cette proposition est rejetée. Les royalistes n'ont qu'un désir à manifester : qu'on les fasse rétrograder, et ils jurent de surmonter tous les obstacles et de s'emparer d'Angers, quand bien même ses murailles seraient de fer. A cette détermination, dont La Rochejaquelein apprécie la justesse et que sa course à Villedieu lui démontre urgente, les généraux Rossignol, Beaufort, Sepher et Tribout étant de tous côtés en marche pour cerner son armée, le général en chef se décide à battre en retraite.

Mais à ce moment, un bruit extraordinaire circule dans les rangs : on parle de trahison, de fuite. A ces mots étranges on accole les noms du P^{ce} de Talmont, de l'abbé Bernier, de Solérac et de Beauvollier. On annonce, on proclame qu'ils vont s'embarquer et mettre l'Océan entre eux et la patrie. Comme le plus élevé en grade et le plus en évidence, le prince est accusé d'être l'instigateur de ce complot. La Rochejaquelein se porte caution pour son frère d'armes; sa voix n'est point écoutée. Stofflet, aussi dur pour les autres que pour lui-même, court au rivage où Talmont, Bernier et leurs prétendus complices se trouvent en effet; Stofflet donne ordre de les arrêter. Les cavaliers n'osent porter la main sur leur général, qui revient au camp avec eux. Sa présence calme l'irritation des esprits; elle inspire à la multitude un sentiment de respect succédant à la fureur. Talmont prend la parole; il explique sa conduite. « Je n'ai, s'écrie-t-il, frété un bateau de pêcheur pour Jersey qu'afin de presser les secours que nous attendons d'Angleterre et de sauver M^{mes} de Cuissart et de Fay, qui désiraient se réunir à leurs maris émigrés. »

Une telle justification, dans la bouche d'un pareil homme s'adressant à la Vendée, devait être accueillie. Elle le fut avec joie. Elle servit même à calmer le désespoir des soldats, en leur démontrant que leur irritation les rendait injustes. L'abbé Bernier profite de ce subit changement pour leur prêcher l'obéis-

sance et le respect à leurs chefs. La Rochejaquelein arrive; lui aussi, il a des reproches à adresser à ses volontaires; mais bientôt ces reproches font place à des encouragements. M. Henri était si aimé, son nom était si populaire, et son éloquence si bien à la portée des soldats, que des larmes de repentir coulent de tous les yeux, et qu'on se remet en route avec moins d'effroi.

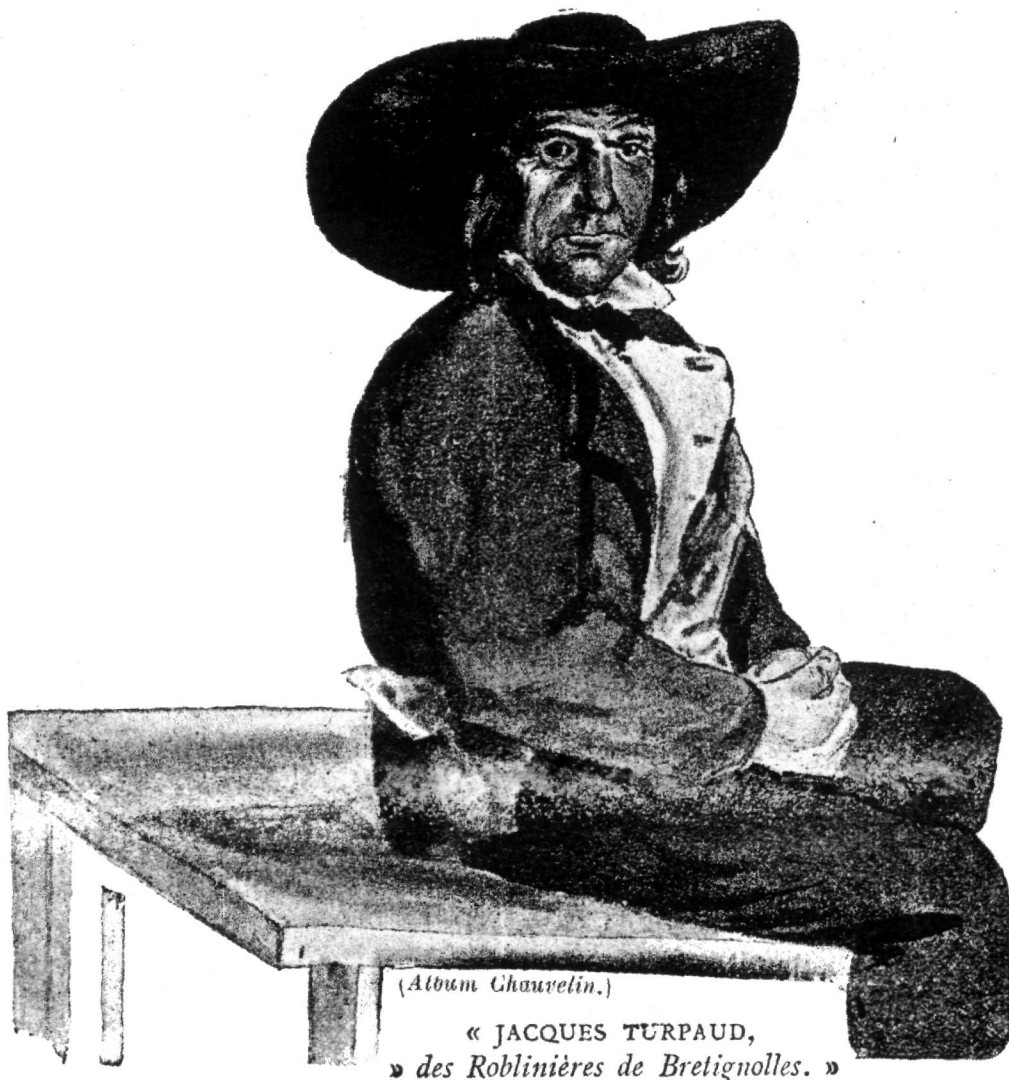
C'était bien en faveur de M^{mes} de Cuissart, de Fay et de leurs jeunes filles que Talmont s'était publiquement compromis; mais, galant, passionné pour le plaisir comme pour la gloire, il n'avait jamais voulu s'exempter des faiblesses de l'humanité. Il y cédait même avec une facilité qu'expliquent bien son éducation et son caractère. Il aimait lady Brighton, qu'il avait connue à Londres pendant le séjour qu'il fit dans cette ville, en 1792. Il avait juré à cette dame de la rejoindre aussitôt qu'elle lui ferait présenter, avec un billet de sa main, une bague qu'ils se partageraient au moment des adieux.

L'armée bivouaquait près de la côte après la défaite de Granville. La sédition même venait d'éclater. A dix heures du soir, deux marins anglais s'introduisent chez Talmont seul avec Rostaing. Ces marins lui remettent une lettre écrite par son amante, et la moitié de l'anneau qui lui rappelle son serment. Lady Brighton le supplie de se confier à ces deux hommes; une barque est prête. Dans quelques heures, débarqué à Jersey, il sera en sûreté et on n'aura plus à craindre pour ses jours. Un combat entre l'honneur et l'amour s'engage dans le cœur du prince. L'honneur l'emporta. Cela devait être.

Pour toute réponse, il écrivit ces lignes que Rostaing nous a conservées: « J'ai promis de défendre la cause pour laquelle j'ai tiré l'épée et que je crois juste. Ce serait violer ma parole que d'abandonner mes compagnons d'armes. Jusqu'à la mort je partagerai leurs travaux et leurs dangers. » C'est alors qu'il songea que les dames de Cuissart et de Fay profiteraient avec bonheur de la barque mise à sa disposition, et c'est pendant qu'il veillait à leur départ que l'on se méprit sur ses intentions.

La pointe que l'armée royale venait de tenter sur Granville n'a point été favorable à ses projets. L'incendie d'un côté, de

l'autre le courage des assiégés, et principalement la nouveauté de ce genre de combat, ont produit de fâcheux résultats. Leur contre-coup se fait sentir jusqu'au Mont-Saint-Michel, vers lequel



nous avons vu qu'une escorte de cavalerie s'était dirigée pour délivrer les prêtres renfermés dans cette prison.

L'abbé Lecoq, principal du collège de Quimper et procureur-syndic de cette ville, était un ecclésiastique qui avait adopté les principes de la Révolution religieuse et civile. Il défendit le double droit de cette Révolution avec une opiniâtreté toute bretonne; puis, par des pamphlets constitutionnels, renversant

de son siège le C^{te} de Girac, évêque de Rennes, il se fit élire évêque d'Ille-et-Vilaine. Il était détenu, lui aussi, au Mont-Saint-Michel, parce que, sur l'injonction de Carrier et de Pochole, il avait refusé de rompre le célibat clérical par un scandaleux mariage. En voyant tous ces prêtres, avec lesquels son schisme religieux et ses opinions politiques ne devaient pas le faire vivre en parfaite intelligence, accepter la précaire liberté qui leur était offerte, Lecoq est ému de pitié. Il leur démontre que les succès de l'armée royale ne font que rendre sa perte plus imminente et qu'ils s'exposent, par leur fuite, à périr sous le fer ou sur l'échafaud.

Ces sages conseils ne furent pas écoutés. L'évêque constitutionnel resta dans sa prison, et de là il put entendre les menaces que proféraient contre lui cinq ou six des ecclésiastiques que les Vendéens avaient délivrés. S'il faut en croire une lettre adressée par lui au conventionnel Boursault, on demandait même qu'il fût mené au quartier général et brûlé vif. L'assertion est positive. Mais il nous sera bien permis de douter. Les prêtres persécutés n'étaient pas aussi intolérants que Calvin; et pour brûler les nouveaux Servet, ils n'auraient pas élevé de bûchers, même quand il eût fallu les dresser avec le bois de la guillotine qu'on réservait à leur sainte obstination.

La défaite des royalistes, prévue par l'évêque intrus, se réalise. L'armée est en déroute. Quinze à vingt des ecclésiastiques arrachés de leurs cachots par la cavalerie vendéenne, calculent que, pour sauver leur tête, le meilleur des moyens est de se constituer prisonniers. Ils reprennent leurs fers; mais enivré de sa victoire de Granville, Lecarpentier demande des victimes. Il ordonne de rechercher et de livrer à ses vengeances nationales tous les insermentés qui se sont évadés. Les officiers municipaux du Mont-Saint-Michel furent chargés de cette tâche. Ils étaient honnêtes. Ils consultèrent l'évêque Lecoq : « Pour sortir d'embarras, il n'y a qu'un moyen, répond celui-ci avec une charité toute chrétienne, il serait trop honteux de livrer ainsi des hommes venus, de leur propre mouvement, se remettre à votre discrétion. Faites des certificats attestant qu'ils n'ont pas déserté

le Mont-Saint-Michel, et moi, dont les opinions constitutionnelles sont notoires, je les signerai avec vous. » Les municipaux suivirent ce conseil, et les prêtres, grâce au certificat rédigé par une charitable supercherie, ne périrent pas sur l'échafaud. Lecoz les avait sauvés peut-être au risque de sa vie.

Pendant ce temps, la conduite du gouvernement anglais paraissait et devait paraître un mystère aux royalistes. Ce mystère peut facilement être expliqué.

Les Anglais n'avaient pas vu sans un secret plaisir l'aurore de la Révolution française. Cette Révolution humiliait la vieille famille de monarques dont ils avaient partout rencontré les armées en hostilité avec leur politique vénale. A force de sacrifices, cette famille avait su former une marine victorieuse de leurs flottes, naguère encore reines des mers. Les deux partis qui divisaient ce pays constitutionnel, jadis théâtre lui-même des tourmentes d'une révolution, s'étaient réunis dans un même sentiment pour attiser en France le feu des discordes. Whigs et Tories avaient encouragé les premiers moteurs de l'insurrection qui allait renverser dans le sang le trône de Louis XVI. Whigs et Tories ne pouvaient pardonner à ce roi l'appui, qu'aux dépens des idées monarchiques, il avait accordé aux Insurgents d'Amérique contre la métropole anglaise. Ils ne lui pardonnaient pas surtout l'accroissement de l'influence française dans les possessions de l'Inde, les victoires navales du bailli de Suffren, les succès de nos armées de terre sur ce continent et les progrès merveilleux de notre puissance coloniale. Ce fut donc avec joie qu'ils accueillirent les troubles de Paris et des provinces. Ils les secondèrent même en prodiguant leurs trésors; mais lorsque cette insurrection, menaçant les trônes de l'Europe, confondit, dans un vœu d'égalité destructive, le gouvernement de la Grande-Bretagne et ceux des rois absolus, il y eut scission dans les vues et dans les projets des deux partis.

Les Tories, par principe de conservation monarchique, se rattachèrent à la royauté qu'ils avaient ni aisement souffert qu'on ébranlât; les Whigs, dominés par leurs tendances d'émancipation, se laissèrent aller au flot révolutionnaire. Ils flattèrent, ils encou-

ragèrent la démagogie, et ne s'arrêtèrent dans ces voies périlleuses que lorsqu'ils virent leurs amis et leurs imitateurs de la Gironde débordés par la Montagne. La Montagne, elle, ne cherchait point de système, ne faisait point la part des rois et des peuples. A tous les propriétaires, à tous les riches, elle accordait la mort donnée au souverain ; elle livrait au peuple tous les droits, sous la réserve de les exploiter seule en se servant de tous les bras et de toutes les intelligences. Ce changement dans les résultats de la marche des idées démocratiques produisit une réaction chez les Whigs, qui ne tendaient pas directement au radicalisme. Alors, faisant cause commune avec les Tories, ils se prirent à l'envi contre un pareil ordre de choses d'une haine fondée sur leurs intérêts.

Le soulèvement tout populaire, tout national de la Vendée servait cette haine. Le Cabinet de Londres jugea utile d'y intervenir. Tandis qu'il combattait l'anarchie sur les mers et sur les frontières de la France, c'était se ménager une action dans l'intérieur. Tinténiac fut donc envoyé aux chefs vendéens pour leur offrir des secours et leur promettre l'appui de la Grande-Bretagne.

Entre les deux partis qui, aux prises dans l'Ouest, se disputaient la puissance avec un acharnement difficile à rencontrer ailleurs que dans les troubles civils, l'Angleterre voulait bien envenimer les passions ; mais elle ne consentait pas aussi aisément à fournir les moyens de terminer, par un coup décisif, cette lutte, dont ses intérêts mercantiles, dont ses rivalités nationales devaient si bien profiter. La guerre de Vendée était pour elle une spéculation. Cette guerre entretenait la discorde au milieu du pays. Elle l'affaiblissait dans son agriculture, dans son industrie, dans son commerce ; elle éternisait les haines, divisait la propriété territoriale en petites parcelles, et ruinait les individus sans enrichir les masses. Elle avait pour le royaume britannique des conséquences plus immédiates. Le royaume britannique, en se portant aux yeux de l'Europe l'auxiliaire désintéressé des royalistes de l'Ouest, se présentait le champion des principes sociaux. C'était offrir, aux souverains

épouvantés, un point de ralliement et leur faire accepter, de gré ou de force, son intervention. Le calcul avait été habilement fait. Il fut soutenu avec une cauteleuse diplomatie.

Pour enflammer les paysans par des promesses de secours qu'ils n'avaient jamais songé à réclamer, on mit d'abord dans les intérêts de l'Angleterre un grand nombre d'émigrés influents, dont on flatta les tendances anticonstitutionnelles. On envoya auprès de tous les chefs royalistes des hommes recommandables par leur nom et par leur dévouement à la monarchie; on offrit beaucoup plus que la Vendée ne demandait; puis, on en resta là, attendant les événements, mais faisant toujours parade d'un zèle qui n'exigeait aucun sacrifice. Plus tard, et lorsque le passage de la Loire devint une nécessité, le Cabinet anglais prépara une expédition, fit grand bruit de ses armements et s'appréta à seconder, d'une façon active, l'armée que, par ses agents, il s'efforçait d'attirer vers les côtes de la Manche.

Charette, après s'être emparé de Noirmoutier, avait invoqué l'assistance de l'Angleterre. Il était maître d'un port de mer. Il pouvait en faire l'arsenal du Bas-Poitou, si l'Angleterre lui fournissait des munitions et des armes. A ces propositions, trop directes pour permettre un ajournement, l'Angleterre répondit que ce n'était point dans le Bas-Poitou que la question allait se vider, mais bien de l'autre côté de la Loire ou sur les rivages de la Bretagne. Elle annonça son expédition, que lord Moira devait commander, et Prigent, l'un de ses émissaires, fut envoyé secrètement pour étudier les forces de la Grande Armée.

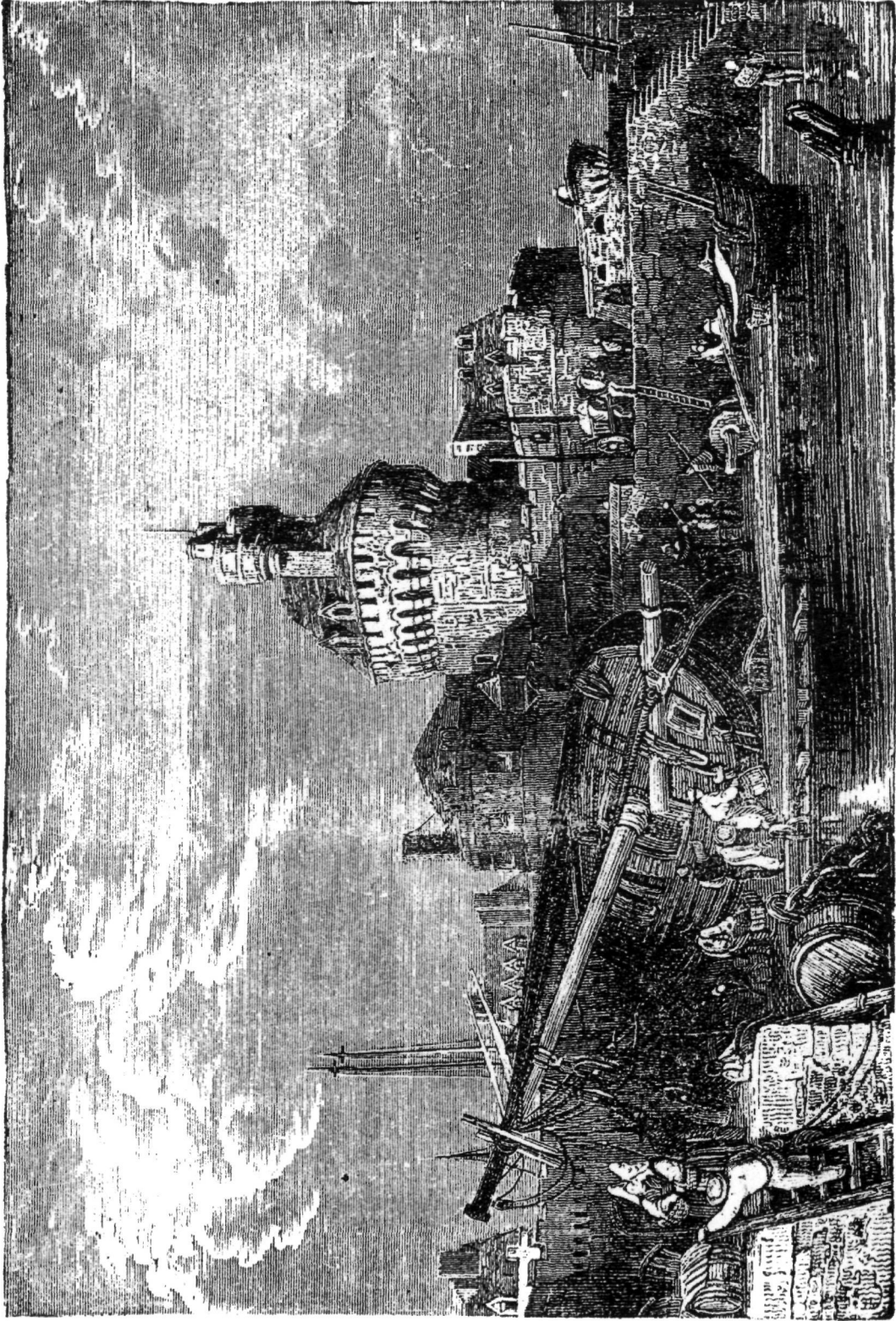
Par une de ces fatalités toujours calculées à heure dite dans l'histoire des alliances de l'Angleterre, l'expédition dont Freslon et Bertin étaient chargés d'annoncer le départ, cette expédition qui, à jour fixe, au signal convenu, devait ravitailler l'armée ou concourir avec elle au siège de Granville, ne fut décidée, dans le Cabinet de Londres, que le 17 novembre, c'est-à-dire deux jours après la levée même du siège. Lord Moira (1), qui

(1) Lord Moira, dont le nom reviendra souvent dans cette histoire, avait pour la France et surtout pour les Poitevins une affection dont l'origine a quelque chose de vraiment chevaleresque. Pendant les guerres d'Amérique, lord Moira était à la tête d'une division de l'armée anglaise.

la commande et dont la franchise ne s'inspire pas de ce machiavélisme, déploie à terre une activité de bon augure. Il rassemble plusieurs régiments, s'entoure d'émigrés bretons ou normands qui ont une parfaite connaissance des localités. Il réunit en deux jours vingt vaisseaux de ligne et soixante navires de transport. Pitt, de son côté, charge Prigent d'aller annoncer aux chefs royalistes que l'expédition n'attend qu'un vent favorable; mais Prigent, parti d'Angleterre dans la nuit du 8 au 9 novembre, n'arrive à Dol qu'après la bataille de Granville, et, toujours sous le prétexte d'être contrariée par les vents, l'expédition de lord Moira et de l'amiral Macbride ne met à la voile que le 1^{er} décembre.

Sans doute, la précipitation forcée des paysans acculés sur tous les points, a pu occasionner quelque malentendu ou exiger trop promptement des secours qu'il est parfois impossible d'envoyer par mer à un jour déterminé. Les Vendéens tenaient compte de ces difficultés; mais il leur était difficile de faire coïncider le bon vouloir apparent de l'Angleterre avec l'inertie des forces dont cette puissance disposait à Jersey; à Jersey, où retentissait chaque coup de canon tiré, dans la nuit du 14 novembre, sur Granville; à Jersey, où les sept mille émigrés, retenus comme otages par le Cabinet de Saint-James, sollicitaient avec instance des armes et des barques pour se jeter sur la rive et joindre leurs efforts à ceux de leurs frères de l'Ouest. L'arrivée par mer

Poursuivi de près par les Insurgents, il arriva sur la côte et demanda asile à un vaisseau français qui stationnait dans ces parages afin d'offrir des secours aux Américains. Lord Moira et ses compagnons furent reçus à bord de ce bâtiment, dont le capitaine était le C^o de Vaugiraud. Durant la traversée, le gentilhomme vendéen et le gentilhomme anglais se lièrent d'une étroite amitié; et quand ils eurent touché le sol français: « Vous êtes prisonnier de guerre, ainsi le veut la loi, dit Vaugiraud au général; mais, pour adoucir votre captivité, permettez-moi de mettre à votre disposition mon petit manoir de Touvent en Bas-Poitou. Vous en serez le maître, tandis que je continuerai mon service; et, à la paix, je serai heureux de vous y visiter. » Lord Moira passa deux ou trois années dans ce château, situé près des Sables, sur la paroisse de Vairé, conformant ses habitudes de luxe britannique aux simples proportions de l'hospitalité poitevine. La paix de 1783 lui rendit la liberté; et, lorsque dix ans après, les malheurs de la noblesse émigrée et les glorieux combats de la Vendée eurent changé la position, Moira reçut Vaugiraud comme un frère, et il voulut que chaque jour il invitât à sa table trente gentilshommes exilés. Pour se présenter convenablement à l'hôtel du général anglais, ces malheureux émigrés étaient réduits à s'emprunter mutuellement leurs habits les plus propres; de sorte qu'à la table de lord Moira on voyait fréquemment changer les visages des convives mais non les vêtements. Cette hospitalité dura jusqu'à l'expédition de Quiberon. (*Note des premières éditions.*)



VUE DE SAINT-MALO

du plus faible renfort eût inspiré une nouvelle audace à ces derniers. Ce renfort décidait du sort de la place. Il était là, sous leurs yeux; les généraux y comptaient : ne le leur avait-on pas fait espérer? Il ne vint pas. La flotte de lord Moira et de l'amiral Macbride ne pouvant être prête, n'était-il pas du devoir des ministres anglais de laisser carte blanche aux Français parqués à Jersey? Ne devaient-ils pas mettre en mouvement les troupes et les vaisseaux qui, au lieu de surveiller les émigrés, auraient pu, de concert avec eux, dégager la parole ministérielle?

Cette conduite arrêtait peut-être les désastres dont le pays était victime. L'Angleterre jugea plus opportun de suivre une politique moins tranchée, et de porter à la charge des vents un refus de concours dont elle espérait bien tirer parti. Il y a plus; lorsque les sept mille gentilshommes demandèrent à être jetés sur la côte de Granville, on lut à leurs chefs un ordre du Cabinet anglais enjoignant de punir de mort tous les Français qui tenteraient, par quelque moyen possible, de sortir de l'île. Cet ordre est une condamnation de l'Angleterre. Elle voulait bien laisser à son aristocratie le droit d'humanité en faveur des exilés et des prêtres cherchant un asile dans le royaume de Jacques Stuart, mais elle s'arrêtait là, oubliant que Louis XIV avait été beaucoup plus généreux. L'Angleterre n'acceptait pas la mission de continuer le grand roi. Elle avait peur d'une nouvelle bataille de la Boyne, peur surtout de voir les affaires de la France s'arranger par la France, et elle préféra son rôle de politique marchande, à celui plus noble, mais peut-être moins productif, de défenseur des monarchies. A Jacques II et à ses fidèles se levant contre une usurpation que le temps a sanctionnée, Louis XIV prodigua le sang et les trésors de la France. L'Angleterre n'eut à offrir aux Bourbons bannis et à la Vendée sous les armes que des promesses toujours sans effets, qu'une soupçonneuse hospitalité et des trahisons de toute sorte.

CHAPITRE X

Tribout à Pontorson. — Victoire des Vendéens. — Les généraux républicains Boin de Marigny et Westermann. — Bataille de Dol et d'Antrain. — L'armée vendéenne sauvée par Talmont. — Les femmes au combat. — La Commission militaire de Laval. — Kléber force Rossignol à résigner le commandement de l'armée républicaine. — Marceau général en chef provisoire. — Les prisonniers républicains et royalistes. — Ce que les deux partis en font. — Levasseur et Francastel à Angers. — Marche des armées. — Siège d'Angers. — Les Vendéens vaincus. — Mort du général républicain Marigny.

Le jour même où l'armée royale échouait si malheureusement devant Granville, les représentants en mission Boursault, Esnue-Lavallée, Pochole, Turreau et Bourbotte convoquaient à Rennes un Conseil de guerre où étaient appelés les généraux de toutes les armées de l'Ouest. Ce Conseil avait pour but de couper la retraite aux Vendéens et de les resserrer dans la presqu'île où les Anglais les avaient si fatalement engagés.

Pendant ce temps, le général Sépher, ancien bedeau de Saint-Eustache de Paris, et le conventionnel Laplanche, moine apostat, tous deux d'une exagération de patriotisme allant jusqu'à l'absurde et à la plus honteuse cruauté, ramassaient les royalistes qui, après le siège de Granville, s'étaient hasardés dans les campagnes. Ils en réunirent à peu près huit cents, tous infirmes ou blessés qui se cachaient dans les bruyères et au milieu des bois. « Il n'y a qu'un remède pour eux, répétait Laplanche, c'est de les fusiller. »

On les attacha deux à deux. On les traîna dans la plaine ou sur la côte de Champ-Jonc, et Laplanche enjoignit aux bataillons qui lui servaient d'escorte, de faire feu sur ces malades jusqu'à

la mort du dernier. Les soldats travaillèrent à tuer pendant cinq quarts d'heure. Ils avaient massacré; ils se retirèrent. Des fossoyeurs vinrent pour dérober à tous les yeux cette boucherie. Une femme seule survivait; mais elle était blessée au cou, aux bras et à la cuisse. Laplanche apprend cette infraction à ses ordres. Il était à table. « Qu'on m'amène cette femme, » dit-il.

Les soldats obéissent. « Je t'accorde la vie sauve, lui dit le conventionnel, si tu veux crier : « Vive la République ! — Jamais, répond la Vendéenne, j'aime mieux être rendue à la mort. » A ces paroles, elle lève les yeux vers le ciel, et sous les menaces elle reste impassible. Ce courage de femme touche les Bleus. Malgré le conventionnel, ils la conduisent à l'hôpital.

Le 17 novembre 1793, en exécution de l'ordre de marche, tracé le 15, par les représentants, le général Tribout, avec une division forte de quatre mille hommes et de dix-huit pièces de canon, entre dans Pontorson. L'armée des côtes de Brest occupe Fougères et Saint-James. Kléber, Marceau et Muller s'emparent, avec leurs colonnes, d'Antrain et de la ligne du Couesnon. C'était le seul passage qui restait aux royalistes obligés de rétrograder.

Au lieu de choisir position au Tertre, et d'occuper le Pont-au-Bau, sur le Couesnon, en avant de Pontorson, Tribout, qui n'a aucune connaissance stratégique, s'est imprudemment engagé dans l'unique rue de cette ville, où son artillerie et ses troupes se confondent. C'était le 18 novembre. Le matin, il avait déjà essuyé quelques pertes au Pont. La nuit approchait. Les insurgés savent que pour saluer leur patrie, ils ont à tenter des miracles de bravoure. Ces miracles ne les effrayent plus, parce que, au bout, ils voient leur Bocage, leurs chaumières dévastées, éternel objet de leurs regrets, et l'espérance de dompter la Révolution sur leur propre territoire.

Ils se précipitent à l'improviste sur les canons ennemis. Troublés de cette attaque, les artilleurs essayent de résister; mais, cernés de toutes parts, ils ne peuvent ni manœuvrer leurs pièces, ni même les défendre contre l'impétuosité des Blancs. En voyant son artillerie mise hors de combat, Tribout, qui est sorti de la ville, afin de livrer un simulacre de combat, croit

encore pouvoir opérer sa retraite dans Pontorson. Les paysans l'ont suivi. Ils y pénétrèrent avec lui. Tribout, heureux d'échapper aux conséquences de son aveugle sécurité, prend la fuite, et passe le Pont-au-Bau, que Forestier, Legeay et deux cavaliers ont l'audace de forcer sous le feu de son artillerie. La lutte engagée dans cette longue et étroite rue de Pontorson fut affreuse. On se battit de 5 à 9 heures du soir, sans faire de prisonniers. Forêt, qui était entré l'un des premiers dans la ville, et qui, à la tête d'un petit nombre de volontaires, courait partout où le danger était le plus imminent, tombe, frappé à mort de plusieurs balles; mais les Bleus sont contraints de suivre l'exemple de leur général. Ils évacuent la ville pleine de sang, ils laissent leurs mourants et leurs blessés à la garde du vainqueur. Pendant toute la nuit, on n'entendit que des cris de douleur, que des prières d'agonisants, s'élevant de ce champ de bataille, où les prêtres seuls allaient offrir des secours aux victimes des deux partis (1).

Tribout, sans compter les morts et les blessés, abandonnait aux Vendéens treize canons, ses bagages, et même la plupart des drapeaux de ses bataillons. Pour atténuer sa défaite, voici en quels termes il rendait compte de cette affaire au ministre de la Guerre : « J'ai vu enfin l'ennemi, républicain ministre. L'armée que je commandais était de trois mille hommes. Deux mille ont seuls pu donner à cette occasion. Ils ont déployé ce courage qui n'est dû qu'à des républicains, jaloux de conserver leur liberté. J'ai été forcé de me retirer sur Dinan, faute de munitions, ce qui a mis mon armée un peu en déroute; mais je leur ai parlé le langage du républicain. Ils se sont ralliés. Ils désirent, plus que jamais, tomber sur cette horde de scélérats. »

De semblables jactances avaient trop longtemps abusé le Comité de Salut Public. Tribout fut provisoirement suspendu, et les représentants en mission aux armées et les généraux convinrent, en apprenant cette défaite qui dérangeait leurs projets,

(1) Tribout (Auguste-Joseph) était né à Eswart (Nord), en 1766. Au commencement de la Révolution il quitta la charrue pour devenir tambour-major. En peu de temps, sa canne se changeait en épée de général de division. C'est avec ce titre qu'il arrive dans la Vendée. Battu à Pontorson et découragé de ses insuccès, il abandonne l'armée, se marie et obtient une pension et un bureau de tabac. Il mourut ignoré.

de mettre tout en usage pour soutenir le poste d'Antrain. La division de Marceau, formant l'avant-garde, campe aux Quatre-Chemins, sur les routes de Rennes à Avranches et de Fougères à Dol. Muller occupe les deux ponts sur la rivière du Couesnon : l'un de ces ponts est sur la route de Dol, l'autre sur celle d'Avranches.

Les mesures militaires qu'on adoptait ouvraient aux Blancs un passage inattendu. La Rochejaquelein saisit la faute que viennent de commettre les Bleus. Il en profite sur-le-champ, et prend la route de Dol.

Westermann, dont rien ne peut calmer l'intempérance guerrière, s'élançait à sa poursuite. Le général républicain Marigny, qui n'a de commun avec le général royaliste que le nom et l'intrepidité, se joint à Westermann, avec ses quinze cents grenadiers, il renforce la colonne que ce dernier pousse contre les Vendéens. A la tête de soixante cavaliers, Marigny envahit la ville de Dol, où les royalistes, à peine arrivés, ont cherché par six heures de repos à réparer leurs forces épuisées. Mais la pénurie était à son comble. Il n'y avait plus de vivres, plus de bandages pour les blessés, et l'on était à la fin de novembre. La situation de tous est si misérable que celle de M^{me} de Donnissan fit pitié à une femme. « Elle vint me dire à l'oreille, raconte M^{me} de Donnissan, qu'il y avait des pommes de terre dans le fond d'un jardin ; j'en fis avertir de suite les pauvres malades. Cette triste ressource une fois connue, le jardin fut rempli d'hommes affamés, qui, avec leurs mains, arrachaient ces patates de la terre et les dévoraient. Après ce souper délicieux, nous couchâmes par terre et pêle-mêle. »

C'était un pareil repos que les Bleus de Marigny accouraient troubler. Ce général force la porte des maisons, égorge une vingtaine de paysans endormis ; car, pour rendre plus horrible les désastres de cette guerre, on eût dit que les deux partis attendaient l'obscurité de la nuit afin de s'attaquer. Marigny allait peut-être jeter la confusion dans l'armée et renouveler à Dol le drame de Châtillon-sur-Sèvre, lorsque La Rochejaquelein et Forestier rassemblent à la hâte une centaine de soldats

et repoussent loin de la ville l'avant-garde de la colonne républicaine.

Mais, dans ce temps-là et avec cette guerre, quand le soleil se couchait sur un combat, il se levait le lendemain pour en éclairer un autre, La Rochejaquelein a jugé sa position : elle est bien triste. Il a dénombré les forces accumulées autour de lui pour l'écraser ; il sait surtout que ses forces, même battues une fois, seront renouvelées le lendemain par la terreur ou par l'enthousiasme. Néanmoins, dans une situation aussi critique, il ne désespère point du salut de l'armée. Il tire même parti de la dernière attaque de Westermann et de Marigny pour recommander aux siens une vigilance que tant de surprises nocturnes ne leur ont pas inspirée. Il prévoit une grande, une dernière bataille • il règle ses dispositions en conséquence.

La petite ville de Dol, dans le département d'Ille-et-Vilaine, est située à deux lieues de la mer. Elle n'a, comme presque toutes les vieilles cités, qu'une rue se prolongeant en pente assez rapide. Dol présente le sommet d'un angle formé par les routes d'Antrain et de Pontorson, dont les Bleus se sont emparés. Ils ont résolu d'en faire le tombeau de la Vendée ; mais Kléber, Marceau, Damas, Savary et Klingler, réunis à la hauteur de La Boussaye et de Vieuxviel, redoutent de s'attaquer encore à ces débris d'armée. Ils tâchent de les bloquer et de les contenir par un système tout défensif. Ce système tendait à enfermer les paysans dans un cercle de fortifications qu'on allait commencer à l'instant même, et qui, de Pontorson, de Dinan et d'Antrain, créeraient jusqu'à la mer une ligne de retranchements. Westermann et Marigny, avec des colonnes mobiles de troupes légères, seraient chargés de fatiguer et d'affamer l'armée royale, que les généraux Nattes et Chambertin, avec leurs brigades d'infanterie, devaient harceler à droite et à gauche.

« Chacun, écrit Kléber, auteur de ce projet, est satisfait d'entrevoir enfin les moyens de terminer la guerre, lorsqu'une belle étourderie de Westermann vient détruire en un instant les avantages que l'on espérait, et nous entraîne de nouveau dans la plus épouvantable déroute. »

Westermann a des royalistes sous la main, il faut que Westermann les décime. Sans s'inquiéter des plans que le conseil de guerre peut avoir adoptés, ce hardi soldat annonce aux conventionnels et aux généraux qu'il a fait un mouvement sur Dol et qu'il va tenter un coup de tête. Prieur (de la Marne), dont le caractère a plus d'un trait de ressemblance avec celui de général, et qui n'a pas vu sans peine les retards que la sagacité militaire de Kléber et Marceau met à ses vengeances nationales, Prieur s'écrie que Westermann seul est dans le vrai et qu'il faut l'appuyer. Le vieux général Dambarère, celui que Kléber appelle le Nestor du conseil, répond avec sang-froid au cri de : « Mort aux brigands ! » qui termine la fougueuse harangue du conventionnel : « J'ai toujours vu, citoyen représentant, que l'extrême exagération était le présage des revers. »

Ce mot si profond a encore ce jour-là son application.

Le 20 novembre 1793, à minuit, Westermann, sans attendre la division de Marceau et celle de Muller, qui doivent se réunir à lui pour commencer le feu, se précipite sur les avant-postes ; il espère les trouver aussi mal gardés que dans les campagnes précédentes. Mais La Rochejaquelein a tout prévu. Il a fait ranger par files, le long des maisons, les femmes, les blessés et tous ceux qui ne sont pas en état de combattre. Le nombre en était effrayant. Au milieu de la rue, on place les chariots, les bagages et l'artillerie de rechange. Talmont et Forestier rangent leur cavalerie entre les canons et les femmes pour protéger les uns et les autres ou pour se porter au galop vers les points où leur intervention sera nécessaire. Vingt tambours parcourent la ville. Ils battent la charge et semblent, au milieu de l'obscurité, annoncer par de funèbres roulements à cette foule éplorée qu'il n'y a plus de salut pour elle que dans le désespoir de ses soldats.

Telles étaient les seules dispositions militaires auxquelles se voyait réduit un général en chef. La Révolution ne voulait plus, comme à Torfou, à Cholet ou à Laval, se mesurer avec la Grande Armée en rase campagne ; elle la surprenait au milieu des ténèbres, elle la poursuivait dans le sein des villes, espérant l'étouffer dans un massacre. Les royalistes sont à peine rangés en bataille

à l'entrée de Dol, que l'avant-garde républicaine se jette sur eux au cri de ralliement que Prieur a inspiré.

« Mort aux brigands ! » vocifèrent les troupes de Westermann. Ces clameurs dominent le roulement des tambours, elles couvrent même le bruit des canons et de la mousqueterie.

« Vive le roi ! » répondent les Vendéens à ce cri de mort, et, après un choc épouvantable, Westermann, affaibli, plie et recule. Au même moment, Forestier arrive à la porte de la ville. « En avant la cavalerie ! » répète-t-il d'une voix tonnante. C'était une parole de victoire, car les femmes et les blessés savaient l'ordre de la bataille. « En avant la cavalerie ! sauvez-nous du massacre ! » répétaient ces soixante mille chrétiens n'ayant pour vaincre que la faiblesse de leurs voix, que l'ardeur de leurs prières. La cavalerie s'élançait au galop et le sabre à la main. La division de Westermann, qui est revenue à la charge, recule de nouveau. La cavalerie la prend sur les ailes, elle l'enfoncé : elle va rester maîtresse du terrain, lorsque Marceau paraît avec sa colonne, partie à minuit d'Antrain, où elle devait attendre les royalistes et leur disputer le passage. Stofflet marche à sa rencontre. On combat pendant trois heures avec un courage égal ; mais enfin les Vendéens commencent à faiblir.

Tout à coup, la division Muller accourt sur le terrain. Muller est le plus ancien des généraux, le commandement lui appartient ; mais Muller, mais son état-major, mais une partie de ses troupes, tout cela a bu, tout cela s'est enivré en se berçant de l'espoir de surprendre les Brigands. Au lieu d'amener un renfort à Marceau, Muller n'apporte que le désordre : bientôt, il est tel que les royalistes reprennent le dessus.

Dans cette situation, Marceau appelle Kléber à son secours, Kléber décide le jeune général républicain à faire un pas rétrograde, et à rallier les Bleus dans une position avantageuse. Ce conseil est suivi ; mais La Rochejaquelein, qui serre de près Westermann sur la route de Pontorson, revient promptement à Dol, où la bataille doit s'engager plus meurtrière. Kléber veut qu'on s'en tienne à cet échec, et que surtout on suive le plan arrêté. Bourbotte, Prieur et Rossignol, qui a repris le comman-

dement supérieur, sont du même avis. Ordre est expédié à Westermann, qui a rallié sa division, de rester sur la défensive ;



ROSSIGNOL

Westermann ne peut s'y résigner. Dès le lever du soleil, il est au village de Bagnerpican.

Mettant à profit cette courte suspension d'armes, M. Henri a disposé son armée dans un meilleur ordre ; elle marche en deux colonnes par les routes de Pontorson et d'Antrain. Westermann et Marigny attaquent vigoureusement ; ils sont repoussés. Le général Anéy vient à leur secours, il est repoussé de même, et,

sans l'intrépidité des deux premiers généraux, cette division allait être anéantie. Mais, le républicain Marigny se place à la tête de neuf cents hommes. Un boulet enlève le sabre qu'il tenait à la main, son cheval est frappé d'un coup de feu. Marigny combat à pied, et, à force de courage, il protège la retraite.

Les Bleus étaient en pleine déroute. Pour décider partout la victoire, La Rochejaquelein se porte sur la route d'Antrain, où Stofflet, ayant Kléber et Marceau en tête, n'a pas été aussi heureux. Un brouillard épais enveloppait le champ de bataille et ne permettait pas de distinguer les positions. En voyant leur généralissime s'élançer loin de son Corps d'armée, les royalistes croient qu'ils sont vaincus et que M. Henri est entraîné avec ses troupes; tous prennent la fuite vers la ville, inventant le récit d'une défaite qui n'existait pas en réalité. A cette nouvelle, les femmes sont confondues dans les rangs, les enfants écrasés sous les pieds des chevaux. Un seul cri, parmi tant de douleurs et d'imprécations, domine tous les cris. Au milieu des détonations de l'artillerie, on entend plusieurs volontaires répéter : « Abandonnerons-nous ici notre général? » — « Non, répondaient mille voix. Vive le roi et M. de La Rochejaquelein! »

La ville de Dol est remplie de soldats qui révèlent la perte de la bataille. La cavalerie de Talmont, dont Forestier a pris le commandement, veut les rallier. « A la mort les braves! A la mort! » s'écrie-t-elle. Ces paroles, répétées par des voix lugubres, inspirent encore plus d'effroi que de courage. Pendant ces trente heures où commença l'agonie de la Grande Armée, agonie que cette victoire va suspendre, le Vendéen Marigny est là, avec sa stature gigantesque, adjurant les royalistes de mourir, mais du moins voulant qu'ils meurent en soldats. Le sabre à la main, on le voit se jeter avec fureur sur les fuyards, et les ramener malgré eux sur le terrain.

Rien ne l'émeut, rien ne l'arrête. Il a réuni une petite troupe décidée à vaincre ou à périr. Avec elle, il court sur la route d'Antrain, où il ne voit que des femmes et des enfants. Il se place en tête de cette colonne, qui fuit sans savoir où en est le sort de la journée; ce que les républicains vaincus paraissaient seuls

ne point ignorer, « Eh bien ! les Poitevines, s'écrie-t-il de sa voix de stentor, serez-vous donc aussi lâches que les hommes ? — Non, monsieur de Marigny, répondent-elles en ramassant les fusils dont la terre est jonchée. Marchez devant nous, nous vous suivrons. » Marigny descend de cheval ; puis, au milieu de ce bataillon de femmes et d'enfants, il s'avance.

Cette terreur, qu'un brouillard extraordinaire et que de longues souffrances morales peuvent seuls expliquer, régnait dans tous les rangs. Stofflet a été lui-même entraîné ; mais, rappelé à son devoir par la présence de mesdames de Donnissan et de Lescure, il se réunit à d'Autichamp, à Perrault et au jeune Duchesne de Denant. Tous ensemble, ils parviennent à rendre ce moment moins affreux. La veuve de Bonchamps supplie les soldats qui ont servi sous son mari de ne pas reculer. Les femmes arrêtent ceux qui fuient. Quand ils résistent à leurs prières et refusent de combattre, elles s'opposent à leur passage. Souvent même, pour leur offrir un salutaire exemple, elles saisissent le fusil de quelque mort et répètent avec désespoir : « En avant ! au feu, les Vendéennes ! » Les prêtres aussi rivalisent de zèle avec les femmes ; mais leur influence est plus décisive, car ils promettent le ciel aux braves, l'enfer aux lâches.

Ici, l'abbé de Grand-Maison les excite ; là, placé sur une élévation et le crucifix à la main, Doussin, curé de Sainte-Marie de l'île de Ré, produit un magnifique effet : « Allez-vous donc, disait-il, livrer vos femmes et vos enfants au couteau des Bleus ? Ce n'est pas possible, mes enfants. Aux armes ! la croix à la main, je marcherai à votre tête. Que ceux qui veulent me suivre se mettent à genoux : je leur donnerai l'absolution. S'ils meurent, ils iront en paradis ; mais les poltrons qui trahissent Dieu et qui abandonnent leurs familles, les Bleus les égorgeront et ils iront en enfer (1). »

Sous sa main, qui tour à tour bénit ou anathématise, il rassemble plus de deux mille hommes. Après avoir recueilli ses

(1) Voir plus haut la note de la page 390. Cf. *Mémoires de M^{me} de La Rochejaquelein*, p. 229.

paroles, tous se précipitent contre les républicains en criant :
« Vive le roi ! nous allons en paradis. »

Ils couraient à la victoire.

A Dol, la bataille était encore jugée perdue ; mais, sur le terrain, Talmont et La Rochejaquelein avaient changé la face des affaires. M. Henri a été averti de l'erreur de ses soldats : il est revenu à toute bride avec Allard et quelques officiers. Il conjure, il menace. Sa présence même ne rassure pas. Le général voit ce désordre, il comprend que tout est fini, et, pour mourir avec la Vendée, il s'avance vers une batterie républicaine. Les bras croisés, il attend, il essuie la décharge. « La mort, s'écrie-t-il, ne veut pas de moi ! » Au même instant, un feu soutenu se fait entendre à l'aile droite. M. Henri y vole. C'était Talmont, qui, avec une héroïque constance et huit cents hommes, résistait à toutes les forces de l'ennemi. Au même instant, les fuyards, ramenés au combat par les femmes et par l'abbé Doussin, apparaissent. Stofflet, d'un côté, Marigny, de l'autre, accourent à la fois. A ces troupes, qui veulent venger sur les Bleus la défaite qu'elles ont failli subir par leur propre faute, La Rochejaquelein fait distribuer des cartouches. Il enjoint de ne tirer qu'à bout portant.

Les républicains, que le P^{re} de Talmont a tenus en échec, et auxquels il a si vaillamment dérobé la dispersion d'une partie de l'armée et les déplorables scènes qui se passent à Dol, les républicains, surpris de la vivacité d'une pareille attaque, plient sur leur droite, où Kléber combat. Les Mayençais seuls, que le général Canuel dirige, restent inébranlables, mais le centre de Rossignol est enfoncé. Les Mayençais suivent le mouvement qui les entraîne. Marceau, qui, de tous les meilleurs soldats des divers régiments, a formé à la hâte une espèce de bataillon sacré, Marceau seul couvre la retraite et empêche l'entière destruction de l'armée. Elle passa la nuit en avant du bois de Trans.

C'était un triomphe que cette bataille. Le brouillard seul avait empêché les Bleus de la transformer en défaite pour les Blancs. Aussi ces derniers, dans l'exaltation de leur joie, s'empressèrent-ils d'aller rendre grâces à Dieu dans l'église de la ville. On se

félicitait, on s'embrassait comme des marins qui viennent d'échapper au naufrage. On remerciait les femmes de n'avoir pas désespéré de la bravoure des hommes. On se mettait à genoux sur le passage du curé de Sainte-Marie, qui, à la tête des royalistes conduits par lui au combat, chantait le *Vexilla regis prodeunt*, comme un hymne de reconnaissance et d'encouragement.

La Rochejaquelein avait pris une part immense à ce triomphe.

Cependant, au milieu de l'ivresse générale, il proclame à haute voix que c'est à Talmont que l'armée en est redevable. Elle se félicitait encore de ses succès, quand, le lendemain, les patriotes reparaissent. La nouvelle bataille dure quatorze heures. Les républicains ont choisi de meilleures positions, ils tâchent de réparer la défaite de la veille; mais l'imprudente ardeur de Westermann compromet encore les plans de Kléber et des représentants Bourbotte et Prieur. La Rochejaquelein, par une habile tactique, appuyée sur la connaissance du caractère de cet officier de démagogie, est venu, à portée de fusil, aiguillonner sa pétulance. Le 21 novembre, à midi, Westermann s'est rué sur lui, et le combat a été bientôt engagé sur toute la ligne. Les commissaires de la Convention et les généraux républicains laissent avancer M. Henri sur Antrain pour le tourner ensuite par la route de Pontorson. Le général royaliste a pénétré leur projet : alors, il s'est décidé à attaquer la division de Westermann.

Dans cette mêlée, de Hargues donne seul au milieu d'un escadron de hussards. Son cheval s'abat. De Hargues est fait prisonnier. Son écharpe blanche le fait reconnaître pour un officier supérieur. On l'entraîne au galop vers Rennes. La Roche-Saint-André reçoit douze coups de sabre à côté de M. Henri, dont le cheval est tué; mais les Blancs ont déjà partout l'avantage : Westermann recule encore. Le général Chambertin, pour voler à son secours, s'engage sans artillerie dans les colonnes vendéennes, que Marigny protégeait avec ses canons. Chambertin est accablé. Il se replie sur la gauche. A la gauche, Stofflet a déjà refoulé Marceau, qui revient toujours à la charge. Rossignol envoie de nouveaux renforts. Ils ne peuvent tenir. L'armée républicaine tente de se rallier sur une hauteur. Deux pièces de canon que

La Rochejaquelein fait avancer l'empêchent de former sa ligne; alors, malgré Rossignol, Kléber, Bourbotte et Prieur, elle se débande et se dirige vers Antrain.

Arrivés là, les Bleus, qui n'ont pas reçu de vivres depuis trente-six heures, se répandent dans les maisons et dans les auberges. La cavalerie n'ose charger; mais Poncelet, capitaine des hussards de la Mort, se place dans un défilé, et couvre la retraite jusqu'au moment où une balle lui fracasse la tête. Ce moment est pour les Vendéens le dernier signal de la victoire. Ils entrent péle-mêle dans Antrain avec les vaincus. Un régiment de ligne a été disposé par Rossignol pour arrêter les vainqueurs: il est écrasé sous le feu ou sous les baïonnettes. La cavalerie de Talmont se jette à la poursuite des fuyards et des bagages que l'on dirigeait sur Rennes; les bagages sont pris, et les chasseurs royalistes ramènent dans la ville un grand nombre de chariots remplis de blessés. Cette vue réveille dans tous les cœurs de tristes souvenirs.

A Fougères, les Bleus ont égorgé dans leurs lits des blessés, abandonnés par les Blancs, et c'est à la correspondance de Robespierre que nous empruntons ce document. Son ami, le médecin Gainou, alors dans l'Ouest, lui écrivait: « Il faut te dire que des soldats *indisciplinés* (tuer tout ce qui se présentait sous le sabre était légal aux yeux de la Révolution), des soldats indisciplinés se sont portés dans les hôpitaux de Fougères, y ont égorgé les blessés des Brigands dans leurs lits: plusieurs femmes des Brigands y étaient malades, ils les ont violées et ils les ont égorgées. »

Cet ami de Robespierre ne dit pas encore tout. Dans les manuscrits de Beauvais, nous lisons un tableau effrayant de ces massacres. « A Fougères, raconte le Vendéen, nous accordâmes la vie à environ huit cents prisonniers; néanmoins, après notre départ, tous les blessés que nous y avons laissés furent suppliciés de la manière la plus cruelle et la plus longue: des incisions cruciales furent faites aux pieds, tous les membres sans exception furent coupés peu à peu; les femmes que l'on prit furent traitées de même, et des cartouches furent mises sur elles

pour finir leurs tourments et leur vie par une explosion. Quelle férocité ! Eh bien ! après nos deux doubles combats de Dol à Antrain et de Dol à Pontorson, nous trouvons à Antrain une centaine de républicains blessés, et, loin de suivre l'exemple de ce qui avait été fait sur les nôtres à Fougères, on leur laisse la vie et on leur donne des soins. »

Le 18 novembre, Tribout, en faisant sortir son armée de Pon-



(Album Chauvelin.)

« LUCTEAU, de Bressuire,
» dit le Petit lion

» Clisson, 1826. »

torson, a commandé de fusiller en tête de la colonne cinquante prisonniers. Ses ordres ont été lâchement exécutés. Partout les mêmes atrocités se sont renouvelées, et quelques Vendéens s'apprêtent à en tirer vengeance sur ces cent cinquante Bleus que la fuite n'a pu dérober à leur justice. Mais les généraux et le curé de Sainte-Marie de l'île de Ré, qui, à la bataille de Dol, a si puissamment contribué à la victoire, s'opposent à des représailles dont la Grande Armée n'a jamais pris l'initiative. La voix des chefs et des prêtres calme leur fureur. Les cent cinquante blessés sont sauvés,

comme Bonchamps à Saint-Florent a préservé les cinq mille prisonniers républicains. On leur distribue des secours et des vêtements ; on les renvoie à Rennes avec une lettre adressée par La Rochejaquelein, Donnissan, Stofflet et Marigny au district et aux municipaux de cette ville. « C'est par des actes d'humanité, leur écrivaient-ils, que l'armée royale se venge des cruautés commises par ses ennemis. »

Les blessés arrivent à Rennes ; ils remettent cette lettre aux autorités républicaines qui, au nom de leur système fraternel et

civique ont mission de faire exécuter les lois de l'humanité. Ces blessés parlent avec reconnaissance de la générosité des Vendéens. Les autorités ne répondent rien à ces éclatants témoignages; mais une heure après, de Hargues, que des hussards ont conduit dans cette ville; de Hargues, prisonnier de guerre et tombé au pouvoir des Bleus pendant la bataille d'Antrain, montait sur l'échafaud.

De Hargues mourut avec un héroïsme plein de calme. Sa mort, si cruellement inopportune, devint pour les Blancs une preuve de plus de la farouche inhumanité des Révolutionnaires et de l'inconséquence de la pitié royaliste.

Ce n'est pas seulement à Rennes que l'on cherche ainsi, par des atrocités calculées, à pousser les paysans dans un système de sanglantes récriminations qu'un très petit nombre seulement adoptèrent en principe, mais qu'ils ne mirent pas toujours en pratique.

Après l'évacuation d'Avranches par la Grande Armée, le conventionnel Laplanche y rentra; et, le 22 novembre, tandis que les vaincus de Dol et d'Antrain se voyaient à la merci des Vendéens, ce conventionnel écrivait au Comité de Salut Public : « Nous avons trouvé hier à notre arrivée ici beaucoup de rebelles qui sont restés en arrière, et auxquels notre arrivée en cette commune n'a pas donné le temps de fuir. L'hôpital en était également rempli. La vengeance nationale s'est exercée sur eux. Il n'en est plus question. Dans le nombre était une femme qui avait cherché asile dans une auberge sous prétexte de maladie. »

Cela n'est rien encore. Une Commission militaire a été instituée à Laval; elle a charge de régulariser ces boucheries auxquelles l'ardeur du combat, l'entraînement de la victoire ou le désespoir de la défaite ne doivent pas servir d'excuse. Le 22 novembre, le jour même où Laplanche adresse à Paris la note citée plus haut, cette Commission, de son côté, rend compte de ses œuvres à la Convention. Cette lettre, nous ne la citons qu'à regret, qu'avec honte; mais elle fait ressortir dans toute sa vérité la calomnie, l'injustice et la cruauté de l'esprit de parti. Elle appartient donc à l'histoire de cette époque, comme document

d'abord, ensuite comme la première pièce portant date de l'ère républicaine. C'est, en effet, à cette époque que commence l'usage du calendrier révolutionnaire inventé par Romme, et dont l'emploi légal remonte au 21 septembre 1792 (1).

« Le président et les membres composant la Commission établie près de l'armée de l'Ouest, à la Convention.

• Laval, 2 frimaire (22 novembre).

» Nous vous adressons 97 pièces d'or, dont 4 de 48 liv. et 93 de 24 liv. ; 24 pièces d'argent, dont 18 de 6 liv., 3 de 3 liv., 4 de 1 liv. 4 s., et 4 de 12 s. ; une pièce de cuivre de 2 s., une montre d'or, un cachet d'argent et un poignard à lame de cuivre. La majeure partie de ces vils métaux ont été trouvés sur des prêtres fanatiques de la Vendée qui ont avoué dans leur interrogatoire les avoir reçus pour dire des messes que nous nous sommes chargés d'acquitter. Le poignard que nous a remis le général Danican, qui commande ici, a été trouvé dans une auberge de cette commune, sous le lit de la chambre qu'occupait la femme Bonchamps, veuve d'un chef de Brigands, mort de la suite des blessures qu'il a reçues à la prise de Cholet ; on dit ce poignard empoisonné. Vous trouverez également dans l'envoi que nous vous faisons une collection complète des jugements que la Commission a rendus à Saumur, Chinon, Doué, Angers et Laval, depuis son établissement. En les récapitulant, vous verrez que nous avons condamné à la peine de la détention six particuliers, à celle des fers dix-neuf, à celle de mort quarante-deux scélérats

(1) Il y eut deux frères de ce nom. Charles, ami de Lalande et connu dans le monde savant par ses études sur la marine ; il mourut à Rochefort, en 1805.

Celui dont il est ici question est Gilbert, l'un des inventeurs, avec Lagrange, Monge, Dupuis, Lalande et Fabre d'Eglantine, du ridicule calendrier républicain. Né à Riom, en 1750, il devint le précepteur du jeune C^o Strogonoff et demeura quelques années en Russie. Envoyé par les électeurs du Puy-de-Dôme, d'abord à l'Assemblée législative, puis à la Convention, il se fit remarquer parmi les Montagnards les plus avancés, et vota la mort de Louis XVI sans appel ni sursis. Il fut, peu après, envoyé en mission dans le Calvados. De retour à Paris, il se signala par son exaltation antireligieuse, et poussa de toutes ses forces à la création des fêtes de la Raison. C'est lui qui réclama pour Marat les honneurs du Panthéon. Après la juste punition de Robespierre, Romme eut son tour. Au mois de juin 1795, il fut décrété d'accusation avec Bourbotte et son ami Soubrany. Condamné à mort dans cette même enceinte où il avait jugé tant d'innocents, il fut assez lâche pour attenter à sa vie, et voulut se poignarder. Il fut porté sanglant sur l'échafaud, le 29 prairial, an III (17 juin 1795).

tant nobles que prêtres et autres conspirateurs. Dans le nombre de ces derniers se trouvent quatre femmes, dont trois filles, l'une Sœur hospitalière de la commune de Doué, et les deux autres ci-devant nobles.

» A notre arrivée ici, nous avons fait tomber six têtes de voleurs et assassins d'une nouvelle espèce; ils sont environ 1000 à 1200 de leur bande. Ils désolent ces contrées; mais les soldats de la République, que le général Danican commande, ont juré de les exterminer sous huit jours. On les appelle Chouans, du nom de leurs chefs, qui sont deux frères. Il y a quelques jours que, dans une première visite qu'on leur a faite, on en a égorgé une quinzaine, et, au moment où nous écrivons, on en amène à Laval quarante-deux, du nombre desquels sont plusieurs chefs que nous n'épargnerons pas. Aussitôt après cette exécution, qui s'est faite à la vue d'un peuple immense et aux cris répétés de : Vive la République! nous avons été rendre la vie à la société populaire. Comme partout, le peuple de Laval est bon; et le génie révolutionnaire, qui plane aujourd'hui sur la République entière, y a inspiré les émotions les plus justes. Pour faire le prêt aux soldats qui n'ont pas encore ici de payeur et pour venir au secours des malheureux, on a mis en réquisition tous les coffres-forts des riches, et on leur a enjoint d'envoyer la majeure partie de leurs souliers et de leurs chemises pour les soldats qui en manquent.

» Le lendemain de ce beau jour, nous avons condamné à mort quatre Brigands de la Vendée qu'on a arrêtés dans cette commune. La nuit, on a renversé de leurs niches quelques saints et saintes, et particulièrement des bonnes vierges qu'on avait illuminées plus somptueusement qu'à l'ordinaire; et l'on se promet bien d'en faire autant de toutes les autres, qui sont encore en grand nombre. Hier enfin, deux filles, ci-devant nobles, qui étaient à la suite des Brigands de la Vendée et qui ont été arrêtées, nous ont été livrées, et elles ont subi la peine de mort.

» Depuis le passage des Brigands et notre séjour dans ce département, les aristocrates et les modérés sont presque devenus patriotes, c'est-à-dire qu'ils sont effrayés par notre présence.»

En lisant ces pièces accusatrices, on voit qu'à l'époque révolutionnaire le crime régnait sous le nom de la liberté. Alors, comme au temps de la Fronde, il n'eût plus été permis au grand Mathieu Molé de dire dans le calme de sa vertu : « Il y a encore loin du poignard d'un assassin au cœur d'un honnête homme. »

L'assassinat était consacré par la loi. La Convention l'inoculait à ses adeptes comme un moyen de régénération sociale. Mais afin de reposer l'esprit de tant d'horreurs, il est juste d'avouer que tous les républicains ne faisaient pas profession d'une ingratitude aussi révolutionnaire. Quelques semaines après la journée d'Antrain, le curé de Sainte-Marie de l'île de Ré tomba entre les mains des Bleus. Il fut traduit devant un tribunal militaire. Il ne se défendit pas, la vie alors n'en valait pas la peine; il s'accusa même, en proclamant avec une sainte franchise ce qu'il avait fait au milieu des armées catholiques. Il allait être condamné à mort; un soldat, témoin à charge, se lève, et, républicain lui-même, il raconte à ces républicains le trait de charité dont ce prêtre a honoré la guerre civile, tandis que l'on jetait les ecclésiastiques à la Loire ou qu'on écrasait les royalistes sous le pied de la Révolution. Le tribunal est ému. Il avait mission de condamner; il absout.

Les batailles de Dol et d'Antrain, dernières victoires de la Grande Armée, ont répandu la consternation dans l'âme des plus intrépides soutiens de la Révolution. Les Vendéens, forts de leurs succès, pouvaient, presque sans effusion de sang, occuper Rennes, dont la population, et celle des campagnes surtout, leur était dévouée. Il fallait, de là, marcher sur le Morbihan, aucune troupe ne pouvait leur en disputer l'entrée. Ainsi on portait la guerre au centre même de ses alliés; le Morbihan venait encore une fois de s'insurger. Vannes, La Guerche, Rochefort et Musillac, ses principales villes, étaient menacées par des soulèvements partiels, qui, au premier signal d'invasion, auraient formé une armée parfaitement aguerrie.

La forêt du Pertre était couverte de bandes isolées de Chouans, qui, pour commencer les hostilités, s'adressaient aux détachements ennemis, enlevaient les postes avancés et inquié-

taient plus les commissaires de la Convention par ces attaques nocturnes que par des batailles rangées.

C'était là qu'on devait aller; et les révolutionnaires s'y attendaient bien, car le conventionnel Bréard, en mission à Brest, écrivait le 23 novembre (3 frimaire) à ses collègues réunis à Rennes :

« Vous me dites, chers collègues, que vous avez pris des mesures qui opèreront bientôt la destruction des Brigands; j'en espère tout le succès que vous en attendez vous-mêmes. Vous me dites que vous avez pris les mesures que les circonstances vous permettent pour réprimer les mouvements qui ont lieu dans le Morbihan. Dans la persuasion où j'étais que les Brigands étaient défaits, j'avais écrit, il y a trois jours, à Tréhouart, qui est à Saint-Malo, de s'y rendre avec des troupes : j'ignore ce qu'il aura fait, n'ayant pu encore recevoir sa réponse. Trois cent cinquante hommes sont partis d'ici pour Vannes, il y a trois jours, et j'ai pressé les départements du Finistère et des Côtes-du-Nord d'y envoyer tous les secours qu'ils pourraient se procurer.

» Vous me dites, mes amis, de tenir ferme de mon côté, et qu'avec du courage nous anéantirons les Brigands. Vous me connaissez assez pour être certains que le courage ne me manquera pas; et, pour peu que je sois secondé, Brest et l'escadre seront conservés à la République; mais il faut que vous connaissiez ma position, en voici le tableau : Je n'ai pour toute garnison que trois cent dix-huit hommes, très peu de troupes de marine et six cents hommes de réquisition, sans armes, et sur lesquels, d'ailleurs, on ne peut pas compter. La garde nationale est affaiblie par les détachements qu'elle a fournis à Prieur et à Tribout. Les matelots deviennent journellement plus difficiles à contenir. Les batteries des côtes n'ont pas pour leur garde et leur service un nombre d'hommes suffisant, et, parmi ceux qui y sont, il en est, peut-être le plus grand nombre, qui ne méritent pas grande confiance. Quoique les Anglais soient dehors avec vingt-huit vaisseaux de ligne, je crois bien qu'ils ne feront aucune tentative de ce côté-ci; mais si les Brigands perçaient dans les départements des Côtes-

du-Nord et du Finistère, il leur serait facile de s'emparer de toutes les batteries qui, du côté de terre, n'offrent aucune résistance, et les campagnes sont tellement fanatisées qu'ils y trouveraient de nombreux partisans. Je crois donc, citoyens collègues, que vous devez avoir les yeux tendus sur Brest, et employer tous vos moyens pour empêcher que les Brigands portent leurs pas de ce côté. Je vous observe qu'il n'y a plus de fusils dans les magasins, plus de pièces de campagne, et que la poudre commence à diminuer par les convois successifs qu'il a fallu faire. J'ai déjà écrit au Comité de Salut Public, je lui écris de nouveau. Je vous prie d'appuyer de votre côté les demandes que je lui fais de canons, de fusils et munitions. »

Mais privés, dans la saison la plus rigoureuse de l'année, de tout ce qui fortifie le soldat, mais épuisés de fatigues, tourmentés par la dysenterie et le cœur en proie au mal du pays, les Blancs refusent de suivre leurs chefs qui leur font entrevoir la possibilité de s'emparer de Rennes et de créer une Vendée bretonne. On leur dit que l'escadre anglaise, qui n'a pu arriver en vue de Granville, débarquera enfin les armes et les munitions promises, lorsque, avec le concours des Chouans, ils seront maîtres du littoral dégarni de troupes.

A ces raisons, les paysans n'ont à opposer que la constance de leurs refus. L'Angleterre les a trahis. Qui sait, disent-ils, ce qu'elle ferait une autre fois? Préoccupés de ce soupçon, dont les généraux ne peuvent eux-mêmes se défendre, ils prient qu'on les ramène dans le Bocage. On se résout à diriger l'armée, soit sur Angers, soit sur Saumur, où l'on espère ne pas trouver plus de résistance qu'au mois de juin.

La consternation était profonde dans le camp royaliste, elle ne l'était pas moins parmi les révolutionnaires. Les habitants des cités, effrayés des massacres commis par l'armée patriote, qui, aujourd'hui sur un point et demain sur un autre, échappe ainsi à des représailles dont eux seuls, sédentaires, éprouvent le contre-coup, les habitants des cités ne se montrent pas aussi bien disposés que dans le principe à prendre fait et cause en faveur de la République. Ils ont frayeur des Vendéens, frayeur

des campagnes dont ils connaissent l'esprit, encore plus frayeur de ces terribles représentants, qui exposent aussi facilement leurs jours que la sécurité des villes. Il n'y a plus de troupes pour protéger Rennes, plus de troupes pour s'opposer à la



MARCEAU

marche des Blancs. Tout est sujet de confusion, de désordre et d'inquiétude. Afin de remonter l'esprit public, Rossignol et Robert, son chef d'état-major, Tilly, Kléber, Dambarrère, Marceau, Westermann, Marigny et les conventionnels se déclarent en Conseil de guerre permanent.

Kléber, qui par son audace et par la confiance qu'il inspire

aux Bleus, a pris de l'ascendant sur les conventionnels eux-mêmes, insinue à Rossignol que pour être général en chef il faut plus que du courage. Rossignol offre sa démission en s'écriant : « Si elle est refusée, je croirai qu'on veut perdre la République. » Et, sur l'avis de Kléber, il indique Marceau comme son successeur provisoire.

François-Séverin Marceau, né à Chartres le 1^{er} mai 1769, d'un procureur au bailliage de cette ville, n'avait que vingt-quatre ans et demi. Soldat depuis son enfance, il s'était jeté dans la Révolution avec l'enthousiasme de cette époque. D'exploits en exploits, il était arrivé au généralat. Sa noble physionomie, sa taille élevée avaient un ensemble de grâce et de majesté qui séduisait. D'une fierté souvent rude et sévère, il savait faire respecter son autorité en un temps où personne ne voulait obéir. Ami de la liberté, mais encore plus ami de la justice et de la discipline, il se montra en Vendée, comme sur les frontières, le plus implacable adversaire des excès et des réactions. Son patriotisme était aussi désintéressé que sa vertu était touchante ; et lorsque, dans les défilés d'Altenkirchen, il fut, en 1796, frappé à mort par une balle tyrolienne, les Autrichiens et les Français, pour honorer tant d'héroïsme, déposèrent leurs vieilles haines sur sa tombe.

Marceau estimait et admirait les Vendéens : son esprit était assez élevé pour sentir qu'ils combattaient en faveur d'une sainte cause. A la prière de Kléber, il accepte les fonctions que Rossignol résigne ; puis, dans ce même Conseil de guerre, on distribue à chacun le poste qu'il doit occuper. Westermann est nommé commandant de la cavalerie, et on investit Debilly des fonctions de général de l'artillerie. Le 26 novembre, cinq jours après leur triple défaite, les républicains peuvent encore tenir la campagne. Selon le plan de Kléber, Damas reste chargé du commandement de Rennes, et l'armée, à laquelle un véhément discours de Prieur (de la Marne) a rendu toute son activité, se dispose à un mouvement général. Kléber dirige la gauche, Boucret la droite, Canuel le centre, et Marigny reçoit ordre de harceler sans repos, à la tête de la cavalerie légère, les Ven-

déens qui, au lieu de venir attaquer Rennes, rétrogradent sur Laval.

Après deux jours de marche, ils arrivent à Ernée; le lendemain, 23 novembre, ils sont à Mayenne; de là, ils campent sous les murs de Laval. Partout, sur leur passage, l'image de la désolation et de la mort s'offre à leurs regards. L'incendie a détruit les bois, dévoré les maisons. Le fer des Bleus a massacré les traînards et les enfants. A chaque pas, on rencontre des charrettes pleines de familles égorgées, et dont les conducteurs et les chevaux ont péri sous les mêmes coups. La route est jonchée de cadavres sans sépulture. La mort les a déjà presque autant mutilés que les baïonnettes républicaines. Ce spectacle répand la terreur dans l'âme des plus intrépides. Au milieu de toutes ces victimes, chacun rencontrait un parent ou un ami.

Le général Danican est chargé de s'opposer au passage des Blancs et de maintenir le plus longtemps possible les communications entre Angers et Rennes. Danican, qui, au dire de la Commission militaire instituée à Laval, ne demande que huit jours pour exterminer les Brigands et les Chouans, a vu les dernières défaites de l'armée révolutionnaire; et, n'osant pas se mesurer avec les paysans, il s'est dirigé en toute hâte sur Angers, qu'il met en état de siège. Maîtres de Laval, les royalistes se portent aux prisons; elles sont vides. La Commission militaire qui a régné pendant neuf jours dans cette ville ne leur a pas laissé le bonheur de délivrer leurs frères. La saison devenait plus rigoureuse. Le froid se faisait sentir avec force. Après deux jours passés à Laval, les Vendéens arrivèrent à Sablé; de là, ils partirent pour La Flèche et s'avancèrent sur Angers, où de son côté l'armée républicaine, sous les ordres de Marceau, se rendait à marches forcées.

Le premier soin des clubistes de cette ville avait été de se délivrer de tous les prisonniers entassés à la maison du Calvaire, au Séminaire et dans d'autres lieux publics; mais, à la veille d'un siège qui menaçait d'être fatal aux excès de leur *sainte Montagne*, ils ne purent se résoudre à un massacre général. Il fut décidé qu'on ferait sortir de la ville une partie des captifs

et que, sous prétexte de les transférer à Paris, on s'en débarrasserait au plus vite. Le convoi laissa Angers le 27 novembre. Il n'était composé que de femmes garrottées comme des criminels. Parvenue aux Ponts-de-Cé, l'escorte remet à Pavé, capitaine d'artillerie, l'ordre de fusiller ces infortunées, au nombre desquelles se trouvait M^{me} de Castelnau. Pavé déclare qu'il n'est pas un assassin et qu'il n'obéira pas. Alors, prenant sur lui-même une résolution d'humanité qui a bien des périls, il dirige vers Paris ce troupeau de détenues. On les oublia dans les prisons de la capitale jusqu'au 9 thermidor, qui leur fit recouvrer la liberté. Le second convoi fut moins heureux. Dès le mois de mars 1792, l'administration départementale de Maine-et-Loire avait fait caserner les prêtres non assermentés. Un décret du 26 août les déporta, et une partie de ces ecclésiastiques fut jetée à la côte d'Espagne. Les vieillards et les infirmes, au nombre de quatre-vingt-dix, étaient dans l'impossibilité d'obéir au décret de proscription : les uns furent écroués au Séminaire, les autres à la Rossignolerie. Le 8 octobre 1793, Francastel arrive à Angers en même temps que Carrier à Nantes. Ils sont tous deux investis des mêmes pouvoirs, ils ont tous deux les mêmes intentions. Francastel crée un Comité révolutionnaire, et la garde nationale d'Angers, qui se lassait de veiller autour de tant de prêtres, s'adresse à ce Comité pour qu'il la délivre de « ces vieillards dévots et tremblants, reste impur d'une secte proscrite. » Ce sont les termes mêmes de la motion. Francastel abonda dans les vues des motionnaires. Il propose trois questions au Comité. Il demande : les enverrons-nous à Nantes ? les ferons-nous fusiller au coin d'un bois, ou leur ferons-nous faire la pêche au corail ? Le registre du Comité révolutionnaire indique qu'on les dirigeât sur Nantes. Mais, le 29 novembre 1793, en vertu d'un ordre secret de Francastel, Goupil, un de ses séides, fit jeter à l'eau tous ces prêtres en vue du château de Mont-Jean. C'était ce que le Comité d'Angers appelait *faire la pêche au corail* (1).

(1) Député suppléant du département de l'Eure, Francastel ne siégea à la Convention qu'après la mort du roi. Envoyé en mission près de l'armée de l'Ouest, il organisa avec

Les représentants Francastel et Esnue-Lavallée se sont renfermés dans la place où le général Beaupuy, l'un des héros de la bataille de Laval, a été transporté. Le 3 décembre, l'armée républicaine, où la discorde règne entre Prieur et Kléber, entre Rossignol et Marceau, qui tour à tour se menacent et se réconcilient, est partie de Châteaubriant pour Angers. Le conventionnel Levasseur (de la Sarthe) y a fait son entrée. Chargé par le Comité de Salut Public d'accourir partout où les paysans tenteraient de passer la Loire, Levasseur est comme ses collègues Bourbotte, Prieur, Merlin (de Thionville) et Lecarpentier, un de ces hommes qu'agite la fièvre révolutionnaire et devant l'énergie desquels il faut que tout cède sous peine de mort. Le Comité de Salut Public lui adjoint comme aide-de-camp, comme conseil et espion, un révolutionnaire de bas étage nommé Mogue. Ce Mogue, protégé par les Jacobins, est l'ami de Ronsin et de Rossignol, avec lesquels il fait des affaires. Cela voulait dire piller et tuer révolutionnairement.

Levasseur a coupé les ponts de la Loire, il a placé Saumur en état de siège; et, avant même l'arrivée de Marceau, il a ordonné, pour enlever aux royalistes leurs moyens habituels d'action, de détruire les maisons les plus avancées du faubourg. Avec les conseils de Beaupuy, il a fortifié les points les plus faibles, disposé les batteries, fait de larges fossés aux Mortiers, sur la route du Mans, et couvert les chemins de gros arbres abattus pour entraver la marche des insurgés. Il a enfin organisé le service et rassuré les Angevins contre toute surprise.

L'avis de Levasseur n'a point été complètement suivi. Les Vendéens s'embusquent dans les maisons et commencent à tirailler sur les assiégés. C'était le 4 décembre. Ils avaient espéré que les retards de Marceau, que la précipitation de leur marche, que leur attaque inopinée surtout, jetteraient le trouble dans la ville; mais, soutenus par Levasseur, intimidés par Francastel

Carrier la *Compagnie de Marat*, sans participer, dit-on, aux horreurs commises par le pro-consul.

Quand les farouches montagnards expièrent leurs forfaits, Francastel échappa aux poursuites, et mourut dans l'obscurité.

et Esnue-Lavallée, les habitants, dont une partie aurait volontiers fait cause commune avec les paysans, désirent laver la honte dont, au mois de juin, ils se couvrirent en laissant leur cité sans défense à l'ennemi qui s'y présentait de nouveau.

Il y avait à peu près quatre mille soldats en état de guerroyer. Cette garnison se composait des 29^e et 78^e de ligne, du cinquième bataillon de Paris, du bataillon de l'Unité et de celui des vétérans. Boucret et Danican les commandaient. Le lendemain, 5, vers midi, La Rochejaquelein fait battre la générale. Un feu vif et meurtrier, dirigé sur la ville par l'artillerie de Perrault et de Baugé, a bientôt entamé les murs et ouvert une brèche. Les canons républicains, soutenus par l'infanterie, ripostent de la porte Saint-Aubin jusqu'à la Haute-Chaine. La garde nationale d'Angers, que Levasseur électrise, est aux postes les plus périlleux, recevant des munitions et des secours de toutes les femmes, que le danger n'effraye plus. Beaupuy, quoique blessé grièvement, se fait porter sur les remparts pour surveiller la défense et animer les troupes, qui, comme la garde nationale, affrontent une mort inévitable ; car les murailles de la ville sont si peu élevées que les assiégés, la tête et la poitrine toujours à découvert, reçoivent partout des coups mortels. Lebreton, officier municipal, et le jeune de Serrant, qui commande un bataillon de volontaires, périssent au premier choc.

Les généraux royalistes savent de quelle nécessité est pour leur armée la prise immédiate de cette ville. Ils poussent les Vendéens à l'assaut. Ils leur disent qu'Angers n'a point des murailles de fer, et qu'après le siège de Granville ils ont promis d'enlever cette place à la baïonnette. Stofflet va plus loin. A ces paysans exténués par des privations de toute espèce, il promet le pillage.

Malgré l'horreur de leur situation, malgré les cruautés des Bleus, les Blancs frémissent à cette proposition. « Si nous nous permettions un tel crime, s'écrient-ils, Dieu nous punirait, et il serait juste. » La Rochejaquelein approuve ces paroles ; mais, pour doubler l'élan, il saute à bas de son cheval, arrache un fusil à l'un de ses fantassins, monte à la brèche et cherche

à entraîner les Blancs. Leur contenance est morne, indécise. Ils n'osent braver les feux de mousqueterie que le général Beaupuy et le chef de brigade Ménard dirigent sur eux, et ils se contentent pendant toute la journée de nourrir leur canonnade. La canonnade elle-même devait bientôt leur manquer. L'artillerie royale, n'ayant plus de boulets de calibre, se voyait réduite à en mettre deux petits dans une pièce de huit. Les gargousses de proportion s'épuisaient aussi. La position n'était donc pas tenable.

Les Vendéens provoquaient une sortie de la garnison, se berçant de l'espoir de terminer la lutte par un combat décisif, mais Beaupuy et Levasseur refusent de venir en aide à un désespoir sur lequel ils ont compté. Ils traînent en longueur, attendant toujours la colonne de Marceau, qui prendra les assiégeants par derrière et les placera ainsi entre deux feux.

Il fallait adopter un parti. Les chefs royalistes se réunissent dans le monastère de Saint-Serge. Là, sans s'arrêter à tous les projets mis en avant, les uns pour tenter une fausse attaque par les Ponts-de-Cé, afin de protéger le passage de la Loire à Ingrande, les autres pour combler le Port-Airvault, qui, encombré de fascines, favorisera l'escalade, la majorité du Conseil se prononce pour un assaut général, abandonnant à Dieu le soin de veiller sur l'armée en cas de revers.

La Rochejaquelein, Piron, Forestier, Beaucorps, Lusignan et les autres chefs se jettent à la brèche de la porte Cupif. L'attaque et la défense sont furieuses. Boispréau, Fleury, de La Porte et Rynchs s'élancent sur les pas de Forestier. Tous sont mortellement atteints à ses côtés. La Rochejaquelein n'en poursuit pas moins son plan. Malgré les matières inflammables et les pierres qu'à travers les feux de peloton les assiégés font pleuvoir sur lui, il va enlever d'escalade le point menacé et pénétrer dans la ville, lorsque des décharges de mousqueterie se font entendre sur les derrières de son armée.

C'était le républicain Marigny qui, avec sa cavalerie volante, se ruait sur l'arrière-garde des assiégeants.

Ce feu inattendu est le signal de la retraite. L'armée se croît

attaquée par l'avant-garde de Marceau; elle recule, se disperse, et Marigny, profitant de la confusion qu'il a répandue, se met à la poursuite des paysans. La cavalerie royale marche contre lui. Tout couvert de blessures, Richard-Duplessis, avec un escadron vendéen, fond sur les hussards. Son cheval l'emporte au milieu d'eux. Il tue le premier qui se présente; et apercevant le général Marigny, qui accourt au galop: « Je viens, dit-il, de tremper mon bras dans le sang d'un républicain. Je suis à demi mort. Achève-moi. »

Un tel courage fait impression sur Marigny. Il veut qu'on épargne Richard-Duplessis. Marigny lui jette son mouchoir, afin qu'il puisse éteindre le sang dont il est inondé, et il lui demande: « Qui vous pousse donc à faire la guerre? — Notre propre défense, s'écrie Richard. Ne nous massacrez-vous pas sans pitié? »

Ces paroles sont le plus éloquent résumé des griefs de la Vendée contre la Révolution.

Les républicains en saisissent la justesse, ils lui font grâce. Richard retourne à pied et sans armes vers La Rochejaquelein. Afin de ne pas rester en arrière d'une générosité alors si peu commune, celui-ci s'empresse de renvoyer, tout équipés à Marigny, les deux seuls cavaliers faits prisonniers dans cet engagement. Il les charge de remercier leur général. Il lui offre toujours dix prisonniers pour un. C'est, au milieu de ces scènes de carnage, un épisode de chevalerie qui repose le cœur. Cinq minutes après, Marigny, courant à toute bride à la poursuite des fuyards qui prennent la route de La Flèche, est frappé d'un boulet de canon. Il meurt au milieu de ses cavaliers.

Les Vendéens eurent des regrets pour cet ennemi, dont les derniers moments avaient été consacrés à un acte d'humanité; mais le général fut heureux de trouver le trépas sur un champ de bataille: sa destitution était arrêtée; et elle devait lui être notifiée à Angers, dont il venait de sauver les murailles. Il n'avait d'autre crime à se reprocher que d'être humain. Il s'appelait Bouin de Marigny. Il était issu d'une noble famille du Poitou. La liberté et l'égalité, ainsi que les entendait le

Comité de Salut Public, n'oubliaient jamais ces deux titres à la proscription. Il était mort. La Convention désira honorer sa mémoire.

Vingt jours après, elle décréta que le cheval que cet officier montait dans le combat serait offert au citoyen Marigny, son père, comme un hommage de la République.

Le siège d'Angers avait duré cinquante heures. Au moment où les Vendéens se retirèrent, une de ces folles ivresses auxquelles toujours le sang se mêle s'empara des habitants. Ils couronnèrent de lauriers l'enceinte de leur ville, et, selon les termes mêmes de la proclamation des représentants, « ils firent une procession lustrale, ils brûlèrent l'encens de la patrie pour purifier les murs de la souillure des royalistes. » Ils dansèrent; mais le 16 frimaire, an II (6 décembre 1793), les conventionnels en mission voulurent à leur manière partager cette joie : ils prirent un arrêté ainsi conçu :

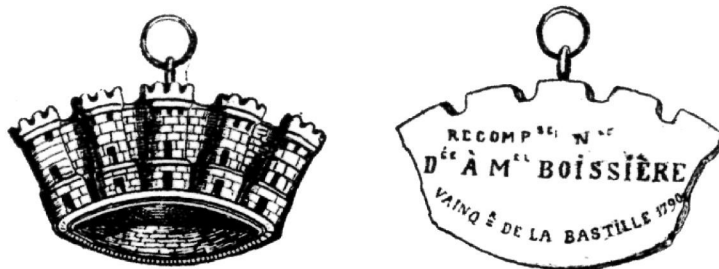
« Toutes les têtes des Brigands tués pendant le combat des deux jours seront coupées et disséquées pour être exposées sur les remparts au bout des piques. »

Cet arrêté auquel des sauvages seuls pouvaient applaudir fut accueilli par la municipalité. Il reçut même un commencement d'exécution; mais les médecins travaillèrent si lentement à l'opération, qu'il fallut y renoncer avant d'avoir pu scalper tous ces trophées de guerre civile.

La Révolution était condamnée à se priver d'un spectacle. Elle ne devait pas voir autour des murs d'Angers, devenus une espèce de succursale du sérail, les têtes de ces ennemis morts; elle se rejeta sur les vivants. Des prisonniers avaient été faits au moment de la retraite des Vendéens. Parmi eux, on comptait Marcombe, Morna, M^{me} de Civrac, abbesse d'Angoulême, M^{me} d'Aubeterre, abbesse de Fontevrault, et plus de cent cinquante laboureurs. Tout cela périt en moins de quarante-huit heures. M^{me} d'Aubeterre avait quatre-vingt-deux ans. Elle était aveugle, mais pleine de vertus et de charité. Morna était encore un enfant qui ne consentait pas à livrer sa vie sans combat. Il résista. Les Bleus déchirèrent son corps à coups de

baïonnette; puis, on le traîna au port de l'Ancre. « A genoux! » lui disent ceux qui s'apprêtent à le fusiller. Morna, tout sanglant, s'échappe de leurs mains. Il se jette dans les marais, et là les exécuteurs le traquent et le tuent comme un canard sauvage.

Durant trois jours ce fut une boucherie : le sang coula sur tous les points de la ville. Mais les prisonniers manquèrent bientôt à Francastel et à Esnue-Lavallée. Les deux conventionnels se virent forcément voués au repos.



INSIGNE AVEC SON REVERS
OFFERT AUX VAINQUEURS DE LA BASTILLE
(Reproduction exacte.)

CHAPITRE XI

Diversión tentée par Pierre Cathelineau et La Bouère. — Défaite de Desmares. — Barra et les honneurs du Panthéon. — Retraite sur le Mans. — Maladies dans le camp royaliste. — Henri de La Rochejaquelein à La Flèche. — Westermann poursuit l'armée royale. — Affaire de Pontlieue. — Bataille du Mans. — Massacre des Vendéens dans la ville et dans les campagnes. — Cruautés républicaines. — Le général Marceau et M^{lle} des Melliers. — Retour des Vendéens vers la Loire. — Leur arrivée à Ancenis. — La Rochejaquelein involontairement séparé de son armée. — Fleuriot, général en chef. — Bataille de Savenay. — Marigny et les généraux républicains. — Nouveaux massacres. — Ce qu'a fait la Grande Armée pour la monarchie et pour la liberté. — Sa fin.

Au moment où la prise d'Angers pouvait encore permettre aux Vendéens de revoir leur pays, Pierre Cathelineau et La Bouère, dont les rassemblements s'étaient dispersés après leur marche sur Noirmoutier, conçurent le projet d'une diversion utile à l'armée de M. Henri. Ils avaient calculé qu'elle chercherait évidemment à pénétrer dans le Bocage par les Ponts-de-Cé, et, afin de lui faciliter le passage, ils parlaient d'assaillir la nombreuse garnison de ce poste. Les paysans avaient accueilli avec empressement cette idée. Ils allaient au-devant de leurs frères, de leurs amis, de leurs voisins; mais la poudre qu'ils apportaient était ou avariée ou mouillée. Pourtant, on se réunit au Pin-en-Mauges, et ce petit corps expéditionnaire se mit en route.

Des succès partiels deviennent pour lui un stimulant. Le 30 novembre, La Bouère et Pierre Cathelineau attaquent le général Desmares, qui commandait la division de Bressuire.

Desmares est battu, il se retire sur Cholet; mais, à peine arrivé dans cette ville, il s'occupe de pallier le malheur de ses armes et d'arranger sa défaite en victoire. Le 1^{er} décembre 1793, il



(Album Chauvelin.)

adresse au ministre de la Guerre un rapport ne le cédant en rien à ceux de tant de généraux qui exterminent tout dans leurs bulletins triomphateurs.

« Les Brigands, y lit-on, commençaient un rassemblement considérable de ce côté-ci de la Loire, deux de nos détachements battus successivement, un troisième détachement taillé en pièces, excitaient leur courage et augmentaient leurs prosélytes. Déjà au nombre de quatre mille, ils menaçaient Cholet et Saint-Florent.

• PIERRE BOULORD, de l'Obersaie, de Clessé. 4 blessures. Défense du château de Saint-Mesmain. Il prétend qu'avant ses blessures il n'était pas brave, mais qu'une fois atteint, il aurait pris les Bleus avec ses dents. »

» J'ai été me porter à Jallais, d'où j'ai

envoyé incendier leurs repaires. Ils ont hier (30 novembre) fondu sur nous. Quelques lâches et fuyards ont pensé mettre la déroute dans l'armée; mais la majeure partie s'est montrée ce qu'elle est. Nous n'étions pas sûrement la moitié de la force des Brigands; cependant après trois heures de combat, nous les

avons mis en pleine déroute, nous les avons poursuivis plus de trois quarts de lieue, la baïonnette dans les reins. »

Les paysans vainqueurs s'acheminaient vers la Loire; Desmares, vaincu, cherchait un refuge dans Cholet, ainsi que le prouve la date même de son rapport, et cependant sa victoire fut enregistrée au *Moniteur*. Cette affaire, comme tant d'autres sans influence réelle, ne nous occuperait pas longtemps si un événement particulier n'y venait révéler la tactique des révolutionnaires. Il faut encore laisser parler Desmares dans son rapport du 18 frimaire an II. Ce rapport est inséré au *Moniteur* du 27 frimaire (17 décembre 1793.)

« J'implore ta justice et celle de la Convention pour la famille de Joseph Barre. Cet enfant m'a accompagné depuis l'année dernière, monté et équipé en hussard. Toute l'armée l'a vu charger toujours à la tête de la cavalerie; elle a vu ce généreux enfant terrasser deux Brigands qui avaient osé l'attaquer. Ce faible enfant, entouré hier (30 novembre) par les Brigands, a mieux aimé périr que de se rendre et leur livrer deux chevaux qu'il conduisait. Se bornant à sa nourriture et à son habillement, il faisait passer à sa mère ce qu'il *pouvait se procurer*. Il l'a laissée avec plusieurs filles et un jeune frère infirme sans aucune espèce de secours. Elle demeure à Palaiseau, district de Versailles. »

La Convention se rendit au vœu de Desmares. Joseph Barre, dont on poétisa le nom en le changeant en Barra, et qui de hussard maraudeur fut métamorphosé par la légende révolutionnaire en tambour battant la charge, reçut les honneurs du Panthéon. Une pension de mille francs fut accordée à sa mère, et, dans les vers que la circonstance n'a pas fait oublier (*Le Chant du départ*), Chénier proposa pour modèle à la jeunesse française la mort de ce volontaire que tous les arts à l'envi s'empressèrent de populariser. Ce fut une habile politique. Par là, on prouvait au peuple que le plus obscur de ses enfants grandissait en servant la patrie. On tirait du néant les noms ignorés, les faits d'armes dont l'éclat emprunté rejaillissait sur les masses toujours avides de merveilleux, toujours portées à l'orgueil. On flattait cette passion de vanité, qui, bien exploitée en France,

produira sans cesse des miracles ; et le peuple, fier du triomphe décerné à un de ses plus infimes gamins, s'associait à sa gloire. C'est ainsi que la Convention affermissait son pouvoir. D'un côté, elle régnait par la terreur, de l'autre, par l'enthousiasme. Elle tuait ou elle électrisait. A ses défenseurs, elle dressait un piédestal ; à ses ennemis, elle envoyait la mort ou toutes les malédictions patriotiques qui se transmettent comme un héritage dans les âmes éprises de démagogie.

Desmares et sa division avaient fui. A Paris, cependant, on chantait leur victoire ; mais la colonne de La Bouëre et de Cathelineau, sans être inquiétée, s'avavançait pour tenter sa diversion. Elle traverse les villages de Sainte-Christine, de Saint-Laurent-de-la-Plaine, et, au bruit du canon qui tonne sur Angers, elle arrive au château du Plantis. Là, ce bruit sourd de l'artillerie commence peu à peu à s'éloigner. Bientôt il cesse de retentir ; alors les paysans jugèrent que la Grande Armée avait échoué dans son entreprise. Leur intervention devenait improductive pour elle, dangereuse pour eux. Ils s'égaillèrent ou se rabatirent sur Jallais. Les républicains se hâtèrent de les assaillir. Les républicains furent repoussés ; mais Pierre Cathelineau et La Bouëre ne crurent pas sage d'exposer ainsi leurs volontaires, sans pouvoir même prétendre à un succès utile ; ils les renvoyèrent dans leurs foyers.

Westermann, cependant, a remplacé Marigny, son frère d'armes, dans la poursuite des Vendéens. L'armée de Marceau est accourue peu d'heures après la levée du siège d'Angers, et aussitôt Kléber s'est porté en avant avec sa division pour préserver la place des nouvelles attaques, que la nécessité forcerait peut-être les royalistes à tenter. Au moment de partir, une entrevue touchante a lieu entre ce général et Marceau.

Un courrier du Comité de Salut Public a remis au jeune général en chef la confirmation provisoire du grade dont Kléber le fit investir par Rossignol, démissionnaire ; mais, dans ces dépêches, il se lit une injonction de suspendre Kléber, Haxo et Marigny. Marceau a tenu cette dépêche secrète. Il ne veut pas se séparer de son plus ferme appui, et il va en référer au Comité de Salut

Public, lorsque arrive un nouveau courrier. Le Conseil exécutif de la Convention a réfléchi. Il maintient Kléber dans ses fonctions. Alors Marceau lui fait part des ordres qu'il avait reçus contre lui et des inquiétudes qui l'avaient tourmenté, puis il termine par ces mots : « En acceptant le titre de général en chef, je prends pour moi les dégoûts et la responsabilité, et je ne demande que le commandement de l'avant-garde au moment du danger. — Sois tranquille, s'écrie Kléber, nous nous battons et nous nous ferons guillotiner ensemble. »

C'était la seule perspective laissée, la seule récompense accordée par la Révolution à ses généraux les plus instruits ou les plus heureux. Et la preuve irréfragable de ces égorgements de généraux se trouve dans les archives du Comité de Salut Public. La Révolution décréta la liberté, l'égalité, la fraternité ou la mort. La mort tenait l'armée elle-même sous le coup de la terreur, et nous comptons plus de trente généraux républicains, gentils-hommes ou enfants du peuple, qui, dans l'espace de quinze mois, périrent par ordre de la Révolution. Parmi ces victimes, on remarque le duc de Lauzun-Biron, Alexandre de Beauharnais, Luckner, Custine, d'Aoust, La Marlière, Jean de La Noue, Arthur Dillon, Charles de Flers, Eustache de La Noue, Houchard, Lécuyer, Ronsin, Brunet, Michel Laumur, Marcé, Tabari, Beysser, Westermann, Guillaume, Coustard, Desmares, Quélineau, Boisguyon, Delatre, Devaux et Miackinski.

Hoche, Marceau, Kléber, Pichegru, Bonaparte et Moreau furent, à diverses reprises, jetés dans les cachots et suspendus par cette République, dont, à force de bravoure et de talents, ils rachetaient une partie des crimes. Mais poursuivons notre récit.

Kléber d'un côté, Westermann de l'autre sont donc partis afin de harceler les débris de la Grande Armée. Partout sur leur passage ils rencontrent des traces de deuil ou de souffrances, Ici, ce sont des feux éteints de bivouac qu'entourent des cadavres de femmes, de vieillards et d'enfants morts de froid ou de la contagion qui affaiblit l'armée ; là, on entend les cris des blessés ; plus loin, de nouveaux, mais de toujours lugubres spectacles frappent les regards. Au milieu de cette désolation, Westermann

n'accorde aucun repos à la Vendée, qui, n'écoutant même plus la voix de ses chefs, se retire vers La Flèche. Tout ce qui s'arrête dans les fermes, tout ce qui tombe d'épuisement sur la route, périt à l'instant même; Westermann n'est pas homme, ainsi que Marigny, à faire merci au courage malheureux ou à la faiblesse.

Aux environs de Baugé, il atteint l'arrière-garde. Le pont de Duretal étant coupé, La Rochejaquelein a été forcé de changer son itinéraire. A sa vue, les Bleus lancent les obus de leur artillerie volante; mais Piron qui, dans cette campagne, s'est toujours montré le héros de Vihiers et de Coron, a sollicité comme une faveur les dangers de l'arrière-garde. Bientôt Westermann est refoulé jusqu'au château de Jarzé qu'il a incendié, et dont les flammes s'élèvent dans la campagne ainsi qu'un phare de de sinistre présage. Piron le poursuit à son tour. Après un engagement de quatre heures, les Républicains se replient sur Suette. L'armée vendéenne, maîtresse sans combat de Baugé, y passe les journées des 6 et 7 décembre, mettant un peu de régularité dans toutes ses confusions, et se ralliant enfin à la voix de M. Henri. La Rochejaquelein, pour ranimer les esprits consternés, leur parle de leurs devoirs si noblement remplis, des sacrifices qu'ils se sont imposés; il leur dit qu'avec du courage ils doivent sortir de la position dans laquelle des fautes sans nombre, et leur désobéissance peut-être, les ont placés. La Rochejaquelein exerçait sur ces hommes si simples, et pourtant si héroïques, un empire que chefs et soldats étaient heureux de reconnaître. Le calme rentra dans ces imaginations malades de vertige : ils souffrirent encore, mais du moins ils souffrirent sans se plaindre.

A Baugé, on invite à rassembler les vivres et les munitions qu'on trouvera dans les campagnes. Les recherches ne produisent qu'une certitude plus complète de disette. Les bestiaux, les grains, les fourrages, tout a été enlevé des métairies et conduit à Saumur, dans l'intention d'affamer l'armée.

Le lendemain, 8 décembre, au point du jour, elle se dirige vers La Flèche. C'est pendant ce trajet que Beauvollier, inten-

dant-général des Vendéens, disparaît, laissant intacte la caisse militaire. Beauvossier ne pouvait se consoler d'avoir été accusé de trahison sur la côte de Granville, lorsqu'avec le P^{ce} de Talmon il descendit vers la mer pour protéger le départ de quelques dames. Il avait surtout un vif chagrin de la levée du siège d'Angers, où sa femme et sa fille étaient prisonnières. Il partit donc, ne prévenant que M^{me} de Lescure et se confiant à la garde de Dieu; ce que plus d'un chef tentera après lui, tant l'image de toutes ces désolations était navrante.

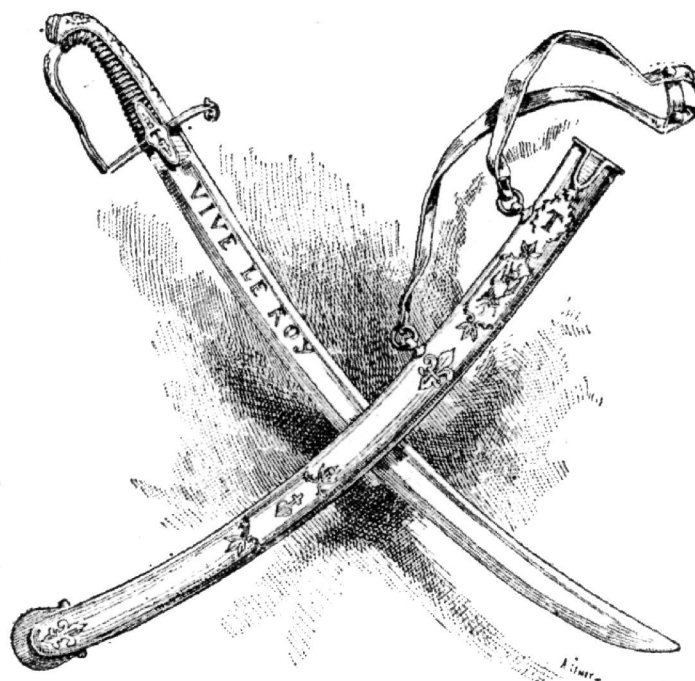
D'autres désastres attendent les Blancs à La Flèche. Ils sont pressés entre la ville qui se défend et les colonnes de Westermann, de Legros et de Muller qui les harcèlent. Placés entre ces deux feux et ayant en face la rivière du Loir, dont le pont est coupé, ils se voient dans la plus effrayante des situations. Il n'y a pas même pour eux le choix de la mort; tout le monde frémissait. La Rochejaquelein se dévoue au salut de tous; il choisit quatre cents cavaliers et autant de fantassins en croupe, il remonte le Loir, grossi par les pluies, découvre un gué sur une chaussée couverte d'eau et le traverse au milieu d'une nuit de décembre; ses volontaires le suivent. Ils surprennent et culbutent la garnison. Après un pareil trait d'audace, M. Henri s'empare de La Flèche, que le général Chabot et le représentant Garnier (de Saintes) évacuent pour se retirer au Mans. Ce n'est pas assez pour M. Henri: il entend gronder le canon sur la route de Baugé. Son arrière-garde est aux prises avec Westermann. M. Henri paraît débouchant de la ville dont il s'est rendu maître. Les Vendéens le voient accourir à leur aide. La force leur revient et, encore une fois, les Bleus fuient devant lui.

Dans ce combat, périt un des plus braves officiers de l'armée du centre, qui possédait toute la confiance de Royrand, mort lui aussi des suites de sa blessure reçue à Laval.

De Verteuil, ancien officier au régiment de Languedoc, n'avait pas voulu, à Cholet, séparer sa destinée de celle de la Grande Armée. Il l'avait suivie dans ses gloires et dans ses désastres, dont il eut sa bonne part. Il se tenait à côté de Piron, lorsqu'un

des derniers boulets lancés par l'artillerie de Westermann lui fracassa les deux jambes.

Le P^{ce} de Talmont, quelques heures avant ce choc, avait donné à l'armée un exemple de sang-froid. Selon son habitude, il marchait seul. Un hussard républicain le reconnaît à son écharpe blanche, il le défie au combat. « Je t'attends ! » lui crie le prince, qui, selon une locution vendéenne, était rapide au feu. Le hussard fond sur lui au galop ; les sabres se croisent, Talmont est



SABRE ATTRIBUÉ AU PRINCE DE TALMONT

légèrement blessé ; mais, du même coup, il partage la tête de son adversaire, et poursuit tranquillement son chemin. C'était bravement jouer sa vie. Républicains et royalistes, qui assistaient d'assez près à ce duel improvisé, confondirent un cri d'admiration en l'honneur du général (1).

Vingt-quatre heures de repos à La Flèche ont augmenté l'incertitude des Blancs. Ils ne savent où diriger leurs pas ; pourtant, il faut partir. L'armée républicaine, que La Rochejaquelein a repoussée par un prodige, va reparaitre plus nombreuse, et il est impossible de risquer une bataille dans l'état d'affaiblissement moral et physique où sont les officiers et les soldats. A La Flèche

(1) Ce sabre, fabriqué en 1790, à l'usage des officiers supérieurs de cavalerie, mesure un mètre. Il appartient à M. le duc de La Trémoille, qui l'a acheté à Laval, et qui pense que cette arme, arrachée à quelque cavalier républicain, a servi ensuite au P^{ce} de Talmont, son grand oncle.

encore, une proclamation révolutionnaire est répandue dans les rangs; elle annonce qu'il n'est plus besoin de passe-ports pour voyager dans l'intérieur de la France. Cette proclamation trompeuse encourage les volontaires à se démunir de leurs fusils et à reprendre le chemin de leur Vendée tant regrettée. C'était un moyen de désertion habilement calculé par les Conventionnels. A la nouvelle de cette espèce d'amnistie, leurre funeste qu'ils doivent payer de leur vie, un certain nombre de royalistes quittent le drapeau, et, pleins de confiance, ils retournent vers la Loire. Westermann leur barre la route, ses soldats les égorgent sans pitié.

Pour obvier à ces erreurs, aussi funestes à l'armée qu'aux paysans, se laissant abuser par les promesses des Bleus, La Rochejaquelein adopte de sévères mesures. Après avoir discuté en Conseil les différents avis des généraux qui veulent, les uns tenter le passage de la Loire entre Saumur et les Ponts-de-Cé, les autres attendre à La Flèche les républicains, contre lesquels ils risqueront un suprême combat, on se décide à suivre la route du Mans. Le pont provisoire que M. Henri a fait établir est brûlé, et, à la pointe du jour, le 10 décembre 1793, l'on part de La Flèche.

Il était temps. Westermann est à sept heures et demie en face de ce pont brûlé. Il a le Loir à franchir et il voit les insurgés défiler; un tel obstacle ne devait pas longtemps arrêter un pareil homme. Il s'élance à la nage; ses cavaliers l'imitent; les fantassins passent la rivière dans des barques ou sur des poutres jetées en guise de pont; puis il est dans la ville, où il saisit les traînards qu'il massacre, où il s'empare des caissons et des bagages abandonnés faute de transports. A la piste des cadavres épars sur le chemin, il suit l'armée royale, qui avance toujours vers le Mans; mais redoutant, pour la première fois, d'attaquer sans ordre, il s'arrête sur les hauteurs de Foulletourte. Le général Chabot, les représentants Garnier et Thirion, La Morandière, maire du Mans, dont le nom se lie d'une façon si déplorable aux tristes souvenirs de la prise de cette ville, sont avec la cavalerie légère de l'adjudant général Decaen, au pont de Pont-

lieue. L'ancien a été brisé. Des ouvrages avancés protègent le nouveau, et l'avenue qui conduit au Mans est garnie de chausse-trapes. Les Républicains ont bien essayé une faible résistance au Pontlieue, mais leur garnison et les habitants, au nombre de quatre mille, reculent aux premières décharges de l'artillerie. A cinq heures du soir, le 10 décembre 1793, les Vendéens, forts encore d'à peu près vingt-cinq mille combattants, entraîent dans la cité par toutes les issues. Ils avaient fait deux ou trois cents prisonniers dans la déroute de Pontlieue. Ces prisonniers sont enfermés au couvent des Ursulines. Selon les lois de la guerre promulguées par la Révolution, ils doivent être fusillés; mais, comme à Laval, des femmes se jettent entre eux et leurs vainqueurs. M^{me} du Rancher et ses filles venaient, comme tant d'autres, de sortir des cachots où les avaient plongés le Comité révolutionnaire du Mans. La Morandière avait voulu les faire toutes périr. Pré-servées de l'échafaud par des royalistes, elles mettent à profit la liberté qu'elles ont recouvrée pour implorer de La Rochejaquelein la grâce des Bleus. Leur prière est exaucée. Le même jour, Lafosse-Desportes, habitant de la ville, intéresse d'Autichamp en faveur de plusieurs patriotes et du municipal Fay, gravement compromis dans la Révolution. D'Autichamp les couvre de sa protection.

Marceau, avec ses troupes, a rejoint les Bleus que Chabot et Westermann commandent. Kléber, de son côté, se détache de la rive droite de la Loire. Il est, le 12 décembre, en position au petit bourg des Perrays; mais l'infatigable Westermann n'accorde pas un moment de répit aux fatigues des Blancs. La Rochejaquelein a pris à la hâte quelques précautions pour défendre la ville, et, avec Forestier et trois mille hommes, il s'avance en rase campagne, afin de tenir tête à Westermann, embusqué dans un bois de sapin. M. Henri laisse approcher les Bleus. Le choc des royalistes est si terrible que la division de Muller se débande; celle de Westermann va subir le même sort, mais Marceau accourt et change la face de cet engagement qui, sans lui, allait devenir un désastre pour les républicains. Les Vendéens se replient sur la ville, et alors Marceau propose à Wes-

termann d'attendre la colonne de Kléber, qui est annoncée, et d'agir après d'une manière moins sanglante et plus décisive. Le représentant Bourbotte, cet homme qui a tant de fois exposé sa vie et celle des autres, ne veut plus que des tentatives militaires soient hasardées. Il a appris à connaître les royalistes ; il sait que pour les vaincre il faut les attaquer avec des masses, jamais dans ces combats partiels où ils ont toujours l'avantage, et Bourbotte qui, avec Prieur (de la Marne), son collègue, est en marche, précédant la division de Kléber, écrit à Marceau « de s'opposer à tout coup de tête de l'aventureux Westermann. » A la lecture de cette dépêche, dans laquelle il est menacé de toute la sévérité de la Convention, s'il outrepassé les ordres qui lui sont intimés, Westermann rugit et s'écrie : « Ma position est au Mans ; l'ennemi est ébranlé, je dois en profiter. — Tu joues gros jeu, citoyen, réplique Marceau ; n'importe, je te soutiendrai. » Sur cette assurance, Westermann pousse son cheval dans la rivière.

En rentrant dans la ville, La Rochejaquelein, qui, pour cette brillante sortie, a été vaillamment soutenu par les Angevins de Martin La Pommeraie et de d'Autichamp, par les Bretons de Georges Cadoudal et de Mercier, cherche à réunir son armée, que les Bleus, plus forts que jamais, vont cerner sur divers points. Un spectacle plein de désolation et de découragement frappe ses regards. Les paysans, que la disette des dernières semaines, et que la fatigue de tous les jours ont exténués, avaient trouvé au Mans des vivres en abondance. Ils s'étaient jetés sur les viandes et sur le vin avec une de ces voracités que l'inanition seule peut expliquer. Les uns sont plongés dans une profonde ivresse ; les autres, couchés dans les rues ou sur la place des Halles, transformée tout à coup en dortoir, en parc d'artillerie, en quartier général et en camp, dorment de cet épais sommeil qu'amènent de longues insomnies.

Saisi d'effroi, M. Henri cherche à les tirer d'une torpeur qui, pour eux, est la mort. Ses paroles, ses efforts, ceux des autres chefs, tout est inutile ; c'est à peine s'il réunit autour de lui douze mille hommes en état de combattre. Il les dirige en trois colonnes, et prend les dispositions que le temps et l'obscurité

lui permettent de combiner pour protéger ces masses inertes que le sommeil ou l'ivresse empêche même de se défendre. Alors Westermann, qui a traversé la rivière de l'Huisne, se place à la tête de ses plus intrépides bataillons; il marche sur la ville dans un profond silence.

Tout à coup, la charge sonne, la générale bat; les Blancs, surpris, ne défendent ni le pont ni les retranchements. Westermann les chasse devant lui ou les taille en pièces, avançant toujours en colonnes serrées. Il brise les barricades élevées par Talmont, il va même pénétrer dans la ville; mais le prince est au milieu des siens. Il se précipite sur la cavalerie républicaine, l'arrête, la force à combattre, et, du même coup, fait tonner une batterie dont ses cavaliers avaient masqué les mouvements. Le désordre était grand; cette résistance, sur laquelle n'ont point compté les troupes de Westermann, les atterre et les disperse. Les grenadiers d'Armagnac s'ébranlent; le général révolutionnaire est à leur tête. De la voix et de son sabre déjà teint de sang, il rassure ceux que la terreur dominait. Pour se maintenir dans la ville, il faut que l'armée républicaine occupe le Puits des Quatre-Roues, carrefour qui livre entrée sur les principales rues. C'est le but des efforts de Westermann.

Témoin de cette lutte au succès de laquelle est attaché le destin de l'armée, La Rochejaquelein enjoint à Marigny de pointer ses canons sur les rues aboutissant à la place des Halles; il jette des tirailleurs dans toutes les maisons, et, par ces mesures, écarte les assaillants. A neuf heures du soir, Marceau, guidant l'armée de Cherbourg, arrive au secours de Westermann. Quatre pièces de canons sont enlevées aux royalistes; Marceau les tourne contre eux. Les Blancs se retirent dans les maisons; de chaque fenêtre ils font une meurtrière; ils tiraillent ainsi sans laisser aux Bleus un moment de repos. Dans l'alternative de reculer ou de sacrifier une partie de ses troupes, Marceau commande d'occuper toutes les rues avoisinant les points où l'armée royale s'est retranchée, et il dispose le reste de ses soldats de manière à ne laisser libre aucune communication entre la place des Halles et la ville.

La position était décisive, mais il fallait la garder. D'un moment à l'autre, les Vendéens, entraînés sur les pas de La Rochejaquelein ou de quelque autre chef, pouvaient tourner les troupes républicaines, et, ainsi exposées sans moyens de retraite, les forcer à un combat dont Marceau calcule en frémissant les désavantages. Kléber seul devait le tirer de cette situation entre la victoire ou la défaite, et Kléber était encore loin. Marceau dépêche ordonnance sur ordonnance : Bourbotte et Prieur, qui dirigent avec Kléber cette division tant désirée, répondent que la troupe marche à grands pas. « Tiens ferme, lui écrivent-ils, et nous sommes à toi. »

Encouragés par cette assurance de secours prochain, Marceau et Westermann reprennent l'offensive, tandis que le même jour, jeudi 12 décembre, à dix heures du soir, on discutait à leur état-major s'il ne serait pas plus avantageux d'incendier les quartiers où les royalistes s'étaient retranchés. Une fusillade, entremêlée de coups de canon, s'engage au milieu des ténèbres. Herbault, l'un des meilleurs officiers de la Vendée, est blessé à mort dans les batteries. La Rochejaquelein a deux chevaux tués sous lui. Malgré l'infériorité du nombre et l'inégalité des chances, il ne désespère pas encore.

Mais le vendredi, 13 décembre, à 3 heures du matin, selon l'avis de Bourbotte et de Prieur, Kléber envahit cette ville devenue un champ de bataille : c'était la victoire qu'il apportait.

Les Bleus tombaient d'épuisement à côté de leurs ennemis. Westermann lui-même, dont l'inextinguible soif de sang n'a jamais été apaisée, dont l'infatigable ardeur n'a jamais crié



(Album Chauvelin.)

« ALEXANDRE BIBARD,
» de Cerizais, blessé à 16 ans. »

merci au milieu du combat, Westermann a été forcé de s'endormir dans une maison, d'où les Vendéens font feu sur ses troupes.

La vue de Kléber ranime les courages. Marceau et les représentants s'inspirent de la situation. Kléber conseille des mesures de prudence, et, à la pointe du jour, sous le choc des royalistes qui ont gardé leur position, les grenadiers de sa division sollicitent l'honneur de charger à la baïonnette. Le général Tilly les commande; ils avancent gravement, au pas redoublé, serrent les rangs sur les blessés ou sur les morts que la mitraille et la fusillade font tomber à leurs côtés; et, marchant toujours en pelotons, ils abordent enfin l'artillerie. A cette audace, les Vendéens sortent en foule des maisons où ils s'étaient embusqués. Marceau se précipite sur eux. Là, commence le plus horrible des carnages. La voix des chefs ne peut dominer les clameurs de la foule, les détonations de la mousqueterie, les cris des mourants et les chants de victoire des républicains. La Rochejaquelein se jette au milieu de ce tumulte; il croit pouvoir suspendre une retraite fatale; ses prières se perdent dans le bruit. Les Blancs ne combattent plus. Un petit nombre seulement, resté dans les maisons, dirige encore des feux de file sur les patriotes. Il est sept heures du matin. Ces maisons sont envahies par les troupes dont Bourbotte, d'un côté, et Prieur de l'autre, règlent les mouvements.

Dans cette épouvante, tout le monde fuit par la petite rue Dorée, Stofflet lui-même. Mais La Rochejaquelein n'a pas cédé au torrent; il groupe autour de lui quelques officiers et quelques soldats; il se place à l'entrée du pont de la route de Laval; il tente un dernier effort : cet effort est inutile. Les boulets de l'ennemi viennent jusque-là frapper ses soldats, qui, de nouveau, tâchent d'échapper au trépas. La ville est cernée de tous côtés par les républicains, et La Rochejaquelein, que les royalistes entraînent malgré lui, gagne la route de Laval.

Cependant, aux Maisons-Rouges, à deux lieues du Mans, le lion ne veut pas se laisser harceler sans combat. A ces Maisons-Rouges, il y avait alors des landes dont la culture s'est emparée. M. Henri fait masquer par ces landes les derniers canons qu'il

a pu sauver. Il attend les Bleus, les repousse avec le courage du désespoir, ouvre un passage aux siens, et protège ainsi l'armée. Ce succès, auquel personne ne s'attendait, se répand dans la ville. On y réclame de prompts secours. On dit que les royalistes vainqueurs sont en pleine marche pour revenir sur Le Mans. Un pareil triomphe n'était pas possible. Il ne restait qu'à battre en retraite. A partir de ce moment, elle se fit, au moins pour les soldats dont La Rochejaquelein était entouré, avec une espèce de régularité.

Maintenant, il faut revenir sur nos pas et suivre les derniers Vendéens qui tinrent dans la ville.

Forestier, Dupérat et Duchesne de Denant, qui ont combattu tous trois comme des martyrs volontairement dévoués à la mort, rencontrent, adossés à un mur, Herbault, Lemaignan et Roger-Molinier grièvement blessés. Ces trois jeunes gens, dans la force de l'âge, s'approchent de leurs trois compagnons. Ils leur proposent de les mettre en lieu de sûreté. « C'est inutile, mes amis, répond Herbault, vous péririez sans nous sauver, le pays a encore besoin de vous. Laissez-nous attendre la mort à ce poste et priez Dieu pour nous. »

La place des Halles n'est pourtant pas entièrement au pouvoir des révolutionnaires. Afin de se mettre à la tête d'une petite colonne qui doit tenter une trouée dans les rangs de l'ennemi, Marigny cède le commandement de son artillerie. C'est Duhoux qui le remplace. Duhoux meurt dans ses batteries. De Scépeaux, qui, tour à tour, a fait office de général et de soldat, est blessé en chargeant lui-même la pièce de canon qu'il a servie; ce fut, avec Allard, le dernier royaliste qui résista. Il ne reste plus dans la ville que des républicains, des femmes, des blessés et des cadavres. Marceau, par un louable sentiment d'humanité, enjoint à Westermann de poursuivre les fuyards. En éloignant cet homme, qui se glorifie du surnom de *boucher des Vendéens*, dont il s'est lui-même flagellé, Marceau espérait maîtriser le carnage. Ses vœux furent trompés.

La ville du Mans, dont les rues étaient encombrées d'armes, de voitures brisées, de chevaux étouffés, de caissons et de débris

de cadavres, n'a pas encore vu le dernier acte du drame qui se joue dans ses murs. Les femmes, les vieillards à la suite de l'armée, se sont cachés dans les maisons ou abrités derrière les murailles des jardins. On les arrache de ces lieux d'asile, on les pousse avec la baïonnette, on les torture avec la pointe des sabres, leurs vêtements sont mis en lambeaux; puis, sous les yeux de Bourbotte et de Prieur, heureux spectateurs de cette scène de barbarie, on viole avant d'égorger, on viole même après la mort. De ces cadavres de jeunes femmes et de jeunes filles, déshonorées dans les angoisses de l'agonie, on forme des monceaux et les soldats s'écrient en riant : « Voilà des batteries républicaines! »

· Pendant la bataille, vingt-sept Vendéennes avec leurs enfants essayèrent de mettre leurs jours en sûreté. Elles avaient fui; elles atteignaient déjà le bourg de Bonnétable. La municipalité les fait entasser sur une charrette et elle signifie de les reconduire au Mans. Les tricoteuses du Comité révolutionnaire sont mises en mouvement. Elles accourent de Saint-Gilles, de Gourdain et du Pré sur la place des Jacobins, où ce triste convoi a été déposé au milieu des cadavres. Elles voient les hussards du 9^e hésitant à exécuter l'ordre de fusiller qui leur est intimé. Ces femmes s'emparent des carabines, des sabres de l'escadron, et, sans pitié, elles tuent ces pauvres mères. Une ouvrière, nommée Jeanne Pelier, implore la grâce d'un enfant de quatre ans que sa mère, blessée, tenait entre ses bras ensanglantés. « Non, non, s'écrie l'enfant, moi mourir avec maman! » Son vœu fut exaucé.

· Le maire La Morandière avait fui comme un lâche à l'approche des Vendéens. Lorsqu'il n'y eut de dangers à courir que pour l'humanité, il se hâta de protéger de son écharpe municipale les attentats auxquels il s'associait. Pendant ces horribles heures, d'autres révolutionnaires fusillaient en masse les prisonniers près des Cordeliers; mais cette multitude de cadavres fit bientôt peur aux assassins qui redoutaient la contagion. Ils transférèrent plus loin le théâtre des massacres.

· A cet inconcevable abus de la victoire, Marceau et Kléber sont

indignés; ils ont vu massacrer les enfants, tuer les blessés, et, de ce nombre, Lemaignan, Herbault, Molinier, l'Infernat et Couty; ils entendent dans le lointain les fusillades incessantes de la division de Westermann, qui, fidèle à ses antécédents, ne doit épargner personne. Alors, tous deux, généreux adversaires, prennent sous leur responsabilité d'arrêter ces boucheries. La générale bat, et, en frémissant de rage, les soldats, obligés de retourner au drapeau, sortent de ces rues qui ont vu l'un de ces sacs de ville dont, pour l'honneur de l'humanité, les guerres les plus acharnées sont toujours avares.

Dans cette orgie de sang, de lugubres plaisirs et d'inexplicables cruautés, il y eut pourtant des cœurs humains. Les grenadiers d'Armagnac et d'Aunis se montrent doux et bienveillants envers les vaincus. De leurs baïonnettes couvertes de sang royaliste, ils protègent les royalistes. Ces deux régiments, dont le nom et la valeur étaient si célèbres, portaient encore l'uniforme de la monarchie, habits blancs à revers de couleur. Toutes les injonctions les plus civiques n'avaient pu réussir à le leur faire quitter. C'était une espèce de superstition militaire dont du reste on cite plus d'un exemple à différentes époques.

Au siège d'Angers, ces deux corps avaient combattu les Vendéens à outrance. Au sac du Mans, ils cherchaient à rendre la victoire plus miséricordieuse. On vit les soldats d'Armagnac et d'Aunis accompagner des paysans jusqu'aux murs de la ville. Ils sauvèrent ainsi beaucoup de femmes et de soldats, et même plusieurs officiers : La Rochecourbon, Franchet, Carrière et La-Bigotière furent de ce nombre. Vidal, lieutenant-colonel du 9^e de hussards, trouve d'Autichamp et de Bernés; ils sont cachés dans la maison de M^{me} de Bellemare, qui leur offre une hospitalité bien dangereuse pour elle. Vidal les reconnaît, leur fournit un équipement de hussard et les arrache ainsi à la mort.

L'adjudant-général Savary rencontre dans les rues du Mans M^{me} Gourreau, sa fille M^{me} de Jonchère, et M^{me} Boguais, que ses trois jeunes filles accompagnent. Ces six femmes ont été chassées de la maison où elles s'étaient réfugiées; elles marchent à l'aventure, espérant toujours découvrir une issue pour rejoindre leurs

amis en fuite. Les soldats de Savary les entourent; ils vont se porter à de déplorables excès. Soudain Savary, ému de compassion, se précipite entre ses soldats et les Vendéennes, dont la jeunesse et la beauté excitaient encore davantage les fureurs des Bleus. « Camarades, s'écrie-t-il, il serait indigne de massacrer ces pauvres Brigandes. Si elles sont coupables, laissez au bourreau à en faire justice : conduisez-les en prison; vous me répondez de leur vie sur vos têtes. » Les soldats obéissent à cet ordre généreux. Pendant le trajet, l'un d'eux saisit quelques pièces d'or sur M^{me} Gourreau; les autres s'apprêtent à la dépouiller et à la tuer. Sa fille, M^{me} de Jonchère, s'écrie : « O ma mère! je veux mourir avec vous. » Elle fait un mouvement; le portrait de son jeune frère, qu'elle avait en médaillon, s'échappe de son sein. « C'est la femme du chef des Brigands! répètent les républicains, mort à elle! » et ces deux femmes expirent sous les baïonnettes. Les soldats de Savary n'osent pas pousser plus loin la désobéissance. M^{me} Boguais et ses trois filles sont écrouées dans un couvent que l'on avait transformé en prison. Quinze jours après, un officier républicain, nommé de Fromental, exposait sa vie pour dérober au bourreau ces victimes qu'il parvint à sauver.

A trois cents pas de la ville cependant, Westermann, qui a partout lancé ses grenadiers et sa cavalerie à la poursuite de l'armée, ne se laisse pas aller à de pareils sentiments. Le général a enjoint de ne faire aucun quartier; il est obéi au delà de toute mesure. Des pelotons de soldats, disséminés dans la campagne, recrutent des patriotes manceaux pour les aider dans leur projet d'extermination. Ils égorgent, ils assomment tout ce qui se présente; ils rabattent sur la route où le général tient ses impitoyables assises « ce gibier d'aristocrates, dont, comme il l'écrivait le lendemain, il a su se rassasier pour longtemps. »

Le carnage dura tant qu'il y eut un Blanc à faire mourir sous le sabre des Bleus.

Ici, c'est M^{me} de Lescure, triste veuve enceinte, jeune mère qui, dans les murs du Mans, a cherché à émouvoir les entrailles d'une autre mère en lui offrant sa fille unique comme otage, et que cette femme a refusée. Cette femme se nommait M^{me} Thoré;

elle était riche, elle était républicaine. Bontemps, le domestique de Lescure, arracha l'enfant de cet asile, où la peur, sans doute, étouffait l'humanité; et en l'élevant sur ses bras pour le montrer à M^{me} de Lescure : « Je sauve, s'écriait-il, l'enfant de mon maître. » Là, c'est de Sanglier, veuf de la veille, blessé du jour, qui, sur un cheval sans bride, emporte ses deux petites filles, malades aussi, et qui, le lendemain, meurt au milieu d'elles. Forestier, blessé, traîne par la bride son cheval blessé, lui aussi, sur lequel cependant il a placé M^{me} de l'Épinay et ses deux enfants. Près de lui, voici des paysans qui ploient sous le fardeau dont ils ont chargé leurs épaules. Les uns sauvent une mère, les autres dérobent un père à la fureur des soldats. En voilà qui, accablés de lassitude, s'endorment dans la boue ou se cachent dans les fossés remplis d'eau. Partout le même spectacle s'offre aux regards, partout la même désolation se renouvelle. On fuyait dans toutes les directions, mais on ne se préservait nulle part du fer révolutionnaire et de la mort.

L'abbé Jagault, à la faveur des ténèbres, est parvenu à rallier plus de soixante femmes dont il espère calmer les frayeurs. Il s'aperçoit que ces malheureuses vont être cernées par les Bleus; il réunit à la hâte les hommes qui passent devant lui, il les encourage, les met en rang et les force à tenir tête à l'ennemi, afin d'offrir à ces femmes le temps de s'échapper. Obéissant au vœu du Bénédictin, les Blancs se placent en ligne. Ils résistent avec succès; mais bientôt ils sont assaillis par une nouvelle troupe. Les femmes étaient en sûreté. L'abbé Jagault conseille la retraite; il était trop tard. Ces malheureux moururent les armes à la main. Protégé par le hasard, l'abbé Jagault se cache sous les morts; il passe ainsi plusieurs heures dans la boue et dans le sang. Au point du jour, seul et blessé, il fuit ce lieu fatal.

Jamais peut-être retraite ne fut rendue plus difficile. L'armée royale ne pouvait que se diriger sur Laval; mais, en sortant de la rue Montoise, l'auberge de la Croix-d'Or, placée en équerre sur les deux routes de Laval et d'Alençon, devenait pour les fugitifs un sujet d'hésitation et d'erreur. Dans l'obscurité de la nuit, la plupart prirent le chemin de Normandie. Ils marchèrent, et ce

ne fut qu'après de longues heures de fatigue qu'ils se virent isolés de tout secours, sans connaissance des lieux et exposés à la merci publique. On en rabattit un certain nombre sur Le Mans. Ils y périrent. Les autres continuèrent leur course à travers un pays coupé, au milieu de chemins sinueux que les pluies



(Album Chauvelin.)

« FRANÇOIS MERCERON, de Breuil-Chaussée. »

de novembre avaient rendus impraticables. Il y en eut qui s'égarèrent et qui expirèrent de faim ou de froid. Beaucoup furent poursuivis, traqués par les soldats ou par des patriotes. On les fusillait, on les massacrait sans pitié. On les pillait avant leur mort, on les dépouillait après.

fallait que les Vendéens, séparés de leur drapeau, rejoignissent le point de Chassillé et de Lognes. Plusieurs tentèrent le trajet; mais alors on vit des traits inouïs de férocité, des actes de sang que ne pourront jamais compenser les sentiments de sainte pitié qui éclatèrent dans cette même nuit.

L'espace entre les routes de Mayenne et de Laval est de trois fortes lieues dans sa moindre largeur. Les Bleus suivaient les Blancs à la piste; ils les attendaient à l'affût, aux carrefours des chemins, aux gués des rivières et tout disparaissait. Pour se réunir à l'armée, il

Un révolutionnaire, dont le nom ne souillera pas cette histoire, s'était mis en mouvement pour tromper les Vendéens égarés. Il se tenait sur le chemin, s'approchait avec prévenance

des femmes, des enfants, des vieillards et des hommes désarmés qui seuls composaient ces lugubres convois; il leur indiquait sa maison comme un lieu de repos, comme un asile sûr. Les Vendéens s'y rendaient. A peine étaient-ils sous ce toit inhospitalier que les soldats les égorgaient. La fille de ce démagogue sentit son cœur se révolter à l'idée d'une semblable trahison. Elle prit les devants, vint à son tour se placer sur ce passage fatal à tous les fugitifs; et elle disait d'une voix désolée : « Vous allez tout à l'heure rencontrer un homme qui vous parlera d'un asile. Résistez à ses tentations : cet homme vous tend un piège. Il veut votre mort. »

Maintenant, lorsque vous parcourez le triangle de terre renfermé entre les routes de Laval à Sillé et celle de Sillé à Sablé, où s'accomplirent les plus cruelles scènes de cette passion, vous ne voyez pas un vieillard qui n'ait une triste histoire à vous redire, pas un village qui n'ait à vous raconter l'humanité de la plupart de ses municipaux; car, disons-le à la gloire des partis, il y eut encore plus de pitié que de furie dans ces jours lamentables. Mais la pitié, avec toutes ses sortes de courage, est toujours limitée, tandis que le crime ne connaît pas de bornes. Un homme en sauve un autre, et il s'en tient là. Combien le sabre ou la baïonnette d'un terroriste peut-il en tuer dans une heure?

Cet immense désastre est gravé dans toutes les mémoires. Ceux qui ont offert des secours aux Vendéens, un verre d'eau ou l'hospitalité, ne savent ni les noms des mourants ni ceux des familles entières qui expiraient sous leurs yeux; mais les derniers regards, les paroles suprêmes des prêtres, des soldats et des femmes qu'ils ont assistés, tout cela revit et palpite dans les souvenirs des contemporains, et, à ces morts ignorés, ils attribuent tous quelque chose de surnaturel, d'illustre et de saint.

Westermann ne peut, malgré sa dévorante activité, tenir tête à tant de forces éparses, et les envelopper toutes dans son carnage. A trois lieues du Mans, M^{me} de Lescure rencontre son père et La Rochejaquelein. « Henri vint à moi, raconte-t-elle. — Ah! vous êtes sauvée! me dit-il. — Je croyais que vous aviez

péri, lui répondis-je, puisque nous sommes battus. » Il me serra la main en disant : « Je voudrais être mort. »

Les débris de l'armée se sont enfin ralliés ; elle marche à un autre désastre, car pour elle il n'y a plus même une lueur d'espérance. Alors, en face de ces horreurs de la victoire et de ces misères de la défaite, les représentants Bourbotte et Prieur écrivent à la Convention l'effroyable bulletin dont nous n'osons extraire que le passage suivant :

« Des chefs, des marquises, des comtesses, des prêtres à foison, des canons, des caissons, des carrosses, des bagages de toute espèce, un nombre considérable de fusils, tout est tombé en notre pouvoir, et des monceaux de cadavres sont les seuls obstacles que l'ennemi oppose à la poursuite de nos troupes ; les rues, les maisons, les places publiques, les routes en sont jonchées, et depuis quinze heures ce massacre dure encore. Toute l'armée court après cette horde ; notre cavalerie est sur elle ; déjà presque tous les canons et les caissons sont pris depuis qu'elle est sortie du Mans. Le trésor, les bagages, les effets, les malles, tout est entre les mains de nos soldats, jusqu'aux croix d'argent, aux mitres, aux crosses, aux bannières, aux reliques de toute espèce, aux étendards, signes et instruments du fanatisme dont les prêtres enivraient cette tourbe insensée et féroce. Nous ramasserons tous ces signes de l'imposture pour vous les envoyer, parce que nous pensons qu'il serait utile de les faire connaître au peuple, afin qu'il voie clairement avec quelle astucieuse perfidie les prêtres ont jusqu'à présent cherché à égarer la raison. »

Marceau fut mieux inspiré ; il avait soutenu tout le poids de la bataille, risqué peut-être son avenir ou sa tête sur l'enjeu que Westermann lui avait proposé au commencement du combat. Cependant, le jeune général en chef des républicains montre plus de modération dans le triomphe.

Parmi les innombrables familles qui, à la suite de ce massacre de deux jours erraient, sans asile sur les chemins, il se rencontrait M^{me} des Melliers et ses deux filles. Les persécutions révolutionnaires les avaient forcées à se réfugier au delà de la Loire avec

l'armée royale. Séparée, pendant la bataille, de sa mère et de sa sœur, M^{lle} Angélique des Melliers tombe entre les mains de quelques soldats qui poursuivaient les vaincus; c'étaient des hommes braves et bons. L'air de douceur, la beauté, la jeunesse de M^{lle} des Melliers attendrissent ces grenadiers; ils se déterminent à la sauver, et leur première pensée est de la confier à leur général. Ils retournent au Mans, traversent, avec Angélique, les rues encore inondées de sang, encore pleines de cadavres royalistes et républicains, puis ils présentent à Marceau la victime qu'ils ont arrachée au déshonneur et au trépas.

Le général se montre digne de la confiance de ses grenadiers; il accueille M^{lle} des Melliers avec bonté; il la place à côté de lui dans son cabriolet, et la conduit ainsi à Laval, où, espérant retrouver des membres de sa famille, la jeune prisonnière témoignait le désir de se rendre. Pendant le trajet, il veille sur sa compagne avec la sollicitude d'un père; il lui prodigue les secours et les consolations dont elle a si grand besoin; il l'entoure, avec une respectueuse affabilité, de toutes les espérances qui peuvent adoucir tant de chagrins. Arrivé à Laval, il la dépose dans une famille dont il garantit à M^{lle} des Melliers la probité et la délicatesse.

Angélique y séjourne pendant quelque temps. Marceau, à son passage dans cette ville, la visita et conduisit avec lui le général Kléber, qui dit dans ses mémoires en parlant de M^{lle} des Melliers : « On ne vit jamais de femme ni plus jolie, ni mieux faite, et, sous tous les rapports, plus intéressante : elle avait à peine dix-huit ans et se disait de Montfaucon. »

Un jour, la prisonnière de Marceau apprend qu'il y a peine de mort prononcée contre toute personne qui recèlera un aristocrate ou un royaliste. M^{lle} des Melliers était noble, elle était royaliste. A ces deux titres, la maison qui lui accordait l'hospitalité pouvait être compromise; Angélique, ne consultant que son âme, va se dénoncer elle-même; elle est mise en prison, et, malgré le nom protecteur de Marceau qu'elle invoque, elle y reste.

C'est de là qu'elle adresse à une de ses parentes, qui habitait la ville de Nantes, une lettre pleine de douceur et de résignation,

dont nous ne tirons que le passage relatif au général Marceau. Cette lettre est datée du 9 nivôse an II de la République : « Vous savez, mande-t-elle à sa tante, qu'au Mans l'armée républicaine a obtenu une victoire complète. J'ai eu le malheur affreux d'être séparée de ma famille dans cette horrible déroute. Je désirais la mort, et je n'ai trouvé que de la pitié parmi les troupes républicaines. J'ai été sauvée par le général Marceau, qui m'a traitée non seulement avec humanité, mais encore ai-je à me louer de son honnêteté et de sa générosité. »

Le général, alors, était loin de la Vendée, sur les frontières; mais, en se séparant d'Angélique, il lui a fait promettre de l'informer de son sort. Marceau reçoit une lettre de la jeune fille dont peut-être, dans ses rêves de gloire et d'amour, il a pensé à faire l'épouse de son choix. A l'instant même, il part, arrive à Paris et enlève au Comité de Salut Public l'ordre de surseoir à l'exécution de la ci-devant Angélique des Melliers. Cette grâce à peine obtenue, il se précipite à toute bride vers Laval; il arrive. La guillotine est dressée sur la place publique; Marceau pousse un cri d'effroi : la tête de M^{lle} des Melliers venait de tomber!

Le désespoir dans l'âme et les yeux pleins de larmes, l'infortuné va reprendre son commandement et sacrifier à la Révolution une vie dont cette même Révolution avait empoisonné le bonheur. La pitié de Marceau parut coupable à certains patriotes, sans doute plus purs que le général. On instruisit contre lui et contre Kléber une procédure qui pouvait leur devenir fatale. Elle fut communiquée à Bourbotte, resté malade à Laval; le représentant du peuple eut la pudeur de l'étouffer en germe.

Sous le coup de cette victoire révolutionnaire, le conventionnel Garnier (de Saintes) signe un arrêté par lequel il est enjoint à tous les sans-culottes de courir sus aux Brigands, de les dénoncer et de les exterminer. Un de ces journalistes, comme on en voit tant dans les révolutions, un écrivain, qui, avant de se gorger de sang, s'est enivré de son encre démocratique, se charge de mettre à exécution le plan de Garnier. Ce

journaliste, le père et le modèle de la plupart de ceux que l'Ouest a fournis à la polémique des vengeances nationales, se nomme Bazin. Il se place à la tête d'une cinquantaine de jeunes gens que ses écrits ont pervertis. Pour les besoins de la guillotine, il s'improvise tour à tour espion, gendarme, juge et bourreau. Il n'avait d'abord fait arrêter et tuer que des royalistes. La haine le poussa bientôt à étendre le cercle des attributions juridiques qu'il s'était octroyées. Il accusa les patriotes modérés, et tous ceux qui ne consentaient point à participer à ses crimes.

L'armée royale est enfin dans les murs de Laval; mais que ses pertes sont incalculables! que ses désastres sont immenses! Le 14 décembre au matin, La Rochejaquelein prépare un recensement. Presque toute l'artillerie et les dernières munitions ont disparu. Quinze mille hommes ont péri sur le champ de bataille ou dans les rues du Mans; trois mille au moins sont restés prisonniers avec des femmes et des enfants que la pitié de Vétillard, de Ruillé, de Bérard, négociants de la ville, que celle de la mère du général républicain Ledru, et d'Ysambart, président du tribunal révolutionnaire, parviendra à dérober en partie à la mort, aux fusillades ou aux maladies pestilentiennes. Les prisonniers sont entassés pêle-mêle à la Mission. Le froid, la famine et la contagion rendent inabordable cette maison. La charité d'une jeune fille est plus forte que toutes les terreurs. M^{lle} de Bordigné, la première, pénètre dans la Mission. Elle va y prodiguer les soins qu'une chrétienne doit au mourants, les douloureux honneurs qu'une royaliste accorde aux martyrs. Son exemple fut suivi; mais M^{lle} de Bordigné précéda dans la tombe plus d'une victime que son humanité courait disputer au trépas. Atteinte de la maladie vendéenne, elle expira au bout de vingt jours.

Le chiffre des morts s'élève à dix-huit mille à peu près; mais, sur ces dix-huit mille, la moitié n'a jamais guerroyé. La Rochejaquelein peut encore compter sur quelques troupes, et il ne désespère pas de ramener ces infortunés dans leur patrie. Il les forme en bataille, place au centre les blessés et les femmes,

peut-être moins épouvantées que les hommes ; et, avec ce convoi de deuil, il se dirige sur Craon, toujours poursuivi, toujours tenu en échec par Westermann.

A Craon, l'hôpital, l'église et les habitations particulières sont encombrés de malades et de blessés. Ils voulaient bien mourir ; mais la mort de la main des Bleus leur faisait horreur ; ils demandaient à grands cris qu'on les arrachât à cette agonie. Il n'y avait aucun moyen de transport, et, l'âme déchirée, les Vendéens furent obligés d'abandonner à la fureur de l'ennemi ces malheureux qui éclataient en sanglots. « Au milieu de cette scène déchirante, dit la M^l^{le} de Donnissan dans ses Mémoires inédits, un tableau touchant s'offrit à mes regards. Un jeune homme, blessé dans les reins et tout en sang, conjurait un prêtre de le sauver et de l'emporter sur ses épaules. Ce bon ecclésiastique se rendit à cette prière : il se mit en route au milieu de la nuit. Sans doute il aura succombé au bout de cent pas sous son fardeau ; mais l'embarras du monde et des voitures m'empêcha d'observer ce qu'ils devinrent. »

Pour assister par la pensée à une aussi lugubre retraite, il n'y a pas de document plus cruel et plus instructif que les rapports même des Conventionnels, s'acharnant à la poursuite des Blancs. Prieur et Turreau sont sur leurs traces, et ils écrivent au Comité de Salut Public :

« Depuis notre dernière lettre, les troupes républicaines réunies n'ont cessé de poursuivre les Brigands ; nous avons rencontré sur les chemins qu'ils ont suivis les traces de la déroute la plus complète ; des cadavres se présentaient à chaque pas. Des caissons, des femmes, des enfants arrêtés, saisis partout, prouvaient que le centre de l'armée avait été entamé.

» Nous avons aussi rencontré les habitants des campagnes armés de fusils, de fourches, de faux, donnant la chasse aux Brigands et les exterminant de tous côtés. Nos soldats espéraient les retrouver à Laval, et le désir qu'ils ont de les exterminer, les cris de : *Vive la République ! vive la Montagne ! la mort aux Brigands !* sont des présages certains des nouvelles victoires qu'ils remporteront.

» Les Brigands ont quitté Laval dès hier au soir. Notre cavalerie est à leur poursuite ; l'armée défile dans cet instant dans les rues de Laval ; la plus grande joie et la plus grande énergie y règnent. Nous n'avons qu'un chagrin, c'est de ne pouvoir donner à nos braves frères les souliers qu'exigent des marches aussi rapides. Nous en rencontrons un nombre infini, marchant pieds nus dans la boue, dans le froid ; et si vous ne nous secondez pas, nous aurons le chagrin de voir des maladies enchaîner leur courage. »

Le représentant Garnier, avocat de Saintes, qui s'est rendu à Alençon pour couper la retraite de ce côté, raconte, lui aussi, au Comité de Salut public ce qu'il exécute pour venger la nation :

« Notre victoire, dit-il, leur coûte au moins dix-huit mille hommes ; car, dans quatorze lieues de chemin, il ne se trouve pas une toise où il n'y ait un cadavre étendu. »

» On nous amène ici les prisonniers par trentaine ; dans trois heures, on les juge ; la quatrième, on les fusille, dans la crainte que ces pestiférés, trop accumulés dans cette ville, n'y laissent le germe de leur maladie épidémique.

» J'ai pris un arrêté pour faire lever toutes les campagnes dans lesquelles ces coquins se disséminent et commettent toutes sortes de brigandages ; je l'ai envoyé par des courriers extraordinaires ; il produit un excellent effet ; on les chasse comme des bêtes fauves, et le nombre de ceux qu'on tue équivaut à ceux qu'on fait prisonniers. »

Ainsi harcelés, les Vendéens ne prennent aucun repos. Ils marchent jour et nuit sous la pluie qui ne cesse de tomber, et ils espèrent parvenir à la Loire avant les Bleus. Le 14 décembre ils laissent Craon ; le 15, ils sont à Pouancé, et le 16 à Ancenis.

A la vue de ce fleuve qu'il y a deux mois, ils traversèrent pour échapper à l'incendie ou à la mort, et sur les rives duquel ils se revoient après une déroute, mais plus affaiblis, plus découragés, plus tristement glorieux que jamais — n'ont-ils pas eu de grandes luttes à soutenir, d'invincibles armées à combattre, et n'ont-ils pas plus d'une fois vaincu ? — un cri de joie sort de toutes les poitrines. C'est en Vendée maintenant qu'ils espèrent

planter leur drapeau, en Vendée qu'ils veulent mourir. Mais, pour franchir le fleuve, il faut des pontons et des bateaux. La crue des eaux l'a rendu plus large et plus rapide, puis, Westermann n'est pas loin. Comme naguère à Cholet et à Beaupréau, il ne laissera pas échapper sa proie. Un poste de républicains garde les hauteurs de Saint-Florent; mais Talmont, de Scépeaux, d'Autichamp, Turpin, Piron et leurs soldats de l'Anjou et de la Bretagne ne sont plus sur l'autre rive pour protéger le retour de l'armée, ainsi qu'au 18 octobre ils protégèrent son départ.

Il est midi. Pour toute ressource, l'armée ne s'est encore procuré que deux toues. La Rochejaquelein ordonne de construire sept énormes radeaux; l'abbé Bernier excite les travailleurs; mais ces radeaux ne seront prêts que le lendemain. Le lendemain, c'est l'extermination organisée par Westermann.

Quatre grosses barques chargées de foin sont amarrées à l'autre extrémité du rivage, où campent les Bleus. Personne ne se décide à courir la périlleuse chance d'aller s'en emparer. Chefs et soldats se réunissent dans une commune prière pour engager La Rochejaquelein à tenter l'aventure. Escorté de Stofflet, de Baugé et de Langerie, il se jette dans un batelet. Deux chaloupes canonnières remontent de Nantes; elles s'embossent entre l'armée et son général, qui, dans le même moment, est attaqué par quarante hommes. Une vingtaine de royalistes ont trouvé moyen de le suivre. Il marche avec eux contre ces soldats. Une vive fusillade commence. Les Bleus se replient sur une colonne républicaine qui s'avance au pas redoublé. La Rochejaquelein, Stofflet et Langerie marchent à sa rencontre; mais, à l'aspect de ces nouvelles forces, les paysans s'égaillent sur cette terre de Vendée qu'ils désiraient tant revoir. M. Henri, Stofflet, Baugé et Langerie, abandonnés, se cachent pour éviter la poursuite des soldats, et épier l'instant propice de rejoindre l'armée. Ils ne peuvent assister au dernier combat d'outre-Loire. La Rochejaquelein et Stofflet étaient appelés par la Providence à de nouvelles épreuves.

Les quatre barques chargées de foin ne doivent être d'aucun secours aux royalistes. Marigny met à la rivière les radeaux à

peine ébauchés. Allard et de Beauvais s'élancent dans une toue et vont guider les Blancs. Soudain, une des chaloupes canonnières fait feu. Les uns se noient, les autres regagnent la terre à la nage ; mais déjà l'heure de se réfugier sur le rivage vendéen est passée. Les éclaireurs de Westermann sont aux portes d'Ancenis. Dans le lointain, grondent les canons qu'il fait tirer de quart d'heure en quart d'heure, afin d'épouvanter les populations. Son artillerie approche. Elle porte le désordre au milieu des travailleurs. Talmont, Forestier, Marigny et Donnissan se jettent à la rencontre des républicains, comme pour les empêcher, par un sublime dévouement, de venir encore une fois répandre la terreur dans leurs rangs. L'attaque de ces infatigables chefs est si désespérée que Westermann se replie sur Saint-Marc. Là, Soyer, qui, à Laval et à Dol, a montré un courage surnaturel, et qui a été criblé de blessures, reçoit, à bout portant, une balle dans la poitrine. Renversé sur le chemin, il va être achevé par les Bleus. François Soyer, son frère, lui fait un rempart de son corps, et l'arrache ainsi au trépas. Pendant ce temps, les radeaux s'achèvent, mais ils ne peuvent entrer en rivière. Aucun essai ne réussit. Alors on voit des malheureux se placer sur des poutres, sur des barriques ou sur des pièces de bois, faisant eau de tous côtés, et, aussi faiblement défendus contre la rapidité du courant, ils se laissent aller au hasard. Très peu débarquent à la rive opposée, le plus grand nombre est englouti ; mais les deux chaloupes canonnières interviennent encore, et de Saint-Florent accourent au galop un gros de cavalerie et une masse de plus de quatre cents hommes, fusillant ou précipitant dans les flots tout ce qui touche au rivage.

A ces détonations répétées, les Vendéens campés à Ancenis comprennent que l'espérance même leur est ravie ; La Rochejaquelein ne pouvait plus revenir. Toute issue lui était fermée. On le crut mort, prisonnier ou perdu dans la campagne. La nuit fut affreuse. Les espions de Westermann annonçaient l'amnistie et la clémence pour ceux qui déposeraient les armes. A ces promesses d'union et d'oubli, dont en guerre civile les partis se font souvent une arme à deux tranchants, ils ajoutent des nouvelles

sinistres. Les Bleus, disent-ils, vont faire une attaque générale sur l'armée royaliste. Le général Vimeux, à Nantes, les troupes qui ont vaincu à la bataille du Mans et les postes échelonnés sur la rive gauche, tout cela va se réunir et exterminer les Vendéens. Le hasard lui-même entre dans cette machination. Les Républicains, cantonnés à Oudon, essayent un coup de main sur la garde avancée des insurgés. Ceux-ci, se croyant entre deux feux, abandonnent la Loire, les radeaux et leurs armes, ils prennent la fuite en désordre.

Les uns tentent de s'enfoncer dans les terres, les autres passent le fleuve à Varades. La plupart, confiants dans l'amnistie dont on a flatté leur épuisement, se livrent aux autorités locales. Tous sont massacrés. Cent cinquante cavaliers prennent la route de Nantes avec armes et bagages. Ils se constituent prisonniers sur la foi de cette trompeuse amnistie. Carrier les fait fusiller sur la place du Département ; et ce jour-là même, 30 frimaire, an II (20 décembre), il écrit à ses frères de la Convention :

« Vous avez décrété qu'il n'existerait plus de Vendée, vous décréterez bientôt qu'il ne reste plus un seul Brigand. L'affaire du Mans a été si sanglante ! Une bande de ces scélérats s'est portée sur Châteaubriant, et une autre sur Ancenis. Ces deux postes ont cru voir arriver ces Brigands dans des desseins hostiles : l'un s'est replié sur Rennes, l'autre sur Nantes ; à l'instant j'ai pris les mesures les plus promptes et les plus efficaces pour empêcher le passage de la Loire et de la Vilaine.

» Le lendemain, je fus instruit, par un capitaine de bateau armé, que j'avais fait placer sur la rive gauche de la Loire, que les Brigands en grand nombre qui s'étaient portés à Ancenis tentaient le passage de cette rivière à l'aide de toues et de bateaux qu'ils portaient sur leurs chariots, et de barriques qu'ils prenaient à Ancenis et qu'ils clouaient de planches. Mais il m'annonçait en même temps que l'artillerie de nos bateaux armés, brisant les embarcations des Brigands, les tuait et noyait tous. Effectivement, tous ces équipages ont si bien fait leur devoir, qu'il n'y a que très peu de Brigands qui ont passé la Loire, et à mesure qu'ils arrivaient sur la rive gauche, ils étaient

tués par nos postes de Champtoceaux et de Saint-Florent sans nulle résistance; car ils venaient à la nage, sans armes. Il n'en eût pas échappé un seul, sans les ordres du général Moulin, qui s'est avisé de donner à quelques-uns des passe-ports pour les autoriser à rentrer chez eux. Je viens de faire partir l'ordre d'arrêter ce général vraiment coupable; il est déjà remplacé. »

Sept mille hommes bien déterminés restaient encore sous le drapeau. Talmont, Fleuriot, Marigny, Donnissan, les frères Soyer, Lyrot, Desessarts, Forestier, Piron, Dupérat et Beau-corps les dirigeaient. Ces sept mille hommes, travaillés par toutes les maladies, étaient sans cesse aux prises avec tous les besoins.

A Nort, le bruit se répand qu'un rassemblement royaliste s'est formé dans la forêt du Gâvre; Forestier, Sapinaud, Jarry, Brunet, Dupérat et plusieurs femmes échappées au massacre du Mans, s'enfoncent dans cette forêt, après avoir partagé deux mille louis et les bons royaux qui remplissaient la caisse, dont, depuis la disparition de Beauvillier, l'abbé Bernier avait été le dépositaire.

Ce partage et ce départ étaient à peine consommés, que le cri : « Aux armes! voici les Bleus! » retentit dans les rangs. Donnissan et Desessarts, que suit seul d'abord un cavalier nommé Moulins, et auxquels se joignent ensuite soixante braves, se portent au-devant de l'ennemi avec une pièce de canon. Ils attendent de pied ferme la cavalerie républicaine, font à cinquante pas une décharge à mitraille, lui tuent une douzaine d'hommes et refoulent le reste.

Un peu moins troublés dans leur marche, ils se remettent en route. Mais, à Nort, ils avaient tous senti la nécessité de donner un général à cette troupe fugitive. Fleuriot de La Fleuriaye, frère de l'officier tué, le 29 juin 1793, à l'attaque de Nantes, et oncle de Charette, obtint la majorité des suffrages. Le commandement était le poste le plus périlleux. Talmont, qui n'a jamais brigué les honneurs, l'ambitionnait. Blessé de cette préférence, qui, à ses yeux, semblait mettre en suspicion son loyal dévouement, il quitta l'armée.

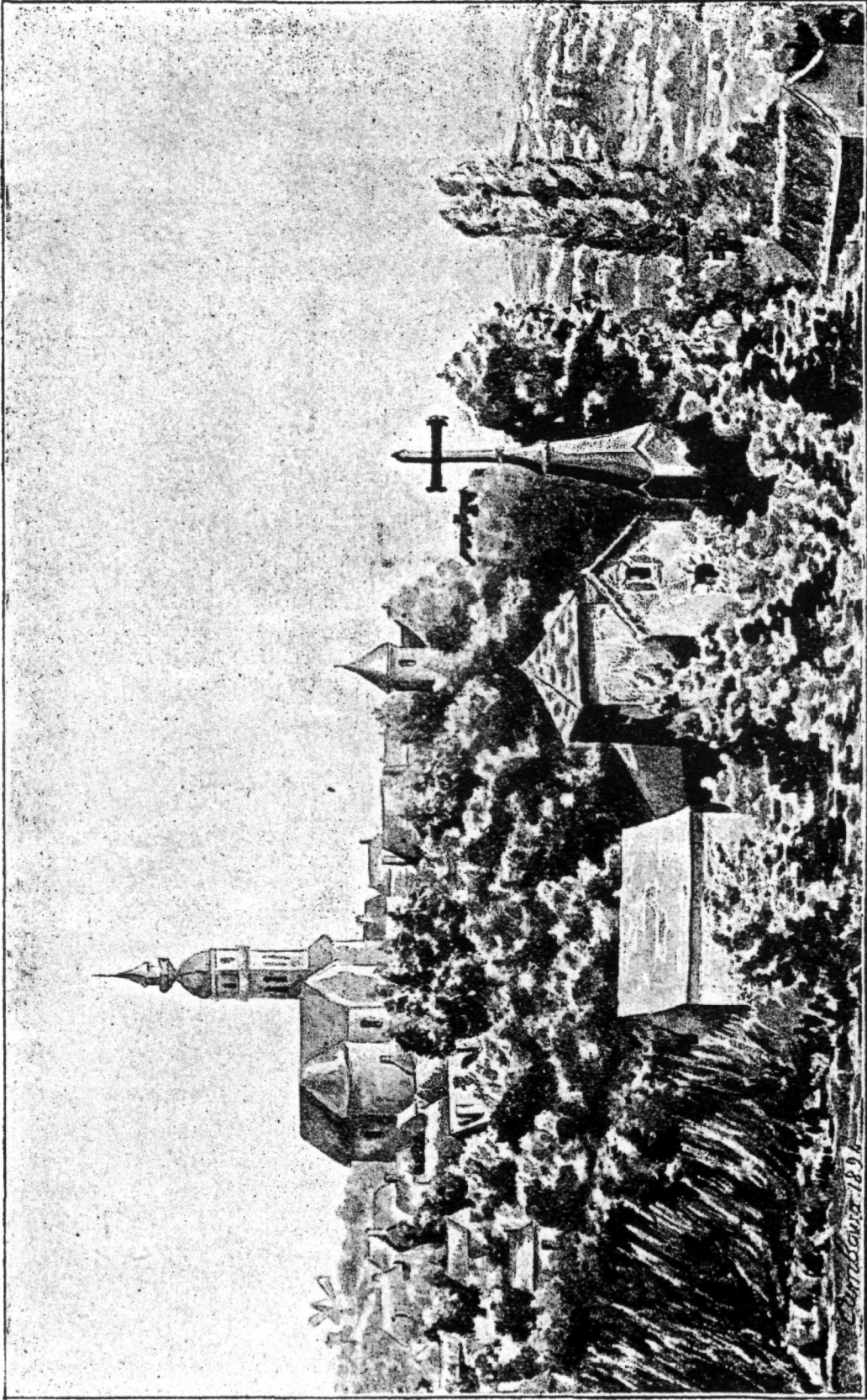
Marigny, Piron et Donnissan avaient sans doute autant de

titres à ce grade, alors si misérable et si envié, que le P^o de Talmont et Fleuriot. Pourtant ils restèrent dans les rangs, voulant conduire jusqu'au bout le deuil de la Vendée.

On arrive à Blain. Le nouveau général en chef prend ses précautions et fait élever de petits retranchements autour du château où Marigny braque les derniers canons. Il accorde quarante-huit heures de repos à ses soldats; mais ce repos est troublé. L'armée républicaine paraît en masse dans la plaine. La victoire du Mans a tellement exalté son enthousiasme, qu'à travers les pluies froides et les chemins boueux de la saison elle a fait plus de douze lieues par jour. Les représentants même, pour en finir une bonne fois avec la Vendée, ont rendu Marceau responsable sur sa tête de tous les retards qui empêcheraient les Bleus d'atteindre les Blancs. Afin d'assurer leur plan de campagne, ils ont chargé Francastel, leur collègue à Angers, de faire incendier, sur les deux rives de la Loire, les moulins, les fours, les fermes et les habitations que l'on soupçonne devoir servir d'asile aux paysans. Francastel obéit, et, le 20 décembre, le général Delaage commence à assaillir les royalistes à Blain.

La pluie tombait par torrents; Delaage est obligé de repasser la rivière de l'Isac, et, pour entretenir le feu sacré dans l'âme des soldats, Prieur, qui a rassemblé sur une lande les musiciens de tous les régiments, fait, pendant la journée, retentir le camp d'airs patriotiques et de chants de mort contre les royalistes dont le *sang impur* a déjà tant de fois *abreuvé les sillons*.

A minuit, Fleuriot, redoutant d'être cerné le lendemain par des forces plus nombreuses, met à profit cet incompréhensible temps d'arrêt; il évacue la petite ville de Blain. La plupart des chefs proposent de cacher dans les forêts ces débris de la Grande Armée. C'était les soustraire presque tous à la rage révolutionnaire; mais l'abbé Bernier parlait avec tant de confiance de l'appui des Bretons et de la diversion qu'ils allaient opérer, qu'il fut convenu d'espérer encore. On arrive ainsi à Savenay, d'où le général Cambrai, avec six cents républicains, se retire à leur approche.



SAVENAY. — Église et monument élevés sur le champ de bataille.

(D'après une aquarelle de M. le C^{te} de Cambourg, 1894.)

Savenay, c'est le dernier refuge de la Grande Armée. Elle ne peut pas fuir plus loin. Tous les ponts entre la Loire et la Vilaine sont coupés; les bateaux ont été enlevés ou brûlés. Elle se voit donc placée, d'un côté, entre deux rivières grossies par les pluies de l'hiver; de l'autre, en face de l'Océan, où n'apparaissent que des voiles ennemies. Pour l'enfermer dans un cercle de feu ou d'eau, les Bleus se pressent, poussant des cris de victoire et se glorifiant du dernier massacre qu'ils apportent à la Vendée et à ses défenseurs.

Lyrot, qui conduit l'avant-garde royaliste, a fait élever des simulacres de retranchements, mais bientôt Marceau et Kléber accourent avec leurs colonnes. Lyrot, embusqué dans un bouquet de bois en avant de Savenay, résiste avec fermeté; il les empêche de s'emparer des hauteurs qui dominant la ville. Le chef de bataillon Verger, à la tête de trois cents grenadiers de Kléber, charge à la baïonnette pour forcer cet avant-poste. Verger est repoussé; mais Lyrot s'aperçoit qu'il va être enveloppé par l'armée entière. Il rentre dans la ville. En ce moment, Turreau et Prieur, qui ont encore soif de sang, ordonnent de commencer sans délai une attaque à fond, et Prieur, qui pérorait toujours, s'écrie de sa voix stridente: « En avant, camarades! »

A la parole du représentant, les républicains s'ébranlent. Leur précipitation va peut-être offrir aux Vendéens une chance de succès, lorsque Kléber, avec plus de sang-froid, dit à Marceau: « Si tu ne prends sur toi d'arrêter ces criailleries d'avocat, demain nous serons à Nantes, et l'ennemi nous y suivra. » Sous la Convention, les généraux n'étaient pas maîtres là où pérorait un représentant du peuple. Marceau, d'un ton impératif, fait retirer Prieur toujours accompagné de sa cohorte de musiciens; puis, avec Kléber, il forme son armée en croissant et enveloppe ainsi la ville.

Les généraux républicains connaissaient l'avantage de leur position. Ils en profitaient. Ceux de la Vendée voyaient les dangers de la leur, et ils s'apprétaient à mourir les armes à la main. Jamais peut-être les Bleus n'avaient été commandés par autant d'hommes de guerre illustres. On remarquait dans ces

diverses colonnes, débris de toutes les armées envoyées par la Convention pour détruire l'insurrection de l'Ouest, la plupart des officiers dont le génie et l'audace firent la gloire de la Révolution. Ici, est Marceau, simple capitaine dans la légion germanique au siège de Saumur, et, six mois après, général en chef; là, est Kléber, l'homme que rien n'effraye, et qui, dans le Conseil, est aussi prudent qu'intrépide dans la mêlée. Plus loin, voici Michel Beaupuy, le descendant de Michel Montaigne; Beaupuy que les Blancs ont si souvent vaincu, mais dont ils ont toujours honoré les talents et le courage; voilà Westermann, leur plus terrible exterminateur, Westermann qui n'a jamais su ce que c'était que la pitié, Canuel, Debilly, le vieux Dambarrère, Savary, Ménard et quelques autres moins célèbres, mais dont plus tard les noms resplendiront sur tous les champs de bataille, depuis Marengo jusqu'à la Moskowa, dirigent les diverses brigades de cette armée, au cœur de laquelle Prieur et Turreau soufflent leur enthousiasme révolutionnaire.

Les royalistes n'ont à opposer à tant de noms, à tant de forces, à tant d'exaltations, que Marigny, plus grand dans l'adversité que dans la victoire; Piron, dont la gloire est devenue populaire à côté même de celle de Cathelineau, de La Rochejaquelein et de Bonchamps; Desessarts, aussi brave l'épée à la main, qu'énergique dans ses écrits, et Donnissan, le chevalier d'honneur d'un Bourbon; Donnissan qui, dans les Conseils et sur les champs de bataille, a conquis son titre de Vendéen. Auprès de Fleuriot, le général en chef de cette troupe épuisée, il y a encore de nobles, de valeureux soldats : ce sont Lyrot, Beauvollier jeune, Mondyon, Cadi, rustique Tyrtée de la grande guerre, Béjarry, Lusignan, Tinguy et le capitaine Legeay. Pour être assuré de mourir glorieusement, c'était trop de moitié. Dans l'état d' inanition de l'armée, ce n'était pas assez pour combattre avec une égalité, même apparente, de chances.

Les royalistes n'avaient presque pas de munitions. On en rencontrait qui portaient des armes à moitié brisées. La plupart manquaient même de vêtements pour se couvrir. Depuis Le Mans, tous avaient perdu leurs bagages. Les uns cachaient leur tête

sous des chapeaux de femme ou sous des turbans arrachés aux théâtres des petites villes qu'ils venaient de traverser; d'autres s'enveloppaient dans de vieilles robes noires de juges conquises dans un présidial. Un rideau de lit, une couverture de laine formaient l'équipement de plusieurs; on en voyait même qui marchaient au combat avec un jupon de femme pour habit militaire.

A 8 heures du matin, le 23 décembre 1793, les Blancs pensent que les Bleus, forts de leur supériorité et de leur nombre, se sont endormis dans une imprévoyante sécurité. Ils se précipitent sur les avant-postes; mais Marceau, Kléber et Westermann ont déjà pris position. Donnissan et Fleuriot attaquent pourtant; ils ont les pieds dans la boue, et il tombe une pluie très froide, qui, selon l'expression de Benaben, administrateur de Maine-et-Loire, « la faisait entrer dans les pores. » Leur première impétuosité a tant d'élan, que l'avant-garde républicaine, commandée par Verger, plie et se met en pleine retraite. A cette vue, Kléber accourt. Sa taille gigantesque, sa belle figure, son accent surtout, inspirent la confiance. Verger tremble sous les reproches dont Kléber l'accable. « Général, s'écrie-t-il pour toute excuse, nous n'avons plus de cartouches. — Eh bien! écrasez-les à coups de crosse, réplique Kléber. — Grenadiers, en avant! » reprend-il de sa voix la plus tonnante. Le combat recommence avec fureur.

Marigny a calculé que c'était là le dernier jour de la Vendée. Au moment de la bataille, apercevant M^{me} de Lescure qui, fidèle à son nom, n'a cessé de suivre l'armée, il s'approche d'elle, saisit la bride de son cheval, et, d'une voix émue : « C'en est fait, ma petite dame, lui dit-il, nous sommes perdus; dans douze heures, l'armée sera exterminée. J'espère mourir en défendant votre drapeau; vous, tâchez de fuir. Adieu, adieu. » Et, comme si ce mot fuir, même adressé à une femme, eût déchiré son cœur, Marigny quitte brusquement la veuve de son ami; mais lorsque, heurtés sur tous les points, pris de front par la colonne du centre que dirige Marceau, chargés à gauche par Canuel, accablés à droite par Debilly, et cernés sur les hauteurs par Kléber, par Westermann et Beaupuy, les royalistes voient

que c'en est fait d'eux, Marigny se souvient de la suprême parole qu'il a jurée à M^{me} de Lescure.

Il saisit le drapeau blanc qu'elle broda dans des jours plus heureux ; il se précipite au milieu des républicains, et, repoussé quatre fois, il revient quatre fois à la charge. La mort ne voulait pas de lui. Le jeune Lavoyrie ne le quitte pas. D'un autre côté, Donnissan, Fleuriot et Desessarts font des prodiges de bravoure. Tout à coup Kléber, Beaupuy et Westermann descendent des hauteurs où ils sont campés. A cette attaque, Fleuriot et d'autres chefs s'ouvrent, à la baïonnette, un chemin à travers les Bleus, et gagnent les forêts voisines. Marigny, Piron et Lyrot se frayent une autre route sur les cadavres dont ils ont jonché la terre, et ils rentrent dans Savenay, au moment où Kléber y pénètre du côté opposé.

Là, un nouveau carnage a lieu. Afin d'assurer aux femmes un moyen de retraite, Marigny pointe deux canons sur la route de Guérande ; et, à trois reprises, il rentre dans Savenay, qu'il est contraint d'évacuer trois fois. Lyrot, accablé par le nombre, expire sous les baïonnettes républicaines. Piron, dont le cheval blanc est célèbre dans les deux armées, qui ont appris à le connaître — chaque jour il défiait l'ennemi aux avant-postes, — Piron ne veut pas se séparer de son noble coursier. Les révolutionnaires s'acharnent avec tant de furie sur le cheval et sur le cavalier, que tous deux, criblés de balles et mutilés par les sabres, roulent ensemble, morts au même moment.

Des cris de femmes parviennent aux oreilles de ce Marigny que Kléber trouve si beau dans le danger. « Femmes, s'écrie-t-il avec un accent terrible, tout est perdu ! sauvez-vous ! » De son épée brisée en morceaux, il protège cette retraite où combattent encore Donnissan, Mondyon et Desessarts. La route de Guérande avait été assurée par Marigny. Il se place entre les deux canons qu'il y pointa, il laisse passer les fuyards et les femmes ; puis, avec vingt canonniers et un paysan nommé Cholet, il attend les colonnes ennemies, qui n'osent troubler cette lugubre retraite.

La bataille était finie. Il ne restait plus, comme au Mans, qu'à tout envelopper dans un réseau de sang. Les Conventionnels

donnent ordre de poursuivre les Vendéens sur toutes les routes, de battre les bois, de fouiller les marais et de n'épargner personne.

La Grande Armée, dont le nom, les exploits et les désastres ne périront pas dans la mémoire des peuples — car elle était peuple, et elle se sacrifia pour les principes populaires, c'est-à-dire pour son indépendance religieuse et pour sa liberté civile, — la Grande Armée a disparu, enveloppée dans ses triomphes et dans ses revers. Il ne reste d'elle qui a vaincu à Fontenay, à Saumur, à Torfou et en soixante combats avec Bonchamps, d'Elbée, Charette et Lescure; d'elle qui a vaincu à Laval et à Dol, sous les ordres de Henri de La Rochejaquelein; d'elle qui a si longtemps tenu tête à toutes les forces de la République française, à tous ses généraux les plus habiles, à tous ses représentants les plus cruels ou les plus énergiques; d'elle qui repoussait d'instinct l'appui de l'Angleterre, et que l'Angleterre a compromise à Granville, il ne reste que des malheureux isolés.

Héroïques débris des cent mille paysans que l'amour du sol, que la passion de la liberté, mais de la liberté sans tyrannie révolutionnaire, sans proscription, sans échafaud, ont forcés à courir aux armes, ont rendus grands au milieu de toutes les grandeurs de la République, forts au milieu de toutes les forces dont, à cette époque, la France composait un vaste faisceau; sublimes d'intelligence et de dévouement dans cette immensité d'hommes intelligents et dévoués qui mettaient leur vie au service de leur ambition ou de leur enthousiasme, ces malheureux n'ont pas d'asile pour se cacher, pas de pain pour se nourrir, pas de vêtements pour se garantir du froid.

Ils ont vu incendier leurs chaumières, massacrer leurs enfants, égorger leurs pères. Ils ont entendu leurs frères et leurs amis pousser un long cri de guerre contre le despotisme qu'une fraction de peuple souverain allait faire peser sur eux, et, dans la simplicité de leur foi, ils ont dit :

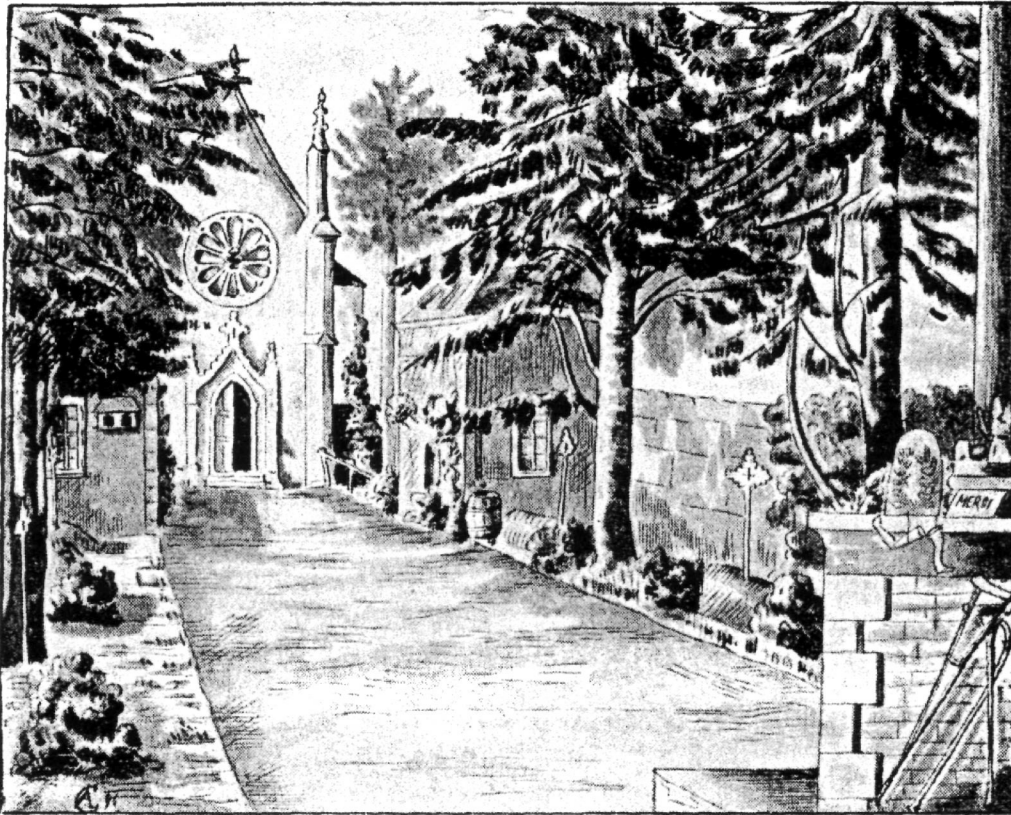
« Nous sommes peuple aussi; si l'insurrection a été un droit contre le trône, elle est un devoir contre l'échafaud. »

Et ils se sont insurgés, et ils ont été braves parmi les plus

braves, humains lorsque l'humanité en leur faveur était un arrêt de mort ; et ils ont remporté des victoires, et ils ont essuyé des défaites !

C'était le sort de la guerre.

Mais tout ce qui dépendait de la puissance et de la volonté de l'homme, ils le firent. Et Michelet, l'historien révolutionnaire,



CHAMP DES MARTYRS, près d'Angers.

(D'après une aquarelle de M. le C^{ie} de Cambourg, 1895.)

a pu dire avec toute justice (1) : « Il est un point de la France où le royalisme fut héroïque : la Vendée. »

Ils ont été libres, quand le pays était enchaîné par la Terreur au pied de ses arbres de la liberté.

Ils se sont donné pour chefs Cathelineau, Henri de La Rochejaquelein, Stofflet, Bonchamps, Forestier, d'Elbée, Lescure,

(1) *Histoire de la Révolution française*, par MICHELET. t. V.

Marigny et Talmont, quand la Révolution obéissait à un signe de Carrier, ou tremblait sous l'œil fauve de Robespierre.

Ils ont eu tout le courage de ces invincibles armées qui se ruaient sur l'Europe, tout le courage et l'indépendance en plus.

Ils ont été peuple, lorsque la Convention ne demandait que des esclaves.

C'est pour cela qu'ils sont morts.

Ils ont adoré leur Dieu, lorsque des misérables jetaient sur ses autels la lubricité, qu'ils appelaient le culte de la Raison.

Ils ont gardé leur roi, leurs principes monarchiques, et si français par conséquent, tandis que la Révolution nivelait tous les rangs, tuait la noblesse, insultait la royauté pour se donner plus tard un nouveau souverain, et pour cacher ses plus farouches amants d'égalité sous les titres de ducs et de comtes.

Ils ont légué aux nations le plus sublime modèle de probité et de foi.

Ils ont combattu toutes les tyrannies, tyrannie constitutionnellement religieuse, tyrannie politique ; ils sont morts avec les chefs qu'ils s'étaient spontanément choisis, morts en faisant voir ce que c'est qu'une province qui ne veut pas courber la tête sous le joug, morts comme il est écrit au II^e livre des Macchabées (1), morts en léguant un magnifique exemple de vertu et de courage, morts en répétant le vieux cri de leurs pères : « Dieu, le roi et la liberté! »

Gloire à eux!

(1) II, *Macchabées*, vi, 31.

LISTE

DES GRAVURES DU PREMIER VOLUME

<p>1 PORTRAIT DE CRÉTINEAU-JOLY. (<i>Frontispice</i>). 2-3 FAC-SIMILÉ D'UNE LETTRE DE M^{me} LA M^{ise} DE LA ROCHEJAQUELEIN, XXX-XXXI 4 CAUSES DE LA GUERRE.. 1 5 UNE MESSE DANS LES BOIS. 8 6 LOUIS XVI..... 13 7 JACQUES MAUPLIER.... 17 8 JACQUES CATHELINEAU.. 37 9 LE-PIN-EN-MAUGES..... 39 10 VUE DE CHEMILLÉ..... 41 11 VUE DE CHOLET..... 47 12 BILLET DE D'ELBÉE (<i>autographe</i>)..... 51 13 LE M^{re} DE BONCHAMPS.. 67 14 LE M^{re} DE LESCURE.... 79 15 JEAN GROLLEAU ET FRANÇOIS RIPOCHE..... 83 16 CLOCHER DE NOTRE-DAME DE BRESSUIRE..... 95 17 VUE DE PORNIC..... 105 18-19 RENÉE BORDEREAU, 108-109 20 CHATEAU ET VILLE DE THOUARS..... 113 21 LESCURE AU PONT DE VRINES..... 127 22 ASSAUT DE THOUARS.... 130 23 TOUSSAINT TEXIER.... 132 24 CRÉATION DE LA CAISSE ROYALISTE (<i>autographe</i>)..... 136 25 « MARIE-JEANNE ».... 142 26 « LE MISSIONNAIRE »... 143</p>	<p>27 FONTENAY-LE-COMTE.... 145 28 PIERRE BIBARD 149 29 AUTOGRAPHE DE DOMMAGNÉ..... 158 30 SAUMUR ET SON CHATEAU. 168 31 CHATEAU D'ANGERS..... 170 32 VUE D'ANGERS..... 173 33 ATTAQUE DE NANTES... 188 34-35 EDOUARD ET LOUIS DE MESNARD 195 36 CHATEAU DE LA DURBELIÈRE..... 201 37 MARTIGNÉ-BRIAND..... 205 38 LE PONT DE VIHIER... 209 39 RUINES DE TIFFAUGES.. 212 40 D'ELBÉE 215 41 L'ABBÉ RENÉ JAGAULT... 223 42 CHATEAU DE LA LOGE... 227 43 LOUIS ALLARD..... 233 44 CHRISTOPHE EMHOFF.... 241 45 L'ABBÉ GERMON..... 264 46 COLONNE DE TORFOU... 272 47 KLÉBER..... 273 48 NOTRE-DAME DE BEAUCHÈNE..... 289 49 MORT DE BONCHAMPS... 299 50 PASSAGE DE LA LOIRE... 306 51 MONUMENT DE BONCHAMPS..... 311 52 HENRI DE LA ROCHEJAQUELEIN..... 323 53 MARIE-ANTOINETTE.... 338 54 AUTOGRAPHE DE CARNOT ET ROBESPIERRE.... 343</p>
--	--

55 VUE DE LAVAL.....	347	68 M. RENOU.....	412
56 CHOUANS EN EMBUSCADE.	351	69 JACQUES TURPAUD.....	417
57 JACQUES GOURDON.....	358	70 VUE DE SAINT-MALO....	423
58 JEAN FEUILLET.....	366	71 LE GÉNÉRAL ROSSIGNOL..	434
59 CIBOIRE DE L'ABBÉ BER-		72 LUCTEAU, DE BRESSUIRE..	440
NIER.....	370	73 LE GÉNÉRAL MARCEAU...	447
60 LE PONT-BARRÉ.....	385	74 INSIGNE DES VAINQUEURS	
61 L'ABSOLUTION AVANT LE		DE LA BASTILLE.....	456
COMBAT.....	389	75 PIERRE BOULORD.....	458
62 M ^{lle} DE LA ROCHEJAQUE-		76 SABRE ATTRIBUÉ AU P ^{re} DE	
LEIN.....	392	TALMONT.....	464
63 GEORGES III.....	396	77 ALEXANDRE BIBARD.....	469
64 LE DUC DE BERRY	400	78 FRANÇOIS MERCERON....	476
65 CARNOT.....	402	79 VUE DE SAVENAY.....	489
66 LE MONT SAINT-MICHEL.	405	80 CHAMP DES MARTYRS, PRÈS	
67 VUE DE GRANVILLE.....	407	D'ANGERS.....	496

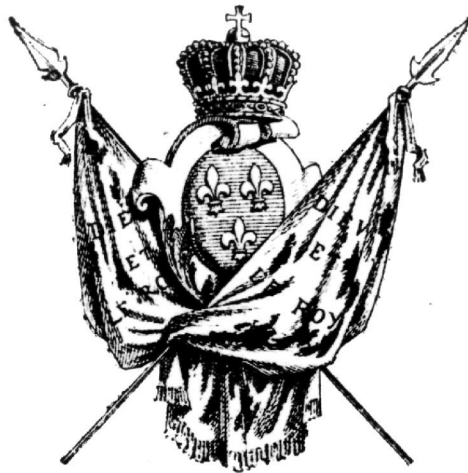


TABLE DES MATIÈRES

LETTRE DU T. R. P. PICARD A M. L'ABBÉ H. CRÉTINEAU-JOLY.....	VII
PRÉFACE QU'IL FAUT LIRE.....	IX
AVANT-PROPOS DES 4 ^e ET 5 ^e ÉDITIONS.....	XV
BIOGRAPHIE DE J. CRÉTINEAU-JOLY.....	XXXIX

CHAPITRE PREMIER

Causes de la guerre de Vendée. — Les paysans, les prêtres et les nobles. — Coalition bretonne. — Confédération poitevine. — Commencement des insurrections. — Leurs motifs et leur but.....	1
---	---

CHAPITRE II

Levée des trois cent mille hommes. — Révolte à Saint-Florent. — Cathelineau, Perdriau, Forêt et Stofflet. — Les paysans du Pin-en-Mauges et de La Poitevine. — Bonchamps et d'Elbée. — Succès de la Vendée. — Sapinaud et Marcé. — Combat de Saint-Vincent. — Prise de Cholet et de Chemillé. — Les fêtes de Pâques. — Joly aux Sables-d'Olonne. — Proclamation aux frères égarés. — Leur réponse. — Formation du premier Comité de Salut Public. — Les vainqueurs de la Bastille. — Les généraux républicains Canclaux, Berruyer et La Barolière. — Grand choc de Chemillé. — Quélineau et Gauvilliers. — Henri de La Rochejaquelein aux Aubiers. — Prise d'Argenton-Château. — L'armée vendéenne à Bressuire. — Topographie des provinces insurgées. — Caractère, mœurs et coutumes des habitants du Bocage. — Leur manière de combattre. — Portraits des généraux royalistes.....	35
--	----

CHAPITRE III

Le Bas-Poitou. — Charette et ses officiers. — Souchu et ses proscriptions. — Le lieutenant-colonel Labérillais cherche à négocier entre les deux partis. — Position de juste-milieu. — Labérillais condamné par la République et abandonné par les royalistes. — Défaites successives de Charette. — Leurs causes. — La Grande	
--	--

Armée devant Thouars. — Prise de cette ville. — Le faux évêque d'Agra. — Bataille de La Châtaigneraie. — Les Vendéens battus par Chalbos devant Fontenay. — Ils prennent leur revanche. — Victoire de Fontenay. — Les sept représentants du peuple. — Marie-Jeanne. — Loyseau et Forêt. — Humanité des Vendéens. — Bibard. — Formation du Conseil supérieur. — L'abbé Bernier et le bénédictin Jagault. — Proclamation des chefs de l'Ouest..... 107

CHAPITRE IV

La Montagne et la Gironde au 31 mai 1893. — Le duc de Biron, général républicain. — Santerre. — Les Conventionnels en mission. — Leur politique. — Donnissan et Cathelineau battent le général Salomon à Montreuil. — Les deux armées à Saumur. — La bataille du 10 juin. — Berthier, Menou, Santerre et Coustard. — Mort de Dommaigné. — Victoire des Vendéens. — Prise de Saumur. — Quétineau et Lescure. — Cathelineau nommé à l'unanimité généralissime. — Le prince de Talmont et Forestier. — Situation de Nantes. — Combat de Machecoul. — Joly et Charette. — Défaites de Beysser. — Attaque de Nantes par la Grande Armée et par l'armée du Bas-Poitou. — Bonchamps. — Cathelineau blessé à mort. — Retraite des Vendéens. — Courage des Bleus. — Biron et Westermann. — Succès du dernier. — Sa défaite au Mont-Gaillard. Politique de représailles de Marigny. — M. Henri et Lescure la repoussent. — Bataille de Martigné-Briand. — Déroute de Santerre à Vihiers. — Piron et les chefs secondaires remportent la victoire. 159

CHAPITRE V

Travaux du Conseil supérieur. — Les services qu'il pouvait rendre, les erreurs qu'il a commises. — Les avocats dans les partis. — D'Elbée, général en chef. — Biron et Rossignol. — D'Autichamp, aux buttes d'Érigné, bat les Bleus. — De Scépeaux est vaincu à Doué. — Barère et le second Comité de Salut Public. — Combat de Luçon. — Mission de Tinténiac auprès des généraux royalistes. Le Cabinet anglais. — Défaite de Luçon. — Divisions entre les chefs républicains et les Conventionnels. — Projets d'empoisonner en masse la Vendée. — Lettres de Santerre et de Rossignol, et du royaliste Savin à l'appui. — Victoire de Chantonay remportée par les Vendéens. — Conseil de guerre aux Herbiers. — Arrivée de l'armée de Mayence. — Kléber et Aubert-Dubayet. — Position des royalistes. — Charette et son camp. — Premiers succès de l'armée de Mayence..... 213

CHAPITRE VI

Bonchamps, La Rochejaquelein et Stofflet blessés. — Déroute de Sautterre et de Ronsin à Coron. — Défaite de Duhoux au Pont-Barré par les Vendéens Cadi et des Sorinières. — Les Mayençais et Kléber à Torfou. — Bataille et victoire de ce nom. — Charette et Lescure battent le général Beysser à Montaigu, et Mieskouski à Saint-Fulgent. — Combat de La Galissonnière livré par Bonchamps. — Divisions intestines parmi les Vendéens. — Causes de ces divisions. — Leurs funestes effets. — Charette se sépare de la Grande Armée. — Bonchamps à Saint-Symphorien. — Le Comité de Salut Public destitue la plupart des généraux républicains. — Les Mayençais offrent à la Vendée de passer au service du roi. — Leurs propositions. — Elles ne sont pas acceptées par le Conseil supérieur. — Léchelle, général en chef des armées de la Révolution. — Plan du Comité de Salut public. — Concentration des forces. — Combat du Moulin-aux-Chèvres. — Westermann à Châtillon. — Sac de cette ville. — Combat de La Tremblaye. — Lescure blessé à mort. — Bataille de Cholet. — Bonchamps et d'Elbée blessés à mort. — Héroïsme de M. Henri. — Lâcheté de Carrier. — Kléber et Haxo. — Les Vendéens reculent vers la Loire..... 267

CHAPITRE VII

Marche vers la Loire. — Spectacle offert par l'armée royale. — Humanité de Bonchamps. — Sa mort. — Le prince de Talmont à Ancenis. — Passage de la Loire. — Henri de La Rochejaquelein général en chef de la Grande Armée. — Correspondance de Merlin (de Thionville). — Charette dans le Bas-Poitou. — Il assiège et prend Noirmoutier. — Position de la Vendée pendant la campagne d'outre-Loire. — Mission de Saint-Hilaire auprès des généraux royalistes. — Marche de la Grande Armée sur Laval. — Léchelle et Beaupuy. — Justice de Marigny. — Proclamations révolutionnaires. — Prise de Laval. — Humanité des Vendéens. — La petite Vendée. — Combat de la Croix-de-Bataille..... 305

CHAPITRE VIII

Préparatifs de la bataille de Laval. — La Rochejaquelein et le général Léchelle. — L'agonie de Lescure. — Bataille de Laval. — Victoire des Vendéens. — Lettre de Kléber au Comité de Salut Public. — Organisation de l'armée royale. — Les bons royaux. —

Mesures timides employées par les généraux vendéens. — Énergiques efforts de la Révolution pour former une nouvelle armée. — Arrêtés du Comité de Salut Public. — Carrier et les empoisonnements en masse. — Incertitude dans les plans de la Grande Armée. — Sa marche sur Fougères. — Les généraux Lenoir et Brière. — Bataille de Fougères..... 355

CHAPITRE IX

Mort de Lescure. — Nouveaux envoyés du Cabinet britannique. — Freslon et Bertin. — Le roi d'Angleterre et ses ministres offrent des secours aux Vendéens. — Les Bourbons ne savent pas se mettre en communication avec les Royalistes. — Correspondance des représentants en mission avec le Comité de Salut public. — Révocation de quelques représentants accusés d'inertie. — Siège de Granville. — Bataille et retraite des Vendéens. — Le prince de Talmont accusé de trahison. — La Rochejaquelein prend sa défense. — L'abbé Lecoq au Mont-Saint-Michel. — Tactique de l'Angleterre. 391

CHAPITRE X

Tribout à Pontorson. — Victoire des Vendéens. — Les généraux républicains Bouin de Marigny et Westermann. — Bataille de Dol et d'Antrain. — L'armée vendéenne sauvée par Talmont. — Les femmes au combat. — La commission militaire de Laval. — Kléber force Rossignol à résigner le commandement de l'armée républicaine. — Marceau, général en chef provisoire. — Les prisonniers républicains et royalistes. — Ce que les deux partis en font. — Levasseur et Francastel à Angers. — Marche des armées. — Siège d'Angers. — Les Vendéens vaincus. — Mort du général républicain Marigny..... 427

CHAPITRE XI

Diversion tentée par Pierre Cathelineau et La Bouère. — Défaite de Desmares. — Barra et les honneurs du Panthéon. — Retraite sur Le Mans. Maladies dans le camp royaliste. — Henri de La Rochejaquelein à La Flèche. — Westermann poursuit l'armée royale. — Affaire de Pontlieue. — Bataille du Mans. — Massacre des Vendéens dans la ville et dans les campagnes. — Cruautés républicaines. — Le général Marceau et M^{lle} des Melliers. — Retour des Vendéens vers la Loire. — Leur arrivée à Ancenis. — La Rochejaquelein involontairement séparé de son armée. — Fleuriot général en chef.

— Bataille de Savenay. — Marigny et les généraux républicains.	
— Nouveaux massacres. — Ce qu'a fait la Grande Armée pour la monarchie et pour la liberté. — Sa fin.....	497
TABLE DES GRAVURES CONTENUES DANS CE VOLUME.....	499
TABLE DES MATIÈRES.....	501
BIBLIOGRAPHIE VENDÉENNE.....	507

Carte de la Vendée militaire.



BIBLIOGRAPHIE

DES PRINCIPAUX ÉCRITS RELATIFS A LA VENDÉE MILITAIRE

Bien que nous citions, çà et là, dans les notes de cette nouvelle édition, la plupart des ouvrages publiés sur la Vendée, il nous a paru bon de réunir ici dans l'ordre alphabétique la liste des auteurs qui ont écrit pour ou contre cette grande cause.

Nous ne mentionnons que pour mémoire les histoires générales de la Révolution (Thiers, L. Blanc, Michelet), écrites souvent de parti pris, ainsi que les dictionnaires biographiques et les journaux du temps. Mais nous recommandons les revues qui s'impriment à Nantes, à Vannes, à Rennes, à Angers, à Fontenay-le-Comte, à Poitiers, à Avranches, à Niort, etc. Il s'y trouve des choses fort intéressantes et on les consultera toujours avec fruit.

Voici donc la liste des principaux auteurs et de leurs ouvrages, avec le nom de l'imprimeur et la date des éditions.

- AGOURS (V^e D'). — *Documents sur les soulèvements dans la Vendée.* — Saint-Nazaire, Girard, 1883.
- Argens (*Mémoires d'Olivier d'*) et *Correspondance des généraux Charette, Stofflet, Puisaye, d'Autichamp, Frotté Cormatin, Botherel, de l'abbé Bernier, etc., et de plusieurs autres chefs, officiers, agents royalistes ; pour servir à l'histoire de la guerre civile de 1793 à 1796.* — Paris, Ladvocat, 1824, in-8°.
- AMBRUGEAC (C^{ie} D'), maréchal de camp. *Mémoire relatif à l'armée royale du Maine ou de la Sarthe et pays adjacents en 1815.* — Paris, 1816, in-8°.
- AUBERTIN. — *Mémoires inédits sur la guerre de Vendée.* — Paris, Ladvocat, 1823, in-8°.
- AUBIGNÉ (D'). — *Vie de Kléber.* — Paris, Hachette, 1890, in-16.
- AUGEREAU, curé du Boupère. — *Mémoires de Pierre Devaud sur les guerres de Vendée.* — Nantes, Vincent Forest, 1892, in-8°.
- AUTICHAMP (C^{ie} D'). — *Campagne de 1815 en Vendée.* — Paris, Egron, 1817, un vol. in-8°.
- AVAILLES (Ch. D'). — *Guerres de Vendée. Notes biographiques sur le général d'Autichamp. 1770-1859, d'après des documents inédits.* — Niort, Clouzot, 1890.
- BABEUF. — *Du Système de dépopulation ou la Vie et les Crimes de Carrier, etc.* — Paris, an III, in-8°.
- BAGUENIER-DESORMEAUX. — *Michel-Louis Talot. Un conventionnel Chole-*

- tais 1755-1828.* — Vannes, Lafolye, 1891.
- *État politique et militaire de la Basse-Vendée et du Poitou.* — Vannes, Lafolye, 1892.
- *Documents sur Noirmoutier et sur la mort d'Elbée et de ses compagnons.* — Vannes, Lafolye, 1893.
- *Les débuts de l'insurrection à Che-millé.* — Vannes, Lafolye, 1893.
- BANGELIN. — *Compte rendu du Direc-toire et du district de Segré.* — Angers, Jahyer, an III, in-4°.
- *À ses concitoyens.* — Angers, Jahyer, an IV, in-8°.
- BARBEREY (MAURICE DE). — *Dix années d'émigration, Souvenirs et correspondance du C^o de Neuilly,* publiés par son neveu. — Paris, Dou-niol, 1865.
- BARDOU et COULONNIER. — *Précis his-torique sur la guerre de Vendée.*
- BARÈRE. — *Rapport sur la Vendée.* — Paris, 1793.
- *Rapport sur les mesures prises par le Comité de Salut public pour la poursuite des Brigands de la Ven-dée.* — Paris, an II, in-8°.
- BARRÉ. — *Essai sur la Vendée.* — Paris, 1815, Chaigneau jeune, in-8°.
- BEAUCHAMP (A.). — *Histoire de la guerre de la Vendée et des Chouans.* — Paris, Giquet et Michaud, 1807. 3 vol. in-8°, nouvelle édition, 1820, 4 vol. in-8°.
- BEAUCORPS (A. DE) *Les mémoires de M^{me} la M^{me} de La Rochejaquelein* publiés sur son manuscrit autographe, par son petit-fils. *Étude bibliogra-phi-que.* 1889.
- BEAUREGARD (M^{gr} BRUMAULT DE). *Vie et Mémoires.* — 2 vol. in-12. Poitiers, Saurin, 1842.
- BEAUVAIS. — *Aperçu sur la guerre de Vendée. Extrait des Mémoires ma-nuscrits du général Beauvais.* — Londres, 1798, in-16. — Réimprimés, à Niort, L. Favre, 1887.
- *Mémoires inédits de Bertrand Poi-rier de Beauvais,* commandant gé-néral de l'artillerie des armées de la Vendée, publiés par la C^o de La Bouère. Paris, Plon, 1893, in-8°.
- BEAUVOLLIER (C^o DE). — *Essai sur la Vendée.* — Paris, 1816, in-4°.
- BENABEN. — *Rapport du citoyen Be-naben, commissaire du département de Maine-et-Loire, ou récit exact des événements qui se sont passés sur les deux rives de la Loire.* — Angers, Imp. Nat., an III.
- BÉRAUD (EDMOND). — *Le centenaire de Quiberon, 27 juin-26 août 1795. Souvenirs et enseignement.* — Paris, Lamulle et Poisson, 1895.
- BERGOUNIOUX. — *Charette,* roman his-torique. — 1832, in-8°.
- *Essai sur la vie de Lazare Hoche.* — Le Mans, 1852, in-8°.
- BERTHRE DE BOURNISSEAUX. — *Précis historique de la guerre civile de la Vendée.* — Paris, 1802, in-8° fig.
- *Histoire des guerres de la Vendée et des Chouans.* — Paris, 1819, 3 vol. in-8°.
- BETHUIS (GERMAIN). — *Les Massacres de Macheoul et Considérations gé-nérales sur la guerre de Vendée.* — Nantes, Mangin, 1873, in-4°.
- BILLARD DE VAUX. — *Mémoires d'un ancien chef vendéen, ou biographie des personnes marquantes de la Chouannerie et de la Vendée.* — Paris, Lécointre et Pougin, 1832, 3 vol. in-8°.
- *Bréviaire du Vendéen à l'usage des habitants de l'Ouest.* — Paris, 1838-1840, 3 vol. in-8°.

- BIRÉ (EDMOND). — *Causeries littéraires*. — Paris, Vic et Amat, 1890.
 — *Légendes révolutionnaires*. — Paris, Champion, 1893.
 — *Paris pendant la Terreur*. — Paris, Perrin, 1889.
 — *Mémoires et souvenirs, 1789-1830. La Révolution, l'Empire et la Restauration*. — Retaux et fils, Paris, 1895.
- BLORDIER-LANGLOIS. — *Angers et le département de Maine-et-Loire, de 1787 à 1830*.
- BOËSSIÈRE (M^{re} DE LA). — *Considérations militaires et politiques sur les guerres de l'Ouest pendant la Révolution française*. — Paris, 1827, in-8°.
- BOISHAMON (HENRI DU). — *Sa vie à travers la Révolution et la Terreur. Ses services à l'armée d'Italie. Ce qu'il fut pendant et après la Restauration*. — Dinan, Bazouge, 1880.
- BONCHAMPS (M. DE). — *Correspondance de M. de Bouillé et de M. Le Bouvier des Mortiers, concernant la gloire de M. de Bonchamps*. — Paris, M^{me} Huzard, 1819, in-8°.
- BONCHAMPS (M^{me} LA M^{me} DE). — *Mémoires sur la Vendée*, rédigés par M^{me} la C^{me} de Genlis. — Paris, Baudouin, 1823, in-12.
- BONNECHOSE (ÉMILE DE). — *Lazare Hoche*. — Paris, Hachette, 1867, in-18.
- BONNEMÈRE (E.). — *La Vendée en 1793*. — Paris, Sandoz et Fischhaber, in-18.
 — *Histoire des paysans, Guerre de la Vendée*. — Chaumerot, 1856, 2 vol.
- BORDEREAU (Renée, dite l'Angevin). — *Mémoires touchant sa vie militaire dans la Vendée*, rédigés par elle-même. — Paris, Michaud, 1814, in-8° — Réimprimés, à Niort, Favre, 1888.
- BOSSARD (L'abbé EUGÈNE). — *Catheliqueau généralissime de la Grande Armée catholique et royale, 13 mars-14 juillet 1793*. — Paris, Lamulle et Poisson. Niort, Clouzot, 1893, in-8°.
 — *L'invention de l'évêque d'Agra, de M. Ch. Chassin*. — Angers, Lachèse, 1893.
- BOUËRE (C^{me} DE LA). — *Souvenirs. La guerre de la Vendée, 1793-1796*. — Paris, Plon, 1890, in-8°.
- BOUTETIÈRE (C^{me} DE LA). — *Le chevalier de Sapinaud et les chefs du Centre. Notes, lettres et documents pour servir à l'histoire des cinq premiers mois de la guerre de la Vendée*. — Paris, Jouaust, 1869, in-8°.
 — *La justice révolutionnaire à Fontenay, 1879*.
- BOURLOTON (EDGAR). — *Le clergé de Fontenay-le-Comte pendant la Révolution*. — Vannes, 1894.
- BOUTILLIER DE SAINT-ANDRÉ, dont les manuscrits vont être publiés par M. l'abbé Bossard.
- BOUVIER-DESMORTIER (LE). — *Vie du général de Charette, commandant en chef les armées catholiques et royales de la Vendée*. — Paris, 1809, 3 vol. in-8° br.
- BREM (DE). — *Histoire populaire des guerres de la Vendée. Récits de la veillée par un habitant du Bocage*. — Luçon, Ferré, 1852, in-12.
 — *Chroniques et légendes de la Vendée militaire*. — Nantes, Vincent Forest, 1860, 4 vol. in-8°.
- BREMOND (ADOLPHE DE) 1795-1870. — Niort, Clouzot, 1894.
- BRIQUET. — *Histoire de la ville de Niort*. — Niort, Robin, 1832, 2 vol. in-8°.
- BRIVES-CAZES. — *Expédition en Vendée de deux bataillons de la garde*

- nationale de Bordeaux, mars-août 1793.* — Bordeaux, Gounouilhou, 1886, in-8°.
- BUGEAUD-D'ISLY (Le maréchal). — *Veillées d'une chaumière de la Vendée.* — Paris, Ledoyen, 1849, in-32.
- CADOUDAL (GEORGES) *et la Chouannerie*, par son neveu. — Paris, Plon, 1887, in-8°.
- CALVIMONT (ALBERT DE). — *Veillées vendéennes.* — Paris, Dentu, 1833, in-8°.
- Canton du Bocage vendéen (Un).* — Souvenirs de la grande guerre. Melle, Lacuve, 1891, petit in-4°.
- CAPPOT DE FEUILLIDES. — *Quiberon, Cinq Vendéennes.* — Paris, Trouvé, 1826, in-8°.
- CARNÉ (LOUIS DE). — *Un drame sous la Terreur.* — Paris, 1856.
- CARRÉ DE BUSSESOLE. — *La Chouannerie en Touraine (1799-1801).* — Montsoreau, 1890, in-8°, 20 p.
- CATHELINEAU (JACQUES), premier généralissime des armées catholiques et royales de la Vendée. — Paris, 1821, in-8°.
- Causes qui ont perpétué la guerre de la Vendée. Mémoire présenté à la Convention nationale par la Société populaire de Nantes.* — An III.
- CAVOLEAU (A.). — *Description du département de la Vendée et Considérations générales sur la guerre civile de 1793, 1794 et 1795.* — Nantes, 1818, gr. in-8°.
- CHABOT (V^e P. DE). — *Un officier vendéen. Le Baron Duchesne de Denant.* Vannes, 1892, in-8°.
- CHABOT (C^e DE). — *Paysans et ouvriers, héros et martyrs.* — Abbeville, Pailhard, 1893.
- CHAMARD (DOM FRANÇOIS). — *Correspondance inédite concernant la Vendée militaire.* — Angers, Germain et Grassin, 1880.
- *Le château et les seigneurs de la Tremblaye.* — Angers, Germain et Grassin, 1893.
- CHAMPROBERT (PIERRE DE). — *Le comte d'Artois et l'émigration.* — Paris, Pougin, 1838, in-8°.
- CHANONIE (C. DE LA). — *Mémoires politiques du général Tercier.* — Paris, Plon, 1891, 1 vol. in-8°.
- *Une amazone vendéenne.* — M^{me} Bulkeley. — Vannes, Lafolye, 1893.
- CHARDON (HENRI). — *Les Vendéens dans la Sarthe.* — Le Mans, 1869, 3 vol. in-18. (Très importants.)
- CHARETTE. — *Fête de l'inauguration de sa statue, 4 septembre 1826.* — Nantes, Mellinet, in-8°.
- CHARETTE. (B^e DE) — *Journal militaire d'un chef de l'Ouest et quelques mots sur les événements de Vendée en 1832.*
- CHASSIN (C.-L.). — *Études documentaires sur la Révolution française. La préparation de la guerre de Vendée, 1789-1793.* — Paris, Dupont, 1892, 3 vol. in-8°.
- *La Vendée patriotique, 1793-1795.* 4 vol. gr. in-8°. Paul Dupont, Paris.
- *Le siège des Sables-d'Olonne, en 1793.* — Vannes, Lafolye, 1892, br. in-8°.
- CHATEAUBRIAND. — *Notice sur la Vendée.* — 49^e livraison du *Conservateur*.
- CHATELLIER (DU). — *Brest et le Finistère sous la Terreur.* Brest, 1858, in-8°.
- CHAUVEAU (P.-M.). — *Vie de Charles-Melchior-Arthus, marquis de Bonchamps.* — Paris, 1817, in-8°.
- CONTADES (C^e G. DE). — *Journal d'un fourrier de l'armée de Condé.* — In-8°; Perrin, Paris.

- *Émigrés et Chouans.* — In-12, Perrin, Paris, 1895.
- Correspondance secrète de Charette, Stofflet, Puisaye, Cormatin, d'Autichamp, Bernier, Frotté, Scépeaux, Botherel, suivie du journal d'Olivier d'Argens.* — Paris, an VII, 2 tomes in-8°.
- COURSON (AURÉLIEN DE). — *Caractère de la guerre civile en Bretagne.* — Paris, 1846, in-8°.
- COUTRET (J.) — *Kléber.* — Paris, Hachette, in-18.
- CRÉTINEAU-JOLY. — *Charette, drame politique, poésies vendéennes et mélanges.* — Paris, Hivert, 1833, in-8°.
- *Histoire des généraux et chefs vendéens.* — Paris, 1838, in-8°.
- *Histoire de la Vendée militaire.* — Paris, Gosselin, 1843, Plon 1850, 4 vol. in-12. (Cinq éditions.)
- CUGNAC (M^e DE). — *Souvenirs vendéens.* — Paris, 1881, in-12.
- *Il y a cent ans; roman historique sur la Révolution.* — Niort, Clouzot, 1888, in-12.
- CUNÉO D'ORNANO. — *Les guerres de la Révolution. Hoche.* — Baudouin, 1888, in-8°.
- DARMAING. — *Résumé de l'histoire des guerres de la Vendée.* — Paris, 1826, petit in-12.
- DAUDET (ERNEST). — *La Police et les Chouans sous le Consulat et l'Empire. 1800-1815.* — Paris. Plon, 1895.
- DENIAU (M. l'abbé). — *Histoire de la Vendée d'après des documents nouveaux et inédits* — Angers. s. d., 6 vol. in-8°.
- DERMONCOURT. — *La Vendée et Madame.* — Paris, Guillot, 1833.
- DESFEUX. — *Anecdotes, souvenirs et faits historiques de la première Révolution, principalement relatifs à la guerre civile et à la Chouannerie dans les cantons de Bercey et Tire-pied.* — Saint-Lô, Le Tual, 1890. in-8°.
- DESPREZ (CLAUDE). — *Les guerres de la Vendée.* — Paris, Dumaine, 1856, in-8°.
- *Lazare Hoche.* — Paris, Dumaine, 1880, in-12.
- *Kléber et Marceau.* — Paris, Baudouin, 1889, in-12.
- Détails historiques sur les services de Françoise Després, employée dans les armées royales de la Vendée depuis 1793 jusqu'en 1815, écrits par elle-même.* — Paris, Michaud, 1817, in-8°.
- DEVAUREIX. — *Observations sur les guerres de Vendée.* — Paris, Dumaine, 1878, in-8°.
- DIDE et AULARD. — *Revue historique de la Révolution française.* — Paris, Charavay, in-8°.
- DOURILLE (HENRI). — *Histoire de Lazare Hoche.* — Paris, 1844, in-12.
- DROCHON (R. P. JEAN-EMMANUEL). — *La petite Église, essai historique sur le schisme anticoncordataire.* — Paris. Maison de la Bonne Presse, 8, rue François I^{er}, 1893.
- DUBOIS DE LA PATELLIÈRE. — *Notes historiques, sur la paroisse de Couëron (Loire-Inférieure).* — Nantes, 1888, in-8°.
- *Notes historiques sur la paroisse de Campbon.* — Vannes, 1891, in-8°.
- DUCHEMIN-DESCÉPEAUX. — *Lettres sur l'origine de la Chouannerie et sur les Chouans du Bas-Maine.* — Paris, 1825, 2 vol. in-8°.
- DUCHATILLIER (A.). — *Histoire de la Révolution dans les départements de l'ancienne Bretagne.* — Paris, Desessarts, 1836, 6. vol. in-8°.

- DUCHATELLIER. — *Guerres de la Vendée, correspondance inédite des généraux Travot et Watrin.* — Paris, 1878, in-8°.
- DUGAST-MATIFEUX. — *Carrier à Nantes.* — Nantes, Cier, 1885, in-8°.
- DUMAS (ALEX.). — *Les Blancs et les Bleus.* — Michel Lévy, 1867, 3 vol. in-16.
- DURUY (A.). — *Hoche et Marceau.* — Paris, Hachette, in-18, 1885.
- DUTERTRE (Général). — *Réflexions sur les guerres de la Vendée et des Chouans.* — In-8°.
- FÉLIX (SAINT-). — *Récit de sa mission à l'armée de la Vendée, précédée des persécutions suscitées par les agents de la cour.*
- FÉVAL (PAUL). — *Chouans et Bleus.* — Paris, Palmé, in-8°.
- *Les contes de Bretagne.*
- FILLON (B.). — *Pièces contre-révolutionnaires du commencement de l'insurrection vendéenne.* — Fontenay, Robuchon, 1847, in-8°.
- *Recherches historiques et archéologiques sur Fontenay.* — Fontenay, 1846, 2 vol. in-8°. — (Le tome II, incomplet, n'a jamais été publié.)
- *Les Vendéens à Fontenay en 1793.* — Fontenay, Nairière-Fontaine, 1847, in-8°.
- *Entrée des Vendéens à Ancenis en juin 1793.* — 1847, in-8°.
- *Considérations historiques et artistiques sur les monnaies de France.* — Fontenay, Robuchon, 1850, in-8°.
- *Procès-verbal du moulage de la figure de Charette.* — Nantes, 1864, in-8°.
- *Lettres de Broussais, volontaire national, sur la campagne de Beysser en Vendée, 1793.* — Robuchon, Fontenay-le-Comte, 1882.
- et O. DE ROCHEBRUNE. — *Poitou et Vendée, études historiques et artistiques.* — Fontenay, 1861-1865-1887, 2 vol. in-4°.
- FLOTTE (GASTON DE). — *La Vendée.* — Paris, Hivert, 1845, in-8°.
- FORNERON. — *Histoire générale des émigrés pendant la Révolution française.* — Paris, Plon, 1891, 3 vol. in-8°.
- FRÉGEOLIERE (G^r BERNARD DE LA). — *Mémoires, Émigration et Chouannerie.* — Paris, Jouaust, 1881, in-8°.
- GELLUSSEAU (AMAURY). — *Histoire de Cholet.* — Angers, 1862, 2 vol. in-8°.
- GENOUDE (EUGÈNE). — *Voyage dans la Vendée et le midi de la France.* — Paris, 1821, in-8°.
- GOBINEAU (ARTHUR DE). — *La chronique rimée de Jean Chouan et de ses compagnons.* — Paris, Franck, 1846, in-12.
- GOURNERIE (LA). — *Les débris de Quiberon, souvenirs des désastres de 1795, suivis de la liste des victimes.* — Nantes, 1875, in-8°.
- GRANGES DE SURGÈRES (M^r). — *Les portraits de Charette.* — Paris, Sauton, 1886, in-8°.
- *Iconographie bretonne avec notes biographiques.* — Paris, Picard, 1889, grand in-8°.
- GRAULLE (L'abbé Henri) — *Histoire de Lescure, ancien fief immédiat du Saint-Siège et de ses seigneurs.* — Paris, Téqui, 1895, in-8°.
- GRAUX (M^{me} GEORGES). SYLVANECTE. — *Profits vendéens.* — Paris, Plon, 1887, in-18.
- GRILLE (F.). — *Pièces inédites sur la guerre civile de l'Ouest.* — Paris, Charavay, 1847, in-8°. Publiées sous le pseudonyme de Hélyon de Champ-Charles.

- *Lettres, Mémoires et Documents sur la formation, le personnel, l'esprit du 1^{er} bataillon des volontaires de Maine-et-Loire.* — Paris, 1850, 4 vol. in-8°.
- *La Vendée en 1793.* — Paris, 1851, 3 vol. in-8°.
- GRIMAUD (ÉMILE). — *Le fils du garde chasse.* — Nantes: Morel, 1872, in-8°.
- *Une messe sans prêtre,* petit poème vendéen. — Paris, Donniol, 1873, in-8°.
- *Les Vendéens,* poèmes avec 35 eaux-fortes par O. de Rochebrune. — Nantes, Forest, 1876, grand in-8°.
- *Récits vendéens.* — Paris, Lecoffre, 1879, in-12.
- GUÉRINIÈRE (JOSEPH). — *Histoire générale du Poitou.* — Poitiers, 1838, 2 vol. grand in-8°.
- Guerre (La) de la Vendée et les causes de son renouvellement, avec les moyens de la terminer.* — Paris, Pain, in-16.
- GUIBOURG (A.). — *Relation de l'arrestation de Madame.*
- GUILHERMY (LE C^{te} DE). — *Papiers d'un émigré.* — Paris, Plon, 1 vol. in-8°.
- GUILLEMOT. — *Lettre à mes neveux sur la Chouannerie.* — Nantes, Masseur, 1859, in-8°.
- HAUTEFEUILLE (C^{te}). — *Vie de Cathelineau* (sous le pseudonyme Anna-Marie).
- HENT. — *Un mot sur mes observations de la Vendée.* — Paris, Guérin, in-8°.
- Hentz et Francastel (Rapport de) sur leur mission près l'armée de l'Ouest.* — In-8°.
- Histoire générale et impartiale des erreurs, des fautes et des crimes commis pendant la Révolution française.* — Paris, an V, 2 vol. in-8°.
- HUGO (G^{te}). — *Mémoires.* — Paris, Ladvocat, 1823, 3 vol. in-8°. Publiés avec les mémoires d'Aubertin, qui forment une partie du premier volume.
- Inventaire des autographes et des documents historiques composant la collection de Benjamin Fillon, XIV^e série. Vendée contre-révolutionnaire.* — Paris, Charavay, 1883, in-8°.
- ISORÉ. — *Opinion sur les projets aristocratiques des intrigants et complices des chefs de l'armée contre-révolutionnaire de la Vendée.*
- JANILLION. — *Versailles et Quiberon.* — Paris, Locart, 1816, in-8°.
- JOHANNET. — *La Vendée à trois époques.* — Paris, Dentu, 1840, 2 vol. in-8°.
- JOUBERT. — *Rapport de La Chevartière et Minier à la Commune de Paris, le 15 mai 1793. Documents inédits sur la guerre de la Vendée.* — Vannes, Lafolye, 1890.
- KÉRIGANT (G. DE). — *Les Chouans, Épisodes des guerres de l'Ouest dans les Côtes-du-Nord.*
- KERSAUSON (J. DE). — *État séculaire du clergé dans le diocèse de Nantes.* — Nantes, Bourgeois, 1892, fort vol. in-8°.
- KERVILER (RENÉ). — *Bio-bibliographie bretonne.* — Rennes, Pichon et Hervé, in-8°, en cours de publication depuis 1886.
- KLÉBER. (Mémoires.) — *Dans la collection des Mémoires pour l'histoire de la Révolution française.*
- LA BOUËRE. — *Souvenirs de la C^{te} de La Bouère. La guerre de la Vendée (1796-1797).* Mémoires inédits publiés par M^{me} la C^{te} de La Bouère, belle-fille de l'auteur, avec une préface par le M^{re} Costa de Beauregard. — Paris, Plon, 1890, in-8°.
- LABRETONNIÈRE. — *Statistique du dé-*

- partement de la Vendée.* — An IX, in-8°.
- LALLIÉ. — *La Grande Armée vendéenne et les prisonniers de Saint-Florent-le-Vieil.* — Nantes, Forest et Grimaud, 1868, in-8°.
- *Le district de Machecoul, 1788-1793.* — *Études sur les origines et les débuts de l'insurrection vendéenne dans le pays de Retz.* — Nantes, Forest, 1869, in-12°.
- *Les noyades de Nantes.* — Nantes, 1879, in-8°.
- *Le sans-culotte J.-J. Goulin, membre du Comité révolutionnaire de Nantes (1793-1794).* — Nantes, Vincent Forest, 1882, in-8°.
- *Les fusillades de Nantes.* — Nantes, 1882, in-8°.
- *Le diocèse de Nantes pendant la Révolution.* — Cier, Nantes, 1893, 2 vol. in-8°.
- La Rochejaquelein (Henri de) et la guerre de la Vendée. Documents inédits.* — Paris, Champion; Niort, Clouzot, 1890, gr. in-8°.
- LA ROCHEJAQUELEIN (M^{re} JULIEN DE). — *Mémoires de M^{me} la M^{me} de La Rochejaquelein.* — Il existe un grand nombre d'éditions; la plus complète est celle de Paris, 1889, in-4°. Bourloton.
- LAUNAY (J.). — *Histoire du siège de Granville (Manche).* — Granville, 1893, 1 vol. in-8°.
- LAURENT (G.). — *Histoire de la Bretagne républicaine, depuis 1789 jusqu'à nos jours.* — Paris, 1875, 1 vol. in-8°. 404 p.
- LAVALLÉE. — *Voyage dans le département de la Vendée.* — Paris, 1800, in-8°, réédité par Edgar Bourloton, Vannes, 1888.
- LE BOUVIER DESMORTIERS. — *Vie du général Charette.* — Paris, 1819, 3 vol. in-8°, comprenant divers opuscules y relatifs.
- *Vie du général de Charette.* — Nantes, Mellinet, 1823, 1 vol. in-8°.
- LEDAIN (BÉLISAIRE). — *Histoire de la ville de Bressuire, suivie de l'histoire des guerres de la Vendée dans le district de Bressuire.* — 2^e éd., Bressuire, Landrault 1880, in-8°.
- *La Gatine historique et monumentale.* — Niort, Clouzot, 1877, in-4°.
- LEGROS (HECTOR). — *Mes rêves dans mon exil, ou coup d'œil politique et militaire sur la Vendée.* — Blois, Billault, an III, 1 vol. in-4°.
- LEMARCHAND. — *Album vendéen avec dessins de T. Drake.* — Angers et Paris, 1855-1859, in-folio.
- LEMAS (ALBERT). — *Bonchamps et les prisonniers républicains à Saint-Florent.* — Vannes, Lafolye, 1887.
- LEMAS (T.). — *Un district breton pendant les guerres de l'Ouest et de la Chouannerie (1793-1808).* — Paris, Fischbacher, in-8° br.
- LEMOINE (G^l). — *État des émigrés et des Chouans pris, jugés et fusillés à Quiberon.* (Rapport fait au général en chef Hoche.)
- LE PRÉVOST D'IRAY. — *La Vendée, poème en six chants.* — Paris, 1824, in-8°.
- LEQUINIO. — *Guerre de la Vendée et des Chouans.* — Paris, an III, in-8°.
- LESCADIEU et LAURENT. — *Histoire de Nantes et des guerres de la Vendée.* — Nantes, 1842, 2 vol. in-8°.
- LESCURE (DE). — *Mémoires sur la Vendée et l'expédition de Quiberon.* — Paris, Didot, 1877, in-18°.
- *Mémoires sur l'émigration.* — Paris, Didot, 1877, in-18°.
- LEVOT. — *Biographie bretonne.* — Vannes, 1852-57, 2 vol. in-8°.

- *Histoire de la ville et du port de Brest*. Brest, 1864-69, 3 vol. in-8, gravures et cartes.
- *Histoire de la ville et du port de Brest pendant la Terreur*. Brest, 1870, 1 vol. in-8, 432 pages, plan et quantité de notes.
- LOUDUN (E.). — *La Vendée*. — Paris, Régis-Buffet, 1873, in-8°.
- MASSÉ (ISIDORE). — *La Vendée poétique et pittoresque*. — Nantes, 1829, 2 vol. in-8°.
- MAZE (HIPPOLYTE). — *Hoche en Vendée*. — Paris, Martin, 1882, in-12°.
- MANGIN fils et THÉVENOT. — *Le général Travot dans la Vendée*. — Nantes, Mellinet, 1838, in-8°.
- MACRIN (ALBERT). — *Galerie historique de la Révolution française*. — Paris, bureau des Travailleurs unis, 1849, 3 vol. in-8°.
- MELIAND. — *Vues pittoresques pour servir à l'histoire de la Vendée*. — Paris, Mequignon, in-folio.
- MELLINET. — *Commune et milice de Nantes*. — Nantes, 1842, 12 vol. in-8°.
- Mémoires d'un royaliste*. C^o ERNEST DE CHABOT. — Paris, Hilaire, 1882, in-12°.
- MENIÈRE (D^r). — *Journal*.
- MERLAND. — *Biographies vendéennes*. — Nantes, V. Forest, 1883, 5 vol. in-12°.
- *Édouard Richer*. — Nantes, Mellinet, s-d, in-8°.
- *Illustrations vendéennes*. — Niort, Clouzot, 1889, in-8°.
- MESNARD (C^o DE). — *Souvenirs intimes*. — Paris, de Patter, 3 vol. in-8°.
- MIDY (M^o T.) — *Un épisode des guerres de la Vendée, suivi d'autres épisodes*. — Limoges, Martial Ardent frères, 1850, in-8°.
- MOMORO. — *Rapport sur les événements de la guerre de Vendée*.
- MONBAIL (E. DE). — *Notes et croquis sur la Vendée*. — Niort, Robin et Favre, 1843, in-4°.
- Moniteur officiel*. — Réimpression. — Paris, Plon, 1863, 32 vol. in-8°.
- MONTGAILLARD (C^o JEAN-GABRIEL MAURICE ROQUES DE). — *Mémoires secrets contenant certaines informations sur le caractère des princes français*. — Paris, 1804, in-8°.
- MONTHUCHON (MICHEL DE). — *Notice sur MM. Michel des Essarts*. — Vannes, Lafolye, 1893.
- MOQUEREAU DE LA BARRIE. — *Mes trois mois de prison en Vendée, publiés par Gustave Bord*. — Nantes, Forest, 1882, in-8°.
- MOREAU. — *Ode sur l'inauguration de la statue du général Travot*. — Napoléon-Vendée, Ivonnet, 1838.
- *La Vendée, poème en 12 chants*. — Paris, 1861, in-8°.
- MORTONVAL. — *Histoire des guerres de la Vendée*. — Paris, Dupont, 1828, in-8°.
- MURET (TH.). — *Souvenirs de l'Ouest*. — Paris, 1839, in-16°.
- *Vie populaire des généraux vendéens*. — Paris, 1844, in-16°.
- *Histoire des guerres de l'Ouest. Vendée. Chouannerie (1792-1815)*. — Paris, 1848, 5 vol. in-8°.
- NAPOLÉON. — *Mémoires pour servir à l'histoire de France*. — Paris, 1823, 8 vol. in-8°.
- NETTEMENT. — *Vie de M^o la M^o de La Rochejaquelein*. — Paris, Vermot, 1858, 1 vol. in-18°.
- *Quiberon, Souvenirs du Morbihan*. — Paris, Lecoffre, 1869, in-12°.
- *Mémoires historiques de S. A. R. M^o la D^o de Berry*. — Paris, Allardin, 1837.

- NOUBES (ARTHUR DES).** — *Généraux et chefs de la Vendée militaire et de la Chouannerie, portraits par Laurent.* — Retaux-Bray, 1887, in-folio.
- ŒTINGER.** — *Bibliographie biographique.* — Paris, Lacroix et Daffis, 1866, 2 vol. in-8°.
- OLIVIER (GUSTAVE).** — *L'armée du général Cathelineau.* — Lille, Lefort, 1870, in-8°.
- OBENHEIM (Journal d').** — *De la collection des Mémoires pour l'histoire de la Révolution française.*
- OURLIAG (ÉDOUARD).** — *Contes du Bocage.* — Paris, J. Lecoffre, 1856, 1 vol. in-12.
- PAJOL (C^o).** — *Kléber. Sa vie, sa correspondance.* — Paris, Didot, 1877.
- PARENTEAU (F.).** — *Médailles vendéennes.* — Nantes, Guéraud, 1856, in-8°.
- PATU DESHAUTSCHAMPS.** — *Die années de guerre intestine.* — Paris, Laguionie, 1840, in-8°.
- PAULOUIN (Abbé).** — *La Chouannerie du Maine et pays adjacents.* — Le Mans, 1873, 3 vol. in-12.
- PAVIE.** — *Le Vendéen au tombeau de ses chefs.* — Angers, Pavie, 1825.
- PHILIPPEAUX.** — *Compte rendu à la Convention nationale, 4 parties.* — Paris, 1794, in-8°.
- *Aux amis de la justice et de la vérité.*
- *A ses collègues et ses concitoyens.*
- *Réponse à tous les défenseurs officieux des bourreaux de nos frères dans la Vendée.*
- *Mémoire posthume. L'an III.* — Imprimerie des Femmes.
- (*Réponse à*) par d'AUBIGNY, adjoint du ministère de la Guerre.
- PIE (Cardinal).** — *Éloge funèbre de M^{me} la M^{re} de La Rochejaquelein.*
- PIET.** — *Mémoires laissés à mon fils,* Imprimés par l'auteur, Noirmoutier, 1806, in-4°. — Cet ouvrage, tiré à 16 exemplaires, a été réédité avec annotations par son fils : J. PIET, sous le titre : *Recherches topographiques, statistiques et historiques sur l'île de Noirmoutier.* — Nantes, Mellinet, 1863, in-8°.
- PIOLIN (Dom PAUL).** — *Souvenirs de la Révolution dans les départements de l'Ouest.* — Niort, Clouzot, 1870.
- PITRE-CHEVALIER.** — *Histoire des guerres de la Vendée,* comprenant l'histoire de la Révolution dans la Bretagne, l'Anjou, le Poitou, le Maine et la Normandie. — Paris, 1851, gr. in-8°.
- PONTDEVIE et INGOLD.** — *Archives du diocèse de Luçon. Chroniques paroissiales.* — Luçon, Bideaux, in-8°.
- PORNIC (Loire-Inférieure).** (*Histoire de*), par CAROU. — Nantes, 1859, 1 vol. in-8°, gr. plan.
- PORT (CÉLESTIN).** — *Dictionnaire historique, géographique et biographique de Maine-et-Loire.* — Angers, Lachèze, 1874-78, 3 vol. gr. in-8°.
- *Mémoires de Besnard,* 2 vol. in-8°.
- *La Vendée angevine.* — Paris, Hachette, 1888, 2 vol. in-8°.
- *Souvenirs d'un nonagénaire, Mémoires de Yves Besnard.* — Angers, 1880, in-8°.
- *La légende de Cathelineau, ses débuts, son brevet de généralissime, son élection, sa mort* (mars-juillet 1793). Avec nombreux documents inédits et inconnus. Paris, Alcan, 1893, in-8°.
- Portefeuille d'un Chouan.** — Pentar-chipolis, imprimerie des honnêtes gens, 1796, in-16.
- PRÉO (DE)** — *Les Héros de la Vendée*

- ou biographie des principaux chefs vendéens. — Tours, Mame, 1841, in-8°.
- PROUST (A.). — *La justice révolutionnaire à Niort*. — Niort, 1869, in-8°.
- PUYMAIGRE (C^{te} DE). — *Souvenirs sur l'émigration, l'Empire et la Restauration*. — Paris, Plon, 1 vol. in-8.
- PUYSAYE (C^{te} JOSEPH DE). — *Mémoires du C^{te} Joseph de Puisaye, lieutenant-général, etc., etc.*, qui pourront servir à l'histoire du parti royaliste français durant la dernière Révolution. — Londres. Harding, 1803-1804, in-8°.
- QUARRÉ DE VERNEUIL. — *La France militaire pendant la Révolution, 1789-1798*. — Paris, Baudouin, 1878, 1 vol. in-8°.
- QUATREBARDÉS (DE). — *Une paroisse vendéenne sous la Terreur*. — Paris, Périsse, 1838.
- QUÉRTAU-LAMERIE. — *Notes sur la guerre de Vendée d'après les papiers inédits de Choudieu*. Vannes, Lafolye, 1889, in-8° br.
- Réponse des armées catholiques et royales de la Vendée au décret de la soi-disant Convention, datée du 12 frimaire de son calendrier (2 janvier 1795)*. — De l'imprimerie de Charette, Londres J. Boffe, in-4°.
- RICHARD (JULES). — *Histoire du département des Deux-Sèvres, depuis 1790 jusqu'à la révolution de 1830*. — Niort, Robin, 1846, 3 vol. in-8°.
- RICHARD ET CHOUDIEU. — *Rapport sur la guerre de la Vendée*. — Paris, an III, 2 parties en 1 vol. in-8°.
- ROBERT (Aîné). — *Une année de la vie militaire de Murceau*. — Nancy, Grimblot, 1850, in-8°.
- ROBUCHON (Jules). — *Paysages et monuments du Poitou*. — Paris, Motteroz, 1886-1894, 9 magnifiques vol. in-folio.
- *Paysages et monuments de Bretagne*. Ibid. En cours de publication.
- ROCHEBROCHARD (C^{te} LOUIS DE LA). — *Louis de La Rochejaquelein en Vendée et en Portugal (mai 1832-septembre 1833)*. Saint-Maixent, Reversé, 1891, gr. in-8° br.
- ROCHECHOUART (Général C^{te} DE). — *Souvenirs sur la Révolution, l'Empire et la Restauration*. — Paris, Plon, 1890, 1 vol. in-8°.
- ROCHÈRE (C^{te} DE LA). — *Épisodes des guerres de l'Ouest*. in-8°. 1856.
- ROGUET. — *De la Vendée militaire*. — Paris, Corréard, 1834, 1 vol. in-8°.
- *Essai théorique sur les guerres d'insurrection ou suite à la Vendée militaire*. — Paris, Corréard, 1836, in-8°.
- ROMAIN (DE). — *Récit de quelques faits concernant la guerre de Vendée*. — Paris, Pihan de la Forest, in-8°.
- ROUILLÉ (AUGUSTIN). — *Assignats et papiers-monnaie. Guerre de Vendée et Chouannerie (1793-1796)*. — La Roche-sur-Yon, Ivonnet, 1891, in-8 br. planches noires et coloriées.
- ROUSSE (JOSEPH). — *Documents inédits sur Cathelineau*. — Nantes, Grimaud, 1893.
- ROUSSELIN. — *Vie de Lazare Hoche*. — Paris, Buisson, an VI, 2 vol. in-8°.
- SAINT-AMAND (IMBERT DE). — *Captivité de la D^{me} de Berry*. — Paris, Dantu, 1890, in-12 et petit in-f°. 1893.
- SAINT-HILAIRE (M. DE). — *Vie anecdotique de S. A. R. M^{te} la D^{me} de Berry, depuis sa naissance jusqu'à ce jour*. — Paris, Séguin, 1826, in-18.
- SAINT-LÉONARD. — *La légende de Cathelineau*. — Vannes, Lafolye, 1893.
- SAPINAUD DE BOISHUGUET. — *Élégies*

- vendéennes*. — Paris, Leclerc, 1820.
- SAPINAUD (M^{me} DE). — *Mémoires sur la Vendée*. — Paris, Audin, 1824, in-12.
- SAUVAGE. — *Un canton de l'Anjou*.
- SAVARY. — *Mémoires sur la Vendée, comprenant les Mémoires inédits d'un ancien administrateur militaire des armées républicaines et ceux de M^{me} de Sapinaud*. — Paris, Baudouin, 1823, 6 vol. in-8°.
- *Guerre des Vendéens et des Chouans contre la République française*. — Paris, Baudouin, 1824, 6 vol. in-8°.
- SÉGUIN (RICHARD). — *Histoire de la Chouannerie et de la Restauration de la religion et de la monarchie en France*. — Vire, Adam, 1823-1824, 2 vol. in-18.
- SEUAR. — *Les Brigands de la Vendée en évidence (ouvrage auquel on joint : La théorie des conspirations mise à découvert, ou réponse des patriotes de Tours au libelle de Senar)*. — Tours, s. d., 1 vol. in-8°.
- SICOTIÈRE (L. DE LA). — *La mort de Jean Chouan et sa prétendue postérité*. — Mamers, 1877, gr. in-8°.
- *L'évasion du fort de Joux, janvier 1805 (Frotté, Girod, Allié de Haute-Roche et Moulin)*. — Nantes, Forest et Grinaud, 1883, br. in-8°.
- *René Chouan et sa prétendue postérité*. — Fleury et Dangin, 1880, br. in-8°.
- *Les articles secrets de la pacification de la Vendée en 1795*. — Paris, Victor Palmé, 1881.
- *Les soumissions dans l'Ouest*. — Janvier-février, 1800. Mamers, Fleury et Dangin, 1885.
- *Le curé Cantiteau*. — Angers, Germain et Grassin, 1878.
- *Louis de Frotté et les insurrections normandes*. — Paris, Plon, 1889, 3 vol. in-8°.
- SOUVESTRE (ÉMILE). — *Scènes de la Chouannerie*. — Paris, 1852.
- STOFFLET (EDMOND). — *Stofflet et la Vendée*. — Paris, Plon, 1875, in-18.
- TALLIEN. — *Rapport fait à la Convention nationale dans la séance du 9 thermidor an III, sur la défaite des émigrés à Quiberon*. — Paris, imprimerie de la République, thermidor an IV, in-8°.
- TERCIER. — *Mémoires politiques et militaires du général Tercier (1770-1816), publiés avec préface, notes et pièces justificatives par C. de la Chanonie*. Paris, Plon, 1891, 2 vol. in-8°.
- THIÉBAUT. — *La guerre de la Vendée, pièce révolutionnaire en trois actes et en prose, pour être représentée par de jeunes citoyens et citoyennes les jours de décade et autres fêtes nationales*. — Nancy, V^e Bachot, an II de la République, in-8°.
- TOULONGEON (M^{me} EMMANUEL). — *Lettres de la Vendée écrites en fructidor an III, jusqu'au mois de nivôse an IV*. — Paris, Treuttel et Wurtz, an IX, 2 t. en 1 vol.
- Traité de paix signé et proclamé à Nantes, où les Vendéens ont rendu les armes et munitions de guerre : détail sur le fameux dîner de Charette et l'entretien de deux Chouans avec des républicains*. — Paris, Prévost, in-8.
- TRÉMAUDAN (J. DE). — *Histoire de Nantes et de la Loire-Inférieure*. — Nantes, Cier, 1 vol. in-8°.
- TRÉMOILLE (DUC CH. DE LA). — *Chartrier de Thouars. Documents historiques et généalogiques, in-folio*. — Paris, MDCCCLXXVII.

- TRESSAY (Abbé du). — *Puytesson*, Paris. Lecoffre, 1873, 1 vol.
- *Histoire des moines et des évêques de Luçon*. 3 vol. in-8° Paris. Palmé.
- *Vie de Mgr Soger, évêque de Luçon*, un vol. in-8°
- TENQ (G'). — *Réponse à V. d'Aubigny et au rapport de Richard et Choudieu à la Convention nationale sur la guerre de Vendée*. — 18 pluviôse an II, in-8
- TURREAU (G'). — *Mémoires pour servir à l'histoire de la guerre de Vendée*. — Paris, Beaudouin, 1806-1824, in-8°.
- VAUBAN (C^{te} DE ***). — *Mémoires pour servir à l'histoire de la guerre de la Vendée*. — Paris, 1806, in-8°.
- VEUILLOT (EUGÈNE). — *Les guerres de la Vendée et de la Bretagne, 1790-1832*. — Paris, 1847, in-16.
- VIAL (JEAN-ANTOINE). — *Causes de la guerre de la Vendée et des Chouans*. — Angers, Jahyer, an III. in-8°.
- *Encore la Vendée, lettre au général Hoche, an IV*.
- *Récit historique de ce qui s'est passé à l'attaque d'Angers par les brigands de la Vendée, les 13 et 14 frimaire*. — Mame, Angers. in-4°.
- *Discours prononcé à la Société populaire d'Angers*. — Mame, Angers.
- VICTOR (P.-L.). — *La grande parabole d'un curé de la Vendée ou le dernier rêve du fanatico-terroriste*, in-8°.
- VICTOR PIERRE. — *La Terreur et le Directoire*. — Paris, Retaux-Bray, 1887. in-12. 18 fructidor, Paris, A. Picard, 1893.
- VILLEBOIS. — *La mère chrétienne, élégie vendéenne, suivie de quelques poésies*. — Paris, Didot, 1825, in-8°.
- VILLENEUVE LA ROCHE-BARNAUD. — *Mémoires sur l'expédition de Quiberon*. — Paris. Lenormant, 1819, in-8°.
- VIMONT. — *Troubles et scènes de la Chouannerie dans l'Orne*. — Argentan, 1888, in-8°.
- VOUZIER (DE). — *Athanase Charette*. — Paris, Tiger, in-32.
- *Tuffin de La Rouërie ou histoire de la guerre des Chouans*. — Paris, Tiger, in-32.
- WALLON. — *Les représentants du peuple en mission et la justice révolutionnaire dans les départements, t. I^{er} : Vendée ; t. II : l'Ouest et le Sud-Ouest*. — Paris, Hachette, 1889, in-8°.
- WALSH (V^{te}). — *Lettres vendéennes*. — Paris, Vermot, 2 vol. in-16.
- WELSCHINGER (HENRI). — *Aventures de guerres et d'amour du B^{no} de Cormatin, 1794-1812*. — Paris, Plon, 1894.
- WESTERMANN. — *Le général Westermann au représentant Couthon, 20 pluviôse an II*. — Paris, Desenne.
- *Campagne de la Vendée du général Westermann*. — Paris, an II. in-8.
- WISMES (B^{no} DE). — *La Vendée*. — Nantes, Sebire, in-folio.
- *Le Maine et l'Anjou, historiques, archéologiques et pittoresques. Recueil des sites et des monuments les plus remarquables sous le rapport de l'art et de l'histoire des départements de la Sarthe, de la Mayenne et de Maine-et-Loire*. Nantes, s. d. (1854-1862) 2 vol in-fol. 108 planches hors texte, donnant les vues des châteaux, abbayes, monastères, villes, églises, manoirs, monuments remarquables, etc., etc.



CARTE

pour servir à l'Histoire de la
VENDES MILITAIRE
DE
CRETINEAU-JOLY
(NOUVELLE EDITION ILLUSTRÉE)

Dessinée par
CHR. CEHLRI

LA MANCHE



Explication des Signes.

- ✘ Grandes Batailles
- ✖ Combats et escarmouches
- Camps vendéens
- Camps républicains
- Conférences (Quartier-général)
- Chef-lieu des Gouvernements
- des Départements
- des Arrondissements
- Ville ou village historique
- Archevêché, Evêché, Citadelle

